



CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

DOCUMENTS OFFICIELS

TRENTE-SEPTIÈME SESSION

13 juillet - 15 août 1964

NATIONS UNIES

New York, 1964

AVERTISSEMENT

Les *Documents officiels du Conseil économique et social* comprennent les comptes rendus analytiques des séances plénières (avec les corrections apportées à la demande des délégations et toutes autres modifications qu'exigent les travaux d'édition), les annexes et les suppléments.

Le présent fascicule liminaire contient, à la page xxvii, un répertoire des documents relatifs à l'ordre du jour de la session; ce répertoire indique dans quelle publication se trouve chaque document.

* * *

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.

SIGLES

AID	Association internationale de développement	GATT	Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (désigne aussi les Parties contractantes ou leur secrétariat)
AIEA	Agence internationale de l'énergie atomique	IMCO	Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime
BAT	Bureau de l'assistance technique	OACI	Organisation de l'aviation civile internationale
BIT	Bureau international du Travail	OIT	Organisation internationale du Travail
CAC	Comité administratif de coordination	OMM	Organisation météorologique mondiale
CAT	Comité de l'assistance technique	OMS	Organisation mondiale de la santé
BIRD	Banque internationale pour la reconstruction et le développement	ONU	Organisation des Nations Unies
CEA	Commission économique pour l'Afrique	OPEX	Programme pour l'envoi de personnel d'exécution, de direction et d'administration
CEAEO	Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient	PEAT	Programme élargi d'assistance technique
CEE	Commission économique pour l'Europe	SFI	Société financière internationale
CEPAL	Commission économique pour l'Amérique latine	UIT	Union internationale des télécommunications
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture	UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
FISE	Fonds des Nations Unies pour l'enfance	UPU	Union postale universelle
FMI	Fonds monétaire international		

ERRATA

1315^e séance, paragraphe 3,

1320^e, 1321^e, 1322^e séances, titre précédant le paragraphe 1,

1323^e séance, titre précédant le paragraphe 7,

1330^e et 1331^e séances, titre précédant le paragraphe 1, *au lieu de E/ECE/535, lire E/ECE/542.*

1337^e séance, titre précédant le paragraphe 20, et

1339^e séance, titre précédant le paragraphe 1, *avant E/3918, ajouter E/3912.*

TABLE DES MATIÈRES

	Pages		Pages
Avertissement	iii	1321 ^e séance — Vendredi 17 juillet 1964, à 11 h 5	
Sigles	iii	<i>Points 5 et 4 de l'ordre du jour:</i>	
Délégations	xi	Tendances économiques mondiales	
Ordre du jour	xxv	Rapport de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement	
Répertoire des documents	xxvii	Débat général (<i>suite</i>)	45
1314 ^e séance (séance d'ouverture) — Lundi 13 juillet 1964, à 11 h 10		1322 ^e séance — Vendredi 17 juillet 1964, à 15 h 40	
<i>Ouverture de la session</i>	1	<i>Point 5 et 4 de l'ordre du jour:</i>	
<i>Point 1 de l'ordre du jour:</i>		Tendances économiques mondiales	
Election du Président et des Vice-présidents pour 1964 .	1	Rapport de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement	
<i>Point 2 de l'ordre du jour:</i>		Débat général (<i>suite</i>)	51
Adoption de l'ordre du jour	2	1323 ^e séance — Lundi 20 juillet 1964, à 10 h 25	
<i>Point 3 de l'ordre du jour:</i>		<i>Point 17 de l'ordre du jour:</i>	
Organisation des travaux de la trente-septième session .	2	Rapport des commissions économiques régionales (<i>reprise des débats de la 1319^e séance</i>)	55
1315 ^e séance — Lundi 13 juillet 1964, à 15 h 30		<i>Points 5 et 4 de l'ordre du jour:</i>	
<i>Point 17 de l'ordre du jour:</i>		Tendances économiques mondiales	
Rapport des commissions économiques régionales . .	5	Rapport de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement	
1316 ^e séance — Mardi 14 juillet 1964, à 10 h 55		Débat général (<i>suite</i>)	56
<i>Point 35 de l'ordre du jour:</i>		1324 ^e séance — Mardi 21 juillet 1964, à 10 h 55	
Organisations non gouvernementales		<i>Point 18 de l'ordre du jour:</i>	
Rapport du Comité du Conseil chargé des organisations non gouvernementales relatif aux demandes d'audition	13	Rapports du Conseil d'administration du Fonds spécial	63
<i>Point 17 de l'ordre du jour:</i>		1325 ^e séance — Mardi 21 juillet 1964, à 15 h 20	
Rapports des commissions économiques régionales (<i>suite</i>)	13	<i>Point 18 de l'ordre du jour:</i>	
1317 ^e séance — Mardi 14 juillet 1964, à 15 h 25		Rapports du Conseil d'administration du Fonds spécial (<i>fin</i>)	69
<i>Point 17 de l'ordre du jour:</i>		<i>Point 19 de l'ordre du jour:</i>	
Rapports des commissions économiques régionales (<i>suite</i>)	15	Programmes de coopération technique	
1318 ^e séance — Mercredi 15 juillet 1964, à 10 h 55		a) Programmes d'assistance technique de l'Organisation des Nations Unies	
<i>Point 17 de l'ordre du jour:</i>		b) Programme élargi d'assistance technique	
Rapports des commissions économiques régionales (<i>suite</i>)	21	c) Coordination des activités d'assistance technique	
1319 ^e séance — Mercredi 15 juillet 1964, à 15 h 25		Rapport du Comité de l'assistance technique	70
<i>Point 17 de l'ordre du jour:</i>		1326 ^e séance — Mercredi 22 juillet 1964, à 10 h 40	
Rapports des commissions économiques régionales (<i>suite</i>)	29	<i>Points 6, 7 et 44 de l'ordre du jour:</i>	
1320 ^e séance — Jeudi 16 juillet 1964, à 10 h 45		Examen général du développement, de la coordination et de la concentration de l'ensemble des programmes et activités de l'Organisation des Nations Unies, des institutions spécialisées et de l'Agence internationale de l'énergie atomique dans les domaines économique et social et dans celui des droits de l'homme	
<i>Points 5 et 4 de l'ordre du jour:</i>		Décennie des Nations Unies pour le développement	
Tendances économiques mondiales		a) Plans de développement et instituts de planification du développement	
Rapport de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement		b) Institut de formation et de recherche des Nations Unies	
Débat général	37		

	Pages		Pages
c) Campagne mondiale contre la faim, la maladie et l'ignorance		Campagne mondiale pour l'alphabétisation universelle	
d) Classification fonctionnelle des activités pendant la Décennie		Débat général (suite)	105
Campagne mondiale pour l'alphabétisation universelle		1330 ^e séance — Vendredi 24 juillet 1964, à 10 h 55	
Débat général	79	Points 5 et 4 de l'ordre du jour:	
1327 ^e séance — Mercredi 22 juillet 1964, à 15 h 25		Tendances économiques mondiales	
Points 6, 7 et 44 de l'ordre du jour:		Rapport de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement	
Examen général du développement, de la coordination et de la concentration de l'ensemble des programmes et activités de l'Organisation des Nations Unies, des institutions spécialisées et de l'Agence internationale de l'énergie atomique dans les domaines économique et social et dans celui des droits de l'homme		Débat général (reprise des débats de la 1323 ^e séance)	115
Décennie des Nations Unies pour le développement		1331 ^e séance — Vendredi 24 juillet 1964, à 15 h 25	
a) Plans de développement et instituts de planification du développement		Points 5 et 4 de l'ordre du jour:	
b) Institut de formation et de recherche des Nations Unies		Tendances économiques mondiales (suite)	
c) Campagne mondiale contre la faim, la maladie et l'ignorance		Rapport de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (fin)	
d) Classification fonctionnelle des activités durant la Décennie		Débat général (fin)	121
Campagne mondiale pour l'alphabétisation universelle		1332 ^e séance — Samedi 25 juillet 1964, à 10 h 25	
Débat général (suite)	87	Points 6, 7 et 44 de l'ordre du jour:	
1328 ^e séance — Jeudi 23 juillet 1964, à 10 h 50		Examen général du développement, de la coordination et de la concentration de l'ensemble des programmes et activités de l'Organisation des Nations Unies, des institutions spécialisées et de l'Agence internationale de l'énergie atomique dans les domaines économique et social et dans celui des droits de l'homme	
Points 6, 7 et 44 de l'ordre du jour:		Décennie des Nations Unies pour le développement	
Examen général du développement, de la coordination et de la concentration de l'ensemble des programmes et activités de l'Organisation des Nations Unies, des institutions spécialisées et de l'Agence internationale de l'énergie atomique dans les domaines économique et social et dans celui des droits de l'homme		a) Plans de développement et instituts de planification du développement	
Décennie des Nations Unies pour le développement		b) Institut de formation et de recherche des Nations Unies	
a) Plans de développement et instituts de planification du développement		c) Campagne mondiale contre la faim, la maladie et l'ignorance	
b) Institut de formation et de recherche des Nations Unies		d) Classification fonctionnelle des activités durant la Décennie	
c) Campagne mondiale contre la faim, la maladie et l'ignorance		Campagne mondiale pour l'alphabétisation universelle	
d) Classification fonctionnelle des activités durant la Décennie		Débat général (reprise des débats de la 1329 ^e séance et fin)	129
Campagne mondiale pour l'alphabétisation universelle		Point 38 de l'ordre du jour:	
Débat général (suite)	99	Incidences financières des décisions du Conseil	132
1329 ^e séance — Jeudi 23 juillet 1964, à 15 h 25		1333 ^e séance — Lundi 27 juillet 1964, à 10 h 50	
Points 6, 7 et 44 de l'ordre du jour:		Point 38 de l'ordre du jour:	
Examen général du développement, de la coordination et de la concentration de l'ensemble des programmes et activités de l'Organisation des Nations Unies, des institutions spécialisées et de l'Agence internationale de l'énergie atomique dans les domaines économique et social et dans celui des droits de l'homme		Incidences financières des décisions du Conseil (suite)	135
Décennie des Nations Unies pour le développement		Point 8 de l'ordre du jour:	
a) Plans de développement et instituts de planification du développement		Conséquences économiques et sociales du désarmement	
b) Institut de formation et de recherche des Nations Unies		Affectation à des besoins pacifiques des ressources libérées par le désarmement	136
c) Campagne mondiale contre la faim, la maladie et l'ignorance		1334 ^e séance — Lundi 27 juillet 1964, à 15 h 30	
d) Classification fonctionnelle des activités durant la Décennie		Point 8 de l'ordre du jour:	
Campagne mondiale pour l'alphabétisation universelle		Conséquences économiques et sociales du désarmement	
Débat général (suite)	99	Affectation à des besoins pacifiques des ressources libérées par le désarmement (suite)	141
1329 ^e séance — Jeudi 23 juillet 1964, à 15 h 25		Point 33 de l'ordre du jour:	
Points 6, 7 et 44 de l'ordre du jour:		Enseignement des buts et des principes, de la structure et des activités de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées dans les écoles et dans les autres établissements d'enseignement des Etats Membres	
Examen général du développement, de la coordination et de la concentration de l'ensemble des programmes et activités de l'Organisation des Nations Unies, des institutions spécialisées et de l'Agence internationale de l'énergie atomique dans les domaines économique et social et dans celui des droits de l'homme		Rapport du Comité social	149
Décennie des Nations Unies pour le développement			
a) Plans de développement et instituts de planification du développement			
b) Institut de formation et de recherche des Nations Unies			
c) Campagne mondiale contre la faim, la maladie et l'ignorance			
d) Classification fonctionnelle des activités durant la Décennie			

	<i>Pages</i>
<i>Point 13 de l'ordre du jour:</i>	
Rôle des brevets dans le transfert des connaissances techniques aux pays sous-développés	
Rapport du Comité économique	149
1335^e séance — Mardi 28 juillet 1964, à 10 h 55	
<i>Points 46 de l'ordre du jour:</i>	
Secours d'urgence au Costa Rica	151
<i>Point 14 et 15 de l'ordre du jour:</i>	
Développement des ressources naturelles	
a) Action coordonnée dans le domaine des ressources hydrauliques	
b) Rapport d'activité sur les sources nouvelles d'énergie	
c) Travaux dans le domaine des ressources non agricoles	
Souveraineté permanente sur les ressources naturelles	
Débat général	153
1336^e séance — Mercredi 29 juillet 1964, à 10 h 55	
<i>Points 14 et 15 de l'ordre du jour:</i>	
Développement des ressources naturelles	
a) Action coordonnée dans le domaine des ressources hydrauliques	
b) Rapport d'activité sur les sources nouvelles d'énergie	
c) Travaux dans le domaine des ressources non agricoles	
Souveraineté permanente sur les ressources naturelles	
Débat général (<i>suite</i>)	157
1337^e séance — Mercredi 29 juillet 1964, à 15 h 20	
<i>Points 14 et 15 de l'ordre du jour:</i>	
Développement des ressources naturelles	
a) Action coordonnée dans le domaine des ressources hydrauliques	
b) Rapport d'activité sur les sources nouvelles d'énergie	
c) Travaux dans le domaine des ressources non agricoles	
Souveraineté permanente sur les ressources naturelles	
Débat général (<i>fin</i>)	163
<i>Point 23 de l'ordre du jour:</i>	
Rapport du Comité de l'habitation, de la construction et de la planification	
Débat général	166
1338^e séance — Jeudi 30 juillet 1964, à 10 h 55	
<i>Point 27 de l'ordre du jour:</i>	
Rapport de la Commission des droits de l'homme	
Rapport du Comité social	173
<i>Point 28 de l'ordre du jour:</i>	
Mesures en vue de l'application de la Déclaration des Nations Unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale	
Rapport du Comité social	178
<i>Point 29 de l'ordre du jour:</i>	
Services consultatifs dans le domaine des droits de l'homme	
Rapport du Comité social	178

	<i>Pages</i>
<i>Point 30 de l'ordre du jour:</i>	
Esclavage	
Rapport du Comité social	179
1339^e séance — Vendredi 31 juillet 1964, à 10 h 50	
<i>Point 23 de l'ordre du jour:</i>	
Rapport du Comité de l'habitation, de la construction et de la planification	
Débat général (<i>reprise des débats de la 1337^e séance et fin</i>)	181
1340^e séance — Lundi 3 août 1964, à 15 h 20	
<i>Points 11 et 12 de l'ordre du jour:</i>	
Activités dans le domaine du développement industriel	
Formation de personnel technique national en vue de l'industrialisation accélérée des pays en voie de développement	
Débat général	187
1341^e séance — Mardi 4 août 1964, à 10 h 50	
<i>Point 11 et 12 de l'ordre du jour:</i>	
Activité dans le domaine du développement industriel	
Formation de personnel technique national en vue de l'industrialisation accélérée des pays en voie de développement	
Débat général (<i>suite</i>)	199
1342^e séance — Mardi 4 août 1964, à 15 h 20	
<i>Points 11 et 12 de l'ordre du jour:</i>	
Activités dans le domaine du développement industriel	
Formation de personnel technique national en vue de l'industrialisation accélérée des pays en voie de développement	
Débat général (<i>fin</i>)	205
<i>Point 17 de l'ordre du jour:</i>	
Rapports des commissions économiques régionales (<i>reprise des débats de la 1323^e séance</i>)	
Rapport du Comité économique	210
<i>Point 37 de l'ordre du jour:</i>	
Question d'une session de la Commission du commerce international des produits de base pendant l'automne 1964 et de la prolongation éventuelle du mandat de cette Commission	
Rapport du Comité économique	210
<i>Point 43 de l'ordre du jour:</i>	
Participation aux traités multilatéraux généraux conclus sous les auspices de la Société des Nations . . .	210
<i>Point 14 de l'ordre du jour:</i>	
Développement des ressources naturelles	
a) Action coordonnée dans le domaine des ressources hydrauliques (<i>reprise des débats de la 1337^e séance</i>)	211
1343^e séance — Jeudi 6 août 1964, à 15 h 30	
<i>Point 20 de l'ordre du jour:</i>	
Programme alimentaire mondial	213

	<i>Pages</i>
<i>Point 24 de l'ordre du jour:</i>	
Coopération internationale en matière de cartographie	
a) Rapport du Secrétaire général sur la première Conférence cartographique régionale des Nations Unies pour l'Afrique	
b) Question de la réunion d'une conférence internationale pour la normalisation des noms géographiques	219
<i>Point 15 de l'ordre du jour:</i>	
Souveraineté permanente sur les ressources naturelles (<i>reprise des débats de la 1337^e séance et fin</i>)	
Rapport du Comité économique	222
1344^e séance — Mardi 11 août 1964, à 10 h 55	
<i>Hommage à la mémoire de M. Zawadzki, Président de la République populaire de Pologne</i>	223
<i>Point 19 de l'ordre du jour:</i>	
Programmes de coopération technique (<i>reprise des débats de la 1325^e séance et fin</i>)	
b) Programme élargi d'assistance technique	
Rapport du Comité de l'assistance technique	223
c) Coordination des activités d'assistance technique	
Rapport du Comité de coordination	223
<i>Point 32 de l'ordre du jour:</i>	
Rapport annuel du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés	225
Déclaration du Président	228
1345^e séance — Mardi 11 août 1964, à 15 h 20	
<i>Point 32 de l'ordre du jour:</i>	
Rapport du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés (<i>fin</i>)	229
<i>Point 22 de l'ordre du jour:</i>	
Progrès social	
Rapport du Comité social	232
<i>Point 23 de l'ordre du jour:</i>	
Rapport du Comité de l'habitation, de la construction et de la planification (<i>reprise des débats de la 1339^e séance et fin</i>)	
Rapport du Comité social	232
<i>Point 34 de l'ordre du jour:</i>	
Contrôle international des stupéfiants	
Rapport du Comité social	232
<i>Point 8 de l'ordre du jour:</i>	
Conséquences économiques et sociales du désarmement	
Affectation à des besoins pacifiques des ressources libérées par le désarmement (<i>reprise des débats de la 1334^e séance et fin</i>)	232
1346^e séance — Mercredi 12 août 1964, à 10 h 40	
<i>Point 17 de l'ordre du jour:</i>	
Rapports des commissions économiques régionales (<i>reprise des débats de la 1342^e séance</i>)	233
1347^e séance — Jeudi 13 août 1964, à 10 h 50	
Pouvoir des représentants	239

	<i>Pages</i>
<i>Point 31 de l'ordre du jour:</i>	
Fonds des Nations Unies pour l'enfance	239
1348^e séance — Jeudi 13 août 1964, à 15 h 30	
<i>Point 17 de l'ordre du jour:</i>	
Rapports des commissions économiques régionales (<i>reprise des débats de la 1346^e séance et fin</i>)	249
<i>Point 26 de l'ordre du jour:</i>	
Jumelage des villes: moyen de coopération internationale	
Rapport du Comité social	252
<i>Point 5 de l'ordre du jour:</i>	
Tendances économiques mondiales (<i>reprise des débats de la 1331^e séance et fin</i>)	
Rapport du Comité économique	252
<i>Point 12 de l'ordre du jour:</i>	
Formation de personnel technique national en vue de l'industrialisation accélérée des pays en voie de développement (<i>reprise des débats de la 1342^e séance et fin</i>)	
Rapport du Comité économique	252
<i>Point 11 de l'ordre du jour:</i>	
Activité dans le domaine du développement industriel (<i>reprise des débats de la 1342^e séance et fin</i>)	
Rapport du Comité économique	252
<i>Point 35 de l'ordre du jour:</i>	
Organisations non gouvernementales (<i>reprise des débats de la 1316^e séance et fin</i>)	
Rapport du Comité du Conseil chargé des organisations non gouvernementales sur les demandes d'admission au statut consultatif et le renouvellement de demandes déjà présentées	252
1349^e séance — Vendredi 14 août 1964, à 10 h 50	
<i>Point 39 de l'ordre du jour:</i>	
Elections	255
Commissions techniques	257
Comité de l'habitation, de la construction et de la planification	259
1350^e séance — Vendredi 14 août 1964, à 15 h 30	
<i>Point 39 de l'ordre du jour:</i>	
Elections (<i>suite</i>)	
Conseil d'administration du Fonds des Nations Unies pour l'enfance	261
<i>Point 44 de l'ordre du jour:</i>	
Campagne mondiale pour l'alphabétisation universelle (<i>reprise des débats de la 1332^e séance et fin</i>)	
Rapport du Comité de coordination	261
<i>Point 14 de l'ordre du jour:</i>	
Développement des ressources naturelles (<i>reprise des débats de la 1342^e séance et fin</i>)	
a) Action coordonnée dans le domaine des ressources hydrauliques	
b) Rapport d'activité sur les sources nouvelles d'énergie	
c) Travaux dans le domaine des ressources non agricoles	
Rapport du Comité économique	261

	<i>Pages</i>
<i>Point 25 de l'ordre du jour:</i>	
Question des procédures à suivre pour reviser la Convention sur la circulation routière et le Protocole relatif à la signalisation routière, faits à Genève le 19 septembre 1949	
Rapport du Comité économique	262
1351^e séance (séance d'ajournement) — Samedi 15 août 1964, à 10 h 35	
<i>Point 6 de l'ordre du jour:</i>	
Examen général du développement, de la coordination et de la concentration de l'ensemble des programmes et activités de l'Organisation des Nations Unies, des institutions spécialisées et de l'Agence internationale de l'énergie atomique dans les domaines économique et social et dans celui des droits de l'homme (<i>reprise des débats de la 1332^e séance et fin</i>)	
Rapport du Comité de coordination	263
<i>Point 7 de l'ordre du jour:</i>	
Décennie des Nations Unies pour le développement (<i>reprise des débats de la 1332^e séance et fin</i>)	
Rapport du Comité de coordination	264
<i>Point 16 de l'ordre du jour:</i>	
Questions relatives à la science et à la technique	
Rapport du Comité de coordination	265
<i>Point 45 de l'ordre du jour:</i>	
Assistance de l'Organisation des Nations Unies en cas de catastrophe naturelle	
Rapport du Comité de coordination	265

	<i>Pages</i>
<i>Point 9 de l'ordre du jour:</i>	
Planification et projections économiques	
Rapport du Comité économique	265
<i>Point 10 de l'ordre du jour:</i>	
Financement du développement économique	
Rapport du Comité économique	265
<i>Point 21 de l'ordre du jour:</i>	
Accroissement démographique et développement économique et social	
Rapport du Comité économique	265
<i>Point 36 de l'ordre du jour:</i>	
Examen du plan des conférences et établissements du calendrier des conférences pour 1965	
Rapport du Comité de coordination et rapport du Secrétaire général	265
<i>Point 38 de l'ordre du jour:</i>	
Incidences financières des décisions du Conseil (<i>reprise des débats de la 1333^e séance et fin</i>)	266
<i>Point 40 de l'ordre du jour:</i>	
Dispositions relatives au rapport du Conseil à l'Assemblée générale	267
<i>Ajournement de la session</i>	267

DÉLÉGATIONS

Membres du Conseil

ALGÉRIE

Représentant

M. Abdelkader Chanderli, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire, représentant permanent auprès de l'Organisation des Nations Unies.

Suppléant

M. Mohamed Benamar, mission permanente auprès de l'Office européen des Nations Unies.

Conseillers

M. Mahmoud Belal, Ministère des affaires étrangères;
M. Keramane Sadek, Direction générale du Plan, Ministère de l'économie nationale;
M. Rachid Hannouz, mission permanente auprès de l'Office européen des Nations Unies;
M. Nadir Marouf, administrateur civil, Ministère de l'économie nationale.

ARGENTINE

Représentant

M. Raúl C. Migone, ambassadeur, représentant permanent auprès de l'Office européen des Nations Unies.

Suppléants

M. Osvaldo Guillermo Carcía Piñeiro, conseiller d'ambassade, mission permanente auprès de l'Office européen des Nations Unies;
M. Fernando G. Lerena, conseiller économique, mission permanente auprès de l'Office européen des Nations Unies.

Conseillers

M. Mario Alberto Campora, deuxième secrétaire d'ambassade, mission permanente auprès de l'Office européen des Nations Unies;
M. Francisco José Pulit, troisième secrétaire d'ambassade, mission permanente auprès de l'Office européen des Nations Unies;
M. Juan Carlos Arlia, troisième secrétaire d'ambassade, mission permanente auprès de l'Office européen des Nations Unies.

AUSTRALIE

Représentant

Sir Ronald Walker, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire en France.

Suppléants

M. B. C. Hill, ambassadeur, représentant permanent auprès de l'Office européen des Nations Unies;

M. J. W. Cumes, conseiller et chargé d'affaire *ad intérim*, ambassade à Bruxelles;

M. L. Corkery, commissaire commercial, ambassade à Paris;

M. R. R. Fernandez, premier secrétaire, ambassade à Rome;

M. R. J. Percival, premier secrétaire, ambassade à La Haye.

Conseillers

M. P. N. Hutton, premier secrétaire, mission permanente auprès de l'Office européen des Nations Unies;
M. R. J. Greet, deuxième secrétaire, mission permanente auprès de l'Office européen des Nations Unies;
M. N. C. K. Evers, Département des affaires extérieures;
M. A. C. Wilson, deuxième secrétaire, mission permanente auprès de l'Organisation des Nations Unies;
M. J. Pomeroy, troisième secrétaire, ambassade dans la République fédérale d'Allemagne.

AUTRICHE

Représentant

M. Friedrich Kolb, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire, Ministère fédéral des affaires étrangères.

Suppléants

M. Franz Weidinger, conseiller, Ministère fédéral des affaires étrangères;
M. Henrich Gleissner, conseiller, mission permanente auprès de l'Office européen des Nations Unies;..
M. Gert Heible, secrétaire de légation, Ministère fédéral des affaires étrangères;
M. Otto Maschke, secrétaire de légation, Ministère fédéral des affaires étrangères;
M. Kurt Herndl, secrétaire de légation, Ministère fédéral des affaires étrangères;
M. George Zuk, directeur, Chancellerie fédérale;
M. Albert Buzzi-Quattrini, directeur, Ministère fédéral du commerce et de la reconstruction;
M. Rudolf Willenpart, secrétaire, Ministère fédéral du commerce et de la reconstruction;
M. Anton Zembsch, secrétaire, Ministère fédéral du commerce et de la reconstruction.

CHILI

Représentant

M. Jorge Burr, Directeur des affaires économiques, Ministère des relations extérieures.

Suppléants

M. Ramón Huidobro, représentant permanent auprès de l'Office européen des Nations Unies;

M. Hugo Cubillos, secrétaire d'ambassade, mission permanente auprès de l'Organisation des Nations Unies;

M. Rolando Stein, secrétaire d'ambassade, mission permanente auprès de l'Office européen des Nations Unies.

COLOMBIE

Représentant

M. Alfonso Patiño, ambassadeur, représentant permanent adjoint auprès de l'Organisation des Nations Unies.

Suppléants

M. Héctor Gómez Paniagua;

M. Rafael Suárez.

EQUATEUR

Représentant

M. Enrique Ponce y Carbo, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire, représentant permanent auprès de l'Office européen des Nations Unies.

Suppléant

M. Silvio Mora Bowen, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire en Suisse.

Conseillers

M. Ramón de Ycaza, ministre plénipotentiaire, ambassade à Berne;

M. Benito Ottati Moreira, conseiller commercial, ambassade à Rome;

M. Joaquín Zevallos Menéndez, conseiller commercial, ambassade à Londres.

ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE

Représentant

M. Franklin H. Williams, ambassadeur, représentant au Conseil économique et social, mission permanente auprès de l'Organisation des Nations Unies.

Suppléant

M. Walter M. Kotschnig, ministre.

Conseillers spéciaux

M. Harlan Cleveland, Sous-Secrétaire pour les affaires relatives aux organisations internationales, Département d'Etat;

M^{me} Gladys Tillett, représentant à la Commission de la condition de la femme, mission permanente auprès de l'Organisation des Nations Unies;

M^{me} Marietta P. Tree, représentant à la Commission des droits de l'homme, mission permanente auprès de l'Organisation des Nations Unies;

M. Roger W. Tubby, ambassadeur, représentant permanent auprès de l'Office européen des Nations Unies.

Conseillers

M^{lle} Marjorie Belcher, conseiller pour les affaires économiques et sociales, mission permanente auprès de l'Organisation des Nations Unies;

M^{lle} Kathleen Bell, service des affaires économiques et sociales internationales, Département d'Etat;

M. Clarence I. Blau, mission permanente auprès de l'Organisation des Nations Unies;

M. J. Mishell George, assistant spécial du directeur du bureau du commerce international, Département du commerce;

M. Warren E. Hewitt, service juridique, Département d'Etat;

M. Robert A. Kevan, sous-secrétaire adjoint pour les affaires internationales, Département de la santé, de l'éducation et du bien-être;

M. Alexander F. Kieffer, directeur adjoint du service des affaires économiques et sociales internationales, Département d'Etat;

M^{lle} Florence E. Kirlin, bureau des affaires économiques, Département d'Etat;

M. John E. Means, chef de la division des Nations Unies, service des organisations internationales, Département du Travail;

M. George A. Tesoro, mission permanente auprès de l'Office européen des Nations Unies;

M. James R. Wachob, mission permanente auprès de l'Office européen des Nations Unies;

M. William H. Wynne, bureau des affaires internationales, Département du trésor.

FRANCE

Représentant

M. Joannès Dupraz.

Suppléants

M. Maurice Viaud, ministre conseiller, mission permanente auprès de l'Organisation des Nations Unies;

M. Bernard de Chalvron, ministre plénipotentiaire, représentant permanent auprès de l'Office européen des Nations Unies;

M. Pierre Revol, conseiller des affaires étrangères, Direction des Nations Unies et des organisations internationales, Ministère des affaires étrangères.

Conseillers

M. Berdard Bochet, conseiller des affaires étrangères, Service de coopération économique, Ministère des affaires étrangères;

M. Léon Brasseur, ministre plénipotentiaire;

M. Raymond Césaire, secrétaire des affaires étrangères, Direction des Nations Unies et des organisations internationales, Ministère des affaires étrangères;

M. Jean-Xavier Clément, représentant permanent adjoint auprès de l'Office européen des Nations Unies;

M. Michel Combal, premier secrétaire, mission permanente auprès de l'Organisation des Nations Unies;
M. René Gandilhon, ingénieur en chef du génie maritime, *conseiller scientifique*;

M. Guy Contier de Biran, conseiller des affaires étrangères, Direction des Nations Unies et des organisations internationales, Ministère des affaires étrangères;

M. Louis Gros, chargé de mission à la Délégation générale à la recherche scientifique;

M^{me} Germaine Hirlemann, attaché, mission permanente auprès de l'Office européen des Nations Unies;

M. Henri Janton, contrôleur d'Etat au Ministère des finances;

M. Guy Ladreit de Lacharrière, conseiller des affaires étrangères, Service de coopération économique, Ministère des affaires étrangères;

M. André Lewin, secrétaire des affaires étrangères, Service de coopération technique, Ministère des affaires étrangères;

M. André Nivollet, administrateur civil au Ministère des finances;

M. Jean Hesse, chargé de mission au Ministère de la coopération;

M. Bernard Pécriaux, chargé de mission au Ministère de la coopération;

M. Jean-Claude Renaud, conseiller commercial, mission permanente auprès de l'Organisation des Nations Unies;

M^{lle} Nicole Trannoy, troisième secrétaire, mission permanente auprès de l'Office européen des Nations Unies.

Secrétaires

M^{lle} Couteau;

M^{me} Bernigaud.

INDE

Représentants

M. R. K. Nehru, ambassadeur.

Suppléants

M. K. B. Lall, ambassadeur en Belgique *;

M. S. Vohra, Co-Secrétaire, Ministère du commerce;

M. K. P. Lukose, représentant permanent auprès de l'Office européen des Nations Unies;

M. B. N. Swarup, représentant permanent adjoint auprès du GATT, mission permanente auprès de l'Office européen des Nations Unies.

Conseillers

M. J. R. Hiremath, premier secrétaire, mission permanente auprès de l'Organisation des Nations Unies;

M. S. W. Zaman, premier secrétaire, mission permanente auprès de l'Office européen des Nations Unies;

* En l'absence de M. Nehru, M. Lall a rempli les fonctions de représentant.

M. S. V. Purushottam, deuxième secrétaire, mission permanente auprès de l'Office européen des Nations Unies.

Secrétaires

M. Narendra Nath, secrétaire de M. R. K. Nehru;

M. Hakim Singh, *secrétaire de la délégation*.

IRAK

Représentant

M. Adnam Pachachi, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire, représentant permanent auprès de l'Organisation des Nations Unies.

Suppléant

M. Fadhil Salman, ministre plénipotentiaire et envoyé extraordinaire, représentant permanent auprès de l'Office européen des Nations Unies.

Conseillers

M^{me} Bedia Afnan, conseiller, mission permanente auprès de l'Office européen des Nations Unies;

M^{lle} Suha Turaihi, troisième secrétaire, mission permanente auprès de l'Office européen des Nations Unies.

JAPON

Représentant

M. Akira Matsui, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire, représentant permanent auprès de l'Organisation des Nations Unies.

Suppléants

M. Masayoshi Kakitsubo, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire au Pakistan;

M. Masuo Takashima, conseiller, mission permanente auprès de l'Office européen des Nations Unies;

M. Hiroshi Yokota, conseiller, mission permanente auprès de l'Organisation des Nations Unies;

M. Kiyoshi Suganuma, conseiller, ambassade à Berne.

Conseiller spécial

M. Morio Aoki, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire, représentant permanent auprès de l'Office européen des Nations Unies.

Conseillers

M. Shuichi Nomiyama, secrétaire, Bureau des Nations Unies, Ministère des affaires étrangères;

M. Muneoki Date, deuxième secrétaire, mission permanente auprès de l'Office européen des Nations Unies;

M. Ryozo Mogi, deuxième secrétaire, mission permanente auprès de l'Organisation des Nations Unies;

M. Takakazu Kuriyama, secrétaire, cabinet du ministre, Ministère des affaires étrangères;

M. Kazutoshi Hasegawa, secrétaire, Bureau des Nations Unies, Ministère des affaires étrangères;

M. Teruo Hayakawa, attaché, mission permanente auprès de l'Office européen des Nations Unies;
 M. Yuzuki Kito, attaché, mission permanente auprès de l'Office européen des Nations Unies;
 M. Shigeo Iwai, secrétaire, Bureau des Nations Unies, Ministère des affaires étrangères;
 M^{lle} Kazusa Hattori, attaché, mission permanente auprès de l'Organisation des Nations Unies.

LUXEMBOURG

Représentant

M. Paul Weber, Conseiller d'Etat.

Suppléants

M. Paul Putz, chef de la section des organisations internationales, Ministère des affaires étrangères;
 M. Jean Rettel, chef adjoint de la section des relations économiques internationales, Ministère des affaires étrangères.

Conseillers

M. Ignace Bessling, représentant permanent auprès de l'Office européen des Nations Unies;
 M. A. van der Goot, directeur adjoint de l'assistance technique internationale, Ministère des affaires étrangères des Pays-Bas;
 M. M. Houllez, secrétaire de légation, mission permanente de la Belgique auprès de l'Office européen des Nations Unies;
 M. J. Kaufmann, ministre plénipotentiaire, représentant permanent des Pays-Bas auprès de l'Office européen des Nations Unies;
 Le comte J. F. de Liedekerke, conseiller de légation, mission permanente de la Belgique auprès de l'Office européen des Nations Unies;
 M. J. H. Lubbers, conseiller d'ambassade, mission permanente des Pays-Bas auprès de l'Organisation des Nations Unies;
 M^{lle} A. F. W. Lunsingh-Meijer, représentant permanent adjoint des Pays-Bas auprès de l'Office européen des Nations Unies;
 M^{lle} J. Sigal, chargé de mission à l'Office de la coopération au développement, Bruxelles;
 M. A. Tilot, conseiller de légation, Ministère des affaires étrangères de Belgique;
 M. M. van Ussel, conseiller de légation, Ministère des affaires étrangères de Belgique;
 M^{me} S. Vervalcke, directeur d'administration, Secrétaire général adjoint de l'Office de la coopération au développement, Bruxelles;
 M. Walhin, conseiller économique et financier près l'Office de la coopération au développement, Bruxelles;
 M. F. R. A. Walraven, chef adjoint de la Direction des organisations internationales, Ministère des affaires étrangères des Pays-Bas.

ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD

Représentant

M. Peter Thomas, membre du Parlement, Ministre d'Etat pour les affaires étrangères.

Suppléant principal

M. Keith Unwin, ministre, représentant permanent auprès du Conseil économique et social *.

Suppléants

Sir Samuel Hoare, représentant à la Commission des droits de l'homme;
 M. C. P. Scott, représentant permanent auprès de l'Office européen des Nations Unies;
 M. S. Golt, Sous-Secrétaire, Board of Trade;
 M. H. P. L. Attlee, premier secrétaire, mission permanente auprès de l'Organisation des Nations Unies;
 M. J. G. Taylor, premier secrétaire désigné, mission permanente auprès de l'Organisation des Nations Unies;
 M. J. E. Powell-Jones, premier secrétaire, Ministère des affaires étrangères;
 M. W. E. H. Whyte, premier secrétaire, mission permanente auprès de l'Organisation des Nations Unies;
 M. C. W. Squire, premier secrétaire, Ministère des affaires étrangères;
 M^{lle} T. A. H. Solesby, deuxième secrétaire, mission permanente auprès de l'Office européen des Nations Unies;
 M. J. R. S. Guinness, troisième secrétaire, mission permanente auprès de l'Organisation des Nations Unies.

Secrétaire de la délégation

M. M. T. Pill, troisième secrétaire, Ministère des affaires étrangères.

Conseiller du Trésor

M. P. G. Davies, conseiller économique au Trésor.

Secrétariat

M. P. W. J. Buxton;
 M^{lle} T. K. Boake;
 M^{lle} E. Bairstow;
 M^{lle} S. Holt.

SÉNÉGAL

Représentant

M. Ousmane Socé Diop, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire, représentant permanent auprès de l'Organisation des Nations Unies.

Suppléants

M. Cheikh Fall, ambassadeur dans la République fédérale d'Allemagne;

* En l'absence de M. Thomas, M. Unwin a rempli les fonctions de représentant.

M. Abdou Ciss, conseiller, mission permanente auprès de l'Organisation des Nations Unies;
M. Barka Diarra, chef de division, Ministère des affaires étrangères;
M. Amadou Sylla, Ministère des finances.

TCHÉCOSLOVAQUIE

Représentant

M. Karel Kurka, Vice-Ministre des affaires étrangères.

Suppléants

M. Pribyslav Pavlik, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire, représentant permanent auprès de l'Office européen des Nations Unies;
M. Juraj Kralik, Ministère des affaires étrangères.

Conseillers

M. Jaroslav Stahl, Ministère des affaires étrangères, *secrétaire de la délégation*;
M. Ladislav Cerny, représentant permanent adjoint auprès de l'Office européen des Nations Unies;
M. Ludek Handl, Ministère des affaires étrangères;
M. Vojtech Homola, conseiller économique, mission permanente auprès de l'Office européen des Nations Unies;
M. Ales Pleva, troisième conseiller, mission permanente auprès de l'Office européen des Nations Unies.

UNION DES RÉPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIÉTIQUES

Représentant

M. G. P. Arkadiev, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire.

Suppléants

M. P. M. Tchernichev, envoyé extraordinaire et plénipotentiaire;
M. N. I. Moliakov, envoyé extraordinaire et plénipotentiaire, représentant permanent auprès de l'Office européen des Nations Unies;
M. U. A. Roustamov, Vice-Ministre des affaires étrangères de la République socialiste soviétique d'Ouzbékistan;
M. N. N. Lioubimov, professeur à l'Institut d'Etat des relations internationales, Moscou;
M. L. S. Lobanov, Ministère des affaires étrangères;
M. A. I. Korolev, Ministère des affaires étrangères;
M. V. P. Goriounov, Directeur adjoint de l'Institut de recherche scientifique sur la conjoncture, Ministère du commerce extérieur.

Conseillers

M. V. N. Bendrichev, conseiller, mission permanente auprès de l'Office européen des Nations Unies;

M. E. I. Borchtchevsky, conseiller, mission permanente auprès de l'Office européen des Nations Unies;
M. Y. E. Egorov, conseiller, Ministère des affaires étrangères;
M. D. M. Alekseev, conseiller, Ministère des affaires étrangères;
M. I. I. Lazarev, expert, mission permanente auprès de l'Office européen des Nations Unies;
M^{me} V. I. Kastalskaïa, expert, Ministère des affaires étrangères;
M. D. A. Sokolov, expert, Ministère des affaires étrangères;
M. E. V. Pavlov, expert, mission permanente auprès de l'Office européen des Nations Unies;
M. I. V. Roudnik, expert, Ministère des affaires étrangères;
M. G. A. Smirnov, expert, mission permanente auprès de l'Office européen des Nations Unies;
M^{me} L. L. Mouravieva, expert, mission permanente auprès de l'Office européen des Nations Unies;
M^{me} N. F. Goloubeva, secrétaire, Ministère des affaires étrangères;
M^{me} R. N. Kalinkina, secrétaire, Ministère des affaires étrangères.

YUGOSLAVIE

Représentant

M. Danilo Lekic, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire, représentant permanent auprès de l'Organisation des Nations Unies.

Suppléants

M. Stanislav Kopcok, ambassadeur, représentant permanent auprès de l'Office européen des Nations Unies;
M. Sreten Ilic, conseiller, Secrétariat d'Etat des affaires étrangères;
M. Bora Jevtic, conseiller, Secrétariat d'Etat des affaires étrangères.

Conseillers

M. Milan Ristic, conseiller, mission permanente auprès de l'Office européen des Nations Unies;
M. Stevan Soc, conseiller, mission permanente auprès de l'Office européen des Nations Unies;
M. Grga Lucic-Lavcevic, conseiller, Secrétariat d'Etat des affaires étrangères;
M. Zvonimir Petnicki, conseiller, Secrétariat d'Etat des affaires étrangères;
M. Darko Silovic, attaché, Secrétariat d'Etat des affaires étrangères.

Secrétaire de la délégation

M^{lle} Vlatka Sklobic.

Membres supplémentaires des comités de session

CAMEROUN

Représentant

M. Josué Tétang, Secrétaire d'Etat pour l'enseignement.

Suppléant

M. Antoine Essomé, Directeur de la division des études, de la statistique et de la mécanographie.

Conseillers

M. Henri Balla, directeur;

M. Dieudonné Ntamack, ingénieur, directeur des études, professeur;

M. Gabriel Sikod, Ministère du travail et du commerce intérieur;

M. Ebong Ngolé, secrétaire adjoint, cabinet du Premier Ministre.

GHANA

Représentant

M. H. A. H. S. Grant, ambassadeur, représentant permanent auprès de l'Office européen des Nations Unies.

Suppléant

M. J. K. D. Appiah, premier secrétaire, mission permanente auprès de l'Organisation des Nations Unies.

Conseillers

M^{lle} A. V. A. Wood, premier secrétaire, mission permanente auprès de l'Office européen des Nations Unies;

M. J. A. Brobbey, deuxième secrétaire, mission permanente auprès de l'Office européen des Nations Unies.

INDONÉSIE

Représentant

M. Teuku Ismaïl Mohammad Thajeb, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire au Mexique.

Suppléants

M^{lle} A. A. Muter, chef de la division des affaires sociales, Direction des Nations Unies, Département des affaires étrangères;

M. Th. Awuy, premier secrétaire (affaires économiques), ambassade à Berne.

IRAN

Représentant

M. Ali Mansour, ambassadeur, représentant permanent auprès de l'Office européen des Nations Unies.

Suppléants

M. Mohammed-Ali Jaferi, conseiller;

M. Jafar Nadim, conseiller;

M. Sh. Golestaneh, premier secrétaire, mission permanente auprès de l'Office européen des Nations Unies.

ITALIE

Représentant

M. Mario Franzi, ministre plénipotentiaire, représentant permanent adjoint auprès de l'Organisation des Nations Unies.

Suppléant principal

M. Vittorio Zadotti.

Conseiller principal

M. Michele Lanza, ambassadeur.

Suppléants

Le professeur G. Sperduti;

M. A. Marchetti;

M. F. Ponti;

M. B. Biancheri Chiappori;

M. P. L. Conti.

Conseillers

Le professeur C. Valle;

Le professeur F. Ventriglia;

M^{lle} F. Porcignano;

M. P. Rogers.

MADAGASCAR

Représentant

M. Andriamasy, ministre plénipotentiaire.

Suppléant

M. Georges Ramparany, conseiller commercial, ambassade à Paris.

MEXIQUE

Représentant

M. Daniel Cosío Villegas, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire.

Suppléant

M. Eduardo Espinosa y Prieto, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire en Pologne.

Conseillers

M. Enrique Bravo Caro, ministre conseiller, ambassade à Bruxelles;

M. Enrique Pérez López, chef du département des études économiques, Banque du Mexique;

M. Isaías Gómez Guerrero, conseiller commercial, Secrétariat d'Etat pour l'industrie et le commerce;

M^{me} Catalina Sierra, chef du département de la coordination, Secrétariat d'Etat pour les finances et le crédit public.

Secrétaire de la délégation

M^{lle} Ana Maria Berlanga, premier secrétaire, Service extérieur.

RÉPUBLIQUE ARABE UNIE

Représentant

M. Ibrahim Mazhar, Sous-Secrétaire d'Etat, Ministère des affaires sociales.

Suppléant

M. Kamal El Hassany, directeur du département de la planification, Ministère des affaires sociales.

Conseillers

M. Salah Brohan Nour, conseiller (affaires sociales et travail), mission permanente auprès de l'Office européen des Nations Unies;

M. Salah Eldin Abou-Gabal, conseiller, mission permanente auprès de l'Office européen des Nations Unies;

M. Saliman Ahmed El-Gouhary, premier secrétaire (affaires commerciales), mission permanente auprès de l'Office européen des Nations Unies;

M. Mohamed Ibrahim Shaker, deuxième secrétaire, Ministère des affaires étrangères;

M. Fouad Mahmoud Youssef, troisième secrétaire, mission permanente auprès de l'Office européen des Nations Unies.

RÉPUBLIQUE-UNIE DU TANGANYIKA ET DE ZANZIBAR

Représentant

M. Paul Rupia, Secrétaire adjoint, Ministère des affaires extérieures.

Suppléant

M. W. E. Waldron-Ramsey, conseiller juridique, Ministère des affaires extérieures.

Membres de l'Organisation des Nations Unies représentés par des observateurs

BRÉSIL

M. David Silveira da Mota, premier secrétaire d'ambassade, mission permanente auprès de l'Office européen des Nations Unies;

M. Luiz Augusto Pereira Soutomaior, mission permanente auprès de l'Office européen des Nations Unies.

BULGARIE

M. Ivan Petrov, secrétaire de légation, Ministère des affaires étrangères.

CANADA

M. J. A. Beesley, premier secrétaire, mission permanente auprès de l'Office européen des Nations Unies;

M. R. W. MacLaren, deuxième secrétaire, mission permanente auprès de l'Organisation des Nations Unies.

CHINE

M. Tsing-chang Liu, ambassadeur, représentant permanent auprès de l'Office européen des Nations Unies;

M. Shen-fu Chang, conseiller, mission permanente auprès de l'Organisation des Nations Unies;

M. P. Y. Tsao, conseiller, mission permanente auprès de l'Organisation des Nations Unies.

CUBA

M. Enrique Camejo-Argudín, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire, représentant permanent auprès de l'Office européen des Nations Unies;

M. Miguel Alfonso, conseiller d'ambassade, mission permanente auprès de l'Office européen des Nations Unies;

M. Tomás Almodóvar-Salas, secrétaire d'ambassade, mission permanente auprès de l'Office européen des Nations Unies;

M. Juan Vega-Cazañas, secrétaire d'ambassade, mission permanente auprès de l'Office européen des Nations Unies;

M. Abelardo Moreno-Fernández, secrétaire d'ambassade, mission permanente auprès de l'Office européen des Nations Unies.

ESPAGNE

M. José Antonio Giménez-Arnau y Gran, ambassadeur, représentant permanent auprès de l'Office européen des Nations Unies;

M. Electo José García Tejedor, représentant permanent adjoint auprès de l'Office européen des Nations Unies.

FINLANDE

M. Wilhelm Breitenstein, attaché, mission permanente auprès de l'Organisation des Nations Unies.

GRÈCE

M. C. Caranicas, ministre-conseiller économique, ambassade à Washington;

M. A. Petropoulos, représentant permanent adjoint auprès de l'Office européen des Nations Unies.

HONGRIE

M. Josef Benyi, premier secrétaire, représentant permanent adjoint auprès de l'Office européen des Nations Unies;

M. Péter Kárász, troisième secrétaire, mission permanente auprès de l'Office européen des Nations Unies.

IRLANDE

M. D. Mockler, premier secrétaire (affaires économiques), ambassade à Bruxelles.

ISRAËL

M. Moshé Bartur, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire, représentant permanent auprès de l'Office européen des Nations Unies;

M. Ephraïm F. Haran, conseiller, représentant permanent adjoint auprès de l'Office européen des Nations Unies;

M. Yoram Dinstein, chef adjoint du cabinet du Directeur général, Ministère des affaires étrangères;

M. David Ariel, conseiller, représentant permanent adjoint auprès de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture;

M. Y. Yannay, conseiller, mission permanente auprès de l'Office européen des Nations Unies.

MAROC

M. El Ghali Benhima, premier secrétaire, ambassade en Suisse et en Autriche.

NORVÈGE

M. Erik Selmer, secrétaire d'ambassade, mission permanente auprès de l'Office européen des Nations Unies.

NOUVELLE-ZÉLANDE

M. B. D. Zohrab, représentant permanent auprès de l'Office européen des Nations Unies;

M. J. R. Martin, premier secrétaire, mission permanente auprès de l'Office européen des Nations Unies;

M^{lle} A. V. Stokes, troisième secrétaire, mission permanente auprès de l'Office européen des Nations Unies;

M^{lle} M. C. Riches, troisième secrétaire, mission permanente auprès de l'Office européen des Nations Unies.

OUGANDA

Le prince John Barigye, troisième secrétaire (affaires politiques), Haut Commissariat à Londres.

PAKISTAN

M. Yusuf J. Ahmad, chef adjoint de la mission auprès de la Communauté économique européenne à Bruxelles.

PHILIPPINES

M. Vicente Albano Pacis, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire, représentant permanent auprès de l'Office européen des Nations Unies;

M. Sergio A. Barrera, deuxième secrétaire, mission permanente auprès de l'Office européen des Nations Unies.

POLOGNE

M. Adam Meller-Conrad, ministre plénipotentiaire, représentant permanent auprès de l'Office européen des Nations Unies;

M. Kazimierz Szablewski, premier secrétaire, mission permanente auprès de l'Office européen des Nations Unies;

M. Henryk Sawarzynski, attaché, mission permanente auprès de l'Office européen des Nations Unies.

PORTUGAL

M. Fernando de Alcambar Pereira, représentant permanent auprès de la Commission économique pour l'Europe.

RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

M. Pierre Kalck, conseiller économique, ambassade à Paris;

M. Jean-Louis Psimhis, attaché culturel, ambassade à Paris.

RÉPUBLIQUE SOCIALISTE SOVIÉTIQUE D'UKRAINE

M. Youri M. Khiltchevsky, conseiller, mission permanente auprès de l'Office européen des Nations Unies.

ROUMANIE

M. N. Ecobesco, représentant permanent *ad intérim* auprès de l'Office européen des Nations Unies;

M. O. Barbulesco, directeur adjoint, Ministère des affaires étrangères;

M. C. Ungureanu, premier secrétaire, mission permanente auprès de l'Office européen des Nations Unies;

M. I. Goritza, attaché, Ministère des affaires étrangères.

SUÈDE

M^{lle} Birgit Irene Larsson, attaché, mission permanente auprès de l'Organisation des Nations Unies.

URUGUAY

M. Mateo J. Magarinos de Mello, ambassadeur, représentant permanent auprès de l'Office européen des Nations Unies;

M. Raúl Previtali, mission permanente auprès de l'Office européen des Nations Unies.

VENEZUELA

M. Andrés Aguilar Mawdsley, ambassadeur, représentant permanent auprès de l'Office européen des Nations Unies;

M. Marco Tulio Bruni Celli, conseiller, mission permanente auprès de l'Office européen des Nations Unies;

M. Dusán Sidjanski, conseiller économique, mission permanente auprès de l'Office européen des Nations Unies;

M. Marcial Pérez Chiriboga, premier secrétaire, mission permanente auprès de l'Office européen des Nations Unies;

M. Pedro Elías Rodríguez Carrasquel, deuxième secrétaire, mission permanente auprès de l'Office européen des Nations Unies;

M^{me} Consuelo Nouel Gómez, troisième secrétaire, mission permanente auprès de l'Office européen des Nations Unies;

M. Augusto Hernández, troisième secrétaire, mission permanente auprès de l'Office européen des Nations Unies.

Etats non membres de l'Organisation des Nations Unies représentés par des observateurs

RÉPUBLIQUE DU VIET-NAM

M. Dam-Trung-Tuong, deuxième secrétaire, ambassade à Paris.

RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE

M. Rupprecht von Keller, ambassadeur, observateur permanent auprès de l'Office européen des Nations Unies;

M. Egon Emmel, conseiller, observateur permanent adjoint auprès de l'Office européen des Nations Unies;

M. Felix Klemm, premier secrétaire, Ministère des affaires économiques;

M^{me} Ch. Ortmann, attaché commercial, bureau de l'observateur permanent;

M. Martin Seidel, attaché commercial, bureau de l'observateur permanent;

M. Kurt Haendler, attaché commercial.

SAINT-SIÈGE

M^{gr} Alberto Giovannetti, observateur permanent auprès de l'Organisation des Nations Unies;

Le R. P. Henri de Riedmatten.

SUISSE

M. Paul Jolles, ministre plénipotentiaire, délégué aux accords commerciaux;

M. Heinz Langenbacher, premier adjoint, division des organisations internationales, Département politique fédéral;

M. Umberto Andina, premier chef de section, division du commerce, Département fédéral de l'économie publique;

M. Henri Lechot, premier chef de section, division du commerce, Département fédéral de l'économie publique;

M. Milan Lusser, deuxième adjoint, division du commerce, Département fédéral de l'économie publique.

Institutions spécialisées

ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL

M. David A. Morse, Directeur général du Bureau international du Travail;

M. C. W. Jenks, Sous-Directeur général;

M^{me} A. Figueroa, Sous-Directeur général;

M. P. D. Orlov, assistant spécial du Directeur général;

M. A. Crespo, chef de la division des organisations internationales;

M. P. Blamont, directeur désigné du bureau de liaison avec l'Organisation des Nations Unies (New York);

M. A. Shaheed, chef de la division des services extérieurs;

M^{me} E. M. Johnstone, chef du bureau de la coordination des questions concernant les femmes et les jeunes travailleurs;

M. A. Dawson, chargé de la liaison avec le Programme alimentaire mondial, division économique;

M. J. Lemoine, division des organisations internationales;

M. M. Paranhos da Silva, division des organisations internationales;

M. H. Vandries, section de la formation professionnelle; division de la main-d'œuvre;

M. P. Chu, division de l'éducation ouvrière;

M. F. Abdel-Rahman, division des services extérieurs;

M. F. Paukert, division économique.

ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE

M. B. R. Sen, Directeur général;

M. Oris V. Wells, Directeur général adjoint;

M. Mekki Abbas, Sous-Directeur général (Département des affaires économiques et sociales);

M. Pierre Terver, Sous-Directeur général (programme et budget);

M. P. Lamartine Yates, représentant régional pour l'Europe;
 M. J. V. A. Nehemiah, directeur de la division de la liaison entre services;
 M. A. G. Orbaneja, chef de la sous-division de la liaison avec les institutions internationales;
 M. S. d'Amico, chef de la section de la politique des produits, division des produits;
 M. N. Crapon de Caprona, sous-division de la liaison avec les institutions internationales;
 M. Charles H. Weitz, coordonnateur de la Campagne mondiale contre la faim.

ORGANISATION DES NATIONS UNIES
 POUR L'ÉDUCATION, LA SCIENCE ET LA CULTURE

M. René Maheu, Directeur général;
 M. P. I. Erchov, Sous-Directeur général;
 M. M. Elmandjra, directeur du cabinet du Directeur général;
 M. P. H. Coeytaux, chef de la division des relations avec les organisations internationales;
 M^{lle} Clara James, division des relations avec les organisations internationales;
 M. A. Prager, division des relations avec les organisations internationales.

ORGANISATION DE L'AVIATION CIVILE
 INTERNATIONALE

M. Walter Binaghi, Président du Conseil;
 M. E. M. Lewis, service des relations extérieures.

BANQUE INTERNATIONALE
 POUR LA RECONSTRUCTION ET LE DÉVELOPPEMENT
 ASSOCIATION INTERNATIONALE DE DÉVELOPPEMENT
 SOCIÉTÉ FINANCIÈRE INTERNATIONALE

M. Federico Consolo;
 M. Enrique López-Herrarte.

FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL

M. Pierre-Paul Schweitzer, Directeur général;
 M. Gordon Williams, représentant spécial auprès de l'Organisation des Nations Unies;
 M. James G. Evans, conseiller principal, service juridique.

ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTÉ

Le Dr M. G. Candau, Directeur général;
 Le Dr P. Dorolle, Directeur général adjoint;
 M. Milton P. Siegel, Sous-Directeur général;

Le Dr P. M. Kaul, Sous-Directeur général;
 Le Dr F. Grundy, Sous-Directeur général;
 Le Dr O. V. Baroyan, Sous-Directeur général;
 Le Dr R. L. Coigney, directeur du bureau de liaison avec l'Organisation des Nations Unies;
 M. C. Fedele, chef des relations extérieures;
 Le Dr M. Sachs, chef de la coordination des programmes;
 M^{lle} B. Newton;
 M. R. Pleic, conseiller financier.

UNION POSTALE UNIVERSELLE

M. Edouard Weber, Directeur;
 M. Lachaize, Sous-Directeur;
 M. Ridge, Vice-Directeur;
 M. Das Gupta, conseiller.

UNION INTERNATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

M. M. B. Sarwate, Vice-Secrétaire général;
 M. J. Persin, conseiller principal;
 M. V. Sundaram, chef du département de la coopération technique.

ORGANISATION MÉTÉOROLOGIQUE MONDIALE

M. D. A. Davies, Secrétaire général;
 M. J. R. Rivet, Secrétaire général adjoint;
 M. H. Sebastian, chef de la division de la coopération technique;
 M. R. L. Munteanu, service des relations extérieures;

ORGANISATION INTERGOUVERNEMENTALE CONSULTATIVE
 DE LA NAVIGATION MARITIME

M. Jean Roullier, Secrétaire général;
 M. Donald B. Eddy, Directeur de l'administration et des relations extérieures.

COMMISSION INTÉIMAIRE
 DE L'ORGANISATION INTERNATIONALE DU COMMERCE
 (SECRÉTARIAT DES PARTIES CONTRACTANTES
 À L'ACCORD GÉNÉRAL SUR LES TARIFS DOUANIERS
 ET LE COMMERCE)

M. Eric Wyndham White, Secrétaire exécutif;
 M. Finn Gundelach, Secrétaire exécutif adjoint;
 M. F. A. Haight, chef de la division des conférences et de la liaison;
 M. G. Hortling, conseiller, division des conférences et de la liaison;
 M. H. Reed, conseiller, cabinet du Secrétaire exécutif.

Agence internationale de l'énergie atomique

M. Sigvard Ecklund, Directeur général;
M. John A. Hall, directeur général adjoint chargé de l'administration;
M. Léon Steinig, coordonnateur administratif de l'assistance technique;
M^{lle} Mary Jeffreys, division des relations extérieures;
M. David Smith, division des relations extérieures.

Autres organisations intergouvernementales représentées par des observateurs

LIGUE DES ETATS ARABES

M. Moukhtar El Wakil, observateur permanent auprès de l'Office européen des Nations Unies;
M. Hassan El Akkad, deuxième secrétaire, bureau de l'observateur permanent.

UNION INTERNATIONALE POUR LA PROTECTION DE LA PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE

Le professeur G. H. C. Bodenhause, Directeur;
M. Arpad Bogsch, Directeur adjoint;
M. Ross Woodley, conseiller.

Organisations non gouvernementales

Catégorie A

ALLIANCE COOPÉRATIVE INTERNATIONALE

M. Marcel Boson.

CHAMBRE DE COMMERCE INTERNATIONALE

M. Walter Hill;
M. Pierre Jonneret;
M. Jacques L'Huillier;
M^{me} Roberta Lusardi.

CONFÉDÉRATION INTERNATIONALE DES SYNDICATS CHRÉTIENS

M. W. Kreeftmeyer;
M. Johannes Pietryga;
M. Georges Eggermann.

CONFÉDÉRATION INTERNATIONALE DES SYNDICATS LIBRES

M. Paul Barton;
M. Irving Brown;
M. Albert Heyer;
M. Héribert Maier;
M. Heinz Umrath.

FÉDÉRATION INTERNATIONALE DES PRODUCTEURS AGRICOLES

M. Roger Savary.

FÉDÉRATION MONDIALE DES ASSOCIATIONS POUR LES NATIONS UNIES

M. Jan Gustav de Geer;
M. L. H. Horace Perera;
M. Gordon Evans;
M. Frank Verhagen.

FÉDÉRATION SYNDICALE MONDIALE

M. Giuseppe Boglietti;
M. Brian A. Barton;
M. Mahendra Sen.

ORGANISATION INTERNATIONALE DES EMPLOYEURS

M. Jean-Jacques Oechslin.

ALLIANCE INTERNATIONALE DES FEMMES —
DROITS ÉGAUX, RESPONSABILITÉS ÉGALES

M^{me} Pearl Grobet-Secrétan.

ALLIANCE MONDIALE
DES UNIONS CHRÉTIENNES FÉMININES

M^{lle} Alice Arnold;
M^{me} Miyako Ishibashi.

ALLIANCE UNIVERSELLE
DES UNIONS CHRÉTIENNES DE JEUNES GENS

M. Maher T. Doss;
M. Douglas Deane.

ASSOCIATION DES FEMMES PAKISTANAISES

M^{me} Rani Mirza-Khan.

ASSOCIATION INTERNATIONALE
POUR LE PROGRÈS SOCIAL

M. Moïse Berenstein.

CHAMBRE DE COMMERCE
DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE

M. George J. Pantos.

COMITÉ CONSULTATIF MONDIAL
DE LA SOCIÉTÉ DES AMIS (QUAKERS)

M. Robert A. Lyon;
M. Harold Snyder.

COMITÉ DE COORDINATION D'ORGANISATIONS JUIVES

M. Gustav Warburg;
M. Charles D. Rappaport.

COMITÉ INTERNATIONAL DE LA CROIX-ROUGE

M. François de Reynold;
M^{lle} Cécile Riggerberg.

COMMISSION DES ÉGLISES
POUR LES AFFAIRES INTERNATIONALES

M. Frederick O. Nolde;
M. Elfan Rees.

COMMISSION INTERNATIONALE CATHOLIQUE
POUR LES MIGRATIONS

M. Tadeusz Stark;
M. Jozef Perridon.

COMMISSION INTERNATIONALE DE JURISTES

M. Janos Toth;
M. Henric Nicholas.

CONFÉDÉRATION MONDIALE
DES ORGANISATIONS DE LA PROFESSION ENSEIGNANTE

M. Horst Haker.

CONFÉRENCE INTERNATIONALE
DES CHARITÉS CATHOLIQUES

M. Antoine Pugin;
M. l'abbé Paul Bouvier.

CONGRÈS JUIF MONDIAL

M. Maurice L. Perlzweig;
M. Gerhart M. Riegner;
M. André Jabes.

CONSEIL CONSULTATIF D'ORGANISATIONS JUIVES

M. Armand Himy.

CONSEIL INTERNATIONAL DES FEMMES

M^{lle} Louise C. A. van Eeghen;
M^{lle} Antoinette Rochedieu.

CONSEIL INTERNATIONAL DES SERVICES JUIFS
DE PRÉVOYANCE ET D'ASSISTANCE SOCIALE

M. Charles H. Jordan;
M. Henri Elfenbein;
M. Vladimir Grossman;
M. Daniel Lack.

DOTATION CARNEGIE POUR LA PAIX INTERNATIONALE
(Etats-Unis d'Amérique)

M. John Goormaghtigh.

FÉDÉRATION INTERNATIONALE
DES FEMMES DE CARRIÈRES LIBÉRALES ET COMMERCIALES

M^{lle} Andrée Travelletti;
M^{lle} C. Classens.

FÉDÉRATION INTERNATIONALE
DES FEMMES DIPLOMÉES DES UNIVERSITÉS

M^{lle} Tina Faber;
M^{me} Marie Fiechter.

FÉDÉRATION INTERNATIONALE
DE LA JEUNESSE CATHOLIQUE

M. Pierre Ricca.

FÉDÉRATION INTERNATIONALE
POUR L'HABITATION, L'URBANISME
ET L'AMÉNAGEMENT DES TERRITOIRES

M. Charles S. Ascher.

FÉDÉRATION MONDIALE
DES JEUNESSES FÉMININES CATHOLIQUES

M^{lle} Léone Herren.

FÉDÉRATION MONDIALE DES VILLES JUMELÉES

M. Henri Jaquet.

FÉDÉRATION MONDIALE POUR LA SANTÉ MENTALE

Le Dr François Cloutier;

Le Dr Anne Audeoud-Naville.

INSTITUT INTERNATIONAL
DES SCIENCES ADMINISTRATIVES

M. Charles S. Ascher.

INSTITUT INTERNATIONAL DE STATISTIQUE

M. James W. Nixon.

INTERNATIONAL BAR ASSOCIATION

M. Michael Brandon.

LIGUE DES SOCIÉTÉS DE LA CROIX-ROUGE

M. Ghassan Arnaout;

M. Ernst Frick;

M. Jacques Meurant;

M^{me} Carin Petri;

M^{lle} Shirley Robertson.

LIGUE INTERNATIONALE DE FEMMES
POUR LA PAIX ET LA LIBERTÉ

M^{me} Gertrude Baer;

M^{me} Stella Polya.

LIGUE INTERNATIONALE DES DROITS DE L'HOMME

M. Hans E. Riesser;

M. Zacharia Shuster;

M^{me} Claudia Lavenstein;

M^{lle} Gertrud Waag.

NOUVELLES ÉQUIPES INTERNATIONALES —
UNION INTERNATIONALE DES DÉMOCRATES CHRÉTIENS

M. Conrad Sieniewicz.

ORGANISATION AFRO-ASIATIQUE
DE COOPÉRATION ÉCONOMIQUE

M. Mohammed Ali Rifaat;

M. Osman Rifaat.

ORGANISATION INTERNATIONALE DE NORMALISATION

M. Henry Saint-Léger;

M. Roger Maréchal.

ORGANISATION MONDIALE AGUDAS ISRAËL

Le grand rabbin Alexander Safran.

ORGANISATION MONDIALE DU TOURISME
ET DE L'AUTOMOBILE (OTA)

représentant conjointement:

L'ALLIANCE INTERNATIONALE DE TOURISME
LA FÉDÉRATION INTERAMÉRICAINNE
DES CLUBS D'AUTOMOBILES

LA FÉDÉRATION INTERNATIONALE DE L'AUTOMOBILE

M. Michel H. Perlowski.

PAX ROMANA

MOUVEMENT INTERNATIONAL DES ÉTUDIANTS
CATHOLIQUES

MOUVEMENT INTERNATIONAL DES INTELLECTUELS
CATHOLIQUES

M. Tadeusz Szmitkowski.

SERVICE SOCIAL INTERNATIONAL

M. Stewart Sutton;

M^{me} Edna Weber.

SOCIÉTÉ INTERAMÉRICAINNE D'URBANISME

M. Charles S. Ascher.

UNION CATHOLIQUE INTERNATIONALE
DE SERVICE SOCIAL

M^{lle} Marie-Madeleine Brazzola.

UNION INTERNATIONALE
DE LA NAVIGATION FLUVIALE

M. Raymond Otten-Sooser.

UNION INTERNATIONALE
DE PROTECTION DE L'ENFANCE

M^{lle} Audrey E. Moser;
M^{lle} Colette-Marguerite Jacot;
M. Philippe Delor.

UNION INTERNATIONALE
DES ORGANISMES OFFICIELS DE TOURISME

M. Robert C. Lonati;
M. Ashoke Nair.

UNION INTERNATIONALE
DES VILLES ET POUVOIRS LOCAUX

M. Charles S. Ascher.

UNION MONDIALE DES FEMMES RURALES

M^{me} Rani Mirza-Khan.

UNION MONDIALE
DES ORGANISATIONS FÉMININES CATHOLIQUES

M^{me} Yvonne Darbré;
Le Dr M. T. Graber-Duvernay;
M^{me} Marcelle Driant.

Registre

ALLIANCE INTERNATIONALE SAINTE-JEANNE-D'ARC

M^{me} Magdeleine Leroy-Boy;
M^{lle} Marie-Isabelle Archinard.

ASSOCIATION INTERNATIONALE DES FEMMES MÉDECINS
Le Dr Renée Voluter.

ASSOCIATION INTERNATIONALE DE SOCIOLOGIE
M. Roger Girod;
M. Michel Bassand.

CONSEIL INTERNATIONAL
DES EMPLOYEURS DU COMMERCE

M. Walter Pfund;
M. Alfred Koch;
M. W. Rémy.

FRATERNITÉ MONDIALE

M. Brian Mac Call.

OFFICE INTERNATIONAL
DES UNIONS DE CONSOMMATEURS

M. Colston E. Warne;
M^{me} Florence Mason;
M. Johannes H. van Veen.

OPEN DOOR INTERNATIONAL
(POUR L'ÉMANCIPATION ÉCONOMIQUE DE LA TRAVAILLEUSE)

M^{me} Gertrude Baer.

ZONTA INTERNATIONAL

M^{me} Gertrude Deneke.

ORDRE DU JOUR DE LA TRENTE-SEPTIÈME SESSION

adopté par le Conseil à sa 1314^e séance, le 13 juillet 1964

1. Election du Président et des Vice-Présidents pour 1964.
2. Adoption de l'ordre du jour.
3. Organisation des travaux de la trente-septième session.
4. Rapport de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement.
5. Tendances économiques mondiales.
6. Examen général du développement, de la coordination et de la concentration de l'ensemble des programmes et activités de l'Organisation des Nations Unies, des institutions spécialisées et de l'Agence internationale de l'énergie atomique dans les domaines économique et social et dans celui des droits de l'homme.
7. Décennie des Nations Unies pour le développement :
 - a) Plans de développement et instituts de planification du développement;
 - b) Institut de formation et de recherche des Nations Unies;
 - c) Campagne mondiale contre la faim, la maladie et l'ignorance;
 - d) Classification fonctionnelle des activités durant la Décennie.
8. Conséquences économiques et sociales du désarmement :

Affectation à des besoins pacifiques des ressources libérées par le désarmement.
9. Planification et projections économiques.
10. Financement du développement économique :
 - a) Accélération du courant des capitaux et de l'assistance aux pays en voie de développement;
 - b) Moyens d'augmenter le courant international de capitaux privés;
 - c) Création d'un fonds d'équipement des Nations Unies.
11. Activités dans le domaine du développement industriel.
12. Formation de personnel technique national en vue de l'industrialisation accélérée des pays en voie de développement.
13. Rôle des brevets dans le transfert des connaissances techniques aux pays sous-développés.
14. Développement des ressources naturelles :
 - a) Action coordonnée dans le domaine des ressources hydrauliques;
 - b) Rapport d'activité sur les sources nouvelles d'énergie;
 - c) Travaux dans le domaine des ressources non agricoles.
15. Souveraineté permanente sur les ressources naturelles.
16. Questions relatives à la science et à la technique.
17. Rapports des commissions économiques régionales.
18. Rapports du Conseil d'administration du Fonds spécial.
19. Programmes de coopération technique :
 - a) Programmes d'assistance technique de l'Organisation des Nations Unies;
 - b) Programme élargi d'assistance technique;
 - c) Coordination des activités d'assistance technique.
20. Programme alimentaire mondial.
21. Accroissement démographique et développement économique et social.
22. Progrès social.

23. Rapport du Comité de l'habitation, de la construction et de la planification.
24. Coopération internationale en matière de cartographie :
 - a) Rapport du Secrétaire général sur la première Conférence cartographique régionale des Nations Unies pour l'Afrique;
 - b) Question de la réunion d'une Conférence internationale pour la normalisation des noms géographiques.
25. Question des procédures à suivre pour reviser la Convention internationale sur la circulation routière et le Protocole relatif à la signalisation routière, faits à Genève le 19 septembre 1949.
26. Jumelage de villes : moyen de coopération internationale.
27. Rapport de la Commission des droits de l'homme.
28. Mesures en vue de l'application de la Déclaration des Nations Unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale.
29. Services consultatifs dans le domaine des droits de l'homme.
30. Esclavage.
31. Fonds des Nations Unies pour l'enfance.
32. Rapport du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés.
33. Enseignement des buts et des principes, de la structure et des activités de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées dans les écoles et dans les autres établissements d'enseignement des Etats Membres.
34. Contrôle international des stupéfiants.
35. Organisation non gouvernementales.
36. Examen du plan des conférences et établissement du calendrier des conférences pour 1965.
37. Question d'une session de la Commission du commerce international des produits de base pendant l'automne 1964 et de la prolongation éventuelle du mandat des membres de cette Commission.
38. Incidences financières des décisions du Conseil.
39. Election *.
40. Dispositions relatives au rapport du Conseil à l'Assemblée générale.
41. Confirmation de la nomination de membres des commissions techniques du Conseil **.
42. Programme de travail du Conseil pour 1965 et suite à donner aux questions qui découleraient des décisions prises par l'Assemblée générale à sa dix-neuvième session ordinaire **.
43. Participation aux traités multilatéraux généraux conclus sous les auspices de la société des Nations ***.
44. Campagne mondiale pour l'alphabétisation universelle ***.
45. Assistance de l'Organisation des Nations Unies en cas de catastrophe naturelle ***.
46. Secours d'urgence au Costa Rica ***.

* Question à examiner en partie à la reprise de la trente-septième session.

** Question à examiner à la reprise de la trente-septième session.

*** Question supplémentaire.

RÉPERTOIRE DES DOCUMENTS

NOTE. — On trouvera énumérés ci-dessous les documents relatifs à la trente-septième session. Le point pertinent de l'ordre du jour est indiqué en regard de chaque document. La mention d'un point de l'ordre du jour suivie d'un astérisque (*) signifie que le document est publié dans le fascicule correspondant des *Documents officiels du Conseil économique et social, trente-septième session, Annexes*.

<i>Cote</i>	<i>Titre</i>	<i>Point de l'ordre du jour</i>	<i>Observations et références</i>
E/3821/Rev.1	Rapport du Conseil d'administration du Fonds des Nations Unies pour l'enfance sur sa session de juin 1963	31	<i>Documents officiels du Conseil économique et social, trente-septième session, Supplément n° 3.</i>
E/3834/Add.4	Calendrier des conférences pour 1964 : additif		Miméographié.
E/3840	Rapport du Secrétaire général	15 *	
E/3842	Etudes sur les projections économiques à long terme. — Deuxième partie : rapport établi par le Centre des projections et de la programmation économiques	9	L'ensemble de ce document paraîtra comme publication des Nations Unies.
E/3846	Travaux du Conseil en 1964 : note du Secrétaire général		Miméographié. Présenté à la reprise de la trente-sixième session.
E/3849	Rapport du Comité de l'assistance technique (sur les séances tenues en novembre-décembre 1963)	19 *	
E/3850	Rapport établi par le Secrétaire général en application de la résolution 900 A (XXXIV) du Conseil. — Première partie : Programme élargi d'assistance technique et Fonds spécial	19 *	
E/3851	Rapport établi par le Secrétaire général en application de la résolution 900 A (XXXIV) du Conseil. — Deuxième partie : Programmes ordinaires d'assistance technique de l'Organisation des Nations Unies, des institutions spécialisées et de l'Agence internationale de l'énergie atomique	19 *	
E/3853	Note du Secrétaire général	43 *	
E/3854	Rapport du Conseil d'administration du Fonds spécial sur sa onzième session	18	<i>Documents officiels du Conseil économique et social, trente-septième session, Supplément n° 11.</i>
E/3855	Situation économique dans les territoires non autonomes : note du Secrétaire général	5	Miméographié.
E/3856	Commission provisoire de coordination des ententes internationales relatives aux produits de base : rapport de 1964 sur les problèmes internationaux relatifs aux produits de base	4 *	
E/3857/Rev.2	Rapport annuel de la Commission économique pour l'Amérique latine	17	<i>Documents officiels du Conseil économique et social, trente-septième session, Supplément n° 4.</i>
E/3858	Rapport du Comité de l'habitation, de la construction et de la planification sur sa deuxième session	23	<i>Ibid., Supplément n° 12.</i>
E/3859 et Add.1 à 3	Ordre du jour provisoire de la trente-septième session du Conseil économique et social : notes du Secrétaire général	2, 3	Miméographié. Pour l'ordre du jour, voir p. xxv ci-dessus.
E/3860	Résolution concernant l'évaluation des programmes, adoptés par le Conseil exécutif de l'Organisation mondiale de la santé à sa trente-troisième session	6	Miméographié.
E/3861 et Add.1	Rapport du Secrétaire général	13 *	
E/3862	Rapport du Comité spécial pour la coordination des activités d'assistance technique créé en vertu de la résolution 851 (XXXII) du Conseil	19 *	

<i>Cote</i>	<i>Titre</i>	<i>Point de l'ordre du jour</i>	<i>Observations et références</i>
E/3863	Propositions concernant un programme prioritaire d'action coordonnée dans le domaine des ressources hydrauliques dans le cadre de la Décennie des Nations Unies pour le développement : rapport et recommandations préparés par le Centre de mise en valeur des ressources hydrauliques et présentés par le Secrétaire général	14 *	
E/3864/Rev.1	Rapport annuel de la Commission économique pour l'Afrique	17	<i>Documents officiels du Conseil économique et social, trente-septième session, Supplément n° 10.</i>
E/3865	Demandes d'admission au statut consultatif et renouvellement de demandes déjà présentées : rapport du Comité du Conseil chargé des organisations non gouvernementales	35 *	
E/3866/Rev.1	Rapport du Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement sur sa première session	16	<i>Ibid., Supplément n° 14.</i>
E/3867	Note du Secrétaire général transmettant le rapport de l'Union postale universelle	6	Miméographié. Voir <i>Union postale universelle, Rapport 1963, Berne.</i>
E/3868	Rapport du Conseil d'administration du Fonds des Nations Unies pour l'enfance sur sa session de janvier 1964	31	<i>Documents officiels du Conseil économique et social, trente-septième session, Supplément n° 3A.</i>
E/3869	Rapport du Comité du développement industriel sur sa quatrième session	11	<i>Ibid., Supplément n° 6.</i>
E/3870	Rapport du Secrétaire général sur les activités d'assistance technique de l'Organisation des Nations Unies	19 *	
E/3870/Add.1	Programme ordinaire d'assistance technique de l'Organisation des Nations Unies pour 1965	19 *	
E/3871/Rev.1	Rapport annuel du Bureau de l'assistance technique au Comité de l'assistance technique	19 b)	<i>Ibid., Supplément n° 5.</i>
E/3871/Add.1	Additif (renseignements statistiques sur les projets en cours d'exécution en 1963 au titre du Programme élargi)	19 b)	Miméographié.
E/3872	Note du Secrétaire général transmettant le rapport de l'Organisation mondiale de la santé	6	<i>Idem.</i> Pour le rapport, voir <i>Actes officiels de l'Organisation mondiale de la santé, n° 131.</i>
E/3872/Add.1 et 2	Rapport supplémentaire de l'OMS	6	Miméographié.
E/3873	Rapport de la Commission des droits de l'homme sur sa vingtième session	27	<i>Documents officiels du Conseil économique et social, trente-septième session, Supplément n° 8.</i>
E/3874	Note du Secrétaire général transmettant le rapport de l'Organisation météorologique mondiale	6	Miméographié. Voir <i>Rapport annuel de l'Organisation météorologique mondiale, 1963 OMM — n° 148. RP.55.</i>
E/3875 et Add.1 à 3	Rapport du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et du Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture	33 *	
E/3876/Rev.1	Rapport annuel de la Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient	17	<i>Documents officiels du Conseil économique et social, trente-septième session, Supplément n° 2.</i>
E/3877	Note du Secrétaire général transmettant le rapport de l'Organisation internationale du Travail	6	Miméographié. Voir <i>Dix-huitième rapport de l'Organisation internationale du Travail, Genève, 1964.</i>
E/3878 et Corr.1	Note du Secrétaire général transmettant le rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique	6	Miméographié.
E/3879	Mémoire du Sénégal	26 *	
E/3880	Prolifération des résolutions : rapport du Secrétaire général	6 *	

<i>Cote</i>	<i>Titre</i>	<i>Point de l'ordre du jour</i>	<i>Observations et références</i>
E/3881	Troisième rapport biennal du Centre de mise en valeur des ressources hydrauliques	14	<i>Documents officiels du Conseil économique et social, trente-septième session, Supplément n° 13.</i>
E/3882	Note du Secrétaire général	29 *	
E/3882/Add.1	Note du Secrétaire général	29 *	
E/3883	Rapport du Secrétaire général sur l'opportunité de prendre de nouvelles mesures pour réviser ou remplacer la Convention sur la circulation routière et le Protocole sur la signalisation routière, faits à Genève le 19 septembre 1949	25 *	
E/3884 et Add.1 à 8	Election d'un tiers des membres des commissions techniques du Conseil: note du Secrétaire général	39	Miméographié.
E/3885	Note du Secrétaire général sur l'application de la Convention supplémentaire de 1956 relative à l'abolition de l'esclavage, de la traite des esclaves et des institutions et pratiques analogues à l'esclavage	30	<i>Idem.</i>
E/3886 et Corr.1 et Add.1	Vingt-neuvième rapport du Comité administratif de coordination	6 *, 7	
E/3887	Rapport annuel de la Commission économique pour l'Europe	17	<i>Documents officiels du Conseil économique et social, trente-septième session, Supplément n° 7.</i>
E/3888 et Add.1 à 5	Election de sept membres du Comité de l'habitation, de la construction et de la planification: note du Secrétaire général	39	Miméographié.
E/3889	Rapport du Conseil d'administration du Fonds special sur sa douzième session	18	<i>Documents officiels du Conseil économique et social, trente-septième session, Supplément n° 11A.</i>
E/3890	Note du Secrétaire général transmettant le rapport de l'Union internationale des télécommunications	6	Miméographié. Voir <i>Rapport sur les activités de l'Union internationale des télécommunications pour l'année 1963</i> , Genève, 1964.
E/3890/Add.1	Note du Secrétaire général transmettant le <i>Troisième rapport de l'Union internationale des télécommunications sur les télécommunications et les utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique</i>	6	Miméographié. Voir la brochure publiée sous ce titre par l'UIT, Genève 1964.
E/3891	Note du Secrétaire général transmettant le rapport de l'Organisation de l'aviation civile internationale	6	Miméographié. Voir <i>Rapport annuel du Conseil à l'Assemblée pour 1963</i> (Document Doc 8402 A15-P/2 de l'OACI).
E/3892	Note du Secrétaire général transmettant le rapport de l'Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime	6	Miméographié.
E/3893	Rapport de la Commission des stupéfiants sur sa dix-neuvième session	34	<i>Documents officiels du Conseil économique et social, trente-septième session, Supplément n° 9.</i>
E/3894/Rev.1	Avenir du Centre de mise en valeur des ressources hydrauliques: note du Secrétaire général	14 *	
E/3895 et Add.1	Enquête auprès des gouvernements sur les problèmes résultants de l'interaction du développement économique et de l'évolution démographique: rapport du Secrétaire général	21 *	
E/3896	Note du Secrétaire général transmettant le rapport de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture	6	Miméographié.
E/3897	Note du Secrétaire général sur la mise en œuvre de la résolution 960 (XXXVI) du Conseil	30	<i>Idem.</i>
E/3898	Rapport du Secrétaire général	8 *	
E/3898/Add.1 à 4	Réponses des gouvernements	8	<i>Idem.</i>

Cote	Titre	Point de l'ordre du jour	Observations et références
E/3899	Projet de résolution présenté par le Secrétaire général conformément au paragraphe 3 de la résolution adoptée par le Comité spécial pour la coordination des activités d'assistance technique	19 *	
E/3900	Note verbale, en date du 14 mai 1964, adressée par le Secrétaire général aux représentants permanents des Etats Membres (concernant la formation de la République-Unie du Tanganyika et de Zanzibar)		<i>Idem.</i>
E/3901 et Add.1 et 2	Rapport du Secrétaire général	12 *	
E/3902 et Add.1 à 4	<i>Etude sur l'économie mondiale, 1963, Deuxième partie</i>	5	Remplacé par E/3902/Rev.1, Publication des Nations Unies, n° de vente: 64.II.C.3.
E/3903	Récents faits nouveaux intéressant les sources nouvelles d'énergie: rapport du Secrétaire général	14 *	
E/3904	Travaux en cours dans le domaine des ressources non agricoles: rapport du Secrétaire général	14 *	
E/3905 et Add.1	Moyens d'augmenter le courant international de capitaux privés: quatrième rapport du Secrétaire général	10 *	
E/3906	Rapport du Secrétaire général sur la première Conférence cartographique régionale des Nations Unies pour l'Afrique	24 *	
E/3907	Coopération internationale en matière de normalisation des noms géographiques: rapport du Secrétaire général	24 *	
E/3908	<i>Etude sur l'économie mondiale, 1963, Première partie</i>	5, 10	Publications des Nations Unies, n° de vente: 64.II.C.1.
E/3909	Note du Secrétaire général transmettant le rapport de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture	6	Miméographié.
E/3909/Add.1	Note du Secrétaire général transmettant le document intitulé « Le travail de la FAO 1962-63 »	6	<i>Idem.</i> Voir le document C 63/2 de la FAO.
E/3909/Add.2	Note du Secrétaire général transmettant le volume intitulé <i>Résolutions adoptées par la Conférence de la FAO, 12^e session, 1963</i>	6	Volume publié par la FAO, Rome 1964.
E/3911	Campagne mondiale contre la faim, la maladie et l'ignorance: rapport du Secrétaire général	7 *	
E/3911/Add.1 et 2	Observations des gouvernements	7 c)	Miméographié.
E/3912	Note du Secrétaire général	23 *	
E/3913	Note du Secrétaire général	19 *	
E/3914	Participation de l'Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime au Programme élargi d'assistance technique: note du Secrétaire général	19 *	
E/3915	Note du Secrétaire général	22 *	
E/3916	Rapport d'activité du Secrétaire général	28 *	
E/3917	Le courant international des capitaux à long terme et les donations publiques, 1960-1962	10 a)	Paraîtra comme publication des Nations Unies.
E/3918	Coordination et organisation des programmes existants dans les domaines de l'habitation, de la construction et de la planification: rapport du Secrétaire général	23 *	
E/3919	Planification en vue du développement économique: note du Secrétaire général transmettant le rapport A/5533	9	Miméographié. Pour le rapport, voir publication des Nations Unies, n° de vente: 64.II.B.3.
E/3920	Rapport sur les méthodes à suivre pour déterminer la manière de répartir les ressources entre les divers secteurs sociaux: note du Secrétaire général	22	Miméographié.
E/3921	Colloque international et colloques régionaux sur le développement industriel: rapport du Secrétaire général	11 *	

<i>Cote</i>	<i>Titre</i>	<i>Point de l'ordre du jour</i>	<i>Observations et références</i>
E/3921/Add.1	Réponses des gouvernements	11	<i>Idem.</i>
E/3922	Note du Secrétaire général	19 *	
E/3923	Relations entre les instituts de planification : rapport du Secrétaire général	7 *	
E/3924	Institut de formation et de recherche des Nations Unies : rapport intérimaire du Secrétaire général	7 *	
E/3925 et Add.1	Projet de déclaration sur l'élimination de toutes les formes d'intolérance religieuse : note du Secrétaire général	27	<i>Idem.</i>
E/3926	Projet d'accord entre l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture et la Communauté économique européenne : note du Secrétaire général	6	<i>Idem.</i>
E/3927	Communication du Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture	44 *	
E/3928	Programme de travail dans les domaines économique et social et dans celui des droits de l'homme : rapport du Secrétaire général	6 *	
E/3929	Rapport annuel de la Commission économique pour l'Europe. — Problèmes de réassurance : note du Secrétaire général	17 *	
E/3930	Note du Secrétaire général sur la mise en œuvre de la résolution 1938 (XVIII) de l'Assemblée générale	10 a)	<i>Idem.</i>
E/3931	Rapport du Conseil d'administration du Fonds des Nations Unies pour l'enfance sur sa session de juin 1964	31	<i>Documents officiels du Conseil économique et social, trente-septième session, Supplément n° 3B.</i>
E/3932	Note du Secrétaire général transmettant l'Acte final de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement	4	Miméographié. Pour l'Acte final, voir E/CONF.46/139.
E/3933	Rapport du Comité de l'assistance technique (sur les séances tenues en juin-juillet 1964)	19 *	
E/3934	Transformation du Fonds spécial en un fonds d'équipement des Nations Unies : note du Secrétaire général concernant les recommandations de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement	10 c)	Miméographié.
E/3935 et Add.1	Notes du Secrétaire général transmettant le rapport annuel du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés (A/5811) et les rapports du Comité exécutif du programme du Haut Commissaire sur sa deuxième session spéciale (A/AC.96/222) et sur sa onzième session (A/AC.96/248)	32	<i>Idem.</i> Pour les rapports, voir <i>Documents officiels de l'Assemblée générale, dix-neuvième session, Supplément n° 11</i> et appendices.
E/3936	Rapports du Comité économique	13 *	
E/3937	Rapport sur la réunion des secrétaires exécutifs des commissions économiques régionales	17 *	
E/3938	Communication des représentants permanents de l'Algérie, du Chili et de l'Irak auprès de l'Organisation des Nations Unies	45 *	
E/3939	Note du Secrétaire général transmettant une communication du représentant permanent de l'Iran auprès de l'Organisation des Nations Unies	36	Miméographié.
E/3939/Add.1	Etat des incidences financières présenté par le Secrétaire général	36	<i>Idem.</i>
E/3940	Communication, en date du 10 juillet 1964, adressée au Secrétaire général par le représentant permanent du Chili auprès de l'Organisation des Nations Unies	46 *	
E/3941 et Corr.1	Etat sommaire provisoire	38	<i>Idem.</i>
E/3942	Demandes d'audition : rapport du Comité du Conseil chargé des organisations non gouvernementales	35	<i>Idem.</i>
E/3943	Auditions : rapport du Comité du Conseil chargé des organisations non gouvernementales	35	<i>Idem.</i>

<i>Cote</i>	<i>Titre</i>	<i>Point de l'ordre du jour</i>	<i>Observations et références</i>
E/3944	Extraits du septième rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires à l'Assemblée générale (dix-neuvième session) (A/5807)	36, 38	<i>Idem.</i>
E/3945	Évaluation des dispositions prises pour permettre à l'Organisation des Nations Unies de s'acquitter de ses responsabilités en ce qui concerne la prévention du crime et le traitement des délinquants : note du Secrétaire général	22 *	
E/3946	Rapport du Comité spécial de coordination	6*, 7, 38	
E/3947	Transformation du Fonds spécial en un fonds d'équipement des Nations Unies : étude des mesures pratiques préparée par le Secrétaire général	10 *	
E/3948	Note du Secrétaire général transmettant une lettre du Secrétaire général de la Ligue des sociétés de la Croix-Rouge	6 *	
E/3949	Deuxième rapport annuel du Comité intergouvernemental ONU/FAO pour le Programme alimentaire mondial	20 *	
E/3950 et Add.1	Mémoire du Secrétaire général	36	<i>Idem.</i>
E/3951	Rapport du Comité social	33 *	
E/3952 et Corr.1	Rapport du Comité social	27 *	
E/3953 et Corr.1	Rapport du Comité social	28 *	
E/3954	Rapport du Comité social	29 *	
E/3955 et Corr.1	Rapport du Comité social	30 *	
E/3956	Auditions : rapport du Comité du Conseil chargé des organisations non gouvernementales	35	<i>Idem.</i>
E/3957	Rapport sur la réunion du Bureau du Conseil et du Président du Comité de coordination du Conseil avec le Comité administratif de coordination, tenue le 20 juillet 1964 : déclaration faite par le Président à la 1332 ^e séance	6	<i>Idem.</i> Le résumé de cette déclaration figure dans le compte rendu de la 1332 ^e séance par. 18 à 25.
E/3958	Projet de résolution sur la réassurance présenté par la Commission économique pour l'Europe : rapport du Comité économique	17 *	
E/3959	Rapport du Comité économique	37 *	
E/3960	Rapport du Comité économique	15 *	
E/3961	Auditions : rapport du Comité du Conseil chargé des organisations non gouvernementales	35	Miméographié.
E/3962	Rapport du Comité social	23 *	
E/3963	La question de la participation de l'Angola, du Mozambique et du Sud-Ouest africain aux travaux de la Commission économique pour l'Afrique : note du Secrétariat sur certains aspects juridiques	17 *	
E/3964	Rapport du Comité social	22 *	
E/3965	Rapport du Comité économique	5 *	
E/3966	Coordination des activités d'assistance technique : rapport du Comité de coordination	19 *	
E/3967	Rapport du Comité économique	12 *	
E/3968	Rapport du Comité social	34 *	
E/3969	Rapport du Comité social	26 *	
E/3971	Pouvoirs des représentants à la trente-septième session du Conseil : rapport du Président et des Vice-Présidents		<i>Idem.</i>
E/3972	Élections au Conseil d'administration du Fonds spécial : note du Secrétaire général	39	<i>Idem.</i>
E/3973	Rapport du Comité de coordination	44 *	
E/3974	Rapport du Comité économique	11 *	

<i>Cote</i>	<i>Titre</i>	<i>Point de l'ordre du jour</i>	<i>Observations et références</i>
E/3975	Rapport du Comité économique	14 *	
E/3976	Rapport du Comité de coordination	7 *	
E/3977	Rapport du Comité économique	25 *	
E/3978	Rapport du Comité de coordination	16 *	
E/3979	Rapport du Comité de coordination	6 *	
E/3980	Rapport du Comité de coordination	36 *	
E/3981	Rapport du Comité économique	9 *	
E/3982	Rapport du Secrétaire général	36 *	
E/3983	Rapport du Comité de coordination	45 *	
E/3984	Rapport du Secrétaire général	38 *	
E/3985	Rapport du Comité économique	10 *	
E/3986	Rapport du Comité économique	21 *	
E/3987	Calendrier des conférences et réunions pour 1965	36	Voir <i>Documents officiels du Conseil économique et social, trente-septième session, Supplément n° 1</i> , p. 38 à 40.
E/3988	Déclaration du Secrétaire général à la 1320 ^e séance		Miméographié. Le résumé de cette déclaration figure dans le compte rendu de la 1320 ^e séance, par. 2 à 11.
E/3989	Déclaration du Secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement à la 1320 ^e séance		<i>Idem</i> , par. 12 à 22.
E/AC.6/L.295	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord : projet de résolution	13	Miméographié.
E/AC.6/L.295/Rev.1 et Add.1	France et Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord : projet de résolution révisé	13	<i>Idem</i> .
E/AC.6/L.296	Algérie, Chili, Equateur, Inde, Indonésie, Irak, Mexique, République arabe unie, Tchécoslovaquie et Yougoslavie : projet de résolution	13	<i>Idem</i> .
E/AC.6/L.297	Réassurance. — Algérie, Chili, Colombie, Equateur, Ghana, Inde, Indonésie, Irak, Iran, République arabe unie et Sénégal : projet de résolution	17	<i>Idem</i> .
E/AC.6/L.298	Dessalement de l'eau. — Argentine, Chili, Colombie et Equateur : projet de résolution	14	<i>Idem</i> .
E/AC.6/L.298/Rev.1	Dessalement de l'eau. — Algérie, Argentine, Chili, Colombie, Equateur et Mexique : projet de résolution révisé	14	<i>Idem</i> .
E/AC.6/L.299	Sources nouvelles d'énergie. — Australie, Chili et Equateur : projet de résolution	14	<i>Idem</i> .
E/AC.6/L.300	Ressources non agricoles. — Algérie, Inde, Indonésie, Irak, Iran, République arabe unie et Yougoslavie : projet de résolution	14	<i>Idem</i> .
E/AC.6/L.300/Add.1	Incidences financières du projet de résolution E/AC.6/L.300 : note du Secrétaire général	14	<i>Idem</i> . Voir E/3984, par. 3.
E/AC.6/L.301	Développement des ressources hydrauliques. — Equateur, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sénégal et Tchécoslovaquie : projet de résolution	14	Miméographié.
E/AC.6/L.301/Rev.1 et Rev.2	Développement des ressources hydrauliques. — Equateur, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sénégal et Tchécoslovaquie : projet de résolution révisé	14	<i>Idem</i> .
E/AC.6/L.302	Argentine, Etats-Unis d'Amérique et Ghana : projet de résolution	12	<i>Idem</i> .
E/AC.6/L.303	Algérie, Argentine, Cameroun, Chili, Colombie, Equateur, Ghana, Inde, Indonésie, Irak, Iran, Mexique, République arabe unie, Sénégal et Yougoslavie : amendements au projet de résolution II présenté par le Comité du développement industriel	11	<i>Idem</i> .

<i>Cote</i>	<i>Titre</i>	<i>Point de l'ordre du jour</i>	<i>Observations et références</i>
E/AC.6/L.304	Etats-Unis d'Amérique : amendements au projet de résolution II présenté par le Comité du développement industriel	11	<i>Idem.</i>
E/AC.6/L.305 et Corr.1	Colloque international et colloques régionaux sur le développement industriel. — Chili, Colombie, Etats-Unis d'Amérique, Inde, Indonésie, Irak, Iran, République arabe unie, République-Unie du Tanganyika et de Zanzibar, Sénégal, Tchécoslovaquie, Union des Républiques socialistes soviétiques et Yougoslavie : projet de résolution	11	<i>Idem.</i>
E/AC.6/L.306	Autriche, France, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et Tchécoslovaquie : projet de résolution	25	<i>Idem.</i>
E/AC.6/L.307	Australie : amendements au projet de résolution E/AC.6/L.306	25	<i>Idem.</i>
E/AC.6/L.308	Tchécoslovaquie, Union des Républiques socialistes soviétiques et Yougoslavie : projet de résolution	9	<i>Idem.</i>
E/AC.6/L.309	Inde, Japon, Mexique et Yougoslavie : projet de résolution	21	<i>Idem.</i>
E/AC.6/L.309/Rev.1	Inde, Iran, Japon, Mexique et Yougoslavie : projet de résolution révisé	21	<i>Idem.</i>
E/AC.6/L.310	Argentine, Colombie, Equateur, France et Japon : projet de résolution	10	<i>Idem.</i>
E/AC.7/L.434	Argentine, Etats-Unis d'Amérique et Luxembourg : projet de résolution	33	<i>Idem.</i>
E/AC.7/L.434/Rev.1	Argentine, Etats-Unis d'Amérique et Luxembourg : projet de résolution révisé	33	<i>Idem.</i>
E/AC.7/L.435	Mexique et République arabe unie : amendement au projet de résolution E/AC.7/L.434/Rev.1	33	<i>Idem.</i>
E/AC.7/L.436	Projet de déclaration sur l'élimination de toutes les formes d'intolérance religieuse : note sur les incidences financières de diverses éventualités envisagées par le Comité social	27	<i>Idem.</i>
E/AC.7/L.437	Projet de déclaration sur l'élimination de toutes les formes d'intolérance religieuse. — Cameroun, Ghana, Inde, Indonésie, Irak, Mexique, République arabe unie, République-Unie du Tanganyika et de Zanzibar, et Sénégal : projet de résolution	27	<i>Idem.</i>
E/AC.7/L.438	Etats-Unis d'Amérique : amendement au projet de résolution E/AC.7/L.437	27	<i>Idem.</i>
E/AC.7/L.439	Cameroun, Ghana, Inde, Indonésie, République arabe unie, République-Unie du Tanganyika et de Zanzibar, Sénégal et Yougoslavie : projet de résolution	28	<i>Idem.</i>
E/AC.7/L.440	Inde et République arabe unie : projet de résolution	29	<i>Idem.</i>
E/AC.7/L.441	Etats-Unis d'Amérique : amendements au projet de résolution I présenté par le Comité de l'habitation, de la construction et de la planification	23	<i>Idem.</i>
E/AC.7/L.442	Etats-Unis d'Amérique : amendement au projet de résolution II présenté par le Comité de l'habitation, de la construction et de la planification	23	<i>Idem.</i>
E/AC.7/L.443	Etats-Unis d'Amérique : amendement au projet de résolution III présenté par le Comité de l'habitation, de la construction et de la planification	23	<i>Idem.</i>
E/AC.7/L.444	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord : amendements au projet de résolution I présenté par le Comité de l'habitation, de la construction et de la planification	23	<i>Idem.</i>
E/AC.7/L.445	Algérie, Cameroun, Irak, Sénégal et Yougoslavie : projet de résolution	26	<i>Idem.</i>
E/AC.7/L.445/Rev.1	Algérie, Cameroun, Chili, Ghana, Irak, Sénégal et Yougoslavie : projet de résolution révisé	26	<i>Idem.</i>
E/AC.7/L.446	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord : amendements au projet de résolution E/AC.7/L.445	26	<i>Idem.</i>
E/AC.7/L.447	Etats-Unis d'Amérique : amendements au projet de résolution E/AC.7/L.445	26	<i>Idem.</i>

<i>Cote</i>	<i>Titre</i>	<i>Point de l'ordre du jour</i>	<i>Observations et références</i>
E/AC.7/L.448	Sénégal : amendements aux amendements E/AC.7/L.446	26	<i>Idem.</i>
E/AC.24/L.232	Organisation des travaux du Comité de coordination : note du Président		<i>Idem.</i>
E/AC.24/L.233	Autriche, Etats-Unis d'Amérique et Inde : projet de résolution	7 a)	<i>Idem.</i>
E/AC.24/L.234	Italie : amendements au projet de résolution destiné à l'Assemblée générale présenté par le Secrétaire général dans le document E/3899	19 c)	<i>Idem.</i>
E/AC.24/L.235	France : amendement au projet de résolution destiné à l'Assemblée générale présenté par le Secrétaire général dans le document E/3899	19 c)	<i>Idem.</i>
A/AC.24/236	Algérie, Argentine, Cameroun, Chili, Equateur, Ghana, Inde, Indonésie, Irak, Iran, Mexique, République-Unie du Tanganyika et de Zanzibar, Sénégal et Yougoslavie : amendements aux projets de résolutions présentés par le Secrétaire général dans le document E/3899	19 c)	<i>Idem.</i>
E/AC.24/L.237	Japon et Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord : amendement au projet de résolution destiné à l'Assemblée générale présenté par le Secrétaire général dans le document E/3899	19 c)	<i>Idem.</i>
E/AC.24/L.238	Organisation des travaux du Comité de coordination : note du Président		<i>Idem.</i>
E/AC.24/L.239	Algérie, Argentine, Cameroun, Chili, Colombie, Equateur, Ghana, Inde, Irak, Sénégal, République arabe unie, République-Unie du Tanganyika et de Zanzibar, et Yougoslavie : projet de résolution	44	<i>Idem.</i>
E/AC.24/L.240	Déclaration du Sous-Secrétaire aux affaires économiques et sociales à la 258 ^e séance du Comité de coordination	6	<i>Idem.</i>
E/AC.24/L.240/Add.1	Note explicative du Sous-Secrétaire aux affaires économiques et sociales	6	<i>Idem.</i>
E/AC.24/L.241	Evaluation des programmes. — Autriche, Etats-Unis d'Amérique et Mexique : projet de résolution	6	<i>Idem.</i>
E/AC.24/L.242	Réunions du Comité administratif de coordination, du Bureau du Conseil et du Président du Comité de coordination du Conseil. — Algérie, Australie, Japon et Mexique : projet de résolution	6	<i>Idem.</i>
E/AC.24/L.243	Algérie, Cameroun, Chili, Colombie, Inde et République-Unie du Tanganyika et de Zanzibar : projet de résolution	7 c)	<i>Idem.</i>
E/AC.24/L.244	Argentine, Autriche, Chili, Equateur, Ghana, Inde, Iran, Luxembourg et Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord : projet de résolution	7 c)	<i>Idem.</i>
E/AC.24/L.245	Etablissement et présentation des budgets des institutions spécialisées. — Argentine, Australie, Autriche, France et Japon : projet de résolution	6	<i>Idem.</i>
E/AC.24/L.246	Centenaire de l'Union internationale des télécommunications. — Chili, Colombie, Equateur, France, Italie et Mexique : projet de résolution	6	<i>Idem.</i>
E/AC.24/L.247	Programme de travail de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social et dans celui des droits de l'homme. — Etats-Unis d'Amérique, France et Luxembourg : projet de résolution		
E/AC.24/L.248	Rapport du Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement. — Australie, France et Luxembourg : projet de résolution	16	<i>Idem.</i>
E/AC.24/L.248/Rev.1	Rapport du Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement. — Australie, France et Luxembourg : projet de résolution révisé	16	<i>Idem.</i>
E/AC.24/L.248/Rev.2	Rapport du Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement. — Australie, Cameroun, France, Indonésie, Luxembourg et Sénégal : projet de résolution révisé	16	<i>Idem.</i>
E/AC.24/L.249	Revision et réévaluation du Conseil économique et social. — Etats-Unis d'Amérique et Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord : projet de résolution	6	<i>Idem.</i>

<i>Cote</i>	<i>Titre</i>	<i>Point de l'ordre du jour</i>	<i>Observations et références</i>
E/AC.24/L.250	Algérie, Chili et Irak : projet de résolution	45	<i>Idem.</i>
E/AC.24/L.251	Incidences financières du projet de résolution E/AC.24/L.244 : note du Secrétaire général	7 c)	<i>Idem.</i> Voir E/3984, par. 6.
E/AC.24/L.252	Revision et réévaluation du Conseil économique et social. — Algérie, Cameroun, Chili, Ghana, Inde, Indonésie, Irak, Iran, Sénégal, République arabe unie, République-Unie du Tanga-nyika et de Zanzibar et Yougoslavie : projet de résolution	6	Miméographié.
E/C.2/619	Exposé présenté par la Fédération mondiale des associations pour les Nations Unies	33, 35	<i>Idem.</i>
E/C.2/620	Exposé présenté par la Confédération mondiale des organisa-tions de la profession enseignante	33, 35	<i>Idem.</i>
E/C.2/621	Brevetabilité des inventions et progrès économique : exposé pré-senté par la Chambre de commerce internationale	13, 35	<i>Idem.</i>
E/C.2/622 et Corr.1	Projet de déclaration sur l'élimination de toutes les formes d'in-tolérance religieuse : exposé présenté par le Comité de coor-dination d'organisations juives	27, 35	<i>Idem.</i>
E/C.2/623	Exposé présenté par le Comité de coordination d'organisations juives	28, 35	<i>Idem.</i>
E/C.2/624	Le rôle des brevets dans les pays en voie de développement : exposé présenté par la Chambre de commerce des Etats-Unis d'Amérique	13, 35	<i>Idem.</i>
E/C.2/625	Exposé présenté par la Chambre de commerce des Etats-Unis d'Amérique	10, 35	<i>Idem.</i>
E/C.2/626	Exposé présenté par la Chambre de commerce des Etats-Unis d'Amérique	8, 35	<i>Idem.</i>
E/C.2/627	Exposé présenté par la Confédération internationale des syndi-cats chrétiens	6, 35	<i>Idem.</i>
E/C.2/628	Exposé présenté par la Fédération mondiale des associations pour les Nations Unies	7 c), 35	<i>Idem.</i>
E/C.2/629	Développement social : exposé présenté par la Confédération internationale des syndicats chrétiens	22, 35	<i>Idem.</i>
E/C.2/630	Privilèges de pavillon. — Vues des usagers des transports : exposé présenté par la Chambre de commerce internationale	35	Brochure 232 de la CCI.
E/CONF.46/139	Acte final et rapport de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement	4	Paraîtra comme publication des Nations Unies.
E/CN.12/696 et Add.1 et 2	(Etude sur la situation économique de l'Amérique latine en 1963)	5	Paraîtra comme publication des Nations Unies (en an-glais et espagnol seulement).
E/CN.14/239	<i>Bulletin économique pour l'Afrique</i> , Vol. IV, n° 1, parties A et B	5	
E/ECE/473/Rev.1	<i>Quinze années d'activité de la Commission économique pour l'Eu-rope, 1947-1962</i>		Publication des Nations Unies, n° de vente: 64.II.E.6
E/ECE/542	<i>Etude sur la situation économique de l'Europe en 1963, Première partie</i>	5	<i>Idem.</i> , n° de vente : 64.II.E.7.
E/L.1051 et Add.1	Organisation des travaux proposée par le Secrétaire général	3	Miméographié.
E/L.1052	Note du Secrétaire général	40	<i>Idem.</i>
E/L.1053 et Corr.1	Algérie, Argentine, Chili, Equateur, Inde, Irak, Sénégal et You-goslavie : projet de résolution	17 *	
E/L.1053/Rev.1	Algérie, Argentine, Chili, Equateur, Inde, Irak, Sénégal, et You-goslavie : projet de résolution révisé	17	Adopté sans changement. Voir la résolution 1000 (XXXVII)
E/L.1054 et Corr.1	Note du Secrétaire général	3	Miméographié.

<i>Cote</i>	<i>Titre</i>	<i>Point de l'ordre du jour</i>	<i>Observations et références</i>
E/L.1055	Note du Secrétaire général transmettant l'édition préliminaire de l'avant-propos au projet de budget pour l'exercice 1965 (A/5805/Add.2)	38	<i>Idem.</i>
E/L.1056	Algérie, Argentine, Chili, Colombie, Equateur, Inde, Irak, Sénégal et Yougoslavie, avec l'appui des pays suivants, membres supplémentaires des comités de session : Cameroun, Ghana, Indonésie, Iran, Mexique, République arabe unie et République-Unie du Tanganyika et de Zanzibar : projet de résolution	4 *	
E/L.1056/Rev.1	Algérie, Argentine, Australie, Autriche, Chili, Colombie, Equateur, Etats-Unis d'Amérique, France, Inde, Irak, Japon, Luxembourg, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sénégal, Tchécoslovaquie, Union des Républiques socialistes soviétiques et Yougoslavie, avec l'appui des pays suivants, membres supplémentaires des comités de session : Cameroun, Ghana, Indonésie, Iran, Italie, Mexique, République arabe unie et République-Unie du Tanganyika et de Zanzibar : projet de résolution	4	Adopté sans changement. Voir la résolution 1011 (XXXVII).
E/L.1057	Argentine, Chili, Colombie, Equateur, Inde et Yougoslavie : projet de résolution	46	Miméographié. Voir le compte rendu de la 1335 ^e séance, par. 24, et la résolution 1014 (XXXVII).
E/L.1058	Communication adressée au Président par le chef de la délégation de la République socialiste tchécoslovaque	25, 26	Miméographié.
E/L.1059	Colombie et Etats-Unis d'Amérique : projet de résolution	8 *	
E/L.1059/Rev.1	Colombie, Etats-Unis d'Amérique, Tchécoslovaquie et Union des Républiques socialistes soviétiques : projet de résolution révisé	8	Adopté sans changement. Voir la résolution 1026 (XXXVII).
E/L.1060	Inde, Sénégal et Yougoslavie : projet de résolution	7 b)	Miméographié. Voir E/3976. par. 4.
E/L.1061	Déclaration faite par le Sous-Secrétaire aux affaires économiques et sociales, à la 1339 ^e séance	23	Miméographié. Le résumé de cette déclaration figure dans le compte rendu de la 1339 ^e séance, par. 1 à 11.
E/L.1062 et Add.1 à 3	Election de membres du Conseil d'administration du Fonds des Nations Unies pour l'enfance : note du Secrétaire général	39	Miméographié.
E/L.1063	Argentine, Australie et France : projet de résolution	20	Adopté sans changement. Voir la résolution 1019 (XXXVII).
E/L.1064	Rapport de la Commission économique pour l'Afrique. — Algérie et Sénégal : projet de résolution	17 *	
E/L.1064/Rev.1	Algérie et Sénégal : projet de résolution révisé	17	Voir le compte rendu de la 1348 ^e séance, par. 1, et la résolution 1027 (XXXVII).
E/L.1065/Rev.1	Algérie, Australie, Autriche, Chili, Etats-Unis d'Amérique, Inde, Sénégal et Yougoslavie : projet de résolution révisé	31	Adopté sans changement. Voir la résolution 1023 (XXXVII).
E/OB/19 et Add.	Rapport du Comité central permanent de l'opium au Conseil économique et social sur l'activité du Comité en 1963	34	Publication des Nations Unies, n° de vente : 63.XI.11 et Addendum.
E/RES/1000 (XXXVII) à 1049 (XXXVII) et 1011 (XXXVII)/Corr.1 et 1027 (XXXVII)/Corr.1 et 1042 (XXXVII)/Corr.1 et 1049 (XXXVII)/Corr.1	Résolutions adoptées par le Conseil à sa trente-septième session		<i>Documents officiels du Conseil économique et social, trente-septième session, Supplément n° 1, résolutions 1000 (XXXVII) à 1049 (XXXVII),</i>
E/TAC/131 et Add.1	Projet de budget du secrétariat du Bureau de l'assistance technique pour l'exercice 1964	19 b)	Miméographié.
E/TAC/132	Proposition d'amendement des dispositions relatives à l'objet du fonds de roulement et de réserve	19 b)	<i>Idem.</i>
E/TAC/133	Transferts d'allocations en 1963 : rapport du Président-Directeur du BAT	19 b)	<i>Idem.</i>

<i>Cote</i>	<i>Titre</i>	<i>Point de l'ordre du jour</i>	<i>Observations et références</i>
E/TAC/134	Allocations de fonds pour 1964 : rapport du Président-Directeur du BAT	19 b)	<i>Idem.</i>
E/TAC/135 et Add.1	Rapport sur l'état d'avancement de l'étude comparative des émoluments des experts	19 b)	<i>Idem.</i>
E/TAC/136	Assistance technique pour le développement des moyens d'information : lettre, en date du 4 novembre 1963, adressée au Président-Directeur du BAT par le Directeur général de l'UNESCO	19 b)	<i>Idem.</i>
E/TAC/137	Projet de budget initial pour 1965 : rapport du Secrétaire général	19 a)	<i>Idem.</i>
E/TAC/138	Assistance technique pour favoriser l'enseignement, l'étude, la diffusion et une compréhension plus large du droit international : note du Président-Directeur du BAT	19	<i>Idem.</i>
E/TAC/139	Dépenses locales afférentes aux projets régionaux : rapport du Bureau de l'assistance technique	19 b)	<i>Idem.</i>
E/TAC/140/Rev.1	Utilisation des services d'experts originaires de pays en voie de développement : rapport du Bureau de l'assistance technique	19 b)	<i>Idem.</i>
E/TAC/141 et Add.1	Transferts d'allocations en 1963 et 1964 : rapport du Président-Directeur du BAT	19 b)	<i>Idem.</i>
E/TAC/142	Logement des experts : note du Président-Directeur du BAT	19 b)	<i>Idem.</i>
E/TAC/143	Assistance technique pour favoriser l'enseignement, l'étude, la diffusion et une compréhension plus large du droit international : note du Secrétaire général	19	<i>Idem.</i>
E/TAC/144	Coopération technique pour la lutte contre l'abus des stupéfiants : note du Secrétaire général	19, 34	<i>Idem.</i>
E/TAC/145	Questions soulevées par la résolution 1768 (XVII) de l'Assemblée générale : rapport du Secrétaire général	19 a)	<i>Idem.</i>
E/TAC/L.313/Rev.1	Ordre du jour du Comité de l'assistance technique (novembre-décembre 1963)	19	<i>Idem.</i>
E/TAC/L.314	Allocations pour cas d'urgence en 1963 : rapport du Président-Directeur du BAT	19 b)	<i>Idem.</i>
E/TAC/L.315	Programme révisé pour l'Algérie : note du Président-Directeur du BAT	19 b)	<i>Idem.</i>
E/TAC/L.316	Niveau du fonds de roulement et de réserve	19 b)	<i>Idem.</i>
E/TAC/L.317	Modifications importantes apportées au programme au 30 septembre 1963 et entraînant des transferts entre institutions	19 b)	<i>Idem.</i>
E/TAC/L.318	Déclaration faite par le Commissaire à l'assistance technique à la 313 ^e séance du Comité de l'assistance technique	19 a)	<i>Idem.</i>
E/TAC/L.319	Déclaration faite par le Président-Directeur du BAT à la 308 ^e séance du Comité de l'assistance technique	19 b)	<i>Idem.</i>
E/TAC/L.320	Afghanistan, Argentine, Brésil, Colombie, El Salvador, Inde, Indonésie, Jordanie, Nigéria, République arabe unie, Sénégal Uruguay et Yougoslavie : projet de résolution	19 a)	<i>Idem.</i>
E/TAC/L.321	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord : amendement au projet de résolution E/TAC/L.320	19 a)	<i>Idem.</i>
E/TAC/L.322	Développement des moyens d'information : texte à insérer dans le rapport du Comité de l'assistance technique (présenté non formellement par l'Inde)	19 b)	<i>Idem.</i>
E/TAC/L.323	Assistance technique pour le développement des moyens d'information. — Sénégal : projet de résolution	19 b)	<i>Idem.</i>
E/TAC/L.324	Assistance technique pour le développement des moyens d'information : note du Président-Directeur du BAT	19 b)	<i>Idem.</i>
E/TAC/L.325	Répartition géographique des administrateurs et fonctionnaires de rang plus élevé des secrétariats du BAT et du Fonds spécial : note du Président-Directeur du BAT	19	<i>Idem.</i>
E/TAC/L.326	Temps de service des fonctionnaires des bureaux locaux : note du Président-Directeur du BAT	19	<i>Idem.</i>

<i>Cote</i>	<i>Titre</i>	<i>Point de l'ordre du jour</i>	<i>Observations et références</i>
E/TAC/L.327/Rev.1	Ordre du jour du Comité de l'assistance technique (juin 1964)	19	<i>Idem.</i>
E/TAC/L.328 et Add.1	Modifications apportées au programme du 1 ^{er} octobre 1963 au 30 avril 1964 et entraînant des transferts entre institutions	19 b)	<i>Idem.</i>
E/TAC/L.329	Allocations pour cas d'urgence en 1963 : rapport du Président-Directeur du BAT	19 b)	<i>Idem.</i>
E/TAC/L.330	Allocations pour cas d'urgence en 1964 : rapport du Président-Directeur du BAT	19 b)	<i>Idem.</i>
E/TAC/L.331 et Add.1	Déclaration liminaire faite par le Président-Directeur du BAT à la 315 ^e séance du Comité de l'assistance technique	19 b)	<i>Idem.</i>
E/TAC/L.332 et Add.1	Déclaration liminaire faite par le Commissaire à l'assistance technique à la 323 ^e séance du Comité de l'assistance technique	19 a)	<i>Idem.</i>
E/TAC/L.333	Déclaration faite par le Sous-Secrétaire aux affaires économiques et sociales à la 324 ^e séance du Comité de l'assistance technique	19 c)	<i>Idem.</i>
E/TAC/L.334 et Add.1 à 9	Projet de rapport du Comité de l'assistance technique	19	<i>Idem.</i> Pour le rapport, voir E/3933.
ST/ECA/82	<i>Le dessalement de l'eau dans les pays en voie de développement</i>	14	Publication des Nations Unies, n ^o de vente : 64.II.B.5.



SOMMAIRE

Pages

Ouverture de la session	1
Point 1 de l'ordre du jour :	
Election du Président et des Vice-Présidents pour 1964 .	1
Point 2 de l'ordre du jour :	
Adoption de l'ordre du jour	2
Point 3 de l'ordre du jour :	
Organisation des travaux de la trente-septième session . .	2

Président provisoire: M. Alfonso PATIÑO (Colombie).

Président: Sir Ronald WALKER (Australie).

Présents:

Les représentants des Etats suivants, membres du Conseil: Algérie, Argentine, Australie, Autriche, Chili, Colombie, Equateur, Etats-Unis d'Amérique, France, Inde, Irak, Japon, Luxembourg, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sénégal, Tchécoslovaquie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Yougoslavie.

Les représentants des Etats suivants, membres supplémentaires des comités de session: Cameroun, Ghana, Indonésie, Iran, Mexique, République arabe unie, République-Unie du Tanganyika et de Zanzibar.

Les observateurs des Etats Membres suivants: Brésil, Canada, Chine, Cuba, Grèce, Hongrie, Irlande, Israël, Nouvelle-Zélande, Pologne, République centrafricaine, République socialiste soviétique d'Ukraine, Roumanie, Suède.

L'observateur de l'Etat non membre suivant: Saint-Siège.

Les représentants des institutions spécialisées suivantes: Organisation internationale du Travail, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, Banque internationale pour la reconstruction et le développement, Fonds monétaire international, Organisation mondiale de la santé, Union postale universelle, Union internationale des télécommunications, Organisation météorologique mondiale, Commission intérimaire de l'Organisation internationale du commerce.

Le représentant de l'Agence internationale de l'énergie atomique.

Ouverture de la session

1. Le PRÉSIDENT PROVISOIRE déclare ouverte la trente-septième session du Conseil économique et social.

POINT 1 DE L'ORDRE DU JOUR

Election du Président et des Vice-Présidents pour 1964

2. Le PRÉSIDENT PROVISOIRE invite les membres du Conseil à désigner des candidats aux fonctions de Président du Conseil économique et social pour 1964.

3. M. NEHRU (Inde) propose d'élire Sir Ronald Walker (Australie).

4. M. MIGONE (Argentine) appuie cette proposition.

Sir Ronald Walker (Australie) est élu Président par acclamation.

5. Le PRÉSIDENT remercie les membres du Conseil du grand honneur qu'ils lui font, ainsi qu'à son pays. Depuis la création de l'Organisation des Nations Unies, l'Australie a toujours attaché une importance particulière aux travaux du Conseil économique et social. Elle s'est souvent fait le champion des droits des petits pays et s'est préoccupée tout spécialement des problèmes qui se posent aux pays en voie de développement.

6. Le Président se félicite que le Conseil ait répondu à l'invitation que lui a faite l'Assemblée générale dans sa résolution 1992 (XVIII) et ait élargi la composition de ses comités de session. Il souhaite la bienvenue aux délégations des Etats qui ont été élus membres des comités — Cameroun, Ghana, Indonésie, Iran, Italie, Madagascar, Mexique, République arabe unie et République-Unie du Tanganyika et Zanzibar. Il les invite à prendre place à la table du Conseil et à participer pleinement aux débats du Conseil comme à ceux des comités. Il est persuadé que cela est conforme aux vœux de l'Assemblée générale et, en même temps, facilitera la tâche qui incombe aux délégations de ces Etats en tant que membres des comités. Il souhaite également la bienvenue aux nouveaux membres du Conseil — Algérie, Chili, Equateur, Irak et Luxembourg — ainsi qu'à la France, qui a été réélue au Conseil cette année.

7. Le Président invite les membres du Conseil à désigner des candidats aux fonctions de premier Vice-Président.

8. M. PATIÑO (Colombie) propose la candidature de M. Matsui (Japon).

9. M. FALL (Sénégal) appuie cette proposition.

M. Matsui (Japon) est élu premier Vice-Président par acclamation.

10. M. MATSUI (Japon) remercie le Conseil de l'honneur fait à son pays, qui a toujours porté un intérêt particulier aux activités du Conseil et participe depuis cinq ans à ses travaux.

11. M. LEKIC (Yougoslavie) propose d'élire M. Chanderli (Algérie) aux fonctions de second Vice-Président.

12. M. BURR (Chili) appuie cette proposition.

M. Chanderli (Algérie) est élu second Vice-Président par acclamation.

13. M. CHANDERLI (Algérie) remercie le Conseil de la confiance qu'il vient de témoigner non seulement à lui-même et à son pays, qui poursuit dans le domaine économique et social une expérience originale, mais à l'Afrique tout entière. Il souligne l'importance du rôle des pays en voie de développement — que la Conférence du commerce et du développement vient encore de montrer — et la nécessité d'élargir la composition du Conseil, et il se félicite de la présence, au Conseil, de nouveaux Etats devenus membres des comités de session.

POINT 2 DE L'ORDRE DU JOUR

Adoption de l'ordre du jour

(E/3853, E/3859 et Add.1. à 3, E/3927, E/3938, E/3940)

14. Le PRÉSIDENT invite le Conseil à examiner l'ordre du jour provisoire de la trente-septième session (E/3859 et Add.1 à 3). Il signale qu'il a été proposé d'inscrire à cet ordre du jour les quatre questions supplémentaires ci-après :

Participation aux traités multilatéraux généraux conclus sous les auspices de la Société des Nations, question proposée par le Secrétaire général (E/3853);

Campagne mondiale pour l'alphabétisation universelle, question proposée par le Directeur général de l'UNESCO (E/3927);

Fonds de catastrophe des Nations Unies, question proposée par l'Algérie, le Chili et l'Irak (E/3938);

Secours d'urgence au Costa Rica, question proposée par le Chili (E/3940).

L'ordre du jour provisoire, avec les quatre points supplémentaires énumérés ci-dessus, est adopté.

POINT 3 DE L'ORDRE DU JOUR

Organisation des travaux de la trente-septième session (E/3859/Add.2 et 3; E/L.1051 et Add.1)

15. Le PRÉSIDENT invite le Conseil à examiner le plan d'organisation des travaux proposé dans la note du Secrétaire général (E/L.1051 et Add.1). En outre, le Secrétaire général suggère (E/3859/Add.2 et 3) que le Conseil renvoie au Comité de coordination la question du fonds de catastrophe des Nations Unies et examine en séance plénière la question du secours d'urgence au Costa Rica.

16. Le Conseil pourrait n'aborder que le 22 juillet l'examen des points 6 (Examen général du développement, de la coordination et de la concentration de l'ensemble des programmes et des activités de l'ONU, des institutions spécialisées et de l'Agence internationale de l'énergie atomique dans les domaines économique et social et dans celui des droits de l'homme) et 7 (Décennie des Nations Unies pour le développement) afin de permettre au Secrétaire général, qui sera présent à cette date, d'ouvrir le débat. Le point 18 (Rapports du Conseil d'administration du Fonds spécial) serait examiné le

21 juillet ainsi que le point 19 (Programmes de coopération technique).

17. D'autre part, étant donné que le Conseil est appelé à se prononcer sur le projet de résolution C présenté par la Commission des stupéfiants (E/3893, chapitre XIV), il est proposé que le Comité social ait présente à l'esprit, lorsqu'il examinera le point 34 (Contrôle international des stupéfiants), la recommandation formulée par le Comité de l'assistance technique dans son rapport au Conseil (E/3933, paragraphe 72).

18. Le Président attire l'attention du Conseil sur le paragraphe 4 de la note du Secrétaire général; le Conseil devra décider s'il y a lieu de créer un comité chargé des questions relatives au Fonds spécial et au Programme élargi d'assistance technique (PEAT).

19. M. WILLIAMS (Etats-Unis d'Amérique) croit préférable de confier l'examen du point 36 (Examen du plan des conférences et établissement du calendrier des conférences pour 1965) au Comité de coordination. Il propose en outre que le Conseil examine en séance plénière le point 24 (Coopération internationale en matière de cartographie), ce qui faciliterait la tâche du Comité économique.

20. M. MOLIAKOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) propose d'examiner le point 8 (Conséquences économiques et sociales du désarmement) au cours de la première ou de la deuxième semaine de la session, non seulement en séance plénière mais aussi au Comité économique, étant donné l'importance de cette question. Il serait souhaitable également d'examiner en séance plénière le point 15 (Souveraineté permanente sur les ressources naturelles) en même temps que le point 14 (Développement des ressources naturelles) avant de les renvoyer au Comité économique, car il s'agit là de problèmes très importants qui touchent aux droits souverains des pays en voie de développement. De même, le point 11 (Action dans le domaine du développement industriel) devrait être examiné en séance plénière ainsi qu'au Comité économique et le point 23 (Rapport du Comité de l'habitation, de la construction et de la planification) devrait être étudié en séance plénière puis au Comité social.

21. M. SCOTT (Royaume-Uni), se référant à la troisième phrase du paragraphe 1 du document E/L.1051/Add.1, dans laquelle il est suggéré que l'examen du point 13 (Rôle des brevets dans le transfert des connaissances techniques aux pays sous-développés) par le Comité économique, prévu pour la deuxième semaine, soit avancé à la première semaine, propose qu'un représentant de l'Union internationale pour la protection de la propriété industrielle soit invité à participer comme observateur à la discussion de la question au Comité économique et en séance plénière.

22. D'autre part, à propos du point 27 (Rapport de la Commission des droits de l'homme), le représentant du Royaume-Uni souhaite que le Comité social soit invité à organiser ses travaux de manière à terminer le projet de déclaration sur l'élimination de toutes les formes d'intolérance religieuse, pour que le Conseil puisse le présenter à l'Assemblée générale pour sa dix-neuvième session.

23. M. NEHRU (Inde) reconnaît, avec le représentant de l'URSS, l'importance de la question des conséquences économiques et sociales du désarmement. Toutefois, comme le Comité des dix-huit puissances sur le désarmement examine actuellement cette question et que son débat doit durer encore deux semaines, il croit préférable que le Conseil attende la troisième semaine de ses travaux pour se saisir de la question, afin de pouvoir bénéficier des vues du Comité.

24. Le PRÉSIDENT, après avoir consulté le Secrétariat, tient à faire observer que le Secrétaire général sera présent à l'ouverture des débats sur les points 4 et 5 (première semaine) et sur le point 7 (deuxième semaine). Il semble donc difficile que le Conseil puisse aborder l'examen du point 8 avant la troisième semaine.

25. M. MOLIAKOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) n'insistera pas pour faire adopter sa proposition relative au point 8.

26. M. WILLIAMS (Etats-Unis d'Amérique) considère qu'au lieu d'envisager, conformément au paragraphe 4 de la note du Secrétaire général, la création d'un comité chargé d'aider le Conseil dans l'examen des rapports du Fonds spécial et du PEAT, il serait préférable de charger le Comité de coordination de ce soin.

Il en est ainsi décidé.

27. M. MIGONE (Argentine) souhaiterait que le Comité social étudie de façon détaillée la question de l'élimination de toutes les formes d'intolérance religieuse lors de l'examen du point 27 de l'ordre du jour.

28. Le PRÉSIDENT propose que le point 24 ne soit examiné qu'en séance plénière, que le point 15 soit examiné en séance plénière en même temps que le point 14 avant d'être renvoyé au Comité économique, que le point 11 soit examiné en séance plénière avant d'être renvoyé au Comité économique, et que le point 23 soit examiné en séance plénière avant d'être renvoyé au Comité social. Il propose, en outre, que le Comité social soit invité à examiner le projet de déclaration sur l'élimination de toutes les formes d'intolérance religieuse, afin que le Conseil puisse l'achever et le présenter à l'Assemblée générale à sa dix-neuvième session. Il propose enfin que le Conseil invite l'Union internationale pour la protection de la propriété industrielle à envoyer un observateur au Comité économique et en séance plénière, lors de la discussion du point 13.

Il en est ainsi décidé.

Le plan d'organisation des travaux, ainsi modifié, est adopté.

La séance est levée à 12 h 30.



CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Trente-septième session

DOCUMENTS OFFICIELS

Lundi 13 juillet 1964
à 15 h 30

PALAIS DES NATIONS, GENÈVE

SOMMAIRE

Point 17 de l'ordre du jour :

Rapports des commissions économiques régionales 5

Président: Sir Ronald WALKER (Australie).

Présents:

Les représentants des Etats suivants, membres du Conseil: Algérie, Argentine, Australie, Autriche, Chili, Colombie, Equateur, Etats-Unis d'Amérique, France, Inde, Irak, Japon, Luxembourg, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sénégal, Tchécoslovaquie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Yougoslavie.

Les représentants des Etats suivants, membres supplé- mentaires des comités de session: Cameroun, Ghana, Indonésie, Iran, Italie, Mexique, République arabe unie, République-Unie de Tanganyika et de Zanzibar.

Les observateurs des Etats Membres suivants: Cuba, Hongrie, Israël, République centrafricaine, Roumanie, Suède.

L'observateur de l'Etat non membre suivant: Saint-Siège.

Les représentants des institutions spécialisées suivantes: Organisation internationale du Travail, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, Fonds monétaire international, Organisation mondiale de la santé, Union postale universelle.

Le représentant de l'Agence internationale de l'énergie atomique.

POINT 17 DE L'ORDRE DU JOUR

Rapports des commissions économiques régionales

(F/3857/Rev.2, E/3864/Rev.1, E/3876/Rev.1, E/3887, E/3929, E/3937)

1. Le PRÉSIDENT invite les secrétaires exécutifs des commissions économiques régionales à présenter les rapports annuels de ces organes.

2. M. VELEBIT (Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Europe) présente le rapport annuel de la CEE (E/3887). Il évoquera d'abord l'évolution récente de l'économie européenne et ses répercussions sur les recherches entreprises par le secrétariat de la Commission.

3. La première partie de l'*Etude sur la situation économique de l'Europe en 1963* (E/ECE/535) fait apparaître que le revenu national a continué de croître en Europe occidentale à peu près au même rythme qu'en 1962,

tandis que l'expansion s'est ralentie en Europe orientale et en URSS, tout en restant néanmoins légèrement plus rapide qu'en Europe occidentale; dans les deux cas, l'augmentation a été de l'ordre de 4 %.

4. Les pays de l'Europe orientale ont redoublé d'efforts pour augmenter leur production agricole et ont accordé plus d'importance à l'industrie chimique, nécessaire à l'agriculture et à d'autres secteurs de la production de biens de consommation. La plupart des pays s'intéressent aussi à réformer la planification et la gestion économiques, d'une part pour faciliter et accélérer l'adaptation de la production à la demande intérieure et extérieure, d'autre part pour atténuer la tension due à la répartition défec- tueuse des possibilités d'investissement et à des retards dans l'exécution des projets. La plupart des pays consi- dèrent en outre que l'intensification du commerce extérieur et l'amélioration de sa structure sont indispensables à une expansion économique satisfaisante. L'augmentation de la production industrielle globale a été inégale suivant les pays, mais l'écart entre les pays a diminué, et l'Europe orientale dans son ensemble a légèrement progressé. Si l'amélioration prévue dans l'agriculture se réalise, on peut s'attendre à ce que le taux d'accroissement du revenu national en Europe orientale et en URSS augmente, d'autant plus que, dans plusieurs pays, l'expansion industrielle dépasse de beaucoup les taux envisagés et que les exportations ont augmenté dans des proportions encou- rageantes au début de 1964 en Hongrie, en Tchécoslova- quie et en Pologne.

5. En Europe occidentale, le secrétariat de la Commis- sion a mis en évidence dans la première partie de l'*Etude* que l'expansion était soutenue principalement par l'aug- mentation de la consommation publique et privée et par l'accroissement rapide du volume des échanges dans cette partie de la région. L'accélération de l'expansion a entraîné la raréfaction de la main-d'œuvre, notamment dans des secteurs comme celui du bâtiment. La régularité de la progression est surtout menacée par les pressions infla- tionnistes, déjà manifestes dans plusieurs pays. Si la plupart des gouvernements ont déjà appris à assurer un équilibre approximatif entre la demande globale et les ressources disponibles, ils sont encore loin d'avoir résolu le problème des pressions qui, en période de forte expan- sion, s'exercent sur les prix et les font monter. La crois- sance régulière et rapide de l'économie en Europe occi- dentale est donc mise en danger non seulement par les difficultés sociales et autres résultats de l'augmentation constante des prix, mais surtout par le déséquilibre de la balance des paiements que crée la variété des taux d'aug- mentation des prix. A l'heure actuelle, les politiques nationales et internationales se caractérisent par la méfiance envers l'intervention des pouvoirs publics en matière de commerce extérieur ainsi qu'envers la régle-

mentation du taux de croissance de la demande intérieure. Les gouvernements et les institutions internationales se demandent maintenant s'il conviendrait de réformer le mécanisme monétaire international.

6. En 1963, le secrétariat de la Commission a consacré une grande partie des ressources disponibles à des études sur les moyens qui permettraient d'intensifier le commerce des pays en voie de développement dans une proportion assez forte pour soutenir l'accélération du développement économique; ces études ont été présentées à la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement. En 1964, le secrétariat de la Commission se propose de revenir aux problèmes qu'il faudrait résoudre pour assurer l'expansion constante de l'économie européenne. Il entreprend donc une étude sur la politique des revenus en Europe occidentale et la planification du niveau et de la répartition du revenu et de la consommation des particuliers en Europe orientale et en URSS. M. Velebit exprime l'espoir que ces travaux se compléteront d'échanges de vues entre experts, notamment au cours de la réunion périodique des conseillers économiques principaux des gouvernements. Il approuve vivement l'habitude prise par certains pays membres de la Commission d'envoyer de temps en temps des groupes de fonctionnaires discuter pendant quelques jours de problèmes d'intérêt commun avec les membres du secrétariat.

7. Passant au rapport annuel de la Commission (E/3887), le Secrétaire exécutif indique que le texte imprimé de l'étude intitulée *Quinze années d'activité de la Commission économique pour l'Europe, 1947-1962* (E/ECE/473/Rev.1) distribué en anglais et en français, va l'être en russe et est en cours d'expédition aux secrétariats des autres commissions économiques régionales. D'autre part, il signale à l'attention du Conseil le projet de résolution relatif aux problèmes de réassurance (E/3887, quatrième partie, et E/3929) que la Commission recommande au Conseil d'adopter.

8. M. Velebit rappelle que la Commission a un double objectif: intensifier la coopération économique, technique et commerciale entre ses membres et contribuer à l'exécution des programmes des Nations Unies destinés à accélérer la croissance économique des pays en voie de développement. Vue sous cet angle, l'année 1963 a vraiment mobilisé les énergies de la Commission. La Commission a encore développé et diversifié ses activités en matière d'assistance technique, tout particulièrement sous forme de voyage d'étude ou de cycles d'étude, de formation en cours d'emploi et de bourses.

9. Le secrétariat de la Commission a apporté une importante contribution à la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, en faisant des études et en détachant du personnel. La Commission se propose de donner la priorité aux activités qui pourraient contribuer à l'application des recommandations adoptées par la Conférence. Il est prématuré de définir comment les travaux de la Commission en matière de commerce s'intégreront avec le mécanisme qui doit poursuivre l'œuvre entreprise par la Conférence. M. Velebit étudie de près tous les moyens par lesquels la Commission et son secrétariat pourraient apporter leur contribution

et il présentera ses conclusions provisoires au Comité du développement industriel.

10. On peut prévoir que la Commission s'occupera avant tout de mettre au point des mesures destinées à favoriser, dans la région, le commerce entre pays ayant des régimes économiques et sociaux différents, l'élaboration de principes directeurs, la négociation et l'adoption d'instruments juridiques multilatéraux. La Commission pourrait aussi intensifier ses efforts pour encourager les échanges de l'Europe avec les autres régions.

11. Le Secrétaire exécutif rappelle enfin, parmi les initiatives prises par la Commission pour renforcer la coopération dans son ressort, que le Groupe spécial de sept experts créé par la résolution 4 (XVIII) de la Commission, et chargé notamment d'examiner le rôle des tarifs douaniers, l'application de la clause de la nation la plus favorisée et du principe du traitement non discriminatoire dans le commerce entre l'Est et l'Ouest, a bien commencé ses travaux préliminaires et va les poursuivre.

12. Le Secrétaire exécutif est convaincu qu'en plus du déroulement normal de ses travaux la Commission offre aux pays membres de nombreuses possibilités de coopération, mais il faut encore un travail patient et minutieux sur des questions déterminées. Il est certain que, si la tendance actuelle à un relâchement de la tension persiste, la Commission pourra contribuer plus que jamais au bien-être des populations dans la région de la CEE et dans d'autres régions qui ont un urgent besoin d'assistance.

13. U NYUN (Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient) présente le rapport annuel de la CEAO (E/3876/Rev.1).

14. Les progrès réalisés dans la région de la CEAO sont encore modestes par rapport aux objectifs fixés pour la Décennie des Nations Unies pour le développement. Pour remédier à cet état de choses, les pays de la région devront poursuivre leurs efforts avec l'aide des pays développés. Il ressort de l'*Etude sur la situation économique de l'Asie et de l'Extrême-Orient en 1963*¹ que l'augmentation de la production alimentaire, qui avait été d'environ 3,6% par an de 1950 à 1960, n'atteint plus que 0,5% alors que la population augmente de 2,4% par an en moyenne. Pour remédier à cette situation, il convient de prendre des mesures énergiques en matière de développement des ressources hydrauliques, d'emploi accru des engrais, de vulgarisation agricole et de réforme agraire. Il est également urgent de prendre des mesures pour enrayer le taux alarmant de la croissance démographique.

15. Cependant, dans les pays en voie de développement de la région, les industries manufacturières conservent un taux de croissance d'environ 8% par an, malgré diverses difficultés dues à la pauvreté des récoltes et aux obstacles rencontrés en matière d'obtention de devises. La Commission, pleinement consciente du rôle vital que l'industrialisation doit jouer dans l'avènement de la prospérité dans la région, a mis l'accent sur l'extension des services consultatifs directs et sur l'organisation

¹ Publication des Nations Unies, n° de vente: 64. II. F. 1.

d'enquêtes sur les possibilités industrielles de chaque pays. En ce qui concerne le commerce extérieur, presque tous les pays de la région connaissent des déficits croissants en matière de transactions internationales. La solution dépend de la libéralisation, par les pays industriels, des conditions d'importation des produits en provenance des pays en voie de développement. D'autre part, les résultats décevants obtenus dans le domaine agricole ont obligé certains des pays de la région à utiliser une partie des devises dont ils disposent pour acheter des produits alimentaires alors qu'elles devraient être consacrées à l'achat de biens d'équipement. Aussi les importations continuent-elles à être supérieures aux exportations et les difficultés provoquées par le déséquilibre de la balance commerciale de la plupart des pays de la région ne font que croître. De plus, la croissance économique est compromise par les fluctuations de l'offre et de la demande qui affectent les exportations de produits primaires de la région. Le déficit budgétaire continue à caractériser la plupart des économies nationales de la région, en dépit des efforts et des sacrifices destinés à mobiliser l'épargne intérieure.

16. Pour lutter contre toute ces difficultés, la Commission a été amenée à prendre diverses mesures en vue d'encourager la coopération intrarégionale et d'obtenir l'assistance des pays développés. C'est dans cet esprit qu'a été organisée la Conférence ministérielle sur la coopération économique en Asie qui s'est tenue à Manille en décembre 1963. Cette Conférence a adopté une résolution historique qui constitue une véritable charte de la coopération économique en Asie (voir E/CN.11/641). D'autre part, une importante résolution a été adoptée par la CEAO lors de sa vingtième session tenue à Téhéran en mars 1964 au sujet de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement [résolution 50 (XX)].

17 U Nyun passe ensuite en revue les activités de la CEAO et de ses organes subsidiaires au cours de l'année écoulée. La Commission et ses organes subsidiaires ont continué à porter leur attention sur les problèmes les plus importants du développement économique dans les différents domaines de leur ressort. Les projets importants à l'échelon régional ont été encouragés. Parmi les nombreuses réalisations de la CEAO au cours de l'année écoulée, le Secrétaire exécutif cite notamment la Conférence ministérielle sur la coopération économique en Asie, la première Conférence asiatique de la population, la première table ronde des rédacteurs en chef de la presse asiatique, la construction du premier barrage à usages multiples sur la Nam Pong, affluent du Mékong, ainsi que les progrès réalisés dans la construction d'un réseau routier asiatique. Conformément à la résolution 1708 (XVI) de l'Assemblée générale, ont été créés l'Institut asiatique du développement et des plans économiques, qui a été inauguré à Bangkok en janvier 1964, et un centre régional de projections et de programmation économiques qui fonctionne dans le cadre du secrétariat de la CEAO.

18. En matière de projections régionales, la Commission a créé, toujours dans le cadre de son secrétariat, un service consultatif en matière de planification du développement économique. Ce nouveau service répond à la demande de

plusieurs gouvernements de pays membres. Dans le domaine de la statistique, pour remédier à la pénurie de personnel spécialisé, la Commission créera bientôt un centre régional de formation de statisticiens.

19. En ce qui concerne le développement agricole, la FAO et la CEAO ont convoqué à Bangkok, en septembre 1963, la Réunion sur les institutions de financement et de crédit agricoles, dont le rapport a été mis à la disposition des gouvernements des pays membres.

20. Pendant la période considérée, des mesures importantes ont été prises en vue de développer les ressources hydrauliques de la région. Des consultations avec diverses institutions gouvernementales ont eu lieu et divers cycles d'étude, colloques et groupes de travail ont été organisés. En ce qui concerne l'aménagement du bassin du Mékong, notamment, il faut se féliciter de l'esprit de coopération et de bonne volonté internationale qui préside à l'exécution de cette entreprise. Pour remédier à la diversité des problèmes que rencontrent les différents pays dans le domaine des ressources hydrauliques, la Commission a fait préparer un manuel des normes et critères à appliquer aux plans de mise en valeur des ressources hydrauliques. En outre, la Commission collabore étroitement avec l'OMM. Un cycle d'étude régional sur les méthodes de prévision en vue de l'utilisation des ressources hydrauliques est en cours d'organisation.

21. En ce qui concerne le développement des industries, des ressources naturelles, de l'énergie électrique et du logement, le secrétariat de la Commission oriente ses travaux dans le sens de la mise en œuvre de diverses résolutions du Conseil et en particulier dans le sens du programme d'action défini pour la Décennie des Nations Unies pour le développement. Différents groupes de travail, cycles d'étude et voyages d'étude ont ainsi été organisés à ce propos. Il faut citer notamment le cycle d'étude sur les politiques, les programmes et les statistiques du logement, tenu à Copenhague en coopération avec la CEE.

22. Des progrès ont aussi été réalisés en matière de formation technique, conformément à la résolution 1824 (XVII) de l'Assemblée générale. C'est ainsi qu'avec l'assistance et la collaboration du Gouvernement iranien 35 candidats originaires de 10 pays d'Asie ont reçu une formation spécialisée à Téhéran. En outre, la CEAO prépare actuellement le colloque mondial sur l'industrialisation, prévu pour 1966.

23. En matière de commerce international, des efforts énergiques ont été déployés par le secrétariat de la Commission et par les pays de la région en vue de mettre en œuvre la résolution de Manille sur la coopération économique en Asie. Des progrès satisfaisants ont également été réalisés par la Commission en matière d'administration douanière, d'arbitrage commercial, de formation aux méthodes de promotion des ventes, etc. Dans le domaine des transports et communications, la Commission s'est occupée principalement, au cours de l'année écoulée, de l'amélioration des installations existantes sur une base régionale et du développement des services consultatifs destinés aux différents pays de la région. De nombreuses études ont été effectuées en ce qui concerne les possibilités de construction de routes dans la région.

A ce propos, U Nyun tient à lancer un appel énergique aux gouvernements des pays développés pour qu'ils étudient la possibilité d'accorder une assistance technique et financière substantielle aux pays de la région de façon à leur permettre de combler les lacunes de leur réseau routier. Des enquêtes sur les ports de la région ont également été effectuées et les possibilités d'amélioration du réseau de voies ferrées ont été étudiées. La Conférence des Nations Unies sur le tourisme et les voyages internationaux qui s'est tenue à Rome en août 1963 a beaucoup intéressé les gouvernements des pays membres de la CEAE0.

24. En ce qui concerne la coopération entre la Commission et les institutions spécialisées, il faut citer la conclusion d'un accord entre la Commission et l'UIT.

25. Dans le domaine du développement social, il convient de mentionner spécialement la réunion de la première Conférence asiatique de la population à New Delhi en décembre 1963. Le secrétariat de la Commission intensifie ses efforts dans le domaine démographique et rassemble des éléments d'enquête. Il poursuit sa collaboration avec l'UNESCO dans le domaine de l'éducation. La Commission a organisé un groupe d'étude sur le rôle des animateurs locaux dans le développement communautaire et elle coopère très étroitement avec le FISE dans le cadre de divers projets de services sociaux bénéficiant de l'aide de cet organisme.

26. En ce qui concerne l'assistance technique, la Commission a constaté avec une certaine inquiétude que la part attribuée à la région de la CEAE0 dans le programme ordinaire d'assistance technique et le PEAT montrait des signes de diminution. Or, l'accroissement des ressources limitées de la Commission est devenu urgent.

27. Au cours de l'année écoulée, quatre nouveaux pays ont participé à l'entreprise du Mékong : le Danemark, la Finlande, la Norvège et la Suède; ces pays assisteront le Comité du Mékong dans son évaluation des possibilités de développement d'une industrie de la pâte à papier dans le bassin. Vingt-quatre pays au total participent donc maintenant à cette grande entreprise. Onze institutions rattachées aux Nations Unies prêtent également leur concours. Les ressources réunies atteignent maintenant le chiffre impressionnant de 52,5 millions de dollars; le Secrétaire exécutif de la Commission saisit cette occasion pour lancer un appel aux gouvernements des pays développés pour qu'ils apportent tout leur appui à la réalisation de ce grand projet international.

28. Pour terminer, le Secrétaire exécutif déclare que la vaste région de la CEAE0 qui réunit plus de la moitié de la population du monde englobe depuis peu de temps trois pays nouveaux, l'Australie, la Nouvelle-Zélande et le Samoa-Occidental. Les travaux de la Commission ont été caractérisés au cours des années par le sens aigu de la mission à accomplir qui est évident non seulement parmi les membres asiatiques de la Commission, mais également parmi les pays développés. Aussi les pays d'Asie se tournent-ils vers les pays développés en leur demandant de continuer à faire preuve de compréhension et de sympathie et de poursuivre leur coopération en particulier par l'intermédiaire de l'Organisation des Nations Unies et de ses diverses institutions, et surtout

par l'intermédiaire du Conseil. Les pays d'Asie ont maintenant atteint un stade critique dans leur processus de développement économique et social. Avec l'aide de la Commission, ils font tout leur possible pour surmonter les obstacles qu'ils rencontrent, mais ils ont encore à faire face à plusieurs problèmes urgents pour la solution desquels il est essentiel qu'ils s'assurent la compréhension et l'assistance des pays développés. Le Secrétaire exécutif de la Commission espère sincèrement que l'œuvre des Nations Unies dans le domaine économique et social au cours de la Décennie du développement s'inspirera de la conviction qu'un ordre social et économique plus élevé doit inévitablement être instauré dans le monde.

29. M. MAYOBRE (Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Amérique latine) présente le rapport annuel de la CEPAL (E/3857/Rev.2) et l'*Etude sur la situation économique de l'Amérique latine, 1963* (E/CN.12/696 et Add.1 et 2). Il signale qu'en vertu d'un arrangement, l'Organisation des Etats américains n'a pas collaboré cette année, comme par le passé, à l'établissement de l'*Etude* et que la CEPAL est donc seule responsable de ce document.

30. M. Mayobre met en évidence le dynamisme dont l'Amérique latine a fait preuve depuis le début de la Décennie du développement, aussi bien dans le domaine des idées que dans celui des institutions. Il constate que certaines notions se sont imposées. Ainsi, l'on reconnaît aujourd'hui que, pour dépasser le stade du sous-développement, la planification, les réformes de structure et l'intégration économique sont indispensables. Trois faits illustrent cette évolution. Premier fait, l'année 1960 a vu la création de la Banque interaméricaine de développement qui, outre son action sur le plan financier, a instauré un climat de confiance dans les institutions. Deuxième fait, cinq pays d'Amérique centrale ont formé une union économique et sept pays ont constitué l'Association latino-américaine de libre-échange. Mais les efforts d'intégration se heurtent à de gros obstacles : inégalités économiques entre les pays, systèmes sociaux différents, faiblesse des échanges (jusqu'en 1960, moins 10% du commerce de l'Amérique latine s'effectuait entre les pays de la région). Troisième fait marquant, l'Alliance pour le progrès, qui en est aujourd'hui à une phase de révision et d'analyse. Si le Comité interaméricain qui a été créé dans le cadre de l'Alliance tend à une organisation multilatérale, on ignore encore quels pourront être les effets de l'action entreprise. M. Mayobre estime que, dans l'ensemble, les résultats n'ont pas été à la hauteur des efforts que le problème fondamental est de découvrir la cause de cette situation.

31. Attribuer le retard de l'Amérique latine au fait que les nouvelles institutions existent depuis peu de temps ne semble pas une explication suffisante. En effet, alors que les autres pays du monde ont connu une expansion pendant la période 1959-1962, cette expansion n'a pas eu d'écho en Amérique latine. A ce sujet, M. Mayobre cite quelques chiffres : de 1959 à 1961, le produit brut par habitant a augmenté annuellement de 3,7% dans les pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques, de 4,6% dans les pays membres de la Communauté économique européenne et de 8,3% au

Japon; en Amérique latine, il n'a augmenté que de 2%. En 1962, on a observé un accroissement de 1,4% en Amérique latine, contre 2,7% dans les régions développées du monde. En outre, l'Argentine et le Brésil, qui représentent à eux seuls 45% de la production de toute l'Amérique latine, ont connu une grave récession en 1962 et 1963 et ont vu leur production diminuer en chiffres absolus. La cause réelle de cette situation doit être cherchée dans le commerce international. Sur ce point, on constate que les termes de l'échange des pays d'Amérique latine se sont détériorés malgré le relèvement des prix. Pour la période 1960-1962, cette détérioration peut être évaluée à près de 10%. De plus, l'Amérique latine voit sa position s'effriter sur les marchés internationaux. Ainsi, la part de cette région dans les importations des pays membres de la Communauté économique européenne est tombée de 6,9% en 1955, à 5,7% en 1960 et 5,3% en 1963. Les importations des Etats-Unis d'Amérique en provenance d'Amérique latine n'ont augmenté que de 6% en 1962 et 3% en 1963, alors que l'ensemble des importations de ce pays augmentait respectivement de 11% et 5%. Cette évolution a eu pour conséquence une diminution des recettes du commerce extérieur qui explique pour une bonne part le mouvement inflationniste enregistré dans les pays de la région. Devant la détérioration des échanges, les investissements semblent bien être un remède désespéré. Certes, les pays d'Amérique latine doivent agir sur le plan régional et par l'intégration et par la planification (sur ce dernier point, la CEPAL apporte une contribution importante à l'établissement des plans nationaux), mais la coopération internationale n'en est pas moins nécessaire et l'Amérique latine espère que les pays avancés adopteront une attitude constructive qui permettra d'appliquer les recommandations de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement.

32. En ce qui concerne les activités de la CEPAL, M. Mayobre renvoie les membres du Conseil au rapport qui leur est soumis. Il fait observer que ce document présente une nouvelle orientation, en ce sens qu'il s'inspire avant tout de l'idée d'intégration. La réévaluation complète des anciens systèmes est nécessaire et l'on doit chercher de nouvelles formules qui correspondent mieux à la situation de l'Amérique latine. C'est dans cet esprit que la Banque interaméricaine de développement exerce ses activités et que la CEPAL, pour sa part, collabore notamment aux travaux de l'Institut latino-américain de planification économique et sociale.

33. M. GARDINER (Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique) présente le rapport annuel de la CEA (E/3864/Rev.1).

34. Après avoir consacré ses cinq premières années à la recherche générale — préliminaire indispensable à une action intelligente — la CEA entre dans la phase d'exécution des projets, où ses études et ses recherches s'orienteront toutes vers l'action concrète. Certes, elle a déjà quelques réalisations à son actif. Ses initiatives et décisions ont abouti à la création d'un certain nombre d'institutions africaines telles que la Conférence des statisticiens africains, l'Institut africain de développement économique et de planification, installé à Dakar, la Conférence des planificateurs africains, qui se réunira pour la première fois en

novembre 1964, et enfin la Banque africaine de développement, qui commencera probablement à fonctionner au cours des prochaines semaines.

35. Le secrétariat a en chantier une étude sur les problèmes du financement du développement qui sera utilisée par le colloque sur les problèmes industriels de l'Afrique prévu pour 1965, et par la Banque africaine de développement.

36. Les transports, clé de tout développement économique, posent un problème particulièrement ardu en Afrique. Des transports dépendent en partie le développement coordonné de la région et l'expansion des échanges intra-africains. Le secrétariat de la CEA, avec le concours de quelques organismes bilatéraux, met au point des programmes pour l'extension des services routiers, fluviaux et ferroviaires. En coopération avec l'OACI, la Commission prépare une réunion qui devrait aboutir à la création d'une conférence africaine permanente de l'aviation civile. Une étude sur les transports intérieurs en Afrique de l'Ouest vient d'être terminée et des études analogues seront achevées d'ici la fin de l'année pour l'Afrique de l'Est et du Centre. Une première étude sur la possibilité d'établir un système de transports transsahariens a été examinée par les experts des pays intéressés, au nord et au sud du Sahara, lesquels ont créé un comité qui demandera l'aide du Fonds spécial. Une étude est en cours sur les taux de fret maritime en Afrique.

37. Un service mixte de l'UIT et de la CEA a été organisé au siège de la Commission et doit contribuer à l'application rapide d'un programme en deux temps qui doit aboutir à l'installation d'un service de télécommunications en Afrique. Le réseau devrait être en place dans une dizaine d'années, mais le succès de l'opération dépend surtout de l'aide que les pays développés seront en mesure de fournir sous forme de matériel, de personnel qualifié et de prêts à long terme.

38. Le secrétariat termine une étude sur la situation économique de l'Afrique, selon un découpage de la région en quatre secteurs géographiques (Nord, Est, Centre et Ouest) à partir duquel seront établis des plans de coopération sous-régionale et des programmes industriels coordonnés. On lui demande de plus en plus de préparer des schémas de programmes de développement. Un schéma a été remis au Gouvernement du Congo (Léopoldville) en 1963. Une étude économique complète sur la Rhodésie du Nord a été terminée en 1964.

39. Les travaux se poursuivent sur les données hydrologiques de 41 fleuves africains. Une convention signée par les Chefs d'Etat du Cameroun, du Niger, de la Nigéria et du Tchad a abouti à la création d'une Commission du bassin du Tchad, dotée d'un secrétariat permanent.

40. Le secrétariat établit un inventaire des ressources minérales, donne des conseils en matière de législation minière, trace des plans pour la formation de techniciens.

41. Trois missions de coordination industrielle se sont rendues en Afrique de l'Ouest, de l'Est et du Nord entre août 1963 et janvier 1964. En octobre 1964, une conférence sur la coordination industrielle en Afrique de l'Ouest se tiendra à Bamako. Dans la même région aura lieu en mars 1965 une conférence sur les industries de construc-

tion mécanique et de transformation, à l'issue de laquelle une réunion ministérielle décidera peut-être de créer un mécanisme permanent de coordination industrielle. Les pays de l'Afrique du Nord ont déjà arrêté un programme complet de coordination industrielle, et une réunion ministérielle se tiendra vers la fin de l'année pour décider la création d'un centre de développement industriel dans cette sous-région. En Afrique de l'Est, les études se poursuivent.

42. En collaboration avec le Centre de développement industriel du Siège de l'ONU, sont organisés un colloque industriel africain et un cours de programmation industrielle. Enfin, des dispositions sont prises en vue d'une action concertée des États africains en matière de normalisation, surtout en ce qui concerne les matériaux et éléments de construction, l'énergie, les produits finis, l'outillage et les transports.

43. Dans le domaine commercial, les travaux du secrétariat ont été principalement axés sur la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement. Une réunion des autorités monétaires africaines se tiendra à Tokyo après la session des organes du FMI et de la BIRD. Elle examinera des propositions en vue de la création d'une union africaine des paiements. Pour faciliter la suppression des barrières douanières et la création d'un marché commun africain, on a commencé à transformer la nomenclature douanière au Sierra Leone, en Gambie, au Ghana et au Libéria, de sorte que prochainement toute l'Afrique de l'Ouest utilisera la nomenclature de Bruxelles.

44. A la suite de la Réunion africaine sur l'énergie électrique, des études ont été entreprises sur les critères des investissements dans la production d'énergie électrique sur les tarifs de l'électricité dans chaque secteur géographique et sur la consommation des combustibles en Afrique.

45. En matière de cartographie, le secrétariat poursuit ses acquisitions de cartes et de documents pour la bibliothèque et le service de références. Des préparatifs sont en cours en vue de réunir deux groupes d'experts qui étudieront la possibilité de créer des centres permanents de formation aux levés aériens et à l'interprétation des données recueillies.

46. Dans le domaine de l'agriculture, la CEA se préoccupe surtout des problèmes que pose le passage de l'économie de subsistance à l'économie de marché. Les ministres africains de l'agriculture vont examiner les conclusions d'un groupe d'experts sur les mesures que les gouvernements peuvent prendre pour faciliter la transition.

47. En mars 1965 se tiendra une conférence mixte CEA/FAO sur la pâte à papier et le papier, qui étudiera la demande future probable, l'offre potentielle de la région, l'économie de la production, les perspectives de développement, les investissements et les besoins en matière de formation de personnel.

48. Dans le domaine démographique, le secrétariat met actuellement à jour l'étude analytique sur la situation démographique de l'Afrique. On constate que le taux de croissance de la population augmente dans la plupart des pays de la région, évolution qui s'accompagne du

développement de l'urbanisation et de la prédominance persistante de l'agriculture par rapport aux industries de transformation. En 1964, le secrétariat a organisé la première réunion du Comité consultatif du Centre nord-africain de recherche et de formation démographiques et a décidé d'étendre les moyens de formation aux pays arabes du Moyen-Orient. Un autre centre de recherche et de formation sera bientôt créé à Dakar pour tout le reste de l'Afrique.

49. En matière de statistique, le secrétariat s'attache surtout aux questions de planification. Depuis le début de l'année, deux numéros du bulletin de statistiques africaines du commerce extérieur ont été publiés. En outre, on a mis à jour plusieurs séries de statistiques de base sur cette question. La CEA a préparé un projet de bulletin contenant des données sur l'agriculture, les mines et les industries de transformation. Les travaux se sont poursuivis en vue d'établir des séries statistiques sur l'énergie, et l'on se propose de publier un bulletin trimestriel de statistiques relatives à l'industrie.

50. En ce qui concerne l'administration publique, le fait principal à noter est la conférence africaine des directeurs de la fonction publique et directeurs des écoles nationales d'administration qui s'est déroulée à Addis-Abéba du 18 au 29 mai 1964. En outre, la CEA participe à des projets interrégionaux qui portent notamment sur le traitement mécanographique des données et la gestion des entreprises publiques.

51. Pour ce qui est du logement, deux réunions sont prévues, dont celle du Comité permanent de l'habitat et de l'aménagement.

52. La CEA a entrepris d'étudier les problèmes du développement rural qui se posent en Haute-Volta, au Mali et au Niger. Cette étude devrait servir à préparer le terrain pour les projets analogues dans d'autres sous-régions.

53. Quant à la protection sociale, outre diverses études, deux monographies sont en préparation : l'une sur les services sociaux en Afrique, l'autre sur les services de protection de la famille, de l'enfant et de la jeunesse. D'autre part, une réunion d'experts et un cours de formation sont prévus pour les mois prochains.

54. Le gouvernement néerlandais a offert des bourses dans différents domaines et le Gouvernement israélien a proposé d'organiser, en collaboration avec la CEA, des stages de formation en cours d'emploi. Du 8 au 22 juillet se tiendra à Moscou un cycle d'étude interrégional sur les techniques de planification, pour lequel des participants africains ont déjà été choisis.

55. Des négociations sont en cours avec divers gouvernements en vue d'obtenir une aide bilatérale, notamment des bourses pour des cours de formation. La formation de personnel reste l'un des principaux problèmes qui se posent à la CEA. Grâce à la coopération de plus en plus large des États membres, il est à espérer qu'un programme sera établi, qui permettra de former les milliers de travailleurs qualifiés qui sont nécessaires.

56. Pour mener à bien ses activités, la CEA a besoin de fonds. Sur ce point, la solution du problème n'est pas encore en vue. A moins que le Conseil n'aborde franche-

ment la question du financement des projets de développement, l'Organisation des Nations Unies et ceux qui la servent au sein des commissions économiques régionales risquent de s'engager dans une gigantesque entreprise de duperie. La CEA affronte suffisamment de difficultés pour n'avoir pas à se heurter encore à des obstacles placés délibérément sur son chemin. Elle attend non seulement

de la bonne volonté, mais des preuves concrètes de cette bonne volonté. C'est à ce prix qu'elle pourra suivre la voie qu'elle s'est assignée et obtenir des résultats tangibles.

La séance est levée à 18 heures.



CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Trente-septième session

DOCUMENTS OFFICIELS

Mardi 14 juillet 1964
à 10 h 55

PALAIS DES NATIONS, GENÈVE

SOMMAIRE

Pages

Point 35 de l'ordre du jour :

Organisations non gouvernementales

Rapport du Comité du Conseil chargé des organisations
non gouvernementales relatif aux demandes d'audition 13

Point 17 de l'ordre du jour :

Rapports des commissions économiques régionales (suite) 13

Président : Sir Ronald WALKER (Australie).

Présents :

Les représentants des Etats suivants, membres du Conseil : Algérie, Argentine, Australie, Autriche, Chili, Colombie, Equateur, Etats-Unis d'Amérique, France, Inde, Irak, Japon, Luxembourg, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sénégal, Tchécoslovaquie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Yougoslavie.

Les représentants des Etats suivants, membres supplémentaires des comités de session : Cameroun, Ghana, Indonésie, Iran, Italie, Mexique, République arabe unie, République-Unie du Tanganyika et de Zanzibar.

Les observateurs des Etats Membres suivants : Brésil, Chine, Irlande, Suède.

Les représentants des institutions spécialisées suivantes : Fonds monétaire international, Organisation mondiale de la santé.

Le représentant de l'Agence internationale de l'énergie atomique.

POINT 35 DE L'ORDRE DU JOUR

Organisations non gouvernementales

RAPPORT DU COMITÉ DU CONSEIL

CHARGÉ DES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES
RELATIF AUX DEMANDES D'AUDITION (E/3942)

1. Le PRÉSIDENT appelle l'attention du Conseil sur le rapport du Comité du Conseil chargé des organisations non gouvernementales (E/3942) qui formule des recommandations concernant les auditions à accorder aux organisations non gouvernementales de la catégorie A lors du premier débat de fond sur divers points de l'ordre du jour.

2. En l'absence de toute observation ou objection, le Président conclura que le Conseil accepte les recommandations du Comité.

Il en est ainsi décidé.

Le rapport du Comité du Conseil chargé des organisations non gouvernementales (E/3942) est adopté.

POINT 17 DE L'ORDRE DU JOUR

Rapports des commissions économiques régionales
(E/3857/Rev.2, E/3864/Rev.1, E/3876/Rev.1, E/3887,
E/3929, E/3937) (suite)

3. Le PRÉSIDENT invite les membres du Conseil à formuler des observations sur les rapports des commissions économiques régionales et sur les exposés faits à la 1315^e séance par les secrétaires exécutifs de ces commissions.

4. M. PATIÑO (Colombie) déclare que l'une des réalisations les plus importantes du Conseil est certainement d'avoir créé ces commissions économiques régionales qui ont apporté une contribution si précieuse dans le domaine de la coopération internationale.

5. La délégation colombienne tient à féliciter les secrétaires exécutifs des commissions des travaux accomplis qui ont été facilités par l'étroite collaboration du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies et des secrétariats du Fonds spécial, du Bureau de l'assistance technique et des institutions spécialisées.

6. Le Secrétaire exécutif de la CEPAL a parlé de la transformation qui se produit dans les pays d'Amérique latine. Cette transformation a lieu parce qu'il est admis que certaines modifications de la structure économique des pays, ainsi que l'intégration et la planification régionales, sont des conditions préalables essentielles au développement économique. Ce que le Secrétaire exécutif n'a pas mentionné, c'est que la CEPAL a joué un rôle important aux divers stades de cette transformation.

7. On a pu constater un ralentissement dans le processus de l'intégration régionale depuis 1960. Selon M. Patiño, il est dû principalement à des conditions commerciales défavorables. Les pays de l'Amérique latine devront intensifier leurs efforts en vue de changer leur structure économique et réaliser l'intégration souhaitée. Le représentant de la Colombie est convaincu qu'ils peuvent compter sur le concours du Secrétaire exécutif.

8. Le Gouvernement colombien appuie entièrement la CEPAL et il est persuadé qu'avec les autres commissions économiques régionales elle continuera de bénéficier de tout l'appui du Conseil.

9. Selon M. BURR (Chili), les rapports des commissions économiques régionales confirment amplement qu'il y a intérêt à décentraliser les activités économiques et sociales de l'Organisation des Nations Unies. Les commissions régionales sont les mieux placées pour connaître les problèmes particuliers de chaque région.

10. Le représentant du Chili s'est toujours intéressé aux travaux de la CEPAL, et il estime que la contribution

qu'elle a apportée au processus d'intégration régionale, grâce aux études détaillées qu'elle a entreprises, mérite une mention particulière. L'intégration économique est de la plus haute importance pour la croissance économique de l'Amérique latine. Mais il faut faire face à de sérieuses difficultés, telles que la nécessité de parvenir à l'harmonisation des politiques de la région en matière de commerce et de développement. Le Chili apprécie les efforts que déploie la CEPAL pour vaincre ces difficultés.

11. Une autre contribution de la CEPAL, qui a été d'une grande importance, est le travail qu'elle a accompli à l'occasion de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement. Les études qu'elle a effectuées et les réunions préparatoires qu'elle a organisées

ont été d'une grande aide pour tous les pays d'Amérique latine.

12. Le Gouvernement chilien se félicite tout spécialement de la proposition de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, tendant à établir des liens étroits et suivis entre le nouveau mécanisme dont elle recommande la création, d'une part, et les commissions et leurs secrétariats, de l'autre, comme aussi de la décision des secrétaires exécutifs des commissions économiques régionales de tenir une réunion spéciale vers la fin de l'année pour examiner de plus près les dispositions à prendre en vue de donner suite aux recommandations de la Conférence (voir E/3937, par. 9).

La séance est levée à 11 h 20.



CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Trente-septième session

DOCUMENTS OFFICIELS

Mardi 14 juillet 1964

à 15 h 25

PALAIS DES NATIONS, GENÈVE

SOMMAIRE

Page

Point 17 de l'ordre du jour :

Rapports des commissions économiques régionales (*suite*) 15*Président*: Sir Ronald WALKER (Australie).*Présents*:

Les représentants des Etats suivants, membres du Conseil: Algérie, Argentine, Australie, Autriche, Chili, Colombie, Equateur, Etats-Unis d'Amérique, France, Inde, Irak, Japon, Luxembourg, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sénégal, Tchécoslovaquie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Yougoslavie.

Les représentants des Etats suivants, membres supplémentaires des comités de session: Cameroun, Ghana, Indonésie, Iran, Italie, Mexique, République-Unie du Tanganyika et de Zanzibar.

Les observateurs des Etats Membres suivants: Brésil, Bulgarie, Espagne, Irlande, Pakistan, République centrafricaine.

L'observateur de l'Etat non membre suivant: République fédérale d'Allemagne.

Les représentants des institutions spécialisées suivantes: Organisation internationale du Travail, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, Banque internationale pour la reconstruction et le développement, Fonds monétaire international, Organisation mondiale de la santé.

POINT 17 DE L'ORDRE DU JOUR

Rapports des commissions économiques régionales (E/3857/Rev.2, E/3864/Rev.1, E/3876/Rev.1, E/3887, E/3929, E/3937) (*suite*)

1. M. SCOTT (Royaume-Uni) remercie vivement les secrétaires exécutifs des commissions économiques régionales pour leur présentation des rapports des commissions. Il est utile que les secrétaires exécutifs assistent en personne aux délibérations du Conseil. Ils ont pu ainsi prendre contact avec le Sous-Secrétaire aux affaires économiques et sociales et avec d'autres membres du Secrétariat. Ne pouvant analyser en détail à ce stade les rapports des commissions, le représentant du Royaume-Uni se borne à relever quelques points importants de ces rapports.

2. En ce qui concerne le rapport de la CEA (E/3864/Rev.1), il convient de remarquer que ce rapport est le

premier qui ait été établi depuis que le Royaume-Uni est devenu membre associé de la CEA. Un des points les plus importants du rapport concerne la création de la Banque africaine de développement: en effet, cette institution sera appelée à jouer un rôle important dans le développement économique de l'Afrique et elle permettra aux pays amis du continent africain de faire la preuve de l'intérêt qu'ils portent aux pays d'Afrique. Le Gouvernement du Royaume-Uni s'est engagé à apporter une aide financière à la Banque. Il attache également une grande importance à l'Institut africain de développement économique et de planification auquel il fournira des bourses d'études, des manuels, etc. Le représentant du Royaume-Uni constate avec satisfaction que la CEA a mis l'accent, dans ses travaux, sur la coopération régionale; elle encourage activement les projets entrepris à l'échelon sous-régional. Le Gouvernement du Royaume-Uni a conscience des incidences financières du changement d'orientation de la Commission qui, après s'être consacrée à l'étude des problèmes, se tourne vers l'action concrète.

3. Le rapport de la CEAE (E/3876/Rev.1) montre que les travaux de l'Institut asiatique du développement et des plans économiques progressent régulièrement. Différents pays ont promis de l'aide, mais si ces promesses ne sont pas tenues, les activités de l'Institut devront être réduites. En ce qui concerne le projet d'aménagement du bassin inférieur du Mékong, le Gouvernement du Royaume-Uni estime que cette entreprise représente un effort remarquable en matière de coopération internationale. Le Royaume-Uni a déjà apporté une certaine contribution à ce projet sous forme d'enquêtes hydrographiques, hydrologiques et géochimiques, ainsi que sous la forme d'une aide financière. Toutefois, une question vitale se pose: pourra-t-on réunir les capitaux nécessaires à la réalisation de la phase suivante du projet?

4. En ce qui concerne le rapport de la CEPAL (E/3857/Rev.2), M. Scott rappelle que le Gouvernement du Royaume-Uni attache une grande importance à cet organe et il se félicite des résultats fructueux obtenus pendant l'année écoulée. A propos de la Banque inter-américaine de développement, M. Scott rappelle que M. Heath, Secrétaire d'Etat à l'Industrie, a envisagé dans une déclaration récente les possibilités d'assistance de la part du Gouvernement du Royaume-Uni. La délégation du Royaume-Uni a été très impressionnée par la déclaration du Secrétaire exécutif de la CEPAL (1315^e séance) qui a lancé un appel aux pays de la région pour qu'ils accomplissent des efforts plus énergiques en vue de développer le commerce extérieur. Le Secrétaire exécutif a également mis l'accent sur la nécessité d'une coopération accrue entre les pays d'Amérique latine. La délégation du Royaume-Uni est entièrement d'accord avec lui pour demander qu'une intégration plus étroite soit recherchée.

en Amérique latine et que tous les efforts nécessaires soient faits en vue de la formation des cadres indispensables. Elle adresse ses félicitations au Secrétaire exécutif qui s'est révélé digne de ses prédécesseurs.

5. Pour ce qui est du rapport de la CEE (E/3887), M. Scott rappelle que cet organe est celui auquel le Royaume-Uni porte l'intérêt le plus direct. La délégation du Royaume-Uni se félicite des mesures prises récemment par la commission pour rationaliser son programme de réunions. Elle estime que la CEE devrait concentrer davantage ses efforts sur les programmes et travaux qui présentent le plus d'intérêt pour les pays de la région. En effet — et ceci est valable pour toutes les commissions économiques régionales — les travaux des commissions donnent des résultats particulièrement fructueux lorsqu'ils sont étroitement en rapport avec les besoins des régions intéressées. Lorsqu'il étudie le rôle des commissions économiques régionales, le Conseil doit se garder de les considérer en bloc, car elles sont dissemblables. Le représentant du Royaume-Uni estime que la CEE pourrait, sous la direction du Secrétaire général, contribuer à fournir des avis techniques aux pays en voie de développement.

6. M. Scott attire ensuite l'attention des membres du Conseil sur les problèmes de réassurance évoqués dans la note du Secrétaire général (E/3929). La délégation du Royaume-Uni approuve entièrement le texte de la recommandation qui figure à l'annexe 1 de ce document, où il est dit notamment que, « dans l'intérêt même de l'économie des différents pays intéressés et du développement du commerce international, il convient de permettre la répartition la plus large des risques assurés par les moyens de la réassurance et il est nécessaire pour ce faire de faciliter au maximum les opérations internationales de réassurance en accordant la plus grande liberté en la matière ». Il faut espérer que le Conseil acceptera cette recommandation de la CEE.

7. Il ressort du rapport du Secrétaire général sur la décentralisation des activités de l'organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social, contenu dans le rapport sur la réunion des secrétaires exécutifs (E/3937) que des progrès satisfaisants ont été réalisés : les commissions économiques régionales disposent désormais d'un personnel plus nombreux et elles sont maintenant à même de participer davantage aux activités économiques de leur région qui relèvent de leur compétence. Sous ce rapport, la résolution 955 (XXXVI) du Conseil et la résolution 1941 (XVIII) de l'Assemblée générale établissent un juste équilibre et sont appliquées avec réalisme. L'orientation et l'aspect financier des activités de l'ONU doivent continuer de faire l'objet d'un contrôle central.

8. En conclusion, M. Scott souligne que chaque commission économique régionale a une importante contribution à apporter au développement économique, si elle concentre ses efforts sur les questions économiques et sociales qui intéressent sa région particulière. Si des résultats favorables ont été obtenus, il faut cependant prendre conscience de tout ce qui reste encore à accomplir. En tout état de cause, les commissions économiques régionales doivent être félicitées pour les résultats qu'elles

ont déjà obtenus et être encouragées dans leur action future.

9. M. HILL (Australie) constate des divergences marquées entre les difficultés signalées par les secrétaires exécutifs en Europe, d'une part, en Amérique latine, en Afrique, en Asie et en Extrême-Orient, d'autre part.

10. En Europe, les problèmes procèdent du dynamisme même des économies européennes qui s'efforcent d'atteindre et de maintenir un taux très élevé de croissance. La croissance rapide de l'Europe provoque une certaine tension parmi les pays du continent. Il faut noter aussi le problème qui résulte des répercussions de cette croissance sur les autres régions du monde. Vient ensuite le problème de l'inflation. Malgré les investissements des dernières années et l'augmentation des effectifs de la main-d'œuvre, la production d'un grand nombre de biens ne suffit pas à absorber le pouvoir d'achat accru du consommateur européen.

11. La situation décrite par les secrétaires exécutifs des autres commissions économiques régionales est très différente : malgré un accroissement démographique considérable, le taux de croissance des économies est resté faible et il a même été nul en Amérique latine. Malgré l'ampleur de l'effort international, sous forme de programmes d'aide économique et technique multilatéraux et bilatéraux, les résultats obtenus sont médiocres.

12. Les exposés faits par les secrétaires exécutifs à la 1315^e séance ont mis en évidence l'interdépendance des diverses régions. Le Secrétaire exécutif de la CEE a longuement traité des relations entre l'Europe et les pays en voie de développement. Les trois autres secrétaires exécutifs ont souligné la nécessité, pour leur région, de recevoir une aide de l'Europe, de l'Amérique du Nord et des autres régions développées.

13. La première conclusion que la délégation australienne tire des exposés faits par les secrétaires exécutifs est que l'amélioration du niveau de vie en Europe, déjà élevé, a créé des marchés aux portes mêmes de l'usine. Pour certains pays d'Europe occidentale, l'augmentation des échanges avec leurs partenaires immédiats a égalé, en une seule année, la totalité de leurs échanges avec les pays autres que ceux de la communauté de l'Atlantique-Nord. Les fonds disponibles pour les investissements en Europe ont amplement trouvé l'occasion de s'investir en Europe même et les bailleurs de fonds européens ont été moins tentés de placer leurs capitaux ailleurs.

14. Il ressort aussi des déclarations faites par les secrétaires exécutifs que les courants d'échanges et de capitaux sont en train de se transformer. Tandis que la demande en Europe occidentale et dans les pays développés en général atteignait des niveaux records, le commerce des pays en voie de développement n'en profitait pour ainsi dire pas. L'amélioration générale du niveau de vie en Europe semble avoir engendré une sorte de concentration spontanée et involontaire de la demande sur les marchés de la région, alors que la demande de produits provenant de pays en voie de développement reste à peu près stationnaire.

15. La Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement s'est trouvée aux prises avec ce problème. Il faut trouver un moyen quelconque d'utiliser les ressources humaines et autres des pays en voie de développement d'une façon plus efficace pour la croissance économique de toutes les régions et, plus particulièrement, de ces pays eux-mêmes, si l'on ne veut pas que l'Europe et les autres pays développés se dissocient de plus en plus du reste du monde.

16. Quant à la coopération économique régionale, l'Australie, désormais comprise dans le domaine géographique de la CEAEO, l'a vue à l'œuvre depuis longtemps au sein de cette Commission. Par exemple, elle accueille avec satisfaction la création de l'institut asiatique du développement et des plans économiques, auquel elle va verser une contribution de 100 000 dollars et donner une aide sous d'autres formes. Elle n'a jamais préconisé la création de régions économiques isolées, mais elle croit que la coopération régionale peut être une source de grands avantages pour la région même et pour les relations de la région avec le reste du monde. L'aménagement du bassin du Mékong n'était possible que sur le plan régional, grâce à la coopération de tous les pays intéressés. Le projet de grande route internationale d'Asie est une autre entreprise qu'il fallait exécuter à l'échelon régional et qui peut profiter à un groupe de pays ayant leurs problèmes propres, comme les pays de la région qui n'ont pas de littoral. Au nombre des projets qui sont moins tangibles, mais qui contribueront à faire disparaître en fin de compte les différences de niveaux entre les régions, on trouve ceux qui concernent le développement du commerce régional, la mise au point d'une politique commune à l'égard des investissements étrangers, l'industrialisation et la création d'instituts régionaux et de moyens de formation du personnel.

17. L'œuvre des commissions économiques régionales se réalise à trois niveaux. D'abord, elles font un examen de la situation économique et des problèmes de chaque pays. Ensuite vient l'action régionale destinée à résoudre les problèmes qui concernent plus d'un pays et pour lesquels une solution à l'échelon du groupe ou de la région est la meilleure. Enfin, les commissions économiques régionales peuvent s'intéresser au problème des relations entre régions : pourquoi une région évolue-t-elle dans un certain sens alors que la croissance d'une autre s'oriente tout à fait autrement ? Au moment où la demande augmente fortement, pourquoi se concentre-t-elle dans une seule région ?

18. La délégation australienne apprécie vivement le travail accompli par les commissions ainsi que la documentation abondante mise à la disposition des membres du Conseil.

19. M. VOHRA (Inde) estime qu'il est décourageant de constater que, malgré l'activité utile et intense des commissions économiques régionales pour l'Afrique, l'Asie et l'Extrême-Orient, et l'Amérique latine, les indicateurs économiques n'incitent pas à l'optimisme. C'est seulement dans la région de la CEE que la croissance économique a été généralement satisfaisante.

20. M. Vohra considère les commissions économiques régionales comme les quatre piliers sur lesquels s'est

édifiée la coopération internationale par l'intermédiaire du Conseil. Elles incarnent le principe de décentralisation, les besoins et aspirations d'une région étant mieux compris et donc susceptibles d'être mieux satisfaits au niveau régional. La délégation indienne constate avec satisfaction, à la lecture du rapport sur la réunion des secrétaires exécutifs des commissions économiques régionales, un progrès dans la décentralisation des activités de l'Organisation des Nations Unies en matière économique. Elle approuve, par exemple, la création de groupes de coordination de l'assistance technique au sein des secrétariats des commissions pour les trois régions en voie de développement et l'augmentation du nombre des conseillers régionaux au siège de chaque commission. Elle approuve également les principes que le Comité spécial créé en vertu de la résolution 851 (XXXII) du Conseil pour coordonner les activités d'assistance technique a énoncés dans son rapport (E/3862) en vue d'éviter les doubles emplois.

21. La tâche la plus importante, du point de vue des pays en voie de développement, que les commissions régionales aient réalisée en 1963 a probablement été le travail préparatoire qu'elles ont effectué pour la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement et auquel est certainement due la coopération remarquable qui s'est manifestée à la Conférence entre les pays en voie de développement. Il n'est pas douteux que les quatre commissions s'attacheront à jouer le rôle qui leur revient dans l'application des décisions prises par la Conférence.

22. Le rôle capital de l'industrialisation dans le développement économique des pays en voie de développement est maintenant universellement reconnu. La délégation indienne constate avec satisfaction que toutes les régions ont répondu avec empressement au Secrétaire général lorsque celui-ci a consulté les commissions économiques régionales, en exécution de la résolution 1940 (XVIII) de l'Assemblée générale, sur l'utilité d'organiser un colloque international sur l'industrialisation des pays en voie de développement.

23. L'existence de techniciens nationaux qualifiés joue un rôle important dans l'édification de l'infrastructure et la poursuite du développement économique, tant pour l'élaboration de plans de développement bien conçus que pour leur exécution efficace. La délégation indienne enregistre donc avec satisfaction la création et l'essor d'instituts de planification économique dans les trois régions en voie de développement.

24. Les discussions qui se sont déroulées à la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement ont fait apparaître que l'écart entre les recettes en devises des pays en voie de développement et leurs besoins de devises ne fait que s'accroître. Les faibles ressources qu'ils tirent de leurs exportations ne leur permettent pas de faire face à leur besoin de plus en plus pressant d'importer des biens d'équipement et de faire venir des techniciens de l'étranger. Malgré leurs efforts pour remplacer les importations et diversifier les exportations, ces pays dépendront longtemps encore de l'aide fournie par l'étranger sous des formes diverses, notamment celle d'apports de capitaux. Les pays africains ont amplement

prouvé combien ils tenaient à mobiliser l'épargne intérieure par les efforts qu'ils font pour que la Banque africaine de développement commence ses opérations le plus tôt possible, et il faut espérer que l'assistance internationale ne leur manquera pas. La délégation indienne prend note du bon travail effectué par la Banque interaméricaine de développement. Au contraire, elle constate avec inquiétude que l'aide internationale destinée à l'Asie et à l'Extrême-Orient a beaucoup diminué récemment. Elle connaît les besoins urgents de tous les pays en voie de développement et elle tient à souligner la nécessité de leur venir en aide dans le domaine de l'assistance technique, des études de préinvestissement et des investissements.

25. M. Vohra commente ensuite certains faits à signaler dans les différentes régions. La délégation de l'Inde a appris avec satisfaction que l'Etat de la Trinité et Tobago est devenu membre de plein droit de la CEPAL. Elle a eu le plaisir d'entendre le Secrétaire exécutif de la CEA déclarer à la 1315^e séance que la Commission, après cinq années consacrées aux études et à la mise en place des institutions, va passer à l'action concrète. En ce qui concerne la CEAO, il importe de mesurer toute l'importance de la coopération internationale dans des projets régionaux tels que l'entreprise du Mékong et le projet de grande route internationale d'Asie. L'Inde, associée dès le départ à l'entreprise du Mékong, a présenté récemment un rapport sur les plans et le coût probable du barrage du Tonle Sap. En collaboration avec la Nouvelle-Zélande, elle a créé à Phnom-Penh un laboratoire pour l'étude des ciments et des sols. Quant au projet de grande route d'Asie, dont il reste à compléter les tronçons en les raccordant, le Gouvernement indien appuiera toute proposition tendant à améliorer le système de consultation et de coordination tout en laissant à chaque gouvernement la responsabilité de l'exécution. Il constate avec satisfaction qu'à sa douzième session le Conseil d'administration du Fonds spécial a approuvé un projet relatif au tronçon afghan de la route (E/3889, annexe III).

26. La délégation indienne prend acte avec satisfaction des quatre rapports annuels, ainsi que des résolutions et recommandations qu'ils renferment. Elle approuve entièrement le programme de travail et l'ordre de priorité que les commissions ont recommandés. Elle s'associe au vœu exprimé par la CEA, dans sa résolution 94 (VI), de voir inviter les représentants des territoires non autonomes de l'Angola, du Mozambique et du Sud-Ouest africain à assister à ses sessions à titre de membres associés.

27. M. WILLIAMS (Etats-Unis d'Amérique) rappelle le rôle exceptionnel du Conseil, tant au sein de l'Organisation des Nations Unies que dans l'évolution économique et sociale du monde, et souligne l'extrême variété des travaux inscrits dans les programmes de cet organe. Les rapports des commissions économiques régionales accusent une aussi grande variété. Cette variété reflète naturellement la diversité qui règne entre les pays et dont il faut absolument tenir compte tout en reconnaissant leur unité fondamentale. Il est donc nécessaire de concilier centralisation et décentralisation pour que les activités économiques et sociales de l'Organisation des Nations

Unies continuent à répondre aux besoins différents des différentes régions du monde. En ce qui concerne la décentralisation, le Conseil doit garder une attitude pragmatique; il ne peut se permettre d'être dogmatique.

28. Ce principe posé, M. Williams passe à l'examen des rapports des commissions économiques régionales. Dans l'ensemble, le Gouvernement des Etats-Unis est satisfait de l'orientation des travaux de ces commissions. Il approuve leurs programmes et appuie les projets de résolutions qu'elles ont proposés, y compris le projet de résolution sur les problèmes de réassurance présenté par la CEE (E/3887, quatrième partie).

29. En ce qui concerne le rapport de la CEE, M. Williams partage l'avis du Secrétaire exécutif selon lequel la CEE doit s'attacher avant tout aux problèmes intérieurs de l'Europe. Certes, les pays européens ont beaucoup à offrir au monde sous-développé, aussi bien par l'assistance technique que par l'aide financière, mais les programmes bilatéraux ou bien le PEAT, le Fonds spécial, la BIRD et ses filiales, constituent des voies plus appropriées. De même, la question des relations commerciales entre les pays membres de la CEE et les pays sous-développés relève davantage des organisations internationales spécialisées dans cette matière que de la CEE. Les contacts entre le secrétariat de la CEE et les secrétariats des autres commissions économiques régionales sont utiles et doivent continuer. Il n'en reste pas moins que la CEE dispose d'un vaste champ d'action. L'étude sur la politique des revenus, qui a été mentionnée par le Secrétaire exécutif, devrait être extrêmement utile non seulement aux pays membres, mais à tous les pays du monde. Sur ce point, l'expérience des pays les plus avancés peut être d'un grand profit. M. Williams souligne, d'autre part, l'intérêt qu'offrent l'étude sur les problèmes du commerce entre l'Est et l'Ouest faite par le Groupe spécial ainsi que les divers rapports économiques et statistiques établis par le secrétariat. Il mentionne en particulier l'*Etude sur la situation économique de l'Europe*, dont il loue l'objectivité et la précision. Il félicite enfin la CEE d'avoir pris des mesures pour concentrer ses programmes et réduire la fréquence de ses réunions. La délégation des Etats-Unis espère que les travaux de la CEE pourront être ainsi effectués dans le cadre du budget prévu pour 1964/65.

30. En lisant le rapport de la CEAO, M. Williams a été frappé par l'attention croissante que la Commission accorde à certaines questions, notamment au problème démographique — problème capital pour le développement économique et social de l'Extrême-Orient. Il approuve les efforts déployés par les pays membres de la CEAO pour établir des méthodes de coopération qui répondent aux besoins et à l'évolution de l'Asie et qui ne soient pas calquées sur les méthodes employées dans les autres régions. Il note que la CEAO collabore avec les institutions spécialisées pour la mise en œuvre de programmes préconisés par les Nations Unies comme, par exemple, la campagne mondiale pour l'alphabétisation universelle, et il recommande que les représentants résidents des Nations Unies dans les pays intéressés soient consultés dans de tels domaines.

31. Au sujet du rapport de la CEPAL, M. Williams, se référant à la déclaration faite à la 1315^e séance par le

Secrétaire exécutif de la Commission, note que la prolifération des institutions internationales et régionales ne suffit pas à créer les conditions du développement économique et social. A l'action de ces institutions doivent s'ajouter l'utilisation judicieuse des ressources intérieures et de celles qui sont obtenues de l'étranger et une coopération internationale de nature à créer un contexte économique et commercial favorable au développement. Néanmoins, sur le plan des institutions, on peut relever certains faits encourageants. C'est ainsi que l'Institut latino-américain de planification économique et sociale poursuit ses activités avec succès et que le programme d'intégration économique de l'Amérique centrale est parvenu au stade de l'exécution.

32. Enfin, le représentant des Etats-Unis souligne les progrès remarquables accomplis par la CEA. A titre d'exemple, il cite la création de l'Institut africain de développement économique et de planification, auquel les Etats-Unis ont apporté leur soutien. De même, de grands progrès ont été accomplis sur la voie de la création de la Banque africaine de développement et les Etats-Unis ont offert leur aide technique pour cette réalisation.

33. En conclusion, M. Williams fait ressortir l'importance des travaux qui ont été effectués par les quatre commissions économiques régionales au cours de l'année écoulée et il exprime, au nom du Gouvernement des Etats-Unis, sa profonde gratitude à leurs secrétaires exécutifs.

34. M. JAFERI (Iran) rappelle que le Président a fait allusion, à la séance d'ouverture, aux événements importants qui se sont produits au cours des dernières années dans le domaine économique et social, événements qui ont motivé l'élargissement de la composition des comités du Conseil. Cet élargissement a permis à plusieurs pays, dont l'Iran, de participer aux travaux de la présente session. La délégation iranienne s'efforcera de tirer le meilleur parti possible de l'occasion qui lui est ainsi offerte.

35. La délégation iranienne a écouté avec beaucoup d'attention les déclarations faites par les secrétaires exécutifs des commissions économiques régionales et elle est reconnaissante à ces commissions pour les efforts qu'elles ont accomplis: mise en œuvre de nombreux projets et programmes, organisation de conférences et de cycles d'étude. Ces commissions donnent ainsi l'exemple et encouragent le développement économique dans leur région. Au cours de sa vingtième session, tenue en Iran du 2 au 17 mars 1964, la CEAE0 a adapté la résolution 50 (XX) dite de Téhéran concernant la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement. Le Secrétaire exécutif de la CEAE0 a déjà décrit avec beaucoup de talent les réalisations de la Commission au cours de l'année écoulée. La longue liste des travaux effectués constitue un témoignage

éloquent des efforts très sérieux accomplis par le secrétariat de la Commission, efforts qui méritent les plus chaleureuses félicitations.

36. M. Jaferi aborde brièvement quelques questions qui ont été évoquées au cours de la vingtième session de la CEAE0 et sur lesquelles il convient d'attirer l'attention des membres du Conseil. L'importance du développement de l'industrie et des ressources naturelles, à laquelle la Conférence ministérielle sur la coopération économique en Asie avait déjà accordé beaucoup d'attention, a encore été soulignée au cours de cette session. On a noté que l'élaboration de plans cohérents de développement industriel étroitement intégrés aux plans de développement économique d'ensemble serait la première mesure à prendre en vue de promouvoir le développement industriel, d'attirer les capitaux étrangers et de définir les régions les mieux adaptées à l'établissement d'industries communes régionales et sous-régionales.

37. La délégation iranienne est heureuse d'annoncer que le Gouvernement iranien a pris, depuis la vingtième session de la CEAE0, les mesures nécessaires en vue de la création d'un centre de recherche et d'étude dans le cadre du ministère de l'économie. Ce centre se consacrera notamment à des études relatives au développement industriel et à la planification.

38. D'autre part, la délégation iranienne espère que le troisième colloque sur la mise en valeur des ressources pétrolières de l'Asie et de l'Extrême-Orient, qui doit se tenir à Tokyo en 1965, obtiendra des résultats fructueux. En ce qui concerne le programme de bourses d'étude de la CEAE0, la *National Oil Company* d'Iran a reçu des stagiaires qui ont suivi des cours de formation dans différents domaines en matière de développement des ressources pétrolières. A ce propos, lors de la vingtième session de la CEAE0, les Gouvernements de l'Afghanistan, du Pakistan, et de la Thaïlande, ainsi que le Gouvernement iranien, ont adressé une demande commune au Fonds spécial en vue de la création d'un institut régional du pétrole. Il faut d'ailleurs signaler que la France et le Royaume-Uni ont accepté de fournir des experts à cet institut dès qu'il sera créé. La délégation iranienne espère que le Conseil s'intéressera spécialement à ce projet.

39. Enfin, la délégation iranienne attire l'attention du Conseil sur la résolution 53 (XX) de la CEAE0 relative à la mise en valeur et à l'utilisation des ressources en gaz naturel de la région de la CEAE0. La délégation iranienne doit en effet signaler au Conseil le gaspillage énorme de ces précieuses ressources qui se produit dans certains pays, notamment en Iran, gaspillage qui est provoqué par le manque de moyens qui permettraient une exploitation rationnelle de ces ressources.

La séance est levée à 16 h 50.

CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Mercredi 15 juillet 1964
à 10 h 55

Trente-septième session

DOCUMENTS OFFICIELS

PALAIS DES NATIONS, GENÈVE

SOMMAIRE

Page

Point 17 de l'ordre du jour :

Rapports des commissions économiques régionales (suite) 21

Président: Sir Ronald WALKER (Australie).

Présents:

Les représentants des Etats suivants, membres du Conseil: Algérie, Argentine, Australie, Autriche, Chili, Colombie, Equateur, Etats-Unis d'Amérique, France, Inde, Irak, Japon, Luxembourg, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sénégal, Tchécoslovaquie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Yougoslavie.

Les représentants des Etats suivants, membres supplémentaires des comités de session: Cameroun, Ghana, Iran, Italie, Mexique, République arabe unie, République-Unie du Tanganyika et de Zanzibar.

Les observateurs des Etats Membres suivants: Brésil, Bulgarie, Chine, Espagne, Hongrie, Irlande, Israël, Pologne, République centrafricaine, Roumanie, Venezuela.

Les observateurs des Etats non membres suivants: République fédérale d'Allemagne, Saint-Siège, Suisse.

Les représentants des institutions spécialisées suivantes: Organisation internationale du Travail, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, Banque internationale pour la reconstruction et le développement, Fonds monétaire international, Organisation mondiale de la santé, Union postale universelle.

Le représentant de l'Agence internationale de l'énergie atomique.

POINT 17 DE L'ORDRE DU JOUR

Rapports des commissions économiques régionales (E/3857/Rev.2, E/3864/Rev.1, E/3876/Rev.1, E/3887, E/3929, E/3937) (suite)

1. M. KAKITSUBO (Japon) remercie les secrétaires exécutifs des commissions économiques régionales de leurs exposés (1315^e séance) et des rapports annuels. Ceux-ci montrent que les commissions ont fait un travail constructif considérable dans la région de leur ressort. La délégation japonaise approuve les programmes ambitieux que les commissions se sont fixés pour l'année qui vient, ainsi que l'ordre de priorité dans lequel elles ont classé les divers projets.

2. Il n'en est pas moins décourageant de constater que toutes les régions en voie de développement sont aux prises avec de graves problèmes qui les empêchent d'atteindre le taux de croissance visé dans la Décennie des Nations Unies pour le développement. Ces problèmes sont extrêmement différents quant à leur nature et leur portée. Dans les économies industrialisées d'Europe occidentale, il semble que l'obstacle principal soit la pénurie de main-d'œuvre, tandis qu'en Asie et en Extrême-Orient le relèvement des niveaux de vie est freiné par les pressions démographiques. Dans la région de la CEAO, comme ailleurs, l'utilisation plus rationnelle de la main-d'œuvre inactive, grâce à la formation, est un problème des plus urgents. Etant donné la rapidité de l'accroissement démographique dans cette région, la délégation japonaise pense, comme le Secrétaire exécutif de la CEAO, qu'il faut d'urgence augmenter la production de produits alimentaires et mettre au point des politiques qui permettent de faire face au taux alarmant de cet accroissement.

3. Lorsqu'un pays élabore ses plans économiques à long terme, il se doit de prendre en considération le facteur démographique, comme le Japon l'a fait. Il est significatif que la première Conférence asiatique de la population, tenue à New Delhi en décembre 1963, ait adopté une résolution invitant les gouvernements des pays de la CEAO à adopter une politique démographique positive, en rapport avec leurs besoins individuels, et que le secrétariat de la CEAO se propose de détacher auprès des Etats membres de la Commission des conseillers en matière démographique. Le problème démographique n'est pas aussi grave dans les pays membres de la CEA et de la CEPAL, mais avant longtemps ils devront aussi en tenir compte.

4. Les entraves au développement économique varient d'une région à l'autre. Les commissions économiques régionales sont donc particulièrement bien placées pour mettre au point les moyens d'appliquer les résolutions adoptées par le Conseil et par l'Assemblée générale. C'est en ce sens que la délégation japonaise a approuvé la décentralisation des activités économiques de l'Organisation des Nations Unies et le renforcement des commissions économiques régionales, à condition que l'autorité émanant du Siège ne s'en trouve pas diminuée pour autant. Aussi M. Kakitsubo constate-t-il avec satisfaction que le renforcement des secrétariats régionaux et la délégation de responsabilités du Siège se sont effectués progressivement et sans heurt.

5. Lors de sa session d'été, le Conseil a l'occasion de passer en revue l'activité des commissions et d'examiner leurs programmes de travail futurs avec la participation des secrétaires exécutifs en personne; cette revue et cet examen annuels permettent au Conseil de juger des

résultats obtenus par les commissions, ainsi que d'orienter et d'harmoniser leurs travaux futurs.

6. En sa qualité de pays situé dans la région de la CEAE0, le Japon apprécie tout particulièrement l'œuvre accomplie par le secrétariat de la Commission. Il attache une grande importance aux projets régionaux tels que le projet pour la mise en valeur du bassin du Mékong et l'Institut asiatique du développement et des plans économiques, parce qu'ils contribuent à favoriser l'utilisation efficace de ressources limitées, ainsi qu'à accentuer la compréhension internationale et la solidarité entre les pays de la région. Il continuera donc à coopérer aux projets régionaux de cette nature.

7. La délégation japonaise partage les préoccupations exprimées par le Secrétaire exécutif de la CEAE0 concernant la part décroissante attribuée à la région de l'ensemble de l'aide accordée au titre des programmes d'assistance technique de l'Organisation des Nations Unies et elle espère qu'à l'avenir la CEAE0 recevra sa juste part de cette assistance.

8. Le représentant du Japon attend avec intérêt la Conférence des ministres africains des finances qui doit se tenir à Tokyo en septembre, car elle contribuera à renforcer les liens qui unissent les pays africains au sien.

9. M. KURKA (Tchécoslovaquie) dit qu'en raison de la complexité et de la diversité des problèmes qui se posent aux commissions économiques régionales, il se bornera à passer en revue quelques-uns des principaux facteurs qui influent sur leurs activités. Tout d'abord, sous l'effet de l'internationalisation des forces productives, la production et la spécialisation débordent peu à peu les frontières, ce qui favorise une division internationale du travail plus poussée et entraîne un essor sans précédent du commerce régional et sous-régional.

10. Heureusement, les commissions économiques régionales encouragent activement ces tendances et leurs rapports montrent qu'elles se préoccupent toutes de la nécessité de l'intégration économique et de la coopération régionale entre les pays de chaque région. L'internationalisation des forces productives est particulièrement sensible dans les activités de la CEE, sous les auspices de laquelle les pays industrialisés d'Europe occidentale ont commencé à coordonner étroitement les échanges entre eux et ont institué une division du travail entre leurs grandes industries à caractère de monopole. Les pays socialistes, eux aussi, instaurent systématiquement la division internationale du travail, mais à une tout autre fin : en éliminant les différences entre les membres du Conseil d'aide économique mutuelle (CAEM), on vise à leur permettre de participer, avec des droits égaux, à une coopération régionale globale, tout en développant leurs relations économiques avec d'autres pays en Europe et ailleurs.

11. A une époque où la technique fait des progrès rapides, une coopération économique régionale plus étroite est une nécessité évidente et les commissions régionales doivent faire de leur mieux pour encourager son développement. C'est ainsi que la CEE a contribué de façon essentielle à rapprocher des Etats ayant des systèmes sociaux et économiques et des niveaux de déve-

loppement différents et qu'elle a adopté diverses résolutions concernant les échanges entre l'Ouest et l'Est et d'autres questions fondamentales visant à faire de la Commission un terrain de rencontre pour des experts venus de tous les coins de l'Europe. La délégation tchécoslovaque a souligné maintes fois la nécessité d'étendre davantage la coopération régionale fondée sur la décentralisation des activités économiques de l'Organisation des Nations Unies, notamment dans le cas de la CEE. En même temps, elle facilite le développement de la coopération interrégionale sous forme de contacts au niveau des secrétariats et des organes subsidiaires des diverses commissions. Les arguments selon lesquels la Commission aurait déjà atteint la limite de ses possibilités ou aspirerait à s'élever au-dessus des autres commissions ne sont guère fondés. En réalité, l'appui que de nombreuses délégations occidentales ont donné à la Commission au cours de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement prouve qu'elles reconnaissent de plus en plus la nécessité de la coopération régionale et fait bien augurer de l'avenir. Si la délégation tchécoslovaque a quelques critiques constructives à formuler concernant le secrétariat de la CEE, leur seul objet est d'aider le Secrétaire exécutif à s'acquitter de ses fonctions de manière plus efficace.

12. La décentralisation des activités économiques de l'Organisation des Nations Unies, entreprise en application de la résolution 1823 (XVII) de l'Assemblée générale, ne peut réussir que si elle stimule la coopération régionale en vue de la mobilisation générale de toutes les ressources disponibles dans une région déterminée. Elle doit aussi s'accompagner d'une coopération économique et commerciale interrégionale qui soit à l'échelle des méthodes modernes de production.

13. Il ressort des rapports que les commissions économiques régionales comprennent comment il convient de procéder à la décentralisation et qu'elles mesurent l'importance des efforts communs pour surmonter les obstacles. D'autre part, il incombe au Conseil de continuer à prêter toute son attention aux facteurs objectifs qui rendent la coopération inévitable à l'échelle mondiale. Il faudrait donner aux commissions économiques régionales un appui financier à la mesure de leurs responsabilités.

14. La notion de coopération économique régionale comporte évidemment celle d'universalité. A cet égard, il est à la fois illogique et fâcheux que la République démocratique allemande, dont la politique est tout à fait conforme à la Charte des Nations Unies et qui, à maintes reprises, s'est montrée prête à contribuer à résoudre les problèmes économiques de l'Europe, continue à ne pas pouvoir participer aux travaux de la CEE. On peut même dire qu'il y a quelques problèmes d'intérêt général qu'il est impossible de régler en son absence. Quoi qu'il en soit, M. Kurka est convaincu que le bon sens finira par l'emporter sur les préjugés politiques et que les représentants de la République démocratique allemande viendront occuper dans la Commission la place qui leur revient.

15. M. KOPCOK (Yougoslavie) remercie les secrétaires exécutifs des commissions économiques régionales de

leurs exposés succincts. En tant que membre de la CEE, la Yougoslavie a toujours porté un vif intérêt aux travaux des autres commissions, d'autant plus que celles-ci assistent les pays en voie de développement avec lesquels la Yougoslavie entretient les relations les plus amicales. M. Kopcok est heureux de constater, d'après les rapports des commissions, que des progrès considérables ont été réalisés dans le domaine de la coopération entre les Etats des régions sous-développées. La décentralisation et le renforcement des commissions économiques régionales, conformément à la résolution 1823 (XVII) de l'Assemblée générale, ont certainement contribué à cet état de choses et une application plus poussée de cette résolution ne manquera certainement pas de porter des fruits. En même temps, le représentant de la Yougoslavie est heureux de noter que la CEA, la CEAE0 et la CEPAL continuent à tenir compte des liens qui les unissent aux pays des autres régions, tout en s'efforçant d'adapter leurs propres objectifs à long terme aux intérêts particuliers des régions intéressées.

16. Examinant ensuite le rôle joué par la CEPAL, la CEAE0 et la CEA, lors de la préparation de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, le représentant de la Yougoslavie déclare que les toutes dernières sessions de ces trois commissions ont permis aux pays participants non seulement d'élaborer des vues communes sur les régions mais également de dépasser les intérêts régionaux divergents pour aboutir à la formulation d'une politique commune en matière de commerce et de développement sur le plan mondial. Bien que le rôle qui sera dévolu aux commissions économiques régionales dans la mise en application des recommandations de la Conférence reste encore à définir avec plus de précision, les commissions auront certainement, des tâches supplémentaires importantes à accomplir à la suite de la Conférence. Le représentant de la Yougoslavie espère que le Conseil aura la possibilité de discuter de ces tâches lors de l'examen d'autres points de l'ordre du jour de la présente session.

17. Les rapports montrent que la coopération au sein des commissions économiques régionales s'intensifie. Cependant, en ce qui concerne les pays en voie de développement, cette coopération est limitée par plusieurs facteurs structurels, dont les plus importants sont le faible niveau de développement et l'insuffisance des ressources financières et autres. Ces obstacles doivent être éliminés aussi rapidement que possible si l'on veut atteindre les objectifs de la Décennie du développement. A ce sujet, il est essentiel non seulement de mettre à exécution les recommandations de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, mais également de satisfaire certaines revendications des pays en voie de développement qui ne sont pas encore généralement acceptées.

18. Abordant ensuite les principaux problèmes que la CEE cherche à résoudre, M. Kopcok déclare que la Commission a devant elle une tâche double : elle doit, d'une part, favoriser la coopération économique, technique et commerciale entre ses membres et, d'autre part, contribuer de façon effective au programme de l'Organisation des Nations Unies destiné à accélérer la croissance économique des pays en voie de développement. Ces deux

tâches sont étroitement liées car les progrès de l'un dépendent des progrès de l'autre.

19. Malheureusement, la CEE n'a pas pu obtenir les résultats qu'elle serait en droit d'attendre, et ce en raison de facteurs politiques qui ont empêché une meilleure coopération entre pays ayant des systèmes sociaux et économiques différents. Une telle coopération, si elle pouvait être réalisée, contribuerait certainement à accélérer le développement économique général. Cependant, et en dépit de ces limitations, une évolution favorable se dessine depuis peu au sein de la CEE, même en ce qui concerne la solution des problèmes de coopération économique sur le plan européen. Le représentant de la Yougoslavie a eu l'occasion à la trente-sixième session (1268^e séance) de constater ce fait, et les événements qui se sont produits depuis ont confirmé ses déclarations. La coopération industrielle entre les pays membres de la CEE, plus particulièrement dans certaines industries clés, laisse beaucoup à désirer. L'adoption par la CEE de la résolution 6 (XIX) relative à l'étude des tendances et des perspectives du marché des produits chimiques (voir E/3887) est un signe prometteur; une action analogue devrait être entreprise dans d'autres domaines.

20. Le problème du commerce européen, plus particulièrement du commerce entre l'Est et l'Ouest, fait actuellement l'objet d'une étude approfondie de la part des experts gouvernementaux et tout porte à croire que, dans ce domaine, on peut escompter des résultats plus tangibles. L'intensification du commerce entre l'Est et l'Ouest, actuellement gênée par de fortes aspirations à l'intégration sous-régionale, ne pourra manquer d'avoir des conséquences favorables pour l'expansion du commerce mondial et notamment pour l'accroissement des exportations des pays en voie de développement. La CEE devrait s'efforcer de surmonter les forces qui conduisent au sous-régionalisme économique; cela profiterait non seulement à l'Europe dans son ensemble, mais également aux autres régions du monde, y compris les régions sous-développées.

21. La délégation yougoslave estime que les recommandations de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement devraient exercer une forte influence sur les travaux de la CEE. Un premier progrès dans cette voie a été accompli par la Commission lorsqu'elle a adopté la résolution 3 (XIX) accordant un rang de priorité élevé à ses activités en relation avec la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement.

22. Les travaux futurs de la CEE devraient, plus que par le passé, revêtir le double aspect que leur donne son mandat même. La Commission devrait être non seulement l'instrument d'une coopération intensifiée entre ses membres, mais aussi l'instrument de la coopération entre ses membres et les membres des autres commissions régionales. Ce double aspect des travaux de la CEE est d'autant plus significatif que la Commission est composée des pays les plus industrialisés du monde.

23. Il faut se féliciter de ce que, dans nombre de cas, les pays membres de la CEE, en examinant les problèmes de coopération mutuelle, soient amenés à considérer l'utilité de cette coopération et ses répercussions par rapport aux

pays en voie de développement. C'est ainsi que le développement et l'intégration de l'assistance technique ont donné lieu à des initiatives qui ont directement profité aux pays en voie de développement. Le Colloque inter-régional sur l'application des techniques sidérurgiques nouvelles aux pays en voie de développement n'est qu'un exemple. De plus, les nombreuses réunions qui ont eu lieu au sein de la CEE au cours de l'année et qui ont traité des sujets intéressant la coopération européenne sont également importantes pour les pays en voie de développement puisque ces sujets se rattachent au développement.

24. A propos des activités de la CEE, le représentant de la Yougoslavie rend hommage à l'excellent travail accompli par le secrétariat et plus particulièrement par le Secrétaire exécutif et ses proches collaborateurs.

25. M. WEBER (Luxembourg) partage les sentiments d'admiration exprimés par d'autres délégations pour les réalisations des commissions économiques régionales et, comme elles, il est saisi d'une certaine appréhension devant l'ampleur des tâches qui restent à accomplir. Le Gouvernement luxembourgeois est prêt à faire tout son possible pour faciliter l'accomplissement de ces tâches. Une union économique qui a souvent débordé le cadre économique pour s'étendre au secteur social existe depuis de longues années entre la Belgique, les Pays-Bas et le Luxembourg, et l'attitude de la délégation luxembourgeoise au sein du Conseil reflétera souvent la communauté d'intérêts du Benelux.

26. Le Luxembourg est membre de la CEE et la délégation luxembourgeoise tient à exprimer sa satisfaction de la qualité des documents établis par le secrétariat de la Commission. Comme le Secrétaire exécutif l'a souligné, la Commission a pour mission immédiate d'étudier les problèmes du commerce entre l'Est et l'Ouest. A ce propos, la délégation luxembourgeoise continue à s'intéresser aux travaux du Groupe spécial chargé de l'étude de ces problèmes. Les achats effectués par les pays du Benelux dans les pays d'Europe orientale constituent la preuve que leurs marchés sont largement ouverts à la concurrence. La délégation luxembourgeoise est en faveur d'une extension des échanges sur une base réciproque entre pays à économie planifiée et pays à économie de marché. Elle espère que le Groupe spécial se réunira avant la fin de l'année et qu'il présentera un rapport constructif, soit à la prochaine session du Comité pour le développement du commerce, soit à la vingtième session de la Commission.

27. La délégation luxembourgeoise a suivi avec un grand intérêt l'exposé du Secrétaire exécutif de la CEAEO qui a donné une impression très claire des dimensions énormes de la région, de ses besoins considérables, ainsi que des écarts entre les niveaux de développement des différents pays de la région. Le Secrétaire exécutif a souligné l'esprit de coopération et le sentiment des responsabilités communes qui se sont développés parmi les membres asiatiques de la Commission, ainsi que dans leurs relations avec les pays industrialisés du monde entier. C'est la preuve que la Commission est devenue un précieux instrument de collaboration internationale fonctionnant dans l'intérêt des pays en voie de développement de la région.

28. C'est dans le domaine des ressources hydrauliques que la Commission a déployé l'une de ses activités les plus spectaculaires : le projet du Mékong constitue un exemple de ce qui est possible dans le cadre d'un projet multilatéral. Les progrès considérables réalisés en matière de transports doivent également être soulignés. La Commission accomplit également un travail extrêmement utile dans le domaine du développement industriel et elle aura sans doute un rôle important à jouer à l'occasion du cycle d'étude proposé sur les problèmes de l'industrialisation des pays en voie de développement. Dans le domaine agricole, les activités de la Commission ont jusqu'ici été moins importantes. Or, étant donné qu'en de nombreux pays d'Asie la production agricole par tête d'habitant est à un niveau plus bas qu'avant la deuxième guerre mondiale, il pourrait être extrêmement utile d'accorder davantage d'attention à ce secteur.

29. Le problème difficile de la détérioration constante de la balance des paiements des pays de la région a été mis en évidence par les études qu'a entreprises le secrétariat de la Commission. La résolution de Téhéran concernant la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement [voir E/ 3876/Rev.1, troisième partie, résolution 50 (XX)] qui a adressé aux pays industrialisés un appel à la coopération, souligne l'importance du problème.

30. La délégation luxembourgeoise tient à souligner l'intérêt que présente l'Institut asiatique du développement et des plans économiques. Il aidera non seulement à promouvoir la préparation de plans intégrés de développement, mais aussi à mettre en relief les problèmes spécifiques des pays de la région.

31. M. Weber a hautement apprécié la déclaration du Secrétaire exécutif de la CEPAL. On ne peut qu'admirer les recherches entreprises par le secrétariat de la CEPAL, comme aussi l'esprit d'indépendance avec lequel la Commission a maintes fois attiré l'attention sur les problèmes structurels et financiers de la région. Les études récentes relatives à l'intégration industrielle de l'Amérique latine et les plans de coopération avec la Banque inter-américaine de développement revêtent également une grande importance.

32. Tous les rapports présentés au Conseil témoignent de l'importance croissante d'une planification systématique en vue de l'accélération du développement économique et social. La CEPAL, en collaboration étroite avec l'Institut latino-américain de planification économique et sociale, jouera sans doute un rôle essentiel dans ce domaine avec le concours de l'Alliance pour le progrès qui a également placé le besoin de planification au centre de ses activités. Ces efforts coordonnés amèneront, on peut l'espérer, une intensification du développement économique et social des régions intéressées.

33. La délégation luxembourgeoise se réjouit de la détermination manifestée par tous les pays ayant participé à la sixième session de la CEA dans la recherche de solutions aux problèmes de la région. Elle se félicite particulièrement que les questions sociales, déjà si importantes pour le développement économique, aient fait l'objet d'une attention toute particulière à Addis-Abéba.

34. Deux aspects du rapport de la Commission (E/3864/Rev.1) sont particulièrement importants. D'une part, il convient de souligner l'importance de la coordination dans le domaine de l'assistance afin que les pays africains puissent bénéficier au maximum de toutes les formes de l'aide disponible. D'autre part, et bien que le Luxembourg soit en faveur d'une assistance multilatérale, la délégation luxembourgeoise a pris note avec intérêt du fait que l'assistance technique des Nations Unies pourra stimuler et amplifier toutes les autres formes de l'aide extérieure, notamment dans le domaine de la formation professionnelle et celui des transports. L'établissement d'un réseau de communications adapté aux impératifs d'une industrialisation rationnelle est du plus haut intérêt pour l'expansion économique de l'Afrique. Atteindre cet objectif demande un effort suivi de planification au niveau panafricain.

35. La création de l'Institut africain de développement économique et de planification par la CEA répond à une nécessité vitale et la délégation luxembourgeoise ne peut qu'accueillir favorablement une telle initiative de la Commission. Le Luxembourg, ainsi que ses partenaires économiques du Benelux, accueillent avec une sympathie toute particulière les missions industrielles envoyées par la Commission.

36. On ne saurait négliger un problème crucial, celui de la pénurie de personnel qualifié, qui demeure l'un des obstacles les plus sérieux au développement de l'Afrique. Les pays du Benelux continueront de contribuer dans toute la mesure de leurs possibilités à la formation de cadres et de techniciens africains. La délégation luxembourgeoise se réjouit que certaines initiatives aient déjà été prises dans ce domaine grâce à une coopération constructive entre l'Europe et l'Afrique. Aucun effort ne doit être épargné, car la contribution, même modeste, des petits pays a son utilité.

37. M. VIAUD (France) déclare que le débat annuel du Conseil sur les activités des commissions économiques régionales est non seulement pour celui-ci l'occasion de prendre connaissance de leurs rapports, mais aussi d'entendre les exposés des secrétaires exécutifs et d'avoir avec eux des contacts utiles. Les commissions régionales sont des organes subsidiaires du Conseil, mais on peut établir un parallèle entre l'examen de leurs activités et celui qui aura lieu sur les activités des institutions spécialisées. Le rôle du Conseil est de recenser les problèmes régionaux ou mondiaux qui se posent dans les domaines économique et social et d'assurer la coordination des activités de l'Organisation des Nations Unies, de ses organes subsidiaires et des institutions spécialisées. Le fait qu'à la présente session les comités du Conseil comprennent neuf membres supplémentaires marque non seulement une étape vers l'élargissement du Conseil lui-même — étape que la délégation française juge souhaitable — mais démontre également l'intérêt que l'Organisation des Nations Unies porte au bon fonctionnement d'un organe irremplaçable.

38. Les rapports dont le Conseil est saisi montrent qu'il existe, à côté de sujets propres à chaque région, des questions de portée plus générale. Ils illustrent clairement le rôle essentiel de l'Organisation des Nations Unies qui est de contribuer au progrès économique et social de

tous les Etats Membres et au relèvement du niveau de vie de leurs peuples.

39. Ce n'est pas par hasard que les mandats des commissions économiques régionales offrent une similitude frappante. Cela tient à ce que leurs activités, si elles ne procèdent pas des mêmes besoins, concourent cependant à un double objectif, commun à toutes les commissions. En premier lieu, les commissions offrent aux pays de la région et à ceux qui peuvent apporter une aide utile un cadre propice à l'étude des problèmes du développement économique et de la coopération régionale. En second lieu, elles permettent au Conseil de coordonner les activités et, sous la direction de l'Assemblée générale, d'orienter les activités des organes des Nations Unies qui sont compétents dans le domaine économique et social.

40. Si l'on veut que les commissions économiques régionales s'acquittent convenablement de l'étude des problèmes qui se posent dans les régions qu'elles représentent, elles ont besoin d'une certaine liberté d'action. Chacune constitue un centre où les pays intéressés peuvent se réunir pour confronter leurs vues et dire leurs préoccupations. Mais ces organismes font également partie d'un ensemble beaucoup plus vaste et leur rôle sera d'autant plus efficace qu'ils s'efforceront de concourir, en liaison avec le Conseil, à l'objectif commun que M. Viaud a mentionné plus haut.

41. Les commissions économiques régionales doivent avoir un sens aigu des priorités. On ne saurait trop insister sur l'avantage qu'il y a à se concentrer sur les sujets qui sont à la fois les plus importants et les plus urgents. Le commerce international, l'industrialisation, la formation des administrateurs et des cadres techniques sont de ceux-là. Le meilleur rendement sera atteint si les moyens nécessairement limités des commissions sont utilisés de la manière la plus rationnelle.

42. La communauté des objectifs n'exclut pas l'individualité des commissions économiques régionales. Les rapports montrent que chacune doit faire face à des situations particulières.

43. Contrairement aux autres commissions économiques régionales, la CEE doit résoudre le problème complexe des rapports entre des économies extrêmement diversifiées. Dans tous les domaines, la CEE se heurte à des difficultés. Les connaissances étendues des experts qui participent à ses travaux et l'expérience du secrétariat ont permis à la Commission d'entreprendre des études particulièrement utiles pour ses membres. Outre les études sur la situation économique de l'Europe, la Commission pourrait s'intéresser à d'autres problèmes dont la solution conditionne l'expansion des pays de la région.

44. La CEE pourrait également jouer un rôle nouveau dans ses rapports avec les autres commissions économiques régionales. L'expérience qu'elle a accumulée depuis l'origine en matière d'industrialisation reste à la disposition d'autres régions, dans la mesure où des problèmes techniques analogues à ceux que les pays européens ont eu à résoudre se posent aux pays en voie de développement. Le développement industriel coordonné des pays d'une même région soulève souvent des difficultés d'ordre technique que les nombreux experts qualifiés de la CEE pourraient aider à résoudre.

45. Bien que la CEPAL ne se soit pas réunie cette année, ses membres ont eu des contacts fréquents au cours desquels ils ont accordé un intérêt particulier aux problèmes du commerce international. Cela a permis aux pays de la région d'adopter une position commune à la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement. L'étude des termes de l'échange pourrait être approfondie à la lumière de l'évolution économique de l'Amérique latine. Le projet de création d'un centre de développement industriel (que le secrétariat de la CEPAL envisage depuis longtemps), l'intégration économique régionale et la réforme agraire sont des points sur lesquels la CEPAL aurait intérêt à concentrer ses efforts dans les années à venir.

46. La coopération économique régionale est également une préoccupation majeure en Asie et en Extrême-Orient. Si, à cause de la diversité des situations, il est plus difficile de parler d'intégration économique dans cette vaste région, il y a cependant place pour une politique de resserrement des liens économiques entre les États membres de la CEAEO. La Commission est parfaitement consciente de ce fait, comme l'a montré la Conférence ministérielle sur la coopération économique en Asie, tenue à Manille en décembre 1963, au cours de laquelle les pays membres ont adopté un programme réaliste de coopération régionale dont la première étape doit être examinée prochainement par un comité d'experts.

47. La Commission a mis l'accent sur le projet de création d'un centre régional de planification et de développement industriel. La délégation française ne veut pas dissuader la Commission de persévérer dans cette voie, mais elle suggère que les activités du futur centre soient étroitement rattachées à celles de l'Institut asiatique du développement et des plans économiques, qui fonctionne depuis un an.

48. Les objectifs de croissance sont particulièrement délicats à définir en Asie, où les problèmes de population tiennent une place importante. Il est hors de doute que l'expansion du commerce avec le reste du monde apportera une impulsion nouvelle au développement économique, mais il faudrait veiller à ce que les efforts déployés pour développer les échanges n'aient pas pour effet de reléguer au second plan les aspects purement internes du développement, en particulier l'industrialisation et la formation des cadres.

49. La CEA est probablement la Commission qui doit faire face aux problèmes les plus nombreux et les plus pressants. Il n'est pas surprenant qu'elle ait éprouvé des difficultés à établir son programme de travail et à s'y tenir. En concentrant ses ressources et ses possibilités sur les secteurs prioritaires, la CEA renforcera l'efficacité d'un organe que les pays membres jugent indispensable. A cet égard, la délégation française estime que l'esprit de synthèse est préférable au souci de l'analyse lorsqu'il s'agit d'étudier des problèmes divers dont la solution dépend d'un petit nombre de conditions revêtant un caractère humain, social, économique ou financier.

50. Le développement des ressources naturelles, le progrès industriel, l'amélioration des transports et surtout la formation des administrateurs et des cadres techniques

sont, de l'avis de M. Viaud, les domaines d'action privilégiés de la Commission. Si les pays africains ont le souci légitime d'encourager la création d'industries nouvelles, il faut que leurs efforts de planification puissent s'appuyer sur des études sérieuses ayant trait notamment aux problèmes techniques de l'énergie et aux problèmes sociaux de la main-d'œuvre.

51. Les besoins de la région sont si grands qu'un choix s'impose. S'il est bon que les pays africains fassent une large place aux institutions internationales dans l'étude de leurs problèmes communs, ils doivent avoir recours aux diverses formes de coopération internationale, soit multilatérales, soit bilatérales, qui, d'après eux, conviennent le mieux à l'exécution de leurs plans de développement.

52. Les institutions internationales, comme les gouvernements, sont tenus de concilier en permanence des besoins incontestés et des moyens réduits. Les commissions économiques régionales n'échappent pas à cette règle. C'est en maintenant un juste équilibre entre les besoins de leurs membres et les possibilités de coopération économique internationale, notamment sur le plan financier, qu'elles parviendront à des résultats substantiels.

53. Sans préjudice de la position que la France adoptera à l'égard des projets de résolutions prévoyant une action du Conseil sur des points particuliers, M. Viaud déclare que sa délégation est disposée à prendre acte des rapports des commissions économiques régionales et à approuver leurs programmes de travail.

54. M. CHANDERLI (Algérie) dit que les commissions économiques régionales constituent des instruments efficaces du Conseil économique et social pour la promotion des idéaux de l'Organisation des Nations Unies dans un secteur essentiel de l'activité humaine. En outre, les commissions sont en mesure de procurer à la communauté des nations des informations d'une valeur inestimable, et il se pourrait même que ce soient elles qui lui permettent un jour de combler l'écart tragique qui sépare les pays riches des pays en voie de développement.

55. C'est avec un très grand intérêt que la délégation algérienne a pris connaissance des excellents rapports des quatre commissions régionales et qu'elle a écouté les exposés de leurs secrétaires exécutifs.

56. Le Secrétaire exécutif de la CEE a fourni des indications précieuses sur les perspectives économiques de la région européenne. L'accent qu'il a mis sur la nécessité de développer la coopération interrégionale a été fortement apprécié par les représentants des pays en voie de développement.

57. Le Secrétaire exécutif de la CEAEO a donné au Conseil une idée des immenses problèmes qui se posent aux pays d'Asie et d'Extrême-Orient. Il a insisté à juste titre sur l'intérêt pour la CEAEO de s'assurer du concours de pays hautement développés, tels que l'Australie et la Nouvelle-Zélande, pour les travaux de la Commission.

58. Le Secrétaire exécutif de la CEPAL a décrit avec beaucoup de clarté la situation de sa région et a abordé avec courage les problèmes qui se posent aux pays de l'Amérique latine ainsi que les dangers que ces problèmes peuvent engendrer.

59. Le Secrétaire exécutif de la CEA a permis au Conseil de saisir toute l'ampleur de la tâche à laquelle doivent faire face les pays africains. Il a fait preuve d'une très grande franchise et n'a laissé de place à aucune fausse espérance.

60. La délégation algérienne souhaite que la coopération entre les secrétaires exécutifs des commissions économiques régionales soit élargie au maximum, car les commissions connaissent mieux que quiconque l'importance d'une situation susceptible de poser à tout moment une question de vie ou de mort. Si le fossé qui sépare les pays industrialisés des pays en voie de développement devait aller en s'élargissant, il pourrait fort bien devenir plus dangereux pour l'humanité que tous les engins de destruction que l'on persiste à accumuler. La délégation algérienne est très préoccupée par les difficultés que les commissions rencontrent dans l'accomplissement de leur tâche. La nécessité de se procurer une assistance matérielle, financière et technique auprès des institutions et des gouvernements susceptibles de les fournir est commune à toutes les commissions régionales. Il suffit de rappeler les problèmes d'infrastructure qu'a soulevés le Secrétaire exécutif de la CEA pour se rendre compte de toute la portée du problème. L'inaction ou l'égoïsme d'aujourd'hui ne peuvent qu'engendrer le chaos de demain.

61. La délégation algérienne se félicite des progrès accomplis par les commissions économiques régionales au cours de l'année écoulée et se réjouit des perspectives que les projets soumis à l'examen du Conseil ouvrent au développement harmonieux et relativement rapide des régions sous-développées.

62. Les secrétaires exécutifs des commissions économiques régionales peuvent être assurés que les peuples d'Afrique sont résolus à travailler dans le cadre de la CEA pour accélérer leur développement économique et social. A cet égard, toutefois, il est une question qui préoccupe grandement la délégation algérienne : les intérêts des territoires africains encore sous domination coloniale. Le représentant de l'Algérie espère que les peuples de ces territoires pourront au moins être associés d'une manière ou d'une autre aux progrès que le continent est appelé à réaliser. Leur association aux travaux de la CEA leur permettra d'accéder dans les meilleures conditions à une indépendance que M. Chanderli espère très prochaine. L'expérience a montré qu'il est d'un grand intérêt d'effectuer par avance l'étude des problèmes des pays proches de l'indépendance et de procéder à une analyse préalable de leurs besoins et de leurs potentialités. Tout ce que l'on pourra faire pour préparer ces pays à leurs responsabilités de politique intérieure et extérieure contribuera à la réalisation des idéaux de paix et de stabilité inscrits dans la Charte des Nations Unies. Si, donc, on peut associer les territoires africains encore dépendants aux recherches et aux activités de la CEA, on servira utilement les intérêts de leurs peuples et la cause de la paix et de la sécurité internationales. La délégation algérienne espère que cette question pourra être étudiée par le Service juridique des Nations Unies.

63. La Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement a permis aux pays sous-développés de faire entendre leur voix et cette voix a été unanime.

Le représentant de l'Algérie espère que le monde n'oubliera pas ce qu'il a entendu.

64. M. CISS (Sénégal) dit qu'à son avis, il ressort de l'examen des activités et des réalisations des commissions économiques régionales que l'on est maintenant entré dans la voie de la coopération internationale. Il félicite les secrétaires exécutifs des travaux entrepris dans leurs commissions respectives sur les problèmes les plus divers. Dans toutes les régions, l'essentiel est maintenant d'assurer une croissance économique rapide des pays en voie de développement et d'améliorer la situation économique mondiale. Chaque pays a ses propres difficultés; il existe cependant une foule de problèmes qui débordent les frontières nationales et que les commissions régionales doivent dénombrer, étudier et résoudre.

65. La délégation sénégalaise s'est intéressée en particulier aux efforts déployés par la CEA dans des domaines tels que la formation de cadres, l'établissement d'un inventaire des ressources du continent, la coordination du développement économique et les préparatifs en vue de la création d'un marché commun africain et de la Banque africaine de développement. Tous ces problèmes ont été examinés sérieusement et à fond. Il importe toutefois de les résoudre sans retard, car certains d'entre eux, notamment les questions qui touchent au marché commun africain, à la Banque africaine de développement, à l'industrialisation, à la planification économique et au secteur agricole, sont d'importance primordiale. Il est également essentiel que les études, en particulier celles qui portent sur des questions d'intérêt commun, soient faites en collaboration étroite avec les autres commissions économiques régionales. Le fait est que les problèmes qui se posent aux pays en voie de développement sont identiques, qu'il s'agisse du commerce, du financement ou du développement national ou international. Ces problèmes sont interdépendants et ne sauraient être traités isolément. Il y a donc tout lieu de se féliciter des efforts concertés des commissions économiques régionales. La délégation sénégalaise espère que cette liaison sera maintenue et que les commissions collaboreront aussi très étroitement avec le Conseil du commerce et du développement dont la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement a recommandé la création. Tous les pays africains ont fondé de grands espoirs sur les résultats de cette Conférence et sur une assistance accrue de la part des organisations qui font partie du système des Nations Unies.

66. M. WALDRON-RAMSEY (République-Unie du Tanganyika et de Zanzibar) déclare que sa délégation a l'intention de participer sans réserve à toutes les délibérations du Conseil, car toutes les délégations africaines sont liées par les résolutions de l'Organisation de l'unité africaine, qui préconisent une expansion du Conseil économique et social afin que l'Afrique y soit convenablement et équitablement représentée.

67. Contrairement à la délégation des Etats-Unis, la délégation de la République-Unie du Tanganyika et de Zanzibar, n'estime pas qu'il y ait lieu de s'émerveiller de l'extrême complexité et de la grande variété de l'ordre du jour du Conseil; ce n'est là que l'image du programme que l'homme s'est fixé à l'origine et qui est resté inachevé,

et c'est aussi l'image de la société humaine. Cet ordre du jour n'est qu'une nouvelle proclamation de la foi en la dignité et la valeur de la personne humaine, un acte de coopération internationale afin de résoudre les problèmes internationaux de caractère économique, social, culturel et humanitaire.

68. La délégation de la République-Unie a été vivement impressionnée par la façon dont les secrétaires exécutifs des commissions économiques régionales ont présenté leurs rapports: ils y ont évidemment mis beaucoup d'eux-mêmes et se sont sentis personnellement responsables. Comme l'a dit le représentant de la Colombie, la perspicacité dont a fait preuve l'Organisation des Nations Unies en comprenant à quel point il serait sage et utile de créer les commissions régionales et la réussite de ces commissions suffiraient déjà à justifier la fondation même de l'Organisation des Nations Unies.

69. Bien entendu, l'histoire économique de l'Europe diffère de celle de l'Amérique latine, de l'Asie et de l'Extrême-Orient, et de l'Afrique. M. Waldron-Ramsey rend hommage aux peuples d'Europe et espère qu'ils réaliseront des prouesses économiques encore plus grandes. A son avis, en effet, dans un monde caractérisé par l'interdépendance et, en fin de compte, avec le jeu de la loi de l'utilité marginale décroissante, les nations européennes qui sont riches s'apercevront qu'il est à la fois viable du point de vue économique et logique du point de vue stratégique de partager une partie de leurs excédents économiques avec les pays en voie de développement, à qui d'ailleurs ils doivent cette surabondance. Sa délégation n'est pas d'accord avec la délégation australienne, d'après laquelle ce serait en raison de structures économiques inévitables et immuables que les pays industrialisés européens n'ont pu s'intéresser davantage aux régions en voie de développement dans le monde et les mieux aider matériellement. Le système économique et social peut et doit changer; il doit se transformer en un système dont toute l'humanité puisse bénéficier.

70. Les rapports de la CEPAL, de la CEAEIO et de la CEA présentent de nombreuses similitudes, mais ils ne mettent pas l'accent sur les mêmes questions. Les pays latino-américains semblent être sur le point de prendre leur essor industriel, mais il leur faut encore harmoniser leurs objectifs, les unifier à l'échelle continentale afin d'améliorer la vie économique du continent tout entier. Dans le tableau que dresse le rapport (E/3876/Rev.1) présenté par le secrétaire exécutif de la CEAEIO, deux traits dominent: une population sans cesse croissante et en même temps une baisse rapide de la production de denrées alimentaires. L'image qu'il donne de ce continent est cependant celle d'un continent en marche, et le Secrétaire exécutif a été bien avisé de solliciter l'assistance des pays industrialisés.

71. La délégation de la République-Unie a puisé de grands encouragements dans le rapport présenté par

le Secrétaire exécutif de la CEA. L'optimisme serein et inébranlable du Secrétaire exécutif caractérise aussi le continent africain où le mot d'ordre est « Aide-toi toi-même »; et où la population est animée du désir d'assurer elle-même son propre progrès. Il ressort de ce rapport que l'Afrique est elle aussi un continent en marche. Au nombre de ses aspirations économiques et sociales, se place son intention de faire disparaître toutes les charges et tous les obstacles qui, depuis des siècles, entravent son progrès. L'exposé que le Secrétaire exécutif a fait au Conseil donne un véritable aperçu panoramique des instruments employés pour l'unification du continent: la Conférence des statisticiens africains, l'Institut africain de développement économique et de planification, une future union africaine des paiements et un futur marché commun africain. La CEA a aussi, avec juste raison, adopté à l'unanimité la résolution 94 (VI) recommandant que les représentants des territoires non autonomes de l'Angola, du Mozambique et du Sud-Ouest africain soient autorisés à assister aux sessions futures de la Commission en qualité de membres associés. La délégation de la République-Unie espère que le Conseil n'éprouvera pas de difficulté à accepter sans réserve cette solution.

72. La délégation de la République-Unie se félicite tout particulièrement du rapport de la CEA, car il montre que l'Afrique est résolue à réussir à tout prix, avec ou sans appui extérieur. Son propre pays, par exemple, s'est fixé comme tâche de réaliser en dix ans ce que les puissances coloniales n'ont pu faire en cinquante ans. Il comptera d'abord sur lui-même, mais ne dédaignera pas une aide sincère de la part de nations amies ou bien disposées à son égard.

73. La délégation de la République-Unie apprécie l'offre faite par le gouvernement du Royaume-Uni d'aider à la création de la Banque africaine de développement et elle espère que toutes les autres anciennes puissances métropolitaines suivront cet exemple de magnanimité. Elle apprécie également les observations faites par le représentant des Etats-Unis, qui a déclaré que les Américains feraient cause commune avec les Africains; elle espère que c'est là un renversement de la position adoptée par le Gouvernement des Etats-Unis à la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement.

74. Elle est persuadée que les problèmes des quatre régions économiques sont à plusieurs égards complémentaires. Ce n'est pas en formant de nouveaux blocs ou en renforçant leur isolement que les pays pourront les résoudre; la solution réside en la coopération internationale, réalisée au moyen d'un mécanisme international permettant de favoriser le progrès économique et social de tous les peuples.

La séance est levée à 13 h 10.



CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Trente-septième session

DOCUMENTS OFFICIELS

Mercredi 15 juillet 1964
à 15 h 25

PALAIS DES NATIONS, GENÈVE

SOMMAIRE

	Page
Point 17 de l'ordre du jour:	
Rapports des commissions économiques régionales (<i>suite</i>)	29

Président: Sir Ronald WALKER (Australie).

Présents:

Les représentants des Etats suivants, membres du Conseil: Algérie, Argentine, Australie, Autriche, Chili, Colombie, Equateur, Etats-Unis d'Amérique, France, Inde, Irak, Japon, Luxembourg, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sénégal, Tchécoslovaquie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Yougoslavie.

Les représentants des Etats suivants, membres supplémentaires des comités de session: Cameroun, Ghana, Indonésie, Iran, Italie, Mexique, République arabe unie, République-Unie du Tanganyika et de Zanzibar.

Les observateurs des Etats Membres suivants: Brésil, Bulgarie, Chine, Hongrie, Israël, Norvège, Pologne, République centrafricaine, République socialiste soviétique d'Ukraine, Roumanie, Suède, Uruguay.

Les observateurs des Etats non membres suivants: République fédérale d'Allemagne, Suisse.

Les représentants des institutions spécialisées suivantes: Organisation internationale du Travail, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, Banque internationale pour la reconstruction et le développement, Union postale universelle.

Le représentant de l'Agence internationale de l'énergie atomique.

POINT 17 DE L'ORDRE DU JOUR

Rapports des Commissions économiques régionales (E/3857/Rev.2, E/3864/Rev.1, E/3876/Rev.1, E/3887, E/3929, E/3937) (*suite*)

1. M. GRANT (Ghana) annonce qu'il s'attachera surtout, dans son intervention, au rapport de la CEA (E/3864/Rev.1). Il loue la qualité de ce rapport. Il constate avec satisfaction que si certains pays avaient exprimé des doutes lors de la création de cette Commission, chacun reconnaît aujourd'hui que la CEA a plus que justifié son existence, comme en témoigne la liste impressionnante de ses réalisations. M. Grant rappelle la création de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), événement historique qui, à son avis, ne pouvait manquer d'avoir une influence sur la CEA. Il se félicite de la collaboration

que la CEA a apportée à l'OUA lors de la première réunion de la Commission économique et sociale de l'OUA, de même qu'à la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, où les représentants du Secrétaire exécutif de la CEA ont rendu d'éminents services au groupe africain. Le représentant du Ghana exprime le souhait que l'Afrique puisse compter à l'avenir sur la coopération active des institutions qui ont été créées pour aider les peuples africains.

2. Le représentant du Ghana tient à dire sa satisfaction de la politique de recrutement suivie par la CEA. La position de son gouvernement à ce sujet est qu'il faut maintenir le caractère international de la CEA (comme d'ailleurs de tous les autres organes des Nations Unies) et confier en même temps aux Africains qualifiés des postes de responsabilité au secrétariat. M. Grant estime que c'est ainsi que les commissions économiques régionales pourront le mieux servir les intérêts des régions qui relèvent de leur compétence.

3. Le représentant du Ghana réaffirme la position de son gouvernement au sujet de la résolution 94 (VI) qui concerne l'admission de l'Angola, du Mozambique et du Sud-Ouest africain en qualité de membres associés. Sur ce point, le Gouvernement ghanéen attend impatiemment le rapport du Secrétaire exécutif à la septième session de la CEA et exprime l'espoir que le Conseil ne traitera pas à la légère ce qui est l'opinion unanime de l'Afrique.

4. Le Ghana continuera de soutenir sans réserve la CEA pour l'exécution de ses projets relatifs aux transports et aux communications. M. Grant cite d'autre part le programme d'aménagement du bassin du Tchad comme un bon exemple de coopération économique entre pays africains. Cette coopération doit être poursuivie sous peine de voir l'Afrique tomber dans le chaos économique. C'est pourquoi le Ghana est satisfait d'apprendre que l'on continue les études sur la possibilité de créer un marché commun africain et une union africain des paiements.

5. La délégation du Ghana se félicite que le représentant du Royaume-Uni et celui des Etats-Unis d'Amérique se soient prononcés (1317^e séance) en faveur des programmes de développement régional, notamment en Afrique. Elle regrette néanmoins que ces deux pays n'aient pas appuyé le projet de résolution proposé par le Ghana et d'autres pays africains à la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement en ce qui concerne la création éventuelle d'un fonds de développement régional.

6. En terminant, M. Grant apporte au Secrétaire exécutif de la CEA l'appui de son pays dans ses efforts pour trouver le moyen d'aider l'Afrique à passer de l'économie de subsistance à l'économie de marché, problème capital pour l'avenir de cette région.

7. M. THAJEB (Indonésie) approuve chaleureusement les rapports des commissions économiques régionales et félicite les secrétaires exécutifs de ces commissions pour leurs brillants exposés à la 1315^e séance. Il se déclare satisfait des grands progrès qui ont été réalisés et de l'étroite coopération qui s'est instaurée entre les pays de chaque région. Les rapports font apparaître l'importance des travaux effectués par les commissions économiques régionales et confirment la justesse de la résolution 1941 (XVIII) de l'Assemblée générale sur la décentralisation. Il s'avère néanmoins que les pays en voie de développement ont encore besoin de l'aide des pays avancés; aussi le représentant de l'Indonésie joint-il sa voix à l'appel que le Secrétaire exécutif de la CEPAL a lancé à ces derniers pays.

8. M. Thajeb présente quelques brèves observations sur le rapport de la CEAE0 (E/3876/Rev.1). Il se félicite des progrès accomplis dans la voie de la coopération et se réfère à cet égard à la résolution adoptée par la Conférence ministérielle sur la coopération économique en Asie (voir E/CN.11/641). Parmi les projets dont la Commission s'occupe, le représentant de l'Indonésie relève plus particulièrement la création de l'Institut asiatique du développement et des plans économiques, dont il fait ressortir l'immense utilité dans le domaine de la formation de personnel. En ce qui concerne le projet de grande route internationale d'Asie, M. Thajeb note que cette voie sera étendue à l'Indonésie et rendra les communications plus rapides. Enfin, il se félicite du projet de création d'une banque asiatique de développement, dans le cadre des mesures pratiques visant à renforcer la coopération dans des domaines aussi divers que l'agriculture, le commerce, l'industrie, les mines et les transports et communications.

9. Le représentant de l'Indonésie exprime l'espoir que les recommandations de la Conférence des Nations sur le commerce et le développement seront appliquées et que la CEAE0 collaborera avec le futur Conseil du commerce et du développement.

10. En terminant, M. Thajeb souligne que les pays en voie de développement ont besoin de l'aide de l'Organisation des Nations Unies et notamment du Conseil économique et social. Il renouvelle son appel aux pays avancés pour qu'ils apportent leur plein appui et toute l'aide possible à l'exécution des projets et il invite les membres du Conseil à adopter les projets de résolutions présentés par les commissions.

11. M. MIGONE (Argentine) se joint au représentant des Etats-Unis d'Amérique qui a souligné l'importance du Conseil à une époque caractérisée par une interdépendance de plus en plus marquée entre les nations; dans la mission qu'il remplit en faveur de la paix et du bien-être des peuples, le Conseil ne peut être dissocié des commissions économiques régionales. M. Migone rend hommage aux secrétaires exécutifs de ces commissions pour l'œuvre qu'ils accomplissent. Il félicite en particulier la CEE qui apporte sa riche expérience aux pays sous-développés. Il félicite également la CEPAL pour le travail qu'elle a réalisé et l'aide qu'elle apporte aux pays de la région.

12. L'Argentine partage pleinement le point de vue du Secrétaire exécutif de la CEAE0 en ce qui concerne la planification et l'intégration régionale, mais elle considère que, tout en favorisant systématiquement l'intégration, il faut éviter qu'elle ne compromette l'expansion générale du commerce mondial.

13. En ce qui concerne les activités des commissions économiques régionales, le Gouvernement argentin juge nécessaire de laisser à chaque commission une certaine liberté d'action; il est donc favorable à la décentralisation. Sur ce point, les critères à suivre doivent être adaptés à chaque cas particulier. Les fonds affectés à l'exécution de projets décentralisés doivent être gérés avec plus de souplesse, mais il y a lieu de se conformer toujours aux normes adoptées par le Conseil en matière de coordination et de priorité.

14. Quant à l'organisation des travaux de la CEPAL, le Gouvernement argentin estime qu'il serait souhaitable d'étudier la possibilité d'établir des comités subsidiaires à l'exemple de la CEE. Ces comités seraient chargés notamment de maintenir un contact étroit avec les organismes interaméricains comme le Conseil économique et social interaméricain, la Banque interaméricaine de développement et l'Institut latino-américain de planification économique et sociale.

15. M. Migone présente quelques observations sur la situation de l'Argentine. Il souligne que le nouveau gouvernement a prévu une série de mesures tendant à stimuler la demande intérieure et à réduire la dette extérieure. Certaines mesures qui ont été prises récemment ont déjà donné de bons résultats. C'est ainsi que l'on a constaté un redressement de l'industrie manufacturière et une amélioration de sa capacité de concurrence, qui a d'heureux effets sur la balance des paiements. Enfin, la balance commerciale a accusé un excédent ces derniers temps. Le représentant de l'Argentine se propose de fournir des renseignements supplémentaires sur la situation économique de son pays lorsque seront abordés les points pertinents de l'ordre du jour.

16. M. ARKADIEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) déclare que les commissions économiques régionales ont fait la preuve qu'elles étaient des organes importants parmi les diverses institutions des Nations Unies. L'examen de leurs rapports constitue l'un des points les plus importants de l'ordre du jour de la présente session. Les commissions économiques régionales jouent un rôle extrêmement utile dans le domaine du développement et de la coopération à l'échelon régional et inter-régional. Elles apportent également leur concours au développement des pays sous-développés, elles aident à la création d'industries nationales et elles permettent de remédier aux problèmes que posent les disparités entre les pays d'une même région.

17. La délégation de l'Union soviétique constate avec plaisir que la CEAE0 et son Secrétaire exécutif jouent un rôle de plus en plus important dans le développement économique de l'Asie et de l'Extrême-Orient: le rapport sur la vingtième session de la Commission est révélateur à cet égard. La CEAE0 et ses organes subsidiaires ont

accompli un travail fort important : étude des ressources naturelles, création d'industries métallurgiques et mécaniques, exploitation des ressources minières (notamment du pétrole) en vue d'accélérer le développement économique des pays de la région. De plus, un troisième colloque sur le pétrole va être organisé. La délégation de l'Union soviétique approuve entièrement les suggestions contenues dans la résolution 52 (XX) de la Commission en vue de la réunion d'un colloque international sur les problèmes de l'industrialisation dans les pays en voie de développement. Cette activité dénote la maturité de la Commission et donne la preuve de sa volonté résolue de mettre fin aux structures coloniales héritées du passé.

18. En ce qui concerne la CEA, des progrès marqués ont également été réalisés. Des décisions pratiques ont été prises en vue du développement économique et social de l'Afrique, et des mesures ont été prises notamment en vue de la création de l'Institut africain de développement économique et de planification et de la Banque africaine de développement. Des efforts ont également été consacrés à l'industrialisation des pays d'Afrique. Il faut attacher une signification particulière aux efforts des missions envoyées par la CEA dans les différents pays d'Afrique afin de procéder à des enquêtes. Les activités de la CEA vont maintenant entrer dans une nouvelle phase. La délégation de l'Union soviétique appuie entièrement la décision prise par la CEA au sujet de l'admission de l'Angola, du Mozambique et du Sud-Ouest africain à titre de membres associés.

19. En ce qui concerne le CEE, la délégation de l'Union soviétique constate que cet organe travaille avec succès à la solution de divers problèmes scientifiques et techniques qui se posent dans les pays de la région. Son rôle a pris plus d'ampleur depuis que la tension internationale s'est atténuée. La CEE doit continuer à contribuer au renforcement de la coopération dans le domaine scientifique et technique et elle doit ajouter à son ordre du jour les problèmes les plus importants en matière de coopération économique sur le plan mondial. Il faut souligner, à ce propos, l'importance de l'échange d'expériences et de connaissances techniques. Ainsi, les techniques de la chimie prennent une importance chaque jour croissante dans diverses branches de l'industrie, de l'agriculture, etc. Dans ce domaine, l'échange des connaissances se révélerait particulièrement fructueux.

20. On a loué la CEE d'avoir inclus dans son programme de travail une étude sur la répartition du revenu national dans les pays membres. La délégation de l'Union soviétique avait déjà attiré l'attention sur ce problème à plusieurs reprises, mais elle n'avait jamais trouvé d'appui parmi les pays développés; il faudrait, en particulier, étudier le rôle et l'importance des monopoles commerciaux et industriels qui accumulent une part importante des bénéfices; l'étude envisagée devrait porter notamment sur les grandes compagnies pétrolières, les groupes spécialisés dans l'extraction des matières premières, etc. Une telle étude serait certainement très intéressante. Certains pays adoptent maintenant une attitude différente, et l'on peut se demander si les enquêtes qui seront effectuées n'auront pas un effet de boomerang pour ces pays et ne leur vaudront pas des désagréments inattendus.

21. D'autre part, la délégation de l'Union soviétique a soulevé d'année en année la question de la représentation de la République démocratique allemande aux travaux de la CEE au même titre que la République fédérale d'Allemagne. En retardant la solution de cette question, on ne fait que retarder la mise en place d'un mécanisme paneuropéen efficace.

22. En ce qui concerne la CEPAL, la délégation de l'Union soviétique constate que les efforts de cet organe n'ont pas été couronnés de succès. En particulier, la part de l'Amérique latine dans le commerce mondial a diminué, ce qui a entraîné des répercussions désastreuses sur les balances des comptes. Il n'a pas été possible non plus de compenser ces pertes par un afflux correspondant de capitaux étrangers. Les capitaux étrangers investis entre 1955 et 1961 ont représenté 8 milliards de dollars, alors que les pertes subies dans le commerce extérieur pendant la même période ont dépassé 10 milliards de dollars. Le Secrétaire exécutif de la CEPAL a présenté un certain nombre de solutions. Pour sa part, la délégation de l'Union soviétique estime que les pays d'Amérique latine auraient tout intérêt à développer leurs relations avec l'URSS et les autres pays socialistes. Ces questions ont été évoquées lors de la récente Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, et il faut espérer que les travaux du futur Conseil du commerce et du développement permettront d'y apporter une solution.

23. L'apport positif des commissions économiques régionales à cette Conférence n'a été possible que grâce à leur expérience approfondie. Il serait souhaitable que les commissions établissent un programme de travail à moyen terme, programme qui devrait être examiné et approuvé par tous les pays de la région. D'autre part, il serait bon que les secrétaires exécutifs ne soient pas isolés dans leurs administrations respectives. L'URSS souhaite que les commissions économiques régionales prennent des mesures en vue de faire disparaître le retard économique de certains pays et qu'elles participent activement à l'application des directives établies par la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement. D'autre part, les commissions économiques régionales devraient également s'occuper de l'étude des conséquences économiques et sociales du désarmement. La CEE a déjà examiné un premier rapport sur cette question et elle étudie les répercussions de la reconversion des industries de guerre sur la situation de la main-d'œuvre.

24. L'URSS suit avec beaucoup d'attention les activités des commissions économiques régionales et elle a la certitude que ce ne sont pas uniquement des appareils bureaucratiques. Elle appuiera toutes propositions tendant à renforcer leurs activités.

25. M. PACHACHI (Irak) déclare que son pays est heureux de pouvoir contribuer à l'œuvre de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine économique et social.

26. Il ne peut être question de passer en revue toutes les réalisations des commissions économiques régionales, réalisations qui sont d'ailleurs présentées en détail dans les rapports des commissions. Ces rapports constituent des tableaux très détaillés des problèmes complexes qui restent à résoudre et des efforts qui sont accomplis en

vue de combler le fossé traditionnel entre les pays riches et les pays pauvres.

27. L'Irak se trouve dans une situation défavorisée par rapport aux autres membres du Conseil : en effet, l'Irak, qui est Membre originaire de l'Organisation, se trouve depuis quinze ans dans l'impossibilité d'appartenir à une commission économique régionale. Six pays du Moyen-Orient sont d'ailleurs dans la même situation. Ces pays n'ont cessé de demander que soit envisagée la création d'un organe spécial pour la région du Moyen-Orient. Cependant, en attendant qu'une décision soit prise à ce sujet, les pays du Moyen-Orient doivent se contenter de bénéficier des services du Bureau des Nations Unies à Beyrouth et, à cette occasion, le représentant de l'Irak tient à rendre hommage aux membres du secrétariat de ce Bureau pour les efforts qu'ils accomplissent dans l'intérêt des pays du Moyen-Orient. Cependant, ce Bureau connaît encore une pénurie de personnel et la délégation irakienne souhaiterait que le représentant du Secrétaire général expose ses vues sur la façon dont le Bureau pourrait être élargi de façon à constituer l'embryon d'une future commission économique régionale.

28. M. Pachachi relève ensuite quelques points des déclarations des secrétaires exécutifs. En ce qui concerne la CEE, la délégation irakienne remarque que les pays développés de la région attachent une grande importance à la coopération internationale dans le domaine commercial. D'autre part, l'Europe assume un rôle croissant dans la mise en œuvre du programme d'action de l'Organisation dans le cadre de la Décennie des Nations Unies pour le développement. Pour ce qui est des autres commissions économiques régionales, la délégation irakienne tient à dire combien elle est préoccupée par les faibles progrès réalisés dans ces régions. On est en effet encore loin des objectifs de la Décennie du développement.

29. La déclaration du Secrétaire exécutif de la CEAEIO a mis l'accent sur les problèmes de l'industrialisation dans les pays d'Asie et d'Extrême-Orient. L'industrialisation est en effet la clé du progrès des pays de la région. Pour ce qui est de la CEPAL, la délégation irakienne croit pouvoir affirmer sans se tromper que tous les membres du Conseil ont été très impressionnés par la déclaration émouvante de son Secrétaire exécutif, qui a souligné la situation dramatique qui règne dans le continent latino-américain. Il est nécessaire que des solutions nouvelles soient mises en œuvre pour remédier à la situation. L'Irak entretient d'excellentes relations avec la CEA. La délégation irakienne a noté particulièrement que le Secrétaire exécutif de la CEA a déclaré que, après cinq années consacrées à la recherche, le moment était venu d'orienter l'activité de la Commission vers l'action concrète. La délégation irakienne espère que la coopération entre la CEA et les pays du Moyen-Orient ne fera que s'accroître.

30. M. Pachachi annonce ensuite que l'Irak et sept autres pays ont déposé un projet de résolution sur les rapports des commissions économiques régionales (E/L.1053 et Corr.1). La délégation irakienne espère que ce projet de résolution sera adopté à l'unanimité.

31. M. PONCE Y CARBO (Equateur) déclare que la délégation de l'Equateur, qui revient au Conseil après une

longue absence, se propose de se dévouer entièrement à cette nouvelle fonction. Elle est extrêmement satisfaite du travail accompli par les quatre commissions économiques régionales, et elle félicite les secrétaires exécutifs de leurs exposés de même que des rapports des commissions. Bien entendu, ses félicitations et ses remerciements vont particulièrement à la CEPAL et à son éminent Secrétaire exécutif.

32. C'est à juste titre que l'œuvre multiple accomplie par la CEPAL en 1963 peut inspirer l'admiration. Qu'il suffise de mentionner la contribution à la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, les travaux concernant l'intégration économique, considérés comme une nécessité fondamentale pour le développement de l'Amérique latine, la préparation de l'*Etude sur la situation économique de l'Amérique latine, 1963* (E/CN.12/696 et Add.1 et 2), l'organisation de réunions, de cycles d'étude et de cours.

33. Comme le Secrétaire exécutif de la CEPAL l'a fait observer, malgré tant d'efforts et de labeur les perspectives ne sont guère encourageantes : on constate la baisse du taux de croissance, l'instabilité des monnaies et des prix, la restriction du crédit privé et des dépenses publiques. Parmi les remèdes mentionnés se trouve le recours à l'assistance technique fournie par l'intermédiaire de la Commission. L'Equateur est, en principe, favorable à cette solution, mais à condition que l'assistance technique soit le complément de la coopération financière. D'autre part, étant donné que les pays en voie de développement n'ont pas tous atteint le même degré d'évolution, il convient de donner le maximum d'assistance technique à ceux qui sont le moins avancés. On a fait observer que le prix des produits de base a un peu augmenté récemment. Certes, cette constatation incite à un certain optimisme, mais malgré la remontée des cours depuis dix-huit mois, on ne peut encore parler d'un renversement de la tendance à la baisse des prix. Au reste, cette augmentation ne s'est pas encore traduite par une hausse correspondante du produit national, parce qu'il y a eu hausse simultanée du prix des biens d'équipement et des produits manufacturés indispensables pour accélérer le développement.

34. On insiste sur la nécessité d'intensifier la coopération économique. Pour accentuer l'intégration économique, il importe d'abord de développer les moyens de transport. A cet égard, la compagnie de navigation « ALAMAR », créée par les pays membres de l'Association latino-américaine de libre-échange, revêt une grande importance. Il faudrait résoudre les difficultés que les conférences maritimes rencontrent pour mettre en vigueur des taux de fret plus équitables qui faciliteraient l'expansion du commerce dans la région. Ensuite, il conviendrait d'élargir l'activité de la Banque interaméricaine de développement afin qu'elle puisse financer aussi les exportations de produits de base provenant d'Amérique latine, en favorisant particulièrement les courants d'échanges intrarégionaux. Enfin, il serait bon que la CEPAL termine les études entreprises sur le système de paiements extérieurs, car la pénurie de devises en Amérique latine paralyse l'essor du commerce dans la région.

35. On a signalé aussi avec raison que, pour créer des conditions favorables à la coopération et à l'aide écono-

mique internationales, il faudrait que les pays en voie de développement apportent à leurs structures des réformes profondes. La délégation équatorienne ne conteste pas que ces réformes s'imposent, en matière agraire et fiscale notamment, mais elles ne doivent avoir lieu qu'après une étude approfondie effectuée par les experts de l'Etat intéressé, qui connaissent bien les conditions du pays, sans préjudice toutefois des conseils indispensables d'experts étrangers. L'Equateur a reçu, il y a une quarantaine d'années, la mission Kemmerer qui, après avoir étudié à fond le système financier et fiscal du pays, a remis son rapport au Gouvernement, lequel l'a transmis à ses propres experts pour qu'ils l'examinent en fonction des réalités nationales et recommandent des réformes. Au contraire, il est arrivé en Amérique latine que, sous l'influence des nouvelles tendances de la coopération internationale, on ait essayé d'appliquer des réformes hâtives ou artificielles : il a fallu les abandonner, car elles étaient presque toujours inopportunes et même préjudiciables. La délégation de l'Equateur tient à souligner que l'aide internationale indispensable ne doit pas être subordonnée à ces réformes de structure, c'est-à-dire qu'il ne faut pas en prendre prétexte pour refuser ou différer cette aide.

36. Les commissions économiques régionales sont l'expression authentique et l'application intégrale du principe de coopération internationale en matière économique, et elles contribuent à améliorer les conditions de vie de l'humanité. La coopération économique n'est pas seulement une preuve de bonne volonté : comme l'a souligné feu le pape Jean XXIII, elle répond aux principes de la justice la plus élémentaire.

37. La délégation équatorienne approuve les rapports des quatre commissions économiques régionales ainsi que les programmes de travail qui y sont proposés. Elle est un des auteurs du projet de résolution relatif à ces rapports.

38. M. B. BARTON (Fédération syndicale mondiale), prenant la parole sur l'invitation du Président, rappelle que les représentants de la Fédération syndicale mondiale prennent chaque année une part active aux réunions des commissions économiques régionales qu'ils considèrent comme des organes de plus en plus importants au sein de l'Organisation des Nations Unies. Il se félicite de noter que ces commissions accordent de plus en plus d'intérêt aux problèmes sociaux, mais il constate néanmoins certaines insuffisances à cet égard, notamment en ce qui concerne les aspects sociaux de l'industrialisation. Dans ce domaine, il conviendrait d'encourager davantage les gouvernements à consulter les syndicats, en particulier sur les projets dont les commissions s'occupent.

39. M. Barton constate que la coopération régionale joue un rôle de plus en plus grand dans les travaux des commissions. Cette coopération, par exemple dans le domaine des transports, devrait permettre aux régions en voie de développement d'éliminer la structure des communications héritée du colonialisme. D'autre part, l'amélioration des communications dans chaque région peut contribuer pour une part importante à l'établissement de relations économiques plus diversifiées et à l'équilibre de l'économie mondiale.

40. La Fédération syndicale mondiale considère que le renforcement de la coopération régionale parmi les pays en voie de développement pourrait permettre d'élargir les marchés et de consolider les bases de l'industrialisation. Toutefois, si elle ne tend pas clairement à affranchir économiquement les pays de la domination des capitaux étrangers, l'intégration régionale risque d'ouvrir plus largement la voie aux puissantes compagnies étrangères en quête de profits supplémentaires aux dépens des peuples. Il importe que dans les organismes régionaux, marchés communs, banques régionales et autres institutions, établis sur l'initiative des commissions, l'on s'efforce d'éliminer les influences extérieures de façon que ces organismes puissent prendre toutes les mesures de protection qui sont nécessaires.

41. Enfin, M. Barton regrette que certains pays importants soient exclus des commissions régionales. Il estime en particulier que le champ d'activité de la CEAEIO se trouve considérablement réduit par suite de l'absence de la République populaire de Chine, de la République populaire démocratique de Corée et de la République démocratique du Viet-Nam, pays qui comptent des milliers de travailleurs affiliés à la Fédération syndicale mondiale. De même, les travaux de la CEE seraient d'une portée plus grande si la République démocratique allemande était membre de cette Commission. En ce qui concerne la CEA, la question de l'admission en qualité de membres associés des véritables représentants des territoires non autonomes de l'Angola, du Mozambique et du Sud-Ouest africain est maintenant posée. Le représentant de la Fédération syndicale mondiale forme le vœu que cette admission ait lieu en attendant que les peuples de ces pays accèdent à l'indépendance dans un avenir qu'il espère proche.

42. En terminant, M. Barton souligne que le rôle des commissions économiques régionales s'est accru dans d'énormes proportions à mesure que de nouveaux pays devenaient indépendants et prenaient une part de plus en plus importante aux affaires mondiales. Parmi ces commissions, la CEE occupe une place particulière, car elle est un organe où se réunissent des pays socialistes et capitalistes pour examiner les problèmes concrets qui ont trait aux relations économiques. A cet égard, des progrès ont été réalisés, comme en témoignent les travaux du Groupe spécial pour l'étude des problèmes du commerce entre l'Est et l'Ouest. Le représentant de la Fédération syndicale mondiale estime que la détente internationale, le développement des relations entre l'Est et l'Ouest et l'élimination des séquelles du colonialisme permettront aux commissions économiques régionales d'exercer une action toujours plus fructueuse.

43. M. DE SEYNES (Sous-Secrétaire aux affaires économiques et sociales), répondant au représentant de l'Irak, indique que le Bureau économique et social des Nations Unies à Beyrouth a remplacé le Bureau régional des affaires sociales. Le Secrétariat est parfaitement conscient de l'insuffisance des services assurés par ce Bureau, et ce problème a été évoqué au cours des réunions qui ont eu lieu entre les secrétaires exécutifs des commissions économiques régionales et les membres du Secrétariat. Il est certain que le Bureau de Beyrouth ne peut

fournir qu'une faible partie des services dont bénéficient les pays membres d'une commission économique régionale. Toutefois, le Secrétariat espère pouvoir mettre sur pied un programme important d'activités. Une mission d'économistes a été envoyée à cet effet dans les pays intéressés : le rapport de cette mission sera prêt en septembre ou en octobre 1964. D'après les conclusions de ce rapport, le Secrétariat s'efforcera d'établir un programme qui, il faut l'espérer, permettra d'accroître les services destinés aux pays de la région.

44. Le PRÉSIDENT invite le Conseil à examiner les projets de résolutions qui figurent dans les rapports des quatre commissions économiques régionales. Il invite le Conseil à examiner d'abord le premier projet de résolution que la CEE propose au Conseil dans la quatrième partie de son rapport (E/3887).

45. M. PATIÑO (Colombie) fait observer que ce projet de résolution a trait aux conditions de réassurance, ce qui est un sujet extrêmement complexe. Apparemment, aucun membre du Conseil n'est prêt à voter, sans l'avoir suffisamment médité, un texte qui risque d'avoir des répercussions profondes. Le représentant de la Colombie propose donc que le Conseil renvoie ce projet de résolution au Comité économique pour examen et rapport.

46. M. BURR (Chili) appuie la proposition du représentant de la Colombie. Il doute d'autant plus qu'il convienne de voter ce projet de résolution que la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement a adopté sur le même sujet, une recommandation (voir E/CONF.46/139, annexe A.IV.23) qui ne coïncide manifestement pas avec le texte proposé par la Commission.

47. M. MIGONE (Argentine) appuie, pour les mêmes raisons, la proposition du représentant de la Colombie.

La proposition du représentant de la Colombie est adoptée.

A l'unanimité, le deuxième projet de résolution présenté par la CEE (E/3887, quatrième partie) est adopté.

A l'unanimité, le projet de résolution présenté par le CEAO (E/3876/Rev.1, quatrième partie) est adopté.

A l'unanimité, le projet de résolution présenté par la CEPAL (E/3857/Rev.2, quatrième partie) est adopté.

A l'unanimité, le projet de résolution présenté par la CEA (E/3864/Rev.1, quatrième partie) est adopté.

48. Le PRÉSIDENT signale que le texte français original du projet de résolution relatif aux rapports des commissions économiques régionales, présenté par l'Algérie, l'Argentine, le Chili, l'Equateur, l'Inde, l'Irak, le Sénégal et la Yougoslavie, vient d'être distribué. Il propose de suspendre la séance en attendant la distribution du texte dans les autres langues de travail.

La séance est suspendue à 17 h 35; elle est reprise à 18 h. 5.

49. M. VIAUD (France) fait observer que le projet de résolution se rapporte à plusieurs points de l'ordre du jour et notamment à un certain nombre de questions qui

ont fait l'objet des délibérations de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement. Il serait donc plus judicieux d'en renvoyer l'examen au moment où le Conseil aura terminé l'étude des conclusions de la Conférence au titre du point 4 de l'ordre du jour. D'autre part, le Conseil a pour principe de renvoyer les projets de résolutions importants à l'un des comités pour que celui-ci procède à un premier échange de vues. Il y aurait donc de grands avantages à renvoyer le projet de résolution au Comité économique, qui l'étudiera quand il abordera les problèmes posés par la Conférence sur le commerce et le développement. Un autre argument milite en faveur de cette solution : les comités du Conseil comprennent désormais vingt-sept membres qui peuvent non seulement discuter, mais encore faire des propositions, présenter des projets de résolutions et voter, alors qu'au Conseil le nombre des votants est limité à dix-huit. Il y a donc intérêt à ce que tous les membres du Comité économique puissent se prononcer.

50. M. PATIÑO (Colombie) déclare, sans vouloir commenter la question quant au fond, qu'il appuie le projet de résolution, à la présentation duquel il aurait participé s'il avait été avisé assez tôt.

51. M. PACHACHI (Irak) accepte d'attendre que le texte du projet de résolution ait été distribué dans toutes les langues de travail, mais il se réserve le droit de revenir par la suite sur la proposition du représentant de la France tendant à renvoyer le projet au Comité économique.

52. Le PRÉSIDENT propose que le Conseil diffère l'examen du projet de résolution jusqu'à ce que le texte ait été distribué dans toutes les langues de travail et jusqu'à ce que le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et le Secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement aient fait leurs déclarations; le Conseil décidera ensuite s'il y a lieu de renvoyer le projet de résolution au Comité économique.

Il en est ainsi décidé.

53. M. GRANT (Ghana) rappelle que le rapport de la CEA contient la résolution 94 (VI) où la Commission exprime le désir de voir admettre à ses sessions, comme membres associés, l'Angola, le Mozambique et le Sud-Ouest africain. Il demande au Secrétaire exécutif de la CEA d'indiquer quel est l'état de la question.

54. M. GARDINER (Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique) indique qu'il y a deux catégories principales de membres de la Commission : les membres de plein droit, qui sont tous les Etats indépendants d'Afrique, et les membres associés, qui sont les territoires non autonomes et les anciennes puissances métropolitaines. Il y a également deux autres catégories de participants, savoir les observateurs — généralement représentants d'Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies — et les visiteurs de marque. En l'état actuel des choses, il faut une décision du Conseil, en plus des décisions déjà prises, pour que l'Angola, le Mozambique et le Sud-Ouest africain deviennent membres associés de la Commission.

55. M. KOLB (Autriche) explique que si la délégation autrichienne n'a pas pris la parole au sujet des exposés faits par les quatre secrétaires exécutifs c'est parce que tout avait été dit, y compris sur la question dont le Conseil s'occupe maintenant. La position de l'Autriche envers ses amis africains est bien connue. Elle veut leur venir en aide, mais il s'agit ici d'un point délicat. M. Kolb, reprenant une suggestion faite par le représentant de l'Algérie à la 1318^e séance, serait d'avis de prier le Secrétaire général de faire une étude sur les aspects juridiques de la question, afin que la décision que le Conseil prendra ne risque pas de susciter des difficultés par la suite.

56. M. de SEYNES (Sous-Secrétaire aux affaires économiques et sociales) indique que le Service juridique de l'Organisation des Nations Unies est actuellement saisi de la question et que son avis sera sans doute connu avant la fin de la session du Conseil.

57. Le PRÉSIDENT propose de laisser la question en suspens jusqu'à ce que le Conseil ait reçu l'avis juridique demandé.

Il en est ainsi décidé.

La séance est levée à 18 h 25.

CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Trente-septième session

DOCUMENTS OFFICIELS

Jeudi 16 juillet 1964
à 10 h 45

PALAIS DES NATIONS, GENÈVE

SOMMAIRE

Page

Points 5 et 4 de l'ordre du jour:

Tendances économiques mondiales

Rapport de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement

Débat général 37

Président: Sir Ronald WALKER (Australie)

Présents:

Les représentants des Etats suivants, membres du Conseil: Algérie, Argentine, Australie, Autriche, Chili, Colombie, Equateur, Etats-Unis d'Amérique, France, Inde, Irak, Japon, Luxembourg, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sénégal, Tchécoslovaquie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Yougoslavie.

Les représentants des Etats suivants, membres supplémentaires des comités de session: Cameroun, Ghana, Indonésie, Iran, Italie, Mexique, République arabe unie, République-Unie du Tanganyika et de Zanzibar.

Les observateurs des Etats Membres suivants: Brésil, Bulgarie, Canada, Cuba, Espagne, Finlande, Hongrie, Irlande, Israël, Nouvelle-Zélande, Ouganda, Pakistan, Pologne, République centrafricaine, Roumanie, Suède, Uruguay.

Les observateurs des Etats non membres suivants: République fédérale d'Allemagne, Saint-Siège, Suisse.

Les représentants des institutions spécialisées suivantes: Organisation internationale du Travail, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, Banque internationale pour la reconstruction et le développement, Fonds monétaire international, Organisation mondiale de la santé, Union postale universelle, Commission intérimaire de l'Organisation internationale du commerce.

Le représentant de l'Agence internationale de l'énergie atomique.

POINT 5 ET 4 DE L'ORDRE DU JOUR

Tendances économiques mondiales (E/3902 et Add.1 à 4; E/CN.12/696 et Add.1 et 2; E/CN.14/239; E/ECE/535)

Rapport de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (E/3856, E/3932; E/CONF.46/139)

DÉBAT GÉNÉRAL

1. Le PRÉSIDENT souhaite la bienvenue au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et l'invite à

faire une déclaration au Conseil au sujet des points 4 et 5 de l'ordre du jour.

2. Le SECRÉTAIRE GÉNÉRAL déclare qu'il est particulièrement heureux de cette occasion qui lui est offerte de prendre la parole devant le Conseil, car l'examen annuel de la situation économique mondiale revêt à cette session une importance toute spéciale. Durant l'année écoulée, l'économie mondiale a continué de progresser assez rapidement dans la plupart des régions du monde. En Amérique du Nord, la reprise qui avait suivi la récession de 1961 s'est poursuivie en 1963; en Europe, les taux de croissance ont été plus modestes que les années précédentes, mais les gains ont néanmoins été sensibles; quant aux pays en voie de développement, ils ont profité du raffermissement des marchés des produits de base dans le monde et d'une amélioration des termes de l'échange

3. Dans toutes les régions, cependant, la croissance économique continue de se heurter aux mêmes obstacles, chômage persistant en Amérique du Nord, instabilité des prix en Europe occidentale et, dans les pays à économie planifiée, difficulté d'assouplir suffisamment la gestion économique. Si les recettes d'exportation des pays en voie de développement ont augmenté plus rapidement en 1963 que pendant les trois années précédentes, ces recettes se sont accrues beaucoup plus lentement durant les quatre dernières années que dans les autres régions du monde. Le corollaire inévitable a été une progression plus lente encore des importations, qui sont pourtant d'une telle importance pour accélérer l'industrialisation et le développement. Ainsi donc, alors que les taux moyens de croissance ont continué de progresser, l'écart entre les pays riches et les pays pauvres demeure néanmoins le problème principal de l'époque actuelle, et le dénuement total reste le lot de centaines de millions de personnes.

4. Si la situation économique continue d'être la préoccupation majeure, il convient cependant de noter un changement d'ordre politique qui s'est produit l'année passée. Désormais, l'on se rend davantage compte de la nécessité de mieux organiser la coopération internationale afin de progresser vers les objectifs de la Décennie des Nations Unies pour le développement et, de divers côtés, des initiatives importantes ont été prises à cet effet. L'une de ces initiatives est l'étude sur la liquidité internationale que le Fonds monétaire international a entreprise; une autre est constituée par les négociations actuellement en cours sur les tarifs, dans le cadre de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT). Mais l'événement le plus important, en raison de son envergure et de ses conséquences pour la coopération internationale dans le système des Nations Unies, a été la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement.

5. Le Secrétaire général a souvent répété que les tensions entre le Nord et le Sud sont fondamentalement aussi graves que les tensions entre l'Est et l'Ouest et que l'Organisation des Nations Unies a un rôle unique à jouer pour aider à atténuer les unes et les autres. Avant la Conférence, il pouvait paraître audacieux de vouloir faire un tel parallèle, mais maintenant on sait que le Sud peut grouper plus de 77 voix lorsqu'il entend s'affirmer. Par cette démonstration, la Conférence a peut-être marqué un tournant dans l'histoire des relations économiques internationales. La contribution qu'on peut attendre de ce groupe de 77 pays à la solution des problèmes mondiaux dépendra, dans une mesure importante, du rôle unique que l'ONU peut jouer pour concilier les divergences d'opinions. A cet égard, elle a déjà beaucoup fait pour réduire la tension entre les grandes puissances. Le Secrétaire général ne croit pas que la communauté des nations se divisera en blocs antagonistes par suite de l'apparition de cette distinction entre le Nord et le Sud, car l'interdépendance — que la menace d'un anéantissement nucléaire a obligé le monde à reconnaître — ne s'impose pas moins lorsque l'on débat de questions économiques et financières. D'ailleurs, l'Acte final de la Conférence (voir E/CONF. 46/139) a montré non seulement que peu de problèmes peuvent être résolus autrement que par des négociations, après plus ample étude de leur vraie nature et de leurs incidences, mais aussi qu'on ne peut traiter aucun problème hors du contexte d'une économie mondiale unique, dans laquelle on ne saurait dissocier le commerce de tout un complexe d'activités solidaires qui mettent en jeu les intérêts de toutes les nations. Dans ces conditions, le Secrétaire général est persuadé qu'une cohésion plus grande entre les pays peu développés favorisera la coopération économique à l'échelle mondiale et se révélera bienfaisante pour l'ensemble des Membres de l'ONU, à condition que les mécanismes de l'Organisation soient capables de donner forme et expression à cette coopération dans une perspective mondiale.

6. On a beaucoup parlé de mécanismes institutionnels à la Conférence; de nombreuses recommandations ont été adoptées en vue d'ajouter de nouveaux organes à l'appareil existant que constituent le Conseil et ses organes subsidiaires. Cela exige que l'on passe en revue et que l'on réévalue les fonctions de l'Organisation tout entière, et notamment celles du Conseil économique et social. Le Secrétaire général espère que l'élargissement prochain du Conseil assurera un accroissement d'efficacité qui, s'ajoutant à la puissante impulsion que la Conférence a donnée à l'ONU, pourra profiter à toutes les activités de l'Organisation.

7. Le Secrétaire général espère que le Conseil abordera cet examen et cette réévaluation dans un esprit de totale franchise. Certains doutes ont été formulés au cours de la Conférence touchant le rôle que le Conseil a joué jusqu'ici dans la recherche d'une solution des problèmes les plus importants du développement. Si le Conseil ne réagissait pas à ce mouvement d'opinion au cours des semaines à venir, il manquerait peut-être une occasion unique de renforcer tout le système des Nations Unies. Le Secrétaire général pense avant tout à l'importance d'un organisme de dimensions appropriées, occupant une position centrale dans un système international d'une complexité

sans cesse croissante, et fonctionnant sous l'autorité suprême de l'Assemblée générale. Le Conseil est appelé à harmoniser un grand nombre de programmes et d'activités différentes pour en faire un tout cohérent et judicieux. La création d'un Conseil du commerce et du développement doté d'organes subsidiaires pourra renforcer cet ensemble, à condition que l'on réussisse à intégrer les nouveaux organes dans les mécanismes existants. Les nouveaux comités qu'il s'agit de créer doivent être envisagés en relation avec ceux qui existent déjà dans la même sphère d'activités et avec le futur comité permanent qui sera chargé d'étudier de façon suivie l'afflux des capitaux et de l'assistance technique dans les pays en voie de développement. Indépendamment des dispositions à prendre pour raccorder les mandats et les programmes de travail, il peut être utile de se demander si, dans certains cas, les organismes existants et ceux que l'on se propose de créer ne pourront pas être adaptés les uns aux autres de manière qu'un même organe subsidiaire serve à la fois le Conseil économique et social et le futur Conseil du commerce et du développement. Faute de telles précautions, l'efficacité de l'Organisation risquerait de souffrir de l'existence de trop nombreux comités. Le Secrétaire général espère que le Conseil accordera toute l'attention nécessaire à ce problème. Tout manque de coordination à l'échelon intergouvernemental nuirait gravement aux efforts qu'il fait pour organiser les ressources du Secrétariat et risquerait de rendre irrémédiablement confuse la structure des Nations Unies, que l'on espère au contraire améliorer en fusionnant le Fonds spécial et le PEAT.

8. Quelle que soit l'importance que revêtent ces questions de structure, il ne faut jamais oublier que le progrès économique perd toute signification s'il n'est pas étroitement lié aux aspirations sociales, et qu'il peut être dangereusement compromis s'il ne tient pas pleinement compte des conditions sociales du développement. Aussi le commerce et les investissements doivent-ils être considérés dans le contexte général des structures sociales existantes. Par ailleurs, dans toute société, il est indispensable aujourd'hui que, d'une manière ou d'une autre, l'on considère les choses sous l'angle universel; à défaut d'une telle optique, de nombreuses questions — les conséquences économiques et sociales du désarmement, par exemple — ne peuvent être étudiées convenablement.

9. Pour ce qui est de l'économie mondiale, il faut que ceux qui peuvent contribuer à ses progrès et à son expansion sachent de quelle manière les diverses mesures que prennent à tout moment les gouvernements et les organismes internationaux l'influencent et la façonnent. Il est absolument indispensable de procéder à une évaluation continue de la situation économique mondiale, d'où la nécessité sur le plan international d'une étude complète, systématique et suivie des programmes tant nationaux qu'internationaux, afin de donner plus de force et de cohésion aux efforts très dispersés, souvent sans lien entre eux, qui sont entrepris actuellement en vue du développement. Il s'agit là d'une tâche capitale et qui est l'une des attributions majeures du Conseil aux termes de la Charte. Il faudrait donc, à la présente session, prendre certaines dispositions pour permettre au Conseil de mieux s'acquitter de cette tâche que par le passé, en profitant

peut-être de ce que l'Assemblée générale lui a demandé d'envisager la création d'un nouveau comité permanent.

10. Il convient de rappeler que l'Assemblée générale a établi un cadre institutionnel très large qui rend possible cet examen continu. L'entente réalisée à l'Assemblée générale sur l'opportunité de fixer un objectif de croissance à la Décennie du développement a révélé que non seulement la communauté internationale se reconnaît responsable du développement des pays sous-équipés, mais encore que cette responsabilité implique la réalisation d'un taux minimal de croissance. Par sa résolution 1844 (XVII), l'Assemblée générale a désigné l'année 1965 comme l'Année de la coopération internationale; ce sera une bonne occasion de faire, à mi-chemin, une première évaluation des résultats obtenus dans la réalisation des objectifs de la Décennie. Le Secrétaire général entend que l'*Etude sur l'économie mondiale* et le *Rapport sur la situation sociale dans le monde*, qui doivent être soumis au Conseil en 1965, soient consacrés à une étude et à une évaluation approfondies des progrès réalisés et des perspectives d'avenir. Mais l'effort spécial qui devra être fait à l'occasion de l'Année de la coopération internationale devrait devenir quelque chose de permanent. Le système des Nations Unies est déjà convenablement doté des instruments nécessaires pour suivre la plupart des activités entreprises dans le domaine du développement; mais il n'existe pas d'organe spécial chargé de suivre l'évolution de l'ensemble des plans et programmes de développement, tant nationaux qu'internationaux. Cela pourrait paraître surprenant s'il n'était pas sous-entendu que l'une des tâches essentielles du Conseil est justement de procéder à cet examen constant. Les objectifs que l'Assemblée générale a solennellement adoptés et que la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement a réaffirmés risqueraient de devenir quelque chose d'embarrassant ou de purement théorique en l'absence d'un dispositif approprié capable de déterminer exactement, clairement et totalement où en est leur réalisation. Si le Conseil parvient à prendre les dispositions voulues pour remplir cette fonction, il aura fait un grand pas en avant. Il se sera ainsi acquitté plus complètement des responsabilités qui lui incombent et qui consistent à fournir la vue d'ensemble indispensable à la poursuite d'une stratégie globale.

11. Pour terminer, le Secrétaire général déclare qu'à son avis ce qui caractérise actuellement la situation économique mondiale, c'est, d'une part, que les pays en voie de développement sont plus résolus que par le passé à défendre leur cause et, d'autre part, que les pays industrialisés sont plus disposés à les écouter, de sorte que les chances sont meilleures pour que partout l'on comprenne mieux les problèmes en jeu. Il espère que la présente session sera une occasion d'agir de façon plus concertée et sur un plus large front en vue d'atteindre les objectifs de la Charte.

12. M. PREBISCH (Secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement) remercie le Secrétaire général de lui avoir donné la possibilité de jouer un rôle au cours de cette historique Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement. Il est reconnaissant au Conseil économique et social de l'aide importante que celui-ci a apportée lors

des travaux préparatoires de la Conférence et il désire exprimer tout particulièrement sa gratitude au Sous-Secrétaire aux affaires économiques et sociales dont les conseils et l'appui, notamment lors des délicates phases finales de la Conférence, ont été pour lui d'un prix inestimable. Les secrétaires exécutifs des commissions économiques régionales et leurs collaborateurs ont, eux aussi, apporté un concours extrêmement utile, de même que les institutions spécialisées, en particulier la FAO.

13. Pour porter un jugement sur la valeur de la Conférence, il ne suffit pas de prendre uniquement en considération ses résultats immédiats et concrets, mais il faut la placer dans sa vraie perspective historique en comparant son œuvre à celle de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et l'emploi, qui s'est tenue à La Havane en 1947-1948. Des idées qui avaient paru nouvelles et discutables à La Havane ont été acceptées à Genève. M. Prebisch estime que si son rapport présente quelque intérêt, c'est dans la mesure où il reflète clairement les idées qui ont pris corps et se sont affirmées depuis la Conférence de La Havane.

14. Le résultat le plus important de la Conférence est peut-être la reconnaissance du fait que, pour intensifier leur croissance économique et faire face à leurs besoins en capitaux et en autres biens, les pays en voie de développement doivent compter sur leurs recettes d'exportation. La Conférence a également reconnu que les pays en voie de développement ne pourront pas accélérer leur croissance économique si des mesures spéciales ne sont pas prises en vue de remédier au déséquilibre de la balance des paiements. Il est sans doute trop tôt pour espérer que la reconnaissance de ce fait se traduira par la fixation d'objectifs quantitatifs précis, tant sur le plan du commerce que sur celui des mesures financières; cependant, les pays socialistes ont fait savoir qu'ils ont eux-mêmes fixé des objectifs quantitatifs à leurs importations, ce qui constitue un pas dans la bonne direction.

15. La Conférence a recommandé trois moyens pour neutraliser la tendance au déséquilibre de la balance des paiements, à savoir des ententes relatives aux produits de base, l'exportation des produits industriels des pays en voie de développement vers les pays développés, et des transferts de ressources financières internationales.

16. En ce qui concerne les produits de base, la Conférence a reconnu la nécessité d'élargir la teneur des ententes relatives à ces produits et d'y inclure des dispositions relatives à la stabilisation des prix, à l'accès aux marchés et à la concurrence des produits synthétiques. Il a été décidé que la future Commission des ententes et directives relatives aux produits de base devra élaborer au début de l'année prochaine un programme de travail concernant les produits de base, en se préoccupant plus spécialement de la question de l'organisation internationale des marchés de ces produits.

17. En ce qui concerne les exportations de produits industriels, il convient de mentionner une recommandation très importante qui affirme la nécessité d'accroître le volume des exportations de produits industriels des pays en voie de développement vers les pays développés. Cette question a fait l'objet d'une discussion très poussée et le Royaume-Uni a présenté un plan en vertu duquel

les préférences du Commonwealth s'appliqueront à tous les pays en voie de développement. Un pays membre de la Communauté économique européenne s'est prononcé en faveur d'une politique de préférences sélectives et cette idée a reçu l'appui des pays du Marché commun. Il est évident que, si l'on adopte un système étendant les préférences à tous les pays, ce système devra être approuvé par tous les pays industrialisés. Il faut donc espérer que cette idée sera approfondie à d'autres réunions et qu'une politique pratique de préférences s'en dégagera. C'est dans ce but que la Conférence a recommandé au Secrétaire général de l'ONU de charger un comité d'experts d'étudier les meilleures méthodes permettant d'appliquer un système préférentiel.

18. En ce qui concerne les mesures financières, les idées qui avaient été débattues au Conseil, à l'Assemblée générale et dans les commissions économiques régionales ont finalement porté leurs fruits. La recommandation de la Conférence sur les mesures financières supplémentaires est d'une importance particulière. Selon cette recommandation, un pays qui établit son plan de développement économique sur la base d'une projection déterminée de ses exportations et qui constate par la suite que la situation ne justifie pas cette projection, aura le droit de demander que sa situation soit examinée et de bénéficier, dans les cas appropriés, de ressources financières supplémentaires. En adoptant cette recommandation, la Conférence a franchi un pas décisif vers la reconnaissance du phénomène de la détérioration des termes de l'échange. On avait parfaitement compris, au début de la précédente décennie, qu'il était nécessaire d'accroître les ressources financières internationales mises à la disposition des pays en voie de développement. En 1950, les ressources transférées à ce titre représentaient seulement 0,3 % des recettes d'exportation de la totalité des pays en voie de développement. En 1962, le chiffre correspondant a atteint 0,7 %, mais ce résultat n'apparaît pas très satisfaisant si l'on considère que, par suite de la perte de recettes subie pendant la même période par les pays en voie de développement, en raison de la détérioration des termes de l'échange, la proportion réelle des ressources financières reçues par eux ne dépasse toujours pas 0,3 %. Cette neutralisation sera compensée par le transfert, à ces pays, de ressources financières supplémentaires.

19. Une modification importante a également été apportée à la recommandation contenue dans la résolution 1522 (XV) de l'Assemblée générale, selon laquelle les pays développés devraient verser aux pays en voie de développement 1 % environ de leur revenu national. Dans la recommandation adoptée par la Conférence, ce 1 % doit représenter le montant minimum net de la contribution des pays développés.

20. Par suite de la complexité des problèmes que la Conférence a été appelée à discuter, on a été amené à recommander qu'elle devienne un organe de l'Assemblée générale, qu'elle soit convoquée au moins une fois tous les trois ans et qu'un Conseil du commerce et du développement soit créé en tant qu'élément constitutif du Secrétariat de l'ONU. Si ces propositions sont adoptées par l'Assemblée générale, l'ONU disposera d'instruments plus efficaces pour s'occuper méthodiquement des problèmes du commerce. La recommandation sur ce point n'est toute-

fois pas complète, car il n'a pas été possible d'introduire dans le nouveau système une procédure de conciliation qui fournirait une base pour les accords à conclure entre pays développés et pays en voie de développement. La complexité des problèmes à résoudre rend nécessaire une telle procédure, car il est de peu d'utilité d'adresser des recommandations aux gouvernements si ceux dont dépend l'application pratique de ces recommandations ne les acceptent pas. La recommandation adoptée par la Conférence charge le Secrétaire général de l'ONU de constituer un comité spécial qui devra prendre une décision sur cette question importante avant l'Assemblée générale. Il a été reconnu qu'un vote à la majorité est ici dépourvu de sens; toutefois, cela ne diminue en rien la valeur des votes majoritaires sur la série de recommandations qui a rendu la conscience mondiale attentive à la situation des pays en voie de développement. L'expression des aspirations et des vues de la majorité a de toute évidence beaucoup contribué à promouvoir les idées qui tendent maintenant à s'imposer dans le monde.

21. Avant la réunion de la Conférence, la presse mondiale avait prophétisé qu'elle se solderait par un échec total. S'il n'en a pas été ainsi, on le doit pour une large part à l'esprit de coopération et de coordination dont les pays en voie de développement ont fait preuve, à l'échelon régional tout d'abord et ensuite à l'échelon mondial. Cette coordination a montré la force des pays en voie de développement du monde entier, qui sont désormais conscients du rôle qu'ils sont à même de jouer. Un fait important dont il importe de prendre note est que les pays en voie de développement sont décidés à donner leur propre interprétation des phénomènes économiques et sociaux du temps présent et à proposer les solutions qui leur paraissent indiquées.

22. On a demandé parfois pourquoi l'on a tellement insisté sur le commerce extérieur et sur les mesures financières plutôt que sur la réforme de la structure interne des pays en voie de développement. Personne ne conteste que les pays en voie de développement doivent modifier leur structure interne. Toutefois, si les tendances économiques qui ont prévalu au cours des quinze dernières années persistent, il ne servira à rien de changer la structure économique et sociale des pays en voie de développement. Plus l'aide que ces pays recevront du dehors sera grande, moins ils auront de difficultés à opérer ces changements intérieurs.

23. M. THOMAS (Royaume-Uni) félicite le Secrétariat de la façon complète et objective dont les questions ont été traitées dans les documents dont le Conseil est saisi. Ces documents révèlent certains faits nettement encourageants. C'est ainsi que l'expansion de la production entre 1962 et 1963 a probablement bénéficié à un plus grand nombre de pays et a été plus uniforme dans les principales régions du monde que durant les années précédentes; l'accroissement moyen du produit national brut des pays exportateurs de produits primaires s'est maintenu à 5 %; et le renversement de la tendance à la baisse des prix des produits de base a permis en 1963 une certaine amélioration des termes de l'échange des pays exportateurs de produits primaires et, par voie de conséquence, une amélioration du pouvoir d'achat de leurs exportations. La production

manufacturière des pays producteurs de produits primaires augmente constamment. Un autre fait encourageant est la croissance vigoureuse de leurs échanges internationaux. De leur côté, les pays industrialisés à économie de marché ont maintenu un taux d'expansion satisfaisant.

24. Toutefois, des difficultés restent à surmonter, aussi bien dans les pays développés que dans les pays en voie de développement. L'une de celles-ci est l'insuffisance de la production agricole d'un certain nombre de pays de production primaire qui, s'ajoutant à l'accroissement rapide de la population, tend à rendre précaire le progrès. Autre source d'inquiétude : les divers obstacles qui s'opposent à un développement sensible des pays tributaires de l'exportation de certains produits primaires. Le phénomène le plus encourageant de l'année écoulée a été la tendance croissante à la coopération tant sur le plan régional que sur le plan mondial, et plus d'un des documents dont le Conseil est saisi insiste pour que l'on envisage les problèmes économiques dans une optique régionale plutôt que nationale.

25. Il ne fait pas de doute que la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement a été l'événement le plus important de l'année dans le domaine économique international. Le Gouvernement du Royaume-Uni estime que la Conférence a été un succès. Elle représente une étape particulièrement significative dans l'effort continu accompli — aussi bien dans les pays développés que dans les pays en voie de développement — pour résoudre les problèmes de ces derniers. La Conférence est tout d'abord parvenue à un accord total sur les recommandations relatives à un certain nombre de questions importantes. Le représentant du Royaume-Uni rappelle à cet égard la recommandation sur les mesures financières supplémentaires (E/CONF.46/139, annexe A. IV. 18), présentée par les délégations de la Suède et du Royaume-Uni, qui décrit un mécanisme permettant de fournir une assistance financière supplémentaire aux pays en voie de développement dont les plans de développement se trouveraient désorganisés par les mouvements à long terme des recettes d'exportation. Ce projet a été adopté à une majorité écrasante aussi bien des pays développés que des pays en voie de développement et le Gouvernement britannique attend avec intérêt les résultats des dispositions que prend actuellement la BIRD. La Conférence a adopté aussi deux recommandations détaillées sur l'exportation d'articles manufacturés par les pays en voie de développement (*ibid.*, annexes A.III.6 et 7) et une recommandation importante sur la croissance et l'aide, qui invite les pays développés à consacrer à l'assistance économique au moins 1 % de leur revenu national (*ibid.*, annexe A.IV. 2).

26. En deuxième lieu, la Conférence a dégagé un certain nombre de problèmes essentiels qui exigent de plus amples travaux. C'est ainsi qu'elle a recommandé l'établissement d'un comité chargé, après examen, d'élaborer la meilleure méthode de mise en œuvre du principe selon lequel les pays développés devraient accorder des préférences aux pays en voie de développement. D'autres recommandations ont été adoptées dans de nombreux domaines, où il faudra poursuivre les études, les négociations et la coopération.

27. D'une importance plus grande encore est l'accord intervenu sur la question du nouveau mécanisme institutionnel. La Conférence doit être considérée comme une étape significative dans un processus continu, et M. Thomas espère que le mécanisme envisagé contribuera beaucoup aux progrès dans ce domaine. La tâche principale de ce mécanisme sera, selon la recommandation de la Conférence de « favoriser l'expansion du commerce international, principalement en vue d'accélérer le développement économique » (*ibid.*, annexe A. V.1, par.3 a); La délégation britannique accepte cette définition et appuie les propositions relatives à l'établissement de nouvelles institutions, à l'efficacité desquelles elle contribuera de son mieux.

28. Le représentant du Royaume-Uni n'entend pas examiner en détail les recommandations de la Conférence sur les nouvelles dispositions institutionnelles. Il tient cependant à appeler l'attention du Conseil sur deux points capitaux qui sont à la base de toutes les décisions prises à la Conférence et, plus particulièrement, des propositions relatives aux dispositions institutionnelles. Ces deux points découlent de la Charte, et il importe de ne pas perdre de vue que les nouvelles institutions seront soumises aux dispositions de la Charte et que les principes de la Charte s'appliqueront à leurs travaux.

29. Le premier de ces deux points est la nécessité d'une coopération totale entre les pays en voie de développement et les pays développés. L'objectif doit être d'arriver à des résultats pratiques se traduisant par des avantages concrets pour les pays en voie de développement. Pour atteindre ce but, les activités du nouvel organe devront être empreintes de l'esprit de coopération qui a permis à la Conférence de parvenir à un accord si poussé sur tant de sujets délicats. Ce n'est que grâce à la coopération que des progrès peuvent être accomplis et la Conférence l'a reconnu dans ses recommandations, qui envisagent qu'une procédure de conciliation doit être arrêtée par l'Assemblée générale en ce qui concerne les propositions particulières. Les résolutions ne peuvent rien changer aux problèmes économiques; seuls, les efforts en commun de tous les pays du monde travaillant ensemble dans un esprit de coopération peuvent résoudre ces problèmes. C'est pourquoi la délégation du Royaume-Uni se félicite particulièrement qu'au paragraphe 4 de la Déclaration commune, les 77 pays en voie de développement expliquent qu'« ils ont également accepté ces résolutions parce qu'ils reconnaissent qu'il faut que tous les pays s'unissent dans l'effort. C'est avec ce but en vue qu'ils ont opté pour un degré d'accord le plus large possible plutôt que d'affirmer leurs aspirations par des décisions majoritaires » (*ibid.*, annexe B). M. Thomas est convaincu que, si cet esprit de coopération persiste, les travaux de la Conférence se poursuivront avec succès dans les nouvelles institutions. Il importe que cet esprit se manifeste au cours des présents débats et plus tard aussi, afin d'opposer un démenti à ceux qui ont essayé de représenter la Conférence et les nouvelles institutions qu'elle propose de créer comme un champ clos où s'affrontent pays riches et pays pauvres.

30. Le second point capital est la nécessité d'assurer la coordination des travaux des nouveaux mécanismes institutionnels avec ceux des institutions existantes. La

coopération entre les gouvernements constitue certes une condition essentielle du succès, mais la coordination des travaux des organismes très divers de l'ONU qui exercent une activité dans le domaine du développement économique et social est également d'une importance vitale. Si la coordination est étroite et efficace, il en résultera des avantages nets pour les pays en voie de développement. En l'absence d'une telle coordination, par contre, on aboutira à un sentiment de frustration et au gaspillage de ressources déjà peu abondantes. C'est pourquoi le Royaume-Uni attache de l'importance au fait que la Conférence, dans sa recommandation sur les institutions (*ibid.*, annexe A.V.1), a souligné avec insistance la nécessité de la coordination. Le Royaume-Uni estime également qu'il importe de laisser au Conseil, conformément à la Charte, ses attributions en matière de coordination des activités économiques du système des Nations Unies. M. Thomas est convaincu que, lorsque l'Assemblée générale examinera les recommandations, elle tiendra compte de la nécessité d'assurer une coordination satisfaisante avec celles des institutions existantes qui s'occupent également de questions qui touchent au commerce international. Les « négociations Kennedy » sur les tarifs douaniers, dont la préparation se poursuit, constituent un domaine important d'action pratique. Il sera indispensable aussi que les nouvelles institutions soient en relations suivies avec la BIRD et avec les autres institutions financières des Nations Unies, de même qu'avec les autres institutions spécialisées, et qu'elles tiennent compte des arrangements actuels axés sur le Conseil. Il n'y aura pas de difficultés à redouter si l'on tient compte de deux principes, à savoir la nécessité d'une répartition rationnelle et nettement définie des tâches parmi les différents organes intéressés et la nécessité de développer et d'intensifier la coopération et la coordination étroites entre les diverses organisations des Nations Unies, qui ont été mises au point par le Conseil au cours des années conformément à l'Article 63 de la Charte.

31. Le succès de la Conférence est dû pour une large part à la patience et à la compétence tant de son Président que de son Secrétaire général qui, au cours des phases finales de la session, ont littéralement travaillé jour et nuit pour réaliser le degré d'accord important qui a pu être enregistré en fin de compte.

32. M. Thomas ne pense pas qu'il serait opportun que le Conseil rouvre le débat sur le fond du rapport. Le Conseil a certes le pouvoir de développer ou de modifier les recommandations de la Conférence, mais la délégation du Royaume-Uni pense que ce serait commettre une erreur et risquer de perturber l'équilibre qui a été réalisé dans l'Acte final au prix d'efforts extraordinaires. L'orateur espère que le Conseil adoptera une résolution prenant acte du rapport de la Conférence et le transmettant avec approbation à l'Assemblée générale.

33. M. LEKIC (Yougoslavie) dit que la délégation yougoslave a constamment soutenu les nouveaux Membres de l'ONU qui entendaient être représentés au Conseil, estimant que la présence de leurs représentants serait la garantie de travaux plus efficaces.

34. Du nouveau s'est produit dans les relations économiques internationales. L'économie mondiale classique

de la fin du siècle dernier et du début de celui-ci a été définitivement remplacée par une économie mondiale en pleine expansion dans laquelle il importe que les pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine qui viennent d'accéder à l'indépendance trouvent place en tant que partenaires actifs et égaux. Les progrès politiques et sociaux qui ont été réalisés, les aspirations croissantes des masses et les progrès de la science et de la technique ouvrent d'énormes possibilités et exigent une accélération de l'expansion économique dans une économie mondiale de plus en plus interdépendante. La promotion de la croissance économique ne répondra pas seulement aux aspirations légitimes des pays en voie de développement, mais créera les conditions d'une expansion économique des pays industrialisés et favorisera la compréhension et la coopération internationales. Pour être à la hauteur de la situation, il faut entreprendre une action internationale positive et adopter de propos délibéré des mesures internationales visant, avant tout, à faire du commerce et du financement internationaux les instruments d'un progrès économique permanent.

35. La signification historique de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement tient précisément au fait qu'elle a traduit le changement de situation de l'économie mondiale et proposé une série de mesures tendant à l'amélioration de la coopération en matière de commerce et de financement internationaux, amélioration que l'évolution récente a rendue nécessaire.

36. La Conférence a joué un rôle prédominant dans les efforts accomplis pour promouvoir la coopération internationale, non seulement parce qu'elle a été la réunion la plus nombreuse de personnalités politiques éminentes qui ait jamais eu lieu, mais plus encore en raison de l'attitude positive adoptée par les pays participants à l'égard des impératifs nouveaux d'une économie mondiale en expansion et de l'accélération de la croissance économique. Lors des conférences antérieures sur les problèmes de l'économie mondiale, on avait cherché à revenir aux processus économiques d'un monde révolu ou à restaurer des relations économiques désuètes et c'est pourquoi ces conférences avaient donné des résultats médiocres et limités. La Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, au contraire, a examiné les besoins réels d'une économie mondiale en expansion, les besoins de coopération entre les pays parvenus au même niveau de développement, entre les pays ayant atteint des niveaux de développement différents et entre les pays ayant des systèmes sociaux et économiques différents. Les représentants de 119 pays ont étudié des propositions visant à modifier les règles et les principes qui régissent le commerce international et ont proposé l'adoption de nouvelles politiques internationales en matière de commerce et de développement, qui devront permettre d'établir une nouvelle division internationale du travail et d'introduire dans la production et le commerce mondiaux des changements structurels qui poseront les fondements internationaux de la diversification des économies et de l'industrialisation des pays en voie de développement et favoriseront l'expansion dynamique de toute l'économie mondiale. La Conférence a amorcé un processus de recherche de solutions durables aux problèmes du développement économique et la progres-

sion de la coopération économique internationale conformément aux nouvelles exigences de l'économie mondiale en voie d'expansion.

37. Les tendances économiques mondiales et la situation des pays en voie de développement dans l'économie mondiale ont été traitées de manière compétente dans le rapport de la Conférence (voir E/CONF.46/139). La connaissance de ces phénomènes s'est beaucoup accrue, mais la conscience du monde n'est pas pleinement éveillée. Il est préoccupant de constater que le résultat général des échanges économiques internationaux est l'accroissement de l'écart qui sépare les centres industriels et le monde périphérique.

38. L'expansion des relations commerciales et économiques en général entre les pays occidentaux industrialisés et les pays socialistes reste considérablement inférieure aux possibilités. Des obstacles administratifs, économiques et commerciaux entravent les échanges de marchandises, mais le développement encourageant des relations économiques entre ces pays, au cours des toutes dernières années, montre clairement que les efforts tentés en vue d'élargir la coopération ont des chances de contribuer à la normalisation et à la promotion du commerce entre pays à systèmes sociaux et économiques différents et, partant, à l'expansion du commerce mondial dans son ensemble.

39. L'inégalité du développement économique et l'incertitude des conditions de transformation économique et d'émancipation des pays qui viennent d'accéder à l'indépendance sont toujours au centre des problèmes de l'économie mondiale et ont des chances d'y rester encore longtemps. En raison des règles et des principes qui régissent actuellement le commerce international et l'évolution du marché mondial, on continue à constater que le processus de développement a tendance à être accompagné du déséquilibre de la balance extérieure. La position des pays en voie de développement dans l'économie mondiale est déterminée par le fait que les disparités de la demande mondiale, se conjuguant avec les politiques protectionnistes et discriminatoires des pays industrialisés, entraînent un retard dans la croissance des exportations mondiales de produits primaires par rapport à la croissance des exportations industrielles. En même temps, les différences de structure entre les centres industriels et le reste du monde augmentent les difficultés des pays en voie de développement et accentuent la détérioration de leurs termes de l'échange. Le résultat inévitable est que les besoins d'importation des pays en voie de développement, stimulés par le processus rapide de diversification et d'industrialisation, augmentent plus vite que leurs exportations et que leurs recettes d'exportation. Le déséquilibre de la balance extérieure qui en résulte ne peut pas être corrigé par des exportations industrielles en provenance des pays en voie de développement, en raison de l'importance modeste de leur industrie et de leur économie et des difficultés qu'ils rencontrent sur les marchés des pays industrialisés. Les progrès significatifs réalisés dans la période d'après guerre en matière de financement public international et de programmes d'assistance économique restent également inférieurs à ce qu'exige une transformation de l'économie. Au cours des toutes dernières années, la contribution

que le financement international a apportée à la modernisation de l'économie des pays en voie de développement a été largement neutralisée par les importantes sorties de capitaux destinées à rembourser les dettes de ces pays et à couvrir les dépenses invisibles.

40. L'équilibre instable de la balance extérieure des pays en voie de développement est décrit au paragraphe 21 de l'Acte final de la Conférence. L'effet immédiat de leur position dans l'économie mondiale et des tendances actuelles du marché mondial est l'écart persistant entre, d'une part, leur croissance économique annuelle par habitant et, d'autre part, leurs besoins, les objectifs minimaux de la Décennie des Nations Unies pour le développement et l'expansion correspondante des pays industrialisés.

41. Les tendances économiques mondiales révèlent par ailleurs l'incidence des déficiences structurelles des pays en voie de développement sur leur taux d'expansion économique. Malgré les avantages que l'augmentation des prix des produits de base en 1963 et 1964 a procurés à ces pays et malgré l'augmentation consécutive du pouvoir d'achat de leurs exportations, l'écart entre la production mondiale de produits de base et celle d'articles manufacturés continue d'être prononcé.

42. Il est parfaitement compréhensible que la Conférence n'ait pas été en mesure, en un temps relativement court, de trouver des solutions à tous les problèmes complexes du développement économique et de la coopération internationale. Il ne fait pas de doute que certains des résultats obtenus sont loin de répondre aux besoins et à l'attente des pays en voie de développement, mais si l'on considère la Conférence comme un effort collectif des pays en voie de développement, d'une part, et des pays socialistes et industrialisés, de l'autre, les progrès réalisés sont de la plus haute importance. La délégation yougoslave juge remarquables les résultats obtenus et elle est convaincue qu'ils créeront des conditions propices à l'accélération de la croissance économique des pays en voie de développement et au progrès de l'ensemble de l'économie mondiale.

43. La Conférence a été convoquée parce qu'il était urgent que la communauté internationale prenne des mesures systématiques en vue de résoudre les graves difficultés qui empêchent les pays en voie de développement d'accélérer leur développement économique, d'améliorer leur niveau de vie et de diminuer l'écart qui les sépare des régions développées du monde. Elle a été convoquée en raison de la conviction croissante que l'élimination des différences et des inégalités qui existent dans l'économie mondiale est de l'intérêt commun de tous les pays et que l'expansion économique des pays en voie de développement est donc un problème qu'il faut essayer de résoudre au plus vite dans le cadre de la coopération économique internationale.

44. Il est extrêmement significatif que la Conférence ait noté à l'unanimité que l'accélération du développement économique des pays en voie de développement est une condition fondamentale du développement de l'ensemble de l'économie mondiale et que la réalisation de cet objectif est à la fois de l'intérêt de la communauté internationale tout entière et de chaque pays pris séparément.

Un grand nombre d'accords et de recommandations ont été fondés sur ce principe. Certaines recommandations ont également été adoptées en vue de modifier progressivement les pratiques et les principes des relations commerciales et économiques qui favorisent l'inégalité des rapports économiques dans le monde et aggravent sans cesse la situation de l'écrasante majorité de l'humanité. Une telle situation est non seulement incompatible avec les besoins de tous les pays en matière de développement, mais constitue aussi une cause permanente d'aggravation des relations politiques internationales à un moment où l'on commence à voir couronnés de succès les efforts accomplis pour faire prévaloir une politique de coexistence active et pacifique. Il est très important que la Conférence ait unanimement reconnu qu'il incombe à la communauté internationale de prendre des mesures en vue de soutenir de manière systématique les pays en voie de développement dans leurs efforts pour améliorer le niveau de vie de leur population. Ces mesures devraient aboutir à une division internationale du travail plus rationnelle et plus équitable et s'accompagner de changements structurels appropriés dans l'économie et le commerce mondiaux.

45. Il faut souligner tout particulièrement l'opinion unanimement admise selon laquelle le développement économique doit être une préoccupation et une obligation pour toute la communauté internationale. La Conférence a indiqué les grandes lignes des mesures économiques nationales et internationales qu'il faudrait prendre pour éliminer les obstacles qui s'opposent à un développement rapide et satisfaisant de l'économie mondiale. Elle a fait ressortir que le commerce est l'un des instruments essentiels et efficaces du développement économique et a insisté particulièrement sur les mesures propres à encourager un accroissement des recettes d'exportation des pays en voie de développement. Bien que la Conférence ne soit pas parvenue à résoudre toutes les questions dont elle était saisie, il est hors de doute qu'elle a ouvert la voie à leur solution future et obtenu déjà un certain nombre de résultats.

46. Il est à peine nécessaire de souligner que les pays en voie de développement, lorsqu'ils ont présenté leurs propositions en vue de la solution des problèmes économiques fondamentaux, partaient du principe que l'accélération du développement de leur économie incombe au premier chef à eux-mêmes. Ces pays sont décidés à intensifier leurs propres efforts en mobilisant l'ensemble de leurs ressources nationales en vue de l'industrialisation, du développement de l'agriculture, de la diversification de la production et du commerce extérieur dans le cadre de leurs plans nationaux de développement. La réalisation de ces efforts ne va pas toutefois sans présenter de sérieuses difficultés qui ne peuvent être éliminées que par une vaste action internationale coordonnée.

47. Dans l'ensemble, les décisions et les recommandations de la Conférence auront une influence sur les poli-

tiques du commerce et du développement dans le monde. Il convient toutefois de noter qu'en raison du peu d'empressement de quelques pays industrialisés à économie de marché, il n'a pas été possible de parvenir à un accord sur toutes les questions fondamentales touchant l'ensemble des mesures proposées par les pays en voie de développement. D'autres efforts seront nécessaires si l'on veut résoudre bon nombre de questions selon les principes adoptés par la Conférence.

48. Les pays en voie de développement ont déployé de grands efforts dans leur recherche constructive de solutions aux problèmes pendants. Ils sont parvenus à une totale unité d'action qui sera d'une grande importance lorsqu'on essaiera de résoudre d'autres problèmes économiques mondiaux. Ils ont témoigné d'un sens élevé de leurs responsabilités dans la lutte pour l'établissement de relations nouvelles fondées sur l'égalité et pour la satisfaction de leurs justes revendications.

49. Les travaux de la Conférence n'ont pas confirmé l'opinion quelque peu sceptique de ceux qui pensaient qu'il s'agissait d'une conférence des pays en voie de développement; tous les pays participants — en voie de développement, industrialisés ou socialistes — ont montré qu'ils étaient conscients de la communauté et de l'interdépendance croissantes de leurs intérêts. En conséquence, tous les Etats Membres de l'ONU sont devenus conjointement responsables de l'application des recommandations et des décisions de la Conférence et de l'élaboration des politiques internationales nécessaires dans le domaine du commerce et du développement.

50. Le Conseil doit, avant tout, souligner que la Conférence a été un événement de première importance. Il doit noter que l'Acte final a exprimé les besoins nouveaux et les nouvelles aspirations et traduit les efforts déployés par les Etats Membres de l'ONU pour parvenir à un accord sur des politiques internationales neuves et plus dynamiques en matière de commerce et de développement. Les gouvernements de tous les pays, l'ONU et tous ses organes, les commissions économiques régionales, les institutions spécialisées et toutes les autres organisations internationales compétentes ont une grande responsabilité en ce qui concerne l'application des mesures proposées par la Conférence. Le Conseil doit se féliciter des résultats de la Conférence et appuyer les mesures qu'elle a prises. Le représentant de la Yougoslavie espère que les Etats représentés au Conseil et qui à la Conférence ont fait partie du Groupe des 77 pays en voie de développement établiront un projet de résolution sur le point de l'ordre du jour qui est à l'étude. La délégation yougoslave pense que tous les membres du Conseil seront d'accord pour reconnaître l'importance historique de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement.

La séance est levée à 13 h 15.

DECLARATION DU SECRETAIRE GENERAL DE LA CONFERENCE
DES NATIONS UNIES SUR LE COMMERCE ET LE DEVELOPPEMENT
A LA 1320ème SEANCE PLENIERE DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL,
16 JUILLET 1964

Monsieur le Président, Monsieur le Secrétaire général des Nations Unies,
Messieurs les délégués,

Je désire, tout d'abord, Monsieur le Président, vous remercier des aimables paroles par lesquelles vous m'avez présenté. Je tiens également à profiter de sa présence pour redire au Secrétaire général des Nations Unies ma gratitude pour l'occasion qu'il m'a donnée de collaborer à l'événement si important que fut la Conférence mondiale sur le commerce et le développement. J'exprime aussi ma reconnaissance au Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies pour son très précieux concours à la préparation de la Conférence. Je dois, en particulier, nommer M. Philippe de Seynes dont les conseils ont toujours été très précieux, surtout dans les délicates négociations de l'étape finale de la Conférence. Je tiens, de plus, à dire à mes anciens collègues, les Secrétaires Exécutifs des commissions régionales, combien j'ai apprécié leur aide qui s'est exprimée soit par la documentation présentée à la Conférence, soit au cours des débats par les services qu'ont prêtés des membres qualifiés de leurs secrétariats. Enfin - mais non moins vivement - je voudrais remercier les institutions spécialisées des Nations Unies, et tout particulièrement la FAO, pour leur assistance, avant et pendant la Conférence.

Pour juger sur ses résultats cette réunion qui a pris fin il y a un mois, il ne suffirait pas de considérer uniquement les conséquences concrètes et immédiates, il faut la replacer dans sa perspective historique en partant de la première Conférence mondiale sur le commerce qui a eu lieu à la Havane il y a dix-sept ans. Le contraste est manifeste entre les deux réunions; des idées alors encore naissantes et vivement controversées, qui commençaient à peine à s'ébaucher parmi les événements du monde en développement, ont été acceptées expressément ou tacitement à cette dernière

Conférence de Genève. Elles ont passé par un vaste processus de maturation, stimulé et encouragé par les nouvelles forces économiques, politiques et sociales qui surgissent et s'affirment dans le monde en voie de développement. A cela, rien de surprenant. Si le rapport que j'ai eu l'honneur de présenter aux gouvernements a quelque mérite, c'est qu'après les entretiens que j'ai eus dans les nombreux pays que j'ai pu visiter avant la Conférence de Genève, il synthétise, reflète, unifie et regroupe les idées qui prenaient corps depuis la Conférence de la Havane.

Le monde dispose maintenant d'un polygone de sustentation pour sa nouvelle politique de coopération économique internationale; d'une base indispensable pour tenir ce ferme propos si souvent formé à l'Assemblée générale des Nations Unies et dans ce Conseil le propos d'accélérer le taux de croissance des pays en voie de développement.

Le plus important, peut-être, des concepts qui ont été reconnus par la Conférence, celui duquel vont se dégager des conclusions de très grande portée, est la reconnaissance du fait que l'accélération du taux de croissance exige que les pays en voie de développement puissent compter sur des rentrées de devises suffisantes pour pourvoir à leurs vastes et croissants besoins d'importation de biens d'équipement et d'autres biens indispensables pour leur développement économique et social. Cette exigence, qu'il faudra satisfaire par des exportations et par des transferts de capitaux, doit tenir compte du mouvement des prix internationaux et par là reconnaître implicitement l'importance du phénomène des relations de prix. Cette idée, concrétisée dans l'une des résolutions les plus importantes de la Conférence, présente, à mon avis, une valeur fondamentale, car elle signifie que la tendance au déséquilibre extérieur au cours du processus de développement, tendance qui était matière à controverse jusqu'à une époque toute récente, a été reconnue par la Conférence, laquelle a reconnu aussi qu'il est nécessaire de prendre des mesures concrètes pour lutter contre cette tendance au déséquilibre de la balance des paiements qui accompagne le processus de développement et qui, si elle n'était pas enrayée, empêcherait d'atteindre l'objectif fondamental, l'accélération du taux de croissance.

Il serait peut-être prématuré d'espérer que la reconnaissance de ce fait si important se traduira par la fixation d'objectifs quantitatifs précis, non seulement dans le domaine financier, en matière de transferts de capitaux nécessaires aux pays en voie de développement, mais aussi en matière commerciale; des objectifs précis en ce qui concerne le quantum des exportations à écouler pour atteindre un taux déterminé d'accroissement; d'abord le taux de 5 % fixé par l'Assemblée générale, puis, car le premier est insuffisant, un taux plus élevé.

On a pourtant avancé sur le chemin des objectifs quantitatifs puisque l'URSS et d'autres pays socialistes ont annoncé à la Conférence la fixation d'objectifs d'importation quantitatifs, exprimés globalement, pour une liste importante de pays. Indépendamment de son importance intrinsèque, je crois que ce geste va dans la bonne direction et il faut espérer qu'au sein des nouveaux organismes que l'Assemblée générale sera, éventuellement, amenée à établir conformément à la recommandation de la Conférence, le champ de ces objectifs pourra s'élargir et on pourra périodiquement apprécier la manière dont ces objectifs sont réalisés.

J'ai, dit précédemment qu'on avait reconnu la nécessité de s'attaquer au phénomène du déséquilibre, ou à la tendance au déséquilibre permanent de la balance des paiements.

Quelles mesures concrètes la Conférence a-t-elle recommandées à cette fin ? Les mesures en question embrassent trois types de problèmes : d'abord les problèmes posés par les produits de base; ensuite les exportations de produits industriels des pays en voie de développement vers les pays développés; enfin les transferts de ressources financières internationales.

Sur le premier point, c'est-à-dire celui des produits de base, la Conférence a reconnu la nécessité d'élargir les accords de produits pour embrasser un plus grand nombre de ces produits et en même temps, introduire, dans les ententes, non seulement des dispositions relatives à la stabilisation des prix et à leur amélioration dans les cas où elle serait justifiée, mais encore des dispositions relatives à l'accès aux marchés et à la concurrence des produits synthétiques, en reconnaissant, bien entendu, le caractère irréversible des améliorations techniques qui, à côté des grands avantages qu'elles comportent, posent des problèmes très graves pour les pays producteurs.

Dans cet ordre d'idées, Monsieur le Président, il a été décidé que la future Commission des ententes et directives relatives aux produits de base dont la création est recommandée, devra élaborer au plus tôt - dans les premiers mois de l'année prochaine - un programme de travail en ce domaine, en se préoccupant plus spécialement de la question de l'organisation internationale des marchés desdits produits.

En ce qui concerne les exportations de produits industriels, il existe une résolution très importante, votée à la fois par les pays en voie de développement et par les pays développés, qui affirme la nécessité inéluctable d'accroître les exportations de produits industriels des pays en voie de développement vers les pays développés. On s'est longuement entretenu, au cours de la Conférence, des moyens à mettre en oeuvre pour atteindre cet objectif, celui de l'amélioration des exportations de produits industriels qui, pour le moment, atteignent à peine 2 milliards de dollars.

En effet, il a été souvent question de la préférence qu'il serait possible d'accorder aux exportations de produits industriels des pays en voie de développement, et l'idée d'une telle préférence a fortement progressé au cours des négociations de Genève. De fait le Royaume-Uni a proposé d'étendre à tous les pays en voie de développement, sans discrimination, les préférences qui, pour le moment, s'appliquent seulement aux pays du Commonwealth. Précédemment déjà, un des pays de la Communauté économique européenne avait plaidé en faveur d'une politique de préférences envisagée seulement comme un régime de caractère sélectif. Cette idée a progressé et a finalement reçu l'appui des pays du Marché commun et du Danemark.

Evidemment, pour mettre en pratique un système préférentiel favorisant, sans discrimination, tous les pays en voie de développement, il est indispensable que tous les grands pays industrialisés participent pleinement à cette politique. Il faut donc espérer que cette idée - qui a surpris beaucoup de participants par la rapidité avec laquelle elle s'est répandue - continuera à cheminer et pourra, dans une réunion future - peut-être dans un avenir proche - conduire à l'établissement d'une politique de préférences solidement assise. C'est sans aucun doute à cette fin que la Conférence a recommandé au Secrétaire général des Nations Unies de charger un Comité d'experts de proposer les formules les plus

appropriées pour appliquer un système préférentiel aux articles manufacturés des pays en voie de développement, sans exclure, bien entendu, l'examen même de l'idée d'une politique préférentielle qui, comme je l'ai dit, ne recueille pas encore l'adhésion de tous les grands pays industrialisés.

En matière financière, on a vu que des concepts qui avaient fait l'objet d'un examen actif de la part du Conseil, de l'Assemblée générale et des commissions régionales, ont finalement porté des fruits à la récente Conférence. Dans cet ordre d'idées, très significative fut la résolution relative au financement supplémentaire approuvée par les pays développés et en voie de développement. C'est là un progrès très important dans la bonne direction encore qu'il ne s'agisse, évidemment, que d'un premier pas. En bref, on reconnaît qu'un pays qui aurait établi son plan de développement économique sur une hypothèse, sur une projection déterminée de ses exportations et qui constaterait par la suite que les faits ne confirment pas cette projection, aurait le droit de demander un nouvel examen de sa situation afin d'obtenir un financement supplémentaire, c'est-à-dire un financement qui s'ajouterait à celui que ce pays avait obtenu auparavant pour son programme.

Il ne s'agit d'ailleurs tout au plus que d'une idée dont l'examen, sur le fond et quant à la manière de la mettre en oeuvre, a été confié à la Banque internationale mais je crois que c'est un progrès sensible vers la reconnaissance d'un phénomène qui préoccupe vivement les pays en voie de développement depuis la dernière dizaine d'années, le phénomène de la dégradation des termes de l'échange.

Dans le rapport que j'ai présenté aux gouvernements, j'ai pris sur ce sujet une position très pragmatique qui est la suivante : on avait parfaitement compris, dès le début de la précédente décennie, qu'il est nécessaire d'accroître les ressources financières internationales mises à la disposition des pays en voie de développement. En 1950, les ressources transférées à ce titre représentaient à peine 0,3 % du revenu national de tous les pays développés d'économie libre; vers l'année 1962 - douze ans plus tard - la proportion était passée de 0,3 à 0,7 %. Mais on n'a pas lieu de se réjouir à l'excès si on observe que, dans le même temps, la perte de recettes des pays en voie de développement par suite de la dégradation des termes de l'échange, a ramené à 0,3 % la quantité de ressources financières, que sous une forme ou sous une autre, les pays développés transfèrent aux pays en voie de développement.

Le fait est d'une grande importance pour le monde car il démontre que la bonne intention de cette politique d'augmentation des ressources mises à la disposition des pays en voie de développement fut neutralisée par des faits alors incontrôlables mais sur lesquels on pourra peut-être agir si, comme il faut l'espérer, cette idée du financement supplémentaire prend plus d'extension.

En matière financière également, on a renouvelé, avec une modification importante la recommandation que l'Assemblée générale des Nations Unies avait faite il y a quelque temps et selon laquelle les pays développés devraient transférer dans les pays en voie de développement des ressources représentant approximativement un pour 100 de leur revenu national. Ce rappel présente pourtant un aspect très important à savoir que le calcul de ce un pour 100 est fait net, c'est-à-dire en déduisant des capitaux frais à recevoir par les pays en voie de développement, les amortissements et les rapatriements de capitaux réalisés par les pays développés.

Cette conférence a examiné d'autres aspects du régime de financement des pays en voie de développement, aspects qui sont apparus dans une résolution, elle aussi très importante, qui regroupe systématiquement une série d'idées préconisées depuis longtemps mais qui n'étaient pas encore pleinement acceptées, comme par exemple la nécessité de lier le financement aux plans de développement, celle de contribuer par des ressources financières aux dépenses locales, etc. point qui, lui aussi, a une très grande importance. Mais si nous comparons les résolutions concrètes auxquelles la réunion de Genève est parvenue à l'ampleur et à la complexité des problèmes qu'il faut résoudre pour stimuler le développement des pays périphériques, nous arrivons à cette conclusion que le chemin est à peine ouvert, qu'il est long et difficile. Delà la signification de la résolution par laquelle la Conférence a recommandé à l'Assemblée générale des Nations Unies le maintien du mécanisme mis en action à Genève par le moyen d'une conférence qui aurait lieu au moins tous les trois ans et de la création d'un conseil du commerce et du développement servi par un secrétariat qui serait partie intégrante du Secrétariat des Nations Unies.

Je crois que si l'Assemblée générale approuve cette initiative, l'Organisation des Nations Unies qui se penche avec tant d'attention sur ces problèmes disposera d'instruments plus efficaces, plus systématiques que ceux qu'elle avait dans le passé pour traiter dans l'ordre et dans la méthode tous les problèmes du commerce, pour eux-mêmes et dans leurs rapports avec le développement économique.

La résolution relative à ce point n'est pas complète : il est un aspect important qui n'a pas pu être résolu, sans doute par suite des délais trop courts dont on disposait pour le présenter à l'Assemblée générale, je veux parler de l'incorporation d'un nouveau mécanisme à créer éventuellement d'une procédure de conciliation qui permet d'arriver, dans une série de résolutions ou de recommandations touchant substantiellement les intérêts économiques et financiers de quelques pays, à des formules offrant une large base d'accord entre les pays développés et les pays en voie de développement.

Il est évident que la complexité des problèmes devant lesquels nous sommes placés conseille la création d'une telle procédure car tous reconnaissent qu'il serait de peu d'utilité d'adresser des recommandations aux gouvernements sur des points très importants de politique commerciale ou financière si les gouvernements, de la décision de qui dépend l'application pratique d'une résolution, n'acceptent pas cette résolution. L'objet du mécanisme de conciliation avant le vote est celui-là et, en ce sens, la résolution demande au Secrétaire général la désignation d'un Comité spécial qui devra faire rapport sur cet aspect si important du problème institutionnel posé à l'Assemblée générale.

Le Secrétaire général examine déjà cette question et il ne se passera sans doute pas longtemps avant que le Comité dont il s'agit soit constitué.

Naturellement, la procédure de conciliation est destinée non pas à toutes les résolutions ou recommandations auxquelles les organismes issus de cette Conférence pourraient donner le jour, mais seulement à celles qui, d'après le texte de la résolution en cause, affectent de manière substantielle les intérêts économiques ou financiers de certains pays. Dans de tels cas, un vote majoritaire n'a pas d'efficacité pratique - tous le reconnaissent - mais cela ne revient aucunement à nier

l'importance des votes majoritaires intervenus ici même, à l'Assemblée générale ou dans les commissions régionales sur une série de résolutions qui ont progressivement rendu la conscience collective mondiale attentive au développement économique et social.

Avec ma propre expérience, je me demande si des idées très combattues dans les premiers temps, comme celle de l'industrialisation, de la planification du développement économique et social, de la dégradation des termes de l'échange, pour ne parler que de trois d'entre elles, auraient pu évoluer et s'accréditer pleinement s'il avait fallu, au moment où elles ont été initialement formulées, en venir à une procédure de conciliation qui leur aurait certainement retiré toute substance et tout pouvoir de pénétration.

Il me paraît évident - je le dis avec conviction en m'appuyant sur une expérience de quinze ans au service des Nations Unies - que l'expression des aspirations et du point de vue de la majorité des pays en voie de développement a été un très important élément pour la formation du système d'idées qui commence à donner ses fruits dans le monde.

A ce propos, je ne peux me dispenser de parler quelque peu des soixante-quinze en soulignant les paroles que nous venons d'entendre de la bouche du Secrétaire général.

Beaucoup de ceux qui sont ici et qui ont suivi la presse internationale dans les premiers temps de la Conférence et avant, se rappelleront qu'une série de pronostics avaient été posés au sujet de ce que serait cette Conférence de 120 pays dont beaucoup accédaient pour la première fois à la vie politique indépendante. On parlait de chaos, d'anarchie, on imaginait une nouvelle tour de Babel, on supposait que les problèmes politiques empêcheraient le travail effectif de cette Conférence. Or, rien de tout cela ne s'est vérifié et, pour moi, grâce en grande partie - je dis en grande partie et pas totalement - à l'effort de coordination prévoyant et intelligent que les pays en voie de développement entreprirent dès les premiers moments. D'abord, avant même la réunion, des efforts étaient menés au plan régional, puis, lorsque la Conférence eût commencé, ces efforts au plan régional se poursuivirent et servirent de point de départ à un effort magnifique de coordination au plan de l'ensemble des pays en voie de développement.

Il ne faudrait pas interpréter cet événement comme un phénomène épisodique et de circonstance. A mon sens, il a une signification beaucoup plus profonde. Il est l'expression de ces forces immenses des pays en voie de développement qui commencent à s'exprimer et à prendre clairement conscience de leur rôle dans le monde. Si les Soixante-quinze ont pu coordonner leur action, le fait est dû non pas à des facteurs adventices ou passagers - bien qu'il y en ait eu - mais à la pleine reconnaissance par ces pays de la communauté des problèmes. Nonobstant les grandes différences dans le degré de développement il y a, pour le commerce extérieur, les prix et le financement du développement, des problèmes communs, des dénominateurs communs que la coordination a amené les pays en cause à reconnaître et à préparer ensemble dans le dessein évident - et ce point doit être pris spécialement en considération - d'éliminer toutes les différences caractéristiques, toutes les situations particulières qui, si elles avaient été soumises à la Conférence, les aurait détournées de leur tâche fondamentale. Même - et ceci est remarquable - dans les affaires importantes où il y avait non pas communauté d'intérêt mais confrontation d'intérêt le bon sens pragmatique conduisit ou bien à laisser de côté ces problèmes qui auraient pu diviser au lieu d'unir, ou bien à chercher des formules de règlement satisfaisantes.

Mais par-dessus cet empressement à trouver des dénominateurs communs dont je viens de parler, il y a, selon moi - je le dis en tant qu'économiste d'une région en voie de développement - un fait dont on ne saurait exagérer l'importance, à savoir que dans toutes les régions en voie de développement - je l'ai constaté au cours de mes déplacements - on perçoit très nettement le désir qu'ont les pays de donner leur propre interprétation des phénomènes du développement économique et social. Il s'agit non plus d'importer l'interprétation qui est traditionnellement celle des grands centres industriels mais de mettre à profit, avec tout le bagage de connaissances et de moyens des grands pays, l'expérience personnelle, pour chercher une interprétation individualisée et dégager des solutions individualisées. C'est cet empressement des pays en voie de développement à projeter leur propre image sur les phénomènes en voie de développement qui les a portés aussi à rechercher la coordination de leurs efforts. Tout cela avec une perception claire de ce qui est et n'est pas possible pour le moment, manifestée par les accords de compromis intervenus dans l'étape finale de la Conférence.

On a présenté fréquemment cette étape finale comme l'expression du désir des pays en voie de développement d'exprimer leurs aspirations dans une longue série de projets de résolution approuvés, sans la participation des pays développés, par leur seul vote, par le vote absolument nécessaire des pays en voie de développement.

Il se peut que cette idée se soit accréditée parce que, pour des raisons techniques, les commissions de la Conférence eurent souvent à voter des projets de résolution, alors que le temps avait manqué pour trouver des compromis effectifs avec l'autre partie, mais on fit comprendre, au moment des votes, que les portes restaient ouvertes pour des négociations ultérieures. Et c'est ce qui s'est passé effectivement : les résolutions les plus importantes de la Conférence en matière de produits de base, d'exportation de produits manufacturés, de financement et surtout celle qui est relative au mécanisme institutionnel, ont été l'objet de compromis qui ont permis d'aboutir à l'unanimité ou à la quasi unanimité, preuve évidente du réalisme qui s'est imposé.

Pour terminer, je voudrais faire part de la réflexion suivante. Pendant la Conférence comme avant la Conférence, il est une question qui s'est posée souvent : pour quelle raison s'en est-on tenu aux problèmes du commerce extérieur et de financement extérieur sans évoquer les énormes responsabilités des pays en voie de développement eux-mêmes ? La question est pertinente mais la controverse n'est pas de mise. Cette controverse sur ce qu'il faudrait faire : ou bien aborder le problème du point de vue extérieur, ou bien l'attaquer du point de vue interne, devrait, à mon avis, cesser car il est évident que les complexités, les dimensions gigantesques des problèmes qui se posent dans les pays en voie de développement doivent être attaqués simultanément, du dedans comme du dehors.

Si les gouvernements ont décidé de considérer, à la Conférence, les problèmes sous leurs aspects extérieurs, il ne faut pas oublier que c'est au sein de ce Conseil, de l'Assemblée générale des Nations Unies, et des commissions régionales qu'ont été traités souvent les problèmes de caractère structurel des pays en voie de développement et qu'ont été reconnues d'une part, la nécessité inéluctable d'apporter de grandes transformations aux structures économiques et sociales pour aboutir à l'accélération, et, d'autre part, la nécessité de modifier la structure

du commerce international d'une manière parallèle à cette transformation interne. Ceci m'amène à considérer ces problèmes d'un autre point de vue. Pour les pays en voie de développement, le climat extérieur dans lequel ils doivent opérer ces transformations de leur structure économique et sociale n'est pas indifférent. Si le monde continue à présenter, dans le domaine économique, les tendances qui ont été celles des quinze dernières années, s'il n'intervient pas des changements importants dans l'ordre international, si on n'adopte pas des mesures vigoureuses pour provoquer de nouvelles formes de répartition internationale du travail, les transformations de structure économique et sociale des pays en voie de développement se feront avec d'énormes difficultés. Plus le climat extérieur sera favorable, plus sera élevé le taux d'accroissement des exportations primaires et industrielles des pays en voie de développement, plus ferme et plus ample le transfert de ressources financières, moins deviendront difficiles l'introduction de ces réformes de structure et l'application d'une politique intérieure énergique du développement économique et social. De là l'immense importance de la Conférence et de tout ce qui la suivra à l'avenir, non seulement du point de vue économique mais aussi du point de vue du signe politique et social sous lequel s'opèreront ces transformations inévitables dans le monde en voie de développement.



CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Trente-septième session

DOCUMENTS OFFICIELS

Vendredi 17 juillet 1964
à 11 h 5

PALAIS DES NATIONS, GENÈVE

SOMMAIRE

Page

Points 5 et 4 de l'ordre du jour :

Tendances économiques mondiales

Rapport de la Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le développement

Débat général (suite) 45

Président: Sir Ronald WALKER (Australie)

Présidents:

Les représentants des Etats suivants, membres du Conseil: Algérie, Argentine, Australie, Autriche, Chili, Colombie, Equateur, Etats-Unis d'Amérique, France, Inde, Irak, Japon, Luxembourg, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sénégal, Tchécoslovaquie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Yougoslavie.

Les représentants des Etats suivants, membres supplémentaires des comités de session: Cameroun, Ghana, Indonésie, Iran, Italie, Mexique, République arabe unie, République-Unie du Tanganyika et de Zanzibar.

Les observateurs des Etats Membres suivants: Belgique, Brésil, Bulgarie, Canada, Cuba, Finlande, Irlande, Israël, Ouganda, République centrafricaine, Roumanie, Suède, Uruguay, Venezuela.

Les observateurs des Etats non membres suivants: République fédérale d'Allemagne, Saint-Siège.

Les représentants des institutions spécialisées suivantes: Organisation internationale du Travail, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, Banque internationale pour la reconstruction et le développement, Fonds monétaire international, Organisation mondiale de la santé, Union postale universelle.

POINTS 5 ET 4 DE L'ORDRE DU JOUR

Tendances économiques mondiales (E/3902 et Add.1 à 4; E/CN.12/696 et Add.1 et 2; E/CN.14/239; E/ECE/535)

Rapport de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (E/3856, E/3932; E/CONF.46/139)

DÉBAT GÉNÉRAL (suite)

1. M. TETANG (Cameroun) félicite les secrétaires exécutifs des commissions économiques régionales de leurs exposés et des perspectives encourageantes qu'offrent leurs programmes respectifs. L'un des événements les

plus marquants des dernières années a été l'émancipation des peuples coloniaux, qui a conduit à une extension du cadre institutionnel international. Les conséquences de cette extension ont une grande portée, car elles ouvrent la voie à de nouvelles exigences dont le monde entier reconnaît maintenant le bien-fondé.

2. La première de ces exigences est la nécessité impérieuse de garantir aux peuples des pays en voie de développement un niveau de vie décent. Si la charité peut satisfaire les besoins immédiats, elle ne peut qu'ajourner la solution des problèmes auxquels elle s'attaque, tout en réclamant des sacrifices toujours plus grands de la part du donateur. Maintenant que se sont apaisées les passions dont s'accompagne souvent le passage violent à l'indépendance, un examen impartial de la situation des pays en voie de développement montre que les tâches auxquelles ils ont à faire face sont immenses. Cependant, ils doivent, d'une manière ou d'une autre, recevoir l'assurance que leur indépendance péniblement acquise est une réalité.

3. Comme il n'y a pas de solution facile, les peuples nouvellement indépendants se sont tournés vers les pays qui, grâce à leur labeur, à leur renoncement et à leur détermination, se sont procuré ce que le monde moderne considère comme indispensable. Ce faisant, ils ont appris que l'industrialisation est la meilleure garantie de leur développement futur. Mais leurs différentes économies n'offrent qu'un cadre trop restreint pour les méthodes de production modernes. Une fois de plus, les pays développés ont montré la voie et, suivant leur exemple, les pays en voie de développement ont fait les premiers pas vers une coopération régionale, laquelle, en dépit de certaines frictions, a déjà marqué des progrès considérables. Ces efforts ont abouti à la création de diverses organisations régionales en Afrique, dont les plus notables sont la Banque africaine de développement et l'Organisation de l'unité africaine. Cette coopération a été renforcée par la Commission économique pour l'Afrique, dont les organes subsidiaires ont permis aux pays de la région de mettre en commun leurs connaissances et leur expérience, les mettant ainsi à même d'acquérir une meilleure compréhension de phénomènes qui étaient demeurés jusqu'ici obscurs, lorsque chaque pays les abordait individuellement.

4. Cet esprit de coopération s'est transformé en une cohésion parfaite entre les pays en voie de développement, qui a surpris le monde lors de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement. Ainsi que l'a justement fait observer, à la 1320^e séance, le Secrétaire général de la Conférence, cette cohésion n'est pas un phénomène fortuit; elle est l'expression de la conscience, de la part des pays en voie de développement, que leurs intérêts communs l'emportent sur leurs divergences particulières.

5. Une coopération régionale du genre de celle qu'il a décrite a été assez mal accueillie par de nombreux économistes. Ceux-ci prétendent qu'il est trop tôt pour rapprocher des économies qui, contrairement à celles des pays européens, sont à la fois pauvres et concurrentes. Toutefois, l'économie est loin d'être une science exacte et, en attendant la preuve du contraire, on peut espérer que la juxtaposition d'économies pauvres peut aboutir à la prospérité, à condition qu'existe la détermination de poursuivre des politiques qui imposent des sacrifices égaux à tous. C'est une idée aujourd'hui controversée, mais M. Tetang est convaincu qu'avec le temps elle se révélera exacte, tout comme des idées controversées, mises en avant pour la première fois à la Conférence des Nations Unies sur le commerce et l'emploi, tenue à La Havane en 1947-1948, ont finalement été presque universellement admises à la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement. L'exposé d'ensemble du Secrétaire général de la Conférence sur les résultats de cette Conférence a répondu aux principales questions soulevées par le Gouvernement camerounais.

6. M. Tetang a noté avec satisfaction que les pays socialistes ont l'intention de fixer des quotas pour leurs importations en provenance des pays en voie de développement. Cela contribuera à accroître les échanges et à encourager la division internationale du travail, à condition que ce système s'étende également aux articles manufacturés. Les pays en voie de développement ne sauraient édifier leurs industries s'ils ne trouvent pas des débouchés satisfaisants pour leurs produits.

7. Les pays en voie de développement sont pleinement conscients de leurs responsabilités dans la lutte contre la faim et la misère, qui a déjà dépassé le cadre national et qui bientôt dépassera le cadre régional au sens étroit. Le moment est venu de jeter les bases d'un nouvel ordre international compatible avec ce que la presse a appelé l'aide par le commerce, et la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement a fait les premiers pas dans cette voie. Les diverses recommandations adoptées reflètent l'esprit constructif des participants et leur désir de voir se poursuivre l'œuvre amorcée par la Conférence. M. Tetang espère que ces recommandations ne demeureront pas lettre morte.

8. M. SEN (Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture) dit que la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement a sans nul doute créé un nouveau climat dans l'opinion mondiale et a suscité une compréhension plus approfondie et plus vaste des problèmes relatifs au commerce international et de l'importance qu'ils revêtent pour la croissance des nations en voie de développement.

9. Le Secrétaire général de la Conférence a mentionné l'apparition d'un front uni parmi les pays en voie de développement et il a dit à juste titre que ces pays sont unis parce qu'ils partagent une même aspiration fondamentale : la volonté de se développer. Cet aspect de la Conférence est encourageant, car la volonté de se développer est la condition première du développement.

10. Le résultat le plus frappant de la Conférence est qu'elle a réussi à attirer l'attention de l'opinion mondiale

sur la nécessité d'accélérer la croissance économique du monde en voie de développement. Si le produit national brut des pays en voie de développement doit augmenter au taux annuel minimal de 5 %, la production agricole dans le monde en voie de développement devra augmenter d'au moins 4 % par an, alors que son accroissement annuel n'a jusqu'ici atteint qu'à peine 3 %. Si cet objectif n'était pas atteint pour l'agriculture, le progrès de l'industrialisation en serait compromis et d'importants secteurs de la population demeureraient en proie à la faim et à la malnutrition. C'est là la grande tâche que propose la Campagne mondiale contre la faim que les Etats membres de la FAO ont décidé de poursuivre au-delà de la période initiale de cinq ans. Au cours de la période 1959-1961, les exportations des pays en voie de développement vers le reste du monde ont consisté, pour 50 %, de produits primaires agricoles, pour 26 %, de pétrole et de ses dérivés et, pour 11 %, d'autres produits bruts ou transformés; les produits manufacturés, dont les tissus de coton et de jute représentaient à eux seuls les deux tiers, ont constitué 7 % des exportations. La composition des exportations se modifiera à mesure que l'industrialisation progressera dans les pays en voie de développement, mais, pendant bien des années encore, les exportations agricoles continueront d'être la source principale des recettes en devises.

11. Les modifications structurelles du commerce mondial, nécessaires pour diminuer la mesure dans laquelle les pays en voie de développement dépendent de leur agriculture, seront lentes à s'effectuer et à porter leurs fruits. Les progrès dépendront en grande partie des pays en voie de développement eux-mêmes, mais ceux-ci doivent recevoir des pays industrialisés une aide mieux proportionnée à leurs besoins, tant sur le plan des techniques de gestion que sur le plan financier. La détérioration des termes de l'échange entre 1950 et 1961 a entraîné, pour les pays en voie de développement, une perte qu'on évalue à plus de 13 milliards de dollars. Il est donc clair qu'il faut immédiatement, et à des conditions favorables, étendre l'assistance financière aux pays en voie de développement. Les programmes audacieux que la BIRD entreprend avec certaines institutions spécialisées offrent à cet égard de vastes possibilités et il pourrait être à propos de reprendre et d'étudier à nouveau la question de la création d'un fonds d'équipement des Nations Unies. Il serait également indiqué d'examiner s'il conviendrait de renforcer l'œuvre des institutions spécialisées à l'aide de fonds spéciaux que les pays industrialisés prélèveraient sur leurs crédits accrus d'assistance et verseraient non au titre des budgets ordinaires des institutions, mais à titre de contributions volontaires.

12. La Conférence a réussi à préciser beaucoup de questions relatives à l'assistance. M. Sen est heureux que l'on ait reconnu le concept de l'aide financière nette et souligné la nécessité de consentir davantage de prêts à long terme à de faibles taux d'intérêt. Ce type de prêts est essentiel pour moderniser le secteur agricole et celui de la commercialisation dans les pays en voie de développement.

13. Les débats ont, toutefois, été surtout constructifs en ce qu'ils ont permis de formuler une nouvelle conception de l'aide, rattachée à la politique du commerce et de

la production dans le cadre d'un développement économique mondial homogène. En vue d'atteindre un équilibre durable entre les importations et les exportations mondiales, ainsi qu'entre les approvisionnements destinés aux exportations mondiales et les besoins internes croissants des pays en voie de développement, on a lié la philosophie des mesures financières de compensation à long terme au concept de la planification du développement et de l'élaboration concertée de programmes de diversification. M. Sen est convaincu que la FAO peut jouer un rôle très important dans cette action concertée en matière de commerce et de développement.

14. Aux termes de son Acte constitutif, la FAO est expressément chargée d'étudier les problèmes relatifs aux produits agricoles et leurs répercussions sur le développement agricole et général des pays en voie de développement. Elle est également chargée de promouvoir toute action de caractère national et international intéressant l'amélioration des techniques de transformation, de mise en vente et de distribution des produits alimentaires et agricoles, y compris les produits de la pêche et de l'exploitation forestière. Elle est tenue d'étudier continuellement les politiques, les techniques et les accords en matière de stabilisation du commerce international des produits de base qui intéressent l'agriculture, et d'encourager toute action dans ces domaines. Une grande partie de ce travail s'accomplit sous les auspices du Comité des produits de la FAO, qui s'est particulièrement efforcé d'encourager les études et les consultations intergouvernementales sur les problèmes relatifs à certains produits, grâce à la création de groupes d'études pour ces produits. Les activités de la FAO en vue d'élaborer des politiques et procédures convenues pour l'écoulement et l'utilisation des surplus agricoles en faveur du développement ont entraîné la création du Programme alimentaire mondial, administré conjointement par l'ONU et la FAO.

15. La Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement a invité la FAO à participer aux activités visant à la conclusion prochaine d'un plus grand nombre d'accords internationaux relatifs aux produits de base, qui soient plus efficaces. Dans ce processus complexe, le premier stade est la création d'un groupe d'étude pour chaque produit et M. Sen espère que les gouvernements auront recours aux groupes qu'a déjà constitués la FAO pour le cacao, le riz, le jute, les céréales non panifiables, les agrumes et les produits de la noix de coco, afin d'accomplir des progrès plus rapides vers la négociation d'accords. Il espère également que les gouvernements envisageront immédiatement la possibilité de créer, sous l'égide du Comité des produits, de nouveaux groupes pour d'autres produits, afin d'élargir la base indispensable de travail préparatoire qui peut mener à des accords internationaux. On a également demandé à la FAO de poursuivre ses études sur la concurrence entre les produits synthétiques et les produits naturels, et l'importance qu'un certain nombre des recommandations de la Conférence accorde aux principes de la FAO relatifs à l'écoulement des excédents indique que les études de la FAO sur l'aide alimentaire et les autres utilisations des excédents doivent se poursuivre. M. Sen tient à assurer le Conseil que la FAO fera de son mieux pour répondre à

ces demandes et à celles qui pourraient être formulées à la suite de consultations entreprises dans le cadre des nouvelles institutions prévues.

16. La détermination de la Conférence d'amener tous les gouvernements à considérer le commerce international comme un instrument de croissance économique et de développement pour l'économie mondiale n'a nulle part été mieux démontrée que par la façon dont la Conférence a abordé la question des dispositions à prendre en matière de commerce international. L'Acte final de la Conférence (voir E/CONF.46/139) a établi que, tout en tenant compte des intérêts des consommateurs des pays importateurs, l'objectif fondamental des accords internationaux sur les produits de base doit être de stimuler une croissance dynamique et régulière, de façon à rendre possible, dans une mesure raisonnable, la prévisibilité des gains réels à tirer des exportations des pays en voie de développement. L'acceptation de ce principe permettra aux pays en voie de développement de planifier leur développement économique et social avec beaucoup plus d'assurance. L'adoption de ce principe représente un événement important dans l'histoire des relations commerciales internationales, et la FAO fera tout son possible pour aider à la mise en œuvre de ce principe.

17. Etant donné le rôle prééminent des produits agricoles dans le commerce des produits de base, la condition préalable essentielle sera, pour les pays en voie de développement, de formuler leur politique nationale de production, consommation, traitement et commercialisation des produits agricoles, en fonction des tendances et perspectives du commerce régional et mondial des produits de base. C'est ce qu'a reconnu la Conférence qui a envisagé la création et l'utilisation de fonds destinés à assurer la mise à exécution de programmes convenus de diversification de la production et du commerce dans l'intérêt des pays exportateurs en voie de développement.

18. Presque tous les pays en voie de développement ont reconnu qu'il est nécessaire de planifier leur développement économique et que c'est là le meilleur moyen de mobiliser leurs ressources de façon à atteindre le taux de croissance économique qu'ils jugent essentiel. Il n'y a aucun domaine où la planification soit plus nécessaire que dans l'agriculture, puisque l'agriculture emploie généralement la grande majorité de la population des pays en voie de développement et qu'elle est la principale source de devises dont ils ont un besoin vital.

19. La FAO est depuis longtemps convaincue de l'importance exceptionnelle d'un développement et d'une planification agricoles étroitement intégrés dans la planification de l'ensemble de l'économie, et elle a consacré une bonne part de ses efforts à aider les pays en voie de développement dans ce domaine. Les conseillers de la FAO en matière de planification agricole sont à l'œuvre dans 30 pays; des programmes de formation de fonctionnaires des pays en voie de développement dans le domaine de la planification agricole sont actuellement exécutés grâce à des cours spéciaux organisés directement par la FAO ou en coopération avec l'un des instituts de développement récemment créés par les commissions régionales de l'ONU; de plus, les pays qui ont récemment accédé à l'indépendance politique reçoivent l'assistance du groupe

de planification que la FAO a créé spécialement pour l'Afrique.

20. Récemment, ces activités ont été renforcées grâce à un nombre croissant de projets du Fonds spécial qui ont été confiés à la FAO. A l'heure actuelle, 169 de ces projets sont en cours d'exécution dans 60 pays; ils représentent environ 150 millions de dollars de contributions du Fonds spécial et une somme à peu près équivalente fournie par les fonds de contrepartie.

21. La FAO a été à l'origine du Programme alimentaire mondial qu'elle administre conjointement avec l'ONU. Aussi participe-t-elle non seulement aux mécanismes essentiels de fonctionnement du PAM, mais également à l'orientation technique de ses travaux. Le Directeur général de la FAO est heureux de le noter : la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement a estimé que l'aide alimentaire doit devenir et continuer d'être partie intégrante de l'aide internationale fournie sous les auspices de l'ONU et de la FAO.

22. Mention spéciale doit être faite de l'accord relatif au fonctionnement d'un programme de coopération dans le domaine du développement agricole qui a été signé il y a quelques semaines entre la BIRD et la FAO. La réalisation de ce programme est d'une grande valeur pour les Etats Membres, puisque la BIRD et la FAO déterminent les nouveaux projets susceptibles de recevoir une assistance financière immédiate pour le développement du secteur agricole, assistance qui, à travers ce secteur, s'étend à l'ensemble de l'économie.

23. Jusqu'ici, toutefois, la planification a généralement été entreprise sur une base nationale et unilatérale. Dans le domaine agricole, par exemple, la nécessité vitale d'augmenter les recettes en devises a souvent conduit à une concentration des efforts sur les produits d'exportation. Le volume des exportations de produits agricoles des pays en voie de développement a augmenté, souvent plus vite que la demande mondiale, et c'est là un facteur important qui contribuera à faire baisser à long terme les prix agricoles sur les marchés mondiaux. Il est possible que ces politiques nationales unilatérales aient quelquefois réduit plutôt qu'augmenté les recettes en devises des pays en voie de développement.

24. Par contre, on a accordé moins d'attention à l'expansion de la production alimentaire destinée aux marchés domestiques, dont l'importance s'accroît rapidement. C'est pourquoi de nombreux pays en voie de développement n'ont pas réalisé les progrès espérés dans le domaine d'une nutrition améliorée; et le résultat en a souvent été une fâcheuse tendance à l'inflation, accompagnée de dépenses considérables de devises consacrées à l'importation de produits alimentaires. Ces conséquences néfastes auraient pu être plus graves encore, n'avait été l'existence de produits alimentaires excédentaires immédiatement disponibles à des conditions spéciales.

25. Les expériences récentes des pays en voie de développement l'ont démontré: il est nécessaire que leurs plans de développement économique soient coordonnés, plus particulièrement ceux qui concernent la production et le commerce des produits agricoles. Pour la FAO,

cette coordination pourra être réalisée dans les meilleures conditions dans le cadre d'un plan agricole mondial indicatif. Le Secrétariat de la FAO a déjà commencé les travaux de recherche préliminaires et l'on pense que le plan sera fondé sur des projections à moyen terme allant jusqu'en 1975, avec des perspectives à long terme allant jusqu'en 1985. Le but du plan agricole mondial indicatif est d'indiquer dans quelle voie l'économie agricole mondiale est engagée, d'indiquer aux pays ce qu'ils peuvent faire pour adapter leurs programmes aux faits nouveaux qui se produiront, pour accroître au maximum leur taux de progression, pour éviter la concurrence et les conflits qui portent préjudice à l'économie, et de montrer à ces pays les dangers que risque d'entraîner la poursuite d'un développement unilatéral et non coordonné. Ce plan indicatif apportera une aide considérable aux organisations nationales de planification et leur permettra notamment de formuler des politiques et des programmes réalistes de production et de commerce des produits agricoles. Il constituera également un cadre cohérent pour les investissements et les modifications structurelles nécessaires en vue de stimuler le développement agricole.

26. Les instructions que le Directeur Général de la FAO a reçues de la Conférence de la FAO prévoient qu'un rang de priorité élevé sera accordé à la poursuite des objectifs définis par la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement. Il semble que l'une des contributions les plus importantes que la FAO pourra apporter consistera à faciliter, au niveau régional et au niveau mondial, la confrontation des politiques nationales de production, de consommation et de commercialisation des produits agricoles.

27. Ces consultations — assorties des modifications nécessaires qui seront apportées aux politiques des pays en voie de développement comme à celles des pays industrialisés — permettront de fournir le cadre permanent nécessaire à la croissance et au développement économiques. En outre, les progrès réalisés au moyen de consultations mutuelles permettront une expansion plus rapide des opérations de prêts à l'agriculture consentis par la BIRD et permettront également de canaliser l'aide bilatérale aux pays en voie de développement. Ces progrès faciliteront aussi dans une large mesure les travaux du Fonds spécial dans le secteur agricole au stade du préinvestissement.

28. Le Directeur général de la FAO a étudié avec soin les dispositions d'ordre institutionnel recommandées par la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement aux fins d'adoption par l'Assemblée générale. Si l'Assemblée générale dotait la Conférence des structures prévues et lui confiait les fonctions recommandées, la voie serait ouverte pour une collaboration très fructueuse entre la FAO et le nouveau mécanisme, notamment le Conseil du commerce et du développement proposé par la Conférence, dans les domaines du commerce et du développement internationaux.

29. En ce qui concerne les alinéas i), iv) et v) du paragraphe 25 b de la deuxième partie de l'Acte final, le Directeur général de la FAO prépare ses propositions relatives au programme de travail de la FAO du prochain exercice budgétaire, avec la conviction que la FAO sera appelée à renforcer son travail dans le domaine des pro-

duits et du développement agricoles. Il est persuadé que les organismes directeurs de la FAO seront disposés à orienter les travaux de l'organisation de façon à compléter le nouveau mécanisme créé dans le cadre de l'ONU, ainsi que les tâches qui lui ont été confiées par la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement : en outre, il a l'intention de discuter avec le Secrétaire général de l'ONU et avec le Secrétaire général de la Conférence de la meilleure façon pour la FAO d'établir une collaboration étroite avec les nouveaux organismes pendant la période transitoire. Lorsque le nouveau mécanisme entrera en action, le Directeur général de la FAO présentera des propositions en vue de rechercher les moyens d'établir une liaison plus officielle avec le Conseil du commerce et du développement. Les tâches qui incombent aux organisations internationales doivent se compléter de telle sorte que leurs efforts conjugués produisent le maximum d'effet et permettent d'atteindre un taux de croissance économique plus rapide.

30. M. CISS (Sénégal) dit que son pays a eu le privilège de participer activement à la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement et de faire des suggestions pour combler l'écart entre pays riches et pays pauvres que le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies considère à juste titre comme le problème principal de l'époque actuelle.

31. Le Gouvernement sénégalais est satisfait des résultats de la Conférence; ils représentent en effet un important progrès dans les rapports entre pays en voie de développement et pays industrialisés. Grâce aux nouveaux mécanismes qui vont être institués, les uns et les autres pourront continuer à rechercher en commun des solutions concrètes aux problèmes du commerce international. La communauté internationale a une grande responsabilité, celle de remédier au grave déséquilibre du commerce extérieur des pays en voie de développement, qui freine leur développement.

32. Comme l'ont souligné les pays en voie de développement, l'objectif bien modeste d'un taux de croissance annuel de 5% fixé pour la Décennie des Nations Unies pour le développement ne peut être atteint que moyennant une amélioration et une augmentation de leur commerce. Pour cela, il s'agira d'établir un ordre nouveau qui non seulement renverse la tendance au déséquilibre du commerce extérieur, mais aussi ouvre la voie à un développement général et harmonisé.

33. Il ressort de l'*Etude sur l'économie mondiale, 1963*, (E/3902 et Add. 1 à 4), qu'au cours des quatre dernières années, les recettes d'exportation des pays en voie de développement se sont accrues beaucoup plus lentement que celles des autres régions du monde. Depuis la deuxième guerre mondiale, rares ont été les années où les pays en voie de développement ont pu grâce à leurs exportations se procurer des devises en quantités suffisantes pour financer leurs importations et accélérer leur industrialisation et leur développement. Pour ce qui est de l'Afrique, les statistiques montrent que, de 1956 à 1961, le volume global des exportations s'est accru de 34% alors que les importations n'augmentaient que de 23%. Malgré cette tendance, on relève une baisse relativement plus forte des recettes d'exportation.

Ces tendances sont aggravées par les mesures que prennent certains pays industrialisés pour protéger leurs produits agricoles. En outre, le prix des produits primaires tropicaux a continué de baisser depuis la deuxième guerre mondiale, en raison surtout des efforts extrêmement actifs des pays industrialisés pour stimuler leur production de produits de remplacement. Il semble que l'intensité de cette production augmentera dans l'avenir, et les conséquences en seront très graves pour les pays en voie de développement.

34. A la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, les pays les moins favorisés ont été unis par une communauté de vues plus que par un sentiment de solidarité. Ce phénomène n'a pas seulement marqué un tournant dans l'histoire des relations économiques internationales. Il a conduit la Conférence à adopter des recommandations qui, sans cela, n'auraient pu l'être. Il est évident que la guérison des maux dont souffre l'humanité exige des sacrifices de la part de tous les pays, des pays en voie de développement comme des pays industrialisés. Le Sénégal est prêt à accepter sa part de sacrifices. La Conférence a adopté de nombreuses recommandations grâce à l'attitude constructive et à l'esprit de conciliation dont ont fait preuve certains pays industrialisés. Il n'y aura pas de solution aux problèmes des pays en voie de développement sans une solidarité entre toutes les nations; or, la solidarité qui est née entre un nombre toujours croissant de pays fait bien augurer de l'avenir.

35. Une nouvelle ère de coopération internationale véritable vient de s'ouvrir. Autrefois la coopération s'appelait coexistence pacifique et ne s'appliquait qu'aux relations entre l'Est et l'Ouest. Le mot « coopération » peut maintenant s'appliquer aux relations entre le Nord et le Sud; c'est une véritable coopération entre pays déjà modernisés et pays en voie de développement.

36. M. P. BARTON (Confédération internationale des syndicats libres), prenant la parole sur l'invitation du Président, dit que les membres de la Confédération internationale ont senti toute l'importance d'un des principaux résultats de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, à savoir la création du groupe des 77 pays, encore qu'en fait la constitution de ce groupe résulte principalement des circonstances particulières dans lesquelles s'est tenue la Conférence et de l'attitude intransigeante adoptée par les pays avancés, ainsi que de leurs divisions.

37. Cependant, il faut bien se rendre compte que la solidarité entre les pays en voie de développement, qui a fait une impression si forte à la Conférence, ne gardera pas toute sa force une fois que les représentants seront rentrés chez eux. M. Barton espère toutefois que les pays en voie de développement pourront maintenir leur alliance. Dans le monde entier, les travailleurs libres feront tout ce qui est en leur pouvoir pour faciliter une coopération étroite entre les pays en voie de développement, car ils sont convaincus que la mesure dans laquelle les pays industrialisés seront capables d'aborder les problèmes économiques, sociaux et commerciaux des pays en voie de développement avec une attitude plus concrète et plus constructive est le facteur qui peut avoir le plus d'influence sur la conduite future du groupe des 77 pays et

les déterminer soit à se constituer en un groupe de combat rigide, soit à demeurer libres de consacrer tous leurs efforts à établir entre eux une coopération économique et à coordonner leurs programmes et leurs politiques économiques.

38. Il ne faut pas croire que, dans les pays industrialisés, les syndicats de travailleurs soient protectionnistes. Cette idée a probablement son origine dans le fait que les syndicats sont exclus de tous les organes directeurs dans le domaine du commerce international. La Conférence leur a donné pour la première fois l'occasion d'exposer leurs vues sur le commerce international d'une manière

cohérente et suivie et de faire des suggestions sur les moyens qui permettraient aux pays en voie de développement de surmonter leurs difficiles problèmes. Toutes les suggestions contenues dans le mémoire présenté par la Confédération à la Conférence sont antiprotectionnistes, comme l'a été l'attitude de tous ceux de ses représentants qui ont participé aux débats en qualité d'observateurs. En outre, les dirigeants des puissants syndicats libres de plusieurs pays ont fait savoir à leurs gouvernements qu'ils n'approuvent pas l'attitude intransigeante que ces derniers ont adoptée à la Conférence.

La séance est levée à 12 h 15.



SOMMAIRE

Page

Points 5 et 4 de l'ordre du jour :

Tendances économiques mondiales	
Rapport de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement	
Débat général (suite)	51

Président: Sir Ronald WALKER (Australie).

Présents:

Les représentants des Etats suivants, membres du Conseil: Algérie, Argentine, Australie, Autriche, Chili, Equateur, Etats-Unis d'Amérique, France, Inde, Irak, Japon, Luxembourg, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sénégal, Tchécoslovaquie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Yougoslavie.

Les représentants des Etats suivants, membres supplémentaires des comités de session: Cameroun, Ghana, Indonésie, Iran, Mexique, République-Unie du Tanga-nika et de Zanzibar.

Les observateurs des Etats Membres suivants: Brésil, Chine, Finlande, Irlande, Ouganda, Pakistan, Suède, Uruguay.

L'observateur de l'Etat non membre suivant: République fédérale d'Allemagne.

Les représentants des institutions spécialisées suivantes: Organisation internationale du Travail, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Banque internationale pour la reconstruction et le développement, Fonds monétaire international, Organisation mondiale de la santé.

Le représentant de l'Agence internationale de l'énergie atomique.

POINTS 5 ET 4 DE L'ORDRE DU JOUR

Tendances économiques mondiales (E/3902 et Add.1 à 4; E/CN.12/696 et Add.1 et 2; E/CN.14/239; E/ECE/535)
Rapport de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (E/3856, E/3932; E/CONF.46/139)

DÉBAT GÉNÉRAL (suite)

1. M. HILL (Australie) fait observer que la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement diffère profondément, comme le Secrétaire général de la Conférence l'a rappelé à la 1320^e séance, de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et l'emploi tenue à La Havane, en 1947-1948. Les raisons qui ont motivé sa convocation sont impérieuses. Les gouverne-

ments et les organismes des Nations Unies sont en train d'étudier les conclusions de la Conférence en attendant les décisions de l'Assemblée générale. Il est donc opportun d'examiner la situation économique mondiale compte tenu des résultats de la Conférence.

2. Etudiant d'abord les éléments positifs de la situation, M. Hill constate que, des rapports et études dont le Conseil est saisi, il ressort que le problème à résoudre n'est plus, comme entre les deux guerres mondiales, d'assurer la stabilité mais d'atteindre et de maintenir, dans les pays en voie de développement comme dans les pays développés, des taux de croissance économique plus satisfaisants. Une conception plus dynamique de la réalité économique veut désormais que la croissance soit constante et qu'elle atteigne des niveaux très élevés. Peut-être convient-il aussi de s'attacher davantage à la qualité et à la nature de la croissance économique.

3. Dans les pays développés, les taux de croissance sont depuis longtemps fort élevés; dans certains, ils sont en moyenne de 5% par an. Le chômage y est insignifiant et le commerce continue de prospérer. Cette conjoncture est favorable non seulement aux pays développés, mais encore aux pays en voie de développement, dont la situation empire lorsque les grands marchés mondiaux perdent de leur dynamisme.

4. Passant aux éléments négatifs de la situation, M. Hill constate que, même dans les pays développés, le tableau n'est pas sans ombre puisque fréquemment l'accélération du taux de croissance exerce des pressions sur la balance des paiements. Mais le fait marquant reste le contraste entre la solution rapide des difficultés économiques dans les pays développés et l'évolution lente de nombreux pays en voie de développement, malgré une aide de grande envergure et un accroissement démographique considérable. Ce contraste est le problème que la Conférence sur le commerce et le développement a cherché à résoudre.

5. A la 1320^e séance, le Secrétaire général des Nations Unies a parlé d'une division du monde entre le Nord et le Sud. La délégation australienne considère les points cardinaux comme des notions relatives et ne croit pas que semblable division du monde doive se traduire par une division du Conseil. Ce qu'il faut, c'est abolir la division du monde en pays pauvres et pays riches.

6. Le Secrétaire général a souligné la nécessité de réfléchir à la manière dont il serait possible au Conseil de s'acquitter plus efficacement des responsabilités que la Charte lui assigne. La délégation australienne estime qu'il n'y a pas lieu d'être pessimiste quant à l'efficacité du rôle du Conseil, si l'on envisage toutes les questions avec le souci d'élargir sans cesse le terrain d'entente. Comme le Conseil ne compte encore qu'un assez petit nombre de membres, les consultations entre les groupes et les délégations sont faciles. Son expérience donne encore à ses

avis du poids auprès des gouvernements et il faut à tout prix maintenir la qualité de ces avis.

7. Le Secrétaire général a annoncé que l'*Etude sur l'économie mondiale* et le *Rapport sur la situation sociale dans le monde* qui seront présentés au Conseil en 1965 seront consacrés à un examen d'ensemble des progrès déjà accomplis et des perspectives futures. La délégation australienne estime qu'il y aurait intérêt à ce que les travaux du Conseil s'organisent en conséquence. Il est souvent très utile de marquer un temps d'arrêt pour réfléchir et se préparer avant d'agir. En outre, il faut se rendre compte que la création de nouvelles institutions dans le domaine du commerce et du développement pose d'importants problèmes de coopération avec les organismes existants; cette question méritera certainement un examen approfondi au Comité de coordination l'an prochain.

8. La Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement a eu le mérite de formuler certains principes destinés à guider les échanges internationaux et de recommander à cet effet la mise en place d'un mécanisme nouveau. Elle a aussi eu le mérite de définir avec plus de précision les problèmes urgents et de faire mieux connaître les besoins des pays en voie de développement. Certes, elle n'a pas répondu à toutes les aspirations des pays en voie de développement. Il reste beaucoup à faire, et le Conseil a un rôle capital à jouer : donner des directives et faire périodiquement le bilan des problèmes économiques et sociaux. Le Gouvernement australien participera sans réserve à cette tâche au Conseil et dans les autres organes compétents.

9. M. GRANT (Ghana) considère la Conférence sur le commerce et le développement comme une étape importante dans l'activité des Nations Unies, puisqu'elle a fait reconnaître que le commerce était non seulement le moyen le plus ancien et le meilleur d'assurer la coexistence pacifique, mais aussi l'instrument le plus efficace du développement économique.

10. La constitution du groupe des 77 pays a été le premier pas vers la réussite de la Conférence, car elle a accéléré l'allure des débats et facilité l'expression des idées les plus importantes et la recherche d'un terrain d'entente.

11. Parmi les questions qui ont été examinées à la Conférence il y a eu d'abord l'idée suivante lancée par le chef de la délégation ghanéenne : les pays riches d'Europe occidentale, de concert avec d'autres pays riches comme l'URSS, devraient essayer de mettre au point pour l'Afrique un plan global semblable au fameux plan Marshall. Mais les pays pressentis n'ont pas réservé à la suggestion un accueil encourageant. M. Grant espère que la proposition sera reprise en une autre occasion sous des auspices plus favorables.

12. La délégation ghanéenne s'est également beaucoup intéressée aux possibilités de financement sur le plan régional par la création d'un fonds régional de développement. Après le brillant exposé que le représentant des Etats-Unis avait fait sur la planification du développement régional à la Cinquième Commission de la Conférence, elle croyait que cette idée serait facilement acceptée par

la Conférence. Elle était convaincue que la planification et le développement régionaux ne peuvent réussir que s'ils s'accompagnent d'un financement régional. Malheureusement, la délégation des Etats-Unis a opposé son veto à la proposition. La délégation ghanéenne a donc été agréablement surprise d'entendre le représentant du Royaume-Uni et celui des Etats-Unis se prononcer au Conseil pour le financement régional du développement.

13. Quant à la recommandation de la Conférence tendant à ce que les pays développés versent une contribution égale à 1 % de leur revenu national pour le développement des pays moins avancés (voir E/CONF. 46/139, annexe A. IV.2) la délégation ghanéenne l'a accueillie avec une profonde gratitude et elle espère qu'elle sera prochainement mise en pratique.

14. La délégation ghanéenne approuve la recommandation de la Conférence tendant à ce que celle-ci se réunisse à nouveau à des intervalles déterminés et à ce qu'il soit créé un Conseil du commerce et du développement (*ibid.* annexe A.V.1). Cette dernière initiative, la plus importante que la Conférence ait prise, marque l'apparition d'une philosophie libérale du commerce, fondée sur la coexistence de nombreux partenaires commerciaux et non plus sur les blocs restrictifs ayant chacun leurs partenaires exclusifs, spéciaux ou préférentiels.

15. Quant aux problèmes que la Conférence n'a pas résolus, comme ceux des accords relatifs aux produits de base et des régimes préférentiels, on s'apercevra, en les examinant de près, qu'ils sont posés par la disparition progressive du colonialisme.

16. Enfin, la délégation ghanéenne a vivement apprécié la documentation abondante et sérieuse mise à la disposition des participants à la Conférence.

17. M. B. BARTON (Fédération syndicale mondiale), prenant la parole sur l'invitation du Président, présente tout d'abord quelques brèves observations sur les tendances économiques mondiales. A son avis, la situation économique dans les pays sous-développés d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine demeure un sujet de préoccupations. Ces pays restent essentiellement agricoles et le niveau de vie des populations, déjà très faible, a encore baissé. La hausse des prix et le chômage croissant tendent à annuler les maigres avantages que les classes laborieuses ont pu arracher au prix d'âpres luttes.

18. Néanmoins, des efforts ont été accomplis par de nombreux pays pour rattraper leur retard, hérité d'un passé colonial ou semi-colonial. Dans certains, d'importantes industries ont été créées, mais leur contribution à l'économie mondiale est encore insignifiante. Ce n'est que depuis peu que l'on reconnaît le rôle capital de l'industrialisation, clé du développement et de l'indépendance économiques. De puissants pays font cependant obstacle à l'implantation d'industries — en particulier d'industries lourdes — dans les pays en voie de développement. L'action internationale des Nations Unies doit donc se concentrer d'autant plus sur l'aide en vue de l'industrialisation. Les projets d'infrastructure sont importants, mais on parviendrait à un meilleur équilibre si une aide plus importante était accordée pour la création d'une industrie de transformation et d'une industrie lourde. A cet égard,

l'aide fournie par les pays socialistes pour la construction de nombreuses usines et le fait qu'ils aient accepté d'acheter des biens manufacturés aux pays en voie de développement sont à citer en exemple.

19. Dans le domaine de l'industrialisation, les syndicats peuvent contribuer utilement aux adaptations et aux transformations sociales nécessaires. Avec les organisations paysannes, ils peuvent agir pour imposer les réformes agraires qui doivent être appliquées dans la plupart des pays en voie de développement pour résoudre les problèmes urgents que constituent la modernisation de l'agriculture et la production de denrées alimentaires et d'autres biens nécessaires au marché intérieur et aux exportations. Mais pour cela, les droits syndicaux doivent être garantis. Or, dans de nombreux pays, les organisations de travailleurs sont baillonnées et ne peuvent ainsi jouer le rôle essentiel qui leur revient dans le développement économique et la lutte contre les monopoles étrangers.

20. La Fédération syndicale mondiale soutient les revendications de nombreux syndicats en faveur de la nationalisation des entreprises étrangères dans les pays en voie de développement. Dans beaucoup de ces pays, en effet, l'industrie et le commerce sont sous l'emprise de sociétés étrangères qui, cherchant à s'assurer le maximum de profits, épuisent les ressources nationales. On estime que le montant total des bénéfices réalisés par les sociétés privées étrangères dans les pays en voie de développement s'élève à quelque 5 milliards de dollars par an. La nationalisation de ces entreprises peut favoriser l'élargissement du secteur public, sans lequel il ne saurait y avoir de développement planifié. L'importance du secteur public réside dans le fait qu'il peut mieux répondre aux besoins les plus urgents de l'économie que le secteur privé, davantage orienté vers le commerce et l'industrie légère. Pour cette raison, la Fédération considère que l'aide internationale devrait être plus particulièrement axée sur l'élargissement du secteur public.

21. Dans les pays capitalistes avancés, les monopoles exercent une pression sur les gouvernements afin qu'ils freinent les augmentations de salaires, sous prétexte des menaces d'inflation et de la concurrence étrangère. La « politique des revenus » est de plus en plus souvent présentée comme un remède aux maux économiques, mais les travailleurs, qui sont les premiers à souffrir de l'inflation, savent très bien que le but principal d'une « politique des revenus » est de limiter les augmentations de salaires. Leur opposition montre qu'ils ne sauraient accepter un blocage des salaires tant que les monopoles peuvent à leur gré fixer les prix, orienter les investissements et même exporter des capitaux.

22. Devant le renforcement et la concentration des puissantes sociétés privées tant à l'échelon national que sur le plan international, la Fédération a approuvé la création d'un Comité syndical mondial pour la lutte contre les monopoles. Ce Comité, qui a tenu sa première réunion à Leipzig en décembre 1963, a étudié la nécessité de favoriser l'unité des travailleurs, aussi bien dans les pays en voie de développement que dans les pays avancés, pour lutter contre l'action des monopoles. Le Comité a décidé notamment d'organiser une conférence syndicale

mondiale sur le commerce international et sur son influence sur la situation des travailleurs.

23. La Fédération syndicale mondiale, qui avait déjà proposé la convocation d'une conférence sur le commerce international lors de la vingt-huitième session du Conseil en 1959, a participé activement aux travaux du Comité préparatoire de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement et à ceux de la Conférence elle-même. Le représentant de la Fédération a notamment souligné dans ses déclarations qu'il était nécessaire de prendre des mesures en vue d'éliminer du commerce international les pratiques abusives des grands monopoles capitalistes.

24. Il est certain que si les décisions prises par la Conférence sont fidèlement appliquées, un premier pas important aura été accompli pour éliminer dans l'intérêt de tous les pays certains des obstacles qui entravent l'expansion du commerce international. La Conférence constitue ainsi l'un des événements les plus importants de l'histoire de l'ONU, et son aspect le plus significatif aura été la création d'une unité entre les pays en voie de développement.

25. La Fédération a souvent affirmé que les politiques néo-colonialistes appliquées par les monopoles nuisent non seulement aux intérêts des pays en voie de développement, mais également aux intérêts des travailleurs des pays développés. Ces travailleurs doivent en effet lutter chaque jour contre l'autorité des mêmes monopoles pour améliorer leur condition. C'est pourquoi les travailleurs des pays développés sont les alliés naturels des pays en voie de développement dans leur lutte pour limiter la puissance des monopoles. Les syndicats affiliés à la Fédération dans les pays socialistes, dans les pays capitalistes développés et dans les pays en voie de développement, se félicitent des succès obtenus par la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, de l'unité à laquelle sont parvenus les pays en voie de développement et de l'appui précieux que leur ont apporté les pays socialistes lors de la Conférence. La décision tendant à créer un nouveau mécanisme chargé d'une responsabilité générale dans le domaine du commerce est une mesure importante, encore que les recommandations définitives relatives à ce mécanisme soient loin d'être entièrement satisfaisantes et laissent le champ libre aux manœuvres destinées à protéger les privilèges. Ce mécanisme devrait être fondé sur le principe d'une représentation universelle et tous les Etats devraient pouvoir y être admis sans discrimination. Or, les dispositions adoptées par la Conférence excluent des Etats aussi importants que la République populaire de Chine et la République démocratique allemande, ce qui ne peut qu'affaiblir l'autorité de l'organisme prévu. Les principes recommandés par la Conférence (*ibid.*, annexe A.I.1) impliquent que le système commercial fondé sur la domination économique de certains pays privilégiés doit prendre fin. Les syndicats de tous les pays ont un rôle à jouer dans ce domaine, et les principes recommandés par la Conférence constituent une charte internationale qui permettra de lutter contre les forces qui s'opposent au progrès et qui veulent perpétuer la domination, l'exploitation et la discrimination économiques. Toutefois, il est regrettable que ces prin-

cipes ne comportent pas une condamnation sans équivoque du recours aux pressions économiques ou politiques pour empêcher les pays de poursuivre une politique indépendante et démocratique. La Fédération syndicale mondiale a souvent condamné ces pressions, notamment à propos du blocus économique de Cuba.

26. Les compromis qui sont intervenus à la fin de la Conférence ont beaucoup affaibli de nombreuses recommandations, mais la lutte entreprise pour opérer les changements nécessaires ne fait que commencer.

27. Les problèmes du commerce entre l'Est et l'Ouest ont été insuffisamment examinés à la Conférence et c'est là une de ses lacunes. Il s'agit pourtant d'une question cruciale qui affecte le commerce mondial, notamment le commerce des pays en voie de développement avec les pays à économie de marché et les pays à économie planifiée. Une nouvelle action doit être entreprise pour faire du commerce international un moyen du développement, et il faudra donner la priorité à l'élimination des obstacles qui compromettent le commerce entre l'Est et l'Ouest, de façon que l'économie mondiale soit mieux équilibrée.

28. M. Barton se félicite de l'importance accordée, dans certaines recommandations de la Conférence, à la nécessité d'opérer des changements structurels et de promouvoir le progrès social dans les pays en voie de développement. Il se félicite également de ce que certaines mesures spéciales aient été recommandées en vue d'entreprendre une action immédiate pour assurer une amélioration substantielle du niveau de vie.

29. La Fédération syndicale mondiale attachera une grande importance aux observations du Conseil et aux décisions de l'Assemblée générale relatives aux recommandations de la Conférence. Les efforts des travailleurs et de leurs syndicats pour améliorer leur condition et pour lutter contre la politique des monopoles sont directement liés aux efforts déployés en vue d'asseoir les échanges internationaux sur des fondations plus solides, de supprimer les privilèges et de mettre fin au contrôle, par des intérêts étrangers, des ressources et du commerce de nombreux pays en voie de développement.

La séance est levée à 16 h 35.



CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Trente-septième session

DOCUMENTS OFFICIELS

Lundi 20 juillet 1964
à 10 h 25

PALAIS DES NATIONS, GENÈVE

SOMMAIRE

	Pages
Point 17 de l'ordre du jour :	
Rapports des commissions économiques régionales (reprise des débats de la 1319 ^e séance)	55
Points 5 et 4 de l'ordre du jour :	
Tendances économiques mondiales	
Rapport de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement	
Débat général (suite)	56

Président: Sir Ronald WALKER (Australie).

Présents:

Les représentants des Etats suivants, membres du Conseil: Algérie, Argentine, Australie, Autriche, Chili, Colombie, Equateur, Etats-Unis d'Amérique, France, Inde, Irak, Japon, Luxembourg, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sénégal, Tchécoslovaquie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Yougoslavie.

Les représentants des Etats suivants, membres supplémentaires des comités de session: Cameroun, Ghana, Indonésie, Iran, Italie, Mexique, République arabe unie, République-Unie du Tanganyika et de Zanzibar.

Les observateurs des Etats Membres suivants: Brésil, Canada, Chine, Finlande, Hongrie, Irlande, Israël, Jordanie, Norvège, Nouvelle-Zélande, Ouganda, Pakistan, Pologne, République socialiste soviétique d'Ukraine, Roumanie, Suède, Uruguay.

Les observateurs des Etats non membres suivants: République fédérale d'Allemagne, Saint-Siège, Suisse.

Les représentants des institutions spécialisées suivantes: Organisation internationale du Travail, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, Fonds monétaire international, Organisation mondiale de la santé, Union postale universelle.

POINT 17 DE L'ORDRE DU JOUR

Rapports des commissions économiques régionales
(E/L.1053/Rev.1) (reprise des débats de la 1319^e séance)

1. Le PRÉSIDENT invite le Conseil à se prononcer sur le projet de résolution révisé des huit pays (E/L.1053/Rev.1).

2. M. BLAU (Etats-Unis d'Amérique) rappelle que le texte initial du projet de résolution (E/L.1053 et Corr.1) soulevait certaines difficultés, mais que celles-ci sont surmontées en grande partie dans la version révisée. En

ce qui concerne le deuxième considérant, la délégation des Etats-Unis estime que la collaboration entre les commissions économiques régionales doit normalement s'exercer par l'intermédiaire des secrétaires exécutifs et que les commissions doivent garder présentes à l'esprit les clauses de leur mandat et faire rapport au Conseil avant d'entreprendre une action de portée mondiale. M. Blau approuve l'addition du troisième considérant qui a pour effet d'élargir le cadre du projet de résolution en mentionnant l'œuvre importante des commissions dans des domaines autres que celui du commerce; en ce qui concerne les modifications apportées au dispositif, il note avec satisfaction que les recommandations de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement seront mises en œuvre par les commissions dans le cadre de leurs activités régulières: le projet de résolution ne prévoit donc pas de changement brutal d'orientation.

3. M. HILL (Australie) considère que la partie du dispositif qui a trait à la mise en œuvre des recommandations de la Conférence soulève une difficulté, car elle préjuge la décision de l'Assemblée générale des Nations Unies. Toutefois, l'Australie ne proposera pas d'amendement et votera pour le projet de résolution. M. Hill tient néanmoins à souligner que les mots « en temps opportun » sont également applicables au dernier membre de phrase: en effet, c'est aux Etats Membres qu'il appartient de décider de l'action à entreprendre, et un délai de réflexion est nécessaire. C'est dans ce sens qu'il interprète les mots « en temps opportun ».

4. M. DUPRAZ (France) voit dans le projet de résolution le résultat heureux de la coopération internationale. Il approuve le texte révisé soumis au Conseil, convaincu que les commissions économiques régionales pourront apporter une contribution utile.

5. M. APPIAH (Ghana) convient avec le représentant de l'Australie que les commissions économiques régionales relèvent de l'autorité de l'Assemblée générale des Nations Unies.

6. Sir Keith UNWIN (Royaume-Uni) dit que la délégation du Royaume-Uni s'était inquiétée de ce que le projet de résolution dans sa version initiale aurait invité les commissions économiques régionales à donner suite aux recommandations de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement avant que le Conseil ne les ait examinées et n'ait décidé, comme il le fera sans aucun doute, de les renvoyer à l'Assemblée générale. Mais l'insertion des mots « en temps opportun » a dissipé les inquiétudes de la délégation du Royaume-Uni, car ils signifient, d'après elle, que les commissions économiques régionales ne donneront suite aux recom-

mandations de la Conférence que lorsqu'elles auront été confirmées par l'Assemblée générale.

A l'unanimité, le projet de résolution révisé (E.L.1053/Rev.1) est adopté.

POINTS 5 ET 4 DE L'ORDRE DU JOUR

Tendances économiques mondiales (E/3902 et Add.1 à 4; E/CN.12/696 et Add.1 et 2; E/CN.14/239; E/ECE/535)

Rapport de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (E/3856, E/3932; E/CONF.46/139)

DÉBAT GÉNÉRAL (suite)

7. M. KURKA (Tchécoslovaquie) rappelle les paroles prononcées par le Secrétaire général à la 1320^e séance, selon lesquelles aucun problème ne peut être examiné isolément en dehors du contexte de l'économie mondiale. Si la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement n'a pas pu résoudre tous les problèmes, elle a néanmoins permis une confrontation des différents points de vue et, surtout, elle a fourni l'occasion de réexaminer les principes qui régissent les relations économiques entre les pays. Pour la première fois dans l'histoire, le monde a pris conscience de la nécessité d'adopter une politique nouvelle à l'égard des pays en voie de développement et la Conférence a créé un cadre nouveau pour cette politique nouvelle.

8. Exposant le point de vue des pays socialistes, le représentant de la Tchécoslovaquie déclare qu'il importe de reconnaître que les méthodes appliquées par ces pays sont des instruments du progrès. Il considère que l'Organisation des Nations Unies peut faire beaucoup pour répondre aux besoins des pays en voie de développement et que les gouvernements doivent appuyer son action. Pour sa part, la Tchécoslovaquie est convaincue de la possibilité d'appliquer une politique tenant compte de ces besoins et, en particulier, de développer les importations en provenance des pays peu avancés. Mais, pour renforcer la coopération économique, il est nécessaire que les gouvernements suivent une politique de coexistence pacifique, ce qui suppose la normalisation de leurs rapports mutuels.

9. Passant à l'examen de l'*Etude sur l'économie mondiale, 1963* (E/3902 et Add.1 à 4), le représentant de la Tchécoslovaquie fait observer que la situation ne justifie pas l'optimisme de ses auteurs quant au développement économique des pays à économie de marché et des pays exportateurs de matières premières. En effet, si les Etats-Unis ont connu une nette expansion, on observe d'un autre côté certains aspects négatifs: c'est ainsi que le chômage s'est accru, tandis que les revenus des agriculteurs ont diminué et que les réserves d'or se sont amenuisées. De même, si l'économie de l'Europe occidentale a été stimulée par la demande extérieure et par l'augmentation des investissements, la production industrielle a fléchi dans la plupart des pays de cette région, et des hausses de prix ont été enregistrées. Il ressort de l'*Etude* que les pays développés à économie de marché ont remporté quelques succès, mais ont souffert de facteurs inhérents au processus capitaliste de production.

10. M. Kurka regrette que le cas des pays sous-développés exportateurs de matières premières n'ait pas été traité séparément. Le fait que les auteurs du chapitre 2 de l'*Etude* aient pris le développement des échanges comme critère principal et aient étudié en bloc l'évolution des pays exportateurs de produits primaires, qu'ils soient en voie de développement ou développés, explique leur optimisme concernant l'ensemble de ces pays. Mais la situation de ceux de ces pays qui sont en voie de développement est moins satisfaisante. La croissance économique de ces pays s'est en fait ralentie et, dans un grand nombre de cas, le revenu par habitant a diminué. Le produit intérieur brut n'a augmenté que de 3,5 % alors que, dans les pays développés exportateurs de produits primaires, il progressait de 7 %. Ainsi les auteurs de l'*Etude* ont passé sous silence les aspects négatifs du développement économique des pays sous-développés; cette omission est particulièrement injustifiée en un moment où il faut trouver une solution à ces problèmes.

11. Le chapitre 3 de l'*Etude* met en relief le développement économique des pays socialistes. Sur ce point, il convient de noter que si le rythme d'expansion s'est ralenti, il demeure néanmoins élevé par rapport à celui des pays d'Europe occidentale. En ce qui concerne la Tchécoslovaquie, les auteurs parlent de stagnation économique et signalent que les autorités ont peu fait pour y remédier. Selon M. Kurka, cette opinion est toute subjective et ne rend pas compte de la situation réelle. Il fait observer d'abord que, devant l'action des monopoles, les pays socialistes ont été obligés de compter avant tout sur leurs propres forces. En Tchécoslovaquie, la première phase d'industrialisation du pays a été couronnée de succès. En décembre 1962, on a adopté de nouveaux principes pour assurer une expansion économique plus rapide, en insistant sur le développement intensif de l'économie tchécoslovaque et non sur son développement extensif comme on l'avait fait dans le passé. Ces principes ont conduit à l'établissement d'un plan quinquennal pour la période 1966-1970 qui met notamment l'accent sur une exploitation plus poussée des ressources nationales en matières premières et en énergie. En outre, la Tchécoslovaquie envisage d'appliquer un nouveau système de gestion planifiée de l'économie dans lequel la planification économique sera associée à une large autonomie des entreprises, ce qui aura pour effet de susciter chez les travailleurs un plus grand intérêt pour les résultats obtenus.

12. M. Kurka souligne que les pays socialistes ne se trouvent pas tous au même stade de progrès économique et diffèrent aussi par les conditions économiques, naturelles et autres qui déterminent la voie que chacun doit suivre pour assurer son développement. Il s'agit de choisir les méthodes de planification et d'orienter le développement économique dans le sens qui permettra de tirer le meilleur parti de ces conditions. Comme il est naturel, ces problèmes — temporaires — seront résolus par des mesures de caractère socialiste.

13. Dressant le bilan de l'évolution récente, M. Kurka indique que durant le premier semestre de 1964 la production industrielle brute a augmenté de 4,5 % par rapport à la période correspondante de l'année précédente. En outre, l'économie de la Slovaquie, région qui

avait un retard considérable, s'est radicalement transformée. Ainsi l'indice de la production industrielle est 12 fois plus élevé qu'avant la guerre, et 250 usines modernes y ont été créées depuis 1947. L'une d'elles, lorsqu'elle sera achevée, produira 6 millions de tonnes de fer et d'acier. Ces chiffres prouvent que la Slovaquie s'est développée beaucoup plus vite que certains pays à économie de marché et que la Tchécoslovaquie ne vient pas de traverser une période de stagnation.

14. M. WILLIAMS (Etats-Unis d'Amérique) souligne l'excellente qualité de la partie de l'*Etude sur l'économie mondiale*, 1963, qui a été distribuée; ceci est d'autant plus remarquable que les spécialistes avaient dû consacrer une grande partie de leur temps aux préparatifs de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement.

15. M. Williams donne un aperçu de la situation économique de son pays. L'histoire des Etats-Unis se caractérise par des progrès constants vers le développement économique; s'ils sont arrivés à leur prospérité actuelle, c'est grâce à l'ingéniosité et à l'esprit d'initiative d'immigrants venus de tous les coins du monde, et non en exploitant et en opprimant autrui. L'économie des Etats-Unis en est à son quarante et unième mois d'expansion continue depuis la récession de 1960-1961. Leur balance des paiements s'est améliorée notablement pendant le deuxième semestre de 1963. Le déficit des transactions courantes est tombé à moins d'un milliard de dollars et il y a tout lieu de croire que la balance des paiements pour 1964 sera la plus favorable qu'on ait vue depuis 1957. La réduction de la fiscalité et les réformes fiscales de 1964 augmentent la demande de biens de consommation et les investissements. Les Etats-Unis ont enregistré quelques progrès dans la lutte contre le chômage et l'utilisation insuffisante de la capacité de production. Pour le premier semestre de 1964, le taux du chômage a été en moyenne de 5,4% contre 5,8% pour la période correspondante de 1963, mais il demeure un problème majeur que le gouvernement est résolu à affronter. Le Gouvernement des Etats-Unis accorde de plus en plus d'importance à la formation et au reclassement des techniciens contraints à changer de secteur, afin de préparer le plus grand nombre possible de citoyens à profiter de l'amélioration de la conjoncture économique.

16. Malheureusement, l'*Etude* ne présente pas un tableau aussi encourageant pour tous les pays. Certes, la croissance économique a été plus générale et plus uniforme en 1963 qu'elle n'avait été depuis longtemps et elle semble devoir continuer en 1964. Il est particulièrement satisfaisant de constater l'amélioration des marchés de presque tous les produits primaires du point de vue des volumes et du point de vue des prix. Les termes de l'échange entre les produits primaires et les articles manufacturés deviennent favorables aux premiers. Cette amélioration a profité à tous les pays en voie de développement, à de très rares exceptions près. Mais le développement économique est un vain mot s'il ne signifie pas pour tous les pays et tous les individus des possibilités égales de vivre dans la dignité et la sécurité. Les Etats-Unis sont résolus à mettre tout en œuvre pour qu'il en soit ainsi.

17. Dans cette lutte pour une vie meilleure et plus riche dans une liberté plus grande, les Etats-Unis ne se laissent pas hypnotiser par leurs affaires intérieures. Ils souhaitent l'amitié et la coopération de tous les peuples qui désirent sincèrement un monde plus libre et plus prospère. L'ampleur même de leurs problèmes les rend sensibles aux besoins des autres, sur quelque continent que ce soit. Ils croient en la fraternité de tous les hommes. Parlant récemment au nom de l'immense majorité de la nation, le Président des Etats-Unis a proclamé l'intention de son pays de gagner la guerre contre la misère à l'intérieur et à l'extérieur, afin que le monde ne soit pas divisé en pays riches et en pays pauvres. C'est ce qui explique que, depuis la deuxième guerre mondiale, le peuple américain, grâce à son labeur, ait versé une contribution de plus de 100 milliards de dollars, d'abord pour aider l'Europe à se relever, puis pour assister les pays en voie de développement.

18. Dans cet esprit, M. Williams fera quelques observations concernant la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement. Cet événement marquera sans doute un tournant dans l'histoire économique du monde, mais seulement si les participants ont la sagesse d'appliquer et d'élargir les accords réalisés.

19. La Conférence a mis en évidence les problèmes et aspirations de l'hémisphère sud. Elle a rompu avec les conceptions traditionnelles et a démontré la nécessité d'un dialogue libre et permanent qu'elle-même a permis d'entamer entre le Nord et le Sud. Les 77 pays en voie de développement disposent d'un nombre de voix assez élevé pour pouvoir faire adopter n'importe quelle recommandation sur laquelle ils se sont mis d'accord. Ils forment au moins trois groupes qui ont arrêté une position commune d'avance, au cours d'une série de réunions. Les Etats-Unis ne déplorent pas ce fait qui leur paraît au contraire important dans l'immédiat comme pour l'avenir. Ils pensent même que d'autres pays pourraient suivre cet exemple et constituer des groupes dont l'activité contribuerait à l'efficacité des débats et à la compréhension mutuelle, mais ces groupes devront toujours avoir pour but principal de concilier les divergences de vues. L'économie mondiale étant interdépendante et les ressources étant distribuées de façon inégale, un progrès réel touchant les questions fondamentales ne peut être obtenu par des votes : il ne peut l'être que par un accord aussi large que possible.

20. Quant à la décision que le Conseil doit prendre à la présente session au sujet du rapport de la Conférence (E/CONF.46/139), M. Williams ne croit pas qu'il soit possible d'examiner le rapport en détail ni convenable de se borner à en prendre acte. Il ne faut pas oublier non plus que le Conseil s'intéresse vivement aux questions dont la Conférence s'est occupée et que la Charte lui a assigné des responsabilités concernant de nombreuses questions sur lesquelles la Conférence a fait des recommandations. En conséquence, il semble que le Conseil devrait se prononcer dans trois ordres d'idées. En premier lieu, l'ordre du jour du Conseil contient des questions comme celles du financement du développement économique, de l'action dans le domaine du développement industriel, des travaux dans le domaine des ressources non agricoles, du

Programme alimentaire mondial, de la science et de la technique, du rôle des brevets dans le transfert des connaissances techniques aux pays sous-développés: il importe que le Conseil, en s'occupant de ces questions, tienne pleinement compte des recommandations et des avis formulés par la Conférence. Ensuite, la Conférence a recommandé de nombreuses études qui pourraient être entreprises par les institutions spécialisées qui sont rattachées au Conseil par des accords spéciaux, lesquels leur font une obligation de prendre en considération les recommandations du Conseil; celui-ci pourrait donc inviter lesdites institutions à tenir compte des recommandations de la Conférence lorsqu'elles établiront leurs programmes de travail et leurs ordres de priorité. Enfin, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies a souligné à la 1320^e séance qu'il importait d'intégrer les nouvelles dispositions institutionnelles recommandées par la Conférence (E/CONF.46/139, annexe A.V.1) dans les rouages existants. Il a préconisé une nouvelle évaluation des fonctions et du mécanisme de l'O.N.U. et particulièrement du Conseil économique et social. L'examen critique proposé par le Secrétaire général est probablement le meilleur moyen que le Conseil puisse employer actuellement pour assurer non seulement sa propre efficacité, mais aussi celle du mécanisme que l'Assemblée générale devra instituer. La délégation des Etats-Unis reviendra sur cette question lors de l'examen des points 6 et 7 de l'ordre du jour.

21. De l'avis de la délégation des Etats-Unis, les divergences qui ne manqueront pas de se manifester pendant l'examen de l'*Etude* et des conclusions de la Conférence ne peuvent porter que sur les moyens et non sur la fin. En effet, le Gouvernement des Etats-Unis préconise, pour tous les pays en voie de développement, une industrialisation aussi rapide que possible. Il est partisan de l'intensification la plus rapide des échanges entre pays industrialisés et pays en voie d'industrialisation, dans des conditions raisonnables. Il pense qu'il convient d'accélérer au maximum le transfert des connaissances techniques aux pays en voie de développement qui peuvent les absorber et les employer. Il ne peut être satisfait du rythme actuel du progrès vers des conditions de vie meilleures dans une liberté plus grande, où que ce soit dans le monde, parce qu'il sait que les problèmes de la pauvreté et du dénuement ne sont ni isolés ni passagers. Il n'est pas de nation ou de peuple dans le monde d'aujourd'hui qui puisse vivre sans connaître les problèmes d'autrui et sans être atteint par eux. Les Etats-Unis veulent contribuer à essayer de résoudre ces problèmes, et leur attachement aux buts énoncés dans la Charte ne se démentira pas.

22. M. JAFERI (Iran) considère comme un événement d'importance historique la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement. Il met l'accent sur le fait que 77 pays en voie de développement ont montré en cette circonstance une unité de pensée et d'action sans précédent dans l'histoire des relations internationales.

23. Pour M. Jaferi, le problème auquel se heurtent les pays en voie de développement tient avant tout à l'absence d'une économie diversifiée dans ces pays. La plupart d'entre eux tirent l'essentiel de leurs recettes d'exportation

d'un nombre réduit de produits agricoles, soumis à toutes les intempéries. Un hiver rigoureux, une période de sécheresse ou des inondations peuvent bouleverser tous les plans et même entraîner une crise économique. Si l'on ne remédie pas à cette situation, l'évolution économique mondiale restera défavorable à ces pays. C'est pourquoi la délégation de l'Iran espère que l'application des quatrième et cinquième principes généraux adoptés par la Conférence sur le commerce et le développement (*ibid.*, annexe A.I.1) permettra de modifier la structure économique du monde dans le sens voulu.

24. Au sujet des tendances de l'économie mondiale, le représentant de l'Iran tient à mettre en lumière quelques faits importants. Il signale, par exemple, que si la production industrielle a augmenté sensiblement dans les pays avancés, au contraire la production primaire est restée à peu près stationnaire: elle n'a progressé que de 2% pour les principaux produits, c'est-à-dire environ deux fois moins que dans les années 1950-1960. En outre, il ressort de l'introduction à l'*Etude sur l'économie mondiale, 1963* que l'accroissement de la production agricole dans les pays en voie de développement s'est à peine maintenu au rythme de la croissance démographique. D'autre part, le Secrétaire exécutif de la CEAE0 a déclaré à la 1315^e séance que le taux d'accroissement de la production alimentaire dans les pays membres de la Commission était tombé de 3,6% par an dans la période 1950-1960 à moins de 0,5% au cours de l'année considérée, alors que le rythme de croissance démographique était en moyenne de 2,4% par an. M. Jaferi considère que cette évolution risque de conduire à une situation très grave si l'on ne prend pas les mesures appropriées pour créer et maintenir un équilibre entre la production et la consommation de denrées alimentaires.

25. En ce qui concerne la production industrielle dans les pays en voie de développement, quelques progrès ont été réalisés, mais le but est encore loin d'être atteint. Dans ce domaine, il est nécessaire d'agir sans relâche pour atténuer les déséquilibres dans le processus de formation de capital. Outre l'épargne nationale, d'ailleurs très faible, les pays peu avancés devraient pouvoir disposer de ressources financières suffisantes leur permettant d'accélérer l'exécution de leurs plans de développement. A cet égard, la délégation de l'Iran note avec satisfaction que la Conférence sur le commerce et le développement a établi un nouveau principe d'aide liée aux politiques d'échanges et de production dans le cadre de l'expansion de l'économie mondiale.

26. Enfin, l'Iran se félicite de la stabilité relative des prix des produits primaires et de l'amélioration des termes de l'échange des pays qui exportent ces produits. Toutefois, l'accroissement de 4% du pouvoir d'achat des exportations est trop faible pour compenser les pertes que ces pays ont subies depuis 1950. C'est ainsi que la détérioration des termes de l'échange a fait perdre à l'Iran 445 millions de dollars pendant les cinq dernières années, alors que l'entrée nette de capitaux n'a pas dépassé 165 millions de dollars pendant la même période. La délégation iranienne espère que la tendance favorable constatée récemment se maintiendra dans les années à venir.

27. M. DUPRAZ (France) souligne qu'il y a une dimension internationale de la vie économique contemporaine. Cela signifie qu'en concevant et en exécutant leur politique nationale, les gouvernements doivent tenir compte du contexte international qui leur crée des impératifs.

28. Les pays peu développés ont dénoncé les conséquences néfastes, pour l'ensemble du monde et singulièrement pour les pays riches, d'une prolongation de la pauvreté des peuples les plus démunis. La vivacité de leurs plaidoyers montrait qu'ils mettaient parfois en doute la solidarité internationale. Quelques signes d'une tendance des pays industrialisés à accroître leurs relations mutuelles plutôt que leurs relations avec les pays du tiers monde ont pu donner quelque vraisemblance à cette crainte. Pourtant, rien n'est plus éloigné des intentions des pays du monde occidental et tout particulièrement des intentions du Gouvernement français que cette tendance. En résolvant ses propres problèmes, la France poursuit une politique qui émane d'une solidarité concrète, active et progressiste avec les autres pays, notamment ceux du tiers monde. Tout en s'efforçant de maintenir son progrès économique, elle continue d'assumer les responsabilités qui lui incombent dans l'ordre de la coopération internationale.

29. L'année 1963 a présenté pour l'économie française un certain nombre de difficultés. Les risques d'inflation conjurés depuis l'opération d'assainissement monétaire de 1958 ont réapparu et se sont manifestés jusqu'en septembre 1963. La consommation privée et la consommation publique ont débordé largement les gains de productivité, et le ralentissement dans la croissance des investissements s'est confirmé. Toutefois, le fait saillant reste la hausse des prix enregistrée pendant la première partie de l'année.

30. Le plan de stabilisation promulgué en septembre 1963 a été conçu de manière à ne porter aucun préjudice aux engagements souscrits quant à la libération du commerce international, à l'égard tant des membres de la Communauté économique européenne que des pays tiers. Il n'y a pas eu fermeture de frontières; au contraire, des abaissements tarifaires sont intervenus. D'ailleurs, le rythme de développement des importations au taux de 17% marque une élasticité par rapport à la production intérieure brute qui est sans précédent dans l'histoire de l'économie française.

31. La mise en œuvre de ce plan n'a pas résolu tous les problèmes. Des réformes de structure s'imposeront lors de la préparation du cinquième plan français qui couvrira la période 1966-1970. Elles porteront notamment sur une meilleure régionalisation des projets afin d'atténuer les disparités entre les régions développées et les régions sous-développées du territoire français. On étudiera également l'évolution des échanges, et il est probable que l'on donnera la préférence à la programmation en valeur plutôt qu'à la fixation d'objectifs de croissance exprimés en volume par rapport à l'année de base.

32. L'évolution harmonieuse de la balance des paiements des pays membres de la Communauté économique européenne ne s'est pas poursuivie en 1963. Les poussées inflationnistes dans certains de ces pays se sont traduites par une demande nette qui a fait appel aux possibilités

de l'offre des autres pays partenaires. Or cette offre s'est avérée rigide, notamment en raison des tensions sur le marché de l'emploi. Il en est résulté que la tendance inflationniste s'est propagée directement d'un pays à l'autre dans l'espace économique de la Communauté.

33. La balance commerciale de la Communauté, qui était équilibrée en 1961, s'est soldée par un déficit d'environ 3 milliards de dollars en 1963. La balance des paiements courants s'est détériorée dans une proportion voisine. Cette situation est inquiétante pour l'Europe des Six, mais elle peut avoir également des répercussions qui affectent les pays en voie de développement.

34. Dans une certaine mesure, les pays du tiers monde sont solidaires des efforts d'expansion des pays industrialisés. La Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement a d'ailleurs souligné ce point. La Conférence s'est efforcée de faire intervenir activement la communauté internationale dans le domaine des échanges commerciaux. L'entreprise était hardie, car on croyait jusqu'à présent que le plus grand bien de tous devait automatiquement être produit par la recherche du profit de chacun et par un minimum d'interférences des Etats avec les forces spontanées du marché. C'est peut-être en raison même de l'originalité de cette tentative que les solutions qui ont été retenues se rencontrent plutôt dans le domaine de l'ide que dans celui de l'organisation des échanges commerciaux en faveur des pays en voie de développement. La mise en œuvre de la recommandation de la Conférence tendant à ce que chaque pays économiquement avancé s'efforce de fournir aux pays en voie de développement des ressources financières d'un montant net minimal aussi proche que possible de 1% de son revenu national (*ibid.*, annexe A.IV.2) est déterminante. La création de nouveaux fonds et l'élargissement des programmes anciens dépendent de la façon dont cette recommandation sera appliquée.

35. En matière commerciale, la Conférence a préparé les réformes futures plutôt qu'elle ne les a opérées. Une certaine déception pourrait être marquée à ce propos, mais ce serait sous-estimer l'engagement implicite de la communauté des nations d'amener les échanges à servir les objectifs qu'elle s'est fixés. De l'avis de la délégation française, les divergences des techniques préconisées à cet effet ne sont pas regrettables. Elles proviennent du fait que c'est la première fois que les thèses relativement dirigistes que la France défend se hissent au niveau des thèses libre-échangistes qui prévalaient jusqu'ici. Comme chacun le sait, ces thèses françaises se fondent sur la notion d'organisation des marchés des produits primaires, tout en prévoyant des avantages spéciaux pour les produits manufacturés exportés par les pays en voie de développement.

36. La délégation française espère que les réunions ultérieures des instances compétentes lui donneront l'occasion de mieux convaincre les hésitants et de faire admettre un système d'organisation des échanges dont dépend largement le développement des pays économiquement attardés. Pour l'instant, elle se borne à souligner le renfort qu'apporte à ses thèses la récente amélioration, en faveur des pays en voie de développement, de la conjoncture dans le domaine des produits primaires. Ce

fait montre également que la hausse des prix n'est pas un obstacle à l'accroissement quantitatif des échanges. En effet, cette amélioration tient dans une large mesure à un accroissement simultané du volume et des prix unitaires des échanges d'un certain nombre de produits, tels que le café ou quelques métaux non ferreux. Inversement, certains marchés, comme ceux de l'orge, du thé ou des arachides, sur lesquels les prix étaient plutôt en baisse, n'ont pas bénéficié d'une amélioration du volume des échanges qui, selon la thèse classique, aurait dû accompagner cette tendance des prix.

37. Avant de se doter des organes d'action nécessaires pour faire de la coopération économique et sociale mondiale une réalité, l'Organisation des Nations Unies a peut-être besoin d'une nouvelle définition doctrinale en matière de développement et de directives pour ses activités. Les mécanismes institutionnels posent des problèmes de structure, mais il faut également examiner leur raison d'être et le rôle qu'ils peuvent jouer dans le vaste ensemble dont ils dépendent.

38. Le Conseil économique et social a vu s'altérer son prestige, pour diverses raisons. Sa composition devenue restreinte par rapport au nombre des Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies l'a privé dans une large mesure du caractère représentatif qu'il avait au début. La création de sièges supplémentaires aux comités du Conseil n'est évidemment qu'une étape vers la constitution d'un organe offrant une meilleure représentation aux différentes régions du monde. D'autre part, le Conseil, il faut bien l'avouer, s'est parfois dérobé à ses responsabilités en ne traitant pas lui-même de questions sans doute délicates, mais qui étaient de son ressort. Certes, le Conseil ne peut guère être un organe opérationnel. Néanmoins, si l'on veut éviter que la prolifération des institutions n'entraîne la dispersion des efforts, la dilution des responsabilités et la baisse de son prestige, il est indispensable que le Conseil codifie les principes et organise les services du développement économique et social.

39. La délégation française pense, avec le Secrétaire général, que le Conseil doit mettre à profit les résultats de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement et reviser ses propres méthodes de travail ainsi que le fonctionnement de ses organes subsidiaires. Il doit établir une doctrine économique d'ensemble qui donne un sens aux efforts spécialisés dans des domaines tels que la monnaie, la main-d'œuvre et le commerce, et qui éclaire la marche des peuples vers le progrès économique et social.

40. Dans l'état actuel des relations entre les nations, il serait vain de rechercher l'efficacité ailleurs que dans le consentement à l'action commune de la part de tous les intéressés. Le mépris d'un tel principe condamnerait l'Organisation des Nations Unies à n'être qu'un forum stérile sans emprise sur le réel. Son respect, en revanche, permettra d'élargir et d'approfondir les terrains d'entente et d'accomplir des progrès sensibles dans les domaines économique et social.

41. M. LALL (Inde) dit que l'évolution de l'économie mondiale en 1963 et pendant les premiers mois de 1964 inspire quelque satisfaction à la délégation de l'Inde. Il y a lieu de se réjouir de ce que l'activité dans les princi-

paux centres industriels du monde ait continué de s'accroître, car ce fait a naturellement des répercussions favorables sur la situation économique dans les pays en voie de développement : la baisse du prix des produits de base a été freinée et les recettes provenant des exportations ont augmenté. L'Inde, qui a profité de cette évolution comme les autres pays en voie de développement, appuiera donc les initiatives et les mesures destinées à maintenir à un niveau élevé l'activité économique dans les pays industrialisés ; elle se prononcera contre toutes les mesures qui risqueraient d'avoir l'effet inverse.

42. M. Lall fait ressortir certains aspects de la situation qui sont loin d'être encourageants. Certes, les recettes d'exportation des pays en voie de développement ont augmenté, mais moins vite que celles des pays industrialisés. Le pouvoir d'achat des pays en voie de développement n'a pas augmenté dans la même proportion que les recettes et ils ont souvent dû vendre plus pour pouvoir acheter moins. Le produit national brut dans ces mêmes pays a augmenté aussi, mais l'expansion démographique est telle qu'une étude comparée des taux de croissance du produit national et de la population ne peut qu'inspirer de vives préoccupations.

43. Le représentant de l'Inde donne un aperçu de la situation économique dans son pays. Dans quelques secteurs, les résultats sont impressionnants. La pénurie d'énergie et de moyens de transport s'est atténuée provisoirement. On a enregistré des améliorations dans la production d'acier, d'aluminium, de charbon et de ciment, de machines-outils, d'outillage électrique et de matériel de transport. Dans les industries mécaniques, la production a augmenté grâce à l'accroissement des éléments de production fabriqués dans le pays ; néanmoins, une certaine proportion de la capacité de production est restée inemployée, faute d'éléments importés qu'il était impossible d'acheter en raison du manque de devises. Le calendrier de divers projets et programmes de développement s'est trouvé bouleversé, en partie pour des raisons purement internes, en partie à cause des retards et difficultés inhérents à l'octroi de l'aide étrangère.

44. L'agriculture indienne dépend encore dans une large mesure des caprices de la nature. L'augmentation de la production agricole, prévue dans le plan national et comme objectif de la Décennie du développement, ne s'est pas matérialisée, au contraire, de sorte que le taux de la croissance économique n'a pas atteint le niveau espéré de 5%.

45. Le taux de mortalité a heureusement encore diminué, mais la population augmente désormais au rythme de 2,3% par an ; à moins de réussir à accélérer la croissance économique, il est impossible d'envisager l'avenir avec confiance.

46. La délégation indienne s'est rendue à la Conférence sur le commerce et le développement avec l'espoir de partager ses perplexités et ses difficultés avec les autres délégations. Elle voulait dire qu'au bout des quatre premières années de la Décennie du développement, le Gouvernement indien en était encore à rechercher les moyens d'atteindre le taux de croissance économique fixé comme objectif de la Décennie. Elle était convaincue que seules des réformes de structure apportées aux rela-

tions économiques internationales pouvaient libérer l'économie mondiale de l'emprise que des sociétés traditionnellement stagnantes exerçaient sur le taux de l'expansion économique. Elle a dû constater cependant avec déception que les délégations des pays développés, sur la compétence desquelles elle comptait, n'étaient pas préparées à faire face à la situation. Quant aux autres pays en voie de développement, leurs problèmes étaient les mêmes, bien qu'à des degrés divers, ainsi que leurs aspirations. Certes, quelques-uns étaient mieux placés que d'autres et quelques-uns bénéficiaient d'avantages marginaux accordés par des pays métropolitains. Il était clair cependant que tous gagneraient, non pas à continuer de jouir de certains avantages aux dépens des autres, mais à obtenir que les pays développés accordent les mêmes avantages à tous les pays en voie de développement.

47. Il aurait été naturel qu'à des intérêts communs correspondent des conceptions communes. Pourtant, certains pays développés, accoutumés à une conception fragmentaire, étroite, ou tout au moins régionale du développement économique, ont eu quelque difficulté à percevoir le tableau d'ensemble qui se dégagait des discussions. Ils ont instinctivement reculé, demandé du temps pour réfléchir et préféré se serrer les coudes pour protéger des intérêts qu'ils croyaient menacés. Heureusement, la sagesse l'a emporté et bientôt tous les participants à la Conférence ont compris que le seul espoir des pays développés comme des pays en voie de développement était de chercher ensemble à instaurer un nouvel ordre économique. Evidemment, chaque pays est responsable au premier chef de sa croissance économique, mais la prospérité mondiale serait plus facilement réalisée si l'on s'efforçait d'utiliser au mieux les ressources humaines et matérielles des régions du Sud et si toute la communauté internationale acceptait la responsabilité de cette tâche. Le représentant de la France lui-même vient d'exposer les difficultés de son pays, qui a constaté qu'un plan national, reposant sur des données strictement nationales, était inadéquat même à des fins nationales.

48. La Conférence, grâce aux efforts de conciliation de son Président et de son Secrétaire général, a enfin adopté son Acte final. M. Lall fait observer que cet acte n'est nullement final en ce qui concerne les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies. La Conférence a formulé des conclusions sur l'état de l'économie, mis au point des principes d'action nationale et internationale, formulé des suggestions concernant divers problèmes, mais elle a dû laisser de côté de nombreuses questions et elle a recommandé à l'Assemblée générale la création d'une série de nouvelles institutions auxquelles cette tâche incomberait.

49. Les recommandations de la Conférence ont une grande valeur, mais aucune ne sera suivie d'effet jusqu'à ce que les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies, exerçant librement leur volonté souveraine, décident de les adopter en tant que partie intégrante de leur politique économique nationale. La délégation de l'Inde, pour sa part, est convaincue qu'il n'est pas nécessaire d'attendre la création de nouvelles institutions pour appliquer bon nombre de ces recommandations : elle serait d'avis de les signaler aux Etats Membres, avec les

principes et les conclusions susceptibles d'une application immédiate.

50. M. Lall a entendu avec satisfaction le représentant des Etats-Unis rappeler un discours du Président Johnson qui a déclaré la guerre à la misère, dans son pays et au dehors. Il estime qu'au moment où vont s'ouvrir la deuxième moitié de la Décennie du développement et l'Année de la coopération internationale, le Conseil pourrait signaler aux gouvernements la nécessité d'étudier immédiatement les conclusions de la Conférence et les gouvernements, devant l'insuffisance des politiques actuelles et la gravité de la situation économique, pourraient commencer à appliquer progressivement les recommandations de la Conférence sans attendre que les nouveaux rouages commencent à fonctionner.

51. M. Lall fait observer que nombreux sont les domaines dans lesquels un progrès est possible avant même la création du Conseil du commerce et du développement. Les négociations de la « série Kennedy » se sont heurtées à des difficultés : faut-il absolument perdre du temps en attendant qu'elles se terminent ? N'y a-t-il pas de solutions qui ne suscitent pas de difficultés pour les pays développés et n'exigent pas de consultations internationales ? Il y a aussi le programme d'action du GATT : la délégation indienne apprend avec alarme que des efforts sont faits pour persuader les gouvernements des Parties Contractantes d'appliquer ce programme au ralenti et d'attendre la suite des événements. Quand les participants à la Conférence ont admis que le mécanisme actuel de coopération internationale en matière de commerce et de développement était insuffisant, ils n'entendaient pas par là que les institutions existantes devaient interrompre leurs travaux jusqu'à ce que leurs défauts aient été corrigés. Tous souhaitent que le nouveau Conseil du commerce et du développement commence à fonctionner en s'occupant des problèmes qui n'avaient pas encore retenu suffisamment l'attention, tandis que les organes actuels de coopération intensifieraient leurs efforts dans les domaines qui relèvent de leur compétence.

52. En suivant l'intervention du représentant de la Tchécoslovaquie, M. Lall se rappelait les services que les pays socialistes ont rendus à la Conférence sur le commerce et le développement en s'abstenant d'intervenir ou en faisant preuve de modération lorsque le débat a porté sur des problèmes qui les préoccupent dans leurs relations économiques avec les pays occidentaux : ils ont ainsi permis à la Conférence de consacrer ses efforts au combat que représente la Décennie du développement. M. Lall remercie le représentant de la Tchécoslovaquie, qui a donné l'assurance que la politique économique de son pays fournissait une base des plus larges pour l'instauration de relations mutuellement avantageuses avec les pays en voie de développement, selon les principes envisagés par la Conférence, et qui n'a pas proposé d'attendre la création de nouvelles institutions pour appliquer cette politique.

53. M. Lall se demande ce que les pays en voie de développement peuvent faire pour s'entraider et s'encourager les uns les autres. Le sujet a été discuté longuement à la Conférence, mais, faute de temps, les idées exprimées n'ont pas été rassemblées en un pro-

gramme. M. Lall serait d'avis d'inviter les pays en question à entreprendre les consultations nécessaires en la matière sans attendre la mise en place de nouvelles institutions.

54. La délégation indienne est reconnaissante au Secrétaire général d'avoir déjà fait le nécessaire pour commencer sans tarder à appliquer les recommandations de la Conférence concernant les dispositions transitoires à prendre dans la période comprise entre l'adoption de son Acte final et les décisions de l'Assemblée générale. Elle est particulièrement heureuse que cette tâche ait été confiée à M. Prebisch, Secrétaire général de la Conférence, aux services et aux conseils duquel elle espère qu'il sera possible de continuer à faire appel quand les nouvelles institutions seront créées.

55. Deux de ces recommandations méritent tout particulièrement de retenir l'attention du Secrétaire général. Il s'agit en premier lieu de la recommandation relative au comité spécial chargé de proposer les procédures de conciliation à mettre en œuvre dans le mécanisme envisagé (*ibid.*, annexe A.V.1, par. 25). A cet égard, il convient de se rappeler ce qui s'est produit quand les classes pauvres ont été affranchies par le suffrage universel : malgré les doutes exprimés par ceux qui possédaient des intérêts établis, le suffrage universel n'a nui à aucun des

intérêts qui avaient un rôle important à jouer dans l'économie nationale. Il faut espérer qu'il en sera de même le jour où les nations pauvres seront affranchies. Il s'agit en second lieu du comité qui ferait des suggestions concernant les méthodes d'application d'un programme instituant des préférences en faveur des pays en voie de développement, sur la base de la non-réciprocité (*ibid.*, annexe A. III.5). La question a fait l'objet de discussions approfondies au cours de la Conférence et il ne faudrait pas laisser s'écouler trop de temps entre ces discussions et la création du comité envisagé.

56. La délégation des Etats-Unis a fait observer avec justesse qu'il ne serait pas convenable que le Conseil se borne à évoquer ce qui s'est passé à la Conférence, puis en transmette le rapport à l'Assemblée générale. M. Lall appuie entièrement les observations du représentant des Etats-Unis concernant le profit que le Conseil pourrait tirer des recommandations de la Conférence pour l'examen de divers points de son ordre du jour. La délégation indienne procède à des échanges de vues avec d'autres délégations afin de trouver la formule selon laquelle le Conseil pourrait recommander à l'Assemblée générale les conclusions de la Conférence et afin de rédiger un projet de résolution à ce sujet.

La séance est levée à 13 h 20.

CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Trente-septième session

DOCUMENTS OFFICIELS

Mardi 21 juillet 1964
à 10 h 55

PALAIS DES NATIONS, GENÈVE

SOMMAIRE

Page

Point 18 de l'ordre du jour :

Rapports du Conseil d'administration du Fonds spécial . 18

Président: Sir Ronald WALKER. (Australie).*Présents:*

Les représentants des Etats suivants, membres du Conseil : Algérie, Argentine, Australie, Autriche, Chili, Colombie, Equateur, Etats-Unis d'Amérique, France, Inde, Irak, Japon, Luxembourg, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sénégal, Tchécoslovaquie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Yougoslavie.

Les représentants des Etats suivants, membres supplémentaires des comités de session : Cameroun, Ghana, Indonésie, Iran, Italie, Mexique, République arabe unie, République-Unie du Tanganyika et de Zanzibar.

Les observateurs des Etats Membres suivants : Canada, Chine, Finlande, Hongrie, Irlande, Norvège, Ouganda, Pakistan, Philippines, Pologne, République centrafricaine, Roumanie, Uruguay.

Les observateurs des Etats non membres suivants : République fédérale d'Allemagne, Saint-Siège.

Les représentants des institutions spécialisées suivantes : Organisation internationale du Travail, Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, Banque internationale pour la reconstruction et le développement, Fonds monétaire international, Organisation mondiale de la santé, Union postale universelle, Organisation météorologique mondiale, Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime.

Le représentant de l'Agence internationale de l'énergie atomique.

POINT 18 DE L'ORDRE DU JOUR

Rapports du Conseil d'administration du Fonds spécial (E/3854, E/3889)

1. M. HOFFMAN (Directeur général du Fonds spécial) présente les rapports du Conseil d'administration du Fonds spécial sur sa onzième session (E/3854) et sur sa douzième session (E/3889). Il rappelle que les objectifs essentiels du Fonds sont d'aider les pays en voie de développement à mieux connaître leurs ressources, à créer des instituts de recherche pour appliquer les techniques modernes au développement, à former le personnel local qui utilisera efficacement les ressources nationales, et

ainsi à attirer les investissements, à les employer de façon productive et à pouvoir enfin se suffire à eux-mêmes. Les résultats qu'a donnés cette politique de préinvestissement sont exposés dans le rapport sur l'exécution des programmes du Fonds spécial (SF/L.105), et dans la brochure intitulée « Impact ».

2. L'expérience a permis au Fonds spécial d'arriver à trois conclusions. D'abord, le monde est immensément riche en ressources agricoles, industrielles et humaines : des inventaires, jusqu'ici relativement limités, ont fait apparaître un potentiel littéralement incalculable. Ensuite, le Fonds a constaté, dans les centres d'enseignement supérieur et de formation technique auxquels il a donné un élan puissant, l'intelligence, les aptitudes et la soif de savoir qui caractérisent les habitants des pays en voie de développement. Enfin, il s'est aperçu que des études de préinvestissement judicieuses peuvent encourager les investissements dans des proportions remarquables en très peu de temps. On espérait que 50 millions de dollars consacrés à des études de préinvestissement produiraient ultérieurement pour 1 milliard d'investissements. Or on a constaté que douze enquêtes, qui n'ont coûté au Fonds spécial que 5,8 millions de dollars, ont déjà entraîné des investissements d'un montant total de plus de 750 millions de dollars. En d'autres termes, le rapport entre la mise de fonds et le résultat obtenu n'est pas de 20 à 1, comme on s'y attendait, mais de 120 à 1. La proportion ne restera peut-être pas aussi élevée, mais elle n'en est pas moins impressionnante. Il convient de mentionner à cet égard le concours de la BIRD qui a largement participé au financement et qui a mis au point les arrangements nécessaires avec les autres bailleurs de fonds.

3. Pour mesurer la portée réelle de l'assistance fournie par le Fonds spécial, il faut considérer quelques projets concrets. Par exemple, la BIRD et un consortium de gouvernements viennent de signer des accords concernant un prêt de plus de 140 millions de dollars s'ajoutant à des investissements nationaux de 68 millions de dollars, pour donner suite aux recommandations d'une enquête qui avait coûté au Fonds spécial à peine plus de 700 000 dollars. Il s'agit de construire un barrage à fins multiples sur le fleuve Niger. Ce projet sera la pierre angulaire du programme actuel de développement de la Nigéria, dont le montant total est de 1,9 milliard de dollars.

4. M. Hoffman mentionne encore 28 études sur les possibilités des industries minières dans un certain nombre de pays, dont la Birmanie (plomb et zinc) et le Pakistan (charbon et minerai de fer). Dans six républiques d'Amérique centrale, une enquête faite avec l'aide du Fonds spécial sur les besoins en matière de communications a permis le lancement d'un vaste programme. En Tunisie, le Fonds spécial et la FAO contribuent à implanter des méthodes agricoles adaptées à un climat particu-

lièrement instable; ils ont déjà installé deux fermes expérimentales dont les résultats ont beaucoup impressionné les agriculteurs locaux.

5. Dans de nombreux projets du Fonds spécial, on applique les méthodes scientifiques modernes pour accroître le rendement industriel. Des instituts de recherche modestes, mais perfectionnés, desservent des secteurs industriels déterminés: industries mécaniques en Inde, pêcheries en Amérique latine, industries du cuir et des céréales en Colombie.

6. Quel que soit le secteur, il faut du personnel qualifié: c'est pourquoi chacun des projets qui bénéficient de l'aide du Fonds spécial comporte des activités pédagogiques, tandis que 170 des projets du Fonds spécial portent essentiellement sur l'éducation et la formation technique. Les institutions qui reçoivent l'aide du Fonds spécial ont ainsi formé 45 000 techniciens dans des pays à faible revenu. Ces résultats sont obtenus grâce à une action tripartite des gouvernements, des agents chargés de l'exécution et du Fonds spécial. M. Hoffman rend hommage aux gouvernements qui fournissent les bâtiments, les services et le personnel de contrepartie nécessaires aux projets, ainsi qu'aux organismes des Nations Unies qui jouent le rôle d'agents chargés de l'exécution. Il cite l'exemple du programme d'industrialisation d'Israël, où l'OIT a contribué à la création d'un institut central de formation qui, à la fin de 1963, rassemblait déjà plus de 1 400 stagiaires, et un projet de formation d'ingénieurs au Pakistan auquel participe l'UNESCO.

7. Le Directeur général passe à l'examen de la tâche que le Fonds spécial se propose maintenant. Tout d'abord, le nombre des bureaux locaux, dont les membres du Conseil d'administration ont souligné l'importance et dont le nombre était de 35 à la fin de 1959, atteindra 72 à la fin de 1964, tandis que 11 correspondants desserviront 11 pays de plus. Le plus grand désir du Fonds spécial est de répondre rapidement aux besoins les plus pressants des gouvernements, et aussi dans les nouveaux domaines. Il souhaiterait lancer davantage de projets de la catégorie des études sur les possibilités de réalisation. Il espère que ses ressources lui permettront d'intensifier son activité dans le domaine de la santé publique où l'OMS, qui a déjà de remarquables réalisations à son actif, mérite un appui plus énergique; seul un peuple en bonne santé est capable de développer un pays. Dans le domaine des transports aussi, de nombreux pays en voie de développement ont besoin d'une aide supplémentaire de préinvestissement: le Fonds spécial est prêt à les aider à étudier les possibilités économiques et techniques d'améliorer leurs moyens et services de transports nationaux.

8. En matière de formation de personnel, le Fonds spécial, s'il possédait des ressources plus vastes, pourrait agir dans de nouveaux domaines où les gouvernements estiment qu'il faut intervenir sans retard. M. Hoffman s'est déjà entretenu avec le Directeur général de l'UNESCO au sujet de la possibilité que le Fonds spécial prête son concours, sous une forme qui reste à déterminer, à une campagne d'alphabétisation des adultes. Les demandes présentées par les gouvernements qui souhaiteraient bénéficier de l'assistance du Fonds spécial à cet égard

seront examinées avec autant de bienveillance que d'attention.

9. En ce qui concerne les études de préinvestissement, le Fonds spécial examine la possibilité d'aller au-delà de ses études courantes, en matière de réforme agraire par exemple, et il espère aider les gouvernements à rassembler les connaissances et les données d'expérience nécessaires, ainsi qu'à créer les institutions sociales et économiques indispensables au succès de leurs programmes de réforme agraire.

10. Il est urgent également d'aider les gouvernements à multiplier les habitations à bon marché. Jusqu'ici, l'assistance du Fonds spécial s'est limitée aux recherches sur les matériaux de construction locaux et les méthodes de construction, ainsi qu'à la création de services compétents, mais elle pourrait s'étendre à des projets pilotes.

11. Le Fonds spécial, qui a déjà réussi souvent à trouver de nouveaux approvisionnements en eau potable, s'intéresse aussi à la possibilité de dessaler l'eau de mer dans les régions des pays en voie de développement où l'eau est rare. C'est un domaine où il pourrait apporter une aide sous forme d'installations pilotes aussi bien que d'études.

12. Enfin, le Fonds spécial étudie des demandes d'aide pour l'établissement d'un projet pilote d'industrie des engrais, la mise en place d'un groupe d'industries dans une zone d'industrialisation et l'installation d'un centre expérimental de technologie alimentaire. Il travaille activement à l'élaboration de projets pilotes ou de projets de démonstration pour l'agriculture, dont certains ont pour objet de donner suite à des études portant sur de grands travaux d'irrigation et dont quelques-uns exigeront des ouvrages d'art et d'autres installations. Là encore, l'activité du Fonds spécial va dépasser celle des études de préinvestissement proprement dites.

13. Les succès remportés jusqu'ici ne doivent pas dissimuler la nécessité d'élargir considérablement les services offerts par les institutions des Nations Unies aux pays en voie de développement. Le Secrétaire général estime qu'un moyen de renforcer cette œuvre serait de fusionner le PEAT et le Fonds spécial en un nouveau programme des Nations Unies pour le développement (E/3850). Il étudie intensément la question depuis deux ans. Les pays en voie de développement ont de la chance que le Secrétaire général soit un homme dont l'esprit est absorbé par les problèmes du développement et qui, de plus, se sent dans son cœur tenu de chercher à les résoudre, car il vient lui-même d'un pays et d'une région en voie de développement. M. Hoffman appuie sans réserve les propositions du Secrétaire général. La fusion du PEAT et du Fonds spécial en un nouveau programme pour le développement, placé sous une direction unifiée, aurait de nombreux avantages, notamment celui de rendre disponibles pour les activités analogues à celles qu'exerce le Fonds spécial, les services du personnel remarquable actuellement affecté à l'assistance technique.

14. M. BURR (Chili) estime que certains des résultats signalés par le Directeur général du Fonds spécial, dont l'enthousiasme donne confiance dans les résultats que les organismes des Nations Unies peuvent obtenir, sont impressionnants. Par exemple, il est extraordinaire que

des études de préinvestissement relativement modestes, portant sur des sujets bien choisis, puissent provoquer d'énormes investissements de capitaux, dans la proportion de 120 à 1.

15. M. Burr exprime la gratitude du Gouvernement chilien pour le concours du Fonds spécial et les programmes d'assistance technique. Il rappelle notamment l'étude et la prospection des ressources minérales du nord du Chili, qui devraient permettre d'amplifier considérablement la production minière, ainsi que le projet de formation d'ingénieurs et de services techniques pour l'industrie privée à l'université de Concepción. Il mentionne également le projet sur l'Institut des pêches, ainsi que l'Institut pour le développement des ressources forestières et des industries du bois, créé en 1961 avec l'aide du Fonds spécial et de la FAO (E/3889, par.12). Dans le cadre de ce dernier projet, les nouveaux investissements de capitaux nécessaires atteindront peut-être au total un montant de l'ordre de 40 à 50 millions de dollars, la contribution du Fonds spécial étant de 1 136 050 dollars et celle du Gouvernement chilien de 1 570 845 dollars. Tous ces projets sont étroitement liés au Plan décennal de développement économique. Le Ministère des relations extérieures, la Société de développement de la production et les autorités du Fonds spécial ont mis au point une procédure adéquate pour la coordination expéditive des programmes de coopération technique.

16. La délégation chilienne constate avec satisfaction que le Fonds spécial veille de plus en plus à ce que les gouvernements donnent une suite satisfaisante aux projets auxquels il a prêté son concours et qu'il est prêt à les aider à se mettre en rapport avec les sources de leur choix en vue d'obtenir les capitaux nécessaires aux projets complémentaires. Elle constate également avec intérêt la possibilité d'un changement dans l'importance relative de certaines activités et l'emploi de nouveaux procédés; elle note aussi que certains des projets en préparation prévoient l'intensification des efforts du Fonds spécial pour appliquer plus largement la science et la technique au développement. En outre, les efforts faits pour exécuter un nombre toujours plus grand de projets industriels qui ne se limitent pas à l'infrastructure et à la formation professionnelle sont vraiment très encourageants.

17. Enfin, la délégation chilienne pense que le Fonds spécial devrait envisager ses activités futures en fonction des recommandations formulées par la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement.

18. M. THAJEB (Indonésie) met en évidence le bilan impressionnant des activités du Fonds spécial. Il note en particulier que le Fonds spécial a élargi son champ d'action et fourni plus d'aide, et il tient à féliciter le Directeur général pour ces résultats.

19. Le représentant de l'Indonésie constate avec satisfaction que les études de préinvestissement sont reconnues aujourd'hui comme un aspect important des activités du Fonds spécial. Le nombre des demandes d'assistance augmente chaque année dans des proportions considérables, et elles s'appliquent à des domaines nouveaux. Or les ressources du Fonds spécial augmentent à un rythme plus lent. Il faudrait donc que le Fonds spécial s'adapte

aux besoins et fasse en sorte que ses ressources soient utilisées de manière efficace.

20. La délégation indonésienne est tout à fait favorable au projet de fusion du Fonds spécial et du PEAT. Elle est satisfaite de la position adoptée sur ce point par le Directeur général du Fonds spécial. Toutefois, une réorganisation de ce genre ne peut être qu'une étape. Depuis longtemps, l'Indonésie demande une planification à long terme. Ainsi, le Fonds spécial devrait entreprendre une étude d'ensemble sur les besoins en matière de préinvestissement, qui permettrait de fixer un ordre de priorité et d'évaluer le montant des fonds nécessaires. M. Thajeb souligne le danger qu'il peut y avoir à disperser les ressources dans des domaines trop nombreux. La Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement a fait ressortir l'importance des projets destinés à favoriser l'accroissement des exportations des pays peu avancés. A son avis, il convient de s'attacher davantage aux projets d'industrialisation et de donner la priorité aux secteurs les plus importants des plans de développement nationaux.

21. Le représentant de l'Indonésie se félicite de l'avis exprimé par le Directeur général sur la question des besoins à long terme et sur l'ordre de priorité dans le domaine de l'aide au préinvestissement. Il y voit une preuve de la faculté d'adaptation du Fonds spécial aux besoins des pays en voie de développement.

22. La délégation indonésienne continuera à suivre les activités du Fonds spécial avec la plus grande attention.

23. Sir Keith UNWIN (Royaume-Uni) dit que les rapports montrent, par les résultats obtenus, que les objectifs du Fonds spécial sont un élément essentiel de la paix. La délégation du Royaume-Uni attache la plus grande importance au Fonds spécial, non seulement à cause des résultats qu'il obtient, mais aussi en raison de son rôle de catalyseur. On voit en effet que 11 études de préinvestissements effectués par le Fonds spécial ont déjà attiré des investissements d'un montant de 500 millions de dollars, et le Directeur général vient encore de citer un chiffre plus élevé. Il a aussi mis en évidence le rapport extrêmement favorable qui s'est établi entre le coût des études de préinvestissement et le montant des investissements eux-mêmes. Non moins importantes sont les études sur les possibilités de réalisation qui n'ont pas abouti à des investissements, car elles ont fait économiser des millions de dollars.

24. La délégation du Royaume-Uni constate avec intérêt que 374 projets de préinvestissement avaient été approuvés à la fin de mars 1964 par le Conseil d'administration et que, depuis, celui-ci en a approuvé 49 autres. Elle constate avec satisfaction l'équilibre que le Directeur général s'attache à établir entre deux exigences apparemment incompatibles: d'une part, la nécessité de réduire l'intervalle entre l'approbation des projets et la signature des plans d'opérations, et d'autre part, la nécessité de n'exécuter que des projets solides.

25. La délégation du Royaume-Uni est vivement impressionnée par le caractère dynamique du Fonds spécial, de son Directeur général et de son personnel. Le nombre des projets augmente, leur portée s'élargit et

leurs répercussions sur le développement s'amplifient. Simultanément, le volume des ressources disponibles augmente, moins cependant que les besoins. A cet égard, Sir Keith Unwin rappelle qu'à la douzième session du Conseil d'administration, la délégation du Royaume-Uni a annoncé que son gouvernement augmenterait sa contribution au PEAT et au Fonds spécial.

26. En ce qui concerne les activités futures du Fonds, la délégation du Royaume-Uni constate avec intérêt que le Fonds spécial est disposé à venir en aide aux gouvernements qui voudraient lancer des programmes de réforme agraire. Le Gouvernement du Royaume-Uni demeure opposé à l'idée de transformer le Fonds spécial en un fonds de développement, parce que cette transformation aurait inévitablement des effets défavorables sur les activités de préinvestissement qui sont le domaine où le Fonds spécial joue un rôle irremplaçable.

27. La délégation du Royaume-Uni remercie encore une fois le Gouvernement néerlandais de l'hospitalité qu'il a généreusement accordée aux membres du Conseil d'administration.

28. M. VIAUD (France) n'a pas l'intention d'examiner en détail les activités du Fonds spécial, car la France a déjà présenté ses observations à la douzième session du Conseil d'administration. Il tient néanmoins à dire que les projets du Fonds spécial sont satisfaisants dans l'ensemble. Il exprime l'espoir que le Directeur général présentera une étude ou fera connaître son opinion personnelle concernant les effets des projets sur l'économie des pays en voie de développement.

29. Il est des aspects des activités du Fonds spécial qui justifient un certain apport du Conseil économique et social. Pour ce qui a trait, tout d'abord, aux activités futures du Fonds spécial, M. Viaud fait observer que les besoins sont immenses et qu'il est nécessaire de faire un choix. Il rappelle en particulier l'opinion exprimée par le Directeur général, selon lequel il conviendrait de faire une place aux projets orientés vers l'industrialisation. Le Fonds spécial ne doit pas se fermer à des domaines nouveaux sous prétexte que ses ressources seraient trop faibles. Son action doit s'orienter vers le développement des ressources physiques et humaines dans les pays peu avancés. Plutôt qu'un choix quantitatif, il y a lieu de faire un choix qualitatif, c'est-à-dire de maintenir l'équilibre entre les projets qui concernent les ressources physiques et ceux qui s'appliquent aux ressources humaines. En second lieu, pour ce qui est de la préparation des projets, les activités du Fonds spécial devraient être coordonnées avec celles des autres organismes de coopération technique. Le recours accru aux experts du PEAT, par exemple, pourrait être utile pour l'établissement des demandes. D'autre part, il serait bon de renforcer la liaison entre le Fonds spécial et les gouvernements qui accordent une aide bilatérale. Cette liaison existe déjà, mais elle ne donne pas toujours les résultats voulus.

30. Dans la part qu'elle a prise aux activités du Fonds spécial, la France a montré l'importance qu'elle attache au bon fonctionnement et à l'élargissement des activités de cet organisme. C'est dans cet esprit qu'elle étudie aujourd'hui le moyen d'accroître sa contribution.

31. M. PATIÑO (Colombie) souligne que son pays est l'un des plus favorisés par l'action du Fonds spécial. Il estime toutefois que les intérêts généraux des Nations Unies doivent primer les considérations d'ordre national. Il approuve l'action du Fonds spécial, qui a abouti à des résultats extrêmement positifs.

32. Les rapports du Conseil d'administration montrent que le Fonds spécial est un des organes les plus importants qui aient été créés par les Nations Unies. A ce titre, il doit recevoir le plein appui du Conseil économique et social. La délégation colombienne remercie les membres du Conseil d'administration pour le travail qu'ils ont accompli.

33. M. LUCIC-LAVCEVIC (Yougoslavie) fait observer que les activités du Fonds spécial au cours des douze mois écoulés se sont à la fois élargies et développées en profondeur. Aux onzième et douzième sessions du Conseil d'administration du Fonds spécial, 49 projets nouveaux ont été approuvés, représentant une somme de plus de 85 millions de dollars. Si l'on ajoute à ces nouveaux projets ceux qui avaient été adoptés auparavant, on aboutit au total à 423 projets représentant plus de 375 millions de dollars.

34. Néanmoins, les besoins des pays en voie de développement sont beaucoup plus élevés, comme en témoignent les chiffres donnés dans les rapports. C'est ainsi que le nombre total de demandes qui avaient été déposées à la fin de mars 1964 s'élevait à 751 et le montant total nécessaire à environ 704 millions de dollars. Pour exercer ses activités, le Fonds spécial s'est assigné le modeste objectif de 100 millions de dollars, mais cet objectif n'a même pas été encore atteint; il est donc indispensable d'accroître ses ressources. Pour ce faire, il serait souhaitable que le Conseil demande à tous les Etats Membres, et en premier lieu aux pays industrialisés, d'examiner la possibilité d'augmenter sensiblement leur contribution.

35. Le représentant de la Yougoslavie note, à la lecture des rapports, que des progrès tangibles ont été réalisés dans l'aide accordée par le Fonds spécial aux pays en voie de développement. Il en voit la preuve dans la réduction du délai qui sépare l'approbation d'un projet de sa mise en route ainsi que dans l'accélération des travaux en cours. Parmi les difficultés que le Fonds spécial rencontre, on peut relever en particulier le manque de personnel national qualifié. Le PEAT et le Fonds spécial devraient donc accorder une attention plus grande à la formation de personnel national. D'autre part, il conviendrait de recourir de plus en plus aux services d'experts originaires des pays en voie de développement.

36. En ce qui concerne les projets approuvés par le Fonds spécial, la délégation yougoslave estime qu'il serait nécessaire de faire une place plus grande aux projets de nature à accélérer l'industrialisation des pays peu avancés. Dans cet ordre d'idées, le Fonds spécial aurait intérêt à s'engager progressivement dans la voie des investissements, afin de répondre aux besoins des pays en voie de développement.

37. Quant au projet de fusion du Fonds spécial et du PEAT, la délégation yougoslave présentera son point de vue plus en détail lorsque ce projet viendra en discussion au Comité de coordination.

38. La délégation yougoslave remercie le Directeur général et le Conseil d'administration du Fonds spécial pour les projets destinés à la reconstruction de la ville de Skopje, ainsi que pour le projet supplémentaire relatif à la formation de personnel pour l'industrie du bâtiment de la région.

39. M. YOKOTA (Japon) se réjouit de l'action conjuguée du Fonds spécial et du PEAT dans l'exécution des projets. A son avis, on n'insistera jamais assez sur la nécessité de coordonner les activités de l'assistance technique et de l'aide en matière de préinvestissement afin d'utiliser au mieux les ressources des Nations Unies. A ce propos, il appuie la proposition tendant à renforcer la position et le rôle des représentants résidents.

40. Le Gouvernement japonais attache une importance particulière aux travaux de préinvestissement dont l'achèvement est la condition préalable des investissements. Le fait que 11 des 24 projets terminés le 31 mars 1964 ont déjà donné lieu à des investissements se chiffrant à 475 millions de dollars mérite d'être signalé.

41. Plusieurs représentants ont estimé que le Fonds spécial devrait concentrer ses efforts sur le développement du commerce et l'industrialisation. Tout en reconnaissant l'importance de ces domaines, la délégation japonaise croit que l'infrastructure et les installations industrielles jouent un rôle également primordial dans le développement industriel des pays en voie de développement et que l'Organisation des Nations Unies doit faire en sorte qu'un domaine ne progresse pas au détriment de l'autre. L'ordre de priorité des projets devrait être établi par chaque pays en tenant compte du climat, des conditions économiques et des ressources naturelles et humaines dont il dispose.

42. Malgré les résultats remarquables obtenus par le Fonds spécial, plusieurs problèmes doivent encore être résolus. Les gouvernements bénéficiaires ont besoin d'assistance pour choisir leurs projets et formuler leurs demandes. C'est pourquoi M. Yokota appuie chaleureusement les propositions du Directeur général tendant à renforcer les travaux préparatoires.

43. Au sujet de la fusion éventuelle du PEAT et du Fonds spécial, la délégation japonaise exposera ses vues devant le Comité de coordination. M. Yokota déclare néanmoins qu'en principe elle se prononcera en faveur de cette fusion, à condition que la composition du comité intergouvernemental soit semblable à celle du Conseil d'administration du Fonds spécial, que l'organe interinstitutions soit purement consultatif et, enfin, que les caractéristiques essentielles du PEAT et du Fonds spécial soient conservées.

44. M. KOTSCHNIG (Etats-Unis d'Amérique) se plaît à constater que les activités du Fonds spécial illustrent admirablement ce que doit être la coopération internationale. Cela est dû en grande partie au dévouement et au sens des réalités du Directeur général, dont l'une des plus grandes réussites est peut-être d'avoir fait comprendre à tous les intéressés qu'ils étaient des partenaires et non d'une part des pays donateurs et d'autre part des pays bénéficiaires. Il y a lieu d'espérer que le Fonds spécial continuera à étendre son champ d'action et à accroître

ses activités. Certes, il reste beaucoup à faire, notamment dans les domaines de l'industrialisation, de l'application de la science et de la technique. Etant donné qu'il est impossible de faire face à toutes les demandes reçues, il importe de choisir judicieusement les projets qui doivent être mis en œuvre, et c'est pourquoi M. Kotschnig approuve la suggestion du représentant de l'Indonésie tendant à établir un ordre de priorité.

45. Il pense que la fusion du Fonds spécial et du PEAT permettra d'élargir le champ des activités en matière d'assistance et de les rendre plus efficaces, mais il exposera les vues de son gouvernement à ce sujet devant le Comité de coordination.

46. En terminant, M. Kotschnig exprime l'espoir que la brochure « Impact » sera largement diffusée afin que l'opinion publique sache que les ressources des Nations Unies sont utilisées à bon escient. Il tient à féliciter le Directeur général d'avoir si bien expliqué, dans cette publication, les activités du Fonds spécial.

47. M. MIGONE (Argentine) déclare que la série de réalisations impressionnantes énumérées par le Directeur général dans son exposé ouvre de vastes perspectives à tous les pays en voie de développement. La Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement a mis en relief le rôle de l'assistance technique ainsi que les responsabilités qui incombent à ce titre au Fonds spécial. Les pays en voie de développement peuvent donc espérer que, grâce à l'assistance du Fonds spécial, ils pourront enfin tirer profit de leurs ressources naturelles et humaines.

48. En ce qui concerne la fusion du PEAT et du Fonds spécial, les vues du gouvernement argentin seront exposées devant le Comité de coordination.

49. En terminant, M. Migone félicite le Directeur général et ses collaborateurs pour la largeur de vues dont ils font preuve dans l'accomplissement de leur tâche et il tient à les remercier particulièrement pour l'assistance fournie à l'Argentine.

50. M. BENAMAR (Algérie) s'associe aux félicitations adressées au Directeur général du Fonds spécial et à ses collaborateurs.

51. Il signale que certaines études avaient été effectuées dans quelques pays en voie de développement, notamment en Algérie, avant leur accession à l'indépendance et il se demande si le Fonds spécial ne pourrait pas reprendre ces études en les adaptant aux circonstances nouvelles.

52. Quant à la fusion du PEAT et du Fonds spécial, il exposera les vues de son gouvernement sur cette question en temps voulu.

53. M. PACHACHI (Irak) fait remarquer que les investissements qui ont suivi l'achèvement de certains projets montrent combien ont été fructueuses les activités du Fonds spécial. A son avis, cet organisme est appelé à jouer un rôle de plus en plus important dans l'ensemble des activités de l'Organisation des Nations Unies. C'est pourquoi le Gouvernement irakien envisage d'augmenter encore une fois sa contribution au Fonds spécial dès l'automne prochain.

54. Etant donné les ressources limitées dont le Fonds spécial dispose, M. Pachachi appuie la suggestion du représentant de l'Indonésie tendant à établir un ordre de priorité des projets. D'autre part, il partage l'avis du représentant de la France selon lequel une importance égale doit être accordée aux ressources humaines et aux ressources naturelles. Enfin, la délégation irakienne exprimera ses vues au sujet de la fusion du PEAT et du Fonds spécial devant le Comité de coordination.

55. M. VOHRA (Inde) se joint aux orateurs précédents pour féliciter le Directeur général du Fonds spécial ainsi que ses collaborateurs pour l'admirable travail qu'ils ont accompli. Dans les domaines économique et social, le développement des pays peu développés reste l'objectif primordial; aussi M. Vohra se félicite-t-il que la fusion du Fonds spécial et du PEAT doive étendre le champ d'action de l'Organisation des Nations Unies dans ce domaine. A ce propos, il rappelle que la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement avait insisté sur le fait que le Fonds spécial ne doit pas se limiter aux travaux de préinvestissement. Il espère que cette recommandation sera prise en considération.

56. M. ZEVALLOS (Equateur) tient à souligner l'ampleur des activités que déploie le Fonds spécial pour répondre aux besoins croissants des pays en voie de développement. Les travaux du Fonds spécial au cours du dernier exercice ont donné des résultats supérieurs à ceux des années précédentes. Toutefois, pour que le Fonds

spécial puisse poursuivre son œuvre d'assistance aux régions les moins favorisées, il importe non seulement d'établir un ordre de priorité des projets, mais encore de déterminer les critères permettant d'effectuer un choix judicieux. D'autre part, les Etats Membres devront augmenter leur contribution au Fonds spécial.

57. Au nom de son gouvernement, le représentant de l'Equateur remercie le Directeur général et ses collaborateurs de l'aide précieuse apportée à son pays dans les domaines de la sidérurgie, de la pêche, de la sylviculture et de l'enseignement. Il souligne l'importance que représentent pour les pays en voie de développement les projets de formation professionnelle et de réforme agraire.

58. Au sujet de la fusion du PEAT et du Fonds spécial, le Gouvernement équatorien a déjà exprimé son avis sur cette question.

59. M. FRANZI (Italie) remercie le Gouvernement néerlandais d'avoir bien voulu accueillir le Conseil d'administration du Fonds spécial à La Haye.

60. En ce qui concerne les activités du Fonds spécial, il croit inutile de répéter les vues exprimées par la délégation italienne lors de la douzième session du Conseil d'administration et qui sont indiquées dans le rapport présenté au Conseil. Il exposera l'opinion de son gouvernement au sujet de la fusion du PEAT et du Fonds spécial devant le Comité de coordination.

La séance est levée à 13 heures.



CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Trente-septième session

DOCUMENTS OFFICIELS

Mardi 21 juillet 1964
à 15 h 20

PALAIS DES NATIONS, GENÈVE

SOMMAIRE

	Pages
Point 18 de l'ordre du jour :	
Rapports du Conseil d'administration du Fonds spécial (<i>fin</i>)	69
Point 19 de l'ordre du jour :	
Programmes de coopération technique	
a) Programme de l'Organisation des Nations Unies	
b) Programme élargi	
c) Coordination des activités d'assistance technique	
Rapport du Comité de l'assistance technique	70

Président: Sir Ronald WALKER (Australie).

Présents:

Les représentants des Etats suivants, membres du Conseil : Algérie, Argentine, Australie, Autriche, Chili, Colombie, Equateur, Etats-Unis d'Amérique, France, Inde, Irak, Japon, Luxembourg, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sénégal, Tchécoslovaquie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Yougoslavie.

Les représentants des Etats suivants, membres supplémentaires des comités de session : Cameroun, Ghana, Indonésie, Iran, Italie, Mexique, République arabe unie, République-Unie du Tanganyika et de Zanzibar.

Les observateurs des Etats Membres suivants : Brésil, Canada, Finlande, Jordanie, Norvège, Ouganda, Pakistan, République centrafricaine, Roumanie, Suède, Uruguay.

Les observateurs des Etats non membres suivants : République fédérale d'Allemagne, Saint-Siège, Suisse.

Les représentants des institutions spécialisées suivantes : Organisation internationale du Travail, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, Organisation de l'aviation civile internationale, Banque internationale pour la reconstruction et le développement, Fonds monétaire international, Organisation mondiale de la santé, Union postale universelle, Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime.

Le représentant de l'Agence internationale de l'énergie atomique.

POINT 18 DE L'ORDRE DU JOUR

Rapports du Conseil d'administration du Fonds spécial (E/3854, E/3889) (*fin*)

1. Le PRÉSIDENT invite le Conseil à poursuivre l'examen des rapports du Conseil d'administration du Fonds spécial sur ses onzième et douzième sessions (E/3854, E/3889).

2. M. WALDRON-RAMSEY (République-Unie du Tanganyika et de Zanzibar) félicite le Directeur général et le personnel du Fonds spécial des Nations Unies pour le magnifique travail qu'ils ont accompli dans le domaine des investissements destinés à l'infrastructure des pays en voie de développement. Ceux qui ont suivi la carrière du Directeur général du Fonds spécial savent qu'il est l'un des champions les plus éminents de la cause des peuples du monde en voie de développement; il n'est donc pas surprenant de l'entendre dire que le monde est un monde riche et que les peuples en voie de développement sont intelligents et ont le désir d'apprendre. Le Fonds spécial apporte une aide considérable aux pays en voie de développement en leur permettant de passer d'une économie de subsistance à une économie industrielle. M. Waldron-Ramsey est particulièrement heureux que deux projets concernant son pays, à savoir le projet d'école supérieure de protection de la faune africaine et de son habitat et le projet de prospection minière des champs aurifères du lac Victoria, aient été approuvés par le Fonds spécial à sa douzième session. Sa délégation appuie la position des représentants qui ont affirmé qu'il est impératif que les pays industriels augmentent leur contribution au Fonds spécial, et qui ont appuyé les idées concernant la transformation progressive du Fonds spécial, lesquelles figurent dans la résolution 1936 (XVIII) de l'Assemblée générale et dans la recommandation de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (voir E/CONF.46/139, annexe A.IV.8). Tout en comprenant fort bien le représentant de l'Indonésie, qui a suggéré à la 1324^e séance que le Fonds spécial fixe un ordre de priorité pour l'assistance qu'il accorde, le représentant de la République-Unie estime que les pays en voie de développement doivent atteindre un certain stade de développement de leur infrastructure avant qu'un ordre de priorité des projets industriels puisse être fixé. Sa délégation appuie la proposition de créer un nouveau programme des Nations Unies pour le développement dans lequel fusionneraient le PEAT et le Fonds spécial; le représentant de la République-Unie commentera cette question plus en détail au Comité de coordination du Conseil.

3. M. GOLESTANEH (Iran) félicite le Directeur général du Fonds spécial et ses collaborateurs de l'excellent travail qu'ils ont accompli. Le monde aura toujours besoin du type d'assistance fourni par le Fonds. Ainsi que le représentant du Royaume-Uni l'a déclaré à la 1324^e séance, les concepts nouveaux du Fonds spécial en matière de réforme agraire revêtent une importance fondamentale et intéressent particulièrement l'Iran. La délégation iranienne estime que les propositions du Secrétaire général en vue d'établir un nouveau programme des Nations Unies pour le développement augmenteront

encore l'efficacité des efforts actuels de l'ONU et donneront un élan nouveau aux efforts de réalisation des tâches difficiles qui restent à accomplir.

4. M. HOFFMAN (Directeur général du Fonds spécial) déclare que le Conseil doit toujours se rappeler qu'il n'est pas de pays, riche ou pauvre, qui n'ait besoin d'une économie mondiale en expansion rapide. Les fonctions dont il s'acquitte au Fonds spécial le confirment chaque jour davantage dans sa conviction qu'il n'y a aucune raison pour que la pauvreté, la famine, l'analphabétisme ou la maladie règnent dans le monde. Le Conseil a toujours accordé au Fonds spécial une aide considérable. Le Directeur général éprouve une certaine inquiétude à entendre les délégations de certains pays déclarer que ces pays ne pourront pas augmenter leurs contributions au Fonds spécial. Le monde consacre actuellement 120 milliards de dollars par an aux armements et seulement 4 milliards à des prêts de divers types. L'ONU a deux rôles, le maintien de la paix et l'édification de la paix. Il semble absurde de consacrer 120 milliards de dollars au maintien de la paix et seulement 4 milliards de dollars à l'édification de la paix. En définitive, tout l'argent consacré à édifier la paix aidera à la maintenir.

5. LE PRÉSIDENT propose au Conseil d'adopter la résolution suivante :

« Le Conseil économique et social

« Prend acte avec satisfaction des rapports du Conseil d'administration du Fonds spécial sur ses onzième et douzième sessions. »

Il en est ainsi décidé.

POINT 19 DE L'ORDRE DU JOUR

Programmes de coopération technique

- a) Programme de l'Organisation des Nations Unies
- b) Programme élargi
- c) Coordination des activités d'assistance technique

RAPPORT DU COMITÉ DE L'ASSISTANCE TECHNIQUE (E/3933)

6. Le PRÉSIDENT invite le Président du Comité de l'assistance technique (CAT) à présenter le rapport du Comité (E/3933).

7. M. KOLB (Autriche), Président du Comité de l'assistance technique, déclare que le budget du PEAT est passé de 6 436 000 dollars en 1951 à 102 661 000 dollars en 1963-1964. Le Programme a plus de 3000 experts sur le terrain; ils travaillent dans 133 pays et ils ont été recrutés dans 97 pays. En 1963, 2595 bourses d'études ont été octroyées, ce qui porte le total général des bourses octroyées au titre du Programme depuis 1950 à 26 600.

8. Le Président-Directeur du Bureau de l'assistance technique (BAT) a rendu compte, à la satisfaction générale, de la façon dont il a utilisé son pouvoir de décision en matière de dépenses d'urgence. Le BAT a rencontré des difficultés d'ordre pratique lors du calcul de la part de chaque gouvernement dans les dépenses locales de subsistance des experts affectés à des projets régionaux. Le Comité a décidé de recommander au Conseil d'auto-

riser le Président-Directeur « à appliquer, en accord avec les gouvernements qui participent aux projets régionaux, les dispositions du paragraphe 4 de la résolution 787 (XXX) du Conseil avec la souplesse qu'exigent les considérations d'ordre pratique, à condition que le principe d'une participation financière raisonnable des gouvernements bénéficiaires aux coûts de ces projets, notamment aux dépenses locales de subsistance des experts, soit maintenu » (voir E/3933, par.43). Il n'est pas nécessaire que le Conseil prenne une décision formelle sur ce point.

9. Le CAT a étudié la question du logement des experts dans les cas où un logement convenable ne peut être obtenu par la procédure normale. A ce propos, le Comité craint que les garanties des baux à long terme n'entraînent des difficultés dans certains cas et il estime que la participation du BAT au financement des frais de construction ne doit être retenue qu'en dernier ressort. Aux termes du projet de résolution que le CAT recommande au Conseil d'adopter à ce sujet (*ibid.*, annexe II), le Conseil autoriserait « le Bureau de l'assistance technique, à titre de mesure exceptionnelle, lorsqu'aucune autre solution pratique n'est possible, à adopter de telles solutions, qui pourraient impliquer l'engagement de financer la fourniture de logement pour les experts, tout en sachant que ces solutions pourraient exceptionnellement donner lieu à des dépenses imprévues imputables sur le programme, en l'absence d'autre source de financement ».

10. Dans sa résolution 1968 B (XVIII), l'Assemblée générale a prié le CAT d'étudier le rapport du Secrétaire général qui contient certaines suggestions concernant la proclamation d'une décennie des Nations Unies pour le droit international. L'avis de la grande majorité des membres du CAT est que le Président-Directeur du BAT doit être prêt, comme par le passé, à étudier des demandes portant sur des domaines précis du droit international si ces domaines concernent le développement économique social ou administratif et si ces questions figurent normalement dans les programmes du pays. Le CAT a également étudié les possibilités de financement d'un programme dans le domaine du droit international au titre du programme ordinaire d'assistance technique et il a admis que les gouvernements étaient libres de demander une assistance en matière de droit international au titre du programme de services consultatifs dans le domaine des droits de l'homme et sur la base de l'ordre de priorité déterminé par le rapport du Secrétaire général sur le programme de 1965 (voir E/3870/Add.1).

11. Le CAT a recommandé à l'unanimité au Conseil d'approuver la participation de l'Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime (IMCO) au PEAT (voir E/3933, annexe V). Le Président du Comité espère que le Conseil donnera suite à cette recommandation.

12. En ce qui concerne les programmes ordinaires de coopération technique de l'ONU, le Comité, à sa session d'automne 1963, a autorisé (voir E/3849, par. 65) la planification du programme de 1965 sur la base d'un budget de 6,4 millions de dollars et a prié le Secrétaire général de recommander des méthodes en vue de donner plus de souplesse à la programmation, de façon à tenir

compte des changements intervenant dans l'ordre de priorité des demandes présentées par les gouvernements bénéficiaires. En conséquence, les projets de programme soumis au Comité ont été présentés de deux façons différentes.

13. La première méthode est la présentation traditionnelle par chapitre du budget de l'ONU. Elle comporte des allocations fixes pour le développement économique, les activités sociales, l'administration publique — y compris le programme pour l'envoi de personnel d'exécution, de direction et d'administration (OPEX) — les services consultatifs dans le domaine des droits de l'homme et la lutte contre l'abus des stupéfiants. L'autre méthode de présentation se fonde simplement sur l'ordre de priorité fixé par les pays bénéficiaires, indépendamment de la répartition par chapitre, à l'exception des droits de l'homme et des stupéfiants. Les pays ont été invités à choisir entre ces deux méthodes.

14. Le Comité a noté que la grande majorité des gouvernements ayant envoyé des réponses ont exprimé leur préférence pour le système des priorités. Le Comité a confirmé sa recommandation précédente concernant les 6,4 millions de dollars de crédits et il approuvé la répartition de ces crédits conformément à l'ordre de priorité indiqué par les gouvernements, avec un total distinct pour le programme d'assistance dans le domaine des droits de l'homme et un total distinct pour le programme relatif aux stupéfiants.

15. L'annexe IV au rapport du Comité contient un projet de résolution soumis au Conseil par le Comité et concernant le montant des crédits ouverts pour 1965 et l'approbation des programmes proposés pour la même année par le Secrétaire général. En outre, le Comité recommande que les programmes futurs au titre du budget ordinaire soient établis conformément à la méthode des priorités et qu'à l'époque de l'élaboration des programmes le Secrétaire général informe les gouvernements des services dont ils peuvent disposer dans le domaine du développement économique, des activités sociales, de l'administration publique, des droits de l'homme et de la lutte contre l'abus des stupéfiants. Le Comité recommande en outre que le montant des propositions budgétaires annuelles relatives à l'assistance technique et aux programmes qui s'y rapportent continue d'être soumis pour examen au CAT qui donnera ses avis et conseils.

16. A ce propos, il serait utile que le Conseil informe ses commissions et comités techniques de la nécessité de transmettre toutes les propositions d'assistance technique au Conseil par l'intermédiaire du CAT, en sorte que les observations du CAT puissent être présentées au Conseil en temps opportun. Il serait donc peut-être souhaitable de mentionner cette procédure dans le projet de résolution qui figure à l'annexe IV. Le Président du Comité propose d'ajouter les mots suivants à la suite du texte du paragraphe 6 du dispositif : « et que les propositions émanant des commissions et comités techniques du Conseil et qui pourraient avoir des incidences sur les ressources d'assistance technique de l'Organisation des Nations Unies seront transmises au Conseil par l'intermédiaire du Comité de l'assistance technique ».

17. Le projet de résolution présenté par le Comité prie le Secrétaire général de continuer à tenir les commissions et comités du Conseil informés des programmes exécutés et prévus dans les domaines qui les intéressent directement. Le Conseil est également invité à autoriser, comme hypothèse de travail, qu'un crédit provisoire de 6,4 millions de dollars soit mis à la disposition du Secrétaire général pour lui permettre d'effectuer les premières opérations de programmation pour 1966.

18. On se souvient qu'aux termes de la résolution 1768 (XVII) de l'Assemblée générale, le Comité devait préparer une étude des rapports existant entre les divers programmes d'assistance technique des Nations Unies et les programmes financés sur le budget ordinaire, en vue d'établir entre eux un lien plus rationnel. A sa dernière session, le Comité, prenant en considération ses recommandations intérimaires antérieures ainsi que le rapport (E/3862) du Comité spécial créé en vertu de la résolution 851 (XXXII) du Conseil, a terminé son étude du programme ordinaire et décidé de transmettre ses commentaires à ce sujet au Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires. Ces observations figurent dans le rapport du Comité (voir E/3933, par. 77 à 85).

19. En conclusion, M. Kolb déclare que le Gouvernement autrichien a été très heureux d'accueillir le CAT à Vienne.

20. M. KRALIK (Tchécoslovaquie) dit que depuis sa création, il y a quinze ans, le PEAT est devenu un puissant moyen d'action qui répond aux besoins des gouvernements. Ses activités au cours de l'année écoulée ont été marquées par les faits significatifs suivants : pour la première fois, les annonces de contributions ont dépassé les 50 millions de dollars; il y a eu une coopération et une coordination plus étroites entre le PEAT, le programme ordinaire de l'ONU et le Fonds spécial; les activités régionales du PEAT ont démontré leur utilité et contribué à resserrer la coopération entre le PEAT et les programmes ordinaires des organisations participantes; enfin, on a constaté un accroissement continu non seulement du nombre des missions entreprises par des experts de pays en voie de développement, mais encore du nombre de ces experts exprimé en pourcentage du nombre total des experts.

21. Il n'est pas possible, cependant, de passer sous silence les lacunes du PEAT. Il y a un manque d'équilibre dans sa mise en œuvre, qui tend à se concentrer sur la deuxième année de la période biennale; le nombre des bourses accordées en 1963 a été très inférieur à celui des bourses octroyées en 1962, tandis que le nombre des missions d'experts a augmenté; on n'a pas fait grand-chose pour mettre un terme à l'augmentation des dépenses administratives et autres dépenses non productives; enfin, les activités du PEAT dans le domaine de l'industrialisation sont loin d'être satisfaisantes.

22. M. Kralik attire l'attention du Conseil sur le paragraphe 20 du rapport du CAT qui traite du choix des projets régionaux et interrégionaux, ainsi que sur le Cycle d'étude sur la coordination nationale de l'assistance technique qui s'est tenu en janvier 1964 à Addis-Abéba. A la dernière session du CAT, tenue à Vienne, plusieurs

délégations ont fait remarquer que la procédure actuelle d'organisation des projets régionaux ne garantit pas suffisamment que la partie du programme qui est mise en œuvre sur le plan régional correspond parfaitement aux besoins des pays bénéficiaires. A son avis, une bonne façon d'améliorer la situation consisterait à donner un plus grand rôle aux commissions régionales pour le choix des projets. Le Cycle d'étude sur la coordination de l'assistance technique à l'échelon national a examiné un certain nombre de problèmes importants, et ses travaux ont donné de bons résultats. Les cycles d'études de ce genre sont d'une importance capitale; le représentant de la Tchécoslovaquie espère que les conclusions générales de la réunion seront traduites dans les faits.

23. Pour ce qui est du programme ordinaire d'assistance technique, le Gouvernement tchécoslovaque maintient que le budget de l'ONU n'est pas destiné à financer des activités dans le domaine de l'assistance technique; c'est pourquoi la délégation tchécoslovaque ne votera pas la résolution qui figure à l'annexe IV du rapport du CAT. Néanmoins, le comité national tchécoslovaque pour l'assistance technique a fait de son mieux pour faciliter la mise en œuvre des projets financés sur le programme ordinaire.

24. La délégation de la Tchécoslovaquie a souvent recommandé la fusion du PEAT et du Programme ordinaire d'assistance technique de l'ONU. Jusqu'à présent, cette proposition n'a guère trouvé d'écho. La délégation tchécoslovaque est persuadée que, si la proposition paraît prématurée à l'heure actuelle, la question de la fusion des deux programmes se posera tôt ou tard.

25. M. Kralik assure le Conseil, le Président-Directeur du BAT et le Directeur général du Fonds spécial que son pays est disposé à participer dans une plus grande mesure à la mise en œuvre des programmes de coopération technique des Nations Unies et à apporter son aide chaque fois que celle-ci sera nécessaire.

26. M. YOKOTA (Japon) dit que la dernière session du CAT a été des plus constructives et utiles. La délégation japonaise a beaucoup apprécié la chaleureuse hospitalité du Gouvernement autrichien, la façon excellente dont M. Kolb a dirigé les débats et l'aide que le Directeur général de l'AIEA a apportée à l'organisation de la session.

27. Le PEAT a étendu son champ d'opérations et a pu améliorer sur bien des points son programme d'activités. S'il est vrai que le caractère biennal du programme de 1963-1964 est à l'origine de certaines particularités qui peuvent être attribuées directement à la procédure de programmation biennale — procédure dont il faudra examiner soigneusement, le moment venu, les avantages et les inconvénients — il n'en reste pas moins que le PEAT a pu répondre de façon satisfaisante aux besoins des pays bénéficiaires. La délégation japonaise est particulièrement satisfaite de la façon dont le Président-Directeur du BAT a utilisé les allocations pour cas d'urgence. La délégation japonaise a approuvé le rapport annuel du BAT au CAT (E/3871).

28. Quant à certains des problèmes concrets au sujet desquels le Conseil est invité à prendre des décisions, le

représentant du Japon espère que le Président-Directeur du BAT continuera de s'efforcer de resserrer les contacts avec les organisations participantes, les gouvernements et les autres institutions compétentes lorsqu'il procédera, au fur et à mesure des besoins, au recrutement d'experts qualifiés. Il a constaté avec plaisir que le nombre des experts originaires des pays en voie de développement s'était accru. Il convient toutefois de ne pas oublier que l'origine des experts n'entre pas seule en ligne de compte; il est tout aussi important de recruter l'expert qui convient le mieux pour un travail donné. Au sujet de la pénurie de logements adéquats pour les experts de l'ONU, question qui a été examinée par le Conseil d'administration du Fonds spécial et par le CAT, la délégation japonaise espère que l'on trouvera une solution qui évitera le recours à un emprunt à court terme comme le propose le Directeur général du Fonds spécial. Il convient de remercier le Président-Directeur des efforts qu'il a faits à cet égard. La délégation japonaise votera pour le projet de résolution qui figure à l'annexe II du rapport du CAT.

29. Le CAT a été prié de donner son avis sur le point de savoir si le PEAT peut accorder une assistance technique pour favoriser l'enseignement, l'étude, la diffusion et une compréhension plus large du droit international. M. Yokota estime que d'une manière générale le PEAT ne doit s'occuper que des projets destinés expressément à promouvoir le développement économique et social des pays bénéficiaires. Eu égard à sa résolution 222 A (IX), le Conseil ne doit étendre les travaux du PEAT à des domaines d'activité nouveaux qu'avec beaucoup de circonspection. La délégation japonaise ne s'oppose pas néanmoins à l'opinion générale qui est formulée au paragraphe 57 du rapport du CAT. Elle approuve également le point de vue selon lequel, sans disposition spéciale sous le Titre V (Programmes techniques) du budget ordinaire des Nations Unies, les gouvernements pourront à leur gré continuer de présenter dans leurs demandes d'assistance, en indiquant un ordre de priorité, des projets d'assistance touchant les aspects juridiques internationaux des programmes de développement.

30. La délégation japonaise est satisfaite des activités d'assistance technique entreprises dans le courant de l'année écoulée au titre du programme ordinaire de l'ONU et elle approuve le rapport du Secrétaire général sur ces activités (E/3870 et Add.1). Elle espère qu'il sera possible de coordonner davantage et de rendre mutuellement complémentaires les projets entrepris au titre du programme ordinaire, du PEAT et du Fonds spécial.

31. Le programme ordinaire de l'ONU a rendu de précieux services aux pays bénéficiaires, particulièrement du fait de la souplesse de sa mise en œuvre et parce qu'il a permis de répondre à des demandes urgentes qui ne pouvaient pas toujours recevoir satisfaction au titre du PEAT. M. Yokota est persuadé que nul ne contestera l'intérêt qu'il y a à poursuivre ces activités. Si, d'une part, la délégation japonaise partage l'avis de ceux qui estiment que les activités dont le PEAT peut s'acquitter efficacement doivent continuer à relever de ce programme, elle estime, d'autre part, que le programme ordinaire doit conserver ses caractéristiques et ses méthodes propres.

32. Quant aux ressources affectées au programme ordinaire sous le Titre V du budget, la délégation japonaise considère qu'il conviendrait de les maintenir en 1965 au niveau actuel. Elle pense d'autre part que le programme ordinaire de l'ONU doit continuer à être mis en œuvre d'une manière souple, de façon à tenir compte des besoins des pays bénéficiaires et de l'ordre de priorité indiqué par ces pays. Elle approuve que le programme ordinaire de 1965 soit établi suivant la méthode des priorités, ainsi qu'il est dit au paragraphe 23 du rapport du Secrétaire général (E/3870/Add.1). Elle votera pour le projet de résolution qui figure à l'annexe IV du rapport du CAT, avec la modification proposée par le Président du CAT.

33. Sir Keith UNWIN (Royaume-Uni) déclare que l'expansion et le progrès sont les notes dominantes du rapport du CAT ainsi que du rapport très complet du BAT. Durant l'année 1963, il a été possible, dans le cadre du PEAT, d'accorder une assistance à 122 pays et territoires, ce qui est en soi un beau succès. Il est remarquable en vérité qu'un programme aussi dispersé, qui exige bien des travaux administratifs pour chaque expert, chaque bourse et chaque cycle d'étude, soit géré si efficacement par le Président-Directeur du BAT et ses collègues du Secrétariat et des institutions spécialisées. La délégation du Royaume-Uni a été satisfaite d'apprendre que le nombre des experts affectés à des missions en 1963 a été sensiblement supérieur au chiffre de l'année 1961, qui a été la première année de la dernière période biennale, et que relativement le nombre des bourses a aussi augmenté. Si cette expansion des activités du PEAT a été possible, c'est grâce à l'accroissement des contributions promises par les gouvernements, qui sont passées de 45,4 millions de dollars en 1962 à 50,1 millions de dollars en 1963. Un autre fait très encourageant est que le nombre des pays donateurs est passé de 92 à 105 en un an. Le Royaume-Uni est très heureux de ces progrès. Afin que l'expansion du PEAT puisse se poursuivre, un certain nombre de gouvernements, dont celui du Royaume-Uni, ont fait savoir qu'il entendaient accroître leur contribution au PEAT pour 1965.

34. Le rapport du CAT insiste particulièrement sur les projets régionaux et interrégionaux (voir E/3933 par. 18). La délégation britannique se plaît à constater, à la lecture de ce rapport, que les projets régionaux sont souvent le moyen le plus efficace et le plus économique d'accroître les connaissances techniques des pays en voie de développement et qu'ils favorisent les contacts personnels, les échanges de vues et les échanges d'experts entre pays voisins. Ce faisant, un objectif plus vaste se trouve atteint en même temps : favoriser la compréhension internationale.

35. Autre fait significatif, les projets proposés par des experts du PEAT sont souvent, par la suite, adoptés par le Fonds spécial. La délégation du Royaume-Uni aimerait recevoir d'autres renseignements sur cette forme très concrète de coopération entre les deux programmes.

36. Sir Keith Unwin voudrait, une fois encore, dire sa satisfaction du travail accompli par les représentants-résidents. Il a été particulièrement frappé par l'éloge de l'œuvre des représentants-résidents que les délégations de

pays en voie de développement ont fait au cours des récentes réunions du Conseil d'administration du Fonds spécial et du CAT.

37. Le Gouvernement du Royaume-Uni est favorable à la programmation biennale des projets du PEAT. Il est persuadé que les inconvénients de cette procédure sont largement compensés par ses avantages. C'est d'ailleurs l'avis qui a été exprimé à la fois dans le rapport du BAT et dans les remarques faites à la session du CAT par les représentants des pays en voie de développement.

38. Sur les 62 gouvernements qui ont répondu à la demande du Commissaire à l'assistance technique, qui avait prié les gouvernements des pays en voie de développement d'indiquer s'ils souhaitaient que le programme ordinaire soit ventilé par chapitre ou par priorité, 46 ont marqué leur préférence pour la méthode des priorités. La délégation du Royaume-Uni pense que cette préférence générale manifestée pour la méthode des priorités et le fait que le CAT a approuvé cette méthode à sa dernière session ont donné au programme ordinaire la souplesse nécessaire pour répondre de façon efficace et rapide aux besoins des pays en voie de développement en matière de priorités. Cette nouvelle méthode doit faciliter la tâche du Commissaire à l'assistance technique et de ses collaborateurs; Sir Keith Unwin aimerait que le Commissaire donne, lors d'une prochaine séance, des renseignements détaillés sur la mise en œuvre de cette nouvelle méthode.

39. M. VIAUD (France) dit que, la délégation française ayant exprimé ses vues sur le rapport du BAT à la dernière session du CAT, il limitera ses observations à quelques points saillants.

40. Comme d'habitude, le rapport du BAT a donné un compte rendu impartial et complet des travaux du PEAT, bien qu'il ait été préparé au milieu d'une période de deux ans. Le rapport du CAT est, lui aussi, intéressant et constructif. L'un des faits les plus importants qui ressortent du rapport du BAT est que l'Afrique occupe maintenant dans le PEAT une place normale en raison des besoins particulièrement urgents de ses nouveaux Etats. S'il a été possible d'assurer cette place à l'Afrique sans réduire sensiblement la part réservée aux autres continents, cela est dû en partie à l'accroissement des contributions faites au PEAT.

41. Il fait aussi état de la coopération plus étroite entre l'administration du PEAT et celle du Fonds spécial. Cette coopération est la plupart du temps assurée par les représentants-résidents, qui servent d'intermédiaires entre les gouvernements et le PEAT ainsi que le Fonds spécial, et entre les institutions spécialisées en leur qualité d'organes d'exécution. Les activités du PEAT et de ses experts servent souvent à introduire et à préparer les projets de préinvestissement du Fonds spécial. C'est là un aspect de la coopération qui, espère la délégation française, sera élargi.

42. Le rapport du BAT a insisté à juste titre sur les projets régionaux, et la délégation française espère qu'à l'avenir l'accent sera mis encore plus fortement sur ce genre de projets. A la dernière session du CAT, on a souligné le besoin d'élargir les activités du PEAT dans le domaine de l'industrialisation, et certaines délégations ont

exprimé le désir que l'on porte une plus grande attention à la science et à la technique. C'est là une vue que la délégation française est disposée à appuyer.

43. Le rapport du BAT a également fait ressortir certains faits fâcheux et, notamment, les difficultés de la planification biennale. Les gouvernements bénéficiaires tendent à accorder une attention maximale à la mise à exécution d'un aussi grand nombre de projets que possible durant la première année d'une période biennale, tandis que les organisations participantes tendent à concentrer leur attention sur la seconde année. La réduction du nombre de bourses de perfectionnement accordées semble résulter directement de cette différence dans les modes d'approche. Cette réduction est regrettable, car ces bourses jouent un rôle essentiel dans la formation des experts et du personnel des pays en voie de développement. Il faudrait mettre un frein à cette tendance, et le programme ordinaire d'assistance technique des Nations Unies ne suffirait pas à cet effet, comme on l'a suggéré; il doit servir d'autres objectifs et sa portée est trop limitée. Si l'on veut introduire une régularité plus grande dans la mise en œuvre des programmes, il faut un recours plus rationnel aux projets à long terme. Les représentants-résidents devraient essayer de persuader les gouvernements bénéficiaires de prolonger leurs projets au-delà de la période de deux ans ou d'intégrer leurs programmes d'assistance technique dans leurs plans de développement à long terme.

44. Les difficultés qu'a soulevées la mise à exécution des programmes du PEAT sont également dues à un défaut d'adaptation à une situation nouvelle. Selon le mécanisme prévu pour la mise en œuvre des projets du PEAT, c'est l'Assemblée générale qui procède à la répartition entre les organisations participantes des fonds reçus des pays donateurs. On procède alors à une nouvelle répartition entre les pays bénéficiaires sans que le CAT en discute ou donne son approbation formelle. Puisque le Conseil doit, plus tard dans sa session, discuter d'une réorganisation de la coopération technique, il pourrait également examiner alors une adaptation possible du mécanisme et des procédures de la fourniture d'assistance technique. S'il ne le fait pas bientôt, l'assistance technique pourrait souffrir d'un manque de contrôle gouvernemental approprié et devenir le « parent pauvre » des activités de l'ONU. La délégation française estime que, dans la coopération entre pays donateurs et pays bénéficiaires, on pourrait obtenir une plus grande souplesse si les projets généraux relevant du PEAT ne faisaient pas l'objet d'une répartition préalable de fonds soit aux organisations participantes, soit aux pays bénéficiaires. Cela permettrait à l'administration du PEAT de s'occuper des cas urgents. Bien qu'il existe déjà un fonds pour cas d'urgence, auquel on peut faire appel lorsque l'on entreprend les projets que l'on ne peut pas financer sous l'égide du PEAT, on pourrait aussi envisager l'introduction d'autres catégories de projets susceptibles d'être financés selon un mécanisme plus souple. En tout état de cause, il est souhaitable que les fonds soient alloués aux gouvernements, non pas sur la base de l'intérêt qu'une institution spécialisée particulière porte à un projet, mais plutôt sur la base de l'évaluation que chaque pays fait de ses besoins. Si l'on adoptait cette procédure, on simplifierait grandement les problèmes de coordination.

45. Pour ce qui est du programme ordinaire, il est essentiel que les projets soient approuvés par un organe intergouvernemental. Le Conseil examine déjà les incidences financières de ses propres résolutions et il étudie en détail les parties du budget de l'ONU qui portent sur les matières auxquelles il s'intéresse. Il n'y a pas de raison pour qu'il n'agisse pas de même à l'égard du programme ordinaire d'assistance technique. Point n'est besoin que le Conseil approuve les programmes des institutions spécialisées, mais, lorsque celles-ci agissent en tant qu'organisations participantes ou comme organes d'exécution pour d'autres programmes, le Conseil a intérêt à savoir comment les activités sont coordonnées. C'est seulement en tenant compte des vœux des pays en voie de développement et en excluant toute considération d'intérêts personnels que le parti le meilleur pourra être tiré de l'assistance fournie par l'ONU et par les institutions spécialisées.

46. M. ARKADIEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) indique que sa délégation s'est particulièrement intéressée à la déclaration faite par le Directeur général du Fonds spécial. Selon elle, le Fonds ne se limiterait pas, à l'avenir, à des activités de préinvestissement, mais procéderait également à des investissements directs dans des entreprises industrielles expérimentales. Depuis des années, le Gouvernement de l'Union soviétique a soulevé cette question à maintes reprises au sein des divers organismes des Nations Unies et M. Arkadiev se plaît à constater que les avis de son gouvernement ont enfin été favorablement accueillis. Si ces entreprises expérimentales font appel aux données les plus récentes de la technique et si elles s'efforcent de répondre aux besoins pratiques des pays en voie de développement, elles apporteront une contribution importante aux progrès ultérieurs de ces pays. M. Arkadiev exprime en même temps l'espoir que le Conseil d'administration du Fonds spécial tiendra compte des ressources scientifiques et techniques de l'Union soviétique ainsi que de la compétence de ses ingénieurs, et voudra aussi bénéficier de l'expérience acquise par son pays dans l'assistance accordée aux pays en voie de développement, tant sur une base bilatérale que par l'entremise du système des Nations Unies.

47. Le Fonds spécial dispose de ressources considérables. Elles augmentent rapidement et lui assurent une large base pour des activités d'investissement ainsi que pour la formation de cadres nationaux. Si le niveau des contributions obtenues pendant la période examinée se maintient, le revenu total de ce Fonds pendant la décennie envisagée s'élèvera à au moins 1 milliard de dollars. Avec de telles ressources, les activités d'investissement que le Fonds spécial entreprend actuellement revêtent une importance capitale, tant parce qu'elles répondent aux intérêts économiques et industriels des pays en voie de développement que parce qu'elles faciliteront la transformation du Fonds spécial en un fonds d'équipement, conformément aux diverses résolutions adoptées à cet effet par l'Assemblée générale ainsi que par la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement.

48. A en juger par les rapports présentés au Conseil, les activités d'assistance technique de l'Organisation ont enregistré un certain succès au cours de la période

examinée; il semble également que, dans l'application du PEAT, on fasse un effort sérieux pour stimuler la croissance de l'industrie dans les pays en voie de développement. On peut donc se demander ce qu'il adviendrait de ces activités au cas et au moment où se réaliserait la fusion proposée du Fonds spécial avec le PEAT. Le rapport du CAT crée malheureusement l'impression erronée qu'une décision serait déjà plus ou moins intervenue au sujet de cette fusion. Or, de nombreuses délégations au sein du Conseil d'administration et au CAT se sont prononcées contre cette proposition, tandis que nombre d'autres délégations ont formulé à son sujet de sérieuses réserves. La délégation de l'Union soviétique est également opposée à une telle fusion et elle l'a fait clairement savoir à l'époque où le Fonds spécial fut créé. Il ne faut pas oublier qu'au moment où elle a créé le Fonds spécial, l'Assemblée générale a rejeté l'idée selon laquelle le Fonds nouvellement créé devait absorber les autres programmes d'assistance technique de l'ONU. D'autre part, l'Assemblée générale s'est nettement prononcée pour la transformation progressive du Fonds spécial en un fonds d'équipement et elle a prévu des dispositions expresses à cette fin. Par la suite, l'Assemblée générale a adopté la résolution 1936 (XVIII) réaffirmant cette intention; de son côté, la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement a également adopté une recommandation à cet effet (voir E/CONF. 46/139, annexe A. IV.8).

49. Le PEAT s'est acquis une excellente réputation au cours des quinze années de son existence et la délégation soviétique ne voit aucune raison de détruire ce qui a été si laborieusement édifié. Le représentant de l'Union soviétique ne comprend pas, en particulier, pourquoi le Président-Directeur, qui a travaillé si longtemps et avec tant de ténacité pour assurer l'efficacité du PEAT, devrait accepter passivement une fusion qui mettrait en danger tout l'avenir du programme. Aussi longtemps que le Fonds spécial et le PEAT continueront d'exister séparément, ils se compléteront utilement l'un l'autre, alors que la création d'un conseil d'administration unique pourrait seulement conduire à bureaucratiser les deux programmes. Les partisans de la fusion ne présentent aucune suggestion sur la façon dont une telle mesure doit se concilier avec les diverses résolutions qui prévoient la transformation du Fonds spécial en un fonds d'équipement. La délégation soviétique estime qu'il serait plus rationnel de fusionner le Fonds spécial avec le programme ordinaire d'assistance technique. Ce serait une mesure pratique immédiatement exécutable, sans qu'aucune des résolutions en vigueur se trouve par là transgressée.

50. Le programme ordinaire prête à nombre de critiques sérieuses que la délégation soviétique n'a pas manqué de soulever lors de la récente session du CAT à Vienne; le représentant de l'Union soviétique approuve pleinement les vues formulées à ce sujet par la délégation tchécoslovaque. Les sections du rapport du CAT qui traitent du Programme ordinaire laissent beaucoup à désirer et la nature extrêmement fâcheuse des réponses — notamment de celles qui figurent dans le paragraphe 95 — à certaines des questions posées par les délégations peut faire douter du sérieux de ce document. M. Arkadiev se rallie entièrement à l'observation du représentant de la France

selon laquelle le CAT n'a en fait jamais approuvé les programmes qui sont exécutés en son nom; les délégations peuvent exprimer leurs vues au sein du Comité, mais il en est fait peu de cas et le Secrétariat agit comme bon lui semble. Lorsqu'on procède à la répartition des fonds, il convient de se préoccuper davantage des besoins des pays en voie de développement eux-mêmes. Trop souvent, les ressources sont allouées à des directeurs de fonds ou d'instituts, lesquels les distribuent ensuite à leur discrétion. Dans de telles conditions, il n'existe aucune garantie que les besoins des pays en voie de développement seront satisfaits. Ce qu'il faut en réalité, c'est un système démocratique de répartition des fonds; à cet effet, le CAT ne devrait pas se contenter d'un rôle purement formel, il devrait se prononcer avec autorité au sujet de chaque programme.

51. La délégation soviétique désire également appeler l'attention du Conseil sur les retards injustifiés qui interviennent dans l'exécution des programmes par le Fonds spécial. Il ressort des rapports présentés que 24 seulement des 374 projets autorisés ont été réellement mis à exécution. Or, les pays en voie de développement ont besoin d'action et non de statistiques impressionnantes; il importe, par conséquent, comme l'a déjà dit le Secrétaire général, de donner la priorité à ceux des projets dont l'exécution permettra réellement d'accélérer la croissance économique et, plus particulièrement, la croissance industrielle des pays en voie de développement. Cela vaut aussi bien pour le Fonds spécial que pour le PEAT. Il appartient aux commissions économiques régionales de jouer un rôle important dans le choix des priorités, car elles ont une connaissance plus directe des besoins locaux.

52. M. KOTSCHNIG (Etats-Unis d'Amérique) rend chaleureusement hommage au Gouvernement autrichien pour l'hospitalité qu'il a accordée, à Vienne, au CAT. La délégation des Etats-Unis est pleinement satisfaite du PEAT et elle se réjouit de savoir que le montant de 50 millions de dollars qui avait été fixé comme objectif aux contributions annuelles se trouve maintenant atteint. Bien qu'il soit plus difficile de connaître les résultats immédiats du PEAT que ceux du Fonds spécial, le PEAT est tout aussi important. Il devient de plus en plus clair par ailleurs que les deux programmes se complètent mutuellement et qu'ils tendent à se rapprocher toujours davantage. Le représentant des Etats-Unis ne veut pas s'étendre sur un certain nombre de problèmes qui ont déjà été suffisamment examinés lors de la session du CAT à Vienne et il se bornera à appuyer les résolutions contenues dans les annexes I, II et V du rapport du CAT. Il exprime sa vive satisfaction de l'admission de l'IMCO au PEAT comme organisation participante.

53. En ce qui concerne le Programme ordinaire d'assistance technique, le représentant des Etats-Unis souligne qu'il incombe au CAT de le soumettre à un examen d'ensemble. Lors de sa récente session, le Comité a consacré beaucoup de temps à cet examen, dont les résultats ont donné satisfaction à la délégation des Etats-Unis. Cette délégation approuve la résolution contenue dans l'annexe IV du rapport, qui fixe à 6,4 millions de dollars le montant des sommes allouées pour 1965 au titre V

du budget ordinaire de l'ONU. Il suggère que, comme hypothèse de travail, les prévisions provisoires pour 1966 soient maintenues au même niveau. La délégation des Etats-Unis se prononce donc pour le principe d'une stabilisation du programme ordinaire et elle estime que les accroissements de dépenses devraient être financés à l'aide de contributions bénévoles. Elle accepte également la nouvelle politique en vertu de laquelle le programme de 1965 devra être établi sur la base des priorités indiquées par les gouvernements dans leurs demandes; elle approuve par ailleurs l'alinéa a) du paragraphe 4, dans lequel sont signalés aux gouvernements les services qui peuvent être assurés en vertu des diverses résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil. M. Kotschnig est convaincu que ces services tendront à s'élargir et non à se restreindre. Sa délégation accepte également l'amendement proposé par le Président du CAT au paragraphe 6 du dispositif, qui évitera au Conseil la difficulté dans laquelle celui-ci se trouverait s'il était subitement appelé à approuver des prévisions financières qui n'auraient pas passé par les instances appropriées. A ce sujet, M. Kotschnig se réfère spécialement à la note du Secrétaire général sur les services consultatifs dans le domaine des droits de l'homme (E/3882/Add.1), dans laquelle des évaluations, qui n'ont été soumises ni à la Commission des droits de l'homme ni au CAT, sont présentées au Conseil.

54. M. CUBILLOS (Chili) se déclare satisfait de la façon dont sont exercées au profit des pays en voie de développement les activités prévues au titre du programme ordinaire et du PEAT. Le système d'une programmation biennale, tel qu'il a été adopté pour le PEAT, a donné des résultats encourageants et le BAT fera sans doute bien d'examiner la possibilité d'établir des programmes pour des périodes plus longues encore, en sorte que les pays en voie de développement puissent prendre en considération l'assistance du PEAT lorsqu'ils élaborent leurs plans de développement à long terme.

55. La délégation chilienne se félicite que le PEAT se préoccupe d'allouer des ressources aux pays ayant récemment accédé à l'indépendance, en particulier en Afrique. M. Cubillos n'a que compréhension pour la situation spéciale de ces pays et il est d'accord pour estimer que l'ONU a le devoir de les aider dans la solution de leurs problèmes économiques et sociaux. Il espère toutefois que, tout en continuant de donner aux nouvelles nations une assistance appropriée, le BAT prendra des mesures pour enrayer la diminution de l'assistance à d'autres régions.

56. Il félicite le BAT de l'initiative qu'il a prise de se concentrer sur des projets régionaux, qui en 1963 ont représenté 16% de l'ensemble des ressources du PEAT. Il espère que, dans les années à venir, ce chiffre montera à 20%, non pas seulement parce que cette politique porte déjà des fruits remarquables, en particulier dans la région de la CEPAL, mais aussi parce que les pays en voie de développement eux-mêmes considèrent la complémentarité ou l'intégration des économies naissantes comme un élément décisif dans la lutte contre le retard économique. Les pays de l'Amérique latine en particulier déploient de grands efforts en vue de réaliser cette intégration. C'est là une initiative fort importante

à laquelle l'ONU doit donner tous les encouragements. M. Cubillos espère donc que le Conseil appuiera l'initiative du BAT dans ce sens.

57. A la récente session du CAT à Vienne, le BAT a expliqué qu'il éprouvait des difficultés à appliquer le paragraphe 4 de la résolution 787 (XXX) du Conseil au sujet de la contribution que les gouvernements bénéficiaires doivent apporter pour faire face aux frais locaux des experts qui travaillent à des projets régionaux. La délégation chilienne favorise l'application continue de ces dispositions, mais elle est disposée à accepter la recommandation du CAT tendant à ce qu'elles soient appliquées avec le degré de souplesse qu'imposent des considérations pratiques.

58. Il croit que le PEAT doit poursuivre sa politique de recrutement d'experts dans les pays en voie de développement, car cette politique permet à ces pays de mieux comprendre leurs propres problèmes. Toutefois, le BAT doit veiller à entrer en consultation avec les gouvernements en cause pour s'assurer qu'ils peuvent vraiment se passer des experts appelés à servir ailleurs.

59. La délégation chilienne éprouve quelque appréhension à constater dans le rapport du CAT que le pourcentage des ressources affectées à l'industrialisation est encore très bas et elle espère le voir augmenter dans les prochaines années. M. Cubillos se rend bien compte que les priorités sont déterminées par les gouvernements demandeurs, mais il espère que le BAT s'efforcera de son mieux d'augmenter sa participation aux projets industriels. Il espère que le PEAT déploiera un effort semblable dans le domaine de la science et de la technique, en vue d'accélérer le transfert aux pays en voie de développement des informations les plus récentes.

60. En conclusion, il exprime sa gratitude au Gouvernement autrichien qui a réservé un accueil chaleureux au CAT et rend un hommage particulier au Président-Directeur du BAT pour la ténacité que, depuis quinze ans, il déploie dans sa lutte contre le retard économique.

61. M. LUCIC-LAVCEVIC (Yougoslavie) rappelle que les vues de sa délégation sur le développement effectif de l'assistance technique internationale ont été exprimées en détail à la récente session du CAT à Vienne. Il bornera donc ses remarques à certaines sections du rapport dont le Conseil est actuellement saisi.

62. Le succès de l'assistance technique au cours de l'an passé a été en partie dû aux ressources accrues qu'elle a eues à sa disposition, mais il est également dû aux efforts intensifiés du BAT et des organisations participantes ainsi qu'à l'utilisation meilleure que les pays en voie de développement ont faite de l'assistance reçue par eux. La délégation yougoslave salue la décision que plusieurs pays avancés ont prise d'accroître leurs contributions au PEAT et elle espère que d'autres pays avancés suivront l'exemple ainsi donné.

63. Le représentant de la Yougoslavie loue le système de programmation biennale qui a facilité la mise à exécution des programmes et permis aux pays bénéficiaires d'établir des plans d'avenir. Le système pourra faire l'objet d'une évaluation plus précise à la fin de la période biennale de programmation. Le manque de per-

sonnel national qualifié, surtout dans le domaine économique, constitue l'un des principaux problèmes des pays en voie de développement. L'assistance technique doit se concentrer sur les genres de formation aptes à produire les résultats les plus efficaces et les plus rapides. Le rôle des experts étrangers doit consister à former le personnel national qui pourra alors être lui-même chargé de la formation d'autres cadres. L'organisation sur une base régionale ou nationale de cycles d'études pour ce personnel déjà formé est également souhaitable, et il conviendrait d'obtenir à cet effet la coopération des organes participants et des institutions intéressées. On a pu constater que le nombre des experts provenant de pays en voie de développement que l'assistance technique a recrutés est en légère augmentation. Le recours à ces experts a été pleinement justifié, et M. Lavcevic estime que l'on devrait s'engager plus hardiment sur la voie du recrutement d'experts en provenance tant des pays en voie de développement que des pays avancés. Dans l'affectation des priorités aux divers projets d'assistance technique, il conviendrait d'accorder une attention spéciale à ceux qui font partie de plans de développement national à long terme ou qui encouragent l'industrialisation dans les pays moins développés.

64. Au cours de l'année 1963, si l'assistance additionnelle fournie aux pays qui ont récemment accédé à l'indépendance a été réduite du fait qu'elle a été incorporée dans les programmes existants, le nombre des allocations pour cas d'urgence a augmenté. Le Président-Directeur du BAT assume alors de grandes responsabilités en ce qui concerne l'allocation d'une assistance dans des cas d'urgence tels que désastres nationaux ou épidémies, et l'on est pleinement justifié de continuer à prévoir ces autorisations de cas d'urgence.

65. La délégation yougoslave loue le rapport du CAT et appuie les projets de résolutions.

66. M. GARCÍA PINEIRO (Argentine) dit qu'à la réunion du CAT à Vienne, la délégation argentine a souligné l'importance que son Gouvernement attache aux programmes d'assistance technique et au Fonds spécial. Il ressort clairement du rapport dont le Conseil est maintenant saisi que les travaux exécutés par le BAT ont recueilli l'approbation générale. La délégation argentine désire toutefois rendre un hommage spécial au travail des représentants-résidents qui ont assuré une coordination si efficace entre les divers programmes et les activités des organismes internationaux.

67. La délégation argentine attache une importance particulière aux programmes d'industrialisation. En dépit de certaines difficultés de début, les résultats du système de programmation biennale se sont révélés très satisfaisants.

68. Enfin, le représentant de l'Argentine exprime sa satisfaction de l'emploi accru d'experts des pays en voie de développement qui, dans bien des cas, peuvent être recrutés sans priver les pays intéressés du personnel qualifié dont ils ont besoin pour leurs propres projets de développement. M. García Pineiro est persuadé que l'on atteindra pleinement les objectifs finals de la coopération technique si tous les pays se prêtent assistance sans réserve.

Il félicite le Président-Directeur du BAT, le Commissaire à l'assistance technique et le personnel du Secrétariat qui ont fait de la session de Vienne un tel succès.

69. M. HILL (Australie) remercie le Gouvernement autrichien de son hospitalité pendant la session de Vienne et le Directeur général de l'AIEA qui a mis à la disposition du Comité les moyens nécessaires.

70. En dépit de certaines critiques formulées par plusieurs délégations, dont la délégation australienne, le sentiment qui, dans l'ensemble, s'est dégagé de la session du CAT a été que l'ONU a, dans le PEAT, une institution solidement établie et sainement administrée. Cet avis est partagé par la délégation australienne et M. Hill tient à exprimer sa considération pour le Président-Directeur du BAT qui jouit de toute sa confiance. L'Australie a appuyé le PEAT depuis sa création et elle continuera de le faire. A cet égard, la délégation australienne approuve la suggestion faite au paragraphe 6 du rapport du CAT, selon laquelle le rapport du BAT relatif à la période biennale 1963-1964 devrait commémorer le quinzième anniversaire de l'assistance technique en passant ses activités en revue depuis le début. La délégation australienne appuie également l'espoir, exprimé dans le rapport du CAT, que le prochain rapport soumis au Comité insisterait davantage sur l'évaluation, notamment en ce qui concerne les projets régionaux et interrégionaux.

71. M. ESSOME (Cameroun) dit que la délégation camerounaise se félicite des efforts déployés par les Nations Unies pour aider les pays en voie de développement dans la tâche gigantesque à laquelle ils doivent faire face. L'une des formes les plus précieuses d'assistance technique est la désignation d'experts des Nations Unies dans les pays en voie de développement; mais les travaux de ces experts se trouvent souvent entravés par le manque de coordination qui se fait sentir lorsqu'un projet patronné par les Nations Unies est déjà traité dans le cadre de l'assistance bilatérale. Une plus grande coordination s'impose, notamment dans le domaine administratif. De l'avis du représentant du Cameroun, le problème des pays en voie de développement est avant tout un problème de ressources humaines, et les investissements de capitaux ne sont qu'un complément de la formation des cadres sans lesquels on ne peut avoir un développement continu. Comme le Secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement l'a rappelé au Conseil, à la 1320^e séance, la complexité des problèmes des pays en voie de développement se trouve encore accrue du fait que ces pays ont besoin de personnel national qualifié sur plusieurs fronts à la fois. C'est sur l'assistance technique que l'on fonde le plus d'espoirs et les bourses sont très appréciées. M. Essome espère toutefois que, dans toute la mesure du possible, celles-ci seront à l'avenir accordées dans le pays même. Quant aux projets régionaux et interrégionaux, toute nouvelle initiative sera la bienvenue: jusqu'à présent la tendance semble avoir été orientée vers des programmes intergouvernementaux plutôt qu'interrégionaux. Les observations formulées à ce sujet lors de la sixième session de la Commission économique pour l'Afrique doivent encourager ceux qui sont responsables des programmes d'assistance tech-

nique à les concevoir en fonction des exigences des régions appelées à en bénéficier.

72. M. SALMAN (Irak) exprime sa satisfaction des résultats obtenus pour le programme ordinaire d'assistance technique et le PEAT. Il regrette, toutefois, que l'on ait réduit le nombre des bourses en 1963. La délégation iraquienne se félicite du travail effectué par les représentants-résidents et espère que leurs activités pourront être élargies au titre des nouveaux programmes d'assistance technique et du Fonds spécial. Elle s'associe aux délégations qui ont exprimé leur reconnaissance au Gouvernement autrichien, au Président-Directeur du BAT et au Commissaire à l'assistance technique.

73. M. KOLB (Autriche) remercie les représentants qui ont rendu hommage à son gouvernement pour l'assistance qu'il a prêtée dans l'organisation de la session du CAT à Vienne. Il est heureux d'annoncer que, grâce à l'amabilité de l'AIEA, qui accepte de fournir les moyens nécessaires à cet effet, le Gouvernement autrichien est en mesure de renouveler son invitation pour la prochaine session du Comité.

74. M. OWEN (Président-Directeur du Bureau de l'assistance technique) remercie les représentants de l'hommage qu'ils ont rendu au travail du BAT. De nombreux membres du Conseil contribuent depuis des années au succès des travaux du BAT dans le cadre du programme ordinaire d'assistance technique et du PEAT. Les administrateurs des programmes ont toujours eu foi dans l'évolution et le progrès et ils continueront de rechercher des méthodes et des institutions nouvelles et meilleures qui rendront l'aide au développement encore plus efficace qu'elle ne l'a été dans le passé.

75. Le PRÉSIDENT invite le Conseil à voter sur les projets de résolutions contenus dans les annexes I à V du rapport du CAT (E/3933).

Annexe I. — RAPPORT ANNUEL DU BUREAU DE L'ASSISTANCE TECHNIQUE AU COMITÉ DE L'ASSISTANCE TECHNIQUE

A l'unanimité, le projet de résolution est adopté.

Annexe II. — PROGRAMME ÉLARGI D'ASSISTANCE TECHNIQUE : LOGEMENT DES EXPERTS

A l'unanimité, le projet de résolution est adopté.

Annexe III. — RAPPORT DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL SUR LES PROGRAMMES D'ASSISTANCE TECHNIQUE DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

A l'unanimité, le projet de résolution est adopté.

Annexe IV. — PROGRAMMES ORDINAIRES D'ASSISTANCE TECHNIQUE DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

76. Le PRÉSIDENT dit que, en raison de l'amendement proposé par le Président du CAT, le Conseil devra voter en premier lieu sur cet amendement.

A l'unanimité, l'amendement est adopté.

Par 16 voix contre zéro, avec 2 abstentions, l'ensemble du projet de résolution, tel qu'il a été modifié, est adopté.

Annexe V. — PARTICIPATION DE L'ORGANISATION INTER-GOUVERNEMENTALE CONSULTATIVE DE LA NAVIGATION MARITIME AU PROGRAMME ÉLARGI D'ASSISTANCE TECHNIQUE

A l'unanimité, le projet de résolution est adopté.

La séance est levée à 18 h 40.



CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Trente-septième session

DOCUMENTS OFFICIELS

Mercredi 22 juillet 1964
à 10 h 40

PALAIS DES NATIONS, GENÈVE

SOMMAIRE

Page

Points 6, 7 et 44 de l'ordre du jour:

Examen général du développement, de la coordination et de la concentration de l'ensemble des programmes et activités de l'Organisation des Nations Unies, des institutions spécialisées et de l'Agence internationale de l'énergie atomique dans les domaines économique et social et dans celui des droits de l'homme

Décennie des Nations Unies pour le développement

- a) Plans de développement et instituts de planification du développement
- b) Institut de formation et de recherche des Nations Unies
- c) Campagne mondiale contre la faim, la maladie et l'ignorance
- d) Classification fonctionnelle des activités pendant la Décennie

Campagne mondiale pour l'alphabétisation universelle

Débat général 79

Président: Sir Ronald WALKER (Australie).

Présents:

Les représentants des Etats suivants, membres du Conseil: Algérie, Argentine, Australie, Autriche, Chili, Colombie, Equateur, Etats-Unis d'Amérique, France, Inde, Irak, Japon, Luxembourg, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sénégal, Tchécoslovaquie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Yougoslavie.

Les représentants des Etats suivants, membres supplémentaires des comités de session: Cameroun, Ghana, Indonésie, Iran, Italie, Mexique, République arabe unie, République-Unie du Tanganyika et de Zanzibar.

Les observateurs des Etats Membres suivants: Brésil, Bulgarie, Espagne, Hongrie, Irlande, Israël, Norvège, Pakistan, République centrafricaine, Roumanie, Suède, Uruguay, Venezuela.

Les observateurs des Etats non membres suivants: Saint-Siège, Suisse.

Les représentants des institutions spécialisées suivantes: Organisation Internationale du Travail, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, Organisation de l'aviation civile internationale, Banque internationale pour la reconstruction et le développement, Fonds monétaire international, Organisation mondiale de la santé, Union postale universelle, Organisation météorologique mondiale, Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime.

Le représentant de l'Agence internationale de l'énergie atomique.

POINTS 6, 7 ET 44 DE L'ORDRE DU JOUR

Examen général du développement, de la coordination et de la concentration de l'ensemble des programmes et activités de l'Organisation des Nations Unies, des institutions spécialisées et de l'Agence internationale de l'énergie atomique dans les domaines économique et social et dans celui des droits de l'homme (E/3867, E/3872 et Add.1 et 2, E/3874, E/3877, E/3878 et Corr.1, E/3880, E/3886 et Corr.1 et Add.1, E/3890 et Add.1, E/3891, E/3892, E/3896, E/3909 et Add.1 et 2, E/3928 E/3946, E/3948)

Décennie des Nations Unies pour le développement

- a) Plans de développement et instituts de planification du développement (E/3923)
- b) Institut de formation et de recherche des Nations Unies (E/3924)
- c) Campagne mondiale contre la faim, la maladie et l'ignorance (E/3911 et Add.1)
- d) Classification fonctionnelle des activités pendant la Décennie (E/3886 et Corr.1 et Add.1)

Campagne mondiale pour l'alphabétisation universelle (E/3927)

DÉBAT GÉNÉRAL

1. Le SECRÉTAIRE GÉNÉRAL se félicite de l'occasion qui lui est donnée de parler de deux des questions qui sont inscrites chaque année à l'ordre du jour du Conseil, à savoir l'examen général des programmes et la Décennie des Nations Unies pour le développement. Il fait remarquer que l'évolution de ces programmes reflète directement la manière dont a été relevé sur le plan international le défi de la Décennie du développement.

2. Dans le rapport intérimaire sur la Décennie du développement que le Secrétaire général doit établir en 1965, un effort considérable sera fait pour décrire et analyser ce qu'on a voulu faire, ce qu'on a réalisé et ce qu'il reste à accomplir pour atteindre les buts de la Décennie. Le Secrétaire général tient cependant à mentionner dès maintenant quelques-uns des domaines dans lesquels, au cours de l'année écoulée, des progrès notables ont été réalisés au niveau international dans le sens des objectifs de la Décennie.

3. La Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement a ouvert aux Nations Unies de nouveaux horizons pour un travail constructif dans les domaines économique et social. Toutefois, cet événement frappant ne doit pas masquer l'importance de l'expansion régulière des programmes de coopération technique — Fonds spécial et PEAT — ainsi que de l'action du FISE. Le Programme alimentaire mondial entrepris par l'Orga-

nisation des Nations Unies et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture a fait de rapides progrès et a acquis une personnalité qui lui est propre. Les commissions économiques régionales ont vu bon nombre de leurs initiatives couronnées de succès, et des perspectives encourageantes s'offrent à des institutions telles que la Banque africaine de développement.

4. Grâce au travail du Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement, ainsi qu'à l'action de plusieurs institutions, les résultats de la Conférence sur l'application de la science et de la technique dans l'intérêt des régions peu développées ont continué de se développer, et il est permis de croire que les pays en voie de développement en tireront un réel profit. Le Comité consultatif a déjà formulé des propositions préliminaires (E/3866) en vue de veiller à ce que les institutions des Nations Unies assument la direction nécessaire dans ce domaine, et il compte achever son programme au cours des prochains mois.

5. Les bases d'une action internationale élargie plus efficaces ont été jetées en ce qui concerne le développement industriel et l'habitation. Les préparatifs en vue de la troisième Conférence internationale sur l'utilisation de l'énergie atomique à des fins pacifiques sont fort avancés. L'Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social, fondé à Genève grâce à la générosité du Gouvernement néerlandais, a ouvert ses portes récemment. Les plans pour la création d'un institut de formation et de recherche des Nations Unies ont été approuvés par l'Assemblée générale à une majorité considérable [résolution 1934 (XVIII)], et il est permis d'espérer que cet institut commencera à fonctionner à la fin de l'année. Les plans en vue du lancement d'une campagne mondiale pour l'alphabétisation universelle, proposée par l'Assemblée générale à sa dix-huitième session [résolution 1937 (XVIII)], ont maintenant été élaborés par l'UNESCO (E/3927). L'accent est mis désormais sur des catégories de projets visant directement à accélérer le développement au moyen de programmes d'alphabétisation des adultes].

6. Les droits de l'homme continuent bien entendu à occuper une place importante dans les travaux des Nations Unies. Le quinzième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme a été commémoré en décembre 1963. D'autre part, l'Assemblée générale a désigné l'année 1968 comme Année internationale des droits de l'homme [résolution 1961 (XVIII)] et elle a adopté à l'unanimité la Déclaration sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale [résolution 1904 (XVIII)].

7. Au début de 1965, au milieu de la Décennie des Nations Unies pour le développement, les pays en voie de développement seront fondés à demander aux Nations Unies une assistance sensiblement accrue pour accélérer leur développement. Du fait de la somme de compétences et d'expériences qu'elles possèdent, les institutions des Nations Unies peuvent, en un sens, assumer ces responsabilités plus larges. En un autre sens, toutefois, elles ne sont pas encore tout à fait prêtes à porter ce fardeau accru. Une année d'études et de consultations intensives a confirmé de manière frappante le besoin d'une organisation

plus unifiée des deux principaux programmes des Nations Unies dans le domaine du développement : le PEAT et le Fonds spécial. Il convient en effet d'harmoniser et d'orienter ces deux programmes de telle sorte qu'ils répondent aux besoins les plus urgents des pays en voie de développement. Le programme des Nations Unies pour le développement qui résulterait de la fusion du PEAT et du Fonds spécial (voir E/3850) serait doté d'un comité intergouvernemental unique et d'un bureau interinstitutions unique. En accord avec le CAC, le Secrétaire général propose que le nouveau programme ait une direction unifiée. Plusieurs raisons militent en faveur d'une direction unifiée. D'une part, elle permettrait de tirer le parti le plus complet des ressources disponibles; d'autre part, chaque fonctionnaire du Fonds spécial et du BAT, en prenant contact avec le gouvernement d'un pays bénéficiaire, représenterait l'ensemble des activités des Nations Unies dans le domaine du développement. Enfin, c'est seulement en améliorant ainsi l'efficacité de leurs services que les Nations Unies peuvent espérer justifier l'appui des gouvernements et du public et obtenir les contributions plus considérables qui seront nécessaires pour faire face aux besoins croissants.

8. Le Secrétaire général rappelle que, dans son message au Conseil d'administration du Fonds spécial et au Comité de l'assistance technique, il a expliqué pourquoi il avait tant insisté en faveur de l'établissement d'un nouveau programme de développement qui non seulement intégrerait les éléments les meilleurs du PEAT et du Fonds spécial, mais qui aurait en plus son dynamisme propre. Les propositions contenues dans les projets de résolutions soumis au Conseil par le Secrétaire général (E/3899) reflètent l'accord réalisé à la suite de consultations étroites avec les chefs des secrétariats des institutions spécialisées et de l'AIEA. Pour sa part, le Secrétaire général attache une importance primordiale à la proposition de direction unifiée.

9. Ces considérations sur la coopération qui s'est établie entre les institutions pour mettre au point les propositions relatives au programme des Nations Unies pour le développement amènent le Secrétaire général à aborder la question générale de la coordination de l'ensemble des activités. Il appelle l'attention du Conseil sur les recommandations du Comité spécial de coordination qui a insisté sur la nécessité d'assurer le développement du système d'étroite coopération et de coordination au moyen de consultations entre les institutions relevant des Nations Unies (E/3946, par.6). Certes, une véritable coopération s'est déjà établie entre les institutions, et le Secrétaire se plaît à rappeler à ce propos les arrangements de coopération récemment conclus par la BIRD avec la FAO et l'UNESCO. De grandes décisions devront néanmoins être prises dans le domaine de la coordination, et le Conseil doit porter une attention spéciale à cette question. Il doit prendre en considération non seulement les problèmes résultant des changements structurels recommandés par la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement et les problèmes plus ou moins analogues qui se posent à propos des propositions dont lui-même et l'Assemblée générale sont actuellement saisis en ce qui concerne l'organisation des travaux en matière de développement industriel, mais encore cer-

taines tendances permanentes dont chacune rend plus difficile la coordination tant à l'intérieur de l'Organisation des Nations Unies qu'entre les institutions des Nations Unies.

10. La première de ces tendances est l'accroissement rapide du nombre des Etats Membres, accroissement dont il y a tout lieu de se réjouir, mais qui augmente naturellement les possibilités de divergence entre les différents organes chargés de tracer les grandes lignes de la politique à suivre. Un autre facteur — non moins désirable et utile en soi — est la décentralisation croissante des activités des Nations Unies et leur déploiement au niveau régional, liés à l'augmentation rapide des activités opérationnelles. D'autre part, il existe une tendance à créer, souvent non sans raison valable, de nouveaux organismes internationaux et de nouvelles institutions, non seulement dans le cadre des Nations Unies, mais aussi en dehors de ce cadre. Comme il est rare que les attributions des différents organismes internationaux soient nettement délimitées, cette tendance aggrave le problème de la coordination. Enfin, on pourrait ajouter un quatrième facteur, l'augmentation sans cesse croissante du nombre et de l'importance des activités entreprises par les institutions des Nations Unies ainsi que l'interdépendance accrue desdites activités qui doivent toutes être coordonnées dans le cadre de l'ensemble des programmes sociaux et économiques dans lesquels elles s'intègrent.

11. Le Secrétaire général espère que tous les Membres de l'Organisation des Nations Unies ou membres des institutions spécialisées examineront attentivement la situation et n'épargneront aucun effort pour coordonner leurs activités. Il demande au Conseil de bien vouloir se rappeler, en abordant le problème, qu'il exerce les fonctions d'un organe directeur dans le domaine des activités économiques et sociales de l'Organisation des Nations Unies elle-même, en même temps qu'il est chargé de coordonner les activités de l'ensemble des institutions des Nations Unies.

12. A ce propos, le Secrétaire général rappelle la suggestion faite par le Comité spécial de coordination tendant à ce que le Conseil examine si le mécanisme dont il dispose est suffisant et efficace (*ibid.*, par.7). Le Conseil contribuerait beaucoup à assurer la coordination interne s'il pouvait grouper et maintenir continuellement sous son contrôle toutes les activités relevant de sa compétence dans le cadre d'un programme de travail intégré. Le Secrétaire général croit inutile de souligner combien il importe qu'il y ait un centre de coordination pour les activités de l'ensemble du système des Nations Unies, étant donné le grand nombre d'organismes et d'organisations qu'il compte et la responsabilité particulière qui incombe au Conseil dans ce domaine. Pour sa part, le Secrétaire général donne l'assurance que le CAC continuera à prêter son concours au Conseil avec tous les moyens dont il dispose afin que l'ensemble des institutions des Nations Unies travaillent comme une seule équipe pour faire face aux problèmes qu'elles sont appelées à résoudre.

13. Le PRÉSIDENT remercie le Secrétaire général de son brillant exposé et particulièrement de ses remarques au sujet du rôle du Conseil dans le domaine de la coordination.

14. Au sujet de la réunion organisée entre le CAC et les membres du Bureau du Conseil et à laquelle assistait également le Président du Comité de coordination, il annonce qu'il fera prochainement rapport au Conseil sur les conclusions de cette réunion.

15. Avant d'inviter les chefs des secrétariats des institutions spécialisées à prendre la parole, il propose au Conseil d'adopter la suggestion du CAC tendant à modifier la procédure suivie jusqu'ici pour l'examen général des activités de l'Organisation des Nations Unies, des institutions spécialisées et de l'Agence internationale de l'énergie atomique dans les domaines économique et social et dans celui des droits de l'homme. Au lieu de se borner à entendre les exposés des chefs des secrétariats des institutions spécialisées, il propose au Conseil de procéder à une discussion après chacun de ces exposés.

Il en est ainsi décidé.

16. Le Dr CANDAU (Directeur général de l'Organisation mondiale de la santé), présentant le rapport annuel de l'OMS (E/3872 et Add.1 et 2), rappelle que, à la 1320^e séance, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies a appelé l'attention du Conseil sur le fait que les questions du commerce et des investissements doivent être étudiées dans le contexte général des structures sociales existantes et en relation avec le développement dans les domaines de l'éducation, de la santé et des réformes fiscales.

17. Il va de soi que la population d'un pays n'est pas simplement le principal moyen permettant à une nation de développer les différents secteurs de son économie, mais que son bien-être est la fin à laquelle tend ce développement. L'amélioration de la santé est donc essentielle à tout développement, car, en fin de compte, le développement social et économique dépend des ressources humaines dont un pays dispose, ou encore, comme le Directeur général du Fonds spécial l'a dit à la 1324^e séance, seul un peuple en bonne santé est capable de développer un pays.

18. L'OMS a suivi avec un vif intérêt les travaux de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement. La santé doit être considérée comme un important objectif humain en soi et aussi comme un élément essentiel de progrès économique et social. Par conséquent, il importe d'élever le niveau de santé de tous les peuples. La science fournit de puissants moyens pour combattre la maladie; malheureusement, les administrations de santé publique et les institutions spécialisées ne disposent pas des ressources financières nécessaires à l'utilisation de ces moyens.

19. Le supplément au deuxième rapport sur la situation sanitaire dans le monde montre les principaux progrès accomplis dans le domaine de la santé: la mortalité infantile a diminué, et l'on a constaté une légère prolongation de la durée de la vie humaine. Toutefois, ces progrès ont été irréguliers et la situation est loin d'être encourageante dans certains pays. Ainsi, malgré les résultats obtenus par la campagne d'éradication du paludisme, 400 millions de personnes sont encore exposées au paludisme et ne bénéficient pas des mesures de protection offertes par les programmes d'éradication; environ

2 millions d'hommes souffrent encore de la lèpre et plus de 4 millions et demi sont victimes du pian. La bilharziose affecte encore la moitié de la population des zones d'endémicité, soit environ 150 millions de personnes, et l'augmentation du nombre des projets d'irrigation menace d'étendre encore cette maladie. On constate presque partout une recrudescence des maladies vénériennes, et la variole existe encore à l'état endémique dans certains pays. La trypanosomiase retarde le développement de l'Afrique, et le choléra, qui est apparu en 1963 dans de nouvelles régions de l'Asie et du Pacifique, est une autre menace aux communications et aux échanges internationaux. Il faut tenir compte de l'obstacle que constituent ces maladies si l'on veut que les investissements dans le domaine de la main-d'œuvre, de l'agriculture, de l'industrie et l'éducation de base portent leurs fruits.

20. Pour tenter de réduire cet obstacle, l'OMS a consacré une partie de ses ressources à aider ses membres, notamment les nouveaux pays indépendants et ceux qui sont en train d'accéder à l'indépendance, à former leur personnel médical et paramédical ainsi que leur personnel sanitaire auxiliaire. Le Conseil sera sans doute satisfait d'apprendre notamment que 59 des premiers assistants médicaux qui avaient quitté la République du Congo (Léopoldville) après son accession à l'indépendance pour terminer leurs études en France et en Suisse sont retournés dans leur pays à la fin de 1963 après avoir passé leur doctorat en médecine, et que 48 autres rentreront au Congo en 1964 munis du même titre, 22 autres en 1965 et ainsi de suite. Si l'on compte également les étudiants qui poursuivent actuellement leurs études à l'Université Lovanium et à l'Université d'Elisabethville, le Congo aura à sa disposition, en 1970, environ 200 médecins et pourra établir ses propres services de santé publique.

21. Les besoins dans le domaine essentiel de l'éducation et de la formation médicales sont tels qu'il est impossible d'espérer que l'OMS puisse y faire face sans l'aide d'autres institutions et des gouvernements intéressés. Elle espère donc que le Fonds spécial, la BIRD, les gouvernements et les fondations privées qui fournissent une assistance bilatérale, voudront bien faire des investissements dans ce domaine, dans le cadre de la Décennie des Nations Unies pour le développement.

22. La dix-septième Assemblée mondiale de la santé, qui s'est tenue en mars 1964, a examiné particulièrement l'influence des programmes d'approvisionnement public en eau sur la santé et le développement social. Le rapport sur les discussions qui se sont déroulées à ce sujet montre que l'approvisionnement en eau pose un problème crucial dans plusieurs parties du monde. Ainsi, dans 75 pays choisis dans les régions peu développées, on a constaté qu'environ 30 % seulement de la population urbaine et moins de 10 % de la population totale a l'eau courante. Environ 40 % des gens vivant dans des agglomérations et au moins 70 % de l'ensemble des habitants ne peuvent s'approvisionner à des fontaines situées à une distance raisonnable de leurs maisons. Il y a 90 % des habitants des régions peu développées qui manquent d'eau ou ne disposent que d'eau non potable. Au fur et à mesure que la population augmentera, la situation s'aggravera. Il est inutile d'insister sur les conséquences néfastes d'un tel

état de choses non seulement sur la santé de la population, mais encore sur l'industrie, l'agriculture et le développement économique et social de ces régions. Des plans ont été élaborés et des mesures concrètes doivent être prises le plus tôt possible, avec l'appui sans réserve et la pleine coopération de l'ONU, des autres institutions spécialisées, du Fonds spécial, de la BIRD, des organismes bilatéraux et des gouvernements intéressés.

23. L'OMS s'intéresse également à la coordination des activités dans le domaine de l'assistance technique, et elle a donné son accord au projet de fusion du Fonds spécial et du PEAT sur la base des recommandations formulées par le CAC dans la section IV de son rapport (E/3886). Le Conseil exécutif de l'OMS a adopté une résolution à ce sujet (E/3913).

24. L'OMS attache une grande importance à sa collaboration active avec l'ONU, les autres institutions spécialisées, l'AIEA et le FISE, comme il ressort du rapport supplémentaire E/3872/Add.1.

25. Le Conseil est également saisi d'un rapport supplémentaire sur les activités de l'OMS en 1963 dans le domaine de la recherche médicale (E/3872/Add.2). Une attention spéciale a été accordée aux problèmes du cancer et de la recherche dans le domaine de la santé mentale; en raison de l'intérêt que le Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement a manifesté pour la maladie du sommeil chez l'homme, un court passage a été consacré à cette question.

26. En terminant, le Dr Candau rappelle qu'il a signalé à la dix-septième Assemblée mondiale de la santé que le moment était venu de procéder à un réexamen radical des efforts de l'OMS en matière de recherche médicale et peut-être à une extension non moins radicale de ces activités. Cette recherche doit comprendre une étude d'ensemble des problèmes qui ont une importance mondiale et qui ne peuvent être résolus à l'échelon national.

27. M. PACHACHI (Irak) voudrait savoir ce que le Directeur général de l'OMS entend par un réexamen complet des programmes de recherche médicale et la concentration des efforts sur quelques-unes des maladies les plus répandues.

28. LE Dr CANDAU (Directeur général de l'Organisation mondiale de la santé) explique d'abord qu'on en est maintenant au point où de nombreux problèmes du domaine médical sont difficiles à résoudre sur le plan purement national. Plusieurs études en train ne peuvent être menées à bien qu'avec la coopération internationale. Une des difficultés à surmonter est celle des communications. Il y a certainement, dans de nombreux pays, quantité de connaissances auxquelles le reste du monde n'a pas accès, simplement parce qu'on ne sait pas encore comment utiliser au mieux les moyens modernes de communication.

29. D'autre part, toute une série d'études sur l'épidémiologie des maladies est impossible à effectuer à l'échelon national, parce que les formes que prend la maladie diffèrent selon les milieux et ne sont pas les mêmes dans

tous les pays, mais tous n'ont pas les savants qui pourraient faire les recherches nécessaires.

30. Enfin, il faut bien reconnaître qu'on ignore encore les effets à longue échéance d'un grand nombre de substances thérapeutiques, préparations biologiques et vaccins et que des enquêtes plus poussées s'imposent pour savoir exactement ce que la science médicale fait pour l'homme.

31. M. MIGONE (Argentine) demande si l'on a calculé le coût total de l'assistance médicale et hospitalière contre la maladie et s'il ne serait pas possible, en augmentant les sommes investies dans ce secteur, de faire disparaître presque toutes les maladies. D'autre part, l'OMS a-t-elle effectué avec le concours du BIT une étude sur les incidences économiques de l'état sanitaire ou de certaines maladies très répandues ? Enfin, a-t-on fait une étude comparative par continent des ressources en eau sous leurs diverses formes, non seulement dans les zones non développées, mais aussi dans les zones développées ?

32. Le Dr CANDAU (Directeur général de l'Organisation mondiale de la santé) indique d'abord que l'OMS s'efforce systématiquement d'encourager la lutte contre certaines maladies. Elle s'est notamment attaquée au paludisme et a obtenu d'excellents résultats dans quelques régions du monde. Mais elle s'est heurtée à des difficultés, en particulier à la résistance des vecteurs aux insecticides, de sorte qu'un programme dont l'exécution paraissait simple en 1955 a duré plus longtemps qu'il n'avait été prévu. D'autres maladies pourraient disparaître complètement si l'on réussissait à traiter toutes les personnes qui en sont atteintes à l'état latent ou actif : c'est le cas du pian, dont une piqûre de pénicilline suffit à venir à bout. Sur ce terrain, la politique de l'OMS consiste à guérir et à éviter que les maladies ne se répandent.

33. En ce qui concerne les incidences économiques de la maladie, aucune étude n'a été entreprise avec l'OIT. Il y a eu quelques études fragmentaires sur le paludisme, mais, si l'on peut aisément donner des exemples concernant un ou deux secteurs, une étude approfondie serait beaucoup plus compliquée à mener.

34. Quant aux disponibilités en eau, l'OMS constate effectivement que l'eau tend à se raréfier dans le monde, mais la question ne relève pas de sa compétence.

35. M. THOMAS (Royaume-Uni) annonce qu'il traitera d'abord du point 6 de l'ordre du jour et plus particulièrement des questions de coordination.

36. La délégation du Royaume-Uni note avec satisfaction que les institutions spécialisées reconnaissent, dans l'ensemble, la nécessité de définir les responsabilités, d'éviter les chevauchements et de rester en contact étroit avec les autres organisations au sujet des questions d'intérêt commun et, plus particulièrement, qu'elles ont pris acte des suggestions du Conseil et adopté des dispositions pour assurer une liaison plus efficace avec l'Agence internationale de l'énergie atomique. Elle félicite les chefs de leurs secrétariats des résultats obtenus et des rapports qui prouvent qu'il n'y a pas de conflit entre la coordination, la largeur de vues et l'initiative.

37. Une section importante du rapport du CAC (E/3886, section V) porte sur l'évaluation des programmes, question que le Conseil avait demandé au CAC d'examiner. La délégation du Royaume-Uni approuve l'attitude prudente mais positive du CAC dans ce nouveau domaine et notamment la proposition tendant à entreprendre des études pilotes d'évaluation dans quelques pays à divers stades de développement. De même elle est convaincue que les propositions du CAC, qui suggère d'adopter une méthode sélective et expérimentale pour aborder le problème de l'analphabétisme (*ibid.*, section III), témoignent d'une juste appréciation des problèmes posés.

38. La délégation du Royaume-Uni considère que les institutions spécialisées exercent des fonctions utiles et importantes, mais, pour que leurs efforts aient l'influence la plus favorable sur les programmes économiques et sociaux des pays en voie de développement, ils doivent se compléter et assurer une utilisation optimale non seulement des ressources venues de l'extérieur, mais aussi des ressources des pays bénéficiaires. Il importe que les programmes des institutions s'intègrent convenablement dans les plans de développement nationaux, qu'ils tiennent compte des vœux exprimés par les pays en voie de développement, ainsi que de l'avis des pays qui contribuent le plus à financer ces programmes.

39. En ce qui concerne la Décennie des Nations Unies pour le développement, M. Thomas signale qu'en plus de sa participation aux activités financées par les budgets ordinaires de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées, le Royaume-Uni vient immédiatement après les Etats-Unis d'Amérique pour ce qui est des contributions aux deux séries d'institutions qui financent dans sa quasi-totalité le développement sur le plan international : la BIRD et, par conséquent, l'Association internationale de développement et la Société financière internationale, et les deux fonds alimentés par des contributions volontaires, à savoir le PEAT et le Fonds spécial.

40. A l'issue de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, le chef de la délégation du Royaume-Uni a annoncé quatre autres séries de mesures que le Gouvernement du Royaume-Uni se propose de prendre en matière d'aide multilatérale. A la prochaine conférence d'annonce des contributions, le Gouvernement du Royaume-Uni annoncera une augmentation de sa contribution au Fonds spécial et au PEAT pour 1965. Ensuite, avec d'autres pays occidentaux, il consentirait à appuyer une augmentation du budget de l'Organisation des Nations Unies pour permettre un élargissement de l'activité du Secrétariat en matière de développement industriel. En outre, il est prêt à donner à la Banque africaine de développement une assistance sous forme de capitaux en temps opportun. Enfin, il est disposé à examiner avec bienveillance la possibilité de venir en aide à d'autres banques régionales de développement et notamment à la Banque interaméricaine de développement.

41. Quant aux propositions tendant à resserrer la coordination entre le Fonds spécial et le PEAT, le Gouvernement du Royaume-Uni se rend compte des efforts qu'elles ont exigés de la part du Comité spécial pour la coordination des activités d'assistance technique,

du Comité administratif de coordination et du Secrétaire général, et il est prêt à approuver une coordination plus étroite qui permette de présenter les deux programmes de façon plus efficace, sans porter atteinte à l'œuvre utile que chacun d'eux représente dans des domaines quelque peu différents.

42. En ce qui concerne le développement industriel, la délégation du Royaume-Uni estime que, sous la direction du Commissaire au développement industriel, les travaux du Centre de développement industriel progressent comme il convient. Mais elle est convaincue que si l'on détachait le Centre du Secrétariat pour instituer un nouvel organisme, on aggraverait les problèmes administratifs et on augmenterait les frais, sans rien ajouter d'essentiel aux résultats que le Centre peut obtenir. Elle croit aussi que les cycles d'études et colloques régionaux, qui aboutiront peut-être à un colloque international en 1966, contribueront beaucoup à définir les secteurs dans lesquels l'Organisation des Nations Unies peut jouer le rôle le plus efficace.

43. M. Thomas évoque ensuite deux initiatives qui semblent devoir contribuer au succès de la Décennie du développement. La première est la création du Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement. L'autre est le projet de création d'un institut de formation et de recherche des Nations Unies. Le Gouvernement du Royaume-Uni a décidé de verser au profit de cet institut une contribution de 500 000 dollars pour les cinq premières années, à condition que l'appel du Secrétaire général qui a demandé des fonds pour lancer l'entreprise soit entendu par d'autres Etats Membres, ainsi que par des fondations privées.

44. M. Thomas aborde ensuite la proposition relative à une campagne mondiale contre la faim, la maladie et l'ignorance. L'idée d'une telle campagne a été lancée par l'Association pour les Nations Unies du Royaume-Uni, et la délégation du Royaume-Uni a pris une part active aux échanges de vues qui ont abouti à l'adoption de la résolution 1943 (XVIII) de l'Assemblée générale. M. Thomas explique les raisons qui ont incité son gouvernement à proposer le lancement, pendant la deuxième moitié de la Décennie du développement, d'une campagne des organisations non gouvernementales contre la faim, la maladie et l'ignorance qui utiliserait les rouages internationaux que constituent l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées. Les objectifs fondamentaux de la Décennie du développement ont éveillé un intérêt général au Royaume-Uni, comme l'a prouvé la contribution britannique à la Campagne mondiale contre la faim de la FAO, qui a représenté, à elle seule, une somme supérieure au produit de toutes les autres campagnes nationales. L'Année mondiale du réfugié avait déjà témoigné des efforts que les institutions bénévoles et les particuliers en Grande-Bretagne, les jeunes générations, notamment, sont prêts à déployer pour les bonnes causes internationales.

45. Le Gouvernement du Royaume-Uni constate avec regret que la Décennie du développement n'a pas frappé l'imagination populaire dans le monde autant que le Conseil l'aurait souhaité, et il croit que la notion de Décennie du développement serait renforcée considéra-

blement par une participation et un soutien populaires directs aux programmes et activités. Il serait également utile de rattacher plus étroitement les efforts des organisations non gouvernementales à ceux des secrétariats de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées. Certes, les organisations non gouvernementales sont déjà très actives dans les domaines sur lesquels la campagne envisagée porterait, mais il apparaît que la communauté des nations aurait tout à gagner à ce qu'une partie de cette activité revête un caractère international dans le cadre de la Décennie du développement. Pour dissiper certains malentendus, M. Thomas tient à préciser les buts que le Gouvernement du Royaume-Uni se propose : il ne cherche nullement à dégager les gouvernements de la responsabilité qui leur incombe au premier chef d'atteindre les objectifs de la Décennie; il ne cherche pas à faire échec à des campagnes déjà en cours; il veut seulement mobiliser des concours auxquels il ne serait peut-être pas possible de faire appel autrement.

46. Passant au rapport du Secrétaire général sur cette question (E/3911 et Add.1), M. Thomas déclare que son gouvernement est reconnaissant au Secrétaire général et à ses collaborateurs de la manière dont ils ont procédé aux consultations nécessaires. Il retient notamment du rapport les commentaires favorables d'un certain nombre de gouvernements dont quelques-uns annoncent leur intention de participer activement à la campagne, l'appui sans réserve promis par de nombreuses organisations non gouvernementales et l'espoir exprimé par le Secrétaire général que toutes participeront à la campagne si des dispositions convenables sont prises pour la lancer, l'opinion exprimée par le Secrétaire général qu'une campagne mondiale exigerait une coordination et une direction centralisées de la part de l'Organisation des Nations Unies agissant en association avec les institutions spécialisées, la constatation qu'avant de prendre une décision définitive sur le lancement de cette campagne il convient de bien préciser la question de ses relations avec la Campagne mondiale contre la faim de la FAO.

47. La délégation du Royaume-Uni note également la conviction du Secrétaire général qu'il serait pratiquement indispensable de créer des comités nationaux dans les pays participant à la campagne. Les dirigeants des grandes organisations bénévoles du Royaume-Uni ont consacré beaucoup de temps et d'efforts, au cours des derniers mois, à examiner quelle forme d'organisation nationale permettrait le mieux au Royaume-Uni de jouer dans la campagne envisagée le rôle qui lui revient.

48. M. Thomas pense, comme le Secrétaire général, qu'il ne faut pas décider de lancer la campagne avant d'avoir la certitude qu'elle a de bonnes chances de réussir. Une des conditions énoncées par le Secrétaire général est la coopération étroite entre l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées directement intéressées. Or, le Gouvernement du Royaume-Uni déplore vivement que cette condition se révèle apparemment impossible à remplir. La difficulté provient des rapports à établir entre la campagne proposée et la Campagne mondiale contre la faim. Au moment où une campagne mondiale plus vaste avait été proposée à la dix-huitième session de l'Assemblée générale, on supposait que la

Campagne mondiale contre la faim se terminerait en 1965, comme il était prévu primitivement. Il semblait possible d'utiliser l'expérience recueillie et le mécanisme établi dans un certain nombre de pays pendant cette campagne pour faciliter l'exécution d'une entreprise plus vaste.

49. Le représentant du Royaume-Uni ne peut dissimuler que ce qui risque de faire échec à ce projet est le peu d'empressement de la FAO à participer à une entreprise plus vaste sur un pied d'égalité avec les autres institutions spécialisées et sous la direction centralisée de l'Organisation des Nations Unies.

50. A son grand regret, la délégation du Royaume-Uni est arrivée à la conclusion qu'il serait inopportun de persévérer dans le lancement de la campagne envisagée sans la participation et la coopération volontaire de toutes les grandes institutions spécialisées. Il conviendrait donc que le Conseil prenne acte du rapport du Secrétaire général, exprime sa gratitude pour les efforts dont ce rapport témoigne, déplore que les conditions nécessaires au lancement de la campagne ne soient pas remplies et décide de ne pas donner suite à la proposition. A moins qu'au cours du débat, la FAO ne change d'attitude ou que des délégations ne suggèrent d'autres solutions, la délégation du Royaume-Uni se verra dans l'obligation de présenter en temps opportun un projet de résolution en ce sens.

51. M. SEN (Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture) déclare qu'il consacrera son intervention à la résolution de l'Assemblée générale relative à l'organisation d'une campagne mondiale contre la faim, la maladie et l'ignorance et aux rapports entre ce projet et la Campagne mondiale contre la faim qui a été lancée par la FAO en 1960. Il espère que, grâce à cette intervention, le représentant du Royaume-Uni reviendra sur certaines observations qu'il a formulées au sujet de la FAO et de son attitude à l'égard de la campagne proposée.

52. M. Sen se réfère d'abord au rapport du Secrétaire général sur la campagne mondiale contre la faim, la maladie et l'ignorance. Il y note une remarque importante : les Nations Unies ne peuvent prendre sous leur responsabilité les activités exercées par des organisations dans le cadre d'une campagne mondiale, même si cette campagne est placée sous leur égide. Le Secrétaire général fait ressortir en outre l'aspect éducatif d'une campagne mondiale et souligne l'importance primordiale qu'il convient d'attacher aux activités d'information. D'autre part, le rapport du CAC souligne qu'il est nécessaire, d'une part, de prévoir des fonds suffisants pour permettre à l'Organisation des Nations Unies et aux institutions spécialisées d'apporter leur contribution et, d'autre part, d'établir entre elles une collaboration réellement étroite. Le Directeur général de la FAO pense qu'il pourra le mieux aider le Conseil en exposant les objectifs, les méthodes et les résultats de l'actuelle Campagne mondiale contre la faim ainsi que les difficultés qui ont été rencontrées.

53. M. Sen rappelle qu'il a soumis pour la première fois l'idée d'une campagne contre la faim à la vingt-sixième session du Conseil économique et social en 1958. Il

considérerait, en effet, qu'une campagne de ce genre exigeait le soutien de toutes les institutions des Nations Unies, même si la FAO devait en prendre la direction. Ce principe a été approuvé ultérieurement par le Conseil et par l'Assemblée générale, et la Campagne mondiale contre la faim a reçu l'appui de tous les Membres de l'Organisation des Nations Unies. Lors du Congrès alimentaire mondial, les représentants de trois institutions spécialisées, l'UNESCO, l'OMS et l'OIT, ont fait valoir que les objectifs de la Campagne répondaient à ceux de leur propre organisation. Ainsi, dès le début, la Campagne ne s'est pas limitée au problème de la production alimentaire, mais elle a porté également sur l'éducation, la santé et d'autres facteurs du développement économique en général.

54. M. Sen estime que certains des résultats obtenus sont extrêmement positifs. Il signale que la FAO a pu établir les statistiques de la faim et de la malnutrition pour servir de base à une action internationale. Ces statistiques sont utilisées constamment par la presse mondiale, par l'industrie et par le commerce. Ce fait, joint à toutes les déclarations officielles, prouve que le monde prend conscience peu à peu de l'importance du problème.

55. M. Sen dresse le tableau de la situation. Près de la moitié de la population mondiale souffre de la faim ou de la malnutrition. Compte tenu du taux de croissance démographique, on estime que la production alimentaire devra avoir doublé en 1980 et triplé en l'an 2000 pour que tous les peuples du monde puissent être nourris convenablement. L'accroissement de la production agricole devra intervenir principalement dans les pays sous-développés. Sur ce point, M. Sen estime qu'il serait dangereux de croire que ces pays pourront se développer sans une amélioration radicale de la productivité de la main-d'œuvre agricole. Or les efforts déployés dans ce domaine par les gouvernements de la plupart des pays peu avancés n'ont pas donné les résultats souhaités. Selon le Directeur général de la FAO, il est nécessaire de donner aux populations un rôle beaucoup plus important qu'on ne l'a fait jusqu'à présent. Créer un courant d'opinion qui permette à toutes les énergies de concourir à la lutte contre la faim et la malnutrition, tel est le but à atteindre. Pour cela, la FAO a cherché à obtenir l'appui de comités nationaux pour la Campagne mondiale contre la faim, qui rassemblent des représentants de la jeunesse, de l'industrie, des travailleurs, des femmes, etc.

56. Dès le début, la FAO a souligné la nécessité d'une collaboration étroite et harmonieuse des trois parties intéressées : les gouvernements, les organisations non gouvernementales et les institutions spécialisées. A cette fin, un comité consultatif d'organisations non gouvernementales a été créé et des réunions périodiques des comités nationaux ont eu lieu sur le plan régional. Aujourd'hui, plus de 70 comités nationaux et plus de 100 grandes organisations internationales non gouvernementales travaillent de concert. Pour sa part, la FAO encourage les comités des pays avancés à aider ceux des pays en voie de développement en leur fournissant de la documentation, de l'équipement, etc.

57. En ce qui concerne les gouvernements, M. Sen souligne l'importance du Programme alimentaire mondial

qui, appliqué depuis deux ans seulement, a déjà suscité un grand intérêt. Il rappelle que la nécessité de maintenir et de développer ce programme après la période expérimentale de trois ans a fait l'objet d'une recommandation de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (E/CONF.46/139, annexe A.II.6). Il met également en relief le fait que le droit de chacun à manger à sa faim a été inscrit dans le projet de pacte international sur les droits économiques, sociaux et culturels, élaboré pour faire suite à la Déclaration universelle des droits de l'homme.

58. Pour ce qui est de la FAO, ses activités régulières ont été orientées d'après les objectifs de la Campagne mondiale contre la faim. C'est ainsi que le programme de travail pour 1964-1965 s'inspire des lignes essentielles de la Campagne en matière d'aide aux Etats membres. Pour 1966-1967, M. Sen déclare qu'il envisage actuellement la suite à donner à la résolution du Congrès alimentaire mondial, qui recommande qu'un congrès se tienne périodiquement afin d'examiner une étude sur la situation alimentaire mondiale qui serait présentée par le Directeur général de la FAO, ainsi qu'un projet en vue d'une action future. En outre, à sa douzième session, la Conférence de la FAO a prié le Directeur général de présenter un plan mondial de production, de commerce et de développement agricoles. M. Sen estime que ce plan pourrait avoir une influence profonde sur les travaux futurs de la FAO et sur l'avenir de la Campagne mondiale contre la faim.

59. Le Directeur général de la FAO examine ensuite quelle sera l'orientation future de la Campagne contre la faim. Après avoir rappelé que cette orientation a rallié l'immense majorité des suffrages au Congrès alimentaire mondial, il signale que la Conférence de la FAO a demandé, à sa douzième session, que les activités de la Campagne soient poursuivies au-delà de 1965. En attendant qu'elle se prononce sur l'avenir de la Campagne lors de sa session de 1965, un comité plénier du Conseil de la FAO a recommandé que la Campagne soit maintenue jusqu'à la fin de la Décennie des Nations Unies pour le développement, c'est-à-dire jusqu'en 1970. C'était là reconnaître que, durant les quatre années écoulées, la Campagne mondiale contre la faim a joué un rôle important et sans doute décisif en faisant prendre conscience à l'opinion mondiale du problème de la faim et de la malnutrition.

60. Sans vouloir entrer dans les détails, M. Sen mentionne deux faits qui doivent orienter l'évolution future de la Campagne. Il s'agit d'abord de l'appel lancé aux jeunes du monde entier pour qu'ils consacrent une partie de leur temps à la Campagne. M. Sen signale à ce sujet qu'il est en contact avec les chefs des secrétariats des

diverses institutions spécialisées et de l'Organisation des Nations Unies ainsi qu'avec les dirigeants des organisations de la jeunesse. En second lieu, le Directeur général de la FAO se propose d'entreprendre, en collaboration étroite avec l'OIT, une étude sur la main-d'œuvre rurale.

61. M. Sen déclare que le problème principal a été de trouver les fonds nécessaires pour mener à bien les tâches écrasantes qu'entraîne la Campagne mondiale contre la faim. Il fait observer que les pays membres de la FAO ont fourni à peine plus de la moitié de la somme de 1,5 million de dollars prévue pour les dépenses administratives et que les comités nationaux ont refusé d'affecter à ces dépenses la plus petite part des 38 millions de dollars réunis jusqu'à présent. Or, la FAO qui dirige la Campagne doit fournir toutes les informations, prévoir une surveillance technique pour les projets, établir des études de base, organiser des réunions, des conférences et des congrès. Ces multiples activités exigent des fonds. Pour cette raison, le Comité du Conseil de la FAO a recommandé que toutes les dépenses soient inscrites à l'avenir au budget ordinaire de l'Organisation. M. Sen appelle l'attention des membres du Conseil sur le fait qu'une nouvelle campagne plus vaste coûterait davantage et non pas moins que l'actuelle Campagne mondiale contre la faim.

62. Au sujet de cette nouvelle campagne, M. Sen considère qu'il y a deux moyens d'appliquer la résolution de l'Assemblée générale : soit en élargissant la Campagne mondiale contre la faim de façon à donner plus d'importance à l'éducation et à la santé, soit en lançant, parallèlement à la Campagne mondiale contre la faim, une campagne pour la santé et une campagne pour l'éducation. Dans le premier cas, il importera d'assurer la continuité de l'œuvre entreprise, et en particulier, de conserver le titre de la Campagne. Dans le second cas, chaque institution spécialisée aura sa propre responsabilité, la coordination nécessaire étant assurée par le CAC. M. Sen fait observer que les comités nationaux et les organisations non gouvernementales s'occupent déjà, à des degrés divers, de la faim, de la maladie et de l'ignorance. Il se demande s'il serait souhaitable, au stade actuel, de les charger à la fois de trois campagnes parallèles, ce qui les obligerait à changer radicalement leurs méthodes et ralentirait beaucoup leur action.

63. En conclusion M. Sen tient à déclarer — particulièrement à l'intention du représentant du Royaume-Uni — que la FAO, conformément au vœu exprimé par le Congrès alimentaire mondial, continuera à jouer le rôle qui est le sien en poursuivant la Campagne mondiale contre la faim et en la renforçant avec le temps.

La séance est levée à 13 h 5.



CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Trente-septième session

DOCUMENTS OFFICIELS

Mercredi 22 juillet 1964
à 15 h 25

PALAIS DES NATIONS, GENÈVE

SOMMAIRE

Page

Points 6, 7 et 44 de l'ordre du jour :

Examen général du développement, de la coordination et de la concentration de l'ensemble des programmes et activités de l'Organisation des Nations Unies, des institutions spécialisées et de l'Agence internationale de l'énergie atomique dans les domaines économique et social et dans celui des droits de l'homme

Décennie des Nations Unies pour le développement

- a) Plans de développement et instituts de planification du développement
- b) Institut de formation et de recherche des Nations Unies
- c) Campagne mondiale contre la faim, la maladie et l'ignorance
- d) Classification fonctionnelle des activités durant la Décennie

Campagne mondiale pour l'alphabétisation universelle

Débat général (suite) 87

Président: Sir Ronald WALKER (Australie).

Présents:

Les représentants des Etats suivants, membres du Conseil: Algérie, Argentine, Australie, Autriche, Chili, Colombie, Equateur, Etats-Unis d'Amérique, France, Inde, Irak, Japon, Luxembourg, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sénégal, Tchécoslovaquie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Yougoslavie.

Les représentants des Etats suivants, membres supplémentaires des comités de session: Cameroun, Ghana, Indonésie, Iran, Italie, Mexique, République arabe unie, République-Unie du Tanganyika et de Zanzibar.

Les observateurs des Etats Membres suivants: Brésil, Bulgarie, Canada, Finlande, Hongrie, Irlande, Israël, Norvège, Nouvelle-Zélande, Ouganda, Pakistan, Portugal, République centrafricaine, Roumanie, Suède, Uruguay, Venezuela.

Les observateurs des Etats non membres suivants: République fédérale d'Allemagne, Saint-Siège, Suisse.

Les représentants des institutions spécialisées suivantes: Organisation internationale du Travail, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, Organisation de l'aviation civile internationale, Banque internationale pour la reconstruction et le développement, Fonds monétaire international, Organisation mondiale de la santé, Union internationale des télécommunications, Organisation météorologique mondiale, Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime.

Le représentant de l'Agence internationale de l'énergie atomique.

POINTS 6, 7 ET 44 DE L'ORDRE DU JOUR

Examen général du développement, de la coordination et de la concentration de l'ensemble des programmes et activités de l'Organisation des Nations Unies, des institutions spécialisées et de l'Agence internationale de l'énergie atomique dans les domaines économique et social et dans celui des droits de l'homme (E/3867, E/3872 et Add.1 et 2, E/3874, E/3877, E/3878 et Corr.1, E/3880, E/3886 et Corr.1 et Add.1, E/3890 et Add.1, E/3891, E/3892, E/3896, E/3909 et Add.1 et 2, E/3928, E/3946 et Corr.1, E/3948)

Décennie des Nations Unies pour le développement

- a) Plans de développement et instituts de planification du développement (E/3923)
- b) Institut de formation et de recherche des Nations Unies (E/3924)
- c) Campagne mondiale contre la faim, la maladie et l'ignorance (E/3911 et Add.1)
- d) Classification fonctionnelle des activités durant la Décennie (E/3886 et Corr.1 et Add.1)

Campagne mondiale pour l'alphabétisation universelle (E/3927)

DÉBAT GÉNÉRAL (suite)

1. Le PRÉSIDENT invite les membres des délégations à poser des questions au Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

2. M. THOMAS (Royaume-Uni) remercie le Directeur général de la FAO des explications utiles qu'il a données, à la 1326^e séance, sur la Campagne mondiale contre la faim. Le Gouvernement du Royaume-Uni admire vivement l'efficacité de la Campagne, qui est due pour une large part aux efforts dévoués du Directeur général dont il continuera à soutenir l'œuvre remarquable. M. Thomas n'est toutefois pas certain que le Royaume-Uni puisse continuer indéfiniment d'apporter la même aide que par le passé en l'absence d'un stimulant nouveau, qui pourrait être par exemple l'extension de la Campagne aux questions d'éducation et de santé. La proposition du Directeur général de poursuivre la Campagne sur une plus grande échelle tout en lui conservant le même nom, le même objet et la même structure, diffère profondément des idées formulées dans la résolution 1943 (XVIII) de l'Assemblée générale; sa suggestion de mener trois campagnes séparées soulève de nombreuses objections, dont il a d'ailleurs lui-même admis quelques-unes, et diffère beaucoup, elle aussi, des intentions de l'Assemblée générale.

3. Le représentant du Royaume-Uni aimerait savoir si le Directeur général de la FAO souscrit à la déclaration du Secrétaire général (voir E/3911, par. 14) selon laquelle une campagne mondiale exigerait une coordination et une direction centralisées de la part de l'ONU, agissant en association avec les institutions qui lui sont reliées. Dans l'affirmative, M. Thomas reviendrait sur l'opinion qu'il a formulée à la 1326^e séance; sinon, il lui faudra dire franchement qu'une divergence d'opinions subsiste entre lui et la FAO.

4. M. PACHACHI (Irak), rappelant que l'on propose actuellement de prolonger la Campagne contre la faim jusqu'à la fin de la Décennie du développement, c'est-à-dire jusqu'en 1970, désire savoir si le Directeur général de la FAO pense que les objectifs de la Campagne seront atteints à cette date; dans l'éventualité contraire, le Directeur général envisage-t-il la possibilité de faire de cette campagne un élément permanent et intrinsèque des activités de la FAO?

5. M. WALDRON-RAMSEY (République-Unie du Tanganyika et de Zanzibar) regrette qu'on ait abouti, pour cette question, à une impasse au sujet de la possibilité d'une coopération entre la FAO et l'ONU. Il aimerait savoir si le Directeur général de la FAO a une idée des circonstances dans lesquelles son organisation pourrait coopérer avec l'ONU à la campagne mondiale contre la faim, la maladie et l'ignorance. Deuxièmement, le Directeur général de la FAO estime-t-il qu'une telle campagne sera forcément préjudiciable à la Campagne mondiale contre la faim entreprise par sa propre organisation? Troisièmement, estime-t-il que l'expansion de la Campagne contre la faim, sous la forme qu'il a indiquée, serait conforme aux objectifs assignés à la campagne mondiale contre la faim, la maladie et l'ignorance?

6. M. JAFERI (Iran) remercie le Directeur général de la FAO de son remarquable exposé et des efforts que lui et ses collaborateurs ont accomplis pour la Campagne contre la faim, tout spécialement dans la région de la CEAE0. Le Secrétaire exécutif de la CEAE0 a informé récemment le Conseil que la production vivrière est en train de diminuer dans sa région. M. Jafari aimerait savoir quelles mesures concrètes la FAO prend, dans le cadre de la Campagne contre la faim, pour remédier à cette situation.

7. M. SEN (Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture) affirme qu'aucune difficulté insurmontable n'a surgi dans les consultations entre l'ONU et la FAO. La résolution 1943 (XVIII) de l'Assemblée générale demande simplement au Secrétaire général de consulter les Etats Membres, les institutions spécialisées et les organisations non gouvernementales et de présenter un rapport au Conseil sur les possibilités de l'organisation d'une campagne mondiale. Les institutions intéressées ont discuté la question au sein du CAC, mais ne sont arrivées qu'à des conclusions provisoires en attendant que la question soit discutée par le Conseil lui-même. Rien n'est donc définitif.

8. Répondant au représentant de l'Iran, M. Sen déclare que son organisation comprend parfaitement la nécessité

d'accroître la productivité dans l'agriculture et fait tout son possible pour convaincre les gouvernements, notamment ceux des pays en voie de développement, que l'agriculture constitue un secteur vital de l'économie. Toutefois, on ne saurait accroître la productivité agricole du jour au lendemain, car il faut non seulement une assistance technique, mais aussi un changement des coutumes sociales. Néanmoins, cette nécessité demeure au premier plan des préoccupations de la FAO.

9. En réponse au représentant de la République-Unie du Tanganyika et de Zanzibar, le Directeur général de la FAO précise que le but de son organisation est de s'assurer le concours des populations. Le meilleur moyen d'y arriver consiste à agir par l'intermédiaire des organisations non gouvernementales qui sont créées par les populations elles-mêmes. Il importe, par conséquent, d'examiner quel genre de campagne ces organisations sont en mesure d'entreprendre. Après l'adoption de la résolution 1943 (XVIII), il a été informé, par les participants à une réunion de représentants d'organisations non gouvernementales, que cette résolution avait créé de la confusion dans leur esprit. Sa réponse est donc que la campagne mondiale envisagée sera préjudiciable à la Campagne contre la faim menée par la FAO.

10. Le Directeur général de la FAO admet, avec le représentant du Royaume-Uni, qu'en adoptant la résolution 1943 (XVIII), l'Assemblée générale n'a pas eu l'intention de lancer trois campagnes distinctes. Mais une campagne unique ne saurait couvrir tout le domaine de la santé, de l'éducation et de l'agriculture. Si ces trois problèmes doivent être abordés ensemble, il faut nécessairement que l'action soit axée sur un élément central, et M. Sen soutient que cet élément doit être la faim, à la fois parce qu'elle est au centre des problèmes et parce qu'elle parle directement à l'imagination populaire, et cela beaucoup mieux que des considérations abstraites. L'éducation et la santé sont de vastes domaines où s'exercent déjà les activités des organisations internationales compétentes. Dans la mesure où il est possible de grouper les trois domaines de la faim, de l'éducation et de la santé, la FAO l'a déjà fait dans sa Campagne contre la faim.

11. En réponse à la question posée par le représentant de l'Irak, M. Sen précise que les objectifs de la Campagne contre la faim ne seront pas atteints d'ici 1970. Le problème de la faim se pose plus que jamais et, bien que des prévisions optimistes puissent être formulées pour stimuler les secours, il pense que la Campagne est appelée à se poursuivre indéfiniment. De toute façon, les organisations non gouvernementales intéressées devront persévérer dans leurs efforts, que les programmes de lutte contre la faim de la FAO soient ou non intégrés dans le budget ordinaire de cette organisation.

12. M. Sen admet que les questions sont envisagées de façon un peu différente dans le rapport du Secrétaire général et dans son propre rapport. La création d'un bureau restreint au Siège a donné des résultats extrêmement satisfaisants dans le cas de l'Année mondiale du réfugié, mais le problème actuel est d'une tout autre ampleur. Si une coordination centrale s'impose, c'est au niveau du CAC qu'elle doit être réalisée, car il ne voit

pas dans quel autre organisme des activités aussi diverses et nombreuses peuvent être coordonnées. La création d'un bureau central restreint ne ferait qu'accroître le travail de paperasserie de la FAO. L'établissement de rapports, pour importante que soit cette tâche, doit être subordonné à l'activité essentielle de la FAO, qui est d'œuvrer sur le terrain. M. Sen demande au Conseil de ne pas se perdre dans des questions d'organisation mais de porter toute son attention sur les problèmes à résoudre.

13. M. BINAGHI (Président du Conseil de l'Organisation de l'aviation civile internationale) déclare que l'OACI a, en 1963, poursuivi sa tâche habituelle en accordant une attention particulière à l'établissement de normes susceptibles d'être utilisées dans le monde entier; c'est là la tâche principale de l'OACI, car le caractère dynamique de l'aviation civile exige que les normes utilisées soient constamment tenues à jour. Pour cela, de nombreuses réunions d'experts doivent être organisées et c'est pourquoi il existe un conseil permanent à Montréal. Il ne semble pas que cette situation soit près de prendre fin.

14. Les projets de mise en service d'appareils supersoniques dans l'aviation civile, autour desquels on a fait une vaste publicité, sont encore extrêmement problématiques; bien que l'OACI soit en train de prendre des dispositions pour faire face aux nouveaux problèmes qui se poseront, M. Binaghi pense que, dans l'état actuel des choses, il serait prématuré d'essayer de fixer des normes ou de faire des prévisions quant à la nature exacte des incidences financières et techniques de cette innovation.

15. Les gouvernements continuent à porter un grand intérêt aux compagnies de transport aérien et à leur stabilité financière, et beaucoup d'entre eux doivent subventionner leur aviation civile. En 1963, le montant total des revenus d'exploitation a dépassé 7 milliards de dollars, mais les profits effectifs n'ont pas dépassé 165 millions de dollars. Bien que ce chiffre marque un progrès par rapport au chiffre correspondant pour 1961, il n'en demeure pas moins que les capitaux investis ne réalisent que de très faibles bénéfices. Aussi, pour l'OACI, le problème principal est-il toujours constitué par les difficultés que nombre d'Etats rencontrent pour entretenir les installations nécessaires à la sécurité de la navigation aérienne et qui sont dues au manque de crédits et à la pénurie de techniciens possédant la formation nécessaire. Ce dernier problème est provoqué par le fait que les salaires versés par les gouvernements sont souvent insuffisants, ce qui entraîne une rotation rapide de ce personnel. L'OACI doit faire face au même problème en ce qui concerne l'utilisation des fonds du PEAT destinés à la formation du personnel.

16. L'OACI possède maintenant dans 30 pays des missions financées par le PEAT, et 68 pays au total reçoivent une assistance grâce à des bourses d'études et à des projets régionaux. En tant qu'agent chargé de l'exécution des projets du Fonds spécial, l'OACI possède cinq centres de formation déjà en activité; trois autres sont en projet; deux sont d'ores et déjà prêts à fonctionner d'une façon autonome. La préoccupation principale de l'OACI est de s'assurer que les gouvernements d'une

région donnée continuent d'apporter leur appui à ces centres de formation et de fournir des stagiaires.

17. En ce qui concerne la coopération avec les autres institutions spécialisées, les organisations avec lesquelles l'OACI a eu le plus de contacts en 1963 sont comme à l'accoutumée l'OMM, l'UIT, l'UPU et l'IMCO. Pour la première fois, l'OACI a entrepris des travaux conjointement avec une commission économique régionale: elle a récemment achevé une enquête sur les transports aériens en Afrique, et une conférence sur cette question se tiendra bientôt à Addis-Abéba sous les auspices de l'OACI et de la CEA.

18. On peut difficilement concevoir une activité qui soit plus spécifiquement internationale que l'aviation civile, car elle exige au jour le jour une coopération et une coordination permanentes entre différents pays. L'OACI aura vingt ans d'âge en décembre 1964, et ces vingt années ont apporté la preuve de la bonne volonté de tous les Etats Membres et de leur détermination d'assurer au transport aérien de bonnes conditions de sécurité et d'efficacité.

19. M. EKLUND (Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique) déclare que, vu le nombre de problèmes importants dont le Conseil doit s'occuper dans un court laps de temps, il se bornera à commenter deux questions choisies parmi toutes celles qui sont évoquées dans le rapport de l'Agence (E/3878 et Corr.1) et qui semblent mériter une attention particulière. Tout d'abord, il désire rappeler à nouveau ce qui a été dit dans le précédent rapport de l'Agence (E/3751), à savoir que l'énergie nucléaire est sur le point de devenir compétitive. Un nouvel élément est toutefois intervenu: l'énergie nucléaire semble maintenant être compétitive même dans des régions où l'énergie obtenue par les méthodes traditionnelles est peu coûteuse, comme c'est, par exemple, le cas dans le New Jersey, aux Etats-Unis d'Amérique. Cela signifie essentiellement que les producteurs d'électricité sont maintenant libres de choisir entre l'énergie nucléaire et l'énergie obtenue à partir des sources classiques comme le charbon, le pétrole et l'eau. En définitive, le prix de revient de l'énergie devrait diminuer, et c'est là un fait qui entraînera de toute évidence des conséquences importantes. La troisième Conférence internationale sur l'utilisation de l'énergie atomique à des fins pacifiques qui doit avoir lieu à Genève du 31 août au 9 septembre, mettra davantage l'accent sur les derniers progrès techniques réalisés. A ce sujet, le Directeur général de l'AIEA mentionne les importantes promesses de l'énergie nucléaire en tant que facteur de succès de cette opération si importante: fournir de l'eau aux régions arides par le dessalement de l'eau de mer. L'importance d'un tel progrès ressort clairement des déclarations faites par le représentant du Canada à la 1326^e séance.

20. En deuxième lieu, le Directeur général de l'AIEA désire signaler les efforts déployés par l'Agence pour que ses activités puissent s'exercer dans les domaines prioritaires déterminés par la Décennie des Nations Unies pour le développement. Comme il l'a mentionné à la trente-sixième session (1274^e séance), la Conférence générale de l'AIEA avait demandé que, dans le cadre

du plan à long terme de l'Agence, une attention toute spéciale soit accordée à certains programmes qui, s'ils bénéficiaient d'un financement convenable, constitueraient économiquement et socialement des investissements garantissant un large profit avec un minimum de dépenses pour les participants et le maximum de bénéfice pour les pays en voie de développement. Il s'agit par exemple de l'utilisation des isotopes pour l'étude de l'application des engrais à certaines cultures importantes telles que le maïs en Amérique latine et le riz en Asie, et de l'utilisation des isotopes pour l'étude des maladies débilitantes résultant de la sous-alimentation dans les régions tropicales, notamment en Afrique.

21. En ce qui concerne la coordination des activités relatives aux utilisations pacifiques de l'énergie atomique, M. Eklund tient à informer le Conseil de quelques mesures importantes prises par l'Agence. Il a eu personnellement un certain nombre de conversations et de consultations constructives, à titre officieux, sur ce sujet avec les chefs des organisations intéressées. Un spécialiste de l'énergie appartenant au personnel de l'Agence a été envoyé à New York en septembre 1963 pour faciliter la coopération entre l'ONU et l'Agence concernant des questions relatives à l'énergie. Sa présence a été jugée si utile par les deux organisations que sa mission a été prorogée d'une année. L'ONU a fait savoir qu'elle étudie la possibilité d'envoyer en échange un de ses fonctionnaires à Vienne. En outre, la troisième Conférence internationale sur l'utilisation de l'énergie atomique à des fins pacifiques est un exemple des efforts de coopération entre l'ONU et l'Agence. Cette conférence a été convoquée par l'ONU et c'est sur l'invitation de l'ONU que l'Agence s'est chargée des questions techniques. Le Directeur général de l'AIEA désire marquer sa satisfaction de la cordialité et de l'aisance avec lesquelles les travaux préparatoires de la conférence ont pu être accomplis.

22. M. Eklund discute actuellement avec le Directeur général de la FAO des dispositions à prendre en vue de créer une division commune AIEA/FAO à Vienne, en vue d'encourager l'utilisation de l'énergie nucléaire dans le domaine agricole. Les laboratoires de l'Agence fourniraient les installations nécessaires. En attendant la création de ce service commun, un échange de techniciens a eu lieu en avril de l'année en cours en vue de renforcer les contacts directs entre le personnel technique des deux organisations. Cette mise en commun des ressources permettra assurément aux deux organisations de rendre des services plus nombreux et plus efficaces à leurs membres respectifs. Elle stimulera également l'application de la science nucléaire à l'agriculture. La FAO et l'Agence ont choisi deux domaines où la recherche serait susceptible d'amener les progrès recherchés par le Comité consultatif des Nations Unies sur l'application de la science et de la technique au développement. Il s'agit de l'utilisation des radiations pour la conservation des denrées alimentaires, ainsi que de la lutte contre les insectes nuisibles et leur éradication par la stérilisation des mâles au moyen des radiations. A ce sujet, le CAC a, dans son rapport, fait ressortir que les insectes nuisibles, notamment la mouche tsé-tsé, constituaient un domaine

prioritaire important des travaux du Comité consultatif (voir E/ 3886, par. 75).

23. Un accord a été conclu avec le Directeur général de l'OMS en vue de l'échange de fonctionnaires chargés d'assurer les liaisons techniques. Le premier fonctionnaire de l'AIEA a pris ses fonctions à Genève en avril 1964 et l'Agence sera heureuse d'accueillir le fonctionnaire de l'OMS à Vienne. On espère que cet échange de personnel permettra d'unir plus efficacement les ressources scientifiques des deux organisations. L'OMS et l'AIEA ont également décidé qu'elles étudieraient conjointement les projets d'intérêt commun, mais que, dans un esprit de simplification administrative, la responsabilité principale de mise en œuvre des projets incomberait à l'une ou à l'autre des deux organisations.

24. Prenant en considération le souci du Conseil de voir une collaboration s'établir au stade de la planification, l'OMS et l'OIT ont accepté une proposition de l'AIEA de tenir des conversations détaillées sur les programmes des trois organisations pour 1965-1966. Ces pourparlers ont eu lieu en mars 1964, avant que le projet de programme et de budget de l'Agence ait été examiné par le Conseil des gouverneurs. A cette occasion, d'autres propositions ont également été discutées, telles que la possibilité de créer un service consultatif inter-institutions sur la protection contre les radiations. Des conversations similaires avec la FAO ont également eu lieu.

25. Un groupe de travail inter-secrétariats a été créé en collaboration avec l'UNESCO, et des dispositions ont également été prises avec l'UNESCO pour permettre à cette organisation de participer aux travaux du Centre international de physique théorique que l'Agence est en train d'établir à Trieste.

26. Des contacts plus étroits avec la BIRD seront établis au sujet de questions touchant à l'énergie et, en outre, les travaux seront poursuivis en coopération avec d'autres institutions dont certains domaines d'activité sont communs avec celui de l'AIEA.

27. Le CAC a exprimé l'avis que les dispositions d'ordre pratique que le Directeur général de l'AIEA vient de mentionner devraient permettre de résoudre dans une large mesure les problèmes mentionnés dans la résolution 986 (XXXVI) du Conseil. La question est de savoir si l'on pourrait faire quelque chose de plus. L'Agence estime qu'on en est arrivé au point où, avant d'aller plus loin, il conviendrait d'expérimenter pratiquement l'efficacité des dispositions administratives qui ont été prises, notamment celle de la création d'une division commune AIEA/FAO. La coordination implique un certain contrôle et, si elle est poussée trop loin, elle risque de gêner les initiatives et les efforts constructifs. D'autre part, on ne peut tirer tout le bénéfice possible de la coordination que si les mêmes efforts sont poursuivis au niveau national.

28. En ce qui concerne la question d'une fusion du PEAT et du Fonds spécial en un nouveau programme des Nations Unies pour le développement, les mesures envisagées dans le rapport du CAT (E/3933) ont l'approbation de l'Agence. L'Agence estime qu'elles constituent une première étape essentielle vers l'accroissement de l'efficacité des activités de coopération technique au sein de

l'ensemble des institutions groupées autour de l'ONU. La fusion permettrait de maintenir le rythme de croissance financière des programmes, d'élargir le champ des activités de toutes les organisations et d'augmenter le volume de l'assistance directe aux Etats membres.

29. M. KOLB (Autriche) déclare que la coopération établie entre l'Agence et la FAO est une initiative entièrement satisfaisante et qu'elle pourra servir de modèle à une coopération inter-institutions. Il se demande si les mesures prises en vue d'une coopération avec les autres organisations internationales sont suffisamment avancées pour que, lors de la session de l'Assemblée générale, le Conseil puisse être informé des nouveaux progrès accomplis dans ce domaine.

30. M. EKLUND (Directeur général de l'Agence internationale de l'Energie atomique) fait remarquer que la dix-neuvième session de l'Assemblée générale n'est plus très éloignée. Il espère que des dispositions satisfaisantes pourront bientôt être prises en collaboration avec d'autres organisations internationales.

31. M. JENKS (Organisation internationale du Travail) se bornera à aborder quatre sujets qui ont joué un rôle important au cours des derniers mois dans l'histoire de l'OIT et de ses rapports avec l'ensemble des organes des Nations Unies, à savoir : l'Afrique du Sud; l'interdépendance du commerce, du développement et de l'emploi; les conséquences économiques et sociales du désarmement; et la fusion proposée du Fonds spécial et du PEAT en un nouveau programme des Nations Unies pour le développement.

32. La quarante-huitième session de la Conférence internationale du Travail a été une des sessions les plus mémorables de l'histoire de l'organisation; elle a aussi été l'une des plus représentatives, et l'une des plus utiles si l'on en juge par la valeur concrète du travail technique réalisé, et enfin l'une des plus méthodiques et des plus rapides dans la conduite des travaux. Elle a, à son actif, deux réalisations marquantes, l'une dans le domaine des droits de l'homme, l'autre dans celui de la politique économique.

33. La réalisation marquante de la Conférence dans le domaine des droits de l'homme consiste en une série de décisions relatives à l'Afrique du Sud. Ces décisions comprennent une Déclaration concernant la politique de l'« apartheid », un Programme de l'OIT pour l'élimination de l'« apartheid » dans le domaine du travail dans la République sud-africaine, un amendement à la Constitution permettant à la Conférence d'exclure de l'OIT ou de suspendre de l'exercice de ses droits et privilèges tout membre qui a fait l'objet d'une décision d'exclusion ou de suspension de la part des Nations Unies, et un autre amendement à la Constitution permettant à la Conférence de suspendre de la participation à ses travaux tout membre au sujet duquel les Nations Unies ont constaté qu'il poursuit, de manière flagrante et persistante, par sa législation, une politique officielle de discrimination raciale. Les amendements à la Constitution ont été soumis aux membres de l'OIT pour ratification. Du fait de leur adoption par la Conférence, la Déclaration et le Programme ont déjà pris effet.

34. La Déclaration est une mesure positive importante pour les cinq raisons suivantes : elle a recueilli l'unanimité, elle est objective, elle est fondée sur les obligations internationales précises de l'Afrique du Sud, elle a un objectif déterminé, et elle est destinée à être la première et non la dernière des mesures effectives et pratiques de l'OIT pour l'élimination de l'« apartheid ».

35. La Déclaration constitue l'expression unanime de la conscience sociale de l'humanité et la constatation unanime par la Conférence internationale du Travail que l'Afrique du Sud a violé de manière flagrante et persistante des principes au sujet desquels elle avait assumé des obligations internationales formelles. Elle établit un programme précis de réformes indiquant les changements de la politique du travail nécessaires pour éliminer l'« apartheid ».

36. Le Programme porte sur trois grandes questions : l'égalité des chances en matière d'accès à la formation professionnelle et aux emplois; l'abolition du travail forcé; et la liberté d'association ainsi que le droit d'organisation. Ces questions ont été choisies pour quatre raisons : elles constituent les principes de base de la liberté et de la dignité dans le domaine de l'emploi; des normes bien établies et approuvées par la Conférence internationale du Travail existent pour chacune d'entre elles; le fait qu'en général ces normes sont largement acceptées en Afrique, et plus particulièrement par les voisins immédiats de la République sud-africaine en Afrique méridionale, démontre qu'il serait faux de prétendre que le niveau actuel de développement économique et social de l'Afrique du Sud empêche leur application immédiate; enfin, ces questions ont toutes fait l'objet d'enquêtes minutieuses par les organes compétents de l'OIT. Pour chacune de ces questions, le Programme décrit la situation actuelle, résume les conclusions des organes compétents de l'OIT, contient une recommandation proposée pour l'amendement de la législation de l'Afrique du Sud et indique de façon précise les changements qu'il faudrait apporter à la législation du pays pour donner effet à la recommandation.

37. Les recommandations pratiques sont de caractère concret : la Conférence demande que l'Afrique du Sud favorise l'égalité de chances et de traitement pour tous en matière d'emploi et de profession, sans distinction de race; qu'elle abroge les dispositions législatives qui prévoient des réservations obligatoires d'emploi ou qui instituent des discriminations fondées sur la race quant à l'accès à la formation professionnelle et aux emplois; qu'elle abroge toute législation prévoyant des sanctions pénales pour manquements au contrat de travail, l'utilisation de la main-d'œuvre pénitentiaire pour les travaux agricoles ou industriels et toute autre forme de contrainte directe ou indirecte au travail qui entraîne une discrimination raciale ou a pour effet pratique de permettre une telle discrimination; qu'elle abroge les discriminations fondées sur la race instituées par la loi en matière de droit d'organisation et de négociation collectives ainsi que les interdictions et restrictions établies par la loi à l'encontre des syndicats mixtes comprenant des personnes appartenant à plusieurs races; et qu'elle modifie les lois sur la conciliation dans l'industrie afin

que tous les travailleurs, sans discrimination du fait de leur race, bénéficient du droit d'organisation et puissent participer aux négociations collectives.

38. L'Afrique du Sud ne se considère plus comme membre de l'OIT, mais la Conférence internationale du Travail a précisé clairement qu'elle considérait que l'Afrique du Sud n'était relevée d'aucune de ses obligations. L'œuvre de l'OIT en vue d'assurer liberté et bien-être aux populations d'Afrique du Sud n'en est qu'à ses débuts. Lorsque toutes les populations d'Afrique du Sud se réuniront sur un pied d'égalité pour organiser leur avenir commun, le Programme de l'OIT pour l'élimination de l'«apartheid» dans le domaine du travail leur servira de point de départ dans l'un des secteurs essentiels de leur activité.

39. Dans l'intervalle, le BIT collaborera pleinement avec le Secrétaire général de l'ONU à l'établissement d'un programme d'enseignement et de formation destiné à assurer l'enseignement et la formation des Sud-Africains à l'étranger.

40. Tout au long de son examen de la question sud-africaine, l'OIT s'est inspirée de deux considérations essentielles : le respect de la primauté du droit et la reconnaissance du principe selon lequel seuls les organes politiques de l'ONU peuvent espérer résoudre les problèmes politiques lorsqu'ils touchent l'ensemble des institutions de l'ONU. Le BIT estime que l'action entreprise par la Conférence internationale du Travail en ce qui concerne l'«apartheid» est un exemple typique de cas où la morale et la justice s'affirment par les voies normales du droit.

41. Le BIT n'a cessé de maintenir les contacts les plus étroits avec le Secrétaire général de l'ONU auquel il est redevable des sages conseils qu'il lui a prodigués. Comme une délégation unanime du Conseil d'administration en a informé le Secrétaire général, l'année dernière, l'OIT compte sur l'ONU pour s'attaquer énergiquement aux problèmes politiques de l'heure, de manière à les empêcher de paralyser l'œuvre constructive d'amélioration de la condition humaine à laquelle l'OIT cherche à participer.

42. Dans l'œuvre constructive d'amélioration de la condition humaine, il n'est pas de tâche plus urgente que celle de l'expansion économique sur la base du plein emploi, d'un emploi productif et librement choisi. La Convention et la Recommandation concernant la politique de l'emploi qui ont été adoptées à la dernière session de la Conférence internationale du Travail marquent des progrès sensibles dans l'élaboration d'un programme international efficace dans ce domaine. La Recommandation expose de manière particulièrement significative et détaillée les objectifs et les principes généraux de la politique de l'emploi; elle consacre une attention spéciale aux problèmes de l'emploi dans le développement économique, et notamment au problème du sous-emploi dans les zones rurales.

43. Le Conseil d'administration n'a pas encore examiné tous les résultats de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement. Les membres travailleurs du Conseil d'administration ont exprimé un intérêt particulier pour un certain nombre de propositions faites

pendant la Conférence, notamment : une proposition concernant les mesures d'ajustement, dans les pays développés, en vue de permettre à ces derniers d'accroître leurs importations en provenance des pays en voie de développement; une proposition tendant à envisager des salaires minimaux dans les accords relatifs aux produits de base; une proposition tendant à étudier les incidences sur les normes du travail de la substitution de produits synthétiques à des produits naturels dans la fabrication de certains articles; et une proposition relative à la participation tripartite dans divers organes permanents. Le Conseil d'administration s'est accordé à reconnaître que, dans la structure de la production et de l'emploi des pays industrialisés des ajustements permettant l'expansion du commerce des pays en voie de développement deviennent impératifs. Il s'est également mis d'accord sur la nature des mesures appropriées nécessaires pour atténuer l'effet sur les travailleurs de changements de cette nature.

44. Le Comité spécial de coordination a relevé, dans le rapport sur sa deuxième session (voir E/3946, par. 6), que les recommandations de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement ont des répercussions profondes et directes sur la structure et la politique de l'ONU dans de vastes domaines des activités économiques et sociales. De même que le Comité, l'OIT espère que, lorsque seront examinés les arrangements détaillés propres à donner effet aux recommandations de la Conférence, toutes dispositions seront prises pour assurer, premièrement, une répartition rationnelle et clairement définie du travail entre les différents organes intéressés et, deuxièmement, le développement du système d'étroite coopération et de coordination au moyen de consultations entre les membres du système des Nations Unies, qui, au cours des années, a été édifié sous l'égide du Conseil économique et social en vertu de l'Article 63 de la Charte. En ce qui concerne l'importance du Conseil dans l'ensemble des institutions de l'ONU, l'OIT partage la façon de voir que le Secrétaire général a exposée dans sa déclaration à la 1320^e séance et il accueillera favorablement l'idée d'un réexamen et d'une réévaluation des fonctions et des procédures du Conseil.

45. L'OIT attache un grand prix à l'accord intervenu au CAC au sujet d'études sur les conséquences économiques et sociales du désarmement. M. Jenks tient à appeler l'attention du Conseil sur trois points importants qui sont mentionnés dans le rapport du CAC. Premièrement, il est particulièrement urgent d'élaborer des plans destinés à maintenir à un niveau élevé l'activité économique nécessaire au transfert de ressources à de nouveaux besoins pacifiques, ainsi que d'étudier les problèmes qui peuvent se poser en ce qui concerne les produits de base. Deuxièmement, les membres du CAC reconnaissent que toutes les études entreprises doivent être réalistes, c'est-à-dire fondées sur des faits, et qu'il convient en conséquence que les gouvernements fournissent les données de fait pertinentes. Troisièmement, il est d'une importance fondamentale que les dispositions nationales que devront prendre les Etats particulièrement intéressés prévoient un système d'alerte économique qui permette aux autorités responsables de la politique économique et sociale de faire le nécessaire pour résorber les effets de coupes sombres dans les crédits militaires.

46. Il ne fait aucun doute que le problème du développement est le problème crucial de l'heure en matière de politique économique et sociale. C'est pourquoi le BIT se félicite de toute mesure susceptible de rendre plus efficaces les programmes de l'ONU pour le développement. Il est donc heureux et fier de jouer un rôle important dans l'élaboration des propositions qui ont été adoptées pour la fusion du Fonds spécial et du PEAT et qui sont exposées dans le rapport du CAC. M. Jenks espère que le Conseil approuvera telles qu'elles se présentent les propositions que lui a soumises le CAC. Si le Conseil les accepte, on peut être assuré du succès de la fusion qui augmentera sensiblement l'efficacité du programme de coopération technique de l'ONU. Si le Conseil n'accepte pas ces propositions ou s'il les modifie notablement, on perdra le bénéfice d'une impulsion inappréciable. Sans être parfait, le plan proposé par le CAC est le meilleur que l'on puisse concevoir à l'heure actuelle. L'OIT est disposée à collaborer à la mise en œuvre des dispositions envisagées dans le rapport du CAC, si le Conseil les juge acceptables.

47. Tout progrès d'une organisation internationale est affaire de persuasion. Une large majorité est le meilleur moyen d'arriver à un résultat durable et d'éviter l'effet paralysant produit par la règle de l'unanimité ou le veto. Le BIT voit clairement deux aspects au problème : la recherche de la majorité la plus large possible suivie de la transposition de ce consensus en mesures pratiques et efficaces est le plus caractéristique et le plus important des devoirs du fonctionnaire international ; la recherche de ce consensus est aussi l'essence des relations industrielles dans un monde civilisé. C'est au même titre l'essence des relations internationales dans ce monde civilisé et l'objectif même exprimé dans le préambule de la Charte : « pratiquer la tolérance [et] vivre en paix l'un avec l'autre dans un esprit de bon voisinage ».

48. M. ARKADIEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) félicite le représentant de l'Organisation internationale du Travail de son intervention très complète et intéressante. Il a été particulièrement intéressé d'apprendre que l'OIT a jugé utile d'accorder une aussi grande attention aux problèmes ayant trait au désarmement. Il espère que les activités de l'OIT dans ce domaine auront des résultats fructueux.

49. Selon M. Arkadiev, il n'est ni utile ni opportun de fusionner le PEAT et le Fonds spécial. Comme il a été dit à la 1325^e séance, les vues de la délégation soviétique en la matière sont diamétralement opposées à celle de l'OIT. Il convient de rappeler qu'aucune décision n'a encore été prise à ce sujet.

50. Il est surprenant que ce soit la CEE plutôt que le BIT qui ait été le premier organe à établir un rapport sur les conséquences économiques et sociales du désarmement, et notamment sur ses conséquences dans le domaine du travail. Le représentant de l'URSS demande si le BIT collaborera avec la CEE aux études ultérieures sur la question.

51. M. BENAMAR (Algérie) dit que la délégation algérienne se sent dans l'obligation d'exprimer ses inquiétudes au sujet de la politique du Portugal en Angola et

au Mozambique. Il aurait préféré qu'à la dernière Conférence internationale du Travail le même traitement soit réservé au Gouvernement portugais qu'à celui de l'Afrique du Sud.

52. M. JENKS (Organisation internationale du Travail), répondant à la question soulevée par le représentant de l'URSS, dit que le BIT entretient des rapports étroits avec le Secrétaire exécutif de la CEE à ce sujet et qu'il compte sur une collaboration encore plus étroite.

53. M. DAVIES (Secrétaire général de l'Organisation météorologique mondiale) limitera ses observations à quelques aspects des activités actuelles et futures de l'OMM qui, selon lui, pourraient présenter un intérêt particulier pour le Conseil.

54. Ainsi qu'il ressort du rapport annuel de l'OMM (E/3874), l'année 1963 a été marquée par des événements importants dans les travaux de l'Organisation et l'on peut s'attendre, pour les années à venir, à d'importants progrès dans le domaine de la météorologie et de ses nombreuses applications aux activités humaines.

55. M. Davies rappelle que le programme et le budget de l'OMM sont établis pour quatre ans et que c'est en 1963 que le Quatrième Congrès météorologique mondial a arrêté le programme et le budget pour la période quadriennale commençant en 1964. Les décisions prises par le Congrès de l'OMM montrent que celui-ci est conscient des nouvelles possibilités et des promesses de la météorologie et qu'il entend prendre les mesures appropriées pour assurer que l'OMM soit en mesure de jouer pleinement son rôle et ne laisse pas échapper les possibilités actuelles de progrès.

56. L'intérêt grandement accru que l'on manifeste actuellement pour la météorologie tient pour une bonne part aux nouvelles réalisations dans le domaine de l'espace extra-atmosphérique. Il est désormais clairement démontré que les satellites artificiels de la Terre représentent une plateforme nouvelle et extrêmement utile pour obtenir des mensurations de l'atmosphère de la Terre qui avaient été jusqu'à présent impossibles. L'Assemblée générale des Nations Unies a elle-même adopté en la matière les résolutions 1721 C (XVI), 1802 (XVII) et 1963 (XVIII) par lesquelles elle invitait l'OMM à prendre des dispositions appropriées dans ce domaine, et bon nombre des initiatives que l'OMM a prises donnent directement suite à ces demandes.

57. L'avenir est également encourageant en ce qui concerne l'utilisation de calculatrices électroniques de grande vitesse. On utilise de plus en plus ces machines pour le traitement des énormes quantités de données météorologiques provenant aussi bien de satellites que d'observations classiques et, dans certains pays, les cartes de prévisions météorologiques que produisent les machines pour certains niveaux de l'atmosphère servent couramment à des fins d'exploitation.

58. C'est compte tenu de considérations de cet ordre que le Congrès de l'OMM a, en 1963, pris diverses décisions dont l'exécution a déjà commencé. De toute évidence, on est parvenu à un stade où il est nécessaire de procéder à une réévaluation complète de tout le système météoro-

logique mondial, et l'on a donné le nom de « Veille météorologique mondiale » au nouveau système que l'on envisage. Ce nouveau système permettra d'utiliser au maximum toutes les techniques modernes d'observation de l'atmosphère, y compris les satellites météorologiques artificiels, ainsi que tous les dispositifs modernes de télécommunication (dont les satellites artificiels de télécommunication), pour le rassemblement de ces observations et leur échange entre les pays du monde. On élargira et développera parallèlement le traitement des données météorologiques par des méthodes mécaniques, notamment au moyen de calculatrices électroniques de grande vitesse.

59. Il semble bien que le meilleur moyen de faire bénéficier tous les pays du monde des avantages de toutes les nouvelles réalisations consiste en un système de centres mondiaux, régionaux et nationaux. Moscou et Washington ont déjà été désignés comme centres mondiaux dans le cadre du plan de l'OMM et on envisage un troisième centre dans l'hémisphère sud. Ces centres mondiaux recevront toutes les données de base ou non traitées disponibles et les traiteront sous diverses formes par les méthodes mécaniques. Ils transmettront les données — qu'elles soient traitées ou non — aux centres régionaux qui, alors, les analyseront et les soumettront à un traitement encore plus poussé, en tenant compte des exigences régionales et en vue de transmettre à chaque centre national particulier de la région les données dont il a besoin sous la forme la plus adéquate. Le nombre, l'emplacement et les fonctions précises des centres régionaux sont des aspects importants de l'ensemble du plan et font l'objet des études relatives à la planification qui viennent d'être entreprises. Il faudra que chaque pays établisse un centre approprié. Celui-ci utilisera ces données à l'échelon national, en vue de faciliter le développement économique et l'exécution de tout programme de recherche intéressant les sciences atmosphériques qui pourra être entrepris. Si l'on veut que tous les pays disposent des savants et des techniciens nécessaires à la Veille météorologique mondiale, il faudra accorder une grande attention à l'enseignement et à la formation. L'OMM tient particulièrement compte de cet aspect de la question.

60. Outre ce système d'échange de données traitées ou non, il semble désormais probable qu'il viendra un moment où plusieurs pays pourront recevoir directement, à relativement peu de frais, certaines données météorologiques des satellites météorologiques. Il faudra évidemment étudier soigneusement dans quelle mesure cette réception directe influencera le trafic envisagé entre les centres mondiaux, régionaux et nationaux. Il convient à cet égard de mentionner le système de transmission automatique des images, généralement désigné sous le sigle APT, qui a été utilisé pour la première fois sur le satellite météorologique Tiros VIII, lancé aux Etats-Unis en décembre 1963, et qui est désormais considéré comme un excellent moyen d'obtenir et de diffuser des données météorologiques à l'échelle globale.

61. La planification et l'application du système de Veille météorologique mondiale doivent être soigneusement préparées pendant une longue période de temps, et la

période actuelle de quatre ans peut à certains égards être considérée comme une période de transition pour la météorologie mondiale. Le Congrès de l'OMM a donné des instructions précises afin que des plans détaillés pour un nouveau système météorologique mondial soient présentés au Cinquième Congrès météorologique mondial en 1967, et le Comité exécutif de l'OMM a, durant sa seizième session tenue à Genève quelques semaines auparavant, établi un programme détaillé en vue d'assurer que les études relatives à la planification soient organisées de façon méthodique. Un petit service spécial de planification a été créé à cet effet au sein du Secrétariat.

62. Il convient peut-être de souligner qu'un système très efficace d'échange de données météorologiques a déjà été créé et fonctionne de manière satisfaisante depuis de longues années. L'idée d'une Veille météorologique mondiale n'est donc pas entièrement nouvelle; elle correspond plutôt à la prise de conscience du fait que les nouvelles réalisations sont trop importantes pour que l'on puisse se contenter d'ajustements superficiels du système mondial existant et qu'une réévaluation complète et approfondie s'impose.

63. Le Secrétaire général de l'OMM rappelle que le nouveau système a pour objet de fournir, sous la forme la plus pratique, les données météorologiques correspondant aux besoins de tous les pays. Ces besoins varient dans une certaine mesure d'un pays à l'autre, car les applications de la météorologie au développement économique dépendent naturellement de la structure économique des différents pays. Il est significatif et encourageant de noter à cet égard que tous les Etats nouvellement indépendants ont pleinement conscience de l'importance d'un service météorologique et hydrométéorologique efficace pour leur économie, et ils sont en effet devenus membres de l'OMM peu de temps après avoir accédé à l'indépendance. Bon nombre de ces pays demandent une assistance pour le développement de leurs services nationaux. Or l'OMM s'est, de tout temps, préoccupée de fournir une assistance dans le domaine relevant de sa compétence en participant au PEAT ou en contribuant à des projets du Fonds spécial. Au cours des dernières années, l'OMM a ainsi fourni une assistance considérablement accrue, ce qui montre clairement l'importance que les pays en voie de développement attachent à une connaissance approfondie des conditions météorologiques et climatiques en tant que facteur du développement économique.

64. Le Congrès a, toutefois, pris conscience du fait que de nombreux types d'assistance aux pays en voie de développement, qui ont une importance pour la météorologie internationale, ne peuvent être entièrement accordés au titre du PEAT et du Fonds spécial. Il a donc établi en principe un nouveau fonds de développement dans le cadre de l'OMM pour une somme n'excédant pas 1,5 million de dollars, pour la période de quatre ans. Cette question a été étudiée récemment par le Comité exécutif, et des propositions précises sont actuellement présentées pour examen aux Etats membres de l'OMM.

65. Le Quatrième Congrès météorologique mondial, en 1963, a accordé une attention particulière à la collaboration avec l'ONU, et les résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil au sujet de la Décennie des Nations Unies

pour le développement ont été soigneusement étudiées. Le Congrès a adopté à ce sujet une résolution qui appuie chaleureusement cette initiative de l'ONU et constate avec satisfaction que l'Assemblée générale tient compte de la relation étroite qui existe entre les facteurs économiques et sociaux, l'intensification de la recherche et l'exploitation des possibilités scientifiques et technologiques pour accélérer le développement. Il y est en outre déclaré expressément que, dans le domaine relevant de sa compétence, l'OMM doit assumer intégralement le rôle qui lui est assigné dans la Décennie des Nations Unies pour le développement; et les membres de l'OMM sont priés instamment de prendre les mesures nécessaires, sur le plan national, pour participer au programme en entreprenant un programme décennal de développement des services météorologiques, orienté vers certains objectifs précis qui soient directement en rapport avec l'élévation du niveau de vie des populations. La résolution conclut en soulignant l'importance des mesures prises par l'OMM, lorsqu'elle a signalé le rôle important joué par la météorologie comme facteur de développement économique, et prie le Secrétaire général de l'OMM de fournir aux Etats membres toute l'aide et tous les conseils possible dans le cadre des divers programmes de coopération technique.

66. Outre cette réponse très claire et constructive à la résolution et à l'initiative de l'ONU au sujet de la Décennie du développement, le Congrès a adopté une longue résolution formelle au sujet de l'Année de la coopération internationale, située au milieu de la Décennie. Un programme spécial pour 1965 a été établi à la suite de cette résolution. Ce programme a deux parties distinctes; la première consiste en un programme mondial de météorologie tropicale, intitulé « Programme de météorologie tropicale de l'Année de la coopération internationale »; la seconde consiste en un programme pour l'Afrique, intitulé « Programme de météorologie en Afrique de l'Année de la coopération internationale ». L'OMM devra entreprendre des activités relatives à la recherche, à la formation et à la coopération technique dans le cadre de chacun de ces deux programmes. Dès que les divers plans pour 1965 auront pris suffisamment forme, une brochure sera préparée pour décrire les divers projets prévus dans le cadre des programmes de l'OMM pour l'Année de la coopération internationale.

67. Pour appuyer davantage encore les projets de l'ONU, le Comité exécutif de l'OMM a récemment décidé de lier le thème de la Journée météorologique mondiale à l'Année de la coopération internationale. Le thème choisi est celui de « la coopération internationale dans le domaine de la météorologie ».

68. Il ressort des exemples cités par M. Davies que l'OMM a examiné de très près les demandes de l'ONU au sujet de la Décennie du développement et qu'elle essaie de contribuer pleinement au succès général de cette entreprise d'une si grande utilité.

69. M. ROULLIER (Secrétaire général de l'Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime) rappelle que l'IMCO a été instituée pour traiter des problèmes de la navigation maritime en liaison avec les progrès de la technique et avec l'évolution de l'humani-

té. Une bonne part de son attention est consacrée aux problèmes de la technique, mais elle n'oublie pas les aspects économiques et sociaux de la navigation. En fait, 85 % des échanges mondiaux se font par voie de mer; or, ces échanges devront augmenter si l'on veut satisfaire aux besoins d'une population mondiale croissante.

70. Dans l'exécution de ses tâches, l'IMCO a coopéré avec les autres institutions spécialisées. Ses activités principales représentent un effort pour résoudre les problèmes techniques de la navigation, en particulier ceux de la sécurité des navires en mer. L'incendie constitue l'un des grands risques, comme ne l'a que trop bien montré le désastre du *Laconia*. Un groupe de travail spécial a été constitué pour étudier les risques d'incendie en mer. En dehors de l'incendie, une des causes les plus générales d'accident en mer est le manque de stabilité. Aucune convention ni règlement international ne couvre ce risque. La Conférence internationale pour la sauvegarde de la vie humaine en mer, de 1960, a invité l'IMCO à établir des normes internationales de stabilité pour les paquebots, les cargos et les navires de pêche. C'est un fait bien connu que les petits navires sont davantage affectés par le défaut de stabilité que les grands. Chaque année, un nombre considérable de navires de pêche disparaissent sans laisser de trace, sans laisser la moindre indication sur l'accident subi, dans des circonstances qui donnent à penser que le navire a sombré soudainement par manque de stabilité ou de flottabilité. L'IMCO a créé un groupe d'experts sur la stabilité des navires de pêche. Celui-ci a, la semaine passée, commencé son travail, auquel la FAO prend part. Même si un navire est construit selon les normes les meilleures, il doit toujours avoir une réserve de flottabilité et, en conséquence, il ne doit pas être exagérément chargé. Une conférence qui s'est tenue à Londres en 1930 a adopté la Convention internationale sur les lignes de charge, qui a édicté des règles relatives aux limites jusqu'auxquelles peuvent être chargés les bateaux qui entreprennent un voyage international. Depuis lors, les conditions ont changé et de nouveaux problèmes ont surgi. L'IMCO a l'intention de convoquer pour 1966 une conférence internationale qui remaniera ces règles et, M. Roullier l'espère, élaborera une nouvelle convention en la matière. L'Assemblée de l'IMCO a adressé à ses membres quelques recommandations relatives à la sécurité.

71. Un groupe de travail de l'IMCO étudie la préparation d'un code international des pratiques relatives au transport par mer de marchandises dangereuses, et il a collaboré avec le Comité d'experts de l'ONU en matière de transport des marchandises dangereuses. Il semble maintenant probable qu'un projet de code maritime international sur les marchandises dangereuses, qui traitera d'une grande partie de toute la gamme des problèmes, sera prêt à être soumis à l'approbation de la quatrième session de l'Assemblée de l'IMCO en novembre 1965. L'IMCO s'est attelée aux problèmes du transport par mer des matières radioactives, en collaboration avec l'AIEA dont elle apprécie grandement les avis et l'assistance.

72. Les règlements internationaux existants relatifs aux dispositions à prendre pour combattre la pollution

de la mer par les hydrocarbures édictent des mesures restrictives qui visent principalement à interdire la décharge des résidus d'hydrocarbures jusqu'à une certaine distance de la côte. Ces mesures ne sont plus suffisantes. On peut mettre en doute jusqu'au principe même du rejet d'hydrocarbures dans la mer. Toutefois, trois grandes compagnies de bateaux-citernes ont pris des mesures permettant d'éviter la décharge dans la mer d'hydrocarbures provenant des citernes des navires pétroliers.

73. On a réalisé de grands progrès dans la connaissance des océans depuis qu'ont été établies un grand nombre de stations océanographiques en mer. Les plus grandes, toutefois, peuvent représenter un danger pour la navigation; et les plus petites comme les plus grandes, courent elles-mêmes des risques en cas de collision avec un navire. A la demande de la Commission océanographique intergouvernementale de l'UNESCO, le Comité de la sécurité maritime a, en 1963, énuméré certaines conditions qui rendraient ces stations visibles de jour comme de nuit. En formulant ces conditions, il a tenu compte des dimensions de la station — c'est à dire du risque qu'elle soit prise pour un navire — et de la distance à laquelle elle se trouve de la côte. La Commission océanographique a entériné les conclusions du Comité de la sécurité maritime. Il reste encore à déterminer les fréquences radio-électriques à attribuer aux stations océanographiques.

74. L'IMCO n'a, jusqu'à présent, pas pris part au PEAT, car elle n'était pas membre du BAT. Jusqu'à une date récente, elle était la seule institution spécialisée dans cette situation, ce qui a créé un état de choses des plus fâcheux. Toutes les institutions spécialisées ont été créées sous l'égide de la Charte des Nations Unies avec, pour objectif, celui d'améliorer, chacune dans son domaine particulier, les conditions de vie de l'ensemble de l'humanité. L'assistance technique constitue un élément essentiel de cette tâche commune. Faute de participation à l'assistance technique, l'IMCO a couru le danger de devenir progressivement une simple institution d'étude et de recherche, sans aucun contact réel avec les problèmes proprement humains. Cette anomalie a récemment été écartée par la décision que le Conseil a prise, sur la proposition du CAT, d'admettre l'IMCO dans le BAT. Les avantages de cette décision ne se feront naturellement sentir que progressivement, car l'IMCO ne pourra pas, dès le début, administrer elle-même les projets d'assistance technique qui lui auront été confiés. Toutefois, elle cherchera à conclure des accords aux termes desquels l'ONU administrera provisoirement ces projets pour le compte de l'IMCO. Elle a déjà le sentiment d'être sortie du demi-isolement de ses premières années, d'être devenue un membre à part entière de l'ensemble des organes de l'ONU, de participer tous les jours à la vie commune et d'être plus étroitement associée aux travaux et à la politique futurs de l'ONU.

75. M. PERSIN (Union internationale des télécommunications) présente au Conseil le rapport sur les activités de l'UIT en 1963, la 99^e année de son existence (E/3890), ainsi que le troisième rapport de l'UIT sur les télécommunications et les utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique (E/3890/Add.1). Il donne une brève analyse des activités de l'Union dans les différents domaines de son ressort.

76. Sur le plan administratif, le représentant de l'UIT indique que l'effectif du personnel s'accroît régulièrement et qu'il y a eu une amélioration de sa répartition géographique. Aucun problème financier ne se pose dans les relations avec d'autres organisations du système de l'ONU.

77. En ce qui concerne la planification du réseau international de télécommunications, des progrès rapides ont, au cours des dernières années, été enregistrés dans l'interconnexion des réseaux nationaux, grâce à l'emploi de câbles sous-marins intercontinentaux à grande capacité de transmission, ainsi que d'artères transcontinentales à nombreuses voies réalisées au moyen de câbles du type coaxial ou à l'aide de liaison radio à ondes ultra-courtes. L'UIT s'est intéressée à la planification de ces diverses liaisons, qui sont destinées non seulement à la télégraphie et à la téléphonie, mais également à la radio-diffusion et à la télévision. Il convient d'indiquer, à ce propos, que la Commission du plan qui s'est réunie en novembre-décembre 1963 a établi, à l'échelle mondiale, des prévisions de trafic et des estimations de circuits valables jusqu'en 1968, ainsi que des évaluations de trafic valables jusqu'en 1975 dans l'éventualité de l'utilisation de communications par satellites artificiels. D'autre part, le Comité consultatif international télégraphique et téléphonique a, au cours d'une récente réunion, complété ce travail par l'adoption d'un plan de numérotation à l'échelle mondiale pour la téléphonie automatique et le service télex. Au cours de l'année examinée, une conférence a établi des plans d'assignation de fréquences et des accords associés pour les stations nationales de radiodiffusion et de télévision de la région africaine émettant dans les bandes d'ondes ultracourtes. Des plans pour l'utilisation, dans cette même région, d'émetteurs de radiodiffusion à ondes longues et à ondes moyennes seront élaborés par une autre conférence qui se réunira dans le courant de l'automne prochain. En vue de l'élaboration de ces plans, d'importants travaux préparatoires ont été effectués par des organismes de l'UIT, le Comité consultatif international des radiocommunications et le Comité international d'enregistrement des fréquences.

78. Une autre activité permanente de l'UIT, la normalisation des équipements et des installations de télécommunications, a fait l'objet d'un grand nombre de réunions de groupes d'experts pendant l'année 1963. Les travaux de l'UIT dans ce domaine revêtent une très grande importance pour les aspects économiques du développement des télécommunications. En voici deux exemples: l'Union a poursuivi ses efforts en vue de faire adopter un système unique de télévision en couleur pour l'ensemble du monde; à la demande de l'UNESCO, elle a préparé et publié des spécifications pour des récepteurs de radio à prix modique, spécialement conçus à l'intention des pays en voie de développement.

79. La participation de l'UIT à la coopération technique s'est grandement développée dans le cadre du PEAT. D'une manière générale, les gouvernements commencent maintenant à comprendre l'importance des télécommunications pour le développement économique; l'assistance technique a mis à la portée d'un grand nombre de pays des installations téléphoniques et des stations de radiodiffusion, souvent dirigées par des techniciens locaux. Il reste certes encore beaucoup à faire avant que

chaque pays du monde dispose de services satisfaisants de téléphone, de radiodiffusion et de télévision; il convient toutefois de faire remarquer que les investissements dans les télécommunications ne constituent pas une charge pour les gouvernements, car une fois installées, celles-ci deviennent une source de recettes.

80. En ce qui concerne les relations avec l'ONU et les autres organisations internationales, la collaboration qui s'est instituée de longue date entre l'UIT et les organisations telles que l'OACI, l'OMM, l'IMCO et l'UNESCO s'est poursuivie en 1963. Au cours des dernières années, l'UIT a conclu des accords spéciaux de coopération avec la CEA et la CEAEO. Il est souhaitable que la collaboration internationale dans le domaine des télécommunications se pratique sur le plan régional; l'UIT n'a pas jusqu'ici été en faveur de la création de bureaux régionaux; par contre, elle a eu fréquemment recours aux commissions économiques régionales en vue d'obtenir leur assistance pour ses programmes de coopération technique. C'est ainsi qu'une réunion d'experts des télécommunications, convoquée par la CEAEO, siège actuellement à Tokyo; d'autre part, en collaboration avec la CEA, l'UIT a entrepris un programme qui vise à créer un réseau de télécommunications couvrant l'ensemble du continent africain. L'UIT espère que l'ONU continuera d'accorder son appui pour de tels projets.

81. Le fait le plus marquant des activités de l'UIT en 1963 a été la Conférence administrative extraordinaire chargée d'attribuer des bandes de fréquences pour les radiocommunications spatiales qui s'est tenue en automne 1963 à Genève et dont les résultats sont décrits dans le troisième rapport de l'UIT sur les télécommunications et les utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique. Ce rapport a été approuvé par le Conseil d'administration au cours du printemps 1964. Il couvre les activités de l'UIT dans le domaine de l'espace extra-atmosphérique du mois de mai 1963 au mois d'avril 1964. Les Actes finals de la Conférence complètent le Règlement international des radiocommunications de 1959, et leurs dispositions auront force de loi internationale dès leur entrée en vigueur en 1965. Ces dispositions représentent sans doute les premiers éléments de droit international spécifiquement applicables à l'espace. La Conférence a attribué des bandes de fréquences pour tous les services de télécommunications spatiales. Une responsabilité considérable a ainsi été conférée à l'UIT, à qui il appartient désormais de décider des priorités à accorder aux différents services de télécommunications spatiales; aussi cette organisation est-elle heureuse de pouvoir compter sur la collaboration d'autres organisations internationales qui s'intéressent aux utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique.

82. Il convient de faire une distinction entre l'utilisation des télécommunications spatiales en général et l'emploi de satellites de télécommunications qui sont destinés à étendre les télécommunications terrestres. Dans le premier cas, le rôle de l'UIT est de caractère général et il est complété par les activités connexes d'autres organismes spécialisés tels que l'OMM, l'OACI, la Fédération internationale d'astronautique et le Comité de la recherche

spatiale. Par contre dans le cas des satellites de télécommunications, l'UIT est seule à intervenir et elle élabore des plans en vue de l'intégration du système des télécommunications par satellites dans le réseau international de télécommunications.

83. La Conférence administrative extraordinaire des radiocommunications spatiales a également adopté un certain nombre de résolutions et de recommandations, dont deux intéressent spécialement les Nations Unies: la recommandation 9-A relative à l'examen des progrès accomplis dans le domaine des radiocommunications spatiales et la recommandation 10-A relative à l'utilisation et au partage des bandes de fréquences attribuées. Les pays intéressés sont libres de choisir leur fréquence dans les limites des bandes qui leur sont attribuées, et il est compréhensible à ce sujet qu'on se réfère aux principes de justice et d'équité. Les deux recommandations soulignent la nécessité d'observer strictement les décisions de la Conférence. L'utilisation rationnelle du spectre des fréquences revêt plus d'importance encore pour les radiocommunications spatiales que pour les radiocommunications terrestres, et les conséquences des interférences y sont infiniment plus graves. Aussi l'utilisation de la radio dans l'espace renforce-t-elle chez les usagers la compréhension du rôle majeur de l'interdépendance et d'une collaboration complète sur le plan international dans l'emploi des radiocommunications. Aussi longtemps qu'une nouvelle conférence internationale sur cette question n'aura pas été réunie, il importe que tous les intéressés se conforment aux décisions de la Conférence, et le représentant de l'UIT exprime l'espoir que le Conseil appuiera son appel à la collaboration dans ce domaine.

84. Si l'on en juge d'après le précédent constitué par un siècle d'expérience en matière de télécommunications terrestres, l'on peut s'attendre à voir les moyens de télécommunications spatiales se construire, se développer et s'intégrer au réseau de télécommunications mondial, dans le cadre d'accords bilatéraux ou multilatéraux, basés sur la réglementation générale et sur les études de planification de l'UIT, et M. Persin exprime l'espoir que pour ainsi dire tous les pays deviendront progressivement parties à de tels accords, qui couvriront ainsi le monde entier.

85. Pour terminer cet aperçu des activités de l'UIT en 1963, le représentant de cette organisation rappelle que 1965 sera l'Année de la coopération internationale. Au cours de l'année en question, l'UIT célébrera son centenaire, c'est-à-dire qu'elle marquera l'achèvement de 100 années de coopération internationale ininterrompue dans le domaine des télécommunications. A cette occasion, l'UIT ne voudrait pas tellement paraître la doyenne d'âge d'une famille hautement diversifiée, mais plutôt un membre d'une communauté internationale bien intégrée sous l'égide de l'Organisation des Nations Unies. L'ONU et plusieurs des institutions spécialisées ont exprimé le désir de s'associer aux manifestations du centenaire. Au nom du Conseil d'administration et du Secrétaire général de l'Union, M. Persin rend hommage à l'esprit de solidarité dont font ainsi preuve les institutions qui relèvent des Nations Unies.

La séance est levée à 18 h 5.



CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Trente-septième session

DOCUMENTS OFFICIELS

Jeudi 23 juillet 1964
à 10 h 50

PALAIS DES NATIONS, GENÈVE

SOMMAIRE

Page

Points 6, 7 et 44 de l'ordre du jour :

Examen général du développement, de la coordination et de la concentration de l'ensemble des programmes et activités de l'Organisation des Nations Unies, des institutions spécialisées et de l'Agence internationale de l'énergie atomique dans les domaines économique et social et dans celui des droits de l'homme

Décennie des Nations Unies pour le développement

- a) Plans de développement et instituts de planification du développement
- b) Institut de formation et de recherche des Nations Unies
- c) Campagne mondiale contre la faim, la maladie et l'ignorance
- d) Classification fonctionnelle des activités durant la Décennie

Campagne mondiale pour l'alphabétisation universelle

Débat général (suite) 99

Président: Sir Ronald WALKER (Australie).

Présents:

Les représentants des Etats suivants, membres du Conseil: Algérie, Argentine, Autriche, Chili, Colombie, Equateur, Etats-Unis d'Amérique, France, Inde, Irak, Japon, Luxembourg, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sénégal, Tchécoslovaquie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Yougoslavie.

Les représentants des Etats suivants, membres supplémentaires des comités de session: Cameroun, Ghana, Indonésie, Iran, Italie, Mexique, République arabe unie, République-Unie du Tanganyika et de Zanzibar.

Les observateurs des Etats Membres suivants: Brésil, Bulgarie, Canada, Finlande, Hongrie, Irlande, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pakistan, Pologne, République centrafricaine, République socialiste soviétique d'Ukraine, Roumanie, Suède, Uruguay, Venezuela.

Les observateurs des Etats non membres suivants: République fédérale d'Allemagne, Saint-Siège, Suisse.

Les représentants des institutions spécialisées suivantes: Organisation internationale du Travail, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, Banque internationale pour la reconstruction et le développement, Fonds monétaire international, Organisation mondiale de la santé, Union postale universelle, Organisation météorologique mondiale, Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime.

Le représentant de l'Agence internationale de l'énergie atomique.

POINTS 6, 7 ET 44 DE L'ORDRE DU JOUR

Examen général du développement, de la coordination et de la concentration de l'ensemble des programmes et activités de l'Organisation des Nations Unies, des institutions spécialisées et de l'Agence internationale de l'énergie atomique dans les domaines économique et social et dans celui des droits de l'homme (E/3867, E/3872 et Add.1 et 2, E/3874, E/3877, E/3878 et Corr.1, E/3880, E/3886 et Corr.1 et Add.1, E/3890 et Add.1, E/3891, E/3892, E/3896, E/3909 et Add.1 et 2, E/3928, E/3946, E/3948)

Décennie des Nations Unies pour le développement

- a) Plans de développement et instituts de planification du développement (E/3923)
- b) Institut de formation et de recherche des Nations Unies (E/3924)
- c) Campagne mondiale contre la faim, la maladie et l'ignorance (E/3911 et Add.1)
- d) Classification fonctionnelle des activités durant la Décennie (E/3886 et Corr.1 et Add.1)

Campagne mondiale pour l'alphabétisation universelle (E/3927)

DÉBAT GÉNÉRAL (suite)

1. M. CLEVELAND (Etats-Unis d'Amérique) déclare que le développement économique et social pose un ensemble de problèmes d'une importance égale à ceux du contrôle des armements, du maintien de la paix et des droits de l'homme. Il estime qu'au fil des années l'on s'est orienté de plus en plus vers une conception d'ensemble de ces problèmes. On se rend mieux compte aujourd'hui qu'il n'y a pas une solution unique mais que le développement est un processus complexe mettant en jeu de nombreux facteurs — capitaux, planification, éducation, politique démographique, institutions, science et technique, etc. — qui tous, à des degrés divers, jouent un rôle important dans les diverses phases du développement et qui sont intimement liés les uns aux autres.

2. Cette prise de conscience de la complexité du problème est allée de pair avec la création, dans le système des Nations Unies, d'un groupe d'institutions internationales qui dépensent actuellement plus d'un milliard de dollars par an pour le développement des pays peu avancés. Le succès qui a couronné leur action prouve à l'évidence que l'humanité est sur la bonne voie. Mais cette action internationale a entraîné une multiplication des tâches et une concurrence entre les techniciens auxquelles il convient de remédier. Pour cette raison, M. Cleveland juge qu'il est nécessaire aujourd'hui d'apporter quatre changements au dispositif grâce auquel les Nations

Unies accomplissent leur œuvre en faveur du développement.

3. Premièrement, les Etats-Unis appuient vigoureusement la proposition du Secrétaire général tendant à la fusion du PEAT et du Fonds spécial en un programme unique des Nations Unies pour le développement (voir E/3850). Grâce à cette fusion, l'ensemble des activités des Nations Unies en matière d'assistance technique et de préinvestissement relèveront d'un seul et même système. Deuxièmement, les Etats-Unis constatent avec satisfaction que le Secrétariat a réalisé des progrès notables en ce qui concerne le recrutement de personnes hautement qualifiées pour remplir les fonctions de représentants résidents des Nations Unies dans les pays en voie de développement. Il est de la plus haute importance que les représentants résidents soient en mesure d'aider ces pays à coordonner et à lier de façon constructive à leur objectifs de développement les diverses formes d'aide qu'ils reçoivent des organismes des Nations Unies. C'est pourquoi il est nécessaire de renforcer leur rôle à mesure que l'aide des Nations Unies augmentera. Troisièmement, les moyens d'exécution font gravement défaut dans deux domaines, celui du développement industriel et celui de l'habitation, qui touchent à de nombreux autres secteurs, et ce serait une grave erreur de les séparer de l'ensemble du processus de développement en créant des organismes indépendants. Il conviendrait plutôt de renforcer le Centre de développement industriel et de créer un centre de l'habitation, de la construction et de la planification. L'action de ces deux centres serait en rapport étroit avec le nouveau programme de développement. Quatrièmement enfin, l'intérêt que les Nations Unies attachent aux rapports entre le commerce international et le développement économique devrait entrer dans le domaine des institutions. La Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement a recommandé la création de nouveaux organes afin que puissent être étudiés de façon détaillée et suivie les obstacles qui entravent l'expansion du commerce des pays en voie de développement. Comme la Conférence elle-même l'a proposé, ces nouveaux organes devraient faire partie intégrante de l'Organisation des Nations Unies.

4. Dans le réseau complexe des organismes internationaux de développement, le Conseil économique et social a pour rôle d'assurer la cohésion et le bon fonctionnement du vaste appareil qui a été mis en place et qui ne cesse de se développer. Comme le Secrétaire général l'a rappelé à la 1326^e séance, le Conseil est à la fois un organe directeur et un organe de coordination. De ce double point de vue, des progrès importants ont été accomplis. Néanmoins, le moment est venu d'entreprendre un examen critique du fonctionnement du Conseil, ainsi que le Secrétaire général l'a proposé.

5. En ce qui concerne la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, l'orateur constate que les nations industrialisées absorbent la plus grande part du commerce mondial et que la tendance à développer le commerce dans les secteurs où il est déjà profitable a eu pour effet d'amener de nombreux pays en voie de développement à concentrer leur production sur un nombre relativement réduit de biens d'exportation. Il

exprime l'espoir que ces pays trouveront le moyen de diversifier leurs exportations afin d'accélérer leur développement économique.

6. Les Etats-Unis souhaitent l'accroissement des échanges entre les pays industrialisés et les pays en voie de développement, car ils estiment que le commerce est un des principaux facteurs de la croissance économique. C'est pourquoi ils désirent voir les Nations Unies créer un dispositif pratique dans le domaine du commerce international. Un problème se pose ici : lorsqu'on envisage le commerce en fonction du développement, on touche à des questions qui mettent en cause les affaires intérieures de chaque pays. Le dispositif qui sera établi ne sera efficace que si le dialogue qu'il permettra d'instaurer entre les pays en voie de développement et les pays industrialisés influe sur les politiques nationales. D'autre part, il ne suffira pas que les pays majoritaires recommandent aux pays minoritaires de modifier leur politique commerciale. Il serait donc dangereux de voter prématurément sur des propositions unilatérales. Les deux groupes, celui des pays en voie de développement et celui des pays industrialisés, doivent s'entendre pour modifier leurs politiques respectives au bénéfice de tous. Les Etats-Unis se félicitent de l'unité dont les pays peu avancés ont fait preuve lors de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement. Ils partagent l'impatience de ces pays devant le problème du sous-développement; mais la coopération internationale pour le développement économique serait impossible si elle devait être conçue comme un affrontement entre les pauvres et les riches. Cette coopération étroite de laquelle dépend le progrès économique et social risque de se rompre faute d'un dispositif qui permette aux deux groupes d'étudier leurs problèmes communs dans un esprit de compréhension mutuelle. Le Comité spécial, nommé par le Secrétaire général conformément à la recommandation de la Conférence (voir E/CONF.46/139, annexe A.V.1, par. 25), se réunira prochainement pour examiner les méthodes qui pourront être adoptées à cette fin. En attendant l'issue de cette réunion, il est nécessaire d'aller de l'avant. Dans le cadre des négociations entre les Parties contractantes au GATT tendant à réduire les tarifs douaniers et les autres obstacles au commerce, les Etats-Unis se proposent de mettre l'accent sur le commerce des produits particulièrement importants pour les pays en voie de développement.

7. En conclusion, M. Cleveland dit son espoir de voir le monde, trop longtemps déchiré, entrer dans une ère de collaboration fructueuse. Il se déclare convaincu que cette collaboration permettra de remporter une victoire définitive dans la lutte contre la pauvreté.

8. M. MAHEU (Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture), présentant le rapport de l'UNESCO (E/3896), rappelle qu'il avait signalé à la trente-sixième session (1275^e séance) l'accroissement des activités de l'UNESCO, la transformation de ses méthodes de travail et la complexité de plus en plus grande de ses relations avec les autres institutions des Nations Unies. Ces trois phénomènes, qui sont liés à l'action croissante de l'UNESCO en faveur des pays en voie de développement,

se sont accentués en 1963 et l'on peut affirmer aujourd'hui que l'Organisation entre dans une nouvelle phase de son existence.

9. Les activités de l'UNESCO couvrent actuellement trois domaines principaux : l'éducation, l'application de la science au développement et la lutte contre l'analphabétisme.

10. Depuis 1960, l'UNESCO donne la priorité à l'éducation; ses efforts se sont concentrés surtout sur la planification de l'enseignement. Cette planification est envisagée non pas isolément, mais en relation étroite avec la planification générale du développement. L'action de l'UNESCO dans ce secteur suit trois directions principales. D'abord, elle s'efforce d'aider les Etats membres à établir des plans cadres qui sont en quelque sorte des indications d'objectifs projetés sur une durée variable. Elle organise à cet effet dans diverses parties du monde des conférences groupant des éducateurs et des économistes. En outre, sur le plan national, elle aide les Etats membres à établir la structure et le mécanisme de la planification et aussi de l'administration, car une planification qui n'est pas soutenue par une administration reste théorique et suscite de vains espoirs. Enfin, à l'échelon international, les travaux de l'UNESCO visent à promouvoir la recherche et la formation de spécialistes.

11. Depuis juillet 1963, un Institut international de planification de l'enseignement fonctionne dans le cadre de l'UNESCO, tout en conservant son autonomie. Cet institut travaille en collaboration avec les centres régionaux de planification.

12. L'action de l'UNESCO dans le secteur de la planification est appelée à servir de base à son œuvre en matière d'éducation. Elle permet en effet d'établir un ordre de priorité pour les programmes d'assistance bilatérale et multilatérale et elle facilite la collaboration avec les autres organismes internationaux.

13. A ce propos, M. Maheu signale l'accord intervenu récemment entre l'UNESCO et la BIRD. Cet accord est un événement dans le domaine de la coopération internationale. Il montre que la BIRD a décidé d'étendre son action à l'éducation, ce qu'elle reconnaît que l'homme est l'agent essentiel du développement comme il en est l'objet et la fin. Il signifie que, dans le domaine des investissements, la BIRD joue en quelque sorte le rôle de pilote, cet accord encouragera sans doute d'autres institutions à collaborer aux projets relatifs à l'éducation.

14. L'UNESCO consacre aussi une grande partie de ses ressources et de ses efforts au progrès de la science et à l'application de la science au développement. La Conférence des Nations Unies sur l'application de la science et de la technique dans l'intérêt des régions peu développées a été pour l'UNESCO l'occasion d'élargir ses activités dans le domaine scientifique. Cela a entraîné une réorganisation du secrétariat dans ce secteur. Deux départements ont été créés : l'un est chargé d'organiser la coopération internationale pour l'avancement de la science, l'autre s'occupe de l'application de la science au développement; tous deux travaillent en étroite collaboration et sous une seule direction. Avec l'approbation du Conseil exécutif, une proposition sera présentée à la Conférence générale de l'UNESCO tendant à augmenter

de 57% le budget de l'Organisation pour le domaine scientifique. L'UNESCO abandonne la politique qu'elle avait suivie pendant assez longtemps de ne pas accorder de priorité à l'une ou l'autre de ses diverses activités. Elle accentue maintenant ses efforts dans les domaines de l'éducation et de la science.

15. Tous les pays en voie de développement ont un problème d'organisation en ce qui concerne la science. En effet, ce n'est que lorsque la science est implantée dans un pays que ce pays franchit le seuil qui sépare le sous-développement du développement. Or l'implantation de la science ne peut pas s'improviser. C'est pourquoi l'UNESCO s'efforce, au moyen de publications et de conférences régionales qui mettent en présence des éducateurs et des économistes, d'aider les pays à établir des programmes scientifiques. En outre, elle procède à des études scientifiques sur les problèmes dont les solutions conditionnent l'exploitation des ressources naturelles. Ces études et ces conférences devront être couronnées par la création d'instituts de recherche, soit régionaux, soit sous-régionaux, selon l'ampleur des problèmes. Enfin, l'UNESCO s'intéresse également à la formation de cadres techniques supérieurs dans les divers pays et espère qu'il sera possible, en collaboration avec l'Organisation des Nations Unies, d'organiser des centres de formation technologique supérieure. Il va de soi que l'UNESCO désire poursuivre ses activités en étroite collaboration avec les autres organisations. Elle attache beaucoup d'importance aux propositions formulées par le CAC et le Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement. Elle recourra volontiers aux avis de ces deux organes pour assurer la coordination de ses efforts avec ceux des autres institutions des Nations Unies.

16. Le domaine de la coopération scientifique internationale pour l'avancement de la science retient également l'attention de l'UNESCO. Le programme océanographique est en plein essor, et l'on prépare actuellement un programme à long terme d'hydrologie scientifique.

17. Les programmes consacrés à l'éducation et à l'application de la science au développement ont pour but de contribuer à réduire la distance entre les pays en voie de développement et les pays développés. Toutefois, ces efforts seraient vains, ou du moins insuffisants, s'il subsistait à l'intérieur des pays la différence profonde qui sépare ceux qui savent lire et écrire des analphabètes. C'est pourquoi l'UNESCO a demandé que la question de la Campagne mondiale pour l'alphabétisation universelle soit inscrite à l'ordre du jour du Conseil économique et social. Le rapport de l'UNESCO sur cette question (E/3927) relate les faits importants survenus depuis que l'Assemblée générale a adopté, à l'unanimité, le principe de cette campagne. Ce rapport indique que l'UNESCO a procédé à un nombre considérable de consultations. La question a également figuré à l'ordre du jour de diverses réunions régionales et elle a fait l'objet d'un examen approfondi par la Conférence régionale sur la planification et l'organisation des programmes d'alphabétisation en Afrique, qui s'est tenue à Abidjan en mars 1964. Les résultats obtenus sont très encourageants : les gouvernements accordent une importance

primordiale à la lutte contre l'analphabétisme qui est désormais inscrite dans la perspective du développement économique des pays. Les secteurs économiques déjà organisés, les coopératives et les syndicats par exemple, participeront à cette campagne. D'autre part, l'UNESCO a établi un programme expérimental d'alphabétisation massive qui sera exécuté dans huit pays et qui constituera la première étape vers le lancement d'une campagne mondiale éventuelle.

18. En terminant, M. Maheu remercie le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies de l'appui chaleureux qu'il a bien voulu donner à ce programme expérimental. Il remercie également de leur collaboration les dirigeants du Fonds spécial, du PEAT, du FISE et du Programme alimentaire mondial, et il exprime l'espoir que le Conseil voudra bien approuver ce programme et en recommander l'adoption à l'Assemblée générale.

19. M. REVOL (France) dit que, les années précédentes, la délégation française attendait avec appréhension l'examen général des activités de l'ONU et des institutions spécialisées, dont elle craignait le caractère routinier. Mais les circonstances de la session en cours ont modifié la situation. Les suggestions formulées par la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement posent des problèmes institutionnels qui sont de nature à modifier les relations entre les organisations appartenant au système des Nations Unies et qui doivent inciter le Conseil à un véritable examen de conscience. De plus, le Secrétaire général est intervenu en personne à deux reprises pour marquer l'importance des problèmes étudiés par le Conseil. La délégation française pense donc faire preuve de réalisme en procédant à une revue d'ensemble des moyens et des méthodes à adopter pour coordonner les activités.

20. M. Revol rappelle qu'au début, l'ONU a dû favoriser la création progressive d'institutions spécialisées auxquelles elle a confié des tâches techniques. Le Conseil a créé alors le Comité administratif de coordination (CAC). L'évolution de la coopération internationale a multiplié les besoins, qui ont entraîné une augmentation des demandes à satisfaire. On a tenté de résoudre le problème en créant des organes nouveaux, parant ainsi au plus pressé, mais on a seulement résolu des cas d'espèce en négligeant l'ensemble. Il en est résulté une construction disparate qui entraîne un gaspillage incontestable des moyens disponibles. Ces moyens, demeurant à peu près les mêmes, sont devenus de moins en moins efficaces. Cependant, comme le Secrétaire général l'a rappelé, le Conseil demeure plus que jamais le seul organe central à compétence universelle, à la fois économique et sociale, autour duquel peuvent s'organiser comités et commissions.

21. Quels sont les moyens dont le Conseil dispose pour assurer la coordination ? Au début, il a dû se contenter du seul CAC. La délégation française reconnaît la valeur de cet organe. Elle a la satisfaction de constater que le Secrétaire général a pu organiser une réunion de ce Comité, du bureau du Conseil et du Président du Comité de coordination du Conseil; elle espère que cette réunion marquera le début d'une coordination encore plus étroite.

22. Le Comité spécial de coordination créé par la résolution 920 (XXXIV) du Conseil est venu renforcer le dispositif; il s'efforce de faciliter les relations de travail qui existent entre le Conseil et le CAC. Pourquoi, au moment où il semble chercher sa voie, ne deviendrait-il pas un organe qui établisse une sorte de lien fonctionnel entre le Conseil, organe intergouvernemental, et le CAC, organe interinstitutionnel ?

23. Le Conseil ne doit cependant pas oublier que c'est à lui-même qu'incombe la responsabilité globale de la coordination et que ses organes subsidiaires ne peuvent l'en décharger qu'en partie; la coordination deviendra peut-être sa tâche essentielle. Il est normal que le Conseil multiplie son action par l'intermédiaire des organes qui lui sont rattachés, en même temps qu'il utilise leurs travaux pour dégager les grands courants de l'évolution économique et sociale.

24. C'est dans cette perspective que se placent les observations faites par le Secrétaire général en présentant l'*Etude sur l'économie mondiale, 1963* à la 1320^e séance. Il a dit notamment que le Conseil économique et social, centre d'un réseau d'organismes, est appelé à harmoniser programmes et activités et que la création du Conseil du commerce et du développement pourrait renforcer le système, à condition que l'on parvienne à l'intégrer dans les mécanismes existants. Il pourrait être utile d'adapter les organes existants et futurs de manière qu'un organe subsidiaire desserve à la fois le Conseil économique et social et le Conseil du commerce et du développement. Telle est la base d'action future que le Comité de coordination du Conseil économique et social devrait étudier plus à fond, afin que le Conseil lui-même puisse se consacrer aux questions majeures et s'en remettre à ses organes subsidiaires de ce qui touche aux domaines techniques.

25. A côté de cette coordination centralisée, il serait utile de procéder à une coordination par centres d'intérêt. La délégation française pense notamment au Centre de développement industriel, dont le rapport du CAC (E/3886 et Corr.1 et Add.1) montre l'importance grandissante et dont l'existence impose une coopération plus étroite aux institutions spécialisées à divers stades de leurs travaux. Elle pense aussi au Centre de mise en valeur des ressources hydrauliques, auquel elle attache beaucoup d'importance. Le CAC semble souhaiter la disparition de cet organisme qui serait remplacé par un système de réunions entre organisations sous forme d'un sous-comité du CAC. La délégation française envisage cette perspective avec appréhension, mais, pour autant que les ressources hydrauliques continuent à faire l'objet d'une action concertée et coordonnée, elle ne se refusera pas à examiner d'autres formules concevables. Quoi qu'il en soit, de tels centres de coordination pratique dans des secteurs déterminés permettraient de résoudre les problèmes nouveaux et rendraient certainement des services dans des domaines tels que ceux de l'habitation et de l'application de la science et de la technique au développement.

26. M. Revol aborde ensuite deux questions qui ont retenu particulièrement l'attention de la délégation française. Il s'agit en premier lieu des interférences entre des sujets communs ou complémentaires dont l'étude

exige des institutions spécialisées une collaboration permanente reposant sur des accords que le Conseil économique et social peut conclure avec les institutions spécialisées. Reprenant une idée exprimée par le Secrétaire général devant le CAC, la délégation française se demande s'il ne serait pas judicieux de s'assurer du bon fonctionnement de ces accords et de demander au Secrétaire général de présenter au Conseil des observations à ce sujet lors de la prochaine session d'été.

27. D'autre part, le Conseil pourrait peut-être conseiller l'Assemblée générale sur certaines décisions touchant le budget annuel de l'Organisation. A cette fin, il conviendrait que des renseignements complets d'ordre budgétaire soient inclus dans le programme de travail présenté au Conseil. Cette procédure exigerait que le Secrétaire général établisse en temps utile un projet intégré de programme et de budget et elle donnerait au Conseil une impulsion nouvelle en matière de coordination.

28. La délégation française ne s'étendra pas longuement sur les rapports annuels des institutions spécialisées, mais elle tient à souligner que le Conseil ne peut se substituer aux organes directeurs des institutions. Elle tient à marquer l'intérêt que son gouvernement attache à leurs activités et, dans la mesure où ces activités se rattachent à un ensemble plus vaste, elle pense que le Conseil manquerait à sa mission s'il ne portait pas un jugement d'ensemble sur leur orientation en présence des directeurs généraux de ces institutions.

29. On constate d'abord une tendance croissante des institutions spécialisées à devenir les agents d'exécution de programmes extérieurs. Cette évolution est inévitable dans la mesure où les institutions spécialisées sont de plus en plus sollicitées sur le terrain. Il ne faudrait cependant pas que cette orientation les incite à multiplier les activités qui ne se rattachent qu'indirectement à leur mission fondamentale : la prestation de services notamment ne doit pas se faire au détriment de cette mission. L'accord conclu entre la BIRD et l'UNESCO, dont vient de parler le Directeur général de cette dernière institution, ouvrira peut-être une voie nouvelle à cet égard.

30. D'autre part, la délégation française appelle l'attention des institutions spécialisées et du Conseil sur une tendance générale. Les institutions spécialisées absorbent une partie importante et croissante des ressources annuelles mises à la disposition des organismes internationaux par les Etats membres, soit environ 110 millions de dollars, alors que le budget de l'Organisation des Nations Unies s'élève à 101 millions de dollars. Leur dépenses, qui n'atteignaient que 60,5 millions de dollars en 1959, ont presque doublé en cinq ans. Certes, l'augmentation n'est pas uniformément répartie et elle est surtout le fait des quatre grandes institutions. Le budget de l'OMS, en six ans, est passé de 6,5 à 34 millions de dollars, soit un accroissement de 11 à 12 % par an; le budget de l'OIT est passé de 6 à 17 millions de dollars; celui de l'UNESCO, de 9 à une vingtaine de millions de dollars; celui de la FAO, de 5 à plus de 19 millions de dollars. Dans les autres institutions, l'augmentation a été plus modérée, encore qu'elle ait été rapide pour l'OMM et l'IMCO qui sont de création plus récente. Dans le même temps, les effectifs du personnel des institutions

spécialisées augmentaient de 15 %, alors que l'accroissement était de 5 % à l'Organisation des Nations Unies. La délégation française, que cette situation préoccupe, est sensible aux efforts que déploient les institutions pour essayer de se limiter, comme à ceux du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires. Elle doute de l'efficacité d'une limitation systématique des budgets et elle croit pouvoir formuler avec prudence deux suggestions de procédure : d'une part, pour faciliter l'examen et la comparaison des budgets, il serait souhaitable que les budgets de toutes les institutions spécialisées soient présentés de façon identique ou analogue; d'autre part, les institutions devraient s'inspirer de l'exemple de celle d'entre elles qui est dotée d'un conseil permanent assisté d'un comité financier permanent, lesquels peuvent examiner les mesures budgétaires au stade même de la préparation. Quelques mesures de cette nature permettraient d'améliorer la situation qui a conduit la France à se prononcer contre le budget des institutions spécialisées, sans que cette prise de position signifie un jugement défavorable sur l'activité des institutions.

31. M. Revol aborde ensuite des problèmes importants pour son pays et dont le Conseil s'occupe dans le cadre de la Décennie pour le développement. En premier lieu, pour résoudre le conflit entre l'augmentation des besoins et la stagnation des ressources, le Conseil a déjà adopté nombre de résolutions définissant des domaines prioritaires. Le CAC a présenté un projet de classification fonctionnelle des activités (E/3886/Add.1, annexe I). La liste proposée semble rationnelle et bien étudiée. La délégation française est en mesure d'y souscrire, sous réserve de remarques de détail qu'elle fera devant le Comité de coordination; d'autre part, elle rappelle la résolution 1797 (XVII) de l'Assemblée générale sur la nécessité de suivre une politique intégrée en matière de programmes et de budget. Enfin, le CAC a fait, dans un rapport objectif, des propositions concernant l'évaluation des programmes (E/3886, section V) : son jugement sur la difficulté de mettre au point une évaluation des programmes est partagé par la délégation française. Il serait préférable de se fixer d'abord un objectif modeste, par voie de projets pilotes, et à partir de cette première enquête on verrait s'il convient de suivre la même voie pour créer un mécanisme permanent d'évaluation. Au reste, pourquoi ne prierait-on pas les gouvernements bénéficiaires de tenir le Conseil au courant des résultats pratiques de l'aide reçue de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées ?

32. En ce qui concerne les instituts de planification, la France a toujours considéré que la formation de cadres, à tous les échelons, était une condition nécessaire pour que les pays jeunes puissent avancer dans la voie du développement et former des élites qui élaboreront un plan de développement national compte tenu des conditions propres à chaque pays. Elle est disposée à faire profiter les instituts nationaux et régionaux, ainsi que les Etats, de son expérience, étant entendu que les gouvernements conservent la responsabilité pleine et entière du choix. Dans le même souci de formation concrète s'inscrivent les réserves de la France concernant l'institut de forma-

tion et de recherche des Nations Unies, dont la création est projetée.

33. Au sujet de la Campagne mondiale contre la faim, la maladie et l'ignorance, la délégation française a écouté avec intérêt l'intervention du représentant du Royaume-Uni à la 1326^e séance. Tout en souscrivant aux motifs qui ont inspiré cette initiative, d'autant plus qu'elle semblait émaner d'organisations vraiment non gouvernementales, et ayant pris connaissance du rapport objectif du Secrétaire général (E/3911 et Add.1), elle persiste à se demander si la multiplication d'entreprises de ce genre ne nuit pas, en fin de compte, aux buts poursuivis.

34. La notion de développement, trop souvent présentée sous son aspect économique, concerne en réalité les hommes, et l'amélioration de la vie humaine est un but valable qui justifie des sacrifices. Les facteurs économiques, humains et sociaux sont intimement liés dans l'œuvre que doit accomplir l'Organisation des Nations Unies et pour laquelle le Conseil est le seul à avoir la compétence sociale et économique nécessaire et à garder, sous l'autorité de l'Assemblée générale, une vue globale des problèmes de développement.

35. M. RIDGE (Union postale universelle) déclare que le Directeur de l'Union, retenu par des engagements urgents, regrette de ne pouvoir assister à la réunion du Conseil.

36. L'UPU s'occupe des services postaux internationaux, et sa mission consiste avant tout à assurer l'application des traités postaux et l'échange de renseignements entre les pays membres concernant les services de toute sorte, ainsi qu'à faire des études sur les moyens d'améliorer les services. C'est une tâche permanente, dont l'importance augmente à mesure que le monde s'élargit, comme en témoigne le rapport de l'UPU (E/3867).

37. M. Ridge traitera plus particulièrement des relations entre l'UPU et les autres organisations des Nations Unies. L'année 1963 a présenté trois traits principaux. La coopération dans les domaines techniques s'est poursuivie avec les autres institutions spécialisées, avec l'OOACI sur les aspects opérationnels et financiers de la poste aérienne, avec l'AIEA et avec l'OMS sur le transport de diverses substances. En 1963, l'UPU a terminé le travail qu'elle avait entrepris pour appliquer à son personnel le régime commun des Nations Unies, ce qui

l'a mise en rapport avec les administrateurs de l'Organisation des Nations Unies auxquels elle exprime sa reconnaissance. Enfin, l'année 1963 a été importante parce que c'est la première où l'UPU a participé directement à un vaste programme d'assistance technique. Depuis longtemps, elle fournissait une assistance technique dans le cadre d'accords bilatéraux, mais ce n'était pas suffisant. Cette nouvelle entreprise sera d'un immense intérêt pour les pays en voie de développement, dont la plupart doivent se constituer des administrations postales. Il importe de souligner qu'en 1963 l'UPU a admis sept nouveaux pays, ce qui porte à 124 le nombre de ses membres.

38. Le cinquième Congrès postal universel vient de se tenir à Vienne. Il a entrepris de reviser toutes les dispositions constitutionnelles de l'Union concernant les services postaux et autres. Il a élaboré neuf traités internationaux renfermant non seulement des dispositions juridiques, mais encore des règlements techniques détaillés. La somme de travail réalisée par le Congrès a été immense, malgré des difficultés d'ordre politique, les unes prévues (comme celles qui concernaient l'Afrique du Sud et d'autres pays), les autres inattendues et suscitées par la refonte de la constitution qui a notamment posé le problème du statut des pays coloniaux.

39. Sur le plan technique, le Congrès a accepté une recommandation concernant les dimensions normalisées des lettres, en prévision du moment où le tri du courrier s'effectuera par machines électroniques. Il faut espérer que, lors du prochain Congrès, qui se tiendra dans cinq ans, les dispositions de la recommandation deviendront obligatoires.

40. Enfin, le Congrès a manifesté un vif intérêt pour l'intensification de l'assistance technique apportée par l'UPU aux nouveaux Etats et il a indiqué, dans la nouvelle constitution, que cette assistance est pour l'Union un devoir et une activité permanente. Il a également prévu l'étude de la possibilité de former les fonctionnaires des administrations postales des pays en voie de développement, approuvé des études sur des questions techniques comme la mécanisation des opérations postales et recommandé une trentaine d'études sur des questions administratives.

La séance est levée à 13 h 15.

SOMMAIRE

Page

Points 6, 7 et 44 de l'ordre du jour :

Examen général du développement, de la coordination et de la concentration de l'ensemble des programmes et activités de l'Organisation des Nations Unies, des institutions spécialisées et de l'Agence internationale de l'énergie atomique dans les domaines économique et social et dans celui des droits de l'homme

Décennie des Nations Unies pour le développement

- a) Plans de développement et instituts de planification du développement
- b) Institut de formation et de recherche des Nations Unies
- c) Campagne mondiale contre la faim, la maladie et l'ignorance
- d) Classification fonctionnelle des activités durant la Décennie

Campagne mondiale pour l'alphabétisation universelle

Débat général (suite) 105

Président: Sir Ronald WALKER (Australie).

Présents:

Les représentants des Etats suivants, membres du Conseil: Algérie, Argentine, Australie, Autriche, Chili, Colombie, Equateur, Etats-Unis d'Amérique, France, Inde, Irak, Japon, Luxembourg, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sénégal, Tchécoslovaquie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Yougoslavie.

Les représentants des Etats suivants, membres supplémentaires des comités de session: Cameroun, Ghana, Indonésie, Iran, Italie, Mexique, République arabe unie, République-Unie du Tanganyika et de Zanzibar.

Les observateurs des Etats Membres suivants: Brésil, Bulgarie, Cuba, Finlande, Hongrie, Irlande, Jordanie, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pakistan, République centrafricaine, Suède, Uruguay.

Les observateurs des Etats non membres suivants: République fédérale d'Allemagne, Suisse.

Les représentants des institutions spécialisées suivantes: Organisation internationale du Travail, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, Banque internationale pour la reconstruction et le développement, Fonds monétaire international, Organisation mondiale de la santé, Union postale universelle, Organisation météorologique mondiale.

Le représentant de l'Agence internationale de l'énergie atomique.

POINTS 6, 7 ET 44 DE L'ORDRE DU JOUR

Examen général du développement, de la coordination et de la concentration de l'ensemble des programmes et activités de l'Organisation des Nations Unies, des institutions spécialisées et de l'Agence internationale de l'énergie atomique dans les domaines économique et social et dans celui des droits de l'homme (E/3867, E/3872 et Add.1 et 2, E/3874, E/3877, E/3878 et Corr.1, E/3880, E/3886 et Corr.1 et Add.1, E/3890 et Add.1, E/3891, E/3892, E/3896, E/3909 et Add.1 et 2, E/3928, E/3946, E/3948)

Décennie des Nations Unies pour le développement

- a) Plans de développement et instituts de planification du développement (E/3923)
- b) Institut de formation et de recherche des Nations Unies (E/3924)
- c) Campagne mondiale contre la faim, la maladie et l'ignorance (E/3911 et Add.1)
- d) Classification fonctionnelle des activités durant la Décennie (E/3886 et Corr.1 et Add.1)

Campagne mondiale pour l'alphabétisation universelle (E/3927)

DÉBAT GÉNÉRAL (suite)

1. M. PAVLIK (Tchécoslovaquie) dit que les points en discussion sont non seulement très importants, mais aussi extrêmement complexes. Il ne faut guère s'en étonner puisque, comme le Secrétaire général l'a dit à la 1326^e séance, l'élargissement de la composition de l'Organisation des Nations Unies et l'augmentation des activités de l'Organisation ont forcément accru l'importance et la diversité des problèmes à résoudre. La complexité et la diversité des problèmes ressortent nettement des rapports des institutions spécialisées sur leurs travaux. Ces institutions ont entrepris avec succès de nombreuses activités qui, chacune à sa manière, contribueront au progrès de l'humanité et à l'édification d'un avenir meilleur pour tous.

2. Ces objectifs ne sauraient être atteints par une action unique; il faudra améliorer les conditions économiques et sociales par un processus continu. La délégation tchécoslovaque est persuadée que les activités des institutions spécialisées contribuent à l'amélioration durable de ces conditions. Elle se félicite tout particulièrement de l'élaboration et de la mise en œuvre de projets qui visent à supprimer l'analphabétisme, à relever le niveau de l'enseignement, à former des travailleurs et à garantir le plein emploi. Elle se plaît à constater aussi que l'on ne se contente pas d'admirer les grandes innovations de la science et de la technique, mais qu'on étudie sérieusement

la possibilité d'utiliser ces nouveaux progrès pour le bien-être de l'humanité, et que l'on envisage des mesures concrètes afin d'améliorer notamment les conditions de logement, l'hygiène et la santé publique en général.

3. Les débats ont déjà montré clairement la corrélation étroite qui existe entre les problèmes scientifiques, techniques, sanitaires, sociaux, etc., et les répercussions de ces problèmes sur le développement économique et social général de l'humanité. Ils ont également fait ressortir à quel point des problèmes qui ne sont pas résolus peuvent ralentir le progrès économique et social. De ce point de vue, il n'est donc que logique que les principales tâches de l'ONU et du Conseil reposent de plus en plus sur les activités des institutions spécialisées. La délégation tchécoslovaque a pu constater, d'après les déclarations faites par les représentants des institutions spécialisées, que celles-ci sont pleinement conscientes de leurs responsabilités. Il est cependant un point que M. Pavlik tient à souligner : l'ONU devrait consacrer une part importante de son activité à établir des conditions propices à un développement économique et social libre et indépendant dans les anciens territoires coloniaux. L'action coordonnée de l'ONU devrait tendre tout entière à la décolonisation, afin d'affranchir les Etats libres d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine de cette dépendance coloniale vis-à-vis de l'économie et de l'administration de leurs anciennes métropoles.

4. On voit, par les statistiques du produit intérieur brut qui ont été présentées à la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (voir E/CONF.46/67), que la croissance économique des pays en voie de développement ne permet guère d'espérer que les objectifs de la Décennie des Nations Unies pour le développement seront atteints. D'ailleurs, les objectifs qui ont été fixés pour cette Décennie sont insuffisants; ils ne signifient que le maintien, voire l'aggravation, de l'écart économique qui existe entre les pays en voie de développement et les pays industrialisés. L'expérience a donc prouvé que la Décennie du développement a joué un rôle plus important en tant qu'idée qu'en tant que force agissante. S'il en est ainsi, c'est parce qu'elle n'a pas toujours été orientée vers la liquidation accélérée des séquelles du colonialisme, vers la création d'une nouvelle structure économique nationale dans les anciens pays sous-développés ou vers la mobilisation la plus rationnelle de toutes les ressources du développement.

5. Quoi qu'il en soit, les besoins croissants des pays en voie de développement ont fait naître toute une série d'initiatives importantes destinées à améliorer le sort de ces pays. Parmi ces initiatives, il convient de citer la Conférence des Nations Unies sur l'application de la science et de la technique dans l'intérêt des régions peu développées, la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement et la création de centres de planification industrielle. A cet égard, la délégation tchécoslovaque a entendu avec intérêt le représentant du Royaume-Uni déclarer au Conseil (1326^e séance) que son gouvernement attachait une grande importance aux mesures prises par l'ONU pour favoriser l'industrialisation des pays en voie de développement. Elle aussi attache une extrême importance à cette question, mais, à la

différence du représentant du Royaume-Uni, elle estime que, pour la traiter convenablement, il faudrait apporter certaines modifications institutionnelles au système de l'ONU, en créant par exemple une institution spéciale.

6. Il faudrait s'efforcer de traduire ces idées et ces idéaux dans des programmes réalistes et concrets assurant la bonne exécution des activités que le Conseil aura approuvées dans le cadre des programmes et des conférences. A cet égard, tout programme de développement ayant pour objectif d'affranchir l'humanité de la faim, de la maladie et de l'ignorance ne saurait revêtir la forme d'une courte campagne comprenant des activités éparses insuffisamment liées par un objectif commun. C'est la raison pour laquelle la délégation tchécoslovaque approuve la proposition du Secrétaire général de dresser une sorte d'inventaire en vue de déterminer ce que l'assistance de l'ONU a déjà permis de faire pour construire un avenir meilleur et ce qu'il reste encore à accomplir. La délégation tchécoslovaque est persuadée qu'en dressant un inventaire de ce genre, on aboutira logiquement à l'adoption d'un programme de développement coordonné ayant un objectif unique, à savoir la décolonisation économique et sociale et la liquidation de toutes les séquelles du colonialisme. Le Gouvernement tchécoslovaque appuiera sans réserve l'élaboration et l'exécution d'un tel programme et participera activement à toutes les activités orientées vers cet objectif, qu'il s'agisse d'assistance technique, de coordination des activités économiques et sociales de l'ONU, d'industrialisation des pays en voie de développement ou de relèvement de la production agricole dans d'anciens territoires coloniaux.

7. M. TETANG (Cameroun) félicite le Directeur général de l'UNESCO de sa remarquable intervention (1328^e séance). Le problème que le Conseil examine actuellement est d'importance capitale. M. Tétang a déjà eu l'occasion de dire, à propos de l'assistance technique, que le problème du développement est avant tout un problème des ressources humaines. L'Afrique est lamentablement pauvre en techniciens qualifiés; l'assistance technique est, pour les pays de ce continent, le seul moyen qui leur permette de résoudre leurs problèmes urgents. Naturellement, ce n'est là qu'un palliatif et il faudra bien finalement remplacer les experts de l'assistance technique par du personnel national compétent. Les projets de formation entrent dans la catégorie des investissements à long terme; or, le développement exige non seulement des experts hautement qualifiés mais aussi des personnes de rang plus modeste qui soient à même d'enseigner à d'autres ce que les experts leur ont appris sur des opérations simples mais d'importance primordiale. D'ailleurs, même à cet humble niveau, les demandes des pays en voie de développement dépassent largement les ressources.

8. Les pays africains savent bien que l'industrialisation suppose un transfert de population du secteur agricole au secteur industriel et qu'elle nécessite un relèvement de la productivité de l'agriculture. Autrement dit, il faudra augmenter la production par ouvrier grâce à l'emploi de méthodes agricoles perfectionnées; dans ces conditions, il sera indispensable que tous les intéressés reçoivent une formation adéquate afin qu'ils puissent assimiler les conseils qui leur sont donnés.

9. Le Directeur général de la FAO (1326^e séance) a décrit la situation alimentaire mondiale et déclaré que, pour répondre aux besoins d'une population rapidement croissante, il faut que la production agricole double d'ici 1980 et triple d'ici l'an 2000, une partie importante de cet accroissement devant être le fait des pays en voie de développement. Or, réduits à eux-mêmes, les pays en voie de développement ne peuvent pas grand-chose. Ils ont déjà accompli certains progrès et, malgré l'augmentation régulière de leur population, ce dont ils souffrent maintenant, c'est moins de la faim que de la malnutrition : d'ailleurs, la production des denrées alimentaires de base a augmenté au même rythme que l'accroissement démographique et les superficies cultivées se sont étendues. A cet égard, le problème des disponibilités en terres arables n'est pas imaginaire; il ne s'agit pas d'un problème isolé, mais de tout un ensemble de problèmes où interviennent des facteurs tels que l'épuisement du sol, les feux de brousse, le mode d'exploitation et les déplacements de population en quête de nouvelles terres. L'application de méthodes modernes de culture ne manquera pas, bien entendu, d'avoir un effet stabilisateur sur la population.

10. Il faut agir dès maintenant si l'on veut léguer aux générations futures un monde où la faim et la pauvreté ne soient plus que de lointains souvenirs. Il faudra préparer chaque individu au rôle qu'il doit jouer en tant que producteur dans le développement économique; dans la plupart des cas, il faudra d'abord lui donner l'instrument indispensable de la science et de la culture, c'est-à-dire lui apprendre à lire et à écrire. C'est parce que M. Tétang croit que le programme d'alphabétisation de l'UNESCO répond à cette exigence et servira les besoins urgents du développement économique et social qu'il l'appuie et demande à tous les représentants de faire de même. Il priera toutefois cette organisation d'étudier minutieusement tous les facteurs qui interviennent dans l'exécution de ce programme et d'en évaluer les incidences financières. Les Etats membres participeront certainement à la campagne, mais il ne faut pas surestimer les ressources dont ils disposent en capitaux comme en personnel. Il paraît bon d'attendre avant d'arrêter ce programme que l'on ait procédé à une évaluation des ressources sur lesquelles on pourrait raisonnablement compter.

11. M. HILL (Australie) déclare que la délégation australienne a écouté avec un vif intérêt la déclaration faite à la 1326^e séance par le Secrétaire général; elle a été frappée, en particulier, des arguments qu'il a développés pour étayer la proposition de fusion du PEAT et du Fonds spécial. Sans entrer dans le détail des questions de fond que cette proposition soulève et qu'il appartiendra au Comité de coordination du Conseil d'examiner, la délégation australienne pense que la mise en route du programme des Nations Unies pour le développement devrait être un moyen d'accroître encore le rendement des contributions que les gouvernements versent pour aider au développement et donnerait un élan accru à la Décennie du développement qui sera presque à son milieu en 1965. Sans doute ce programme retiendra-t-il davantage l'attention du grand public et offrira-t-il aux efforts des gouvernements un objectif plus aisément identifiable.

12. M. Hill souhaite en particulier commenter le vingt-neuvième rapport du CAC (E/3886 et Corr.1 et Add.1) et le rapport du Comité spécial de coordination (E/3946). Le premier de ces rapports couvre une longue série de sujets et fait ressortir la grande complexité des programmes et des opérations de l'ensemble des organisations des Nations Unies. Il apporte au Conseil les éléments de base nécessaires pour de sages décisions sur de nombreux problèmes dont il est saisi. La délégation australienne considère que l'un des éléments les plus prometteurs de la présente session a été l'occasion qui fut offerte aux membres du Bureau du Conseil de rencontrer les membres du CAC. On se rappellera que cette réunion a été organisée conformément à la résolution 992 (XXXVI) du Conseil, qui l'avait envisagée pour examiner les moyens pratiques et efficaces de resserrer les relations entre le Conseil et le CAC. Ces relations plus étroites pourraient contribuer beaucoup à combler les lacunes qui peuvent exister entre la coordination au niveau des décisions de principe au sein du Conseil et la coordination au niveau de l'exécution ou des secrétariats par l'intermédiaire du CAC. M. Hill croit comprendre que, dans son rapport sur la réunion en question, le Président donnera des raisons d'espérer que des consultations plus efficaces auront lieu entre ces deux instances. La délégation australienne se félicite que le Secrétaire général ait laissé entrevoir que les contacts officiels qui ont eu lieu entre les membres du Bureau du Conseil et le CAC sont annonciateurs de nouveaux échanges de ce genre dans l'avenir.

13. Le rapport du CAC s'étend longuement sur un problème auquel le Conseil attache une grande importance, celui de l'évaluation des programmes. Il fait ressortir la difficulté d'évaluer quantitativement les résultats. Néanmoins, la délégation australienne fait sien l'avis du Comité spécial de coordination d'après lequel le rapport du CAC accorde une place disproportionnée à ces difficultés d'évaluation (voir E/3946, par. 8). Des appréciations quantitatives d'ordre général sont peut-être souvent nécessaires; la délégation australienne, pour sa part, ne voit pas d'inconvénient intrinsèque à en faire. C'est pourquoi M. Hill considère que la question des évaluations requiert un complément d'examen détaillé. La délégation australienne n'a pas d'objections à faire aux propositions du CAC visant à exécuter dans quatre pays des évaluations sur la base d'études pilotes, mais elle espère que le Conseil réfléchira davantage à l'ensemble de la question des évaluations.

14. Le rapport du CAC établit une classification fonctionnelle des activités pendant la Décennie du développement, qui ne fait pas de place aux renseignements demandés sur les incidences budgétaires. Ce qu'il faut, c'est un document qui aide le Conseil et l'ensemble des organisations des Nations Unies à voir les problèmes et les programmes des Nations Unies dans leur intégralité. C'est par ce seul moyen, et à condition qu'aucune restriction ne soit apportée par l'étanchéité des budgets et des programmes des différentes institutions, qu'il sera possible de voir ce que l'ensemble des organisations des Nations Unies font dans les différents domaines. La délégation australienne souhaiterait que l'on s'occupe davantage de cette question.

15. Elle a relevé, au paragraphe 7 du rapport du Comité spécial de coordination, cette suggestion que le Conseil pourrait envisager d'étudier l'opportunité de faire faire une appréciation critique du bon agencement et de l'efficacité des rouages économiques et sociaux de l'ONU. Elle reconnaît que le moment est arrivé où cette appréciation pourrait véritablement s'imposer et elle serait disposée à prendre en considération les propositions qui seraient faites à cette fin.

16. Le Secrétaire général a parlé des attributions du Conseil en tant que coordonnateur des activités des institutions et de son rôle directeur pour les activités économiques et sociales de l'ONU elle-même. Le Comité spécial de coordination a été d'avis que le Conseil devrait penser à établir une procédure de « filtrage » du programme de travail de l'ONU dans les domaines économique, social et celui des droits de l'homme du point de vue des incidences budgétaires de ce programme. La délégation australienne pense que cette procédure peut être intéressante. De plus, tout progrès vers l'adoption de procédures qui pourraient faciliter l'évaluation des programmes particuliers au regard de l'ensemble des efforts appliqués à d'autres programmes mérite une très grande attention de la part du Conseil.

17. La délégation australienne approuve vivement le projet qu'a le Secrétaire général de mener en 1965 une enquête sur les résultats de la première moitié de la Décennie du développement. Elle espère sincèrement aussi que le Conseil relèvera le défi du Secrétaire général et procédera à une réévaluation de ses travaux dont il s'efforcera d'augmenter l'efficacité. Pour atteindre ce but, la délégation australienne considère que le Conseil devra s'interroger franchement sur ses mécanismes et ses procédures, repérer toutes les imperfections et prendre toutes les mesures de redressement nécessaires. Pour cette réévaluation, la considération qui doit dominer est celle de savoir comment le Conseil pourrait le mieux contribuer à obtenir des résultats pendant la Décennie du développement.

18. M. KAKITSUBO (Japon) déclare que sa délégation apprécie vivement l'intervention brillante que le Secrétaire général a faite sur les points 6 et 7 de l'ordre du jour et le grand intérêt que U Thant a pris personnellement à la réussite des programmes de l'ONU. La délégation japonaise a été également impressionnée par les déclarations des chefs des secrétariats des institutions spécialisées et de l'AIEA, qui ont clairement indiqué les efforts constants qu'ils avaient faits en vue de renforcer l'action concertée de toutes les institutions des Nations Unies. Elle apprécie aussi l'importante contribution du CAC à la coordination harmonieuse des activités des Nations Unies.

19. Lorsque l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté la résolution 1710 (XVI) concernant la Décennie des Nations Unies pour le développement, les Etats Membres se sont engagés à intensifier leur action concertée dans les domaines économique et social et celui des droits de l'homme de manière à atteindre l'objectif prévu pour la Décennie. Il a été surprenant de voir avec quel enthousiasme les institutions des Nations Unies ont

essayé d'orienter leurs ressources et leurs efforts en vue d'atteindre les objectifs de la Décennie.

20. M. Kakitsubo rappelle qu'après la Conférence des Nations Unies sur l'application de la science et de la technique dans l'intérêt des régions peu développées, le Conseil a étudié les mesures complémentaires à prendre et adopté la résolution 980 A (XXXVI) par laquelle il a créé un Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement. Le Comité consultatif s'est réuni à New York au printemps de 1964 pour passer en revue les progrès réalisés dans l'application de la science et de la technique. La délégation japonaise est représentée à ce Comité dont elle estime que les utiles suggestions et conclusions aideront considérablement le Conseil à reconnaître les difficultés qui s'opposent à l'application de la science et de la technique et à signaler aux institutions intéressées les meilleures applications possibles de la science et de la technique dans l'intérêt des régions peu développées. La Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement et le Programme alimentaire mondial sont d'autres exemples d'action concertée destinée à améliorer les conditions économiques et sociales de l'humanité. D'autres efforts ont également été faits pour intensifier l'activité du Centre de développement industriel et, dans le domaine social, la Comité de l'habitation, de la construction et de la planification a entrepris une œuvre importante. Ce sont là quelques exemples des réalisations des premières années de la Décennie du développement, mais il ne faudrait pas s'en tenir là.

21. L'ONU n'aurait pas pu atteindre ces résultats sans l'entière coopération des organisations apparentées. De plus, les institutions spécialisées et l'AIEA ont aussi mis en train un certain nombre de projets et de programmes dans leurs domaines de compétence respectifs pour répondre aux exigences de la Décennie du développement. La délégation japonaise se félicite vivement des mesures prises par ces organisations.

22. Avec la Décennie du développement, les organisations du système des Nations Unies ont été appelées à jouer un rôle de plus en plus important dans le développement des pays peu avancés. Leur activité s'est intensifiée et élargie. Cette tendance semble s'être encore accentuée à la suite des recommandations adoptées à la récente Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement.

23. Il ne faut pas oublier, toutefois, que l'on ne dispose pas de ressources suffisantes pour financer ces activités, bien que le total des fonds disponibles ait augmenté d'année en année. Il importe beaucoup, dans ces conditions, d'utiliser de la manière la plus efficace les ressources limitées existantes. Il est indispensable que toutes les organisations des Nations Unies intensifient leurs efforts en vue d'éviter et d'éliminer tout chevauchement de leurs activités, sinon la tendance croissante à la prolifération des institutions et à la décentralisation des activités aura pour effet d'affaiblir sérieusement l'efficacité de l'ensemble.

24. Le meilleur moyen d'atteindre l'objectif élevé de la Décennie du développement est de coordonner davantage les activités toujours croissantes des organisations du système des Nations Unies, en éliminant ainsi tout

gaspillage de ressources et en contribuant à une action concertée. Le rôle du Conseil à cet égard est devenu plus important que jamais. Le Conseil est chargé par la Charte de coordonner l'activité des institutions spécialisées en se concertant avec elles, en leur adressant des recommandations et en adressant des recommandations à l'Assemblée générale et aux Membres de l'Organisation des Nations Unies. Comme l'indique le vingt-neuvième rapport du CAC, les problèmes de coordination sont complexes et augmentent tant en nombre qu'en importance. Les problèmes relatifs à l'institut de formation et de recherche des Nations Unies, à l'évaluation des programmes, à la science et à la technique, à la mise en valeur des ressources hydrauliques ainsi qu'aux autres points mentionnés dans le rapport requièrent toute l'attention du Conseil. La délégation japonaise prendra la parole sur ces différentes questions lorsqu'elles viendront en discussion au Comité de coordination du Conseil.

25. Compte tenu du mandat qu'il tient de la Charte et en raison de l'importance et de la complexité des activités à mener pendant la Décennie du développement, le Conseil devrait adopter une attitude plus positive et jouer un rôle plus actif dans le domaine de la coordination en maintenant une collaboration étroite entre le CAC et les organisations intéressées. Il faudrait veiller, toutefois, à ce que cette coordination ne porte aucune atteinte à l'autonomie des diverses organisations.

26. Le représentant du Japon mentionne à cet égard l'utile contribution apportée par le Comité spécial de coordination. Ce Comité s'est réuni immédiatement avant la présente session du Conseil, pour la deuxième fois depuis sa création; après avoir consulté les organisations intéressées, il a défini les questions et les domaines prioritaires auxquels le Conseil pourrait accorder une attention particulière pendant la présente session. Malgré le temps limité dont il a disposé, le Comité spécial a présenté un rapport remarquable. La délégation japonaise estime que, tout en étant très concis, ce rapport fournit au Conseil des directives utiles pour l'étude des moyens d'améliorer encore la coordination entre les différentes organisations.

27. M. KOPCOK (Yougoslavie) dit que, depuis la trente-sixième session du Conseil, il s'est produit un événement d'importance: la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement. Cette Conférence a démontré que, malgré les efforts des pays en voie de développement et des organisations du système des Nations Unies, les progrès vers les objectifs de la Décennie du développement sont loin d'être satisfaisants. Dans certains des pays en voie de développement, la production, loin de s'accroître, est même en régression. A moins que les mesures nécessaires ne soient prises, l'objectif fixé pour la Décennie du développement, soit un taux annuel de croissance de 5% dans ces pays, sera difficile à atteindre. Cependant, la Conférence a recommandé toute une série de mesures destinées à améliorer la situation économique des pays en voie de développement et à promouvoir les échanges internationaux dont leur expansion économique dépend. Les conclusions de la Conférence ont ainsi contribué

à faire mieux comprendre la question de la coordination des activités économiques et sociales de l'ONU, notamment en liaison avec la Décennie du développement.

28. Pour la Décennie du développement, il importe de distinguer deux aspects de la coordination: coordination des mesures économiques prises à la suite de la Conférence, et coordination administrative ayant trait aux activités dans les domaines social, culturel, de l'enseignement et de la santé et à la coopération entre les institutions spécialisées. Point n'est besoin d'insister sur le fait que les recommandations de la Conférence concernant aussi bien des mesures de fond que des mesures d'ordre administratif devront être mises en œuvre rapidement si l'on veut atteindre les objectifs de la Décennie du développement.

29. Quant aux institutions, leur nombre importe moins que l'efficacité avec laquelle elles exécutent des plans de développement bien conçus. Grâce à la planification, la Yougoslavie a pu faire de grands progrès économiques depuis la deuxième guerre mondiale; c'est pourquoi la délégation yougoslave souligne l'importance d'une véritable planification du développement dans les pays en voie de développement. Comme toujours, la coopération entre toutes les organisations internationales associées à la Décennie doit être intensive et continue.

30. L'accroissement sensible des responsabilités assumées par les organisations du système des Nations Unies par suite de la Décennie du développement exige l'établissement d'un centre opérationnel qui étudierait les résultats de plus près. Les attributions de ce centre pourraient peut-être être confiées à l'institut de formation et de recherche des Nations Unies auquel le Gouvernement yougoslave a décidé de verser une contribution de 20 000 dollars pendant la période initiale de cinq ans. Le Gouvernement yougoslave approuve les nobles buts de la campagne mondiale contre la faim, la maladie et l'ignorance envisagée par la résolution 1943 (XVIII) de l'Assemblée générale et il est convaincu qu'avec l'esprit de coopération qui est celui des séances du Conseil et qui caractérise les relations entre institutions spécialisées, les difficultés qui se présenteront à l'occasion de la campagne mondiale pourront être résolues de façon satisfaisante.

31. Les problèmes de coordination dont le Conseil doit s'occuper à la présente session sont plus complexes que dans le passé. Les nombreuses activités nouvelles entreprises dans le cadre de la Décennie du développement ont grandement compliqué la situation; en outre, les recommandations de la Conférence du commerce et du développement concernant l'établissement d'un nouveau mécanisme institutionnel (voir E/CONF.46/139, section V et annexe A) auront, comme le Comité spécial de coordination (voir E, 3946, par. 6) et le Secrétaire général l'ont fait observer à juste titre, des répercussions profondes sur la structure de l'ONU et soulèveront de nouveaux problèmes de coordination méritant de retenir toute l'attention du Conseil. Toutefois, il est douteux que le Conseil soit en mesure, dès cette session, d'examiner ces problèmes de manière satisfaisante; le nouveau mécanisme n'est pas encore créé et le rapport du CAC n'y fait pas allusion.

32. M. Kopcok aborde ensuite deux autres questions qui doivent être discutées au CAC. La première est la

proposition de fusionner le PEAT et le Fonds spécial, proposition que le Gouvernement yougoslave n'accueille pas avec un grand enthousiasme; il craint, en effet, qu'elle n'empêche de transformer le Fonds spécial en un fonds d'équipement. Deuxièmement, en ce qui concerne le problème de l'évaluation des programmes, le CAC a présenté une étude très utile (voir E/3886, section V). Représentant d'un pays qui a bénéficié de l'assistance technique de l'ONU, M. Kopcok appuie les observations du CAC en ce qui concerne la possibilité d'évaluer l'incidence générale de l'assistance technique sur le développement économique d'un pays. Entre autres, il fait sienne l'opinion du CAC selon laquelle il ne faut pas demander aux pays en voie de développement de prendre des dispositions en ce sens, alors qu'ils manquent de cadres et qu'il n'existe encore ni méthodes ni critères précis pour cette évaluation. L'utilisation proposée de projets pilotes semble toutefois réaliste, sous réserve de l'accord préalable des gouvernements sur le territoire desquels ces projets seraient exécutés.

33. M. COSÍO VILLEGAS (Mexique) exprime quelques réserves au sujet des résultats obtenus et des résultats escomptés en ce qui concerne la coordination des activités des Nations Unies dans les domaines économique, social et humanitaire. Le Secrétaire général a rappelé que l'ONU et la Charte auront vingt ans d'existence en 1965. Des changements nombreux et profonds se sont produits au cours de ces vingt ans et il serait étonnant que la Charte n'ait pas besoin d'être entièrement revue pour répondre aux besoins du monde actuel. Toutefois, certains principes sur lesquels la Charte est fondée restent encore valables, notamment la conviction qu'une paix durable ne peut résulter d'une action politique ou militaire mais dépend du bien-être matériel et de l'équilibre moral de tous les hommes. C'est sur cette conviction qu'ont été fondées les institutions spécialisées et les autres institutions des Nations Unies, chacune œuvrant dans sa sphère d'activité mais toutes unies contre les fléaux communs que sont la maladie, l'ignorance et la pauvreté. Les auteurs de la Charte ont compris qu'il était nécessaire de maintenir un sentiment d'unité entre toutes les institutions qui participent aux activités économiques et sociales des Nations Unies et ont créé à cet effet un organe coordonnateur : le Conseil économique et social.

34. Les représentants des Etats membres auprès des institutions spécialisées sont eux-mêmes des spécialistes : par exemple, des médecins participent à l'Assemblée mondiale de la santé et des agronomes à la Conférence de la FAO. Il est évident que ces représentants ont tendance à ne voir que les problèmes particuliers de leur organisation, alors que les représentants des gouvernements qui assistent au Conseil n'y siègent pas en tant que spécialistes. On peut même dire que les membres du Conseil ne voient que les aspects généraux des institutions spécialisées. Tel est, en tout cas, la théorie des auteurs de la Charte; de fait, si un certain degré de coordination a été atteint, il est encore très insuffisant. La raison principale de cet échec est que la Charte a peut-être établi l'ONU sur le modèle d'un gouvernement fédéral. Ce système n'a de chances de réussir qu'à trois conditions : les pouvoirs respectifs de l'autorité locale et de l'autorité

centrale doivent être définis, l'autorité centrale doit être supérieure à l'autorité locale, et il doit exister une autorité suprême qui règle les différends entre l'autorité centrale et l'autorité locale. Or, aucune de ces conditions n'est remplie : les attributions respectives des institutions spécialisées et du Conseil ne sont pas clairement définies, le Conseil n'est pas reconnu comme une autorité supérieure, et l'ONU n'a pas d'autorité suprême qui puisse régler les différends entre ses organes subsidiaires.

35. Pour ces raisons et d'autres encore, l'ONU semble fonctionner non pas selon un régime fédéral mais selon un régime féodal où la monarchie serait faible et les seigneurs tout puissants. La Campagne unique contre la faim et la campagne triple dont on a déjà parlé en sont un exemple frappant. La Campagne mondiale contre la faim de la FAO ne pose aucun problème, car une seule organisation en est responsable, alors que la triple campagne contre la faim, la maladie et l'ignorance serait non pas à la charge de l'ONU dans son ensemble, mais conjointement à celle de la FAO, de l'UNESCO et de l'OMS. Le représentant du Mexique cite cet exemple non pas pour exprimer son opinion ou celle de son gouvernement sur les campagnes elles-mêmes, mais pour essayer de faire comprendre sa façon de voir. Il ne pense pas que l'on puisse remédier à la situation actuelle par des mesures d'ordre juridique. Il faudrait plutôt que les représentants au Conseil et les fonctionnaires des institutions spécialisées reconnaissent tous et appliquent le principe que les intérêts individuels doivent être subordonnés aux intérêts généraux de l'humanité.

36. M. VOHRA (Inde) a écouté attentivement les déclarations des chefs des secrétariats des institutions spécialisées qu'il félicite de leurs travaux. La lutte contre la faim, l'ignorance et la maladie exige les efforts généreux d'hommes ayant un sens élevé de leurs responsabilités; les directeurs des institutions suscitent, par leur exemple, un esprit de dévouement dans l'ensemble de la fonction publique internationale.

37. L'OMS a enregistré des succès dans toute une série de domaines. Les efforts qu'elle a axés à juste titre sur la médecine préventive donnent d'excellents résultats; grâce à l'OMS, l'Inde, comme beaucoup d'autres pays, sera bientôt affranchie du paludisme. Le souci d'assurer aux pays en voie de développement une source d'approvisionnement sûre en eau, dont a parlé le Directeur général à la 1326^e séance, est un autre exemple de l'importance que l'on attache à la prévention des maladies et la préservation de la santé.

38. La FAO a un réseau mondial d'activités. Une de ses activités importantes est la Campagne mondiale contre la faim. Si l'on veut éloigner le spectre de la faim qui se dresse devant des millions d'être humains, il est indispensable de rendre les peuples du monde entier conscients de la nécessité d'accroître considérablement la production alimentaire et de fournir aux pays en voie de développement les conseils et les services nécessaires. M. Vohra est convaincu que la FAO s'acquittera de cette tâche avec un succès croissant.

39. Il est satisfait de constater que l'OIT a terminé récemment une conférence annuelle fructueuse; il se

félicite des mesures énergiques que la Conférence internationale du Travail a prises à l'égard de l'apartheid. La Déclaration adoptée à ce sujet est un document historique dont il faut espérer que le Gouvernement sud-africain tiendra compte. M. Vohra espère d'autre part que les discussions sur l'avenir de l'OIT aboutiront à une réorganisation répondant aux besoins des pays en voie de développement.

40. L'UNESCO a obtenu des résultats remarquables en intégrant l'enseignement dans le processus général du développement. M. Vohra applaudit aux efforts visant à intégrer la science à l'enseignement dans les pays en voie de développement et à assurer la coordination dans la diffusion des connaissances techniques. Il appuie également la campagne mondiale pour l'alphabétisation universelle, bien qu'elle ne soit qu'un modeste début.

41. Les autres institutions spécialisées ont aussi rendu de très grands services dans leurs domaines respectifs et donnent un exemple de coopération internationale.

42. Le représentant de l'Inde a écouté avec intérêt la déclaration du Secrétaire général sur la Décennie du développement. Nulle part les idéaux des Nations Unies ne sont mieux concrétisés que dans la résolution 1710 (XVI) de l'Assemblée générale qui a proclamé la Décennie. Il convient que tous ceux qui s'occupent de la Décennie, et notamment le Conseil, se demandent si l'on ne néglige rien pour en assurer le succès. Le moment est venu de faire un bilan, et M. Vohra approuve l'intention du Secrétaire général de faire l'étude détaillée des cinq premières années. Il conviendrait également que chaque institution spécialisée fasse un plan quinquennal allant jusqu'en 1970 et indiquant la marche qu'elle entend suivre pour atteindre les objectifs de la Décennie.

43. Il n'importe pas moins de réussir dans la réalisation de ces objectifs que dans le maintien de la paix, ainsi que le Directeur général du Fonds spécial l'a très justement souligné à la 1325^e séance.

44. Le Secrétaire général a également souligné la nécessité de passer en revue les arrangements en matière de coordination, en raison de l'augmentation du nombre des Membres de l'ONU et de l'accroissement considérable du volume de travail. Le Conseil a heureusement été en mesure de suivre de très près les problèmes de la coordination; les dispositions déjà prises par les institutions spécialisées ont été portées dernièrement à la connaissance du Conseil, et le Secrétaire général s'est félicité des arrangements récents en vue de réunions officieuses entre le Bureau du Conseil et le CAC. Il conviendrait désormais de charger le Comité spécial de coordination de poursuivre l'étude du problème à la lumière des observations du Secrétaire général. A cet égard, M. Vohra espère que la représentation au Conseil sera modifiée en fonction de l'augmentation du nombre des Membres de l'ONU.

45. En ce qui concerne les recommandations sur le mécanisme institutionnel adoptées par la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, M. Vohra souligne qu'elles reflètent l'opinion de la communauté internationale tout entière et qu'il convient par conséquent d'en confier l'examen à l'Assemblée générale.

46. En ce qui concerne la campagne mondiale contre la faim, la maladie et l'ignorance, la réaction des organisations non gouvernementales n'a pas été très encourageante, et bon nombre d'Etats Membres doivent encore faire connaître leur opinion. Dans ces conditions, il est indispensable de faire de plus amples préparations et de prévoir de nouvelles consultations avant de lancer une telle campagne. Quoi qu'il en soit, bien que la délégation de l'Inde soit en faveur de mesures appropriées pour donner suite à la résolution 1943 (XVIII) de l'Assemblée générale, elle ne veut pas que ces mesures puissent compromettre l'essor que la Campagne mondiale contre la faim organisée par la FAO a déjà pris.

47. M. PACHACHI (Irak) rappelle au Conseil que le Secrétaire général a fait valoir qu'en dépit de tous les efforts nationaux et internationaux, les objectifs de la Décennie du développement sont encore loin d'être atteints, même partiellement. Le Secrétaire général a toutefois souligné que, malgré la lenteur des progrès économiques, il y a eu un changement important dans le climat politique, qui a entraîné une conscience accrue de la nécessité d'organiser la coopération internationale dans le domaine du développement économique et social. Lorsque la Charte des Nations Unies a été rédigée en 1945, les dispositions relatives à la coopération internationale et sociale étaient considérées comme un grand pas en avant. Les changements politiques importants qui sont intervenus au cours des deux dernières décennies imposent toutefois à la communauté internationale des exigences plus grandes que toutes celles que l'on avait cru possibles en 1945. Les nations jeunes et en voie de développement se sont rendu compte que, dans le domaine de l'économie, la vie internationale repose encore dans une large mesure sur des pratiques et des méthodes bannies depuis longtemps de la vie nationale. Il n'existe aucune disposition protégeant les faibles et les handicapés contre les riches et les puissants. C'est pourquoi les pays en voie de développement comptent sur la protection et l'aide de l'ONU. Etant donné les besoins des pays en voie de développement, l'ONU met principalement l'accent dans ses activités économiques et sociales sur les problèmes du développement, et le Fonds spécial joue lui-même un rôle capital dans la lutte mondiale contre la misère, la faim et la maladie. Le Secrétaire général a dit que l'ONU avait un rôle unique à jouer dans le relâchement des tensions entre le Nord et le Sud. On risque toutefois de laisser passer cette occasion unique du fait que les moyens dont dispose l'Organisation sont extrêmement limités et ne sont pas à la mesure de la tâche immense qu'elle doit remplir.

48. On peut toutefois citer des exemples de progrès, notamment les résultats de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, les efforts faits pour appliquer la science et la technique au développement et les initiatives délibérées en vue de promouvoir le développement industriel. Le Secrétaire général a également fait connaître (voir E/3924, par. 7) son intention de convoquer la première réunion du Conseil d'administration de l'institut de formation et de recherche des Nations Unies avant la dix-neuvième session de l'Assemblée générale.

49. Un autre exemple de réalisations concrètes que l'on peut donner est la Campagne mondiale contre la faim. Cette Campagne connaît un très grand succès, et la FAO a rendu un service insigne en mobilisant l'appui populaire et en s'assurant l'aide d'organisations privées et de particuliers. M. Pachachi n'est toutefois pas d'accord avec le Directeur général de la FAO lorsque celui-ci déclare que les campagnes contre l'ignorance et la maladie frapperont moins l'imagination que la Campagne contre la faim.

50. Les rapports des institutions spécialisées témoignent d'une expansion et de progrès dans de nombreuses directions. Néanmoins, l'impression qui s'en dégage est que, malgré les efforts des institutions pour coordonner leurs activités, les travaux de l'ONU ne semblent pas orientés dans un sens précis. Le problème de la coordination est le problème le plus délicat auquel se heurte le Conseil depuis sa création; il n'a pas perdu de son acuité avec le développement des activités de l'ONU et l'augmentation du nombre de ses membres.

51. Il faut admettre que les gouvernements des Etats Membres sont largement responsables du manque de coordination. On a souvent constaté, par exemple, que les délégations d'un pays donné auprès d'institutions spécialisées différentes avançaient des points de vue diamétralement opposés sur un seul et même sujet. Il faudrait donc que les gouvernements s'efforcent d'assurer une meilleure coordination entre leurs services. Une autre faiblesse importante du système de coordination de l'ONU est qu'il s'agit en fait d'un système de coordination par consentement. La hiérarchie des pouvoirs n'est pas facile à discerner; bien que le Conseil soit censé remplir les fonctions d'un organe de direction, il n'a ni les moyens ni le goût d'imposer une discipline; et le mécanisme conçu pour l'aider à s'acquitter de cette tâche a un caractère essentiellement consultatif.

52. La caractéristique dominante du rapport du CAC est qu'il constitue sans aucun doute un document de compromis. Il est trop général, rédigé en termes fort obscurs, contient des répétitions et n'aborde pas franchement les problèmes que doit résoudre le Conseil. L'étude sur l'évaluation des programmes a été entreprise pour donner effet à la résolution 991 (XXXVI) par laquelle le Conseil a prié le CAC d'étudier les incidences des programmes des Nations Unies sur le progrès des pays en voie de développement. Le CAC s'est surtout efforcé à cet égard d'énumérer les difficultés de la tâche. Sa seule suggestion pratique — entreprendre des études pilotes dans quelques pays représentatifs pour étudier les incidences des programmes des Nations Unies, et la création d'un mécanisme d'évaluation jusqu'à ce qu'on ait pu porter un jugement sur l'intérêt des études pilotes (voir E/3886, par. 63 et 65) — ne correspond pas à l'importance de son mandat et ne semble pas tenir compte de l'extrême urgence du problème. Ce problème est urgent, car, tant que l'évaluation n'aura pas été entreprise, l'ONU, et le Conseil en particulier, ne seront pas en mesure de prendre des décisions sur certains problèmes essentiels, tels que la manière de concrétiser leurs activités de coordination par des réalisations significatives pour les pays en voie de développement, la manière de rassembler les efforts,

opération indispensable en raison de la limitation des ressources matérielles des Nations Unies, l'établissement d'un ordre de priorité ou la mise au point d'un plan rationnel de développement, comportant des objectifs précis et des méthodes d'application bien étudiées. Ces problèmes ne pourront être résolus que par une évaluation adéquate des programmes des Nations Unies dans les pays en voie de développement.

53. La délégation de l'Irak a été sensible aux arguments du Secrétaire général, du Directeur général du Fonds spécial et du Président-Directeur du BAT en faveur de la fusion du PEAT et du Fonds spécial. Elle appuiera cette fusion à condition que le conseil d'administration proposé soit représentatif et que la fusion ne compromette en aucune façon la création d'un fonds d'équipement.

54. M. MIGONE (Argentine) approuve l'idée d'examiner simultanément les points 6 et 7, puisqu'un examen général permet d'évaluer le travail accompli dans le cadre de la Décennie du développement. Comme le Secrétaire général, il se demande si le système des Nations Unies est en mesure d'assumer la responsabilité de fournir une aide croissante aux pays en voie de développement. L'activité de l'ensemble des organisations des Nations Unies est loin de pouvoir suivre le rythme auquel les problèmes mondiaux s'accumulent. Preuve en est le contraste entre la croissance démographique et l'augmentation de la production de denrées alimentaires et de la construction d'habitations; entre la persistance de l'analphabétisme et la tendance universelle vers un système démocratique de gouvernement; entre la formation de techniciens et la civilisation de plus en plus technique qui se développe; et entre, d'une part, l'augmentation du produit national des pays industrialisés et, d'autre part, la stagnation ou le déclin du produit national des pays en voie de développement.

55. Il convient de s'appuyer sur certains principes pour résoudre les problèmes auxquels se heurtent les différentes organisations des Nations Unies. Tout d'abord, dans la lutte que mènent les Nations Unies contre le sous-développement, il convient de donner une priorité appropriée à l'idée de planification. Deuxièmement, il faut procéder à un inventaire aussi exact que possible de tous les éléments publics et privés — tant dans le secteur industrialisé que dans le secteur sous-développé — qui peuvent être mobilisés pour aider les organisations des Nations Unies dans leurs efforts. Troisièmement, les peuples doivent eux-mêmes avoir conscience qu'ils jouent un rôle dans l'effort à déployer. On ne pourra pas s'assurer leur collaboration si l'on ne procède pas à une réadaptation complète de l'information et de l'enseignement. Quelque décisive que puisse être l'action menée d'en haut, elle ne saurait remplacer l'action qui doit venir de la base, l'action des peuples eux-mêmes.

56. Le Gouvernement argentin a toujours donné son appui à des mesures destinées à établir une meilleure coordination entre les diverses activités d'assistance technique. C'est dire qu'il est partisan de la fusion proposée du PEAT et du Fonds spécial. Toutefois, cette fusion ne doit pas aboutir à une simple consultation

administrative. Elle doit être le début d'une phase efficace dans la Décennie des Nations Unies pour le développement. Le Gouvernement argentin a toujours apprécié le travail accompli par le PEAT et par le Fonds spécial et il espère que la fusion n'aboutira pas à une dilution des éléments positifs de chaque programme. Il espère également que la fusion favorisera plutôt qu'elle n'entravera la transformation graduelle du Fonds spécial en un fonds d'équipement.

57. L'Argentine donne tout son appui aux institutions spécialisées dans leurs travaux si importants, et M. Migone félicite les chefs des secrétariats de ces institutions de la contribution qu'ils apportent aux débats du Conseil.

58. M. PUTZ (Luxembourg) dit que le point 6 de l'ordre du jour du Conseil est l'une des questions clés de la présente session. Son importance pour le fonctionnement sans heurts des divers organes des Nations Unies ressort clairement de l'allocution du Secrétaire général et du rapport du Comité spécial de coordination. La délégation luxembourgeoise félicite le Comité spécial de son travail si utile, et elle suivra avec intérêt ses futurs efforts.

59. Parmi les nombreux sujets dont traite le vingt-neuvième rapport du CAC, la délégation luxembourgeoise a porté une attention particulière à la section II sur les mesures propres à améliorer les relations entre le CAC et le Conseil. M. Putz estime, comme le Secrétaire général, que le système des Nations Unies est déjà parvenu à un degré de coopération impressionnant, que la coordination doit être poussée plus loin, et que le Conseil doit continuer d'administrer les activités économiques et sociales de l'Organisation tout en coordonnant les activités de l'ensemble du système des Nations Unies. Le secrétariat du CAC doit être encore renforcé, surtout compte tenu de ce qu'il est un organe inter-institutions.

60. Le projet de cadre de classification fonctionnelle qui figure à l'annexe I du rapport du CAC est certes utile et intéressant, mais il ne contient pas, sur les incidences financières, les renseignements demandés dans la résolution 984 (XXXVI) du Conseil; on peut faire une observation analogue au sujet du document qui contient le programme de travail dans les domaines économique et social et celui des droits de l'homme (E/3928), par rapport à la résolution 990 (XXXVI) du Conseil. M. Putz insiste sur le besoin qui continue à se faire sentir d'intégrer les programmes et les budgets, car, si le Secrétaire général présente assez tôt l'ensemble des programmes et des budgets, cela augmentera l'efficacité des travaux de l'Organisation et tendra à limiter la prolifération des résolutions, comme le demande la résolution 998 (XXXVI) du Conseil.

61. La délégation luxembourgeoise prend note avec un intérêt particulier des recommandations du CAC au sujet de l'évaluation des programmes. Ces recommandations prennent une signification toute nouvelle à la lumière des déclarations du Secrétaire général sur l'évaluation des résultats obtenus par les Nations Unies et sur les perspectives d'avenir.

62. La délégation luxembourgeoise a écouté attentivement les chefs des secrétariats des institutions spécialisées, et elle a particulièrement apprécié la place importante

que le Directeur général de l'UNESCO réserve à la campagne contre l'analphabétisme (1328^e séance).

63. Elle accepte le principe d'une fusion du Fonds spécial et du PEAT et espère que les travaux des deux programmes seront à l'avenir encore plus efficaces.

64. Pour ce qui en est du point 7 a de l'ordre du jour, M. Putz croit particulièrement utiles les instituts chargés de planifier le développement qui ont été créés dans le cadre de l'ONU. La coordination est cependant nécessaire, tant entre ces instituts eux-mêmes qu'avec les services nationaux de planification, afin d'éviter tout chevauchement des efforts. Il est évidemment trop tôt pour juger les résultats de cette coordination, puisque la plupart de ces instituts n'ont été créés que récemment. La délégation luxembourgeoise note que le Secrétaire général espère pouvoir indiquer, dans son rapport de 1965 sur la Décennie du développement, de nouveaux faits résultant des mesures prises par les gouvernements au titre des paragraphes 1 et 2 de la troisième partie de la résolution 984 (XXXVI) du Conseil (voir E/3923, par. 2).

65. Elle est en faveur de la création d'un institut de formation et de recherche des Nations Unies et elle a étudié de très près le rapport intérimaire présenté au Conseil (E/3924) ainsi que la note du Secrétaire général dont il est fait mention dans ce rapport. Pour ce qui est de l'œuvre de formation entreprise par l'institut, la délégation luxembourgeoise se félicite que les meilleurs éléments de tous les continents auront l'occasion d'obtenir des renseignements sur la fonction publique internationale et de se mettre au courant des rouages de l'ONU. Elle est heureuse que le Secrétaire général ait pu annoncer l'ouverture de l'institut pour la fin de 1964.

66. M. APPIAH (Ghana) se bornera à parler des difficultés rencontrées dans la mise en œuvre de la résolution 1943 (XVIII) de l'Assemblée générale. Lorsque la délégation ghanéenne décida de figurer parmi les auteurs de cette résolution, elle savait parfaitement que la Campagne mondiale contre la faim était encore en cours. Un des compatriotes de M. Appiah occupait une poste élevée dans le secrétariat du Programme alimentaire mondial et le Ghana a envoyé une délégation importante au Congrès mondial de l'alimentation qui s'est tenu à Washington en 1963. Le Gouvernement ghanéen se rend donc bien compte du travail fécond que la FAO effectue dans le domaine important de la Campagne contre la faim. Ni l'excellente besogne accomplie par la FAO ni le fait qu'à la tête de cette organisation se trouvent deux fils éminents de l'Asie et de l'Afrique ne sauraient toutefois empêcher la délégation ghanéenne d'exprimer ses préoccupations devant l'impasse à laquelle on a abouti dans la mise en œuvre d'une résolution de l'Assemblée générale. Elle ne partage pas l'opinion selon laquelle la campagne mondiale préconisée dans la résolution 1943 (XVIII) de l'Assemblée générale nuirait à l'œuvre si utile accomplie par la FAO dans la lutte contre la faim. Elle considère que, chaque fois que l'on peut faire appel à des ressources nouvelles, il convient de déployer tous les efforts pour les utiliser. A la dix-huitième session de l'Assemblée générale, elle a pu se convaincre qu'il existe des ressources nouvelles, en particulier au Royaume-Uni, que l'on pourrait exploiter dans une campagne mondiale

contre la faim, la maladie et l'ignorance. C'est pourquoi elle s'est jointe aux auteurs de la résolution en question et a instamment prié les Etats Membres de l'ONU de l'adopter. A juger d'après ce que le représentant du Royaume-Uni a dit à la 1326^e séance, il est évident qu'il existe un enthousiasme suffisant pour appuyer la campagne. De l'avis de la délégation ghanéenne, il est fort regrettable que cet enthousiasme ait été quelque peu refroidi en raison du manque d'accord entre les auteurs et la FAO en ce qui concerne les moyens de mettre en œuvre la résolution. Le représentant du Royaume-Uni a dit que, à moins que d'autres délégations ne suggèrent un moyen de sortir de l'impasse, sa délégation se verrait contrainte de présenter un projet de résolution qui, en fait, empêcherait qu'il soit donné suite à la résolution 1943 (XVIII). M. Appiah espère que la délégation du Royaume-Uni consulte d'autres délégations et institutions en vue de résoudre la difficulté. Il ne croit pas que l'on

puisse faire grand-chose au sein du Conseil; des négociations et des contacts de couloir seront plus utiles pour trouver le moyen de donner suite à la résolution de l'Assemblée générale.

67. M. MAHEU (Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture), répondant aux remarques faites par les représentants du Mexique et du Ghana sur la campagne contre la faim, l'ignorance et la maladie, dit que l'attitude de l'UNESCO à l'égard de ce problème est telle qu'elle est indiquée au paragraphe 17 du rapport du CAC. Il ne faut pas que l'on croie que la coopération est impossible; d'ailleurs, le rapport du CAC montre clairement que cette coopération existe.

La séance est levée à 18 heures.



CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Trente-septième session

DOCUMENTS OFFICIELS

Vendredi 24 juillet 1964
à 10 h 55

PALAIS DES NATIONS, GENÈVE

SOMMAIRE

Page

Points 5 et 4 de l'ordre du jour :

Tendances économiques mondiales

Rapport de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement

Débat général (*reprise des débats de la 1323^e séance*) . 115

Président: Sir Ronald WALKER (Australie).

Présents:

Les représentants des Etats suivants, membres du Conseil : Argentine, Australie, Autriche, Chili, Colombie, Equateur, Etats-Unis d'Amérique, France, Inde, Irak, Japon, Luxembourg, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sénégal, Tchécoslovaquie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Yougoslavie.

Les représentants des Etats suivants, membres supplémentaires des comités de session : Cameroun, Ghana, Indonésie, Iran, Italie, Mexique, République arabe unie, République-Unie du Tanganyika et de Zanzibar.

Les observateurs des Etats Membres suivants : Brésil, Bulgarie, Canada, Chine, Cuba, Finlande, Hongrie, Irlande, Israël, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pakistan Pologne, République centrafricaine, République socialiste soviétique d'Ukraine, Roumanie, Suède, Uruguay.

Les observateurs des Etats non membres suivants : République fédérale d'Allemagne, Saint-Siège, Suisse.

Les représentants des institutions spécialisées suivantes : Organisation internationale du Travail, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Organisation de l'aviation civile internationale, Banque internationale pour la reconstruction et le développement, Fonds monétaire international, Organisation mondiale de la santé, Commission intérimaire de l'Organisation internationale du commerce.

Le représentant de l'Agence internationale de l'énergie atomique.

POINT 5 ET 4 DE L'ORDRE DU JOUR

Tendances économiques mondiales (E/3902 et Add.1 à 4; E/CN.12/696 et Add.1 et 2; E/CN.14/239; E/ECE/535)

Rapport de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (E/3856, E/3932; E/CONF.46/139; E/L.1056)

DÉBAT GÉNÉRAL (*reprise des débats de la 1323^e séance*)

1. M. LALL (Inde) présente le projet de résolution commun sur le rapport de la Conférence des Nations

Unies sur le commerce et le développement (E/L.1056) dont la délégation de l'Inde est l'un des auteurs. Il a l'impression que ce texte reflète non seulement la conviction des auteurs, mais aussi le sentiment général qui s'est exprimé au Conseil. Il est heureux que tous les membres du Conseil aient, au cours d'entretiens privés, réaffirmé leur détermination de donner suite aux recommandations contenues dans l'Acte final de la Conférence sur le commerce et le développement (E/CONF.46/139). De cette unanimité, les auteurs du projet de résolution commun tirent la conclusion encourageante que les gouvernements, aussitôt qu'ils auront terminé l'examen des recommandations en question, commenceront, dans la mesure du possible, à les appliquer.

2. M. LEKIC (Yougoslavie) constate que tous les membres du Conseil s'accordent à reconnaître l'importance du travail effectué par la Conférence sur le commerce et le développement, événement majeur de l'année dans le domaine de la coopération économique et sociale, mais aussi réunion historique d'un intérêt capital pour le développement et l'émancipation économiques des pays en voie de développement, pour l'essor de l'économie mondiale et, par conséquent, pour le progrès de la coopération internationale en général.

3. S'il est vrai que les études économiques examinées chaque année par le Conseil ont effectivement influencé la politique économique suivie par les organisations internationales et par les Etats Membres, l'économie mondiale n'en a pas moins continué à se développer de façon déséquilibrée. Un des mérites de la Conférence sur le commerce et le développement a été de faire mieux comprendre les causes de ce déséquilibre et de la position défavorable des pays en voie de développement sur les marchés mondiaux. Il a été prouvé que les pratiques en vigueur et les principes actuels du commerce international ne permettaient pas aux pays en voie de développement de participer, sur un pied d'égalité avec les autres pays, à la croissance générale du commerce international. Le programme positif que la Conférence sur le commerce et le développement a mis au point apporte les éléments d'une nouvelle politique internationale en matière de commerce et de développement et prévoit la création du cadre institutionnel nécessaire, préparant ainsi une action concertée dans le domaine économique et social. Le projet de résolution commun qui vient d'être présenté a pour but de faire ressortir l'importance du travail réalisé par la Conférence et de l'appuyer. Par là, il reflète le sentiment général des membres du Conseil.

4. On reconnaît aussi généralement qu'un des résultats essentiels de la Conférence sur le commerce et le développement a été l'unité réalisée entre les 77 pays en voie de développement. Par leur solidarité, ces pays ont montré

qu'ils avaient le sens des responsabilités et qu'ils étaient résolus à transformer leur économie. Ils se sont déclarés prêts à continuer de favoriser une coopération internationale constructive, et c'est en ce sens qu'il faut interpréter la décision prise par ceux d'entre eux qui sont membres du Conseil de présenter le projet de résolution commun. Il convient en outre de noter que, si le groupe des pays en voie de développement avait insisté sur certaines de ses idées, quelques passages du projet de résolution auraient été rédigés différemment, mais les auteurs ont tenu à assurer à leur texte le bénéfice de l'unanimité.

5. M. MIGONE (Argentine) ne croit pas qu'il y ait lieu de faire un exposé très détaillé sur l'évaluation de l'économie mondiale, un mois après la clôture de la Conférence sur le commerce et le développement.

6. Pendant des années, les études économiques ont fait apparaître de graves perturbations dans la structure de l'économie mondiale, résultant d'une répartition injuste des richesses et d'une exploitation défectueuse des ressources. La Conférence sur le commerce et le développement, dont l'objectif principal était de trouver un remède à la division du monde en nations riches et en nations pauvres, a conclu à la nécessité d'utiliser à cette fin tous les moyens dont dispose l'Organisation des Nations Unies.

7. De l'avis de la délégation argentine, les constatations et les prévisions sont alarmantes. Le commerce mondial s'intensifie, mais la part des pays exportateurs de produits primaires dans les échanges mondiaux diminue, et les termes de l'échange évoluent défavorablement. La hausse des prix des matières premières enregistrée en 1963 ne constitue pas un renversement de la tendance et résulte plus de facteurs temporaires inhérents à la production que d'un élargissement réel de la demande. Les statistiques optimistes ne reflètent pas la véritable situation dans de vastes régions où la structure des échanges et les facteurs sociaux et autres entravent la répartition équitable des revenus. En réalité, les pays agricoles ont beaucoup moins de possibilités que les pays industrialisés, à cause de l'élasticité inégale de la demande dans le secteur agricole et dans le secteur industriel et du progrès plus marqué de la technique dans l'industrie.

8. D'autre part, la croissance économique dans les pays peu favorisés entraîne, tant qu'on laisse agir les forces du marché, une demande accélérée d'importations; il en résulte, par suite de l'insuffisance des ressources extérieures, un déficit qui risque d'atteindre 20 milliards de dollars en 1970 et que l'effort national ne peut suffire à combler.

9. L'Argentine attache une importance particulière à l'effort national. Elle a donc élaboré un programme destiné à assurer un développement cohérent et ordonné de son économie, grâce à une planification adaptée aux réalités du pays. Les efforts faits pour assainir l'économie et encourager les activités productives donnent déjà des résultats : le volume de la production a augmenté de 23 % pendant la période allant du 1^{er} mars au 30 avril 1964 et le chômage a diminué de 14,8 % par rapport à juillet 1963. Les évaluations tirées d'enquêtes officielles permettent d'espérer une augmentation de 7 % du produit brut dans l'agriculture et l'élevage, de 7,1 % dans l'industrie manu-

facturière, de 12 % dans les industries extractives et, en général, un accroissement de 5,9 % du produit intérieur brut.

10. Convaincue que les fonctions d'orientation et de coordination qui incombent au Conseil sont indispensables pour que le système des Nations Unies tout entier tire le maximum des ressources dont il dispose, la délégation argentine ne prétend nullement porter atteinte à l'exercice des responsabilités et des droits du Conseil. Son unique souci est d'éviter que les résultats péniblement acquis par la Conférence sur le commerce et le développement durant trois mois de labeur ne soient compromis politiquement au cours de la présente session par un réexamen de pure procédure. Pour ne pas mettre en péril la victoire encore fragile de la Conférence, le mieux serait que le Conseil adresse ses observations à l'Assemblée générale, sans chercher à rouvrir le débat, et enregistre avec satisfaction toute initiative qu'un ou plusieurs pays industrialisés pourraient annoncer pour répondre aux revendications des pays en voie de développement. Quant aux pays en voie de développement, ils ne demandent pas non plus que, en votant des résolutions qui seraient ainsi adoptées à l'unanimité, les pays industrialisés semblent contredire les thèses qu'ils ont soutenues à la Conférence. Ce qui importe, c'est de prolonger, à travers le Conseil, la bonne volonté constructive qui s'est manifestée vers la fin de la Conférence.

11. Si l'Argentine s'est associée avec conviction à la collaboration des trois groupes — asiatique, africain et latino-américain — qui rassemblent maintenant 77 pays, c'est pour créer, non pas un pouvoir abusif, gage de triomphes apparents dans les scrutins, mais une force morale de persuasion, favorable à la négociation et à l'accord; expression de la volonté des deux tiers sous-développés de la population mondiale, une telle force peut contribuer à donner aux relations internationales un sens foncièrement humain, au-delà de la puissance militaire et économique.

12. Quant à savoir si certains problèmes internationaux sont avant tout des problèmes nationaux et, par conséquent, relèvent de la souveraineté de chaque pays, M. Migone souligne qu'il est de plus en plus difficile de trouver des cas où les relations internationales dans le domaine économique et social n'ont pas nécessairement aussi un contenu national. Certes, pour vivre en bons voisins, il faut que les pays adoptent à l'intérieur des mesures qui peuvent aller jusqu'à l'ajustement de leur politique, et même de leurs structures, avec les sacrifices qui en découlent. Comme la délégation argentine l'a déclaré quand se sont ouvertes les « négociations Kennedy », l'équilibre à réaliser doit être dynamique; avec un programme raisonnable et selon un rythme prudent, les structures des pays en voie de développement, comme celles des pays industrialisés, peuvent être réadaptées, sans préjudice pour personne et dans l'intérêt général.

13. M. BURR (Chili) fait observer que, si la documentation mise à la disposition du Conseil fait ressortir certains indices positifs dans la situation économique mondiale, il n'en subsiste pas moins des facteurs négatifs inquiétants qui affectent en particulier les pays d'Amérique latine en voie de développement.

14. Dans les dernières années, l'Amérique latine a pris conscience de ses problèmes et des responsabilités qui lui incombent. Elle a reconnu la nécessité de la planification, des réformes de structure et de l'intégration économique. Elle a donc lancé des projets de grande envergure, parmi lesquels on peut citer la création de la Banque interaméricaine de développement, le mouvement d'intégration économique de l'Amérique centrale, la constitution de l'Association latino-américaine de libre-échange et la mise sur pied de l'Alliance pour le progrès, et elle a redoublé d'efforts pour perfectionner ces réalisations.

15. Dès avant l'Alliance pour le progrès, le Chili a élaboré un plan décennal de développement qui a été bien accueilli par la BIRD. Dans le domaine de l'intégration régionale, auquel il attribue une importance spéciale, il préconise instamment une série de mesures qui permettraient de rendre plus dynamique l'Association latino-américaine de libre-échange, qui paraît avoir atteint la limite de ses possibilités. Il croit notamment en la nécessité d'harmoniser les politiques en matière de commerce, de finances et de développement pour aboutir à un marché commun et à une intégration économique effective et, à cette fin, il a demandé une réunion des ministres des affaires étrangères des Etats membres de l'Association. Dans le cadre de l'Alliance pour le progrès, le Chili a entrepris une série de réformes de structure en matière fiscale, agraire, administrative et scolaire.

16. Ces programmes prouvent que les pays d'Amérique latine comprennent la nécessité de l'effort national, mais des facteurs extérieurs sur lesquels ils ne peuvent agir risquent de retarder ou même d'empêcher les progrès économiques et sociaux souhaités. En effet, comme l'indique l'*Etude sur la situation économique de l'Amérique latine, 1963*, (E/CN.12/696 et Add.1 et 2), le taux de croissance a baissé par rapport à la période 1955-1960. Bien que les exportations aient augmenté régulièrement en volume, leur pouvoir d'achat a diminué à cause de l'évolution défavorable des termes de l'échange, d'où la nécessité urgente de relever les prix des produits primaires et de créer, sur les marchés internationaux, des conditions d'accès favorables aux exportations traditionnelles et aux productions industrielles nouvelles des pays en voie de développement. La hausse des prix des produits primaires exportés par l'Amérique latine a tout juste compensé la hausse des prix des biens d'importation. De plus, la part de l'Amérique latine sur les marchés internationaux décroît : sa part dans les importations des pays membres de la Communauté économique européenne est tombée de 6,9 % en 1955 à 5,3 % en 1963 ; les importations des Etats-Unis en provenance de l'Amérique latine n'ont augmenté que de 6 % en 1962 et de 3 % en 1963, alors que, au cours de ces mêmes années, les importations totales des Etats-Unis ont augmenté respectivement de 11 % et de 5 %. La diminution des rentrées de devises explique les pressions inflationnistes enregistrées dans la région.

17. Ces faits prouvent non seulement que les pays d'Amérique latine font un effort intérieur immense, mais encore que la coopération internationale est nécessaire pour donner au développement économique l'impulsion

qui assurera une croissance accélérée autonome. C'est pourquoi la Conférence sur le commerce et le développement était indispensable pour que s'entame un dialogue franc et constructif entre le monde industrialisé et les pays en voie de développement. Cependant, les pays en voie de développement ne se font pas d'illusions et, lors de la Conférence, ils ont accepté des formules de compromis qui s'écartent quelque peu des principes consignés dans la Charte d'Alta Gracia (E/CONF.46/100). Les pays en voie de développement n'ont pas renoncé à leurs aspirations, mais ils considèrent les recommandations de la Conférence comme une simple étape initiale d'une nouvelle politique en matière de commerce. Ils déplorent particulièrement qu'il n'ait pas été possible de mieux préciser les engagements concernant les facilités relatives au commerce des matières premières et des produits minéraux, ainsi que les préférences en faveur des exportations d'articles manufacturés et d'articles semi-finis en provenance des pays en voie de développement. Etant donné les nombreuses questions importantes qui restent à résoudre, les pays d'Amérique latine portent un grand intérêt aux nouveaux mécanismes qui vont être créés dans le domaine du commerce et du développement.

18. Quoi qu'il en soit, la Conférence sur le commerce et le développement a été un succès. Elle a marqué le début d'une ère nouvelle et elle permet d'espérer un nouvel ordre économique. Les pays en voie de développement ne demandent pas des privilèges spéciaux. Ils veulent seulement un traitement plus juste et plus équitable. Il faut espérer que tous les pays qui ont participé à la Conférence appuieront largement les conclusions et les recommandations qu'elle a adoptées. Les mois qui viennent seront des mois de rude épreuve où vont se cristalliser et se concrétiser les accords conclus à la Conférence.

19. L'unité du groupe des 77 pays en voie de développement est un des faits saillants de la Conférence. Ce mouvement était en marche depuis assez longtemps. La délégation chilienne à la Conférence interaméricaine de São Paulo avait, avec d'autres, proposé la création d'un comité spécial de coordination pour unifier la position des pays d'Amérique latine à la Conférence sur le commerce et le développement. Les discussions qui ont eu lieu par la suite, d'abord à Brasilia, puis à Alta Gracia ont montré aux pays d'Amérique latine qu'ils avaient beaucoup de problèmes communs et que, malgré quelques graves divergences d'intérêt, ils pouvaient faire un front commun. Cette expérience, projetée au niveau de la Conférence, a permis de constituer une unité puissante, non pas offensive, mais orientée vers la défense des intérêts légitimes communs. Le groupe des 77 pays, constitué autour d'un idéal de justice et de paix, facilite le dialogue entre le monde industrialisé et les pays en voie de développement.

20. La délégation chilienne est l'un des auteurs du projet de résolution commun, aboutissement logique des délibérations du Conseil sur les travaux de la Conférence, dont l'adoption à l'unanimité fera la preuve du nouvel esprit de coopération qui devrait réagir désormais les relations économiques internationales.

21. M. MATSUI (Japon) rappelle qu'en 1963 la production a progressé dans les pays d'Amérique du Nord, d'Europe occidentale et les autres pays industrialisés. Les pays en voie de développement ont bénéficié de cette tendance, car, du fait de l'augmentation de la demande, la valeur et le volume de leurs exportations se sont accrus. Il est vrai que le développement économique s'est ralenti dans certains pays industrialisés et que l'inflation a fait son apparition dans quelques pays. Néanmoins, d'une façon générale, la situation économique mondiale en 1963 peut être considérée comme encourageante. D'autre part, la Conférence sur le commerce et le développement a donné un nouvel essor aux échanges commerciaux.

22. Le Japon s'est efforcé de s'intégrer dans l'économie internationale en acceptant les obligations stipulées à l'article VIII des statuts du FMI et en devenant membre de plein droit de l'Organisation de coopération et de développement économiques. Etant donné ses efforts d'intégration dans l'économie mondiale, le Japon a dû adopter une politique économique prudente comprenant le développement des exportations, la stabilisation des prix par la libération des échanges et la production accrue des biens de consommation rares, la modernisation des secteurs de faible productivité tels que l'agriculture et la petite industrie, qui occupent encore une large proportion de la main-d'œuvre, et le renforcement de l'infrastructure sociale et économique, notamment les transports et l'habitation.

23. Il est désormais généralement admis que l'expansion du commerce international est la clé du développement de l'économie mondiale. Le Gouvernement japonais estime que la meilleure façon de réaliser cette expansion est de respecter le principe de la liberté des échanges commerciaux fondée sur la non-discrimination. D'autre part, une réduction des tarifs douaniers empêcherait la contraction du commerce mondial que le régionalisme peut engendrer.

24. Si l'année 1963 a été favorable au développement économique, les problèmes des pays en voie de développement sont loin d'être résolus, en particulier dans les domaines financier et technique.

25. Les résultats de la Conférence sur le commerce et le développement n'ont peut-être pas répondu aux espoirs de tous les participants. Toutefois, les pays du Nord et les pays du Sud doivent reconnaître que la Conférence a été un événement dans l'histoire des peuples et qu'elle a contribué à renforcer la coopération internationale. Comme le disait le Premier Ministre du Japon dans le message qu'il a adressé à la Conférence, si les nations unissent leurs efforts pendant les prochaines années dans un esprit de compréhension mutuelle, elles parviendront sûrement au succès. Une simple confrontation du Nord et du Sud ne donnerait aucun résultat. Tous les pays, quels que soient leur degré de développement et leur système économique, doivent concerter leurs efforts en vue d'atteindre le même idéal.

26. Le Gouvernement japonais est prêt à aider les pays en voie de développement à édifier leur économie. Le Japon constitue un débouché très important pour les matières premières et les produits manufacturés. Ses importations en provenance des pays en voie de dévelop-

pement représentaient, en 1963, 10 % des exportations totales de ces pays vers les pays industrialisés. Pendant la période 1955-1962, l'augmentation des importations du Japon en provenance des pays en voie de développement a représenté environ 25 % de l'augmentation totale des exportations de ces pays vers les pays industrialisés.

27. M. Matsui considère que le projet de résolution commun traduit bien le sentiment général du Conseil. Il fait cependant observer que l'adoption du paragraphe 3 du dispositif ne pourrait entraîner de changement dans la position du Japon à l'égard des recommandations contenues dans l'Acte final de la Conférence sur le commerce et le développement. M. Matsui espère que les auteurs du projet de résolution le remanieront afin qu'il puisse être adopté à l'unanimité.

28. M. ARKADIEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) constate avec satisfaction que la présente session du Conseil se déroule dans un climat de détente internationale et traduit une volonté commune de développer la coopération sur la base de la coexistence pacifique.

29. Au sujet des tendances économiques mondiales, le représentant de l'Union soviétique souligne que ses observations auront nécessairement un caractère préliminaire, car le Secrétariat n'a pu établir que la deuxième partie de l'*Etude sur l'économie mondiale, 1963* (E/3902 et Add. 1 à 4). En ce qui concerne les pays développés à économie de marché, M. Arkadiev note que, malgré une évolution favorable, les facteurs négatifs restent importants. C'est ainsi que, dans certains de ces pays, le développement industriel s'est ralenti, en même temps que le taux du chômage augmentait, surtout parmi les jeunes couches de la population. D'autre part, on a constaté un mouvement d'inflation qui a entraîné une hausse des prix, en particulier des prix des loyers. Pour cette raison, M. Arkadiev estime qu'on ne peut pas attribuer aux tendances favorables un caractère durable. Pour ce qui est des pays en voie de développement, la situation ne peut être considérée comme satisfaisante si l'on tient compte de la situation de la balance des paiements et notamment du poste des invisibles. Les pays peu avancés sont obligés de consacrer une part importante de leurs devises au paiement des frais de transport maritime, ce qui explique le désir de ces pays de créer une flotte nationale. La Conférence sur le commerce et le développement a adopté une recommandation à ce sujet (E/CONF.46/139, annexe A.IV.22).

30. D'autres problèmes méritent d'être examinés, par exemple le rôle des investissements étrangers dans les pays en voie de développement et les sorties de capitaux de ces pays. Ce problème est étudié dans les documents soumis au Conseil. M. Arkadiev constate qu'un nouveau phénomène est apparu : l'accroissement des exportations de capitaux vers les pays industrialisés à économie de marché. Selon lui, cette tendance traduit la volonté des monopoles de renverser les obstacles placés sur leur chemin. Le représentant de l'Union soviétique souligne que les capitaux importés dans les pays peu avancés ne contribuent pas à accélérer leur développement économique. Ces pays ont subi d'énormes pertes dans le

domaine du commerce extérieur, pertes qui ont dépassé en ampleur l'aide économique qui leur avait été fournie. En réalité, les investissements effectués dans les pays en voie de développement ne visent pas à favoriser leur indépendance économique ou leur industrialisation, mais à permettre à ceux qui effectuent ces investissements de réaliser des bénéfices élevés. Tout cela ressort du rapport du Secrétaire général de la Conférence sur le commerce et le développement (E/CONF.46/3) dans lequel on relève notamment qu'entre 1950, et 1961 les apports de capitaux à l'Amérique latine se sont élevés à 9,6 milliards de dollars alors que les bénéfices exportés ont atteint 13,4 milliards de dollars. De l'avis de la délégation soviétique, bien d'autres problèmes mériteraient d'être examinés plus à fond dans les études du Secrétariat.

31. Analysant ensuite les résultats de la Conférence sur le commerce et le développement, M. Arkadiev note que ces résultats sont dus à la coopération internationale dans le domaine économique. Il fait valoir la nécessité de développer le commerce aussi bien entre l'Est et l'Ouest qu'entre les pays développés et les pays en voie de développement. Pour cela, il serait utile de supprimer les obstacles qui entravent l'expansion du commerce mondial. L'accroissement des échanges entre les pays socialistes et les pays en voie de développement peut contribuer à améliorer la situation de l'économie mondiale et stimuler le commerce international. C'est pourquoi il importe de renforcer les relations commerciales de ces deux groupes de pays. L'expérience a du reste montré que les pays en voie de développement qui ont compris la nécessité d'accroître leurs échanges avec les pays socialistes en tirent avantage aujourd'hui. L'URSS se félicite de l'évolution favorable de ses relations économiques et commerciales avec les pays peu avancés.

32. Le représentant de l'Union soviétique fait observer que les appréciations optimistes qui figurent dans l'introduction à la deuxième partie de l'*Etude sur l'économie mondiale, 1963* sont en contradiction avec les déclarations faites par les secrétaires exécutifs des commissions économiques régionales à la 1315^e séance. C'est ainsi que le Secrétaire exécutif de la CEPAL a parlé du déséquilibre croissant de la balance commerciale des pays de l'Amérique latine et des pertes considérables qu'ils ont subies. On retrouve un tableau analogue dans le rapport annuel de la CEAEO (E/3876/Rev.1). M. Arkadiev souligne de nouveau que, si les prix des produits exportés par les pays en voie de développement ont été un peu relevés, rien ne permet d'affirmer — comme on peut le lire dans certains documents — que cette évolution se poursuivra de façon durable.

33. Dans les pays industrialisés à économie de marché, la croissance économique s'explique surtout par le développement des échanges entre ces pays. Le relèvement des prix mondiaux a apporté des avantages aux pays développés qui exportent des matières premières et non aux pays sous-développés qui en exportent également. Il convient de rappeler que, par rapport à une base 100 en 1958, l'indice des prix des matières premières exportées par le premier groupe de pays s'est élevé à 105 alors que, pour le second groupe, il est tombé à 97.

34. La Conférence sur le commerce et le développement a permis de juger la situation actuelle du commerce mondial et de dégager les facteurs qui entravent son essor. Les participants ont été ainsi amenés à formuler des recommandations dont la mise en œuvre devrait avoir pour effet de transformer les relations commerciales. En outre, ils ont pris des décisions en vue de créer un mécanisme spécial pour l'étude des problèmes relatifs au commerce international. Toutefois, la Conférence n'a pas pu examiner toutes les questions et l'on ne peut sous-estimer l'ampleur de ce qui reste à faire, notamment en ce qui concerne la création d'une organisation mondiale du commerce. En outre, un problème important reste à résoudre : celui des relations économiques et commerciales entre l'Est et l'Ouest.

35. L'URSS a formulé des propositions concrètes en vue de normaliser les échanges commerciaux. Ces propositions tendent notamment à stabiliser les marchés et les prix et à accorder des avantages aux pays en voie de développement. Dans ses recommandations, la Conférence note que les pays socialistes s'abstiendront de prendre toute mesure défavorable aux exportations des pays en voie de développement. Pour sa part, l'Union soviétique a décidé de supprimer les droits de douane sur les importations de produits alimentaires en provenance de ces pays. Elle est disposée en outre à instituer des systèmes de paiements bilatéraux et multilatéraux. Il est prévu que, au cours des sept prochaines années, le commerce de l'URSS avec les pays en voie de développement augmentera de deux fois et demie pour atteindre le chiffre de 3 600 millions de dollars et que, à la fin de 1980, le volume de ces échanges sera huit fois plus élevé. L'Union soviétique se propose d'accroître les achats de produits qui revêtent le plus d'importance pour les pays en voie de développement : café, huile, coton, produits miniers, articles manufacturés et articles semi-finis, etc.

36. La délégation soviétique partage les préoccupations exprimées par les pays en voie de développement en ce qui concerne les perspectives de leur développement économique et les conditions de leur commerce extérieur. Elle comprend les exigences de ces pays, qui demandent la diminution des bénéfices des pays métropolitains et l'octroi de certaines concessions en leur faveur. Il faut aider ces pays à surmonter les difficultés qui entravent leur développement et les encourager à adopter les mesures sociales et économiques internes et externes qui sont déjà appliquées par certains pays, notamment la République arabe unie, l'Algérie, l'Inde, le Cambodge, le Mexique et l'Argentine. Au cours de l'année écoulée, plusieurs de ces pays ont établi des plans de développement, renforcé le secteur public et jeté les bases d'une programmation économique en vue du développement des grands secteurs industriels.

37. Il ne faut pas oublier que la condition primordiale du développement est le droit souverain des peuples de disposer librement de leurs ressources naturelles. Le Conseil devrait préparer des recommandations concrètes tendant à faire respecter cette condition, qui correspond d'ailleurs aux principes énoncés dans la Charte des Nations Unies.

38. L'aide extérieure dans les domaines économique, technique et scientifique est également nécessaire aux pays en voie de développement. C'est pourquoi l'Union soviétique et les pays socialistes membres du Conseil d'aide économique mutuelle accordent leur assistance à 40 de ces pays. Cette aide n'est assortie d'aucune condition politique ou économique.

39. M. Arkadiev se demande à quelles sources les auteurs de *l'Etude sur l'économie mondiale, 1963* ont puisé leurs renseignements. Le chapitre 3 (E/3902/Add.3) qui traite de l'évolution récente en Union soviétique et dans les pays socialistes est tendancieux et inexact. M. Arkadiev donne au Conseil certaines précisions sur la situation économique dans ces pays.

40. Pendant la période 1953-1963, la production industrielle brute a été multipliée par 2,7 en Union soviétique. En 1963, la production d'acier a atteint plus de 80 millions de tonnes et elle sera d'environ 86 millions de tonnes en 1964. De 1953 à 1963, la production pétrolière a augmenté de 153 millions de tonnes; elle a dépassé 206 millions de tonnes en 1963 et elle sera d'environ 225 millions de tonnes en 1964.

41. En 1963, l'Union soviétique a commencé à exploiter d'immenses ressources naturelles de minerais, de métaux non ferreux, notamment de cuivre, de charbon, etc. On a découvert des nappes de pétrole en Sibérie occidentale et l'on a mis en exploitation des réserves énormes de gaz évaluées à près de 5 trillions de mètres cubes. D'ici quelques années, le pays sera couvert d'un vaste réseau assurant le transport de gaz, d'électricité et de pétrole.

42. Tout en mettant en valeur ses ressources naturelles, l'Union soviétique développe l'industrie chimique. En outre, elle n'a encore jamais connu une telle activité dans le domaine de la construction. La production de ciment se chiffrera probablement à 62 millions de tonnes en 1964. Depuis dix ans, on a construit en URSS 634 millions de mètres carrés de surface habitable dans les villes et 6 millions de maisons dans les campagnes; les nouveaux logements ainsi construits représentent une surface habitable égale à une fois et demie celle du patrimoine immobilier urbain du pays en 1940. Ces constructions ont été financées par l'Etat et ont été mises gratuitement à la disposition de la population.

43. Les mauvaises récoltes de 1963 ont incité les pays occidentaux à parler d'une crise agricole en URSS. Il va de soi que la dynamique du développement agricole doit être définie sur la base d'une période suffisamment longue et que les conclusions dans ce domaine ne peuvent être fondées sur les récoltes d'une seule année. Le développement de la production agricole est la préoccupation

journalière de l'Etat et du peuple soviétiques. Des moyens techniques considérables sont utilisés à cet effet. Des mesures permettant de développer l'agriculture indépendamment des facteurs climatiques sont actuellement à l'étude. On a récemment mis en culture 42 millions d'hectares de terres vierges. Ces diverses mesures donneront certainement des résultats positifs dans un avenir assez rapproché.

44. En examinant la question du développement économique mondial, il est difficile de passer sous silence les conséquences économiques et sociales du désarmement. Le Conseil doit contribuer à la conclusion d'un accord de désarmement général et complet.

45. L'Organisation des Nations Unies doit faciliter les échanges d'informations scientifiques et techniques, car toutes les découvertes doivent être mises à la disposition de tous les peuples du monde afin d'améliorer le bien-être de l'humanité. Pour illustrer l'esprit de collaboration dont font preuve les savants, M. Arkadiev mentionne l'accord conclu récemment entre les Etats-Unis d'Amérique et l'URSS, prévoyant l'étude d'un procédé de dessalement de l'eau utilisant l'énergie atomique.

46. La coopération internationale doit s'instaurer, particulièrement dans le domaine de la production chimique, qui est l'un des plus avancés de l'industrie. La chimie permet, avec peu de capitaux et une main-d'œuvre limitée, de produire de nouveaux matériaux nécessaires à l'industrie et à l'agriculture et d'obtenir de nouvelles matières premières. L'industrie chimique devient également un facteur de plus en plus important dans le domaine de la santé. La délégation soviétique propose donc que le Conseil mette au point des mesures permettant de développer la collaboration internationale en facilitant les échanges de données scientifiques et techniques en ce qui concerne l'industrie chimique. Le Conseil devrait également recommander aux commissions économiques régionales de créer des groupes de travail ou des comités chargés d'étudier cette question. Le Conseil contribuerait ainsi de façon efficace à relever le niveau de vie des populations, tout en encourageant la coopération internationale.

47. M. KOLB (Autriche) propose d'ajourner la suite du débat afin de permettre aux auteurs du projet de résolution commun de se réunir en vue d'apporter à leur texte certaines modifications.

Il en est ainsi décidé.

La séance est levée à 12 h 50.



CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Trente-septième session

DOCUMENTS OFFICIELS

Vendredi 24 juillet 1964
à 15 h 25

PALAIS DES NATIONS, GENÈVE

SOMMAIRE

Page

Points 5 et 4 de l'ordre du jour:

Tendances économiques mondiales (*suite*)Rapport de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (*fin*)Débat général (*fin*) 121

Président: Sir Ronald WALKER (Australie).

Présents:

Les représentants des Etats suivants, membres du Conseil: Algérie, Argentine, Australie, Autriche, Chili, Colombie, Equateur, Etats-Unis d'Amérique, France, Inde, Irak, Japon, Luxembourg, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sénégal, Tchécoslovaquie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Yougoslavie.

Les représentants des Etats suivants, membres supplémentaires des comités de session: Cameroun, Ghana, Indonésie, Iran, Italie, Mexique, République arabe unie, République-Unie du Tanganyika et de Zanzibar.

Les observateurs des Etats Membres suivants: Bulgarie, Canada, Finlande, Hongrie, Irlande, Norvège, Nouvelle-Zélande, Ouganda, Pakistan, Philippines, Pologne, République centrafricaine, Roumanie, Suède, Uruguay.

Les observateurs des Etats non membres suivants: République fédérale d'Allemagne, Saint-Siège, Suisse.

Les représentants des institutions spécialisées suivantes: Organisation internationale du Travail, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, Organisation de l'aviation civile internationale, Banque internationale pour la reconstruction et le développement, Fonds monétaire international, Organisation mondiale de la santé, Commission intérimaire de l'Organisation internationale du commerce.

Le représentant de l'Agence internationale de l'énergie atomique.

POINTS 5 ET 4 DE L'ORDRE DU JOUR

Tendances économiques mondiales (E/3902 et Add.1 à 4; E/CN.12/696 et Add.1 et 2; E/CN.14/239; E/ECE/535) (*suite*)

Rapport de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (E/3856, E/3932; E/CONF.46/139) (*fin*)

DÉBAT GÉNÉRAL (*fin*)

1. Le PRÉSIDENT annonce qu'à la suite des consultations officielles qui ont eu lieu depuis la 1330^e séance, un projet de résolution révisé (E/L.1056/Rev.1) sur le point 4 de l'ordre du jour a été soumis au Conseil. Il invite l'un des auteurs à présenter ce texte.

2. M. LEKIC (Yougoslavie) déclare que, grâce à l'esprit de coopération des représentants des pays en voie de développement et à leurs efforts suivis pour réaliser le maximum d'accord sur un projet de résolution concernant la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, il a été possible de mettre au point un texte qui a pour auteurs tous les membres du Conseil et qui est appuyé par tous les membres des comités de session. Il faut féliciter les pays industrialisés et les pays socialistes des efforts qu'ils ont faits pour parvenir à l'unanimité. M. Lekic espère que l'adoption du projet de résolution révisé facilitera la tâche du Conseil.

3. M. WALDRON-RAMSEY (République-Unie du Tanganyika et de Zanzibar) rappelle qu'il a exposé à la 1318^e séance le point de vue de son gouvernement sur la question de l'activité économique générale, dans la mesure où l'on peut en juger d'après les rapports des quatre commissions économiques régionales. On ne saurait dire, bien entendu, que ces rapports ni les débats qui ont eu lieu à leur sujet aient permis de dresser un bilan complet de l'activité économique internationale; cependant, considérés ensemble, ces rapports présentent un tableau général de la situation économique des parties du monde dont ils traitent. M. Waldron-Ramsey se contentera de faire des observations préliminaires touchant la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement.

4. La Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement a marqué la fin d'une époque de la coopération internationale et le début d'une ère nouvelle d'action de l'ONU dans les domaines du commerce et du développement. La Conférence a repris le débat là où l'avait laissé la Conférence des Nations Unies sur le commerce et l'emploi, tenue à La Havane en 1947-1948. Le fait même que l'on ait pu convoquer la Conférence a marqué une victoire pour ce que le Secrétaire général de la Conférence a appelé les idées novices des pays peu développés, car, lorsque la proposition de convoquer une conférence a été lancée pour la première fois, elle s'est heurtée à l'hostilité calculée de certains Etats Membres industrialisés. La Conférence sur les problèmes du développement économique, tenue au Caire en 1962, avait pourtant démontré les faiblesses et le danger, pour la communauté internationale, de la structure irrationnelle du commerce mondial et ses effets négatifs sur le

développement des pays peu avancés. La Déclaration du Caire des pays en voie de développement, par laquelle les Etats signataires se prononçaient énergiquement pour la prompt convocation d'une conférence internationale sur le commerce et le développement, a été accueillie chaleureusement par l'immense majorité des Etats Membres de l'ONU, qui ont voté la résolution 1820 (XXVII) de l'Assemblée générale; elle a servi de base à la Déclaration commune des pays en voie de développement qui a été incorporée dans la résolution 1897 (XVIII) de l'Assemblée générale. Par la suite, les déclarations de Brasilia, d'Alta Gracia, d'Addis-Abéba, de Niamey, de Téhéran et de Manille ont préparé le terrain pour la convocation de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement.

5. Plus importante encore que la convocation de la Conférence ont été la détermination et l'objectivité dont les 120 nations ont fait preuve lorsqu'elles ont soumis à une analyse approfondie et incisive la structure actuelle du commerce mondial et les organismes et institutions des Nations Unies. La Conférence a conclu que la structure du commerce mondial est anachronique et joue inévitablement au détriment des pays en voie de développement: les termes de l'échange sont inéquitables, et un écart énorme sépare les nations riches des pays pauvres. La Conférence a démontré également que les divers organes et institutions des Nations Unies, tels qu'ils sont actuellement constitués et orientés, sont incapables de promouvoir les politiques du commerce et du développement et l'expansion nécessaire au progrès universel dont le monde a besoin en 1964 et, en particulier, incapables de promouvoir les échanges commerciaux en vue du développement. Il est évident que la structure classique, coloniale et néo-coloniale du commerce international ne saurait subsister et que le Conseil a échoué dans sa mission, surtout parce qu'il n'est pas véritablement représentatif des 112 Etats Membres de l'ONU et ne traduit pas le caractère universel des échanges commerciaux. Fermer les yeux en 1964 sur le marché de consommation et de production que représentent les 700 millions d'habitants de la République populaire de Chine est, sans le moindre doute, peu réaliste. Le Conseil a échoué dans l'accomplissement de ses tâches véritables parce que sa politique et celle de ses organes subsidiaires restent dans la ligne de la philosophie et de la jurisprudence qui lui ont donné naissance en 1946, époque où le monde était totalement différent. Le Conseil n'est plus en mesure de coordonner efficacement les travaux des divers organes et institutions qui exercent leurs activités dans les domaines économique et social. Il est donc nécessaire qu'il y ait une Conférence permanente du commerce et du développement, dont le statut soit parallèle à celui du Conseil et qui déchargerait le Conseil de ses fonctions de coordination dans les domaines du commerce et du développement. Certains doutent même que le Conseil ait jamais reçu mandat de coordonner les activités en matière de commerce et de développement, car nulle part dans la Charte ne sont employés les mots « commerce et développement ». Le nouvel organe devra manifestement avoir les pouvoirs nécessaires pour coordonner celles des activités des autres institutions qui ont trait au commerce et au développement.

6. La délégation de la République-Unie est d'accord sans réserve avec le Secrétaire général pour estimer que, si le Conseil ne procède pas à cette session à la réévaluation de sa mission, de son mandat, de son fonctionnement et de son efficacité, il aura peut-être manqué une occasion unique de profiter de ce nouvel élan et de consolider toute la structure des Nations Unies. La Conférence a présenté toutes ses recommandations et décisions à l'Assemblée générale, seul organe qui, de l'avis de la délégation de la République-Unie, soit pleinement compétent pour s'en occuper. L'Assemblée générale seule a la compétence voulue pour élargir, amender ou modifier les conclusions et les recommandations qui lui sont soumises par les 120 Etats qui ont participé à la Conférence. A cet égard, le représentant du Royaume-Uni a induit en erreur le Conseil, peut-être par inadvertance, lorsqu'il a affirmé que le Conseil avait le pouvoir d'élargir ou de modifier les recommandations de la Conférence, s'il le jugeait nécessaire.

7. La délégation de la République-Unie approuve le Secrétaire général qui a dit (1320^e séance) que les tensions entre le Nord et le Sud sont fondamentalement aussi graves que les tensions entre l'Est et l'Ouest. Comme lui, elle accueille avec satisfaction la naissance du groupe des 77 pays qui, à la Conférence, a manifesté sa force et sa cohésion dans l'arène où s'affrontent le Nord et le Sud. Elle a vu se forger une solidarité durable au sein de ce groupe. Les quatre derniers jours de la Conférence ont mis à rude épreuve la loyauté des membres du groupe et les fondements mêmes de leur solidarité, mais la délégation de la République-Unie est heureuse de rappeler que le groupe des 77 pays a résisté vigoureusement aux assauts les plus violents et est sorti de l'épreuve avec sa personnalité propre et bien marquée. Une nouvelle dimension est apparue dans les relations diplomatiques internationales.

8. Sur les instructions de son gouvernement, la délégation de la République-Unie avait préparé une déclaration très différente de ton et de nature de celle que M. Waldrow-Ramsey fait actuellement. Mais, le représentant des Etats-Unis d'Amérique ayant exhorté ceux qui aspirent à un ordre nouveau et rationnel dans les relations internationales à se grouper en une « confrérie des impatients », elle renonce à faire cette déclaration et elle se bornera à formuler quelques observations préliminaires sur la recommandation de la Conférence concernant le nouveau mécanisme que l'on projette de créer. Etant donné qu'elle considère que le Conseil n'a pas qualité pour examiner quant au fond les recommandations de la Conférence, elle exposera ses vues à ce sujet de manière détaillée à la dix-neuvième session de l'Assemblée générale.

9. La délégation de la République-Unie considère que la Conférence a eu raison de recommander à l'Assemblée générale la création, en vertu de l'Article 22 de la Charte des Nations Unies, d'une Conférence périodique sur le commerce et le développement (voir E/CONF.46/139, annexe A.V.1). Elle se félicite de la recommandation de créer un Conseil du commerce et du développement, organe exécutif de la Conférence. Elle aurait préféré que la future Conférence et le futur Conseil se conforment plus

fidèlement aux cinq critères qui ont été énoncés à la seconde session du Comité préparatoire et acceptés par la Conférence elle-même. Elle aurait voulu, par exemple, que la participation à la Conférence périodique fût plus universelle. Il est vrai que cette Conférence sera établie par l'Assemblée générale en tant qu'organe indépendant, ayant même statut et même rang que le Conseil économique et social et faisant rapport directement à l'Assemblée générale, mais la délégation de la République-Unie aurait préféré que la Conférence soit clairement et expressément chargée de coordonner et de diriger celles des activités des autres organes de l'ONU qui intéressent le commerce et le développement. M. Waldron-Ramsey espère que l'Assemblée générale corrigera ces imperfections.

10. Toutefois, c'est la recommandation concernant la création d'un comité spécial chargé d'élaborer des propositions de procédure qui présente le plus de difficultés. Le principe traditionnel de la souveraineté et de l'égalité des Etats exige que tous les Etats, petits ou grands, aient le même droit de vote dans les affaires internationales. La Charte des Nations Unies précise clairement au paragraphe 1 de l'Article 18 et au paragraphe 1 de l'Article 67 que chaque Etat Membre dispose d'une voix à l'Assemblée générale et dans tous les organes créés par elle. Bien plus, aucune procédure ne peut enlever aux Etats Membres le droit de vote. En matière de vote, aucune considération ne peut, en 1964, justifier que l'on porte atteinte à la pratique selon laquelle chaque Etat a droit à une voix ou que l'on accorde à un ou à plusieurs Etats un droit de veto économique.

11. En ce qui concerne la procédure de conciliation avant le vote, M. Waldron-Ramsey signale que la conciliation a toujours été la règle dans toutes les réunions des Nations Unies. Aucune résolution des Nations Unies n'est adoptée avant que ses auteurs et ses adversaires éventuels n'aient essayé de trouver un terrain d'entente. Cette pratique de conciliation avant le vote a marqué toutes les conventions constitutionnelles des Nations Unies. D'ailleurs, la Charte tranche la question, sans équivoque possible, au paragraphe 1 de l'Article 33. Le commerce et le développement donnent lieu à des différends, tout comme les problèmes du colonialisme ou de la violation de l'intégrité territoriale. La procédure proposée est donc superflue. Le comité spécial doit également « constituer une base suffisante pour l'adoption de recommandations relatives à des propositions concrètes prévoyant des mesures qui affectent de manière substantielle les intérêts économiques ou financiers de certains pays » (*ibid.*). Le sens de ces mots n'est pas clair : ils peuvent être interprétés comme accordant de manière détournée, à certains Etats, le moyen d'exiger un droit de veto économique avant d'accéder à une recommandation de la Conférence ou du Conseil. Le Gouvernement de la République-Unie du Tanganyika et de Zanzibar ne saurait accepter que l'on modifie la Charte des Nations Unies d'une manière qui pourrait entraîner la destruction de l'ONU. Le Conseil de sécurité a déjà illustré de manière concluante le danger qu'il y a à accorder un droit de veto à certaines nations. Compte tenu de l'équilibre des forces en 1964, seules deux puissances membres du Conseil de sécurité, l'URSS et les Etats-Unis d'Amérique, peuvent à juste titre se prévaloir du droit de veto. Il faut veiller à

ne pas commettre pour le nouvel organe à créer, les mêmes erreurs que pour le Conseil de sécurité. Même si l'on donne à certaines puissances un droit de veto économique, cela ne signifie pas automatiquement que ces puissances accepteront les recommandations de la Conférence et du Conseil et les considéreront comme obligatoires. Jusqu'au jour où sera négocié et mis au point un traité établissant clairement les fondements juridiques et les pouvoirs de coercition de la nouvelle instance internationale sur les membres signataires, les recommandations du nouvel organisme ne pourront avoir que la valeur juridique des résolutions de l'Assemblée générale. Logiquement, il faudrait créer rapidement, par traité, une organisation internationale du commerce. Alors, seulement, on pourra considérer que l'esprit de la Conférence de La Havane a été définitivement exercé.

12. Le représentant de la République-Unie conclut ses observations préliminaires en déclarant que sa délégation souhaiterait que l'on reconnaisse au plus tôt, de manière officielle, l'existence du groupe des 77 pays peu développés. Il convient avec le Secrétaire général qu'une plus grande cohésion des pays peu développés favorisera la coopération économique à l'échelle mondiale et bénéficiera à tous les Etats Membres, à condition que le système des Nations Unies se montre capable de donner forme et expression à cette coopération dans une perspective universelle.

13. M. CHANDERLI (Algérie) dit que l'Algérie n'a malheureusement pas participé à la vigoureuse expansion économique mondiale de 1963 dont fait état l'introduction à la deuxième partie de l'*Etude sur l'économie mondiale, 1963* (E/3902 et Add.1 à 3). D'ailleurs, l'Algérie ne possède pas de données suffisamment précises pour pouvoir faire une évaluation de son développement économique et agricole. Le Gouvernement algérien ne pense pas que son expérience puisse être utile aux autres nations, mais il est convaincu qu'elle favorisera la recherche d'une solution aux problèmes des autres pays.

14. La production agricole a évolué différemment suivant les produits en 1963. Grâce à de bonnes conditions atmosphériques, aux efforts des travailleurs agricoles et aux mesures adoptées par le gouvernement dans le domaine social, la production céréalière et fruitière a augmenté. La production vinicole a été inférieure à la moyenne des années précédentes. Dans les industries extractives, seule la production de pétrole et de gaz a continué d'augmenter, mais cette augmentation a été quelque peu limitée par la capacité des canalisations d'évacuation. Une diminution de 13 % a été enregistrée pour tous les autres produits miniers. Plusieurs causes expliquent cette diminution : le marché international, notamment le marché du minerai de fer, l'épuisement des réserves de phosphates, et d'autres causes non économiques. D'autre part, on a enregistré une diminution générale dans tous les secteurs de l'économie et un ralentissement général de l'activité par rapport aux années qui ont précédé immédiatement l'indépendance.

15. La diminution des investissements également fait sentir ses effets. Moins de 21 % des montants que l'on espérait voir affecter aux investissements ont, en fait,

été utilisés et, sur cette quantité, 50 % seulement peuvent être considérés comme ajoutés à l'économie algérienne. Le programme d'investissement de 1963 n'a eu que des effets limités sur le marché de l'emploi. Le chômage et le sous-emploi, qui affectent près de 45 % de la population masculine active, restent un problème majeur.

16. On a donc constaté en Algérie un ralentissement de l'activité économique, un accroissement du chômage et une baisse de la productivité, sauf dans quelques secteurs.

17. Ces vicissitudes intérieures ont eu également des répercussions sur le commerce extérieur de l'Algérie. Par rapport aux années qui ont précédé l'indépendance, le commerce extérieur a été mieux équilibré, plus sain et plus diversifié géographiquement. Les importations ont diminué de plus de 40 % par rapport à 1961, tandis que les exportations ont augmenté de plus de 57 %. Cette balance positive est due à plusieurs facteurs. Tout d'abord, la diminution de la production de certains produits de base spécialement conçus pour l'exportation — tels que le vin et les minéraux — et la désorganisation des anciens circuits commerciaux n'ont pas, comme on le craignait, entraîné de forte réduction des recettes globales d'exportation. L'accroissement des exportations de pétrole et de gaz a largement compensé la diminution des exportations de vin et de minéraux. Il y a eu ensuite la diminution des importations, qui tient à diverses raisons : le ralentissement de l'activité économique a réduit les achats de biens d'équipement, tandis que la transformation des structures de la consommation consécutive au départ d'une grande partie de la population, d'origine européenne principalement, qui détenait la majeure partie du pouvoir d'achat du pays, ainsi que les mesures prises par le gouvernement, ont fortement limité la consommation. Le commerce extérieur est également en voie de diversification : en dehors des accords commerciaux signés avec le Gouvernement français, plusieurs accords commerciaux ont été signés, notamment avec la Yougoslavie, la Bulgarie, la Roumanie, l'URSS, la Suisse, la République arabe unie et, plus récemment, le Royaume-Uni.

18. Un autre facteur qui agit sur le développement économique et social de l'Algérie est l'existence de deux économies distinctes : une économie de marché dans le Nord, qui est relativement riche, moderne et industrialisé, et une économie de subsistance dans le Sud, principalement agricole. A l'exception de quelques petites enclaves, le Sud exige un effort considérable de modernisation. Malheureusement, les chômeurs du Sud sont attirés par les enclaves industrialisées et viennent constituer un prolétariat dans les faubourgs des villes, où ils vivent à la limite du minimum vital. Cela pose de graves problèmes sociaux.

19. Le gouvernement s'efforce de résoudre les problèmes sociaux et économiques en faisant appel à la solidarité nationale qui, faute de fonds suffisants, se manifesterait essentiellement par le déploiement d'énergie physique. L'empreinte du colonialisme cède peu à peu la place à des structures nouvelles dans la perspective de la politique socialiste du pays. L'Algérie n'est pas encore en mesure de tirer pleinement parti des raffineries de pétrole, des usines sidérurgiques, des sucreries ni des tanneries actuellement en construction. Elle dépendra encore pen-

dant de nombreuses années des capitaux et des techniciens étrangers. Le Gouvernement algérien est très sensible à l'appui, à l'aide et à la compréhension qu'il a trouvés auprès d'un grand nombre de nations amies.

20. La Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement a certes été un événement historique, en ce sens qu'elle a fait suite à une résolution fondée sur le désir de 77 pays en voie de développement épris de justice sociale. Les débats sur les droits de l'homme au Comité social rappellent sans cesse la longue lutte de l'homme pour la liberté. Le monde est à la veille d'un nouveau combat, car il s'agit de donner à tous les hommes des chances égales de développement économique et social, de progrès, de dignité et de liberté dans les relations internationales.

21. Le Secrétaire général a fait observer, à juste titre, que la Conférence a donné une impulsion puissante aux Nations Unies. Quelles que soient les difficultés techniques que pose le compromis réalisé dans l'Acte final, il faut s'efforcer de conserver les idées dont s'inspirent les recommandations qui y sont formulées. Il est peut-être prématuré d'examiner au Conseil toutes les conséquences des recommandations de la Conférence sur le plan institutionnel, mais il faut espérer que l'Assemblée générale sera en mesure d'en donner l'interprétation qu'il convient à sa dix-neuvième session.

22. En ce qui concerne le projet de résolution révisé, la délégation algérienne attache une importance particulière au troisième alinéa du préambule et au paragraphe 3 du dispositif.

23. M. KOLB (Autriche) limitera ses observations à trois points : la nécessité d'une action internationale en faveur des pays en voie de développement, certaines limitations d'ordre psychologique aux actions dans ce domaine, et la nécessité d'une utilisation rationnelle des institutions internationales existantes et à créer.

24. Sur le premier point, personne n'ignore qu'une action internationale et des politiques économiques énergiques seraient venues à bout de la crise de chômage qui a sévi à la fin des années vingt. Or, on laisse s'établir une situation grosse de complications politiques qui mèneront le monde droit à la catastrophe. Il se pourrait que le monde soit maintenant dans une situation semblable, à cette différence près que le mal est maintenant le sous-développement au lieu du chômage. Les pays qui ont de l'expérience et des ressources bien développées devraient donc adopter des politiques coordonnées et ingénieuses pour résoudre le problème du sous-développement. La Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement doit être, pour les pays industriels, le point de départ d'un effort conscient de cette nature.

25. Sur le deuxième point, il serait vain de nier qu'il existe un problème qu'il convient d'identifier clairement au moment où l'on demande aux pays industriels de faire davantage pour les pays en voie de développement en matière d'assistance et de commerce. Dans de nombreux pays industrialisés, la réponse aux exhortations du gouvernement en faveur des pays en voie de développement dépend de deux facteurs : l'utilisation que fait le pays intéressé de l'aide qu'on lui apporte et la mesure

dans laquelle la majeure partie de la population bénéficie de cette aide. Dans ces questions, l'opinion publique peut freiner aussi puissamment que la situation budgétaire les initiatives d'un ministre des finances en matière d'assistance. L'action internationale que la situation actuelle exige se traduirait pour les pays industrialisés par l'abandon de certaines subventions et la réduction ou l'abrogation des droits de douane protecteurs, taxes compensatoires et dispositions du même ordre. L'industriel renoncera plus volontiers à ses privilèges s'il est sûr que ces privilèges ne passeront pas tout simplement à un autre industriel dans un pays lointain; de même les travailleurs accepteront plus facilement de voir leur emploi menacé par des importations de pays à bas salaires s'ils sont sûrs que cela servira non pas tout simplement à augmenter les bénéfices de quelques-uns mais, au contraire, à relever les salaires dans les pays en voie de développement.

26. Sur le troisième point, M. Kolb dit que, en plus de sa contribution au financement du nouveau mécanisme qui doit être créé pour le commerce et le développement, le Gouvernement autrichien devra encore assumer une part des frais d'un nouveau mécanisme national correspondant et ceux de sa représentation aux conférences internationales. Le gouvernement trouvera certainement le moyen de faire face à ces charges supplémentaires, mais le problème du personnel qualifié demeure. Il est indispensable d'éviter les doubles emplois et le chevauchement des réunions. M. Kolb espère que le Conseil retiendra les suggestions du Secrétariat général et examinera le fonctionnement et l'efficacité du mécanisme existant afin de savoir ce dont il dispose déjà lorsqu'il instaurera un nouveau mécanisme. La délégation autrichienne espère que le Conseil recevra des suggestions pratiques de la part du Secrétariat et pourra inscrire l'examen de ces questions à son ordre du jour.

27. M. ZEVALLOS (Equateur) dit que les besoins des zones critiques du monde ont rendu nécessaire la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement. La lenteur de la croissance économique de l'Amérique latine est due en grande partie au développement défavorable du secteur extérieur. Alors qu'en 1953 cette région a fourni aux pays industrialisés 20,2% des produits de base dont ils avaient besoin, en 1960, cette proportion était tombée à 15,1%. Cet état de choses se traduit par un déficit constant de la balance des paiements que l'aide financière extérieure ne compense pas. La nécessité sans cesse croissante d'importer des biens d'équipement ne peut être entièrement satisfaite et le développement économique de l'Amérique latine s'en trouve retardé. La situation est la même dans d'autres régions en voie de développement.

28. L'action des Nations Unies a permis de réunir la Conférence sur le commerce et le développement dans le dessein d'améliorer la situation des pays en voie de développement par une réorganisation du commerce mondial et l'établissement d'un système de coopération internationale. Les principales recommandations de cette Conférence sont celles qui concernent l'accès plus large des produits primaires et des articles manufacturés et semi-finis des pays en voie de développement aux marchés

des pays développés (E/CONF.46/139, annexes A.III.6 et A.III.7); les mesures en vue de favoriser les échanges commerciaux entre les pays en voie de développement (*ibid.*, annexe A.II.5), les mesures de promotion des échanges, y compris l'établissement, dans le cadre du nouveau mécanisme proposé, d'un centre d'information commerciale et d'étude des marchés (*ibid.*, annexe A.II.4); les mesures spéciales destinées à protéger les produits primaires contre la concurrence des produits synthétiques (*ibid.*, annexe A.II.7); et la création d'une institution spécialisée pour le développement industriel (*ibid.*, annexe A.III.1). Reconnaissant que l'on aurait toujours besoin de compensation financière, la Conférence a approuvé une recommandation à ce sujet (*ibid.*, annexe A.IV.17); M. Zevallos propose que les commissions économiques régionales procèdent aux études nécessaires pour l'application pratique de cette recommandation. Il convient également de signaler l'intérêt de la recommandation sur la transformation graduelle du Fonds spécial en un fonds d'équipement (*ibid.*, annexe A.IV.8) et la recommandation tendant à ce que les pays développés fournissent aux pays en voie de développement un concours financier minimal net égal à 1% de leur revenu national (*ibid.*, annexe A.IV.2). La délégation de l'Equateur espère que cette coopération financière s'établira indépendamment du niveau général de l'assistance déjà accordée par les pays développés aux pays en voie de développement. Ces derniers pays se sont félicités de la décision des pays à économie planifiée de fixer des objectifs quantitatifs à leurs importations en provenance des pays en voie de développement. Il est nécessaire d'avoir une organisation qui mette ces recommandations en œuvre et pose de nouveaux principes pour remplacer des idées révolues. L'Equateur est disposé à prêter son concours à la nouvelle organisation proposée.

29. Le groupe des 77 pays a maintenu son unité en dépit des pressions qui ont été exercées sur lui, notamment pendant les derniers jours de la Conférence. M. Zevallos espère que cette unité demeurera dans d'autres domaines et en d'autres occasions.

30. Bien que les recommandations de la Conférence ne répondent ni à toutes les exigences ni à toutes les aspirations des pays en voie de développement, elles laissent entrevoir une période plus prospère pour la plus grande partie de l'humanité.

31. Il conviendrait que le Conseil prenne acte de l'Acte final et du rapport de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement et les transmette à l'Assemblée générale à sa dix-neuvième session.

32. M. SALMAN (Irak) dit qu'il y a eu de toute évidence quelques légères améliorations dans la situation économique mondiale et que l'ensemble des pays en voie de développement ont bénéficié d'une amélioration de leurs termes de l'échange. Cependant, comme le Secrétaire général l'a fait observer (1320^e séance), les progrès de l'expansion sont encore entravés par des imperfections fréquentes dans toutes les régions, et l'écart entre riches et pauvres reste le problème essentiel du moment.

33. Pour l'Irak, l'année 1963 a été marquée par une diminution considérable de la production nette, le recul

le plus fort étant intervenu dans le secteur agricole; bien que les recettes pétrolières aient augmenté de 15%, le revenu national a diminué de 2%. Devant cette situation, le gouvernement a pris un certain nombre de mesures importantes: nationalisation des entreprises financières et industrielles, vaste plan de développement économique et social. Les difficultés de l'Irak, comme celles des autres pays en voie de développement, nécessitent l'assistance et la coopération de la communauté internationale tout entière et des pays développés spécialement.

34. L'accession récente à l'indépendance d'un grand nombre de nations et l'accroissement de la population de tous les pays en voie de développement ont rendu encore plus impérieuse la nécessité d'une action internationale.

35. La Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement a donc été convoquée en vue d'éliminer les obstacles à l'expansion des pays en voie de développement et de réduire l'écart entre les pays développés et les pays en voie de développement en établissant de nouveaux principes pour régir les échanges internationaux et les relations économiques, dans l'intérêt de tous. Bien que ses résultats soient en deçà de ce que les pays en voie de développement avaient espéré, certaines dispositions essentielles ont été prises dans la bonne direction. La Conférence a montré qu'il n'y a pas d'expansion possible pour les pays en voie de développement sans amélioration des termes de l'échange et qu'une telle expansion est indispensable au développement économique continu de l'ensemble de la communauté internationale. Elle a également reconnu que, là où il existe des inégalités, c'est invariablement au détriment du plus faible, c'est-à-dire des pays en voie de développement. Insistant sur l'importance du commerce en tant qu'instrument de développement, la Conférence a adopté plusieurs recommandations, parmi les plus importantes desquelles il faut relever la recommandation sur les mesures financières supplémentaires en vue de compenser les fluctuations des termes de l'échange et celle qui invite les pays développés à réserver 1% de leur revenu national pour aider les pays en voie de développement.

36. Le résultat politique le plus important de la Conférence est que les 77 pays ont fait cause commune dans leur détermination d'assurer des conditions de vie convenables à leurs populations. Pour eux, la Conférence marque le début d'une ère nouvelle dans le domaine de la coopération internationale pour le commerce et le développement, et ils considèrent une telle coopération comme un instrument décisif pour éviter la division du monde entre riches et pauvres.

37. La Conférence a eu deux résultats essentiels: elle a établi une série de principes pour remplacer la conception traditionnelle des relations commerciales et elle a recommandé l'établissement d'un mécanisme institutionnel chargé de poursuivre ses travaux. Elle ouvre donc véritablement une voie nouvelle. Le représentant de l'Irak recommande au Conseil d'adopter le projet de résolution E/L.1056/Rev.1.

38. M. COSÍO VILLEGAS (Mexique) rappelle qu'au moment où l'ONU vit le jour, les cinq grandes puissances qui avaient supporté le poids de la guerre pensaient que

c'était à elles qu'il revenait principalement, sinon exclusivement, de gouverner le monde. Cette attitude s'est traduite par la création du Conseil de sécurité en tant qu'organe de gouvernement suprême, par l'établissement de sièges permanents au sein de ce Conseil et par la conception selon laquelle les cinq puissances en question devaient prendre d'un commun accord toutes les décisions importantes, y compris la décision d'amender la Charte.

39. Des changements se produisirent peu après la Conférence de La Havane, si bien qu'il ne reste plus à l'heure actuelle que deux grandes puissances, dont les divergences paraissent insurmontables. L'efficacité du gouvernement du monde par une minorité s'est trouvée de ce fait en grande partie compromise. L'action de l'unique groupe important d'Etats indépendants, à savoir les 20 pays d'Amérique latine dont les voix, à l'époque, représentaient 39% du total des votants a toutefois permis de rectifier la mauvaise perspective historique dans laquelle l'Organisation se trouvait à sa naissance; car, sans les pays d'Amérique latine, l'Assemblée générale aurait été incapable d'arriver aux décisions pour lesquelles une majorité des deux tiers est requise. A la Conférence monétaire et financière des Nations Unies tenue à Bretton Woods en juillet 1944, les pays d'Amérique latine furent les seuls à demander que les pays en voie de développement aient une part dans l'administration de la BIRD et du FMI et ils se sont énergiquement opposés à la suggestion selon laquelle les décisions de ces institutions devaient être prise par un système de vote pondéré. Ces pays, avec leur bloc de 20 voix, furent également à l'origine de la transformation de l'Assemblée générale qui, simple groupe de discussion au début, est devenue un organe efficace de direction à la majorité. Dans cette dernière tâche, ils ont bénéficié de la sympathie et de l'appui des pays arabes et asiatiques et ils se sont réjouis lorsque les pays d'Afrique sont entrés dans l'Organisation, faisant ainsi pencher la balance en faveur d'un gouvernement mondial dans lequel c'est la majorité qui compte.

40. Les résultats de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement ont fait l'effet d'un miracle, car il s'agit de l'un des rares événements qui se soient produits à l'encontre de toute logique et de toute raison, qui aient déjoué toutes les prévisions, infirmé tous les précédents historiques et contredit l'histoire elle-même. Lorsque, il y a sept ans, l'idée de convoquer une réunion mondiale pour traiter des problèmes du commerce mondial fut lancée pour la première fois au Conseil, personne ne savait quels problèmes la Conférence traiterait ni qui y participerait. Une proposition aussi confuse ne recueillit aucun appui et le Conseil ne l'examina même pas. Or, l'atmosphère s'est modifiée si rapidement que, cinq années plus tard, le Conseil décidait, par sa résolution 917 (XXXIV), de réunir la Conférence. La Conférence a pris une telle importance qu'elle en est venue à oublier qu'elle devait son existence au Conseil, si bien qu'elle ne semble pas avoir tenu suffisamment compte de l'effort accompli par le Conseil, puis par l'ensemble des organisations des Nations Unies, en vue d'en assurer le succès.

41. L'unique bon présage pour la Conférence fut l'énergie apportée à sa préparation. Malgré cela, il

paraissait que de trop nombreux obstacles s'opposaient à son succès : tout d'abord, l'ampleur même de la réunion; en second lieu, l'ordre du jour, chargé d'une énorme variété de problèmes au sujet desquels on manquait d'informations, de connaissances et d'expérience; enfin, les préparatifs faits par chaque groupe de pays. Les pays d'Amérique latine, par exemple, n'ont pas tenu moins de quatre réunions consacrées en majeure partie à définir la position de leur groupe. Le fait que des positions furent ainsi définies était un facteur d'insuccès pour la Conférence, car plus nettement un pays définit sa position, plus inconciliable apparaît ensuite la position des autres.

42. Malgré tous ces éléments défavorables, il s'est créé à la Conférence une base de compréhension mutuelle qui a permis l'adoption d'un grand nombre de recommandations. Même dans les rares cas où l'accord ne s'est fait que sur le principe et non sur ses modalités d'application, la volonté d'aboutir à un accord s'est traduite par le fait que des experts ou de petits groupes ont été chargés de trouver une formule qui soit acceptable pour tous. Dans l'ensemble, les recommandations de la Conférence contiennent des idées, des observations, des plans, des explications ou même de simples suggestions, dont la masse forme une source d'idées et de sujets de réflexion qui ne tarira pas avant de nombreuses années.

43. M. WEBER (Luxembourg) déclare que la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement a marqué une étape capitale dans les relations internationales. L'Acte final couvre un ensemble très vaste de questions, et il importe de ne pas simplifier à l'excès et de ne pas tirer des conclusions hâtives. C'est pourquoi M. Weber se bornera à certaines remarques préliminaires.

44. La Conférence a éclairé d'un jour nouveau les principaux problèmes des relations économiques mondiales et elle a fait apparaître la volonté générale de mieux organiser la coopération internationale dans l'avenir. Les efforts même les plus systématiques et les mieux coordonnés ne pourront réussir pleinement s'ils ne rencontrent pas un terrain favorable; et toutes les ressources des pays les plus riches ne pourront pas apporter de solution durable aux problèmes du sous-développement si l'on ne fait pas jouer au maximum l'effet multiplicateur des investissements.

45. Le Secrétaire général de la Conférence a souligné avec raison la cohésion des pays en voie de développement à la Conférence, et le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies a exprimé l'opinion que la tension entre le Nord et le Sud revêt au moins autant d'importance que la tension entre l'Est et l'Ouest. De toute façon, cette cohésion s'est traduite par un esprit de compromis remarquable grâce auquel certaines des recommandations les plus importantes ont été acceptées par des pays dont l'appui est indispensable; l'expérience de l'après-guerre a prouvé en Europe que rien d'utile ne peut être accompli sans le concours de toutes les parties intéressées.

46. En ce qui concerne l'organisation des travaux dans les vastes domaines du commerce et du développement, la délégation du Luxembourg a été vivement impres-

sionnée par les réflexions du Secrétaire général. Il faudra veiller à ce que les nouveaux organismes, dont la création a été préconisée par la Conférence, n'engendrent pas une trop grande dispersion des efforts; il est par conséquent nécessaire de rechercher les meilleures méthodes de coordination entre les organismes nouveaux et ceux qui existent déjà. Le rôle coordonnateur du Conseil est donc appelé à prendre de l'ampleur.

47. La délégation du Luxembourg approuve pleinement le projet de résolution révisé (E/L.1056/Rev.1) et se réjouit qu'il ait obtenu l'adhésion unanime du Conseil.

48. M. THAJEB (Indonésie) dit que l'unité réalisée par les pays en voie de développement à la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement a été incontestablement un sujet de surprise pour beaucoup de pays développés. Les pays en voie de développement savaient, auparavant, faire bloc sur certaines questions, mais chacun avait tendance à envisager le développement sous l'angle de ses propres problèmes qu'il souhaitait voir résoudre selon ses propres vues. Si ces pays ont réussi à s'élever au-dessus de leurs intérêts nationaux immédiats, c'est qu'ils partagent le même sort et espèrent le même avenir. Leur unité est devenue une réalité et le problème du développement devra être désormais considéré comme intéressant l'ensemble du monde.

49. La Conférence a obtenu d'importants résultats. C'est pourquoi le représentant de l'Indonésie s'associe à l'hommage rendu par de précédents orateurs à ceux qui ont contribué à ce succès. Elle a défini avec plus de précision les problèmes économiques qui se posent aux pays en voie de développement, elle a fait apparaître les liens essentiels entre le commerce international et le rythme du développement et elle a amené tous les pays participants à reconnaître la nécessité de créer un climat international propre à favoriser la croissance des pays en voie de développement. Les principes devant régir le commerce international qui ont été adoptés par la Conférence fraient la voie à l'établissement dans l'avenir d'une nouvelle structure du commerce mondial. La Conférence a réalisé certains progrès vers la définition de principes applicables aux grands secteurs du commerce des produits de base, à la création de débouchés pour les produits manufacturés et semi-ouvrés des pays en voie de développement et au transfert des ressources; si ces principes se traduisent en actes, ils seront certainement profitables aux pays en voie de développement. L'accord le plus important est celui qui a été réalisé sur la création de nouveaux organismes qui offriront la possibilité de poursuivre le dialogue entre les pays en voie de développement et les pays développés. La Conférence a marqué le début d'une ère nouvelle dans l'évolution de la coopération internationale. Pour ces motifs, la délégation indonésienne est reconnaissante au Conseil d'avoir unanimement appuyé le projet de résolution.

50. M. HILL (Chambre de commerce internationale), prenant la parole sur l'invitation du Président, dit que, avec la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement et l'ouverture des négociations commerciales internationales sous les auspices du GATT, l'année

1964 revêt une importance exceptionnelle pour la CCI. En 1963, la CCI a consacré la majeure partie de ses activités nombreuses et variées à assurer, directement ou indirectement, le succès de ces deux entreprises. Après des consultations prolongées avec ses membres dans le monde entier, elle a approuvé à l'unanimité une série de recommandations à l'adresse de la Conférence, qui portaient sur presque tous les points importants de l'ordre du jour; de même, elle a présenté aux Parties contractantes au GATT un certain nombre de suggestions pratiques.

51. Le point le plus important que la CCI a signalé à la Conférence est qu'il fallait veiller à encourager l'entreprise privée et les investissements privés, tant sur le plan national que sur le plan international. C'est là, à son avis, qu'est en effet la clé de la croissance future, car ni l'aide publique ni le commerce dirigé ne peuvent à eux seuls combler le fossé entre les aspirations économiques et les ressources réelles. La CCI a décidé de compléter ses recommandations sur ce point par une grande étude sur les rôles respectifs et l'interdépendance du financement privé et du financement public; M. Hill espère pouvoir donner des précisions sur cette étude en 1965. La CCI mènera de front les autres études qu'elle a déjà entreprises en collaboration avec la BIRD et avec l'Organisation de coopération et de développement économiques sur les garanties multilatérales qui doivent être accordées aux investissements privés et sur l'arbitrage des différends en matière d'investissements entre organismes publics et firmes privées. Le rapport qui vient d'être publié sur les moyens propres à stimuler les courants internationaux de capitaux privés (E/3905) correspond aux vues de la CCI sur la question.

52. La délégation de la CCI à la Conférence a aidé la troisième Commission de la Conférence à élaborer des conclusions au sujet d'une question technique importante, celle des relations entre armateurs et affréteurs, et du rôle des conseils d'affréteurs. Elle espère qu'une coopération étroite et fructueuse ne manquera pas de s'instaurer entre la CCI et le nouvel organisme qui sera créé pour poursuivre l'utile œuvre de la Conférence.

53. Le succès des négociations commerciales du GATT a été d'une grande importance, non seulement pour les pays participants, mais pour l'ensemble du monde; la CCI s'est donc efforcée d'aider les négociateurs à surmonter les principales difficultés auxquelles ils se heurtaient, et elle espère que le programme d'action qu'elle a présenté au GATT pourra encore aider les gouvernements intéressés à aboutir rapidement à un accord.

54. Il est plusieurs autres domaines dans lesquels la CCI a été particulièrement active en 1963. Au cycle d'étude qu'elle a organisé à l'intention des banquiers d'Asie et à la douzième session de sa Commission des affaires d'Asie et d'Extrême-Orient, qui ont eu lieu l'un et l'autre à Téhéran en avril 1964, des conclusions pratiques ont été dégagées au sujet du rôle des établissements financiers.

55. Les travaux de la CCI en matière d'assistance technique aux pays en voie de développement ne cessent de s'amplifier; ces travaux, des recherches sur les tech-

niques de promotion des exportations et des études de marchés la rendent tout particulièrement apte à collaborer avec des centres internationaux d'information commerciale et de promotion des échanges. La CCI a également poursuivi activement ses études sur les brevets et elle prépare actuellement une étude générale sur l'ensemble du problème des brevets et la diffusion des techniques dans l'intérêt des pays en voie de développement.

56. L'année 1963 a été marquée par un progrès rapide de l'utilisation du système des carnets en douane, institué par le Conseil de coopération douanière, en liaison avec la CCI, à l'effet de faciliter l'importation temporaire en franchise des échantillons commerciaux, du matériel d'emballage, etc. La CCI espère que les conventions internationales pertinentes seront bientôt signées par tous les Etats Membres de l'ONU.

57. Le prochain congrès biennal de la CCI aura pour thème principal le progrès du monde grâce à la coopération. M. Hill espère être parvenu à montrer au Conseil que la coopération — et par là il faut entendre la coopération dans un esprit réaliste — est devenue la préoccupation majeure de la CCI dans sa recherche de solutions aux problèmes qui sont communs aux gouvernements et aux entreprises privées. Ainsi que le dernier Congrès de la CCI l'a souligné, c'est là, et là seulement, qu'est la voie du progrès mondial.

58. Sir Keith UNWIN (Royaume-Uni) constate avec satisfaction que le Conseil a été unanime à appuyer le projet de résolution révisé relatif au rapport de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, qui constitue un point de la plus extrême importance. Toutefois, le paragraphe 4 du dispositif n'est pas entièrement satisfaisant; le rapport de la Conférence et l'Acte final sont adressés avant tout au Conseil qui, par conséquent, est tenu, en vertu de la Charte, de prendre en considération toutes les recommandations qu'ils contiennent. Comme le temps presse, la délégation du Royaume-Uni est néanmoins disposée à accepter le texte actuel. Sir Keith Unwin exprime sa gratitude à tous ceux qui ont pris part à la rédaction de la résolution et redit que son gouvernement est résolu à poursuivre ses efforts dans les directions où l'on aura le plus de chances d'aboutir à des résultats pratiques pour les pays en voie de développement.

59. Répondant au représentant de la République-Unie du Tanganyika et de Zanzibar, il déclare que la délégation du Royaume-Uni n'a pas l'habitude de chercher à induire le Conseil en erreur; il n'émettrait pas non plus une suggestion de cet ordre à l'endroit d'une autre délégation.

A l'unanimité, le projet de résolution E/L.1056/Rev.1 est adopté.

60. Le PRÉSIDENT déclare que l'examen du point 4 est terminé et il propose que le Conseil renvoie le point 5 au Comité économique.

Il en est ainsi décidé.

La séance est levée à 18 h 15.

SOMMAIRE

Pages

Points 6, 7 et 44 de l'ordre du jour :

Examen général du développement, de la coordination et de la concentration de l'ensemble des programmes et activités de l'Organisation des Nations Unies, des institutions spécialisées et de l'Agence internationale de l'énergie atomique dans les domaines économique et social et dans celui des droits de l'homme

Décennie des Nations Unies pour le développement

- a) Plans de développement et instituts de planification du développement
- b) Institut de formation et de recherche des Nations Unies
- c) Campagne mondiale contre la faim, la maladie et l'ignorance
- d) Classification fonctionnelle des activités durant la Décennie

Campagne mondiale pour l'alphabétisation universelle

Débat général (*reprise des débats de la 1329^e séance et fin*) 129

Point 38 de l'ordre du jour :

Incidences financières des décisions du Conseil 132

POINT 6, 7 ET 44 DE L'ORDRE DU JOUR

Examen général du développement, de la coordination et de la concentration de l'ensemble des programmes et activités de l'Organisation des Nations Unies, des institutions spécialisées et de l'Agence internationale de l'énergie atomique dans les domaines économique et social et dans celui des droits de l'homme (E/3867, E/3872 et Add.1 et 2, E/3874, E/3877, E/3878 et Corr.1, E/3880, E/3886 et Corr.1 et Add.1, E/3890 et Add.1, E/3891, E/3892, E/3896, E/3909 et Add.1 et 2, E/3928, E/3946, E/3948)

Décennie des Nations Unies pour le Développement

- a) Plans de développement et instituts de planification du développement (E/3923)
- b) Institut de formation et de recherche des Nations Unies (E/3924)
- c) Campagne mondiale contre la faim, la maladie et l'ignorance (E/3911 et Add.1)
- d) Classification fonctionnelle des activités durant la Décennie (E/3886 et Corr.1 et Add.1)

Campagne mondiale pour l'alphabétisation universelle (E/3927)

DÉBAT GÉNÉRAL

(*reprise des débats de la 1329^e séance et fin*)

1. M. CHANDERLI (Algérie) déclare que la délégation algérienne porte un vif intérêt aux travaux des institutions spécialisées, dont elle apprécie les efforts. Elle s'intéresse particulièrement à la campagne mondiale pour l'alphabétisation universelle, au sujet de laquelle elle aura des suggestions à faire.

2. La coordination est indispensable pour assurer l'unité d'action. Certaines modifications de structure sont souhaitables dans l'intérêt de la simplification et de l'efficacité. Il conviendrait notamment, comme le préconisent plusieurs délégations, de fusionner le Fonds spécial et le PEAT; mais cette action administrative n'est pas suffisante, il faudrait qu'elle entraîne un accroissement sensible des ressources mises à la disposition de l'organisme qui naîtra de cette synthèse.

3. Sur le plan purement administratif, la fusion sera utile pour les pays en voie de développement, qui n'ont pas assez de personnel expérimenté pour répondre aux questionnaires des deux organismes et qui ne savent jamais auquel des deux s'adresser pour obtenir une aide.

4. Sur le plan de la gestion financière, il semble qu'il faille s'attendre à quelques difficultés techniques. Mais il est incontestable que cette fusion serait un facteur d'économie et permettrait d'utiliser au maximum les

Président: Sir Ronald WALKER (Australie).

Présents:

Les représentants des Etats suivants, membres du Conseil : Algérie, Argentine, Australie, Autriche, Chili, Colombie, Equateur, Etats-Unis d'Amérique, France, Inde, Irak, Japon, Luxembourg, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sénégal, Tchécoslovaquie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Yougoslavie.

Les représentants des Etats suivants, membres supplémentaires des comités de session : Cameroun, Ghana, Indonésie, Iran, Italie, Mexique, République arabe unie, République-Unie du Tanganyika et de Zanzibar.

Les observateurs des Etats Membres suivants : Brésil, Bulgarie, Finlande, Irlande, Roumanie, Suède, Uruguay.

L'observateur de l'Etat non membre suivant : République fédérale d'Allemagne.

Les représentants des institutions spécialisées suivantes : Organisation internationale du Travail, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, Organisation de l'aviation civile internationale, Banque internationale pour la reconstruction et le développement, Fonds monétaire international, Organisation mondiale de la santé.

Le représentant de l'Agence internationale de l'énergie atomique.

ressources disponibles. D'autre part, le nouvel organisme aurait plus de chances de bénéficier de contributions bénévoles et il pourrait constituer un fonds d'équipement pour l'assistance aux pays en voie de développement.

5. En bref, la délégation algérienne, en préconisant la fusion, considère qu'une simplification administrative s'impose, qu'une intégration permanente permettrait de dégager des ressources nouvelles et d'agir de façon plus efficace et que le Conseil devrait envisager, dès maintenant, un accroissement des moyens prévus et en référer à l'Assemblée générale.

6. M. CUBILLOS (Chili) a écouté avec un vif intérêt les exposés des chefs des secrétariats des institutions spécialisées, qu'il félicite pour les résultats obtenus. Mais quelques éléments indispensables pour s'attaquer au sous-développement économique font encore défaut; il manque notamment une institution spécialisée pour le développement industriel. La délégation chilienne appuie, à ce sujet, le projet de résolution II présenté par le Comité du développement industriel (E/3869) et la recommandation de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (E/CONF.46/139, annexe A.III.1).

7. Passant à l'application de la science et de la technique au développement, M. Cubillos approuve les initiatives prises par l'ONU et ses institutions spécialisées. L'existence du Comité consultatif pour l'application de la science et de la technique au développement permettra de se faire une idée plus exacte des mesures à prendre pour mettre à la portée des pays en voie de développement les progrès de la révolution technique. La délégation chilienne enregistre avec satisfaction les efforts de l'UNESCO dans ce domaine et juge fort utiles les réunions qu'elle organise dans les pays en voie de développement entre hommes de science et planificateurs économiques pour resserrer les liens entre la science pure et la science appliquée. Elle note également avec intérêt les efforts qu'accomplit l'AIEA en liaison avec la FAO et l'OMS.

8. Quant à la récente Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, événement majeur de la décennie, elle a permis aux pays en voie de développement de s'attaquer ensemble aux problèmes posés par leur retard économique. Il est certain que ces pays auront intérêt à agir de concert lorsque le dialogue avec les pays industrialisés reprendra.

9. Au sujet de la campagne mondiale contre la faim, la maladie et l'ignorance, M. Cubillos rappelle que la délégation chilienne est l'un des auteurs de la résolution 1943 (XVIII) de l'Assemblée générale. La délégation chilienne déplore que des obstacles administratifs aient surgi; pour éviter que l'entreprise ne tourne court, elle suggère que le Conseil prie le Secrétaire général de consulter les institutions spécialisées et les organisations non gouvernementales sur la possibilité de poursuivre les travaux en vue de lancer ladite campagne et de rendre compte de ces consultations à l'Assemblée générale, qui se prononcera en dernier ressort, puisque c'est d'elle qu'est partie l'initiative.

10. Quant à la révision des attributions du Conseil, la délégation chilienne croit qu'il est prématuré que le Conseil se prononce sur ce point dès maintenant. D'une

part, il convient d'attendre que soit installé le nouveau mécanisme institutionnel recommandé par la Conférence sur le commerce et le développement. D'autre part, il faut tenir compte de la possibilité d'une modification de la Charte qui élargirait la composition du Conseil et assurerait une meilleure répartition géographique de ses membres.

11. Le Secrétaire général s'est prononcé pour la fusion du PEAT et du Fonds spécial. La délégation chilienne, qui donnera ultérieurement son opinion définitive à cet égard, peut déclarer d'ores et déjà qu'elle penche pour une fusion des deux programmes, à condition que la recommandation du Conseil à l'Assemblée générale précise que le nouveau programme ne saurait compromettre la possibilité d'une transformation progressive du Fonds spécial en un fonds d'équipement.

12. M. FALL (Sénégal) rappelle qu'il y a 700 millions d'analphabètes, que la moitié de la population mondiale souffre de la faim et que 400 millions de personnes sont exposées aux maladies. Or qu'a-t-on déjà réalisé dans la perspective de la Décennie des Nations Unies pour le développement? Après avoir entendu les exposés des représentants des institutions spécialisées, il convient de reconnaître que des efforts remarquables ont été faits dans des domaines divers et complexes et qu'ils ont été assez bien coordonnés. Les relations de travail se sont améliorées non seulement entre le Conseil et le CAC, mais encore entre ce comité et les institutions spécialisées et entre ces institutions elles-mêmes. L'effort concerté des institutions spécialisées mérite d'être souligné, car de nombreux facteurs semblaient les destiner à agir isolément: leurs caractéristiques propres, l'ampleur de leur tâche due aux demandes croissantes des pays en voie de développement, leur position concurrentielle face à des disponibilités financières limitées.

13. Les résultats de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement ont encore accentué les difficultés de coordination, dont le Conseil s'était déjà rendu compte à sa trente-quatrième session lorsqu'il a créé le Comité spécial de coordination. Depuis lors, l'évolution s'est accentuée, de nouvelles institutions sont apparues qui répondent à des besoins nouveaux et accrus, notamment dans le cadre de la Décennie des Nations Unies pour le développement. Les points d'interférence entre les programmes des institutions spécialisées sont tels qu'il est à craindre que leurs activités ne se développent au hasard et ne se fassent concurrence au stade de la planification et de la mise en œuvre des programmes.

14. La délégation sénégalaise partage les préoccupations exprimées à la 1326^e séance par le Secrétaire général qui voudrait éviter une situation néfaste pour l'avenir des pays en voie de développement. Elle pense tout d'abord que, si une coordination a pu s'instaurer entre les diverses institutions sous l'égide du Conseil, du CAC et du Comité spécial de coordination, il faut la poursuivre et la renforcer par des contacts entre les institutions, des accords, des échanges de personnel et tous autres moyens permettant un travail fructueux et rationnel. Elle considère en outre que l'Organisation des Nations Unies n'a pas intérêt à créer un centre qui serait chargé de cette tâche de coordination. Selon la délégation sénégalaise, la solution est

à rechercher dans plusieurs directions. Il faut resserrer les relations que chaque institution doit établir avec les autres organisations concernant les problèmes d'intérêt commun, c'est-à-dire assurer la coordination horizontale. Il faut procéder à une refonte ou à un regroupement fonctionnel des institutions existantes de façon à éviter le double emploi, à condition que le regroupement ne freine pas la poursuite des objectifs déjà définis. Il convient d'instituer une coopération plus étroite entre les institutions internationales, régionales et nationales, s'occupant de tâches bien définies, ce qui correspond à une coordination verticale. Il importe de renforcer les moyens dont disposent les représentants régionaux des Nations Unies qui s'efforcent d'instaurer une coordination plus efficace à la base avec les autorités locales et régionales. Enfin, il faut modifier la structure des organes de coordination, sans nuire à l'exercice des fonctions de contrôle qui incombent au Conseil en sa qualité de coordonnateur suprême.

15. Quant au projet de fusion entre le PEAT et le Fonds spécial, la délégation sénégalaise y reviendra au Comité de coordination. Tout en donnant son appui sans réserve à cette proposition, elle demeure persuadée que l'effort de réflexion demandé par le Secrétaire général doit viser surtout à la réalisation des grands projets prioritaires que sont la campagne mondiale contre la faim, la maladie et l'ignorance et la campagne mondiale pour l'alphabétisation universelle. En effet, dans le cadre de la Décennie du développement, les problèmes capitaux à résoudre sont : produire pour nourrir, guérir et éduquer; la solution de ces problèmes conditionne le développement économique. Il faut attacher plus d'importance à la diversification et au développement des cultures vivrières pour remédier à l'approvisionnement insuffisant des pays en voie de développement, la plupart pourtant pays agricoles. L'institut de formation et de recherche des Nations Unies, les instituts régionaux et la FAO devront travailler à cette première entreprise. Mais le développement économique sera faussé si ceux-là mêmes auxquels il est destiné ne peuvent accéder aux bienfaits de l'enseignement et de l'éducation. D'où l'intérêt que le Gouvernement sénégalais porte au projet de campagne mondiale pour l'alphabétisation universelle. Il met également au premier rang de l'ordre de priorité les recommandations de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement. Enfin, la Décennie du développement devrait constituer une véritable mystique.

16. M. SIEGEL (Organisation mondiale de la santé) remercie, au nom du Directeur général de l'OMS, les membres du Conseil de leurs observations et suggestions. Au sujet de l'attitude de l'OMS concernant l'organisation d'une campagne mondiale contre la faim, la maladie et l'ignorance, M. Siegel rappelle que le Conseil exécutif de l'OMS, mis au courant de la résolution 1943 (XVIII) de l'Assemblée générale, a adopté une résolution autorisant le Directeur général à coopérer à l'action recommandée par l'Assemblée générale. La dix-septième Assemblée mondiale de la santé a pris acte de la résolution du Conseil exécutif et du rapport du Directeur général. Au CAC, l'OMS a donné l'assurance qu'elle était prête à coopérer à la campagne si celle-ci était

jugée possible. Elle partage l'opinion émise par le CAC au paragraphe 17 de son rapport (E/3886), selon laquelle le succès de l'entreprise exige non seulement des moyens financiers suffisants mais encore l'établissement d'une coopération réellement étroite entre l'ONU et les institutions spécialisées directement intéressées. Au paragraphe 18 de son rapport, le CAC préconise l'utilisation des rouages administratifs dont les institutions disposent dans leurs domaines respectifs. Au mois de mai 1964, le Conseil exécutif a pris acte de l'accord auquel le CAC est arrivé au sujet de la campagne.

17. L'OMS attend maintenant les décisions et recommandations du Conseil et elle tient à lui donner l'assurance qu'elle continuera à faire de son mieux pour s'acquitter de ses fonctions et responsabilités.

18. Le PRÉSIDENT¹ rend compte de la réunion du Bureau du Conseil et du Président du Comité de coordination du Conseil avec le Comité administratif de coordination (CAC), qui a eu lieu à Genève le 20 juillet 1964. Au début de la réunion, à laquelle il assistait en qualité de Président du Conseil, il a souligné la nécessité de reconsidérer le rôle du Conseil en matière de coordination, ce que le Secrétaire général avait déjà suggéré au Conseil, et il a rappelé que le Secrétaire général avait préconisé l'établissement de liens plus étroits entre le Conseil et le CAC. À ce sujet, il a signalé certaines lacunes des relations actuelles. C'est ainsi que le Conseil n'est pas informé de la nature ni de l'ampleur des discussions sur lesquelles s'appuie le rapport du CAC. Dans deux domaines qui exigent une coordination des activités — les ressources hydrauliques et l'habitation — le CAC a présenté des recommandations dans son rapport (E/3886, sections X et XI a), mais sans fournir d'explication. D'autre part, les représentants des institutions spécialisées ne sont généralement pas en mesure de participer avec l'autorité voulue aux réunions du Comité de coordination du Conseil.

19. Au cours de la discussion, les membres du CAC ont admis que le CAC devrait motiver davantage ses recommandations au Conseil. On a estimé qu'il serait utile d'organiser plus régulièrement des réunions communes du même genre et il a été suggéré que ces réunions seraient encore plus fructueuses si les membres du Bureau du Conseil avaient la possibilité de s'initier de façon plus détaillée aux travaux des diverses organisations; à cet égard, des visites au siège de ces dernières seraient utiles. On a souligné, par ailleurs, que certaines faiblesses dans la coordination des politiques sont dues à un manque de coordination à l'échelon des gouvernements eux-mêmes.

20. Les membres du Conseil, pour leur part, ont fait valoir la nécessité d'une politique commune pour l'ensemble des institutions des Nations Unies. Si la coordination à l'échelon administratif peut être assurée par le CAC, le Conseil pourrait utilement coordonner les politiques des organisations.

21. Dans l'ensemble, on s'est accordé à penser que le débat annuel au sein du Conseil ne permet pas de procéder

¹ Le texte *in extenso* de la déclaration du Président a été distribué sous la cote E/3957.

à des échanges de vues suffisants entre les organisations et le Conseil. A cet égard, diverses solutions ont été suggérées à titre d'indication : par exemple, les organisations pourraient soumettre leur rapport tous les deux ans au lieu de le présenter chaque année, afin que le Conseil puisse procéder à un examen plus approfondi. On a proposé aussi que le Conseil et le CAC choisissent deux ou trois grands thèmes qui seraient examinés par le Conseil à chaque session. On a enfin envisagé — sans méconnaître pour autant les difficultés d'une telle entreprise — la possibilité d'établir un seul rapport qui couvrirait les activités de toutes les organisations. On a avancé l'idée que l'heure était venue d'un nouvel examen critique des programmes.

22. Du côté du Conseil, on a demandé instamment aux chefs des secrétariats des organisations de donner à leurs représentants des instructions qui leur permettent de participer plus activement aux débats du Conseil et de ses comités.

23. L'idée a été émise que le véritable problème de coordination qui se pose aux institutions des Nations Unies est analogue à celui de la planification d'ensemble auquel font face les gouvernements. Mais le mécanisme qui permettrait de résoudre ce problème n'existe pas encore et il serait nécessaire de le créer.

24. Il a été généralement admis que, sous réserve de l'approbation du Conseil, le Bureau du Conseil et le Président du Comité de coordination du Conseil devraient se réunir à nouveau officiellement avec le CAC au printemps de 1965 à Vienne.

25. Ajoutant ses observations personnelles, le Président souligne que, en ce qui concerne les prochaines réunions, les questions à débattre devront être choisies et préparées d'une manière plus approfondie avant chaque réunion. A cet égard, il conviendrait d'établir une distinction entre, d'une part, la coordination opérationnelle, destinée à éviter, par exemple, les chevauchements entre les organisations, et, d'autre part, la coordination de la politique, c'est-à-dire l'élaboration d'un programme intégré pour l'ensemble des institutions des Nations Unies permettant l'utilisation la plus rationnelle des ressources disponibles.

26. M. HILL (Secrétariat) remercie, au nom du Secrétaire général, les délégations qui ont apporté leur appui aux propositions concernant, notamment, la fusion du Fonds spécial et du PEAT et la création d'un institut de formation et de recherche des Nations Unies. Les suggestions et les critiques qui ont été formulées seront examinées avec la plus grande attention tant par le Secrétaire général que par le CAC. M. Hill souligne l'énorme complexité des problèmes de coordination et émet l'espoir que la discussion détaillée qui aura lieu au Comité de coordination permettra de répondre à certaines critiques, en particulier celles dont le Directeur général de l'UNESCO a fait état à la 1329^e séance, ainsi que celles qui ont été formulées concernant la rédaction du rapport du CAC.

27. Au sujet de la campagne mondiale contre la faim, la maladie et l'ignorance, M. Hill rappelle que l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général de faire rapport sur les possibilités et les moyens de favoriser l'organisation d'une campagne de ce genre, et non de présenter un

programme. Dès le début, le Secrétaire général a eu conscience qu'une entreprise d'une telle ampleur et d'une telle complexité exigerait des consultations étendues entre les organisations gouvernementales, les organisations non gouvernementales et les gouvernements. Lors de la réunion tenue par le CAC, au mois d'avril 1964, très peu de réponses avaient été reçues des gouvernements et des organisations non gouvernementales. Le CAC a donc dû se borner à indiquer, à l'intention du Conseil, les conditions qui à son avis seraient nécessaires au succès de la campagne : disposer de l'appui sans réserve des gouvernements et des organisations non gouvernementales, posséder des moyens financiers suffisants, pouvoir compter sur la coopération entre les institutions spécialisées, etc. Depuis lors, de nouvelles réponses sont parvenues, mais en petit nombre et certaines organisations non gouvernementales ont formulé des réserves. Dans son récent rapport (E/3911), le Secrétaire général appelle l'attention sur ce point et insiste sur la nécessité d'une forme appropriée d'association active entre la campagne proposée et la Campagne mondiale contre la faim de la FAO. La question est à étudier plus avant, et le Secrétaire général ainsi que le CAC seraient, bien entendu, disposés à reprendre la question dans son ensemble à la lumière des décisions du Conseil et des positions qui seront adoptées tant par les gouvernements que par les organisations non gouvernementales.

28. M. COSÍO VILLEGAS (Mexique) remercie le Président de son exposé.

29. M. APPIAH (Ghana) remercie également le Président. Il partage les préoccupations du représentant de l'Algérie au sujet de la coordination des programmes et des activités, et estime que ce problème, extrêmement complexe, revêt une importance capitale. Il espère que les institutions spécialisées lui accorderont toute l'attention voulue.

POINT 38 DE L'ORDRE DU JOUR

Incidences financières des décisions du Conseil (E/3928, E/3941 et Corr.1, E/3944, E/3950; E/L.1055)

30. Sir Keith UNWIN (Royaume-Uni) déclare qu'en tant que membre fondateur de l'ONU, son pays est favorable au développement progressif des activités de l'Organisation, compte tenu des buts énoncés dans la Charte, et est naturellement disposé à appuyer une expansion contrôlée de ces activités dans le domaine économique et social. Il rappelle qu'au cours de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, le Ministre britannique du commerce, de l'industrie et du développement a annoncé un certain nombre de mesures que le Gouvernement du Royaume-Uni envisageait de prendre pour favoriser l'expansion de l'action menée par le truchement de l'ONU et d'autres organismes multilatéraux dans le domaine du développement.

31. Le rôle grandissant du Conseil dans le domaine économique et social ne saurait être considéré isolément. La situation financière générale de l'ONU ne peut manquer de se répercuter sur les plans d'expansion. Or, cette situation est grave et elle le restera tant que certains Etats Membres n'auront pas honoré leurs engagements

aux termes de la Charte. La délégation du Royaume-Uni réaffirme la nécessité de respecter la Charte à cet égard, car l'abandon du principe de la responsabilité financière collective de tous les Etats Membres risquerait d'avoir de sérieuses répercussions sur l'avenir de l'Organisation. Compte tenu de cette considération, le Conseil doit veiller à ce qu'un esprit d'économie compatible avec l'efficacité préside aux activités de l'ONU dans le domaine économique et social.

32. Se référant à l'état sommaire provisoire des incidences financières des décisions du Conseil (E/3941 et Corr.1), le représentant du Royaume-Uni relève une contradiction entre les paragraphes 2 et 13 : il ressort du paragraphe 2 que des dépenses supplémentaires seront nécessaires en 1964 pour la réunion d'une deuxième session du Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement, alors qu'il est indiqué au paragraphe 13 que cette session n'entraînera aucun dépassement des crédits de l'exercice 1964. Le Secrétariat pourra sans aucun doute éclaircir ce point. De toute manière, la délégation du Royaume-Uni a déjà accepté la nécessité de prévoir dans le budget de l'ONU des dépenses supplémentaires pour cette importante activité et elle estime que cette deuxième session doit se tenir en 1964.

33. Au paragraphe 2, on envisage de remettre à plus tard l'examen de questions moins urgentes; le représentant du Royaume-Uni souhaite que des précisions soient données sur ce point. Les délégations peuvent certes faire des propositions, mais l'expérience montre que toutes ne mettent pas l'accent sur les mêmes questions et qu'un accord en pareille matière est difficile à obtenir. Il serait donc préférable d'aborder la question d'une manière quelque peu différente en se fondant sur des considérations pratiques, et le représentant du Royaume-Uni souhaite que le Secrétariat fasse savoir au Conseil s'il y a des activités qui sont susceptibles d'être différées et pour lesquelles il n'y aura vraisemblablement pas lieu d'engager des dépenses à une date aussi rapprochée que prévu.

34. La délégation du Royaume-Uni appuie d'une façon générale les propositions du Secrétaire général touchant la structure des conférences et espère, comme lui (par. 18), que le Conseil les fera siennes.

35. A propos du paragraphe 21, concernant le développement industriel, la délégation du Royaume-Uni est favorable à l'expansion des activités de l'ONU dans ce domaine et approuve les dépenses supplémentaires proposées, dont le montant serait de 1 million de dollars; elle se réserve de revenir sur cette question. Au sujet des services consultatifs dans le domaine des droits de l'homme, sur lesquels le Comité social s'est déjà prononcé, le représentant du Royaume-Uni exprime l'espoir que les explications données oralement par le représentant du Secrétaire général à la 498^e séance du Comité social pour préciser le sens du paragraphe 37 — à savoir notamment que les indications données dans le document E/3882/Add.1 n'ont pas d'incidences financières et que le montant des projets pour 1965 ne dépassera pas les 180 000 dollars recommandés par le Comité de l'assistance technique — figureront dans un additif à l'état sommaire provisoire des incidences financières.

36. Le représentant du Royaume-Uni espère, pour terminer, qu'en examinant ce point de l'ordre du jour, le Conseil ne perdra pas de vue la grave situation financière dans laquelle se trouve l'ONU et la nécessité d'y remédier.

37. M. LALL (Inde) s'étonne que dans les paragraphes 3 à 11 de l'état sommaire provisoire, il ne soit pas fait mention de la recommandation de l'annexe A.III.5 de l'Acte final de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (E/CONF.46/139), relative aux préférences à accorder aux pays en voie de développement. Cette recommandation invite notamment le Secrétaire général à prendre des dispositions pour constituer le plus tôt possible un comité chargé d'examiner la question. S'il s'agit d'une omission, le représentant de l'Inde souhaite qu'elle soit rectifiée, car cette recommandation ne devrait pas entraîner des dépenses considérables. Si l'on a jugé que des travaux préparatoires étaient nécessaires, le représentant de l'Inde pense que ces travaux sont inutiles en raison de l'attention dont la question a déjà été l'objet.

38. M. PREBISCH (Secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement) dit qu'il ne s'agit nullement d'une omission. Le Secrétariat a jugé opportun de remettre à plus tard la création du comité, vu la nécessité d'en préparer soigneusement les travaux puisqu'il aura à faire des propositions concrètes. Le Secrétariat a également tenu compte du fait que l'Assemblée générale n'a pas encore mis sur pied le mécanisme institutionnel auquel le comité devra faire rapport. Bien entendu, le Secrétariat est disposé à prendre les mesures que le Conseil jugera nécessaires.

39. M. LALL (Inde) demande si le Secrétariat est prêt à mettre en œuvre cette recommandation de la Conférence.

40. M. PREBISCH (Secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement) répond par l'affirmative et précise qu'une réunion à New York du comité en question entraînerait une dépense de l'ordre de 20 000 dollars.

41. M. YOKOTA (Japon) approuve les recommandations du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (voir E/3944). Dans son avant-propos au projet de budget pour 1965 (A/5805/Add.2, par. 14), le Secrétaire général estime peu réaliste de proposer la poursuite de la politique que dicte la situation financière délicate de l'Organisation. Pris entre le manque de ressources financières et les demandes d'expansion des programmes de travail, le Secrétaire général explique au paragraphe 13 que proposer simplement la réduction du budget ordinaire aboutirait à réduire également le rôle de l'ONU. La délégation japonaise approuve d'une façon générale ce point de vue. Toutefois, les dépenses proposées pour 1965 s'élèvent à un peu plus de 88 millions de dollars, ce qui représente une augmentation de 9,7 millions de dollars par rapport à 1964. Le Comité consultatif ne croit pas qu'il soit impossible de travailler à l'accomplissement des fins essentielles de l'Organisation sans une augmentation annuelle du budget; il estime qu'il faut utiliser pleinement les ressources existantes avant d'approuver un accroissement de ces ressources et qu'une

planification à long terme et la fixation d'un ordre de priorité assureront seules l'utilisation plus efficace des ressources. La délégation japonaise est du même avis et considère, avec le Comité consultatif, que ce sont les Etats Membres qui arrêtent le programme de travaux et que ce sont eux qui ouvrent les crédits nécessaires.

42. Se référant au budget des institutions spécialisées, le représentant du Japon note que celui de certaines d'entre elles s'accroît encore plus rapidement que le budget de l'ONU et, avec le représentant de la France (1328^e séance), il s'inquiète de la charge que cette tendance fait peser sur les Etats membres. Un échange de vues à ce sujet pourrait avoir lieu à la prochaine réunion du Bureau du Conseil et du Président du Comité de coordination du Conseil avec le CAC.

43. A propos de la rationalisation du programme des conférences et réunions, la délégation japonaise partage les inquiétudes du Comité consultatif au sujet des réunions, en 1965, des commissions et sous-commissions techniques du Conseil et elle exprime l'espoir que le Conseil prendra pour 1965 une décision aussi sage que celle qu'il avait prise touchant le programme de réunions pour 1964.

44. M. BORCHTCHEVSKY (Union des Républiques socialistes soviétiques), se référant aux extraits du septième rapport du Comité consultatif (E/3944), déclare que la mise en œuvre de programmes nouveaux ne doit pas signifier un accroissement des dépenses. En conséquence, il importe de recourir à une planification à long terme, d'arrêter un ordre de priorité et de supprimer tout ce qui n'a plus sa raison d'être. Le représentant de l'URSS insiste sur ce dernier point et propose que l'on réponde aux besoins par une nouvelle répartition des dépenses. Il appelle l'attention sur la fin du paragraphe 9 du rapport du Comité spécial de coordination (E/3946) et souhaite que le Conseil étudie la procédure proposée; cependant, il faudra se garder de porter atteinte au principe selon lequel l'Assemblée générale et sa Cinquième Commission ont toute compétence pour procéder aux répartitions nécessaires.

45. Le représentant de l'URSS s'étonne que les conclusions justes et sages du Comité consultatif ne soient pas toujours reprises dans les documents du Secrétariat. Le projet de budget pour 1965 indique une augmentation considérable des dépenses par rapport à 1964, que la délégation de l'URSS ne saurait approuver. Le Secrétaire général doit s'efforcer d'inscrire les dépenses nouvelles dans le budget ordinaire, ainsi que l'a justement réclamé le représentant du Japon. Ce principe peut et doit s'appliquer aussi aux dépenses résultant de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement et d'une deuxième session du Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement. Sur ce dernier point, le représentant de l'URSS appuie la remarque du représentant du Royaume-Uni touchant la divergence entre les paragraphes 2 et 13 de l'état sommaire provisoire.

46. M. Borchtchevsky signale certaines possibilités concrètes d'économie. On pourrait réduire le nombre des conférences. Dans le projet de budget pour 1965 figurent 258 nouveaux postes, mais les arguments visant à justifier ces créations de postes ne sont pas convaincants; il conviendrait d'établir un ordre de priorité des travaux et de ne pas augmenter les effectifs actuels. La fusion entre le programme ordinaire et le PEAT devrait permettre des économies. L'avant-propos au projet de budget mentionne, au paragraphe 21, l'accroissement des dépenses dans le domaine de l'habitation, de la construction et de la planification; le représentant de l'URSS s'en étonne étant donné que cette question a soulevé de nombreuses oppositions et qu'aucune décision définitive n'est encore intervenue à ce sujet.

47. La délégation de l'URSS partage le point de vue des délégations qui ont souligné l'importance extrême de la mise en œuvre des décisions de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, notamment pour les pays en voie de développement. Il est donc naturel que le Secrétaire général dispose des crédits indispensables à cet effet. Le caractère prioritaire des projets doit être le seul critère; si on laisse de côté ceux qui sont moins importants, des ressources supplémentaires ne manqueront pas d'être dégagées pour les projets essentiels.

48. La réunion de groupes d'experts spéciaux et celle du Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement entraîneront des frais de voyages supplémentaires, mais il serait peut-être possible de réduire ces dépenses en tenant ces réunions en Europe et non au Siège. La délégation de l'URSS étudiera les propositions concernant le calendrier des conférences. Elle pense, avec le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, que l'on pourrait envisager la suppression de certaines réunions.

49. Le représentant de l'URSS souligne l'intérêt que présentent pour les pays en voie de développement les colloques régionaux et interrégionaux sur les problèmes du développement industriel et déclare que le Gouvernement de l'URSS est prêt à y participer activement. Il pense toutefois que l'on pourrait faire davantage appel aux services des commissions économiques régionales et des gouvernements. Le chiffre de 1 million de dollars pour les colloques proposés devrait être examiné soigneusement et l'on devrait envisager la possibilité de le réduire encore. De même, il conviendrait d'étudier avec attention les dépenses relatives à la campagne mondiale contre la faim, la maladie et l'ignorance et voir quelles seraient les mesures les plus efficaces dans ce domaine.

50. LE PRÉSIDENT propose que les points 6, 7 et 44 soient renvoyés au Comité de coordination.

Il en est ainsi décidé.

La séance est levée à 13 heures.

SOMMAIRE

Pages

Point 38 de l'ordre du jour:

Incidences financières des décisions du Conseil (*suite*) . . 135

Point 8 de l'ordre du jour:

Conséquences économiques et sociales du désarmement

Affectation à des besoins pacifiques des ressources libérées par le désarmement 136

Président: Sir Ronald WALKER (Australie).*Présents:*

Les représentants des Etats suivants, membres du Conseil: Algérie, Argentine, Australie, Autriche, Chili, Colombie, Equateur, Etats-Unis d'Amérique, France, Inde, Irak, Japon, Luxembourg, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sénégal, Tchécoslovaquie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Yougoslavie.

Les représentants des Etats suivants, membres supplémentaires des comités de session: Cameroun, Ghana, Indonésie, Iran, Italie, Mexique, République arabe unie, République-Unie du Tanganyika et de Zanzibar.

Les observateurs des Etats Membres suivants: Brésil, Bulgarie, Chine, Espagne, Irlande, Israël, Ouganda, Pakistan, Pologne, République centrafricaine, Roumanie, Suède, Uruguay.

L'observateur de l'Etat non membre suivant: République fédérale d'Allemagne.

Les représentants des institutions spécialisées suivantes: Organisation internationale du Travail, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, Banque internationale pour la reconstruction et le développement, Fonds monétaire international, Organisation mondiale de la santé.

Le représentant de l'Agence internationale de l'énergie atomique.

POINT 38 DE L'ORDRE DU JOUR

Incidences financières des décisions du Conseil

(E/3928, E/3941 et Corr.1, E/3944, E/3946, E/3950; E/L.1055) (*suite*)

1. M. HILL (Australie) rappelle qu'à la 1329^e séance, il a approuvé la proposition du Comité spécial de coordination (E/3946, par. 9), tendant à ce que le Conseil institue une procédure pour passer en revue le programme d'activité des Nations Unies dans le domaine économique et social et dans celui des droits de l'homme,

du point de vue de ses incidences budgétaires. Tel est, en fait, le travail auquel le Conseil se livre actuellement. Se référant au paragraphe 8 du rapport du Secrétaire général sur le programme de travail (E/3928), M. Hill espère que l'installation de calculatrices électroniques rendra cette tâche plus aisée en 1965. Comme le Comité spécial de coordination, la délégation australienne considère que la présentation au Conseil, à un moment approprié de l'année, d'un projet intégré de programme et de budget, mesure pratique d'une importance considérable, facilitera beaucoup l'examen par l'Assemblée générale du budget de l'Organisation. Actuellement, le Secrétaire général est obligé de reviser ses prévisions de manière à tenir compte des décisions prises par le Conseil à sa session d'été. Ce n'est donc qu'à la fin de l'année que les Etats Membres peuvent se faire une idée complète du programme et du budget pour l'année suivante et, par conséquent, de l'étendue de leurs charges financières. Cette pratique, qui consiste à modifier les prévisions initiales, n'est guère satisfaisante du point de vue administratif. De très nombreux Etats Membres ne sont ainsi à même de prévoir les crédits voulus qu'au début de l'exercice au cours duquel ils doivent s'acquitter, ce qui retarde souvent les versements. La délégation australienne croit donc préférable que les décisions du Conseil entraînant des dépenses soient prises à la session de printemps, c'est-à-dire, pour 1965, peut-être au mois de janvier. Les projets que le Secrétaire général ne pourrait pas faire figurer dans ses prévisions initiales pourraient être ajournés à l'année suivante, sauf en cas d'urgence particulière, pour les projets concernant des catastrophes nationales, par exemple.

2. Le représentant de l'Australie tient à faire quelques remarques préliminaires au sujet de l'état sommaire provisoire des incidences financières des décisions du Conseil (E/3941 et Corr.1). Il note (par. 10) que le Secrétaire général compte demander à l'Assemblée générale l'autorisation de dépenser 184 000 dollars en 1964 pour les organes chargés de préparer la mise en œuvre des recommandations de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement. Bien que le Conseil n'ait pas à se prononcer sur l'étendue de ce crédit, le représentant de l'Australie souhaite recevoir des renseignements sur les dépenses de la Conférence au regard des crédits ouverts à cet effet pour 1964. Il pense que le coût de la Conférence a peut-être dépassé les prévisions, mais désirerait des précisions à cet égard.

3. La délégation australienne attache une grande importance au bon fonctionnement du Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement; elle se félicite que les crédits prévus permettent à ce Comité de tenir une deuxième session en 1964. Comme la délégation du Royaume-Uni, elle

souhaite obtenir des précisions au sujet de la dernière phrase du paragraphe 13 de l'état sommaire provisoire. A propos du calendrier des conférences, la délégation australienne approuve le paragraphe 17 du même document. Enfin, en ce qui concerne les colloques sur le développement industriel, sans vouloir contester le bien-fondé de ce programme, la délégation australienne est déconcertée par les indications touchant ses incidences financières, lesquelles signifient, en fait (par. 24), que le Secrétariat n'est pas en mesure de fournir actuellement les éléments d'information nécessaires. Elle espère que le Secrétariat pourra renseigner le Conseil avant la fin de la session.

4. M. VIAUD (France) rappelle qu'à la trente-sixième session (1302^e séance), la délégation française avait appuyé la proposition tendant à ce que le Conseil ait une discussion préliminaire en début de session et plus approfondie en fin de session sur les incidences financières de ses décisions. Il s'agit d'associer le Conseil à la préparation des documents budgétaires destinés à l'Assemblée générale, par l'examen d'une sorte de budget économique et social. Pour remplir ce rôle, la documentation dont le Conseil dispose est insuffisante par son contenu comme par sa présentation. L'avant-propos au projet de budget du Secrétaire général pour 1965 (A/5805/Add.2) est très utile, mais il serait important par exemple que le tableau du paragraphe 5 indique la part des dépenses afférentes aux activités économiques et sociales qui est affectée aux réunions, conférences, missions spéciales et activités connexes. De même, il importe que le budget fonctionnel soit relié au programme de travail du Conseil et de ses organes subsidiaires, puisque le Conseil est chargé de coordonner les activités de l'Organisation dans les domaines économique et social et de donner des directives à ses organes subsidiaires. Il faut que le Conseil soit à même d'apprécier le rapport existant entre les objectifs sur le plan des activités et les objectifs sur le plan budgétaire. A l'heure actuelle, il est difficile pour le Conseil d'engager un débat technique sur des sujets techniques sans les éléments nécessaires. Les travaux du Conseil sur ce point seraient plus utiles et plus simples si cette tâche préparatoire était confiée au Comité spécial de coordination.

5. Comme la délégation de l'Inde (1332^e séance), la délégation française s'étonne que l'état sommaire provisoire ne contienne aucune précision concernant le fonctionnement des organes dont la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement a recommandé la création. Cette omission ferait penser qu'on recourt encore à l'ancien système consistant à ne fournir d'indication sur les incidences financières d'une décision que juste avant que celle-ci soit prise. Sans préjuger les décisions de l'Assemblée générale, M. Viaud souhaite que le Conseil soit saisi le plus tôt possible des renseignements nécessaires. Quant au projet de fusion entre le PEAT et le Fonds spécial, le représentant de la France croit bon que le Conseil dispose de prévisions de dépenses à ce sujet, ce qui contribuerait sans doute à dissiper quelques hésitations.

6. Au sujet du programme de réunions et de conférences, la délégation française ne se préoccupe pas uniquement

de l'aspect financier, mais tient à souligner l'aspect humain, à savoir la charge considérable que la multiplication de ces réunions fait peser sur le Secrétariat et sur les délégations. Il serait utile que le Secrétariat complète le tableau des réunions prévues en le faisant porter sur trois années, surtout en ce qui concerne les organes principaux et les conférences éventuelles.

7. Le PRÉSIDENT indique que le Conseil reviendra sur la question à un stade ultérieur de ses travaux, encore qu'il soit possible que dans l'intervalle le Secrétariat présente certaines observations.

POINT 8 DE L'ORDRE DU JOUR

Conséquences économiques et sociales du désarmement

Affectation à des besoins pacifiques des ressources libérées par le désarmement (E/3898 et Add.1 à 3)

8. M. WILLIAMS (Etats-Unis d'Amérique) fait observer qu'il n'est besoin ni d'études ni de statistiques pour se convaincre des avantages du désarmement général et complet pour l'humanité. Si l'on parvient à ce désarmement grâce à des contrôles internationaux efficaces, les ressources financières, matérielles, scientifiques et humaines actuellement consacrées à des fins militaires permettront de mettre un terme à bien des maux. Le Gouvernement des Etats-Unis ne cesse de chercher à atteindre ce but.

9. La nature complexe des économies nationales empêche que le processus d'adaptation au désarmement soit simple ou automatique. Le moment venu, il faudra envisager d'adopter des politiques et des programmes propres à assurer le maximum d'avantages sociaux au prix du minimum de heurts et de perturbations. Sans doute, le nombre des pays directement touchés sera relativement peu élevé, mais la masse de ressources ainsi libérées transformera profondément leur économie et aura des répercussions indirectes sur l'économie mondiale. C'est pourquoi l'Assemblée générale et le Conseil ont recommandé que des plans préparatoires soient élaborés à l'échelon national et international. Le Secrétaire général a fourni des études et des rapports utiles à ce sujet dès 1962 et 1963. Son dernier rapport (E/3898 et Add.1 à 3) qui contient des renseignements communiqués par les gouvernements, en même temps que sa propre analyse, présente beaucoup d'intérêt. Le Gouvernement des Etats-Unis a répondu de façon complète, franche et détaillée à toutes les demandes que le Secrétaire général lui a adressées et il pense que la plupart des pays qui n'ont pas répondu estiment que leur production à des fins directement militaires est trop peu importante pour justifier des études ou l'établissement de rapports.

10. En décembre 1963, le Président des Etats-Unis a chargé une commission de coordonner à un échelon élevé l'évaluation par tous les organismes fédéraux des répercussions économiques du désarmement ou des modifications des dépenses militaires. Le Gouvernement des Etats-Unis s'efforce également d'apprécier l'incidence des dépenses militaires sur le revenu et l'emploi

et d'évaluer l'effet de ces dépenses par secteur industriel et région géographique. M. Williams est persuadé que ces efforts contribueront utilement à aider les Etats-Unis à affecter à d'autres besoins, lorsque cela sera possible, des ressources jusque-là consacrées à la défense.

11. Quant aux études auxquelles procèdent les organes des Nations Unies, M. Williams souhaite que l'on utilise de la manière la plus efficace le personnel et les ressources financières. Au paragraphe 67 de son rapport (E/3886), le CAC indique qu'il estime que le Secrétaire général devrait être chargé de coordonner toutes ces études. Le Secrétaire général serait aidé dans cette tâche par un comité du CAC composé de représentants des différentes organisations. Ce système et l'effort des pays dont les dépenses militaires sont importantes rendent inutile la création, envisagée par l'Assemblée générale dans sa résolution 1931 (XVIII), d'un groupe spécial chargé d'accélérer les activités dans ce domaine d'étude, et la délégation des Etats-Unis espère que le Conseil fera rapport à l'Assemblée générale dans ce sens.

12. Les études sur les aspects économiques et sociaux du désarmement sont complexes et reposent sur de nombreux impondérables. Il est donc important que le Secrétaire général réexamine sans cesse les activités nationales et internationales et tienne le Conseil au courant de tous les progrès notables. Cependant, la délégation des Etats-Unis estime qu'une certaine latitude doit être laissée au Secrétaire général quant à la périodicité et à la nature de ses rapports. Elle présentera au Conseil un projet de résolution¹ reprenant un certain nombre des idées qui précèdent.

13. M. KURKA (Tchécoslovaquie) souligne l'intérêt que son gouvernement attache au rapport du Secrétaire général sur l'affectation à des besoins pacifiques des ressources libérées à la suite du désarmement. Si jusqu'à présent de telles études conservent inévitablement un caractère hypothétique, il ne faut cependant pas sous-estimer l'influence qu'elles peuvent avoir sur les négociations relatives au désarmement général et complet et sur les décisions que les gouvernements devront prendre pour lutter contre la misère et aider les pays en voie de développement à résoudre leurs difficultés actuelles. Tous les Etats Membres se sont félicités de l'accroissement du nombre des pays indépendants, mais ils peuvent aussi constater que l'écart entre pays riches et pays pauvres continue à augmenter. On a calculé que, pour atténuer cet écart, il faudrait fournir pendant un certain temps aux pays sous-développés 14 milliards de dollars par an. Encore cette aide ne leur permettrait-elle que d'accroître leur revenu national de 2 à 3 % par an. Une partie des dépenses d'armement, qui se chiffrent à 150 milliards de dollars par an, permettrait donc d'élever le niveau de vie de millions d'êtres humains.

14. Un autre aspect utile de ces études est de faire échec, grâce à des travaux concrets et sérieux, à la propagande néfaste de ceux qui essaient de décourager les efforts des partisans du désarmement en exagérant les difficultés de ce problème, et qui risquent ainsi de précipiter une catastrophe thermonucléaire.

15. Le rapport du Secrétaire général montre que la cause du désarmement a fait quelques progrès. Les travaux des experts des Nations Unies, les réponses des gouvernements, les analyses des commissions économiques régionales et des institutions spécialisées fournissent des arguments convaincants sur la nécessité du désarmement et la possibilité d'une conversion à des fins pacifiques de la production militaire. En Tchécoslovaquie, par exemple, cette conversion ne provoquerait ni chômage ni perturbations sociales et ne pourrait avoir que des effets favorables.

16. Cependant, M. Kurka regrette que, dans son rapport, le Secrétaire général se soit limité à des conclusions générales, alors qu'une analyse détaillée des conséquences du désarmement sur les relations économiques internationales favoriserait beaucoup les négociations multilatérales. Il serait certainement utile d'étudier l'incidence du désarmement sur la structure du commerce mondial et la division internationale du travail.

17. La délégation tchécoslovaque approuve pleinement les décisions relatives à une amélioration de la coordination des activités des institutions des Nations Unies dans les domaines économique et social. Cette coordination doit être comprise dans un sens suffisamment large et s'étendre également aux études portant sur les aspects économiques et sociaux du désarmement qui peuvent être très utiles au Comité des dix-huit puissances sur le désarmement. M. Kurka ne partage pas les doutes du représentant des Etats-Unis sur l'opportunité de créer le groupe spécial dont il est question dans la résolution 1931 (XVIII) de l'Assemblée générale. Les travaux de ce groupe permettraient de faire une étude plus approfondie des conséquences du désarmement. La délégation tchécoslovaque appuiera toute proposition tendant à donner à cette étude la place qui lui revient dans les activités des Nations Unies.

18. M. STEIN (Chili) dit que son gouvernement s'est toujours efforcé de rechercher des solutions juridiques aux problèmes qui peuvent entraîner une tension internationale. Le Chili est partie au Traité interdisant les essais d'armes nucléaires dans l'atmosphère, l'espace extra-atmosphérique et sous l'eau, signé à Moscou en 1963, ainsi qu'au Traité de l'Antarctique de 1959, qui interdit les essais nucléaires dans cette région. En novembre 1959, il a invité les républiques latino-américaines à réduire leurs dépenses d'armement et à utiliser pour leur développement les ressources ainsi libérées; enfin, en avril 1963, il a signé avec le Mexique, le Brésil, l'Equateur et la Bolivie une déclaration proposant la dénucléarisation de l'Amérique latine.

19. Tout plan de désarmement soulève des difficultés, dont la plus importante est la conversion à des fins pacifiques des moyens de production utilisés pour la fabrication d'armements. Les études entreprises par les principales puissances militaires, l'ONU et les institutions spécialisées montrent que ces difficultés ne sont pas insurmontables. En tout cas, elles paraissent insignifiantes au regard des avantages énormes du désarmement. Cependant, les répercussions fâcheuses que cette conversion pourrait avoir sur les prix de certains produits de

¹ Distribué ultérieurement sous la cote E/L.1059.

base qui intéressent les pays sous-développés méritent une attention spéciale. Comme le Conseil l'a envisagé au paragraphe 5 de sa résolution 982 (XXXVI), il faudra procéder à une étude appropriée des problèmes que pourraient poser les variations des cours de ces produits. La délégation chilienne appuie sans réserve la suggestion du Groupe consultatif d'experts, qui au paragraphe 133 de son étude² propose de compenser toute diminution de la demande de produits de base résultant du désarmement par une aide spéciale aux pays touchés.

20. Etant donné que 85 % des dépenses militaires du monde se concentrent dans sept pays, la libération pure et simple des ressources consacrées aux armements ne profiterait pas à l'immense majorité des pays, et l'écart entre le monde industrialisé et les pays moins favorisés ne pourrait que s'accroître de façon alarmante, ce qui serait contraire aux vœux exprimés par le Conseil, notamment dans sa résolution 891 (XXXIV). Il faut que les ressources libérées par le désarmement soient utilisées par priorité pour le développement économique et social des pays sous-développés, comme l'Assemblée générale l'a reconnu dans ses résolutions 1710 (XVI) et 1837 (XVII). Si, sur les 120 milliards de dollars ainsi libérés, on pouvait consacrer environ 50 milliards de dollars aux programmes d'aide aux pays sous-développés, cette somme dépasserait de loin les besoins indispensables en capitaux de ces pays évalués à une dizaine de milliards de dollars par an.

21. Le Chili, pour sa part, ne retirerait que des avantages d'une telle reconversion qui lui permettrait notamment de récupérer du personnel qualifié pour son développement industriel. Il est indéniable que des études complètes sont nécessaires à condition qu'elles ne restent pas théoriques. La délégation chilienne approuve la proposition tendant à ce que le Secrétaire général de l'ONU coordonne toutes les études sur les aspects économiques et sociaux du désarmement. Elle est d'avis, en outre, que les commissions économiques régionales, en collaboration étroite avec les institutions spécialisées, doivent jouer un rôle prépondérant dans l'évaluation des programmes et leur financement. Elle approuve aussi sans réserve la résolution 1931 (XVIII) de l'Assemblée générale qui a chargé le Conseil d'examiner la possibilité de créer un groupe spécial pour accélérer l'étude de tous les aspects de la reconversion des ressources libérées par le désarmement.

22. Bien que le Conseil ne soit pas à proprement parler compétent à cet égard, il est indéniable que les activités relatives aux aspects économiques du désarmement sont étroitement liées à celles qui ont trait à ses aspects politiques. S'il convient d'accorder la priorité à l'aspect politique de la question, puisque c'est seulement lorsque le désarmement sera un fait acquis que l'on pourra utilement envisager ses conséquences économiques et sociales, on doit néanmoins préparer dès maintenant les rouages institutionnels capables de convertir les projets en réalisations concrètes, de contrôler le désarmement et de répartir les ressources ainsi libérées. Jusqu'à présent, les réductions de dépenses militaires annoncées dans la presse ne se sont pas traduites de façon concrète par une augmentation de l'aide aux pays sous-développés. Cela

signifie, ou bien que les résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil relatives à l'emploi des ressources libérées pour les programmes d'assistance économique et technique sont lettre morte, ou bien que le désarmement n'est pas commencé.

23. M. KOPCOK (Yougoslavie) constate que le problème des conséquences économiques et sociales du désarmement devient de plus en plus actuel et la course aux armements de plus en plus onéreuse pour les pays industrialisés. L'examen détaillé des conséquences économiques et sociales du désarmement pourra lever bien des obstacles.

24. De nombreux milieux scientifiques et politiques commencent à prendre conscience de l'absurdité des dépenses d'armement; dans leurs réponses à l'enquête du Secrétaire général (E/3898/Add.1 à 3), les gouvernements manifestent une attitude positive à l'égard de cette question complexe. Les études entreprises à l'échelon national sur la conversion de la production militaire à des fins pacifiques ont confirmé dans de nombreux cas la thèse des partisans de la paix, selon laquelle le désarmement est non seulement utile pour le développement économique et social mais indispensable pour prévenir une catastrophe économique universelle.

25. De nouveaux efforts ont été déployés depuis la trente-sixième session du Conseil pour réduire la tension dans le monde: plus de 100 Etats Membres des Nations Unies ont adhéré au Traité de Moscou; l'Assemblée générale a adopté la résolution 1884 (XVIII) notant avec satisfaction l'intention des Gouvernements de l'URSS et des Etats-Unis de ne placer dans l'espace extra-atmosphérique aucun objet portant des armes nucléaires ou d'autres types d'armes de destruction massive; les Etats-Unis et l'URSS ont annoncé des réductions importantes de leurs dépenses d'armement; enfin les Etats-Unis, l'URSS et le Royaume-Uni ont annoncé récemment une réduction de leur production de matières fissiles à des fins militaires. Les forces de la paix s'affirment donc de plus en plus sur la scène internationale, et l'on peut espérer que les efforts constants en vue d'arriver à un accord sur le désarmement en recevront une nouvelle impulsion.

26. Il est indéniable que le désarmement général et complet poserait certains problèmes, particulièrement dans les pays dotés des armements les plus modernes: reconversion de l'industrie militaire; réorientation de la main-d'œuvre; écoulement de la production civile accrue; répercussions de la conversion dans le domaine des produits de base. Cependant, il est également indéniable que, le désarmement une fois réalisé, ces pays pourraient disposer d'une part importante de leur revenu national pour développer leurs services sociaux et culturels et améliorer leur situation économique à l'intérieur et sur le marché mondial. Enfin, une partie des ressources libérées pourrait être affectée au développement économique et social des pays en voie de développement. Le désarmement et le développement économique et social sont deux problèmes clés et interdépendants qui doivent être résolus dans l'intérêt de la paix mondiale.

27. Selon M. Kopcok, il conviendrait d'aborder sous un angle plus large l'analyse des conséquences écono-

² *Conséquences économiques et sociales du désarmement* (E/3593/Rev.1), publication des Nations Unies, n° de vente: 62.IX.1.

miques et sociales du désarmement et de prendre en considération les conséquences négatives des armements, c'est-à-dire la mesure dans laquelle ces armements entravent le progrès économique et social dans le monde et surtout dans les pays en voie de développement. C'est là une raison de plus de poursuivre l'étude de la question, et la délégation yougoslave est favorable à la création du groupe spécial envisagée au paragraphe 5 de la résolution 1931 (XVIII) de l'Assemblée générale.

28. La Yougoslavie a toujours appuyé activement toutes les propositions constructives de nature à faciliter le désarmement; sa politique étrangère se fonde sur les principes de la coexistence active et pacifique et sur le droit de chaque peuple de choisir librement son régime social.

29. Les pays épris de paix, qui s'inquiètent que le Traité de Moscou de 1963 n'ait pas été suivi d'autres progrès concrets dans le domaine du désarmement, expriment l'espoir que l'étude approfondie des conséquences économiques et sociales du désarmement aidera le monde à s'engager sur la voie de la paix et de la coopération internationale pacifique.

30. M. REVOL (France) estime que le Secrétariat a accompli un travail fort intéressant et très utile qui permet d'apprécier la place que les activités de défense nationale tiennent dans la vie économique et sociale des nombreux pays qui ont répondu à l'enquête du Secrétaire général. La délégation française croit donc utile de répéter cette enquête chaque année. Elle se félicite également des activités des institutions spécialisées dans ce domaine et approuve les conclusions formulées à cet égard par le CAC.

31. Il convient toutefois de préciser les limites dans lesquelles l'action du Conseil et des institutions spécialisées peut s'exercer. Il ne peut tout d'abord s'agir que d'études de caractères strictement économique et social, car la question du désarmement lui-même dépasse la compétence du Conseil et, si la délégation française ne sous-estime pas les avantages économiques et sociaux dont tous les pays bénéficieraient en cas de désarmement, elle croit utile de rappeler que le Conseil ne peut pas faire de recommandation aux Etats Membres en ce qui concerne la ligne de conduite à suivre au sujet du désarmement lui-même. Elle ne croit donc pas que la création du groupe spécial mentionné au paragraphe 5 de la résolution 1931 (XVIII) de l'Assemblée générale serait appropriée. Par ailleurs, toute étude des conséquences du désarmement se heurte à une inconnue, à savoir quand et dans quelles

conditions un accord général éventuel sur le désarmement interviendra. Plusieurs des indications demandées dans la note du Secrétaire général (E/3898, annexe I) dépendent de cette inconnue. La France et d'autres pays l'ont d'ailleurs signalé dans leur réponse à l'enquête (voir E/3898, par. 13). Enfin, il convient de souligner le caractère strictement informatif des renseignements rassemblés par le Secrétaire général, car, le moment venu, c'est chaque Etat qui sera juge en dernier ressort de l'utilisation des ressources libérées par le désarmement.

32. Avec ces réserves, la délégation française approuve pleinement l'enquête menée par le Secrétaire général.

33. M. COEYTAUX (Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture) indique que, conformément aux résolutions du Conseil et de l'Assemblée générale, l'UNESCO a continué, dans les domaines relevant de sa compétence, de collaborer avec le Secrétaire général aux études sur les conséquences économiques et sociales du désarmement et entend poursuivre cette collaboration. Il est essentiel, comme l'a indiqué le CAC, que les études des institutions spécialisées soient entreprises dans le cadre d'un plan d'ensemble, le Secrétaire général faisant fonction de coordonnateur. Par ailleurs, les études que les organisations internationales seront en mesure d'entreprendre dépendront des données fournies par les gouvernements des Etats Membres. Ces dernières sont donc de la plus grande importance.

34. L'UNESCO désire aussi appeler l'attention du Conseil sur le rôle que peuvent jouer les organisations non gouvernementales de caractère scientifique, qui disposent d'une entière autonomie en matière de recherche. Le Centre européen de coordination de la recherche et de la documentation en sciences sociales, établi à Vienne sous les auspices du Conseil international des sciences sociales et fonctionnant avec l'aide de l'UNESCO, notamment, a inscrit le problème des conséquences économiques et sociales du désarmement à son programme de recherche. Ce problème occupe également le Comité permanent des conférences sur la recherche relative à la paix et à la sécurité internationale, ainsi que les conférences dites de Pugwash. Les relations étroites qu'elle entretient avec ces organisations permettront à l'UNESCO, sous réserve de l'approbation de la Conférence générale, d'activer, dans le cadre de son programme pour 1965-1966, les travaux et études dans le domaine des conséquences économiques et sociales du désarmement.

La séance est levée à 12 h 50.



CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Trente-septième session

DOCUMENTS OFFICIELS

Lundi 27 juillet 1964
à 15 h 30

PALAIS DES NATIONS, GENÈVE

SOMMAIRE

	Pages
Point 8 de l'ordre du jour :	
Conséquences économiques et sociales du désarmement	
Affectation à des besoins pacifiques des ressources libérées par le désarmement (<i>suite</i>)	141
Point 33 de l'ordre du jour :	
Enseignements des buts et des principes, de la structure et des activités de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées dans les écoles et dans les autres établissements d'enseignement des Etats Membres	
Rapport du Comité social	149
Point 13 de l'ordre du jour :	
Rôle des brevets dans le transfert des connaissances techniques aux pays sous-développés	
Rapport du Comité économique	149

Président: Sir Ronald WALKER (Australie).

Présents:

Les représentants des Etats suivants, membres du Conseil: Algérie, Argentine, Australie, Autriche, Chili, Colombie, Equateur, Etats-Unis d'Amérique, France, Inde, Irak, Japon, Luxembourg, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sénégal, Tchécoslovaquie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Yougoslavie.

Les représentants des Etats suivants, membres supplémentaires des comités de session: Cameroun, Ghana, Indonésie, Iran, Italie, Mexique, République arabe unie, République-Unie du Tanganyika et de Zanzibar.

Les observateurs des Etats Membres suivants: Brésil, Bulgarie, Irlande, Israël, Ouganda, Pakistan, Pologne, République centrafricaine, Roumanie, Uruguay.

L'observateur de l'Etat non membre suivant: République fédérale d'Allemagne.

Les représentants des institutions spécialisées suivantes: Organisation internationale du Travail, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, Banque internationale pour la reconstruction et le développement, Organisation mondiale de la santé.

Le représentant de l'Agence internationale de l'énergie atomique.

POINT 8 DE L'ORDRE DU JOUR

Conséquences économiques et sociales du désarmement

Affectation à des besoins pacifiques des ressources libérées par le désarmement (E/3898 et Add.1 à 3; E/L.1059) (*suite*)

1. M. ARKADIEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) fait observer que la question dont le Conseil discute est une des plus importantes qui se posent au monde à l'époque présente. Les principes fondamentaux de l'affectation à des besoins pacifiques des ressources libérées par le désarmement général et complet ont été exposés à l'Assemblée générale à sa quatorzième session (799^e séance plénière) par M. Khrouchtchev, président du Conseil des ministres de l'URSS, et c'est sur l'initiative de la délégation de l'Union soviétique à la vingt-neuvième session du Conseil (1109^e séance) que la question des conséquences économiques et sociales du désarmement a été inscrite à l'ordre du jour du Conseil. A l'époque, la délégation de l'Union soviétique a proposé l'étude des problèmes relatifs à l'affectation à des besoins pacifiques des ressources matérielles et humaines libérées par le désarmement. Depuis lors, on a reconnu pleinement l'importance de la question; elle a été inscrite régulièrement à l'ordre du jour de plusieurs organes de l'ONU et des institutions spécialisées et on a fait sur cette question, depuis quelques années, un travail considérable qui a permis de la comprendre maintenant plus clairement. D'autre part, la discussion à laquelle le Conseil procède sur la question à la présente session se déroule dans une atmosphère plus favorable qu'auparavant. Plusieurs mesures internationales d'importance historique ont été adoptées: le Traité interdisant les essais d'armes nucléaires dans l'atmosphère, dans l'espace extra-atmosphérique et sous l'eau, signé à Moscou en 1963; l'accord conclu entre l'Union soviétique et les Etats-Unis d'Amérique et suivant lequel ces pays ne placeront pas dans l'espace extra-atmosphérique des objets porteurs d'armes nucléaires ou d'autres armes de destruction massive; les mesures prises par le Royaume-Uni, les Etats-Unis et l'Union soviétique pour réduire la production de matières nucléaires à des fins militaires, et la réduction des budgets militaires. Il est indéniable que l'atmosphère internationale s'est améliorée et les conditions sont telles qu'on peut envisager de nouvelles mesures.

2. Il est essentiel de se préparer en temps opportun à la mise en œuvre de mesures pour l'affectation à des besoins pacifiques des ressources libérées par le désarmement. Le rapport du Secrétaire général (E/3898 et Add.1 à 3) fournit au Conseil un exposé complet des progrès réalisés dans l'étude des problèmes qui se posent. Ce n'est évidemment qu'un commencement, mais le rapport fait ressortir l'importance de la tâche que le Conseil devra accomplir dans l'avenir immédiat et dans un avenir moins proche. Dans son vingt-neuvième rapport (E/3886 et Corr.1 et Add.1) le CAC a attiré l'attention sur l'extrême importance de ce problème et a signalé que l'affectation d'une partie des économies réalisées grâce au désarmement à une assistance accrue aux pays en voie de développement

devra faire l'objet d'enquêtes intensives, d'études et de plans.

3. Il est très important d'adopter des mesures radicales pour réduire la course aux armements dans de nombreux pays. L'Union soviétique, fidèle à sa politique de coexistence pacifique, s'efforce sans cesse d'obtenir un accord sur le désarmement général et complet afin que les ressources ainsi libérées puissent être mises à la disposition des pays sous-développés. Les Nations Unies doivent prendre les mesures nécessaires pour étudier les possibilités immenses qui seraient ouvertes par un accord sur le désarmement général et complet. Il incombe au Conseil, aux commissions économiques régionales et aux institutions spécialisées, ainsi qu'à des groupements particuliers dans divers pays, d'étudier les problèmes que posera la réaffectation des ressources qui seront libérées et d'élaborer des mesures pratiques pour résoudre les problèmes y relatifs.

4. En URSS, des ressources ont été libérées par la réduction des forces armées et des dépenses militaires et ont été réaffectées dans diverses branches de l'industrie, de l'agriculture, des transports, du commerce, des sciences, de l'éducation et de la santé publique. Un compte rendu détaillé de l'emploi fait des ressources libérées par le désarmement a été donné dans la réponse de l'Académie des sciences de l'URSS (voir E/3898/Add.1) à la note verbale du Secrétaire général. L'Institut de l'économie mondiale et des relations internationales de l'Académie des sciences a une section spéciale des problèmes politiques et économiques du désarmement, et cette section a publié une monographie intitulée « Influence du désarmement sur l'économie ».

5. M. Arkadiev ne peut comprendre les réponses faites à la note verbale du Secrétaire général par certains gouvernements qui tiennent pour acquis qu'en ce qui concerne leur propre économie il est inutile d'étudier les aspects économiques et sociaux du désarmement tant qu'on n'a pas de nouveaux renseignements sur les grands traits d'un éventuel accord général de désarmement. Le problème est un problème général et on ne peut pas l'éluder. L'Union soviétique travaille en vue d'un accord sur le désarmement général et complet, pas à pas, par des accords bilatéraux et par une action unilatérale. En 1964, elle a réduit ses crédits militaires de 600 millions de roubles par rapport aux crédits de 1963. En avril 1964, elle a décidé d'arrêter la construction de deux grands réacteurs nucléaires qui devaient produire du plutonium et elle réduira très prochainement la production d'uranium 235 destiné aux armes nucléaires. Un grand plan économique est en cours d'exécution en URSS et l'emploi des ressources libérées ne pose pas de problèmes, non plus que l'affectation de la main-d'œuvre libérée par les forces armées et l'industrie des armements. En fait, l'économie pourra absorber facilement bien davantage de main-d'œuvre et de ressources. Les 2 140 000 hommes qui ont été libérés des forces armées ont reçu du travail dans leur spécialité et ceux qui voulaient s'inscrire dans des établissements d'enseignement et perfectionner leurs connaissances ont eu la possibilité de le faire.

6. Un accord de désarmement général et complet permettra à de nombreux pays d'offrir aux pays en voie

de développement une assistance économique et technique bien plus considérable qu'à présent. Les pays développés, qui dépensent actuellement 7 milliards de dollars par an pour leur défense, pourront s'occuper davantage de leur propre développement économique. Les pays en voie de développement, eux aussi, pourront affecter au développement économique des ressources libérées par le désarmement.

7. L'Union soviétique a une expérience considérable de la recherche sur les moyens d'utiliser les ressources libérées à la suite du désarmement. Sa délégation estime essentiel que la recherche soit développée à la fois sur le plan national et sur le plan international et qu'on s'efforce d'obtenir la coopération de chercheurs scientifiques de tous les pays pour faire en commun une étude des conséquences économiques et sociales du désarmement.

8. Les résolutions 1837 (XVII) et 1931 (XVIII) de l'Assemblée générale, qui ont été adoptées l'une et l'autre à l'unanimité, contiennent de nombreuses propositions utiles et pratiques. Dans la deuxième de ces résolutions, l'Assemblée générale a prié le Conseil d'étudier notamment la possibilité de créer un groupe spécial afin d'accélérer les activités dans l'étude des conséquences économiques et sociales du désarmement. M. Arkadiev est d'avis que ce groupe pourrait être utile pour coordonner les travaux en cours et analyser, comparer et rassembler des renseignements. Il n'a pas eu l'impression, lorsque la proposition a été faite, que la délégation des Etats-Unis s'y soit opposée et il n'arrive pas à comprendre ce qui s'est passé dans l'intervalle, qui ait pu amener cette délégation à modifier son attitude. Toutefois, étant donné que certains membres du Conseil ont exprimé l'avis qu'un tel groupe serait inutile, la délégation de l'Union soviétique est prête à accepter que l'examen de la question soit ajourné, mais elle regretterait que le Conseil rejette une proposition qui était considérée comme raisonnable très peu de temps auparavant.

9. Du point de vue purement économique, la réalisation du désarmement général et complet apporterait de grands bienfaits à l'humanité en peu de temps. La somme totale qui est dépensée chaque année pour la défense n'est pas loin d'atteindre la valeur totale du commerce mondial. Les recherches faites sur les conséquences économiques et sociales du désarmement et sur l'affectation à des besoins pacifiques des ressources libérées à la suite du désarmement ont montré de façon concluante l'erreur de la thèse occidentale qui prétend que la course aux armements a un effet stimulant sur l'économie des pays intéressés. En fait, de nombreux économistes occidentaux reconnaissent maintenant cette erreur. Le désarmement favoriserait le progrès économique et accroîtrait la richesse de toute les nations. Néanmoins, les adversaires du désarmement continuent à prétendre qu'on perd son temps à s'efforcer d'encourager la recherche et l'établissement de plans dans ce domaine. Ils décident de ne pas considérer les aspects économiques et sociaux du désarmement comme une question d'intérêt immédiat. Ils cherchent à arrêter les progrès qui sont accomplis à la suite de la conclusion du Traité interdisant les essais d'armes nucléaires, signé à Moscou. On soutient que les économies réalisées à la suite du désarmement général et

complet ne seraient pas si grandes que les partisans du désarmement l'affirment, car le coût de l'entretien des forces nationales et internationales de sécurité après le désarmement et du système de contrôle serait élevé. Ceux qui raisonnent ainsi s'efforcent de semer le doute au sujet de l'intérêt économique que le désarmement présente pour les pays. Ils mettent aussi en doute la possibilité d'affecter à des besoins pacifiques les ressources libérées par le désarmement. On sait fort bien que de nombreuses entreprises de fabrication d'armements réalisent des fortunes énormes. Elles ne s'occupent pas de l'intérêt de l'humanité et elles lutteront contre le désarmement par tous les moyens possibles. Les adversaires du désarmement ont mené récemment des campagnes de presse contre la réduction des armes nucléaires. Ils prétendent que le désarmement provoquerait l'apparition d'une nouvelle classe de chômeurs qui serait composée de spécialistes et qu'il faut donc maintenir les dépenses militaires au niveau actuel. Les syndicats peuvent montrer facilement combien ces arguments sont faux.

10. La délégation de l'Union soviétique est persuadée qu'il faut développer l'étude des problèmes relatifs à l'affectation à des besoins pacifiques des ressources libérées par le désarmement. Il est nécessaire d'en étudier les aspects sociaux aussi bien que les aspects économiques. Dans sa résolution 1931 (XVIII), l'Assemblée générale a invité les institutions spécialisées intéressées, l'Agence internationale de l'énergie atomique et les commissions économiques régionales à collaborer avec le Secrétaire général à des études, dans leurs domaines respectifs, consacrées aux différents problèmes que les aspects économiques et sociaux du désarmement soulèvent en ce qui concerne les relations économiques et commerciales internationales et, en particulier, à procéder à une enquête appropriée sur la possibilité d'étudier les problèmes qui pourraient se poser à propos des produits primaires. M. Arkadiev a été impressionné par les déclarations faites par les représentants de l'OIT et de l'UNESCO. D'autres institutions spécialisées procéderont aussi à des études et les commissions économiques régionales devraient pouvoir apporter une contribution utile. La CEE s'intéresse particulièrement au problème de la main-d'œuvre, qui est d'une importance capitale. L'ONU et ses organismes devraient accorder un plus grand appui aux chercheurs qui travaillent la question. Quelques ouvrages ont été publiés sur les études effectuées, mais ils n'ont pas reçu l'attention voulue; il serait utile que ces études soient publiées sous les auspices de l'ONU. Le Conseil devrait recommander aussi que les Etats Membres de l'Organisation attribuent des bourses pour la formation à l'étude des conséquences économiques et sociales du désarmement. On pourrait donner des subventions aux universités et aux instituts de recherche pour favoriser cette étude. On devrait aussi faire des travaux de recherche sur l'aspect de la question qui touche au commerce international. La Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement a pris grand intérêt à cet aspect de la question et a adopté une recommandation à ce sujet (voir E/CONF.46/139, annexe A.VI.10). Le représentant de l'Union soviétique à la Conférence a souligné que la course aux armements désorganise les relations commerciales internationales

et la structure et l'orientation du commerce. La mise en œuvre du désarmement aurait un effet positif sur le commerce lui-même et sur les transports et les autres services qui ont un lien avec le développement du commerce international. Le Conseil ne doit pas négliger cet aspect de la question et on pourrait inviter les gouvernements à lui accorder eux aussi une attention accrue. En fait, l'ONU devrait s'attaquer d'une façon plus large à l'ensemble de la question des problèmes relatifs aux conséquences économiques et sociales du désarmement et l'on devrait demander aux gouvernements de fournir plus fréquemment et plus complètement des renseignements sur tous les aspects de ce problème.

11. M. WILLIAMS (Etats-Unis d'Amérique), répondant aux observations du représentant de l'Union soviétique, déclare qu'il regrette de n'avoir peut-être pas précisé assez clairement, dans sa première déclaration (1333^e séance), que son gouvernement attache une grande importance aux avantages économiques et sociaux que pourrait procurer le désarmement et qui permettent d'espérer qu'on parviendra à supprimer un des fardeaux qui pèsent sur l'humanité. La position adoptée par la délégation des Etats Unis n'a varié sur aucune question ni dans les discussions qui ont eu lieu à la dix-huitième session de l'Assemblée générale ni à la présente session du Conseil. Le représentant des Etats-Unis a fait sa déclaration en tenant compte des termes du paragraphe 5 du dispositif de la résolution 1931 (XVIII) de l'Assemblée générale, qui prie le Conseil d'étudier tous les aspects pertinents de la question de l'affectation à des besoins pacifiques des ressources libérées à la suite du désarmement général, notamment la possibilité de créer un groupe spécial. Le projet de résolution commun des Etats-Unis et de la Colombie (E/L.1059) a été rédigé après examen de toutes ces questions et exprime à juste titre l'opinion qu'il n'y a pas nécessité immédiate de créer un tel groupe.

12. M. Williams accueille avec satisfaction la suggestion du représentant de l'Union soviétique, selon laquelle il faudrait ajourner la suite de l'examen de la question, et la délégation des Etats-Unis a maintenant l'intention de reviser le projet de résolution de façon à ne pas y mentionner la demande de l'Assemblée générale au sujet de la création d'un groupe spécial.

13. M. NEHRU (Inde) rappelle que l'Assemblée générale a adopté à sa quatorzième session la résolution historique 1378 (XIV) sur le désarmement général et complet, dans laquelle elle a déclaré que cette question est la plus importante à laquelle le monde ait à faire face aujourd'hui. A sa seizième session, l'Assemblée générale a créé le Comité des dix-huit puissances sur le désarmement, dont l'Inde est membre. L'Inde a toujours été à l'avant-garde du mouvement en faveur du désarmement général et complet sous un contrôle international efficace et elle accueille favorablement toute mesure tendant à cette fin. Un expert indien a fait partie du Groupe consultatif d'experts qui a établi l'étude publiée en 1962 (E/3593/Rev.1)¹. Les conclusions du Groupe ont été acceptées

¹ Conséquences économiques et sociales du désarmement, publication des Nations Unies, n° de vente : 62.IX.1.

universellement et il ne fait aucun doute que la réalisation du désarmement général et complet n'apportera que des bienfaits à l'humanité tout entière et que tous les problèmes et toutes les difficultés de transition qui résulteraient du désarmement pourront être résolus par des mesures appropriées à l'échelon national et international. Il est généralement reconnu que le désarmement libérera une grande quantité de ressources pour le développement économique et que les services d'innombrables savants et spécialistes pourront être utilisés à des fins pacifiques sans entraîner de conséquences désastreuses pour les pays qui ont actuellement de grands programmes militaires.

14. Néanmoins, on n'est pas encore parvenu à réaliser le désarmement, d'une part en raison de la méfiance et de la crainte qui continuent à régner, d'autre part en raison de conflits d'ordre politique. On n'est pas non plus absolument certain des conséquences économiques et sociales du désarmement. Il est donc indispensable que des études sur ces conséquences soient poursuivies et que les résultats en soient communiqués au public. Le Gouvernement indien attache la plus haute importance à l'éducation du public dans ce domaine. Des études de ce genre auront également une valeur psychologique, car elles permettront de faire la lumière sur certaines questions, d'attirer l'attention sur les dangers de la course aux armements et de stimuler l'intérêt du public pour le mouvement en faveur du désarmement. Il est essentiel que des plans détaillés soient établis afin d'assurer que le désarmement entraîne le moins possible de perturbations dans l'activité économique à l'échelon national et international, ce qui intéresse particulièrement les pays développés, où une proportion très appréciable de la capacité de production est affectée à des fins militaires.

15. M. Nehru fait l'éloge du rapport du Secrétaire général qui fournit des directives utiles pour continuer des études de ce genre. Il note avec satisfaction que le Secrétaire général a reçu la coopération de nombreux Membres de l'ONU et aussi des institutions spécialisées. Il est particulièrement satisfaisant de constater que les Gouvernements des Etats-Unis d'Amérique et de l'Union des Républiques socialistes soviétiques ont indiqué qu'ils ont en cours des programmes d'études importants et suivis. Le représentant de l'Inde espère qu'une activité semblable sera poursuivie et intensifiée dans d'autres pays où les dépenses militaires tiennent une place importante dans le budget national.

16. Par sa résolution 982 (XXXVI), le Conseil a prié le Secrétaire général de procéder à une enquête sur la possibilité d'effectuer une étude internationale des problèmes qui pourraient se poser à propos des produits primaires dont la demande se trouverait affectée sur une grande échelle durant et immédiatement après la période de transition. La Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement a adopté aussi une recommandation soulignant l'importance des aspects commerciaux du désarmement. Il est regrettable que seul le Gouvernement des Etats-Unis ait pu jusqu'ici faire savoir, en réponse à la note verbale du Secrétaire

général, en date du 6 mars 1964 (E/3898, annexe I), qu'il pourrait fournir des renseignements sur la question. Les données que les Etats-Unis fourniront au sujet de 76 produits de base autres que le pétrole, l'acier et l'uranium contribueront de manière extrêmement utile à déterminer les conséquences du désarmement général et complet pour les nombreux pays en voie de développement intéressés.

17. A la trente-quatrième session, la délégation de l'Inde s'est jointe à celles de l'Ethiopie et de la Yougoslavie pour présenter le projet de résolution E/L.962 qui demandait aux Etats Membres s'ils seraient éventuellement disposés à réduire leurs budgets militaires en vue de consacrer un pourcentage déterminé au développement économique des pays insuffisamment développés. Les délégations des Etats-Unis et de l'Union soviétique se sont opposées toutes deux à cette proposition, la première en raison de difficultés d'ordre législatif et constitutionnel, la seconde en affirmant que les dépenses militaires dépendent entièrement des besoins militaires et n'ont aucun rapport avec l'aide. La délégation de l'Inde reconnaît qu'il peut être difficile de lier l'assistance économique au désarmement avant que le désarmement ait été réalisé ou paraisse sur le point de l'être, mais il est certain que toute mesure de désarmement aura un effet considérable sur l'économie mondiale. Il est regrettable que les économies faites par plusieurs pays dans leurs dépenses militaires se soient traduites rarement en accroissements correspondants de l'assistance économique et technique donnée aux pays en voie de développement. La délégation de l'Inde espère que le Secrétaire général prévoira dans les études futures un examen de toutes les mesures appropriées, y compris les mesures d'ordre législatif, en vue de l'affectation particulière d'une partie de ces économies au développement économique et social des pays en voie de développement. Ce serait là un moyen d'assurer la réalisation de l'objectif réaffirmé par la recommandation de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, selon laquelle chaque pays économiquement avancé devrait s'efforcer de fournir des ressources financières aux pays en voie de développement d'un montant net minimal aussi proche que possible de 1 % de son revenu national (voir E/CONF.46/139, annexe A.IV.2). Si le Conseil décide de recommander la création d'un groupe spécial, proposition que la délégation de l'Inde appuie entièrement, M. Nehru espère que ce groupe attachera l'importance voulue aux moyens de réaliser cet objectif.

18. On a signalé parfois que les pays en voie de développement fournissaient des réponses insuffisantes aux demandes de renseignements faites par le Secrétaire général au sujet des études qu'ils ont entreprises sur les conséquences du désarmement. Le représentant de l'Inde pense que cela s'explique par le fait que ces pays sont préoccupés par leurs propres problèmes économiques immédiats. Comme l'ont souligné les Gouvernements de la Jamaïque (voir E/3898/Add.2) et du Kenya et de l'Ouganda (voir E/3898/Add.1), leurs dépenses militaires sont si faibles que la question des ajustements internes ne se pose pas. Selon M. Nehru, si les pays en voie de développement parviennent à élaborer leurs plans de développement de manière réaliste, ils n'auront guère de difficultés à les remanier lorsqu'ils disposeront de res-

sources beaucoup plus grandes. L'Inde, par exemple, n'a pas pu trouver les 800 millions de dollars nécessaires à l'élimination de l'analphabétisme chez les adultes, conformément à la campagne mondiale pour l'alphabétisation universelle proposée par l'UNESCO, en raison de besoins économiques et sociaux plus urgents. Toutefois, si elle pouvait disposer de ressources provenant de l'extérieur, il lui serait possible d'entreprendre non seulement cette campagne mais aussi d'autres campagnes du même genre contre la faim, la maladie et la misère. Le progrès de la plupart des pays en voie de développement est ralenti soit par le manque de ressources, soit par la pénurie de connaissances techniques et d'équipement. Il serait facile de remédier même à ces dernières insuffisances si l'on disposait d'assez de devises.

19. Bien qu'on n'ait pas encore fait d'enquêtes détaillées à ce sujet, il est peu probable que le désarmement provoque de graves perturbations de l'économie indienne. Les dépenses militaires se maintenaient au niveau relativement bas d'environ 2% du produit national brut avant l'agression chinoise, et elles sont encore inférieures à 4%. Il est paradoxal que l'Inde ait dû accroître ses dépenses militaires parce qu'en raison de sa politique de non-alignement elle n'a pas reçu d'aide militaire. Le Gouvernement indien espère donc que le désarmement général et complet sera réalisé dans un proche avenir et lui permettra de venir en aide à sa population dont la situation est critique, d'accroître sa production industrielle, d'augmenter la consommation individuelle, d'améliorer les conditions sociales et d'affecter du personnel qualifié à des tâches plus productives.

20. Le désarmement général et complet sous un contrôle international efficace transformera un rêve de prospérité en une réalité. À l'élévation du niveau de vie qui en résultera, correspondra un accroissement général de la consommation dont toutes les nations, riches et pauvres, bénéficieront également. Toutes les nations s'efforcent de créer un « Etat providence ». La conception plus large d'un monde prospère, dont l'humanité a tant besoin actuellement, a trouvé son expression dans la Charte et dans la Déclaration universelle des droits de l'homme.

21. M^{lle} MUTER (Indonésie) a été heureuse de trouver dans la réponse du Gouvernement de l'URSS à la note verbale du Secrétaire général (E/3898/Add.1) l'opinion selon laquelle l'élaboration immédiate d'un programme économique de désarmement, sans attendre la conclusion d'un accord sur le désarmement général et complet, serait de nature à servir la cause du désarmement.

22. Tout en reconnaissant que les pays en voie de développement doivent — comme il est indiqué au paragraphe 1 du rapport du Secrétaire général — intensifier leurs efforts en vue d'établir et d'exécuter des projets judicieusement conçus et des plans de développement bien intégrés, la délégation indonésienne est d'avis qu'il convient de se préoccuper sérieusement d'utiliser les ressources libérées par le désarmement pour financer des projets profitables à l'ensemble d'une région.

23. A titre d'exemples des activités du Secrétariat à l'échelon régional, le Secrétaire général a mentionné certains projets actuellement exécutés ou envisagés pour

la région de l'Afrique. La délégation indonésienne appuie sans réserve de telles suggestions et elle propose qu'on fasse de même pour la région de l'Asie au moyen de ressources supplémentaires, sans diminuer la part des autres régions. Le paragraphe 485 du rapport de la CEAE (E/3876/Rev.1) indique que les ressources disponibles au titre du programme ordinaire et du Programme élargi d'assistance technique en 1963-1964 étaient supérieures à celles des deux années précédentes, mais que la part de la région de la CEAE dans la répartition de ces ressources était demeurée stationnaire et continuerait sans doute de l'être pendant quelque temps. La CEAE a, en conséquence, souligné la nécessité de répartir plus équitablement les ressources des programmes d'assistance technique, compte tenu du nombre d'habitants de chaque région et du volume croissant de ressources qu'elle est en mesure d'utiliser. Il y a là une raison de plus pour penser à l'Asie au moment où des ressources supplémentaires libérées par le désarmement deviendront disponibles.

24. Deux projets qui, de l'avis de la représentante de l'Indonésie, conviendraient particulièrement pour l'emploi de telles ressources sont ceux de la grande route d'Asie et d'une banque asiatique du développement. Le premier de ces projets dépasse manifestement ce que tous les pays en voie de développement peuvent réaliser sans aide extérieure. Pour sa part, l'Indonésie a décidé de construire la grande route à travers Sumatra, qui s'étendra sur environ 2 000 km. La grande route d'Asie rétablira les liens traditionnels entre les peuples de cette région et apportera une contribution décisive à l'expansion du commerce, des communications et du tourisme, tout en favorisant le resserrement de la coopération et de l'amitié entre les peuples d'Asie.

25. Le projet de création d'une banque asiatique du développement a été approuvé par la Conférence ministérielle sur la coopération économique en Asie qui s'est tenue à Manille en décembre 1963. De son côté, la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement a adopté une recommandation sur la création d'un fonds de développement régional (voir E/CONF.46/139, annexe A.IV.9), dans laquelle elle a demandé qu'on étudie la possibilité de créer un fonds pour financer des programmes d'équipement à long terme, ainsi que la possibilité d'utiliser les organismes régionaux appropriés qui s'occupent du financement du développement pour la gestion d'un tel fonds. La délégation indonésienne espère que les pays membres de la CEAE qui n'ont pas appuyé cette recommandation réexamineront leur position, car elle pense que la banque asiatique du développement pourrait être justement l'organisme régional envisagé.

26. Le Secrétaire général a cité, au paragraphe 38 de son rapport, l'opinion de la FAO selon laquelle le moment est actuellement propice pour consacrer une part appréciable du complément de ressources dégagées grâce au désarmement pour accélérer le développement agricole et faciliter les transformations de structure qui s'imposent dans les pays en voie de développement. En approuvant cette opinion, la délégation indonésienne n'entend nullement dire que l'industrialisation ne présenterait pas tout autant d'importance, mais l'agriculture demeurera

pendant quelque temps un facteur de premier ordre dans l'économie des pays en question et il pourrait être bon d'accorder la priorité à des industries qui, comme celle des engrais, contribueraient directement à accroître la productivité agricole. A ce propos, elle approuve la proposition faite à la 1330^e séance par le représentant de l'Union soviétique concernant la création d'industries chimiques. Conformément aux vues de la délégation indonésienne qui estime nécessaire de renforcer les commissions économiques régionales, M^{lle} Muter approuve la proposition selon laquelle ces commissions devraient créer des groupes de travail de l'industrie chimique en vue d'aider les pays en voie de développement à mettre sur pied leurs propres industries chimiques, en particulier des industries des engrais. Elle souhaiterait obtenir des institutions intéressées des renseignements sur les possibilités d'application pratique et commerciale de la science atomique en vue de l'accroissement de la production agricole.

27. La délégation indonésienne est d'avis que les progrès lents mais encourageants accomplis vers la détente internationale et l'interdiction des essais d'armes nucléaires, qui est un acheminement vers le désarmement général, se traduiront par l'accroissement de la coopération économique internationale selon les méthodes indiquées par la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement. Il importe, de ce point de vue, de tenir compte d'une opinion exprimée par le président Soekarno dans son message à la Conférence (voir E/CONF.46/139, annexe C) : la coopération internationale suppose essentiellement que ceux qui y participent comptent en tout premier lieu sur leurs propres ressources. L'assistance internationale peut devenir un fardeau si elle dépasse son rôle d'auxiliaire dans les efforts d'une nation et elle se transformerait en fléau si elle tendait à retarder la croissance d'une nation et à la rendre indéfiniment tributaire d'une aide extérieure.

28. M. CISS (Sénégal) dit qu'en présence de l'écart énorme qui sépare les pays développés des pays en voie de développement, on ne peut surestimer l'importance de la question en discussion. Des sommes immenses sont dépensées dans la course aux armements, dont le but est la destruction de l'humanité, alors que les deux tiers de la population mondiale souffrent de la faim, de l'ignorance et de la maladie. Le Secrétaire général a indiqué dans son rapport que les gouvernements qui ont orienté l'utilisation de l'énergie atomique vers des buts pacifiques et productifs peuvent également convertir leurs économies au profit à la fois de leurs propres peuples et de l'humanité en général. M. Ciss est convaincu que les gouvernements intéressés, s'ils décident de coopérer, pourront éliminer les dangers de la course aux armements et trouver une utilisation plus profitable des ressources qui y sont consacrées. Toutefois, on se bercerait d'illusions en s'imaginant que de tels problèmes pourraient être résolus par la seule manifestation d'une bonne volonté platonique. Il faudra trouver au Comité des dix-huit puissances sur le désarmement une solution d'ensemble des problèmes politiques. Cela concerne en premier lieu les grandes puissances, mais le Gouvernement sénégalais est prêt à offrir son appui moral.

29. On crée un mythe dangereux en affirmant qu'un accord sur le désarmement libérerait automatiquement des ressources considérables en vue d'une aide aux pays sous-développés. Il n'est certainement pas nécessaire d'attendre un tel accord pour fournir cette aide, car les pays développés disposent déjà de ressources suffisantes à cet effet. En 1963, lorsque le Royaume-Uni, les Etats-Unis et l'Union des Républiques socialistes soviétiques ont signé un traité interdisant partiellement les essais d'armes nucléaires, les pays sous-développés se sont réjouis de cette décision et ont espéré que les économies réalisées seraient mise à profit pour venir en aide aux multitudes affamées. Il n'en a rien été.

30. La délégation sénégalaise est prête à examiner la création éventuelle d'un groupe spécial, mais se demande si la multiplication, au stade actuel, d'organes créés en dehors du Comité des dix-huit puissances sur le désarmement ne risquerait pas d'avoir un effet opposé à celui qu'on escompte. M. Ciss constate également qu'il existe une certaine contradiction dans l'attitude de diverses délégations qui s'opposent à tout accroissement du budget de l'Organisation, mais se prononcent en même temps en faveur de la création d'un nouvel organe qui entraînerait forcément des dépenses supplémentaires.

31. Les conséquences économiques et sociales du désarmement ne peuvent pas être séparées de la question plus vaste du désarmement général et complet, que la délégation sénégalaise espère voir réaliser le plus tôt possible.

32. Sir Keith UNWIN (Royaume-Uni) estime que c'est au Conseil qu'il appartient de trouver les moyens pratiques de contribuer au développement économique et social, tout en reconnaissant les limites pratiques des mesures réalisables. Il est certain que la contribution immédiate la plus importante à un développement accéléré serait la conclusion, dans un organe approprié, d'un accord sur des mesures de désarmement contrôlé. En 1963, un accord a été obtenu sur une interdiction partielle des essais d'armes nucléaires, qui est encourageant par lui-même et le serait davantage encore s'il pouvait être considéré comme un premier pas décisif vers des accords plus larges. Le Gouvernement du Royaume-Uni poursuivra avec patience et persévérance ses efforts, chaque fois qu'il apercevra une possibilité de progrès, en vue d'arriver au but ultime du désarmement universel et complet.

33. En attendant, il conviendrait de prendre des mesures pour se préparer aux problèmes qui se poseront lorsqu'un désarmement de grande ampleur se trouvera réalisé. Le Gouvernement du Royaume-Uni a indiqué dans sa réponse ^a à la première enquête du Secrétaire général qu'il résulte d'une étude approfondie que, si l'on dispose d'un temps raisonnable pour la réadaptation, les conséquences du désarmement pourront être surmontées sans perturbation grave de l'économie nationale. Une étude indépendante a conclu dans le même sens. D'autres orateurs, au cours du débat, ont confirmé cette conclusion. Dans sa dernière réponse (voir E/3898/Add.1), le

^a Voir publication des Nations Unies, n° de vente : 62.IX. 2, p. 218 à 228.

Gouvernement du Royaume-Uni a exposé que les problèmes économiques et sociaux résultant du désarmement ne devront pas être examinés séparément, mais dans le contexte d'autres changements de structure affectant l'économie. L'étude des problèmes du désarmement hors de ce contexte n'aurait que peu de valeur. Le Royaume-Uni dispose déjà pour la nouvelle répartition des ressources d'un mécanisme administratif qui serait en mesure de traiter également des problèmes du désarmement : il comprend le Conseil national du développement économique, un système d'études périodiques sur le rapport entre les dépenses publiques et les prévisions de recettes et des études sur les tendances à moyen et à long terme du marché de l'emploi auxquelles le ministère du travail s'intéresse de plus en plus. Ce mécanisme est sans cesse développé et perfectionné à mesure qu'on cherche à atteindre des objectifs économiques généraux et il permettra de faire face aux problèmes difficiles, mais non insolubles, que créera le désarmement.

34. Il est indispensable que non seulement les gouvernements, mais aussi des organisations telles que l'ONU, disposent de mécanismes pour faire face à de tels problèmes. Les Nations Unies devraient continuer à améliorer et à coordonner leurs mécanismes existants, tout en visant des objectifs généraux dans le domaine économique. L'essentiel est de maintenir ce mécanisme en activité et de le rendre capable de répondre constamment aux besoins nouveaux. Le représentant du Royaume-Uni approuve donc les décisions prises par le CAC qui sont mentionnées au paragraphe 5 du rapport du Secrétaire général et aux termes desquelles le Secrétaire général fera fonction de coordonnateur en ce qui concerne toutes les études des aspects économiques et sociaux du désarmement, tandis que le CAC constituera un comité de représentants des institutions, qui collaborera avec le Secrétaire général à l'élaboration de programmes de travail concertés. Le représentant du Royaume-Uni espère qu'une méthode systématique et rationnelle pourra être ainsi mise au point par l'ONU et il attend avec intérêt les rapports du Secrétaire général sur l'exécution de ce programme. Il faudra cependant que le Secrétaire général évalue soigneusement les avantages que toute étude ou mesure envisagée pourrait rapporter, eu égard aux ressources disponibles et aux priorités du programme général de travail.

35. Le représentant du Royaume-Uni approuve la proposition faite à la 1333^e séance par le représentant des Etats-Unis, selon laquelle il conviendrait de laisser au Secrétaire général une certaine liberté d'appréciation dans le choix du moment auquel il présentera ses futurs rapports.

36. La délégation du Royaume-Uni a examiné avec attention la proposition de créer un groupe spécial, qui a été approuvée par de nombreuses délégations à l'Assemblée générale. Sir Keith Unwin ne croit cependant pas que la création de ce groupe aurait une utilité pratique immédiate. Le Secrétaire général a constitué, en 1961, un Groupe consultatif d'experts, dont le rapport a fourni des bases pour une grande partie des discussions qui se sont déroulées au Conseil et ailleurs sur la question de l'affectation à des besoins pacifiques des ressources

libérées par le désarmement. Il est douteux qu'un groupe nouveau puisse faire progresser la question davantage au stade actuel. Un tel groupe risquerait, en outre, de détourner les énergies du Secrétariat de tâches plus urgentes et qui seraient plus profitables aux pays en voie de développement.

37. M. MATSUI (Japon) fait observer que, depuis la discussion du rapport du Groupe consultatif d'experts sur les conséquences économiques et sociales du désarmement à la trente-quatrième session du Conseil, plusieurs résolutions ont été adoptées par le Conseil et l'Assemblée générale. Il est encourageant de constater, d'après le dernier rapport du Secrétaire général, que divers pays et de nombreuses organisations internationales effectuent ou se proposent d'effectuer des études approfondies en vue de s'assurer que l'économie mondiale pourra absorber sans heurts les incidences économiques et sociales éventuelles d'un désarmement général et complet.

38. Néanmoins, un programme réellement efficace de désarmement doit se fonder sur des données précises qu'on ne possède pas encore en quantité suffisante pour pouvoir entreprendre des efforts concertés en vue de mesurer l'ampleur des incidences d'un désarmement complet ou même partiel sur l'économie mondiale. Par exemple, il est indiqué au paragraphe 27 du rapport du Secrétaire général que l'absence des informations nécessaires de la part des gouvernements ne permet pas d'entreprendre une étude fondée sur des éléments concrets et précis concernant les produits primaires dont la demande se trouverait affectée sur une grande échelle durant et immédiatement après la période de transition. Un programme d'adaptation économique et sociale au désarmement doit se fonder sur des données relatives à l'échelonnement des mesures dans le temps, à l'étendue des réductions décidées à chaque étape du désarmement, à la nature des armements qui seront réduits ou supprimés et au volume approximatif des ressources qui pourront être affectées à d'autres besoins.

39. La délégation japonaise tient à rendre hommage aux membres du Comité des dix-huit puissances sur le désarmement pour la patience et la persévérance avec lesquelles ils se sont efforcés de rendre possible la paix mondiale à l'ère atomique. Toutefois, la complexité technique des questions qui se posent et les divergences considérables qui apparaissent entre les vues de l'Est et de l'Ouest ont empêché jusqu'ici la Conférence d'aboutir à un accord de grande portée. D'un autre côté, les efforts accomplis pour arriver à un certain degré d'accord concernant des mesures collatérales telles que l'interdiction des essais d'armes nucléaires, la prévention de la dissémination des armes nucléaires et de la diffusion des renseignements sur ces armes, la destruction de certaines catégories de bombardiers, l'arrêt de la production de matières nucléaires à des fins militaires et la réduction des budgets militaires constituent un élément encourageant et il faut espérer qu'un certain accord sera prochainement acquis sur quelques-unes de ces questions.

40. Au paragraphe 5 du dispositif de sa résolution 1931 (XVIII), l'Assemblée générale a prié le Conseil d'étudier tous les aspects pertinents de la question

de l'affectation à des besoins pacifiques des ressources libérées à la suite du désarmement général. Pour ce qui est du Japon, les dépenses de ce pays pour la défense sont si minimes que les effets de leur réduction seraient négligeables; aucune étude systématique n'est donc faite actuellement sur cet aspect du désarmement.

41. La délégation japonaise estime qu'il conviendrait d'ajourner pour quelque temps toute décision concernant la création d'un groupe spécial. Des travaux tels que le rassemblement de données supplémentaires et l'envoi de questionnaires aux Etats Membres peuvent parfaitement être confiés au Secrétariat, comme on l'a déjà fait.

42. M. CHANDERLI (Algérie) déclare que sa délégation n'avait pas l'intention d'intervenir sur la question en discussion, mais que la tournure prise par le débat l'a incitée à faire connaître ses vues, qui pourront être considérées comme inhabituelles étant donné qu'elles émanent d'un pays en voie de développement dont les représentants ont tendance à voir les problèmes internationaux dans une perspective dénuée de complications.

43. Pendant des siècles, ce sont les pays civilisés du monde qui ont déclenché des guerres dont le fardeau a toujours pesé aussi sur les pays peu développés sans qu'ils aient jamais pu avoir leur part des bénéfices et des progrès apportés par ces guerres. Les pays peu développés ne peuvent demeurer perpétuellement les victimes innocentes d'un système dans lequel les riches deviennent plus riches tandis que les populations des régions sous-développées servent de chair à canon. L'inégalité fondamentale résulte du fait que les moyens de destruction massive se trouvent aux mains d'un petit groupe de pays. Les nouveaux pays indépendants souhaitent vivement construire une société internationale nouvelle, mais leurs efforts sont entravés à chaque pas. Lorsqu'on a soulevé la question de la possibilité d'un partage des richesses du monde, certains pays ont voulu être les seuls arbitres de leur répartition. C'est ainsi que certaines délégations soutiennent que la création d'un groupe d'étude spécial sur les conséquences économiques et sociales du désarmement serait prématurée. Il est exact qu'il n'y a guère pour le moment de ressources disponibles pour une telle répartition, mais il faut étudier la question à fond afin de s'entendre sur une répartition équitable et harmonieuse des ressources libérées par le désarmement.

44. On peut citer certains chiffres pour montrer l'ampleur des ressources qui pourraient être libérées. Par exemple, on lit dans la communication de l'AIEA, qui figure dans l'annexe IV du rapport du Secrétaire général, que « les stocks existants évalués à 2 300 tonnes d'U-235 et de plutonium suffiraient pour commencer à alimenter des réacteurs générateurs de courant d'une puissance installée égale à celle de toutes les centrales de type classique fonctionnant actuellement dans le monde », et qu'on estime « qu'il existe plus de 23 000 savants et ingénieurs hautement qualifiés travaillant dans les aspects militaires de l'énergie atomique ». En Algérie, cependant, on compte 300 personnes procédant à des recherches sur les utilisations de l'énergie atomique à des fins pacifiques.

45. Plusieurs orateurs ont fait allusion aux grands bouleversements qu'entraînerait un désarmement géné-

ral et complet. Pourtant, tous ceux qui ont connu la deuxième guerre mondiale ont été frappés par la rapidité avec laquelle les industries sont passées de la production de paix à la production militaire. Il est indéniable que le maintien de la paix exige certains sacrifices; les pays industrialisés devraient se montrer prêts à faire autant de sacrifices pour la paix qu'ils en ont faits pour la guerre.

46. Certaines délégations ont mis en doute la compétence du Conseil pour examiner la question en discussion et ont déclaré qu'il n'était pas spécialement qualifié pour ce faire. Le Comité des dix-huit puissances sur le désarmement, d'un autre côté, s'efforce de traiter les aspects économiques du désarmement, mais il a beaucoup d'autres questions importantes à son ordre du jour. D'ailleurs, les aspects économiques et sociaux de toutes les questions dont les Nations Unies s'occupent sont spécialement de la compétence du Conseil.

47. La délégation algérienne est convaincue qu'il faut poursuivre avec la plus extrême vigueur et avec résolution l'objectif du désarmement général et complet. Il convient aussi d'encourager activement la création de zones dénucléarisées afin que les zones nucléaires qui resteront soient réduites au strict minimum, en nombre comme en superficie.

48. M. SEN (Fédération syndicale mondiale), parlant sur l'invitation du Président, dit que la FSM est satisfaite de voir le Conseil examiner le point de l'ordre du jour actuellement en discussion, car les questions de la paix et du désarmement sont étroitement liées à la lutte que les syndicats mènent pour que les besoins économiques et sociaux de la classe ouvrière soient satisfaits. Seuls les monopoles existant dans les grands Etats capitalistes et qui tirent d'énormes bénéfices de la course aux armements s'opposent au désarmement général et complet, mais ceux qui souffrent le plus de cette politique sont les travailleurs et la population en général des pays capitalistes, coloniaux et en voie de développement. Tous ces pays consacrent une grande partie de leur budget aux dépenses militaires, tandis que les travailleurs dont il faudrait élever le niveau de vie et pour lesquels il faudrait construire des logements, des écoles et des établissements médicaux, ne peuvent obtenir satisfaction de leurs besoins, que des millions de chômeurs ne reçoivent pas d'allocation ou reçoivent une allocation dérisoire et que, par suite du colonialisme, la famine et la pauvreté règnent dans de vastes territoires d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine.

49. C'est le monde ouvrier qui doit payer pour toutes ces dépenses militaires inutiles et les travailleurs des pays socialistes qui s'efforcent d'édifier leur économie se voient obligés de consacrer une partie de leur revenu national aux besoins de la défense. C'est pourquoi les syndicats et les travailleurs du monde entier luttent sans relâche pour le désarmement général et complet et notamment pour l'élimination des bases militaires étrangères.

50. Le désarmement permettrait d'accélérer la croissance économique et d'augmenter la productivité, ce qui pourrait relever les niveaux de vie. Il permettrait aussi de diminuer la durée du travail, d'augmenter les salaires, retraites et allocations, d'améliorer les condi-

tions de travail et d'allonger les congés payés, de satisfaire les besoins urgents de logements, d'écoles et d'hôpitaux, et d'élargir les possibilités du secteur agricole. Tout dépendra de la façon dont les ressources libérées par le désarmement seront utilisées. Si, par exemple, on diminue les impôts à l'avantage de la classe ouvrière, il en résultera une augmentation du pouvoir d'achat de la population, ce qui aura une influence favorable sur les niveaux de la production et de l'emploi; si, au contraire, les réductions d'impôts sont faites essentiellement dans l'intérêt des capitalistes, cela ne provoquera qu'une augmentation des capitaux privés, mais il n'y aura pas d'investissements accrus, générateurs de nouveaux emplois. Le relèvement des salaires, l'amélioration des systèmes de sécurité sociale, des investissements plus importants dans le secteur public, la création par l'Etat de logements, d'écoles et autres services sociaux, voilà ce qui pourrait aussi profiter aux populations et absorber les ressources libérées par le désarmement.

51. Dans les pays socialistes, l'affectation des dépenses militaires à des besoins pacifiques peut être planifiée; mais, dans les pays capitalistes, ferait-on même des plans, on ne parviendra à ce résultat qu'à l'issue d'une lutte entre différents secteurs de la population et, dans cette lutte, les syndicats jouent un rôle positif.

52. Le désarmement devrait avoir aussi un effet favorable sur les relations économiques entre les Etats et, comme la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement l'a souligné, les ressources ainsi libérées stimuleront beaucoup l'expansion du commerce mondial, ce dont tous les pays profiteront, en particulier les pays en voie de développement. La détente internationale qui suivra indubitablement le désarmement permettra de multiplier les contacts économiques entre les pays ayant des régimes sociaux différents et fera disparaître les obstacles artificiels au commerce international qui ont été créés pendant la guerre froide.

53. On s'est souvent demandé si la production non militaire serait capable d'absorber entièrement les vastes ressources qui sont actuellement utilisées pour la production d'armements. Les études des Nations Unies sur les conséquences économiques et sociales du désarmement répondent à cette question par l'affirmative; la reconversion qui s'est effectuée après la guerre dans des pays ayant des régimes sociaux différents le prouve également. Les adversaires du désarmement prétendent que d'innombrables personnes seront condamnées au chômage à perpétuité, mais c'est là un argument qui n'est fondé ni sur des faits ni sur l'expérience. Aux Etats-Unis, par exemple, l'énorme accroissement des crédits militaires n'a pas empêché ce pays de connaître quatre crises depuis la deuxième guerre mondiale et n'a pas résolu son

problème du chômage; le pouvoir d'achat de la population ne s'est pas maintenu à un niveau suffisant pour que la croissance économique se poursuive régulièrement, et le maintien de la production d'armements a été une lourde charge pour toute la classe laborieuse. L'augmentation des crédits militaires s'accompagne d'une offensive contre les libertés démocratiques fondamentales et retarde la lutte que mènent les travailleurs des pays en voie de développement pour accélérer le développement économique national.

54. La FSM estime donc qu'il faut continuer les études sur les conséquences économiques et sociales du désarmement, sur le plan national comme sur le plan international. Il faut aussi, comme la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement l'a recommandé, accorder une attention accrue aux relations qui existent entre le désarmement et l'expansion du commerce. Les institutions spécialisées doivent poursuivre leurs travaux à ce sujet et l'OIT en particulier doit étudier de façon plus approfondie les conséquences éventuelles du désarmement sur les conditions de vie et de travail des ouvriers. Enfin, les syndicats nationaux de tous les pays et les syndicats internationaux doivent être consultés sur la question.

POINT 33 DE L'ORDRE DU JOUR

Enseignement des buts et des principes, de la structure et des activités de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées dans les écoles et dans les autres établissements d'enseignement des Etats Membres

RAPPORT DU COMITÉ SOCIAL (E/3951)

55. Le PRÉSIDENT invite le Conseil à examiner le rapport du Comité social (E/3951) et en particulier le projet de résolution qui figure au paragraphe 8.

A l'unanimité, le projet de résolution est adopté.

POINT 13 DE L'ORDRE DU JOUR

Rôle des brevets dans le transfert des connaissances techniques aux pays sous-développés

RAPPORT DU COMITÉ ÉCONOMIQUE (E/3936)

56. Le PRÉSIDENT invite le Conseil à examiner le rapport du Comité économique (E/3936) et en particulier le projet de résolution qui figure au paragraphe 6.

A l'unanimité, le projet de résolution est adopté.

La séance est levée à 17 h 50.



CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Trente-septième session

DOCUMENTS OFFICIELS

Mardi 28 juillet 1964
à 10 h 55

PALAIS DES NATIONS, GENÈVE

SOMMAIRE

Pages

Point 46 de l'ordre du jour :	
Secours d'urgence au Costa Rica	151
Points 14 et 15 de l'ordre du jour :	
Développement des ressources naturelles	
a) Action coordonnée dans le domaine des ressources hydrauliques	
b) Rapport d'activité sur les sources nouvelles d'énergie	
c) Travaux dans le domaine des ressources non agricoles	
Souveraineté permanente sur les ressources naturelles	
Débat général	153

Président: Sir Ronald WALKER (Australie).*Présents:*

Les représentants des Etats suivants, membres du Conseil : Algérie, Argentine, Australie, Autriche, Chili, Colombie, Equateur, Etats-Unis d'Amérique, France, Inde, Irak, Japon, Luxembourg, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sénégal, Tchécoslovaquie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Yougoslavie.

Les représentants des Etats suivants, membres supplémentaires des comités de session : Cameroun, Ghana, Indonésie, Iran, Italie, Mexique, République arabe unie, République-Unie du Tanganyika et de Zanzibar.

Les observateurs des Etats Membres suivants : Brésil, Chine, Cuba, Espagne, Israël, Norvège, Ouganda, Philippines, République centrafricaine, République socialiste soviétique d'Ukraine, Roumanie, Uruguay, Venezuela.

L'observateur de l'Etat non membre suivant : République fédérale d'Allemagne.

Les représentants des institutions spécialisées suivantes : Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, Organisation mondiale de la santé.

Le représentant de l'Agence internationale de l'énergie atomique.

POINT 46 DE L'ORDRE DU JOUR

Secours d'urgence au Costa Rica (E/3940; E/L.1057)

1. M. HUIDOBRO (Chili) rappelle que sa délégation, se faisant l'interprète de la vive préoccupation que cause aux républiques américaines l'éruption continue, au Costa Rica, du volcan Irazú, a demandé l'inscription à l'ordre du jour du point en discussion afin d'obtenir toute l'aide possible en faveur du peuple costa-ricien.

2. Le fonds de secours d'urgence au Costa Rica, que le Secrétaire général a créé en avril 1964, conformément à l'article 6.6 du Règlement financier de l'ONU, doit couvrir en partie, avec l'accord du Secrétaire général, le coût des mesures préventives.

3. Depuis plus d'un an, une pluie de cendres dévaste une région fertile du Costa Rica. Une mission de visite de l'UNESCO a émis la crainte que les cendres accumulées ne menacent la population de la ville de Cartago.

4. Il est donc impératif que le Conseil encourage les Etats Membres, les institutions spécialisées et les organisations non gouvernementales qui le peuvent à manifester leur solidarité, soit en contribuant au fonds de secours d'urgence, soit en fournissant toute autre forme d'aide au Costa Rica. L'Espagne, le Venezuela, Israël, la Chine, la Bolivie et la République fédérale d'Allemagne ont déjà promis des contributions substantielles; la FAO, l'assistance technique, le Fonds spécial et l'UNESCO accomplissent déjà une œuvre importante.

5. La délégation chilienne présente, avec cinq autres membres du Conseil, le projet de résolution E/L.1057, auquel la délégation de l'Indonésie a indiqué qu'elle apportait un appui sans réserve en qualité de membre supplémentaire des comités de session du Conseil.

6. M. KOPCOK (Yougoslavie) souligne que la Yougoslavie est d'autant plus sensible à la situation du Costa Rica qu'elle a elle-même été frappée en 1963 par un terrible tremblement de terre. Il saisit cette occasion d'exprimer ses remerciements au Conseil pour ses interventions et à tous les gouvernements et les peuples qui ont fourni une assistance à son pays.

7. La délégation yougoslave estime que l'ONU a le devoir de venir d'urgence en aide au Costa Rica, et elle ne doute pas que le Conseil adoptera par acclamation le projet de résolution.

8. M. ORBANEJA (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture) rappelle que la FAO joue un rôle important dans l'aide aux régions victimes de catastrophes naturelles. Saisie d'une demande d'assistance du Gouvernement costa-ricien, la FAO a pris des mesures d'urgence pour combattre les effets nocifs de l'éruption continue du volcan. Elle a constitué une équipe, composée de deux techniciens des sols, d'un entomologiste et d'un expert de la production fourragère, qui doit partir incessamment pour le Costa Rica.

9. M. ESPINOSA y PRIETO (Mexique) précise que le Mexique n'est pas membre du Conseil et, de ce fait, n'a pas pu se joindre aux auteurs du projet. Il tient donc à souligner qu'il appuie ce texte sans réserve.

10. Le PRÉSIDENT informe le représentant du Mexique qu'en ce qui concerne les membres supplémentaires des comités de session qui désirent appuyer le projet de résolution, le Conseil suivra la même procédure que pour le projet de résolution relatif à la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, qu'il a examiné à la 1331^e séance.

11. M. WILLIAMS (Etats-Unis d'Amérique) appuiera le projet de résolution, car il lui semble naturel et souhaitable que, lorsqu'un pays est frappé par une tragédie de telles proportions, tous les gouvernements se portent rapidement à son aide dans toute la mesure du possible. Les Etats-Unis ont eux-mêmes été cruellement frappés en Alaska, et M. Williams saisit cette occasion d'exprimer la gratitude de son gouvernement pour les marques de sympathie et les offres d'appui qu'il a reçues, notamment des fonctionnaires de l'ONU.

12. Dès l'éruption du volcan, les Etats-Unis se sont immédiatement portés au secours du Costa Rica, auquel ils ont fourni tout d'abord des céréales fourragères pour la valeur d'un million de dollars, puis un million de dollars pour la reconstruction des habitations dans la zone dévastée. En avril 1964, un accord a été conclu pour l'établissement d'un programme pour la prévention des catastrophes, au titre duquel une équipe d'experts a déjà été envoyée sur place. Depuis le début de la catastrophe, les Etats-Unis ont donc fourni au Costa Rica une assistance équivalant approximativement à 4 millions de dollars, et ils examinent actuellement la possibilité de faire davantage.

13. Le Gouvernement des Etats-Unis a déjà exprimé des doutes quant à l'opportunité de créer un fonds de secours destiné à un seul pays, lorsque, comme cela semble être le cas pour le Costa Rica, une aide bilatérale peut être à la fois plus rapide et plus efficace. Il ne sera donc pas en mesure de contribuer au fonds de secours d'urgence mais il comprend que d'autres pays puissent préférer ce mode de contribution. La délégation des Etats-Unis appuiera le projet de résolution.

14. M. CISS (Sénégal) se félicite de la création du fonds de secours car, lorsqu'un pays est frappé par un désastre naturel, il a besoin d'une aide prompte et efficace. La délégation sénégalaise appuiera le projet de résolution et espère que tous les pays du monde manifesteront leur solidarité à l'égard du Costa Rica.

15. M. WHYTE (Royaume-Uni) se joint aux délégations qui ont déjà exprimé leur sympathie au peuple costa-ricien. Il appuiera bien entendu le projet de résolution. Il se félicite des concours déjà fournis par l'ONU et plusieurs gouvernements. Le Gouvernement du Royaume-Uni est tout disposé à fournir une assistance au Costa Rica. Il la lui donnera directement, car il partage les doutes exprimés par le représentant des Etats-Unis au sujet de la création de fonds ou de mécanismes spéciaux à une telle fin.

16. M. FRANZI (Italie) est pleinement en faveur du projet de résolution et assure le Conseil que les représentants de son gouvernement auprès des institutions

spécialisées, à l'assistance technique et au Fonds spécial s'emploieront à faciliter la réalisation des objectifs visés.

17. Il se permet d'indiquer qu'il serait souhaitable que le paragraphe 7 mentionne expressément le Conseil d'administration du Fonds spécial, dont il convient de reconnaître l'autorité.

18. M. REVOL (France) constate que les membres du Conseil sont unanimes à reconnaître la nécessité d'apporter une aide au Costa Rica, frappé d'une catastrophe d'autant plus tragique qu'elle va s'amplifiant.

19. La France, qui a déjà promis une aide directe au Costa Rica, partage les hésitations exprimées par les représentants des Etats-Unis et du Royaume-Uni sur la création d'un fonds de secours destiné à un seul pays. Elle appuiera cependant le projet de résolution car le paragraphe 4 de ce texte contient un appel assez large pour permettre à chaque Etat de choisir la forme d'assistance qui lui semblera la plus efficace.

20. M. JAFERI (Iran) exprime au peuple du Costa Rica la sympathie de la délégation iranienne et saisit cette occasion de remercier l'ONU et les institutions spécialisées de l'aide qu'elles ont apportée à l'Iran à l'occasion du tremblement de terre dont il a été victime en 1963. Il exprime l'espoir que le projet de résolution sera adopté à l'unanimité.

21. M^{me} AFNAN (Irak) approuve pleinement le projet de résolution et tout particulièrement son paragraphe 6 car il importe de s'assurer que les conséquences de la catastrophe resteront durablement présentes dans les préoccupations de l'ONU et des institutions spécialisées.

22. M. MAZHAR (République arabe unie) tient à associer sa délégation à la sympathie exprimée au Costa Rica. Il appuie le projet de résolution.

23. M. HIREMATH (Inde) se plaît à constater la solidarité manifestée par tous les pays du monde lorsque l'un d'eux est frappé. Il remercie les membres du Conseil d'accueillir favorablement le projet de résolution. Il accepte l'amendement suggéré par le représentant de l'Italie.

24. M. HUIDOBRO (Chili) informe les membres du Conseil que les auteurs du projet de résolution ont accepté d'y apporter diverses modifications. Au paragraphe 3 du dispositif, il convient d'ajouter la mention de la FAO et de l'OMS avant celle de l'UNESCO. Au même paragraphe, les derniers mots, après « de créer », doivent être remplacés par : « à cet effet un fonds de secours d'urgence alimenté par des contributions volontaires ». Au paragraphe 4, après « audit fonds », le mot « et » doit être remplacé par « ou », ce qui donnera plus de latitude aux Etats qui désirent fournir une aide au Costa Rica sans contribuer au fonds de secours spécial. Au paragraphe 7, il convient d'ajouter, après les mots « le Directeur général », les mots « et le Conseil d'administration ».

25. M. Huidobro tient à remercier sincèrement, au nom des Gouvernements du Costa Rica et du Chili, ainsi que des délégations qui ont présenté conjointement

le projet de résolution, tous les membres du Conseil qui appuient cet appel à la solidarité internationale.

Le projet de résolution E/L.1057, ainsi modifié, est adopté par acclamation.

POINTS 14 ET 15 DE L'ORDRE DU JOUR

Développement des ressources naturelles

- a) Action coordonnée dans le domaine des ressources hydrauliques (E/3863, E/3881, E/3894/Rev.1)
- b) Rapport d'activité sur les sources nouvelles d'énergie (E/3903)
- c) Travaux dans le domaine des ressources non agricoles (E/3904; ST/ECA/82)

Souveraineté permanente sur les ressources naturelles (E/3840)

DÉBAT GÉNÉRAL

26. M. STAHL (Tchécoslovaquie), se référant au rapport du Secrétaire général sur un programme prioritaire d'action coordonnée dans le domaine des ressources hydrauliques (E/3863), rappelle que, à l'occasion de l'examen du rapport¹ établi par le Centre de mise en valeur des ressources hydrauliques de l'ONU et examiné à la trente-sixième session du Conseil, ce dernier avait insisté sur la nécessité d'une coordination plus étroite de l'action de l'ONU et des institutions spécialisées dans le domaine des ressources hydrauliques. Il ressort du présent rapport que cette coordination n'est pas encore suffisante et que le Centre n'a pas les pouvoirs nécessaires pour assurer une coordination efficace. Au paragraphe 24, notamment, on admet qu'il existe des chevauchements tout en les excusant aussitôt, et il ressort des paragraphes 75 et 76 que le Centre souhaite se voir attribuer, en matière de recherche, des tâches dont les commissions économiques régionales ou les institutions spécialisées peuvent s'acquitter.

27. Le rapport souligne la pénurie de spécialistes de la mise en valeur des ressources hydrauliques mais ne fait que des recommandations de caractère général en vue d'y remédier sans mentionner les possibilités de formation d'un personnel local chargé des recherches. Les annexes I et II se fondent essentiellement sur des évaluations faites par les organismes des Nations Unies sur leurs propres travaux, évaluations qui ne sont pas toujours suffisamment objectives, notamment dans le cas de la FAO et de l'OMS. Par contre, le représentant de la Tchécoslovaquie félicite l'UNESCO d'avoir souligné le fait que le trop grand nombre d'études et d'inventaires actuellement entrepris tend à accroître la pénurie de personnel qualifié; il félicite également cette Organisation de l'importance qu'elle attache à la Décennie hydrologique internationale. Cependant, l'UNESCO n'envisage de dépenser que 2 millions de dollars au titre de cette

Décennie, ce qui est peu par rapport à d'autres activités. M. Stahl rappelle que le projet relatif au Bas-Mékong par exemple a déjà coûté 42 millions de dollars. La Décennie devrait être orientée avant tout vers la recherche, l'enseignement et la formation des experts. En conséquence, la délégation tchécoslovaque recommande que des mesures soient prises pour transformer le Centre des Nations Unies en un véritable organe de coordination spécialement chargé des questions d'enseignement et de formation des experts et des techniciens dans les pays en voie de développement, d'une part, et dans les universités et écoles secondaires des pays développés, d'autre part. La Tchécoslovaquie participe activement à la Décennie et offre à l'UNESCO la possibilité d'organiser des cours destinés à des diplômés venus des pays en voie de développement. Elle est de même en mesure d'envoyer à travers le monde des experts qualifiés dans le domaine des ressources hydrauliques.

28. Au sujet du rapport du Secrétaire général relatif à la souveraineté permanente sur les richesses et les ressources naturelles (E/3840), le représentant de la Tchécoslovaquie souligne l'importance du principe figurant au paragraphe 1 de la section I du dispositif de la résolution 1803 (XVII) de l'Assemblée générale. Si le rapport en cause contient de nombreux renseignements utiles, il se borne à décrire la situation au lieu de l'analyser de façon approfondie et ne fait pas de recommandations à l'effet d'améliorer la situation en matière de transfert des bénéfices et de libre circulation des capitaux en général.

29. M. SELMER (Observateur de la Norvège), prenant la parole sur l'invitation du Président, dit que la délégation norvégienne a étudié avec un vif intérêt les recommandations du Centre de mise en valeur des ressources hydrauliques de l'ONU contenues dans le rapport du Secrétaire général. Elle souhaiterait une coordination plus étroite des organismes des Nations Unies compétents dans cet important domaine.

30. Se fondant notamment sur l'expérience du Fonds spécial, le représentant de la Norvège souhaite que les organes compétents aident les gouvernements à préparer les études préliminaires auxquelles le rapport fait allusion et à formuler leurs demandes d'assistance. Ces études exigeront le concours d'experts dans un certain nombre de domaines, y compris des experts venant d'autres pays, afin de profiter de l'expérience acquise dans le monde entier.

31. La délégation norvégienne approuve les passages du rapport concernant la formation de personnel local. La création ou le renforcement des établissements de formation dans les pays intéressés est essentiel et doit aller de pair avec la planification et l'exécution des projets.

32. La délégation norvégienne n'est pas actuellement en mesure de dire de quelle manière exacte elle pourra contribuer à la mise en œuvre des mesures proposées, mais elle peut, d'ores et déjà, indiquer que la Norvège possède des experts dans certains des domaines dont il s'agit. Les ressources hydrauliques de la Norvège, qui sont parmi les plus riches d'Europe, sont exploitées depuis longtemps, et la Norvège leur affecte annuellement l'équivalent de 60 millions de livres sterling environ. La consommation d'électricité de la Norvège par habitant

¹ Documents officiels du Conseil économique et social, trente-sixième session, Annexes, point 6 de l'ordre du jour, document E/3760.

est l'une des plus élevées du monde. Une expérience en matière de construction de centrales hydro-électriques, particulièrement riche, a déjà été mise à la disposition de nombreux pays. Maints autres secteurs, tels que les industries électro-chimiques et électro-métallurgiques, sont aussi particulièrement développés.

33. M. CHANDERLI (Algérie) indique que l'Algérie s'intéresse particulièrement à la mise en valeur de ses ressources naturelles. Elle souhaite que le personnel local soit plus directement et plus systématiquement associé aux travaux des experts pour les études envisagées. M. Chanderli pense que l'Algérie, qui fait partie de la zone aride ou semi-aride, pourra servir à certains projets pilotes. L'Algérie s'intéresse particulièrement à la question du dessalement des eaux et à l'étude des nappes phréatiques. Le développement des nouvelles sources d'énergie retient également son attention, et les études sur l'énergie solaire entreprises par l'UNESCO lui semblent pleines de promesses. Le rapport fait apparaître l'absence de coordination entre les différentes organisations; une meilleure planification est indispensable. Le Gouvernement algérien s'est toujours efforcé de se conformer à la résolution 1803 (XVII) de l'Assemblée générale et à la Déclaration du Caire des pays en voie de développement, de juillet 1962; il n'épargnera aucun effort pour assurer la mise en œuvre et le respect des principes que consacrent ces textes.

34. M. WEBER (Luxembourg), examinant la question de la coordination dans le domaine des ressources hydrauliques, souligne que, dans tous les pays, l'utilisation efficace des ressources hydrauliques est une des principales conditions du développement économique et social. Une utilisation économique des ressources hydrauliques exige une planification rationnelle qui tienne compte des ressources actuelles et potentielles.

35. Les projets hydrauliques locaux et la formation de techniciens n'ont de sens que s'ils font partie d'un plan national et même régional. A cet égard, les activités de l'UNESCO et de l'OMM méritent tout l'appui du Conseil. Il est évident que l'action des diverses institutions des Nations Unies ne sera efficace que si elle est coordonnée. La nécessité d'une telle coordination est soulignée à juste titre dans le troisième rapport biennal du Centre de mise en valeur des ressources hydrauliques (E/3881) et dans le rapport du Secrétaire général sur un programme prioritaire. Les mesures proposées peuvent être acceptées sans difficulté.

36. M. Weber tient à exprimer sa satisfaction en ce qui concerne les travaux intensifs des commissions économiques régionales dans le domaine des ressources hydrauliques. En revanche, il ne voit pas l'utilité des mesures proposées par le CAC aux paragraphes 95 à 98 de son rapport (E/3886), à l'effet de transférer les attributions du Centre de mise en valeur des ressources hydrauliques en matière de coordination à des réunions inter-organisations. En effet, la délégation luxembourgeoise a toujours considéré le Centre comme un organisme important et elle estime qu'il serait peut-être préférable, si une réorganisation est vraiment nécessaire, de renforcer le Centre lui-même sous une nouvelle direction.

37. Le rapport du Secrétaire général sur les sources nouvelles d'énergie (E/3903) justifie un optimisme prudent. Une exploitation rentable de l'énergie solaire au profit des pays en voie de développement paraît possible mais elle trouve ses limites dans les conditions géographiques et ne s'impose qu'en l'absence d'autres sources d'énergie plus économiques. Il en va de même pour l'énergie éolienne. L'énergie géothermique, dont l'exploitation est étroitement liée aux conditions géologiques, présente certainement un grand intérêt pour plusieurs pays en voie de développement.

38. Il est assez difficile de définir les priorités en ce qui concerne la mise en valeur des ressources naturelles, et la délégation luxembourgeoise inclinerait à donner la deuxième place aux ressources hydrauliques, la première revenant à l'établissement de levés et de cartes pour la mise en valeur des ressources. L'importance croissante que les Nations Unies accordent aux travaux de cartographie est entièrement justifiée.

39. La délégation luxembourgeoise s'intéresse plus particulièrement à la question de la coordination des travaux de l'ONU avec ceux des institutions spécialisées, telles que l'UNESCO et la FAO; elle aimerait obtenir l'assurance que cette coordination sera renforcée. En second lieu, en ce qui concerne la question du personnel à laquelle se réfère le paragraphe 4 du rapport du Secrétaire général sur les travaux en cours dans le domaine des ressources non agricoles (E/3904), il n'est peut-être pas indispensable que l'ONU emploie elle-même des conseillers techniques; il serait sans doute plus avantageux, du point de vue financier, qu'elle s'adresse à des bureaux ou organismes privés, surtout dans le domaine très spécialisé de la cartographie.

40. M. WILLIAMS (Etats-Unis d'Amérique) dit que les Etats-Unis se sont rendu compte que leurs abondantes ressources naturelles ne sont pas inépuisables au regard des besoins d'un pays fortement industrialisé avec un niveau de vie élevé et des exportations considérables. Depuis quelques dizaines d'années, le gouvernement est devenu de plus en plus conscient de la nécessité d'éviter les gaspillages et de mettre en valeur les ressources marginales. Il est donc bien placé pour comprendre les problèmes qui se posent aux autres pays, développés ou en voie de développement.

41. Il s'intéresse beaucoup aux travaux des divers organismes des Nations Unies dans ce domaine et il est particulièrement satisfait de la qualité des rapports présentés au Conseil sur ce point de l'ordre du jour. Pour les ressources hydrauliques, on ne saurait trop souligner la nécessité d'une coordination. La multiplicité des programmes de l'ONU et des autres organisations internationales apparentées — et celle des programmes bilatéraux — rendent encore plus urgent le problème de la coordination.

42. Le Gouvernement des Etats-Unis attache une grande importance aux travaux relatifs aux nouvelles méthodes de conservation, de mise en valeur et d'utilisation des ressources hydrauliques. Les problèmes des pays développés peuvent différer de ceux des pays en voie de développement, mais ils sont également importants.

43. Le Gouvernement des Etats-Unis appuie pleinement la recommandation faite par le Secrétaire général dans sa note (E/3894/Rev.1) tendant à ce que le Centre de mise en valeur des ressources hydrauliques de l'ONU relève à nouveau de la Division des ressources et des transports du Département des affaires économiques et sociales au Siège de l'ONU, à New York. Il approuve également le mandat qu'il est proposé de confier au Centre. Le CAC devra être chargé de coordonner les activités dans le domaine des ressources hydrauliques, en collaboration avec le Centre, et de faire rapport chaque année au Conseil sur ces activités.

44. D'autre part, le Gouvernement des Etats-Unis estime que le programme envisagé dans le rapport du Secrétaire général sur un programme prioritaire d'action coordonnée dans le domaine des ressources hydrauliques appelle des études plus détaillées et une meilleure coordination sur le plan régional. Il propose donc de le renvoyer aux commissions économiques régionales afin qu'elles prennent les mesures nécessaires. D'autre part, il pourra être amené à présenter ultérieurement des recommandations tendant à améliorer encore la coordination dans le domaine de l'utilisation des ressources hydrauliques.

45. Le rapport du Secrétaire général sur les sources nouvelles d'énergie contient, au paragraphe 172, la recommandation de poursuivre les recherches dans le domaine de l'énergie solaire et de l'énergie géothermique. Le Gouvernement des Etats-Unis approuve pleinement cette recommandation et souhaiterait que l'on poursuive aussi des études sur l'énergie éolienne, bien que cette source d'énergie ait des applications plus limitées que les deux autres.

46. Dans le rapport du Secrétaire général sur les travaux en cours dans le domaine des ressources non agricoles, M. Williams relève que l'ONU a accordé une plus grande attention au cours de ces dernières années à la mise en valeur des ressources non agricoles en vue de les utiliser pour le développement économique et

industriel. La délégation des Etats-Unis exprime l'espoir que ces études se poursuivront et mèneront à un programme d'action directement utile à tous les pays intéressés.

47. Pour ce qui est du dessalement de l'eau de mer et des eaux saumâtres, M. Williams signale qu'une délégation scientifique et technique de l'Union soviétique s'est rendue à Washington pour examiner avec les techniciens américains la possibilité d'une coopération. La délégation soviétique a pu visiter diverses installations de dessalement dans différents Etats de l'Union. A la suite de ces conversations, chacune des deux délégations a adressé à son gouvernement des recommandations tendant à ce que les deux pays entreprennent séparément des recherches sur le dessalement des eaux, notamment à l'aide de l'énergie nucléaire, échantent sur une base réciproque des rapports scientifiques et organisent des colloques sur ces questions. Les renseignements scientifiques et techniques qui seront recueillis dans ce nouveau domaine de la coopération entre les Etats-Unis et l'Union soviétique seront mis à la disposition de tous. Cette réunion est un exemple des recherches bilatérales qui peuvent être effectuées dans le domaine du dessalement des eaux et peuvent avoir une grande importance pour l'ensemble des travaux sur les ressources hydrauliques. M. Williams prend note également de la récente publication par l'ONU de l'étude intitulée *Le dessalement de l'eau dans les pays en voie de développement* (ST/ECA/82)². Cette étude très complète devrait être utile à tous ceux qui étudient le problème en général.

48. En conclusion, M. Williams souligne que la qualité des travaux des Nations Unies dans le domaine des ressources naturelles est très encourageante; il espère qu'une place grandissante sera réservée à cet important problème des ressources naturelles, qui doit préoccuper tous les pays, déjà développés ou non.

La séance est levée à 12 h 50.

² Publication des Nations Unies, n° de vente : 64.II.B.5. A paraître en français.

SOMMAIRE

Page

Points 14 et 15 de l'ordre du jour :

Développement des ressources naturelles

a) Action coordonnée dans le domaine des ressources hydrauliques

b) Rapport d'activité sur les sources nouvelles d'énergie

c) Travaux dans le domaine des ressources non agricoles

Souveraineté permanente sur les ressources naturelles

Débat général (suite) 157

Président: Sir Ronald WALKER (Australie).

Présents:

Les représentants des Etats suivants, membres du Conseil: Algérie, Argentine, Australie, Autriche, Chili, Colombie, Equateur, Etats-Unis d'Amérique, France, Inde, Irak, Japon, Luxembourg, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sénégal, Tchécoslovaquie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Yougoslavie.

Les représentants des Etats suivants, membres supplé- mentaires des comités de session: Cameroun, Ghana, Indonésie, Iran, Italie, Mexique, République arabe unie, République-Unie du Tanganyika et de Zanzibar.

Les observateurs des Etats Membres suivants: Brésil, Canada, Grèce, Hongrie, Irlande, Israël, Pakistan, Philippines, Pologne, République centrafricaine, Roumanie, Suède, Uruguay.

Les observateurs des Etats non membres suivants: République fédérale d'Allemagne, Saint-Siège.

Les représentants des institutions spécialisées suivantes: Organisation internationale du Travail, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Banque mondiale pour la reconstruction et le développement, Organisation mondiale de la santé.

Le représentant de l'Agence internationale de l'énergie atomique.

POINTS 14 ET 15 DE L'ORDRE DU JOUR

Développement des ressources naturelles

a) Action coordonnée dans le domaine des ressources hydrauliques (E/3863, E/3881, E/3894/Rev.1)

b) Rapport d'activité sur les sources nouvelles d'énergie (E/3903)

c) Travaux dans le domaine des ressources non agricoles (E/3904; ST/ECA/82)

Souveraineté permanente sur les ressources naturelles (E/3840)

DÉBAT GÉNÉRAL (suite)

1. M. HILL (Australie) souligne que l'utilisation des sources nouvelles d'énergie est particulièrement importante pour les pays en voie de développement. Il félicite le Secrétaire général de son rapport sur les récents faits nouveaux intéressant les sources nouvelles d'énergie (E/3903) et il émet l'espoir que le Conseil pourra accepter les recommandations contenues dans la quatrième partie de ce rapport.

2. L'Australie a fait un certain nombre de recherches expérimentales sur l'énergie solaire en vue de l'utiliser pour le chauffage, la réfrigération, la climatisation et le dessalement de l'eau. A ce propos, M. Hill relève que l'Organisation des Nations Unies vient de publier une étude très complète et qui fait autorité sur le dessalement de l'eau dans les pays en voie de développement (ST/ECA/82). En outre, la délégation australienne a été heureuse d'apprendre que les techniciens américains et soviétiques envisagent d'entreprendre en commun des travaux dans ce domaine.

3. L'utilisation de l'énergie solaire pour le chauffage de l'eau et pour bien d'autres usages permettrait des économies considérables de combustible dans les pays industrialisés comme dans les pays en voie de développement et pourrait contribuer à élever le niveau de vie dans les pays tropicaux. L'Australie accueille donc avec satisfaction les mesures envisagées pour assurer un échange de renseignements sur les expériences effectuées dans le domaine des sources nouvelles d'énergie. Elle sera heureuse de participer à des échanges de spécialistes: les techniciens australiens mettraient à la disposition des autres pays les connaissances qu'ils ont pu acquérir à certains égards ou travailleraient dans les laboratoires et les instituts de recherche des pays de la zone tropicale.

4. La question de la mise en valeur des ressources hydrauliques intéresse aussi tout particulièrement l'Australie, où la pénurie d'eau cause les mêmes problèmes que dans bien des pays en voie de développement. Elle comprend aussi l'importance que la question de la mise en valeur des bassins fluviaux internationaux peut avoir pour un grand nombre de pays et a fourni une assistance au titre du plan de Colombo pour les plans d'aménagement des vallées du Mékong et de l'Indus. Elle se réjouit de pouvoir accueillir en 1966 les participants à la sixième Conférence régionale de la CEAEIO sur la mise en valeur des ressources hydrauliques.

5. Les propositions présentées dans le rapport du Secrétaire général sur un programme prioritaire d'action coordonnée dans le domaine des ressources hydrauliques (E/3863) sont sensiblement les mêmes que celles qui étaient

contenues dans le précédent rapport ¹ du Centre de mise en valeur des ressources hydrauliques de l'ONU; elles portent sur l'évaluation des besoins et des ressources en eau, les enquêtes préliminaires sur les bassins fluviaux internationaux, les recherches sur les nappes souterraines, les modalités d'exécution des travaux envisagés. Il a été tenu compte des observations et des critiques constructives qui ont été faites à la trente-sixième session du Conseil, en particulier pour la recherche de solutions aux problèmes de coordination. La délégation australienne espère que les institutions spécialisées qui s'intéressent à cette question seront en mesure d'appuyer les propositions faites. Le Gouvernement australien appuie ces propositions et partage l'opinion du Secrétaire général concernant la nécessité de développer la formation. Il est disposé à favoriser cette formation et l'échange de renseignements techniques. D'autre part, la délégation australienne a pris connaissance avec intérêt des propositions contenues dans la note du Secrétaire général sur la réorganisation du Centre de mise en valeur des ressources hydrauliques (E/3894/Rev.1) et espère que ces propositions donneront un nouvel élan aux recherches.

6. La délégation australienne félicite le Secrétaire général de son remarquable rapport sur les travaux en cours dans le domaine des ressources non agricoles (E/3904); ce rapport pourrait servir de base à des mesures qui permettraient aux pays en voie de développement de mieux exploiter leurs ressources naturelles afin d'accroître leur production et d'élever leur niveau de vie. Les activités des Nations Unies dans ce domaine ont parfois donné des résultats spectaculaires, comme la découverte de gisements miniers au Chili, en Birmanie et au Pakistan. La délégation australienne approuve la liste de projets envisagée pour l'avenir (*ibid.*, chap. V) ainsi que les méthodes proposées par le Secrétaire général.

7. M. SWARUP (Inde) dit qu'il est indispensable que les pays en voie de développement, qui s'efforcent d'élever le niveau de vie de leurs populations par une industrialisation méthodique, l'amélioration des méthodes de culture et la mise en valeur de leurs richesses naturelles, disposent de ressources hydrauliques suffisantes. A cette fin, les organismes des Nations Unies devront mobiliser les connaissances scientifiques et l'expérience pratique accumulées dans le monde, et dégager des ressources financières suffisantes. La délégation indienne est reconnaissante au Secrétaire général des précisions qu'il a fournies sur les activités des divers organismes des Nations Unies qui coopèrent au Centre de mise en valeur des ressources hydrauliques et l'approuve d'avoir indiqué que ces activités doivent être renforcées grâce à un apport supplémentaire de capitaux et de personnel.

8. Dans son vingt-neuvième rapport (E/3886, section X), le CAC souligne l'importance d'une coordination de toutes les activités entreprises en vue de la mise en valeur des ressources hydrauliques et recommande certaines mesures pour faciliter cette coordination. Il faut espérer

que le transfert d'attributions envisagé ne portera pas atteinte au travail utile qu'effectue le Centre de mise en valeur des ressources hydrauliques. En ce qui concerne le mandat proposé pour le Centre dans la note du Secrétaire général, le Conseil devrait veiller à ce que l'ONU ne soit pas amenée à intervenir dans les activités de développement d'un pays sous prétexte que certains fleuves sont internationaux. De l'avis du Gouvernement indien, un fleuve ne peut être considéré comme international que s'il a été internationalisé par un traité bilatéral ou multilatéral. De même, pour ce qui est du droit international applicable à la mise en valeur des ressources hydrauliques, chaque fleuve pose un problème particulier et on ne peut pas appliquer le même principe à tous les fleuves. La délégation indienne espère qu'il sera tenu compte de ses observations lorsqu'on fixera le mandat du Centre de mise en valeur des ressources hydrauliques.

9. Le Gouvernement indien envisage un vaste programme de mise en valeur des ressources hydrauliques de l'Inde. Il espère que l'ONU pourra lui fournir à bref délai l'aide dont il a besoin, aussi bien en personnel spécialisé qu'en moyens financiers pour l'achat de matériel à l'étranger.

10. La délégation indienne a pris connaissance avec grand intérêt du rapport du Secrétaire général relatif à la souveraineté permanente sur les richesses et les ressources naturelles (E/3840). L'importance de cette question pour les pays en voie de développement est évidente. Si les gouvernements des pays dont les territoires contiennent des ressources naturelles doivent pouvoir définir les ressources naturelles qui seront l'objet d'investissements étrangers et décider des conditions dont ces investissements doivent être assortis, il est évident que le droit de nationaliser, ou d'exproprier dans certains cas, doit s'accompagner de dispositions prévoyant une indemnisation suffisante. La délégation indienne estime que le rapport du Secrétaire général a fait avancer l'étude de ces problèmes en fournissant des renseignements à tous les intéressés.

11. La question des nouvelles sources d'énergie intéresse particulièrement les pays sous-développés dont les besoins ne peuvent être satisfaits au moyen des sources d'énergie classiques. La Conférence des Nations Unies sur les sources nouvelles d'énergie, tenue à Rome en août 1961, a permis d'examiner la valeur potentielle et les limites d'utilisation de ces formes d'énergie. L'Inde, dont la population sera encore aux trois quarts agricole en 1981 et dont 527 000 villages seront encore privés d'électricité, a entrepris plusieurs programmes de recherche sur l'énergie solaire et l'énergie éolienne, mais elle a besoin de l'aide technique et financière des institutions spécialisées et des pays développés pour mener à bien ces programmes. Le Gouvernement indien a, notamment, approuvé la suggestion faite à la Conférence des Nations Unies sur les sources nouvelles d'énergie, à l'effet d'établir dans différentes régions du monde des centres de démonstration pour l'énergie solaire et l'énergie éolienne et de combiner ces sources d'énergie avec les autres sources locales afin d'éviter les intermittences de l'approvisionnement.

¹ Documents officiels du Conseil économique et social, trente-sixième session, Annexes, point 6 de l'ordre du jour, document E/3760.

12. La délégation indienne constate avec satisfaction que les organismes des Nations Unies, en particulier le Fonds spécial, ont accru depuis quatre ans leur activité dans le domaine des ressources non agricoles (voir E/3904, annexe I). Elle est particulièrement reconnaissante au Fonds spécial d'avoir approuvé certains des projets proposés par le Gouvernement indien. Elle souhaite que l'inventaire des ressources mondiales en minerai de fer, les études des mesures administratives et législatives nécessaires pour faciliter l'exploitation des minéraux et l'étude des méthodes de production d'électricité par de petites usines soient achevés le plus tôt possible (E/3904, chap. V).

13. Elle a pris connaissance avec un vif intérêt de l'étude sur le dessalement de l'eau dans les pays en voie de développement. Elle espère que l'Inde recevra l'aide financière nécessaire pour poursuivre dans un certain nombre d'instituts des études sur le dessalement de l'eau.

14. M. RENAUD (France) s'étonne de la distribution tardive des documents importants, complexes et techniques, dont le Conseil a été saisi au titre des points 14 et 15 de l'ordre du jour. Il déplore en particulier que, faute d'avoir reçu en temps voulu la version française de ces documents, la délégation de la France n'ait pu faire l'étude minutieuse qui s'imposait.

15. La note dans laquelle le Secrétaire général expose au Conseil les dispositions qu'il compte prendre pour assurer la coordination des activités des divers organes des Nations Unies dans le domaine des ressources hydrauliques est un peu sommaire, compte tenu de l'importance du problème à résoudre. La délégation française a toujours été favorable à la création de centres ayant un objet déterminé au sein du Secrétariat des Nations Unies. A condition de ne pas devenir par trop nombreux, ces centres ont le triple avantage de donner à une activité déterminée l'impulsion qui lui est souvent nécessaire, étant donné la complexité des mécanismes existants, d'assurer une coordination entre divers organes et, enfin, de permettre des échanges de vues avec un interlocuteur qui peut éventuellement faire part des résultats obtenus aux diverses instances intéressées.

16. Si des modifications doivent être apportées au système actuel, qui ne fonctionne d'ailleurs que depuis deux ans, elles doivent tendre avant tout à renforcer la coordination des activités dans le domaine des ressources hydrauliques. Il paraît donc essentiel que le Centre de mise en valeur des ressources hydrauliques de l'ONU continue à jouer son rôle général de coordonnateur et soit chargé, en particulier, de préparer toutes les réunions qui pourraient avoir lieu sur le plan technique et pratique. La création d'un sous-comité du CAC paraît judicieuse dans la mesure où cet organisme pourra élaborer une politique commune des diverses institutions spécialisées en matière de ressources hydrauliques et en contrôler l'application. Le Centre serait en quelque sorte l'inspirateur de cette politique en même temps qu'il assurerait le secrétariat du sous-comité; ce dernier prendrait les décisions et permettrait aux institutions spécialisées de participer pleinement à leur mise en œuvre.

17. Le rapport du Secrétaire général sur les sources nouvelles d'énergie est parvenu trop tard à la délégation

française pour que ses experts puissent en faire un examen approfondi. On peut toutefois remarquer, d'une part, que la recherche dans le domaine de l'énergie solaire pourrait être poussée vers des formes d'utilisation autres que la production d'électricité, d'autre part, qu'il conviendrait de mettre davantage en relief le développement de l'industrie géothermique.

18. En ce qui concerne les ressources non agricoles, la délégation française tient à marquer à nouveau l'intérêt qu'elle porte à l'élaboration d'un inventaire des ressources mondiales en minerai de fer.

19. L'étude sur le dessalement de l'eau dans les pays en voie de développement n'ayant été distribuée, dans la seule version anglaise, que deux jours auparavant, il a été impossible à la délégation française d'en prendre une connaissance approfondie.

20. Le rapport du Secrétaire général relatif à la souveraineté permanente sur les richesses et les ressources naturelles, établi conformément à la résolution 1803(XVII) de l'Assemblée générale que, pour des raisons de principe et d'opportunité, la délégation française n'avait pas votée, constitue une mise à jour du rapport présenté en 1962³, mais n'offre qu'un intérêt limité. Il contient en effet un résumé de quelques dispositions législatives et de quelques accords internationaux relatifs aux ressources naturelles, qui sont analysés de façon objective. Les problèmes y sont examinés d'un point de vue statique et non pas dynamique, et les auteurs du rapport n'ont pas tenté de faire une véritable synthèse. M. Renaud signale au passage quelques erreurs de détail relevées par la délégation française dans certains paragraphes relatifs à la convention sur l'établissement de la Compagnie des mines d'uranium de Franceville, au Gabon, et sur les accords passés entre la France et l'Algérie à Evian et ultérieurement. Pour ce dernier pays, d'ailleurs, le rapport du Secrétariat n'est plus à jour.

21. Une comparaison des différentes politiques et de leur évolution aurait permis de dégager des notions nouvelles concernant les rapports entre les puissances concédantes et les investisseurs étrangers dans les pays en voie de développement. On aurait sans doute vu apparaître une notion nouvelle, celle de l'obligation morale de mettre en valeur certaines ressources au profit de la communauté internationale, qui pourra tendre, dans l'avenir, à se substituer à la notion, à certains égards périmée, d'une souveraineté absolue des Etats sur leurs ressources naturelles.

22. M. KAKITSUBO (Japon) indique que la délégation du Japon est, dans l'ensemble, satisfaite des activités du Secrétariat décrites dans le troisième rapport biennal du Centre de mise en valeur des ressources hydrauliques (E/3881). Elle rend hommage aux efforts de l'ONU et des institutions spécialisées pour préparer un programme prioritaire coordonné dans le domaine des ressources hydrauliques et elle approuve les trois types de mesures proposées par le Secrétaire général: enquêtes nationales

³ *Etat de la question de la souveraineté permanente sur les richesses et les ressources naturelles*, publication des Nations Unies, n° de vente: 62.V.6.

préliminaires sur les besoins et les ressources en eau; enquêtes préliminaires sur les bassins fluviaux internationaux qui présentent un intérêt pour les pays en voie de développement; études approfondies des nappes souterraines préalablement à leur mise en valeur.

23. La délégation japonaise partage le point de vue exprimé aux paragraphes 13 et 14 du rapport du Secrétaire général selon lequel les enquêtes envisagées doivent être suivies d'études de préinvestissement plus intensives et que les projets de mise en valeur des ressources hydrauliques doivent être exécutés et administrés par un personnel très qualifié. Elle estime donc que l'ONU, le PEAT, le Fonds spécial et le programme OPEX doivent aider les pays en voie de développement dans la préparation des études de préinvestissement, dans la recherche des ressources nécessaires au financement des projets et pour la formation des cadres nationaux indispensables à l'exécution de ces projets.

24. La délégation japonaise est satisfaite que l'ONU ait été chargée de l'exécution de quinze projets du Fonds spécial relatifs aux ressources hydrauliques et que le Fonds spécial fournisse aux gouvernements bénéficiaires une aide préparatoire pour l'élaboration de leurs demandes. Elle espère que le prochain rapport donnera plus de détails sur cette assistance préparatoire.

25. Elle prend note avec satisfaction des rapports du Secrétaire général sur les récents faits nouveaux intéressant les sources nouvelles d'énergie et sur les travaux en cours dans le domaine des ressources non agricoles; elle approuve les conclusions et recommandations figurant dans la quatrième partie du premier de ces rapports et le choix des domaines prioritaires d'action future proposé au chapitre V du second.

26. En ce qui concerne le Centre de mise en valeur des ressources hydrauliques, la délégation japonaise est un peu déçue qu'on se propose de rétablir l'ancien statut. Sans exiger immédiatement du Secrétariat des précisions sur les débats qui ont eu lieu au cours de la réunion tenue par le CAC en avril 1964, M. Kakitsubo tient cependant à souligner que les documents pertinents ne semblent pas refléter clairement la situation et il se demande comment le transfert d'attributions envisagé pourrait s'effectuer sans porter atteinte au rôle de coordination que le Conseil avait voulu voir attribuer à l'ONU. La délégation japonaise ne s'opposera pas aux propositions formulées par le Secrétaire général dans sa note, mais elle demeure convaincue que l'ONU doit faire de son mieux pour assurer la coordination des activités des institutions des Nations Unies dans le domaine très complexe de la mise en valeur des ressources hydrauliques, et elle souhaiterait que le Secrétariat informe régulièrement le Conseil des débats qui auront lieu aux réunions interorganisations en matière de mise en valeur des ressources hydrauliques. Elle souhaite également qu'on ait largement recours aux représentants résidents pour la coordination des activités de l'ONU et des institutions qui lui sont reliées, et que l'ONU participe davantage à l'exécution des projets du PEAT et du Fonds spécial.

27. M. ROUSTAMOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) estime que les documents dont le Conseil est saisi au titre du point 14 de son ordre du jour montrent que l'ONU et les institutions spécialisées commencent à se préoccuper davantage de la mise en valeur des ressources naturelles dans les pays en voie de développement, mais ils ne font pas assez ressortir que l'exploration des ressources naturelles est encore très insuffisante dans beaucoup de pays, les monopoles étrangers n'ayant pas toujours intérêt à admettre l'existence de certaines ressources, de pétrole en particulier, là où elles existent. L'ONU doit donc aider les pays en voie de développement à prospecter eux-mêmes leurs ressources naturelles en fournissant les fonds nécessaires.

28. L'exploration judicieuse des ressources est en effet l'une des conditions essentielles du développement économique, comme le montre l'expansion industrielle remarquablement rapide de l'Asie centrale soviétique depuis la découverte d'importantes réserves de gaz naturel, de pétrole et de minéraux divers.

29. L'Union soviétique apprécie également l'importance des ressources hydrauliques, dont l'utilisation rationnelle lui a notamment permis d'irriguer 650 000 ha de terres précédemment stériles, en Ouzbékistan. Elle approuve donc les mesures adoptées par l'ONU pour la mise en valeur des grands bassins fluviaux et se félicite de voir les pays en voie de développement se concerter pour utiliser leurs ressources hydrauliques.

30. Tant dans le cadre d'accords bilatéraux que par l'intermédiaire des institutions des Nations Unies, l'URSS fournit une assistance à un grand nombre de pays pour l'exploration et la mise en valeur de leurs ressources naturelles. Tous les organes compétents des Nations Unies doivent s'efforcer de mettre fin à l'exploitation de ces ressources par des monopoles étrangers.

31. L'URSS attache donc une extrême importance au problème de la souveraineté permanente sur les richesses et les ressources naturelles et elle estime qu'il faut renforcer cette souveraineté pour éliminer, conformément au quatorzième principe général formulé par la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (E/CONF.46/139, annexe A.I.1), les vestiges économiques du colonialisme — qui subsiste sous forme d'accords inéquitables et d'exploitation par les monopoles étrangers.

32. Le Conseil devrait donc faire des recommandations concrètes sur les moyens de renforcer la souveraineté sur les ressources naturelles en tenant compte de la tendance actuelle d'un grand nombre d'Etats à nationaliser les entreprises afin de créer un secteur public important. Malheureusement, les auteurs du rapport dont le Conseil est saisi mettent davantage l'accent sur les garanties des droits des investisseurs étrangers — qui équivalent souvent à une limitation, voire à une violation, de la souveraineté des Etats — que sur les mesures propres à renforcer la souveraineté des Etats sur leurs ressources naturelles. Le rapport, notamment, ne mentionne pas les mesures de nationalisation prises en Algérie, en République arabe unie et en Irak et passe rapidement sur la nationalisation des ressources pétrolières à Ceylan.

33. La délégation de l'Union soviétique propose qu'on s'attache à l'avenir à étudier plus soigneusement les cas de violation de la souveraineté sur les ressources naturelles et à élaborer des mesures destinées à limiter l'ingérence étrangère dans l'exploitation de ces ressources.

34. M. ZEVALLOS (Equateur) souligne que la délégation de l'Equateur considère les deux points à l'étude comme particulièrement importants pour les pays en voie de développement. Se référant à la note du Secrétaire général, il constate que les difficultés rencontrées amènent le Secrétaire général à proposer de placer le Centre de mise en valeur des ressources hydrauliques de l'ONU sous l'autorité du Sous-Secrétaire aux affaires économiques et sociales. La délégation de l'Equateur, favorable en principe à cette proposition, l'examinera de façon plus approfondie au Comité économique.

35. En ce qui concerne le rapport du Secrétaire général sur un programme prioritaire d'action coordonnée dans le domaine des ressources hydrauliques, la délégation de l'Equateur approuve pleinement les mesures proposées à titre prioritaire dans le cadre de la Décennie du développement et les critères dont les pays devront s'inspirer dans l'étude de leurs ressources hydrauliques. L'Equateur a adressé au Fonds spécial une demande d'assistance pour une enquête dont il attend beaucoup, dans la province de Manabi. De même, l'enquête sur le bassin du Guayas devrait aboutir à des résultats fructueux. Le chapitre IV du rapport, relatif à la formation, présente un intérêt tout spécial étant donné la grande pénurie de personnel technique dans les pays en voie de développement.

36. Parlant du rapport sur les récents faits nouveaux intéressant les sources nouvelles d'énergie, le représentant de l'Equateur insiste sur l'intérêt que ces sources d'énergie peuvent présenter pour les pays en voie de développement. L'Equateur s'intéresse tout particulièrement à l'énergie solaire et souhaite que le programme la concernant soit accéléré et que des renseignements plus nombreux soient fournis. Les recommandations du Secrétaire général sur ce point sont tout à fait satisfaisantes, mais il serait bon de fixer des objectifs précis et d'organiser des réunions pour assurer la diffusion des connaissances.

37. A propos des travaux en cours dans le domaine des ressources non agricoles, l'Equateur s'intéresse spécialement au problème du dessalement tant en vue de l'irrigation que pour la production d'eau potable. Il en résulterait des avantages évidents pour l'économie comme pour la vie humaine. Certes, le coût actuel de 29 cents de dollar par mètre cube est trop élevé, mais il conviendrait d'étudier cette question de façon plus approfondie, de même que le problème du transport de l'eau. L'Equateur participera ultérieurement à la présentation d'un projet de résolution³ relatif à cette question.

38. Au sujet du point 15 de l'ordre du jour, le représentant de l'Equateur tient seulement à marquer qu'il est tout acquis au principe de la souveraineté nationale sur les ressources naturelles.

39. M. JAFERI (Iran) souligne le vif intérêt de la documentation relative aux points 14 et 15 de l'ordre du jour. Il espère que les recommandations qu'elle contient seront adoptées par le Conseil.

40. Le Gouvernement iranien a consacré beaucoup d'attention au problème de la conservation des ressources hydrauliques et un certain nombre de travaux, notamment la construction d'importants barrages, ont déjà produit d'heureux résultats. Un accord a été conclu avec l'URSS pour le développement du bassin de l'Aras au nord du pays. La Banque iranienne de développement agricole a consenti des prêts aux agriculteurs pour l'établissement de puits et la réparation des conduites enterrées.

41. L'ampleur des efforts de l'ONU et des institutions spécialisées dans le domaine des ressources hydrauliques est digne d'éloges. En Iran, les ressources hydrauliques ne cessent de diminuer, ce qui a déjà eu des conséquences fâcheuses pour l'agriculture, précisément au moment où de profondes réformes sont entreprises pour créer un Etat moderne et relever le niveau économique et social des masses.

42. L'Iran est reconnaissant aux organismes des Nations Unies pour l'œuvre qu'ils accomplissent sur son territoire, notamment pour les projets exécutés avec l'aide du Fonds spécial, de la Direction des opérations d'assistance technique et de la Division des ressources et des transports de l'ONU, ainsi que de la FAO. De même, l'Iran bénéficie largement des activités de la CEAEO et a participé activement au colloque régional sur la défense contre les inondations et sur la récupération, l'exploitation et la mise en valeur des régions deltaïques.

43. Si remarquable que soient ces efforts, une action plus intensive encore est nécessaire. La délégation iranienne espère que le Conseil adoptera la proposition contenue dans la note du Secrétaire général tendant à modifier le mandat du Centre de mise en valeur des ressources hydrauliques de l'ONU.

44. Les pays en voie de développement sont particulièrement handicapés en raison de leur manque de capitaux et de connaissances techniques. La Conférence ministérielle sur la coopération économique en Asie s'est vivement intéressée au développement des ressources naturelles grâce aux efforts concertés des pays de la région. Mais comme leurs moyens ne permettent à ces pays que des progrès limités, le Conseil pourrait envisager de recommander un programme prioritaire d'action coordonnée dans le domaine des ressources minérales dans le cadre de la Décennie des Nations Unies pour le développement.

45. M. Jafari rappelle que, à la 1317^e séance, il s'est déjà référé à la question de la mise en valeur des ressources en gaz naturel dont la CEAEO s'est occupée. Il cite à ce propos un extrait du document n° 26 présenté par M. Fouad Rouhani au cycle d'étude des Nations Unies sur les ressources en pétrole, tenu à New York en janvier-février 1962. Il en ressort que le gaz naturel est le parent pauvre de l'industrie pétrolière, alors qu'il représente une ressource irremplaçable. Aussi, compte tenu notamment de la résolution 1803 (XVII) de l'Assemblée générale, le représentant de l'Iran souhaite que le Conseil

³ Distribué ultérieurement sous la cote E/AC.6/L.298.

recommande que, au lieu de brûler le gaz naturel en pure perte, on envisage, à tous les échelons, des mesures en vue d'en assurer la conservation souterraine et que l'on effectue une enquête détaillée tendant à développer l'industrie du gaz naturel dans les pays en voie de développement pour le plus grand profit de ces pays et du monde entier.

46. M. HILL (Secrétariat) remercie les délégations qui ont apporté leur appui aux propositions contenues dans la documentation relative au point 14 de l'ordre du jour. Il convient de ne pas exagérer la portée des conclusions du CAC et de la proposition du Secrétaire général concernant le Centre de mise en valeur des ressources hydrauliques. En effet, il est proposé de revenir à la situation antérieure — analogue à celle d'autres centres créés dans le cadre du Secrétariat — en raison des difficultés qu'a suscitées le fonctionnement du Centre en tant qu'organe indépendant. Ces difficultés tiennent, pour une part, au fait que certaines institutions spécialisées n'ont pas pu détacher auprès du Centre le personnel nécessaire et qu'un directeur n'a pas pu être nommé.

Elles sont dues aussi, dans une certaine mesure, au fait que le Centre n'a pas pu faire ce qu'on attendait de lui en ce qui concerne la répartition des tâches entre les diverses organisations. Le Fonds spécial, notamment, n'a pu s'en remettre à lui du soin d'assurer cette répartition. Enfin, de graves problèmes d'ordre administratif se poseraient si deux directeurs indépendants, assurant l'un la direction des programmes de l'ONU dans le domaine des ressources hydrauliques et l'autre la coordination entre les organisations dans ce même domaine, agissaient côte à côte.

47. M. Hill est persuadé que la proposition du CAC et du Secrétaire général concernant le Centre ne ferait pas obstacle au développement de la coordination entre les institutions spécialisées et l'ONU. Il tient à préciser que, dans l'esprit du Secrétaire général, le Centre faciliterait la coopération entre le Siège et les commissions économiques régionales et il ajoute que, en assurant le secrétariat des réunions interorganisations sur les ressources hydrauliques, le Centre agirait au nom du CAC.

La séance est levée à 13 h 5.



CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Trente-septième session

DOCUMENTS OFFICIELS

Mercredi 29 juillet 1964

à 15 h 20

PALAIS DES NATIONS, GENÈVE

SOMMAIRE

Page

Points 14 et 15 de l'ordre du jour :

Développement des ressources naturelles

a) Action coordonnée dans le domaine des ressources hydrauliques

b) Rapport d'activité sur les sources nouvelles d'énergie

c) Travaux dans le domaine des ressources non agricoles

Souveraineté permanente sur les ressources naturelles

Débat général (*fin*) 163

Point 23 de l'ordre du jour :

Rapport du Comité de l'habitation, de la construction et de la planification

Débat général 166

Président: Sir Ronald WALKER (Australie).*Présents*:

Les représentants des Etats suivants, membres du Conseil: Algérie, Argentine, Australie, Autriche, Chili, Equateur, Etats-Unis d'Amérique, France, Inde, Irak, Japon, Luxembourg, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sénégal, Tchécoslovaquie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Yougoslavie.

Les représentants des Etats suivants, membres supplémentaires des comités de session: Cameroun, Ghana, Indonésie, Iran, Italie, Madagascar, Mexique, République arabe unie, République-Unie du Tanganyika et de Zanzibar

Les observateurs des Etats Membres suivants: Brésil, Canada, Chine, Finlande, Hongrie, Irlande, Israël, République centrafricaine, Roumanie, Suède, Venezuela.

Les observateurs des Etats non membres suivants: République fédérale d'Allemagne, Saint-Siège.

Les représentants des institutions spécialisées suivantes: Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Banque internationale pour la reconstruction et le développement, Fonds monétaire international, Organisation mondiale de la santé.

POINTS 14 ET 15 DE L'ORDRE DU JOUR

Développement des ressources naturelles

a) Action coordonnée dans le domaine des ressources hydrauliques (E/3863, E/3881, E/3894/Rev.1)

b) Rapport d'activité sur les sources nouvelles d'énergie (E/3903)

c) Travaux dans le domaine des ressources non agricoles (E/3904; ST/ECA/82)

Souveraineté permanente sur les ressources naturelles (E/3840)

DÉBAT GÉNÉRAL (*fin*)

1. M. WHYTE (Royaume-Uni) fait observer que le point 14 de l'ordre du jour traite de certains des aspects les plus pratiques, les plus constructifs et les plus encourageants des activités des Nations Unies et des institutions spécialisées en matière d'assistance aux pays en voie de développement. Les propositions contenues dans le rapport du Secrétaire général concernant un programme prioritaire d'action coordonnée dans le domaine des ressources hydrauliques (E/3863) sont sensiblement les mêmes que celles que la délégation du Royaume-Uni a appuyées à la trente-sixième session du Conseil. Aucune objection n'a été soulevée, alors, par les membres du Conseil, mais les institutions spécialisées intéressées ont demandé à poursuivre l'examen de ces propositions dans le cadre du CAC; une série d'échanges de vues ont eu lieu entre les institutions et ont abouti à la proposition selon laquelle le Centre de mise en valeur des ressources hydrauliques des Nations Unies devrait de nouveau être intégré dans la Division des ressources et des transports du Secrétariat de l'ONU et selon laquelle la responsabilité de la coordination devrait être confiée aux réunions interorganisations en matière de mise en valeur des ressources hydrauliques, faisant fonction d'un sous-comité du CAC (voir E/3886, par. 98).

2. Sans s'opposer à cette proposition, la délégation du Royaume-Uni estime que les événements de l'année écoulée font ressortir encore davantage et la nécessité d'une meilleure coordination et les échecs essuyés dans ce domaine. Les rapports de certaines des institutions spécialisées montrent que chacune d'elles est déterminée à étudier pratiquement tous les aspects de la question; cela est valable, en particulier, du rapport de l'OMS (voir E/3863, annexe II). En conséquence, la création d'un nouveau mécanisme interorganisations pourrait ne pas apporter en soi de grandes améliorations; mais il faut espérer que l'on fera un sérieux effort pour assurer le bon fonctionnement du nouveau mécanisme. La délégation du Royaume-Uni estime que le Centre de mise en valeur des ressources hydrauliques est en mesure de prendre la direction des opérations et doit être encouragé à le faire.

3. Le rapport du Secrétaire général sur les récents faits nouveaux intéressant les sources nouvelles d'énergie (E/3903) laisse imaginer tout ce que l'on pourrait faire, par exemple, dans les vastes régions désertiques où les ressources traditionnelles d'énergie n'existent pas. Il importe de souligner, toutefois, que, du point de vue pratique et économique, il est peu probable que de nouvelles sources d'énergie pourvoient autrement que de façon marginale aux besoins d'énergie du monde ou même des pays en voie de développement. Ce fait a été reconnu de façon générale dans les documents relatifs

aux techniques d'utilisation de l'énergie solaire, éolienne et géothermique qui ont été soumis à la Conférence des Nations Unies sur les sources nouvelles d'énergie, en août 1961. Dans des conditions favorables, l'énergie géothermique peut être une source appréciable d'énergie à bon marché, mais les possibilités dépendent de conditions géologiques accidentelles; l'énergie éolienne et l'énergie solaire ont été très peu exploitées jusqu'à présent. L'inconvénient de ce qu'il est convenu d'appeler les sources « libres » d'énergie est qu'elles exigent d'importants investissements de capitaux, bien qu'elles puissent offrir des perspectives intéressantes dans des régions pauvres ou à faible densité de population où l'importation d'énergie atteint un prix prohibitif. Il ne faut donc pas attacher trop d'importance à ces nouvelles sources d'énergie au détriment des anciennes. En ce qui concerne les recommandations figurant au paragraphe 172 du rapport, la délégation du Royaume-Uni estime que, dans les limites des ressources disponibles, la recommandation *iii* est celle qui a le plus de chances de donner des résultats. D'autre part, il n'est pas sûr qu'on ait fait suffisamment de progrès depuis la Conférence de 1961 pour que l'organisation de nouveaux colloques sur les applications de l'énergie solaire et de l'énergie géothermique soit justifiée. La délégation du Royaume-Uni appuie vigoureusement la recommandation *vi* tendant à renforcer l'action de l'Organisation en tant que centre d'échanges d'idées et de données d'expérience dans ce domaine et elle fait observer qu'une bibliographie périodique des nouveaux ouvrages présenterait plus d'intérêt que le manuel sur l'énergie géothermique envisagé par la recommandation *v*.

4. Le rapport du Secrétaire général sur les travaux en cours dans le domaine des ressources non agricoles (E/3904) traite de questions d'une importance capitale, celles de la cartographie, de la géologie et des mines, des ressources énergétiques et hydrauliques. A ce sujet, il convient d'appeler l'attention sur les travaux relatifs à la mise en valeur intégrée de bassins fluviaux tels que le bassin du Sénégal. Ce genre de travaux exige la participation de plus d'un pays, d'une nombreuse main-d'œuvre qualifiée et d'un certain nombre d'institutions, et le Secrétariat de l'ONU semble être particulièrement qualifié pour assumer la direction et la coordination nécessaires. Peu de délégations ont probablement eu le temps d'examiner la longue étude sur le dessalement des eaux dans les pays en voie de développement (ST/ECA/82) mais toutes doivent se rendre compte des immenses possibilités qu'offre le dessalement. La coopération entre les Etats-Unis et l'URSS à ce sujet est extrêmement intéressante. Pendant des années, le Royaume-Uni a fourni du matériel de dessalement à plusieurs pays et il est disposé à participer pleinement à tous nouveaux travaux dans ce domaine.

5. La délégation du Royaume-Uni estime que le rapport du Secrétaire général concernant la souveraineté permanente sur les ressources naturelles (E/3840) est utile, objectif et dépourvu de tout esprit de controverse. M. Whyte n'est pas d'accord avec le représentant de la France qui voudrait que l'on s'occupe davantage des aspects philosophiques de la question; la délégation du

Royaume-Uni est en faveur d'une solution réaliste et juridique du problème et propose que le Conseil décide de prendre acte du rapport.

6. M. SILOVIC (Yougoslavie) s'associe aux orateurs qui ont souligné l'importance des travaux accomplis par l'ONU et les institutions spécialisées dans le domaine de la mise en valeur des ressources hydrauliques. La Yougoslavie a des ressources naturelles abondantes qui permettront certainement d'accélérer le développement économique du pays lorsqu'elles seront mieux utilisées. Ces importantes ressources hydrauliques ne sont pas encore exploitées d'une façon qui corresponde aux besoins de l'industrie et de la population et l'on accorde une place de premier rang à la construction de centrales hydro-électriques et thermiques dans les plans de développement économique; la centrale hydro-électrique des Portes de fer, à la frontière entre la Yougoslavie et la Roumanie, qui sera construite grâce aux efforts communs des deux pays, est un des projets les plus importants. Ce projet offre un exemple typique de la coopération internationale dans la mise en valeur des ressources naturelles dont bénéficieront sans aucun doute d'autres pays du Danube. Plusieurs autres projets sont en cours en Yougoslavie avec la coopération du Fonds spécial, de la FAO, de la BIRD et de l'AIEA.

7. Il semble qu'on s'accorde à reconnaître la nécessité de la coordination des activités dans le domaine des ressources hydrauliques. L'ordre de priorité proposé dans le rapport du Secrétaire général concernant un programme prioritaire d'action coordonnée dans le domaine des ressources hydrauliques fournit une base solide pour l'orientation des activités des Nations Unies vers les problèmes essentiels; il est donc nécessaire d'insister encore davantage sur la coordination afin d'éviter toute dispersion et tout chevauchement inutiles des activités.

8. M. Silovic souligne le rôle des commissions économiques régionales dans la mise en valeur des ressources naturelles. Ces commissions ont déjà entrepris d'importants travaux de recherche et certaines mettent actuellement en œuvre de grands projets. Le Conseil devrait les encourager encore et leur offrir des possibilités plus vastes afin de résoudre les problèmes urgents de tous les Etats Membres et en particulier ceux des pays en voie de développement.

9. Le représentant de la Yougoslavie accueille avec satisfaction la déclaration du représentant des Etats-Unis sur la coopération de ce pays avec l'URSS pour le dessalement de l'eau de mer et des eaux saumâtres. Il ne fait aucun doute que cette coopération rendra le dessalement de l'eau de mer plus accessible aux pays pour lesquels il présente un intérêt vital, mais qui ne disposent pas des fonds et du personnel nécessaires.

10. M. Silovic convient avec le représentant de la Tchécoslovaquie (1335^e séance) que le rapport du Secrétaire général concernant la souveraineté permanente sur les ressources naturelles ne correspond pas entièrement aux dispositions de la résolution 1803 (XVII) de l'Assemblée générale par laquelle le Secrétaire général

était prié de poursuivre l'étude des divers aspects de la souveraineté permanente sur les ressources naturelles. Bien que le rapport donne un aperçu utile sur diverses institutions, des lois, la jurisprudence internationale et des traités en matière de souveraineté, il ne contient pas d'appréciation de ces textes ni d'étude politique de leurs incidences et ne présente pas de proposition en vue d'une action future. Un organe approprié des Nations Unies pourrait peut-être poursuivre l'étude du problème. La Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement a adopté le troisième principe général selon lequel tout pays a le droit souverain de commercer librement avec les autres pays et de disposer librement de ses ressources naturelles dans l'intérêt du développement économique et du bien-être de sa population (voir E/CONF.46/139, annexe A.I.1). C'est là une étape importante sur la voie de la reconnaissance, du point de vue politique et juridique, de la souveraineté sur les ressources naturelles; il faut espérer que les Nations Unies continueront à s'efforcer d'affirmer, de développer et d'appliquer pleinement ce principe.

11. M. SALMAN (Irak) fait observer qu'étant donné que les Nations Unies s'intéressent à la question de la souveraineté permanente sur les ressources naturelles depuis 1952, on ne peut plus douter que cette souveraineté constitue un droit national inaliénable et un principe international reconnu. La Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement et la Déclaration du Caire des pays en voie de développement, de juillet 1962, ont souligné l'importance de la souveraineté sur les ressources naturelles en tant que moyen de réduire l'écart croissant entre les niveaux de vie des peuples des pays en voie de développement.

12. Dans le paragraphe 92 du rapport du Secrétaire général concernant la souveraineté permanente sur les ressources naturelles, il est fait mention de la loi irakienne n° 80, de 1961, délimitant les zones d'exploitation des sociétés pétrolières. Le Gouvernement irakien a compris qu'il n'était pas possible de restreindre à un seul groupe de sociétés l'exploitation et la prospection pétrolières dans tout le pays sans porter préjudice à l'intérêt national, car les sociétés en question n'ont pas procédé à une exploitation proportionnée à l'étendue des ressources pétrolières de l'Irak. Il les a donc invitées à abandonner les zones qu'elles n'exploitaient pas, en attendant d'en confier l'exploitation à la nouvelle société nationale irakienne des pétroles. La loi ne concerne que les zones où les sociétés n'ont jamais fait usage de leur droit d'exploitation et le Gouvernement a déclaré qu'il prenait cette mesure légale pour protéger les intérêts de la population sans porter préjudice aux intérêts raisonnables des sociétés. L'Irak doit développer au plus tôt son industrie pétrolière nationale et il espère recevoir une assistance accrue de l'ONU dans ce domaine.

13. Une autre ressource naturelle importante de l'économie est le gaz naturel que des entreprises étrangères gaspillent. L'ONU pourrait s'intéresser à encourager des projets dans ce domaine dans les pays en voie de développement et en particulier dans les pays producteurs de pétrole. En 1950, la FAO a entrepris une étude approfondie sur l'utilisation, comme engrais, de produits

azotés extraits du gaz naturel, mais il n'y a pas été donné suite.

14. Le Secrétariat a accordé à juste titre la priorité à la question des ressources hydrauliques, car l'eau est un des principaux facteurs de la prospérité d'un pays et joue un rôle capital dans l'amélioration du secteur agricole. L'Irak doit résoudre, pour ce qui est de l'eau, des problèmes d'inondation, d'irrigation, de drainage, de salinité des terres, et des problèmes de santé comme le paludisme et la bilharziose; la solution de ces problèmes exige de longues recherches et beaucoup de personnel technique qualifié. L'application de programmes intégrés peut constituer la manière la plus utile d'accorder une assistance internationale; la coordination est donc importante non seulement dans le cadre de l'ensemble des organisations des Nations Unies mais aussi entre les mesures et les activités à l'échelon national et à l'échelon international. L'Irak a reçu une assistance à court terme de la FAO pour le nivellement des terres et l'utilisation de l'eau pour l'irrigation; il espère continuer à recevoir une assistance de ce genre à l'avenir.

15. M. MIGONE (Argentine) dit que l'Argentine, pays en voie de développement qui a un vaste territoire et des ressources non exploitées très abondantes, considère la mise en valeur des ressources naturelles comme la base de tous les plans de développement. La coopération internationale, qui ne porte pas atteinte à la souveraineté nationale ni à la planification à l'échelon national, est extrêmement précieuse étant donné que tous les projets de ce genre exigent de forts investissements de début qui ne peuvent être fournis par des marchés nationaux de capitaux. L'Argentine attache en conséquence une grande importance au préinvestissement dans le cadre de la Décennie des Nations Unies pour le développement.

16. Les programmes actuellement étudiés par le Centre de mise en valeur des ressources hydrauliques de l'ONU sont particulièrement utiles, et il faut espérer que les activités du Centre seront poursuivies avec une vigueur accrue. L'Argentine est très désireuse de voir améliorer la coordination des activités à tous les échelons afin de pouvoir utiliser au maximum les ressources disponibles et éviter les doubles emplois et la dispersion des efforts. M. Migone ne croit pas nécessaire de créer un nouvel organisme à cette fin; il doit suffire que le Conseil approuve les propositions figurant dans la Note du Secrétaire général sur l'avenir du Centre de mise en valeur des ressources hydrauliques de l'ONU (E/3894/Rev.1). Il serait logique aussi d'entreprendre un vaste programme de travail destiné à combler les lacunes existantes. La délégation argentine peut accorder son appui aux propositions figurant dans les paragraphes 9, 10 et 11 du rapport du Secrétaire général concernant un programme prioritaire d'action coordonnée dans le domaine des ressources hydrauliques, et elle espère que les enquêtes préliminaires sur les besoins et les ressources en eau et sur les bassins fluviaux internationaux et les nappes souterraines fourniront la base nécessaire pour de futures études, préalables à la mise en valeur, et pour des projets particuliers de développement.

17. Le rapport sur les travaux en cours dans le domaine des ressources non agricoles présente un grand intérêt, mais la délégation argentine pense qu'un ordre de priorité rigoureux devrait être arrêté pour les plans et programmes proposés, de manière à établir le rapport voulu entre les ressources existantes et l'exécution des plans.

18. La délégation argentine attache une grande importance à la question du dessalement et elle félicite le Secrétariat de l'étude très instructive qu'il a présentée sur cette question. Le dessalement peut apporter des bienfaits incalculables aux régions arides, particulièrement dans les pays en voie de développement, et il faut espérer que des usines de dessalement pourront être installées sur une base internationale. Les Nations Unies peuvent apporter une contribution précieuse en faisant des études sur les aspects techniques et économiques du problème. Les méthodes actuelles de dessalement ne sont pas économiques et il faut intensifier les efforts entrepris pour trouver une méthode pratique et économique. On peut donc se féliciter particulièrement de la coopération qui s'établit entre les Etats-Unis et l'URSS dans ce domaine, et il est à espérer que cette coopération sera étendue bientôt à de nombreux autres domaines, pour le bien de l'humanité. On pourrait utiliser l'énergie atomique pour le dessalement. La délégation argentine a rédigé sur cette question, en commun avec les délégations d'autres pays d'Amérique latine, une proposition qu'elle présentera au Comité économique.

19. Le PRÉSIDENT déclare clos le débat général et propose de renvoyer les points 14 et 15 de l'ordre du jour au Comité économique qui sera chargé d'en poursuivre l'étude et d'examiner les propositions faites à leur sujet.

Il en est ainsi décidé.

POINT 23 DE L'ORDRE DU JOUR

Rapport du Comité de l'habitation, de la construction et de la planification (E/3858, E/3886 et Corr.1 et Add.1, E/3912, E/3918)

DÉBAT GÉNÉRAL

20. Le PRÉSIDENT invite le Conseil à examiner le rapport du Comité de l'habitation, de la construction et de la planification sur sa deuxième session (E/3858), les paragraphes 99 à 103 du rapport du CAC (E/3886 et Corr.1) et le rapport du Secrétaire général intitulé « Coordination et organisation des programmes existants dans les domaines de l'habitation, de la construction et de la planification » (E/3918).

21. M. WILLIAMS (Etats-Unis d'Amérique) dit que pendant plus de 30 ans le Gouvernement américain a encouragé très fortement la construction d'habitations et la propriété privée des habitations au moyen d'un vaste programme de garantie des prêts hypothécaires et en organisant un système fédéral d'assurances en faveur des sociétés d'épargne et de crédit. Pendant la même période, le Gouvernement américain a exercé une action vigoureuse pour l'aide à la construction d'habitations destinées aux personnes à faible revenu; plus récemment,

il a entrepris d'agir dans le domaine de la planification et de la rénovation urbaines, tout en reconnaissant aussi la nécessité d'une assistance des pouvoirs publics dans les domaines connexes des transports en commun et des installations communautaires. Reconnaisant les besoins spéciaux en matière de logement qui sont provoqués par le développement pris par l'enseignement supérieur, le Gouvernement américain a institué un programme d'assistance à la construction de logements pour les étudiants. Il a également mis sur pied un programme de prêts directs pour les habitations à loyers modérés et les habitations coopératives destinées aux personnes âgées.

22. Dans leur ensemble, ces programmes et d'autres programmes dans le même domaine ont une importance économique considérable. Ils stimulent et ils entretiennent une activité économique substantielle; en même temps, ils sont fondés sur les besoins sociaux de la communauté. M. Williams tient à préciser que ces programmes gouvernementaux complètent et ne remplacent pas l'action de l'industrie privée, du financement privé et de l'initiative privée.

23. La délégation des Etats-Unis ne prétend pas que la méthode suivie dans son pays soit nécessairement applicable dans tous les milieux. Elle ne veut pas non plus donner l'impression que son gouvernement soit entièrement satisfait des résultats obtenus. En fait, le Gouvernement américain s'efforce constamment de les améliorer. Ce que la délégation des Etats-Unis tient à souligner, c'est que, dans le cadre politique, économique et social qui est celui du pays, des dispositions de ce genre qui combinent l'action sur le plan privé et sur le plan public à l'échelon fédéral, à l'échelon des Etats et à l'échelon local, donnent les résultats les plus satisfaisants.

24. Sur le plan international, le Gouvernement américain reconnaît pleinement l'interdépendance de l'habitation, la construction et la planification, d'une part, et du développement économique et social, d'autre part. Il s'est rendu compte que de nombreux pays qui ont à faire face à des accroissements rapides de la population et à l'urbanisation ont des besoins urgents en matière de logement et il a donc fait figurer depuis longtemps le logement en bonne place dans ses programmes bilatéraux d'aide. On se souviendra que la délégation des Etats-Unis a insisté pour la création du Comité de l'habitation, de la construction et de la planification. Elle est heureuse de constater d'après le rapport du Comité qu'il a réalisé des progrès qui, s'ils ne sont pas spectaculaires, sont cependant sérieux.

25. La délégation des Etats-Unis aura sans doute plusieurs observations à présenter au Comité social au sujet des trois projets de résolutions que le Comité de l'habitation, de la construction et de la planification présente au Conseil pour adoption. En attendant, M. Williams déclare simplement que sa délégation donne son appui à la proposition qui figure dans le projet de résolution III et qui tend à la création, dans les limites du budget actuel de l'ONU, d'un centre de l'habitation, de la construction et de la planification. Elle constate avec plaisir que le Secrétaire général est disposé à appuyer la création de ce centre dans le cadre du Département des

affaires économiques et sociales. Elle note aussi que, parmi les propositions dont le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires est saisi, figure la création d'un poste de commissaire au développement social et à l'habitation qui aurait rang de sous-secrétaire (voir E/3918, par. 10).

26. M. HILL (Australie) déclare qu'instruite par l'expérience, l'Australie est particulièrement sensible à l'importance et à la gravité du problème du logement. A la fin de la deuxième guerre mondiale, pendant laquelle toutes les ressources disponibles ont été consacrées à l'effort de guerre, l'Australie s'est trouvée en présence d'une grave pénurie de logements. Le rythme de la construction — construction privée et construction financée par les services du logement des Etats — a, depuis, été beaucoup intensifié, mais la rapide expansion démographique du pays — notamment du fait de l'immigration — a aggravé le problème, qui reste très actuel.

27. L'Australie étant une fédération, les problèmes du logement relèvent surtout des Etats et des municipalités. Toutefois, en raison de la persistance de la crise, le Gouvernement fédéral a créé récemment un ministère fédéral de la construction qui assurera la participation du Gouvernement et la coordination — à l'échelon fédéral et à l'échelon des Etats — des efforts accomplis pour résoudre le problème du logement. Le ministère fédéral met actuellement en œuvre deux projets : l'un est d'aider les jeunes ménages à acheter une maison en leur offrant un don en espèces net de tout impôt; l'autre est de créer une société publique qui accordera pour la construction de logements des prêts privés pouvant atteindre un pourcentage élevé du gage.

28. Bien que l'Australie ne soit pas membre du Comité de l'habitation, de la construction et de la planification, son gouvernement est conscient de l'importance et de l'urgence des problèmes dont le Comité s'occupe. La délégation australienne a voté en faveur de la création du Comité lors de la trente-quatrième session du Conseil et elle considère toujours que le Comité peut faciliter beaucoup les efforts accomplis sur le plan national et international pour résoudre le problème mondial du logement. Le rapport du Comité montre que ce dernier s'est attaqué vigoureusement aux problèmes complexes qu'il avait à résoudre, sans toutefois perdre de vue ce qui peut et ce qui ne peut pas être réalisé. Si la délégation australienne n'approuve peut-être pas tout ce qui est dit dans le rapport, elle tient à rendre hommage au travail important accompli par les membres du Comité, ainsi qu'à la valeur du rapport. La délégation australienne estime que l'industrie de la construction de logements a bénéficié moins que les autres industries des récents progrès de la science et de la technique, et que le Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement pourrait utilement s'occuper de la question.

29. La délégation australienne souligne l'importance spéciale que les progrès dans le domaine du logement et de l'assainissement du milieu présentent pour le progrès social et économique. Les efforts les plus étendus et les plus déterminés pour améliorer la situation sociale et économique seront en grande partie voués à l'échec si

l'on ne se préoccupe pas d'abord d'offrir des logements et un milieu d'habitat satisfaisants et salubres. Compte tenu de ces préoccupations, la délégation australienne a été frappée par certains des renseignements qui figurent aux paragraphes 16 à 19 du rapport du Comité. Il y a, d'une part, l'immensité des besoins de logements que l'on constate dans les trois principales régions sous-développées du monde et, d'autre part, cette réalité tragique : la situation du logement a continué d'empirer dans la plupart des pays en voie de développement et, dans un grand nombre d'entre eux, la construction de maisons d'habitation ne satisfait que 20 % des besoins minimaux. Parmi les nombreuses raisons de cette situation, il faut citer la forte expansion démographique de la plupart de ces pays, la croissance accélérée de la population des villes et la lenteur du développement économique et industriel. Un effort important est nécessaire de toute évidence à la fois à l'échelon national et à l'échelon international si l'on veut remédier à cette situation.

30. Pour ce qui est du projet de résolution I du Comité, sur lequel le Conseil doit se prononcer, la délégation australienne est d'accord pour estimer que, dans tous les pays, et particulièrement dans les pays en voie de développement où les besoins fondamentaux sont grands, l'Etat doit assumer un rôle de premier plan en matière de logement, de construction et de planification. Mais, d'autre part, il ne faut pas oublier que l'initiative privée peut jouer, elle aussi, un rôle important dans ces domaines. Sur ce point, la délégation australienne a noté la suggestion du Comité qui, au paragraphe 93 de son rapport, estime qu'une conférence internationale sur le développement des industries de la construction et des matériaux de construction, en fonction particulièrement de l'industrialisation, pourrait être organisée en 1966 ou 1967. Cette suggestion est à rapprocher de celle que M. Hill a faite lui-même au sujet du Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement. La délégation australienne espère qu'à cette conférence seront invités aussi des représentants des entreprises privées qui sont actives dans ce domaine.

31. Le projet de résolution II prie le Secrétaire général d'entreprendre une étude sur l'industrialisation de la construction et de procéder à un vaste échange international de données d'expérience dans ce domaine. La délégation australienne pense que cette étude et cet échange peuvent être précieux, particulièrement pour les pays en voie de développement, et c'est pourquoi elle votera pour ce texte.

32. La délégation australienne a étudié le projet de résolution III et les chapitres du rapport qui concernent ce texte. En particulier, elle a noté la proposition tendant à créer au Secrétariat de l'ONU un centre de l'habitation, de la construction et de la planification, qui remplacerait le Service de l'habitation, de la construction et de la planification. La délégation australienne n'a pas d'opinion arrêtée sur ce point et elle écoutera avec intérêt ce que les autres délégations auront à dire. Elle est disposée à suivre la majorité, mais elle note que les commissions économiques régionales ont joué un rôle important dans le domaine du logement et elle se demande s'il ne vaudrait pas mieux que les problèmes internationaux du logement

soient traités par ces commissions, la coordination nécessaire étant confiée au Secrétariat et au Comité de l'habitation, de la construction et de la planification.

33. M. NADIM (Iran) dit qu'il est à peine nécessaire de souligner l'importance que la question de l'habitation et de la construction revêt tant pour les pays développés que pour les pays en voie de développement. Il est indiqué au paragraphe 16 du rapport que, pour que l'objectif minimal fixé pour la croissance économique au cours de la Décennie des Nations Unies pour le développement soit atteint, il faut que la construction annuelle de logements dans les pays en voie de développement soit proche de dix unités d'habitation par 1 000 habitants. Depuis dix ans, ce taux n'est pas atteint; la situation de l'habitation s'est au contraire détériorée dans la plupart des pays en voie de développement, et le taux de la construction n'y a été que de deux unités par 1 000 habitants.

34. Il est évident que c'est aux pays eux-mêmes qu'incombe la responsabilité principale des mesures à prendre pour remédier à la situation et qu'ils ne doivent pas compter uniquement sur l'aide financière internationale. L'Iran est conscient de ses responsabilités dans ce domaine et il a pris plusieurs mesures destinées à améliorer la situation du logement. Plus de 80 % de la population iranienne vivent dans des logements insuffisants et insalubres et fort peu de chose a été fait jusqu'à une époque récente pour s'attaquer à ce problème. Des efforts sporadiques ont bien été tentés depuis quelques années, mais ils n'ont pas été couronnés de succès faute de plans précis. Toutefois, depuis l'introduction des grandes réformes sociales qui ont modifié complètement la structure du pays, le Gouvernement iranien a commencé à concentrer ses efforts sur ce problème. Il a créé un ministère de l'habitation et de la reconstruction et a ouvert des crédits importants pour les programmes de construction de logements destinés aux personnes à faible revenu. En outre, des crédits spéciaux ont été consentis aux établissements qui accordent des prêts à la construction ainsi qu'aux sociétés de construction de logements. D'autre part, le gouvernement a mis en œuvre un vaste programme de reconstruction de villages et de construction de maisons pour les paysans en ayant recours à l'aide mutuelle et aux méthodes d'initiative directe des intéressés. De nouvelles dispositions législatives ont été votées en vue d'enrayer la croissance excessive des villes. Tout en espérant obtenir des résultats positifs dans les prochaines années, le Gouvernement iranien ne prétend pas pouvoir résoudre le problème entièrement: pour y arriver, il serait nécessaire de construire 2 millions d'unités d'habitation en quelques années, ce qui est pratiquement impossible dans la situation économique actuelle et en l'absence des ressources financières et techniques indispensables. Les autres pays en voie de développement sont plus ou moins dans la même situation et il leur est difficile de résoudre leurs problèmes de logement sans aide extérieure. C'est là qu'apparaît l'importance des activités de l'ONU.

35. L'Organisation pourrait faire davantage et venir en aide aux pays en voie de développement de diverses façons. D'abord, il faut souligner le rôle important qui incombe à l'assistance technique des Nations Unies et

reviser la politique actuelle en matière de contributions financières internationales. Le secteur de l'habitation et de la construction ne reçoit pas la part de l'assistance internationale qui devrait normalement lui revenir et, même si les ressources disponibles étaient réparties équitablement, elles seraient insuffisantes pour apporter une contribution réelle à la solution du problème. C'est pourquoi il est indispensable, comme le Comité de l'habitation, de la construction et de la planification l'a recommandé (voir E/3858, par. 57), de consacrer à ce secteur une part appropriée des ressources qui seront libérées à la suite du désarmement général.

36. D'autre part, la délégation iranienne, attache une importance particulière aux projets pilotes mentionnés dans le rapport et elle espère que l'Organisation fera plus largement appel aux ressources du Fonds spécial et du PEAT pour leur exécution.

37. Enfin, elle estime qu'il convient de renforcer les activités de l'Organisation dans le domaine de l'habitation, de la construction et de la planification. Elle appuie fermement la proposition contenue dans le projet de résolution III concernant la réorganisation du Service de l'habitation, de la construction et de la planification du Département des affaires économiques et sociales; elle partage l'opinion du Comité selon laquelle la priorité devrait être accordée, dans le programme de travail du Secrétariat pour 1965, à la création d'un centre de l'habitation, de la construction et de la planification.

38. Le représentant de l'Iran désire appeler aussi l'attention des membres du Conseil sur deux questions importantes mentionnées dans le rapport. La première concerne le rôle des méthodes de protection sociale dans l'amélioration des conditions de logement. Il est indispensable d'aider les familles à s'adapter de façon satisfaisante à leur nouveau milieu. La bonne gestion des immeubles et le succès de l'éducation des occupants dépendent d'une planification judicieuse sur les plans matériel, social, économique et technique. La délégation iranienne espère que le Secrétaire général achèvera l'étude des aspects sociaux de l'habitation et du développement urbain et elle appuie la suggestion selon laquelle il y aurait lieu d'organiser des cycles d'étude sur cette question.

39. La deuxième question concerne le rôle des Nations Unies en cas de catastrophe. C'est une question d'une grande actualité étant donné le nombre considérable de catastrophes naturelles qui se sont produites depuis quelques années. Il est dit avec raison dans le rapport que certains des dommages causés auraient pu être évités si l'on avait appliqué des principes judicieux ainsi que de meilleures techniques dans la planification et la construction. Ni les Nations Unies ni aucune des institutions spécialisées ne sont actuellement en mesure de résoudre tous les problèmes qui peuvent naître d'une catastrophe naturelle. Les Nations Unies devraient jouer un rôle plus important dans l'organisation de l'assistance et fournir une aide plus efficace et plus rapide dans les diverses phases de la reconstruction qui suivent une catastrophe.

40. M. EGOROV (Union des Républiques socialistes soviétiques) fait observer que le Comité de l'habitation, de la construction et de la planification a pris plusieurs

décisions importantes en vue de hâter la solution du problème du logement. Le programme de travail du Comité pour 1964-1965 est particulièrement important du fait qu'il tend à mettre en évidence les problèmes économiques et sociaux qui contribuent à la grave pénurie de logements. Dans le programme de travail, trouvent place les problèmes techniques de l'habitation, l'organisation de divers cycles d'étude sur une base régionale et interrégionale et l'exécution de projets pilotes. Le Comité a élaboré et adopté des recommandations intéressantes concernant l'industrialisation de la construction et de la fabrication des matériaux de construction ainsi que la création et le développement d'industries nationales de la construction dans les pays en voie de développement. La délégation soviétique constate avec satisfaction que le rapport reconnaît la nécessité d'appliquer au domaine de l'habitation les progrès de la science et de la technique, mais elle ne peut approuver l'affirmation figurant au paragraphe 18 selon laquelle la raison principale de l'aggravation de la situation du logement dans la plupart des pays en voie de développement, au cours des dix dernières années, est le taux élevé et soutenu d'accroissement de la population. Les autres raisons indiquées aux paragraphes 19 et 20 sont plus acceptables. Toutefois, les principales raisons de cette aggravation sont la lenteur du développement économique des pays qui étaient ou qui sont encore sous administration coloniale, la propriété privée des terrains qui provoque la spéculation, la position dominante des sociétés étrangères dans la vie économique de ces pays, l'ignorance des ressources nationales, le manque de planification, l'absence d'une industrie du bâtiment efficace et la pénurie de ressources financières.

41. On sait très bien que la situation du logement est loin d'être satisfaisante également dans de nombreux pays développés occidentaux. Il est évident que les pays doivent mobiliser leurs efforts et leurs ressources et qu'une solution satisfaisante des problèmes du logement ne peut pas être obtenue sans des réformes sociales fondamentales destinées à accélérer le développement économique et social.

42. La délégation soviétique attache une grande importance au projet de résolution I, non seulement parce que la mise en œuvre de ses dispositions contribuerait à la solution du problème du logement dans les pays en voie de développement, mais aussi parce que les mesures qui y sont proposées sont les plus efficaces pour résoudre le problème. Le représentant de l'Union soviétique espère que ce projet de résolution sera adopté à l'unanimité.

43. Le projet de résolution II est important aussi. Quant au projet de résolution III, il contient des propositions intéressantes et utiles, mais la délégation soviétique, tout en reconnaissant qu'il est souhaitable d'assurer la plus large coordination possible des activités des Nations Unies dans ce domaine, ne peut approuver la proposition figurant au paragraphe 2 du dispositif, car à son avis la création du centre envisagé aurait pour seul effet, dans les conditions actuelles, d'entraîner des dépenses administratives supplémentaires sans permettre aucunement de résoudre le problème du logement. Les commissions

économiques régionales et le Comité de l'habitation, de la construction et de la planification, ainsi que d'autres organisations, coordonnent efficacement leurs efforts dans le domaine du logement; la délégation soviétique ne voit pas l'utilité de créer un organisme administratif différent au Siège de l'Organisation. Elle ne pourra donc donner son appui au projet de résolution III que si le paragraphe 2 du dispositif est supprimé. Le Gouvernement de l'Union soviétique continuera à faire tout ce qui est en son pouvoir pour favoriser les activités fécondes des Nations Unies dans le domaine du logement et il reconnaît l'importance de cette tâche. C'est pourquoi il ne peut appuyer une proposition qui tend à détourner vers le secteur administratif des ressources destinées au secteur opérationnel.

44. L'URSS a acquis dans le domaine de la construction d'habitations en grand une expérience considérable qui pourrait être fort utile aux pays en voie de développement. Au total, 2,5 millions d'unités d'habitation ont été construites en 1963, ce qui représente un chiffre double de celui de 1953. Le total des investissements dans les installations communautaires s'élève actuellement à plus de 130 milliards de roubles. Un vaste programme de construction d'écoles et d'hôpitaux sera exécuté en 1964. La pénurie de logements aura disparu en 1970 dans l'Union soviétique. Les grands progrès réalisés sont dus à l'organisation de la planification par l'Etat, à la création d'une base technique pour l'industrie du bâtiment et à la formation d'un personnel qualifié en nombre suffisant. Le Gouvernement de l'URSS est disposé à aider d'autres pays à résoudre leurs problèmes de logement. Il est prêt à organiser des voyages d'étude à l'intention des ingénieurs et des entrepreneurs de construction d'Afrique, d'Asie et du Moyen-Orient afin qu'ils puissent s'initier sur place aux méthodes employées. L'exemple de l'Union soviétique et d'autres pays socialistes a montré que, lorsque le gouvernement et le peuple accomplissent tous les efforts possibles pour répondre aux besoins de la population laborieuse, de grands progrès peuvent être accomplis dans la solution du problème du logement.

M. Chanderli (Algérie), second vice-président, prend la présidence.

45. M. PURUSHOTTAM (Inde) félicite le Comité de son rapport complet et détaillé. Outre qu'il insiste sur la nécessité de construire autant de logements que possible dans le laps de temps le plus court possible, le Comité a concentré son attention sur les problèmes qui se posent aux pays sous-développés et il a fait certaines recommandations importantes.

46. M. Purushottam appuie la proposition figurant dans le projet de résolution III au sujet de la réorganisation du Service de l'habitation, de la construction et de la planification et de la création d'un centre de l'habitation, de la construction et de la planification dans le cadre du Département des affaires économiques et sociales. Lui aussi, il considère cette mesure comme un premier pas sur la voie de la mise sur pied d'un organisme intégré et complet des Nations Unies dans le domaine de l'habitation, de la construction et de la planification.

47. Il est regrettable que le rapport ait laissé quelque peu de côté les problèmes que posent les méthodes de formation du personnel et de la recherche. Des centres nationaux de recherche, de formation et d'information devraient être créés avec l'assistance financière des Nations Unies partout où il est nécessaire.

48. Le Comité a examiné une proposition tendant à créer un centre international de documentation sur l'habitation, la construction et la planification. Le Conseil international du bâtiment pour la recherche, l'étude et la documentation accomplit déjà une œuvre précieuse dans ce domaine; ce fait doit être pris en considération afin d'éviter des doubles emplois. M. Purushottam attire l'attention sur les paragraphes 92 et 93 du rapport et fait valoir que, si le Conseil international du bâtiment pour la recherche, l'étude et la documentation devait tenir un congrès en 1965, il ne serait pas sage que les Nations Unies organisent une conférence en 1966 ou 1967. Il devrait y avoir un intervalle d'au moins trois ans entre le congrès et la conférence.

49. Si la proposition tendant à créer un centre international était approuvée, le représentant de l'Inde ferait observer qu'il existe déjà des facilités suffisantes en Inde à cette fin. L'Inde possède dans l'Ecole de planification et d'architecture de Delhi un institut de recherche, un centre important de documentation et le noyau d'un centre de planification.

50. La délégation indienne ne croit pas que les gouvernements des pays en voie de développement pourraient obtenir sur le plan interne des ressources supplémentaires pour l'habitation et l'aménagement du milieu. Il est clair que l'afflux actuel de capitaux vers les pays en voie de développement dans le secteur de l'habitation est insuffisant et le restera probablement dans le proche avenir. Il est véritablement étrange que le secteur de l'habitation qui, dans de nombreux pays, représente 20 % de l'investissement brut, n'ait pas reçu la part d'assistance internationale qui devrait lui revenir. Le programme de travail du Comité ne pourra être rempli que si les activités des Nations Unies dans le domaine de l'habitation, de la construction et de la planification reçoivent une part appropriée des fonds des Nations Unies. Il incombe aux Nations Unies de prendre les mesures nécessaires pour assurer un afflux accru de fonds internationaux dans le domaine du logement et de l'aménagement urbain. M. Purushottam espère qu'une partie des fonds libérés par le désarmement sera employée dans le domaine de l'habitation.

51. La délégation indienne approuve d'une façon générale la définition et les objectifs des projets pilotes indiqués dans le rapport ainsi que les critères de base établis. Elle insiste également sur la nécessité de prévoir la mise en œuvre de projets pilotes dans les pays en voie de développement. C'est ce qu'on fait déjà en Inde, où un crédit de 2 millions de dollars pour des projets pilotes d'habitations urbaines et rurales a été inscrit au troisième plan quinquennal. Il existe un plan très important d'habitations coopératives pour les personnes à faible revenu; ce plan bénéficie de l'assistance du gouvernement. Malheureusement, toutefois, tous les efforts de l'Inde, comme ceux d'autres pays sous-développés, n'ont pas

réussi, en raison du manque de fonds, à faire face aux besoins croissants. Le représentant de l'Inde désire également marquer l'importance d'une participation plus active et mieux coordonnée des commissions économiques régionales dans l'organisation au niveau national du travail relatif à l'habitation. A son avis, les centres régionaux d'habitation devraient être renforcés.

52. M. ILIC (Yougoslavie) rappelle qu'à la trente-sixième session du Conseil, la délégation yougoslave a signalé les difficultés que le Comité de l'habitation, de la construction et de la planification a dû surmonter au début de ses travaux et le caractère complexe et hétérogène de son champ d'action, et qu'elle a fait observer que tout progrès dans ce domaine doit aller de pair avec le progrès général, économique et social.

53. Après avoir étudié le rapport sur la deuxième session du Comité, la délégation yougoslave désire lui rendre hommage pour l'œuvre qu'il a accomplie et pour la détermination avec laquelle il s'est attelé à la tâche. M. Ilic partage l'opinion selon laquelle les premiers résultats obtenus ont eu un effet réel et selon laquelle l'habitation et l'urbanisme doivent être traités comme des secteurs clés.

54. La détérioration de la situation du logement depuis dix ans, surtout dans les pays en voie de développement, détérioration que le paragraphe 18 du rapport du Comité attribue au taux élevé et soutenu d'accroissement de la population, est également due dans une grande mesure à la lenteur du taux de croissance économique de ces pays, à leur manque de ressources suffisantes et à d'autres facteurs analogues. La mobilisation de tous les efforts et de toutes les ressources de ces pays constitue un facteur important pour la solution des problèmes du logement.

55. La délégation yougoslave appuie les suggestions concernant les méthodes et politiques énumérées au paragraphe 22 du rapport et elle votera en faveur du projet de résolution I. M. Ilic insiste une fois de plus sur la gravité du problème financier. A la trente-sixième session, la délégation yougoslave a appuyé les vues du Comité sur la nécessité d'utiliser, pour stimuler les ressources des pays individuels, les fonds internationaux limités dont on dispose, en donnant la priorité à des questions telles que la formation technique, les projets pilotes, les prêts à l'habitation et la création d'industries nationales de matériaux de construction. Elle estime donc qu'il convient d'étudier sérieusement toutes les possibilités de promouvoir un afflux plus considérable de ressources dans ce secteur, tant au niveau national qu'au niveau international.

56. La délégation yougoslave continue d'appuyer l'exécution de projets pilotes; elle réitère toutefois qu'ils ne doivent pas être une fin en soi, mais doivent inciter les gouvernements à poursuivre, après la fin de l'assistance des Nations Unies, les activités ainsi amorcées.

57. Le rejet par le Comité du projet de résolution commun sur la création d'une institution spécialisée dans le domaine de l'habitat humain (E/C.6/L.32) n'a pas correspondu à l'appui unanime donné par le Comité à la nécessité de renforcer le programme des activités des Nations Unies dans ce domaine.

58. La délégation yougoslave estime que les mesures proposées dans le projet de résolution III sont acceptables en tant que premier pas sur la voie du développement de ces activités et elle votera en faveur du projet de résolution qui représente une contribution à cet effet.

59. Elle appuie également les mesures indiquées dans le rapport du Secrétaire général.

60. M. MAZHAR (République arabe unie) dit que la République arabe unie agit déjà selon les directives recommandées au paragraphe 22 du rapport. Son Gouvernement assume un rôle dominant dans la solution du problème de l'habitation et son plan national de développement prévoit les activités et ressources nécessaires. De 1952 à 1960, des dizaines de milliers de logements ont été vendus à des prix très bas, par paiements échelonnés, à des familles à faible revenu. Cette action est étendue aux villages : des unités d'habitation à services combinés ont été créées, des réformes agraires ont été mises à exécution et les villages détruits par des catastrophes ont été rebâties. Dans le présent plan quinquennal (1960-1965), le gouvernement a prévu 175 millions de livres pour la construction de nouveaux logements, surtout pour faire face aux besoins que l'entreprise privée ne peut pas satisfaire. Un ministère de l'habitation a été créé et des organes régionaux constitués pour mettre ses plans à exécution. Un centre de recherche du bâtiment qui s'occupe principalement des matériaux de construction, des plans et des nouvelles techniques de construction a été créé. Les programmes de formation d'architectes et d'ingénieurs ont fait assez de progrès pour que beaucoup d'autres pays recherchent les services de leurs diplômés. Des programmes coopératifs d'accès à la propriété foncière et d'utilisation des terrains apportent une contribution très importante à la construction de milliers de nouvelles maisons et de nouveaux blocs d'appartements. Le Gouvernement de la République arabe unie espère que l'adoption du rapport du Comité, avec sa recommandation d'assistance à apporter aux pays en voie de développement, l'aidera dans ses progrès rapides en matière d'habitation, de construction et de planification.

61. Dans son rapport (voir E/3918, par. 9), le Secrétaire général déclare qu'il est disposé à se prononcer pour la création d'un centre de l'habitation, de la construction et de la planification au sein du Département des affaires économiques et sociales, comme il est recommandé dans le projet de résolution III. La proposition est liée à la création proposée d'un poste de commissaire au développement social et à l'habitation. Bien que cette proposition diffère de ce que le Comité envisageait dans ses délibérations, car elle lie l'habitation au développement social, elle s'apparente aux objectifs fondamentaux du Comité et elle représente une solution plus heureuse pour des raisons tant administratives que de principe. L'habitation est une question sociale et fait partie intégrante du développement social.

62. M. COMBAL (France) dit que les problèmes de l'habitation, de la construction et de la planification sont étroitement associés à ceux du développement économique

et de l'exode rural. Ces problèmes se posent dans les pays les plus industrialisés et leurs conséquences humaines et sociales sont toujours extrêmement graves.

63. Le rapport du Comité confirme la sagesse dont on a fait preuve en créant cet organe, même s'il a parfois tendance, au cours de ses délibérations, à outrepasser son mandat. La délégation française est satisfaite de l'assistance que ce rapport fournit au Conseil en l'aidant à définir avec plus de précision les types d'activités que les Nations Unies devraient entreprendre dans ce domaine et à prendre conscience des mesures de coordination et d'organisation qu'elles rendent nécessaires.

64. L'immensité et l'universalité des besoins en matière d'habitation et de planification excluent manifestement toute forme d'action directe. Tout ce que les Nations Unies peuvent faire, c'est effectuer des études et fournir une assistance technique au sens le plus strict du terme. Les discussions au Comité montrent que le but principal doit être le transfert de techniques, la mise au point de mesures prioritaires par des projets pilotes et l'encouragement de l'industrialisation du secteur du bâtiment. Une expérience vaste et variée s'accumule dans le monde entier et elle n'est pas toujours connue en dehors des pays intéressés; il est grand besoin de rassembler ces connaissances et de diffuser aussi largement que possible les solutions et les techniques qui ont été inventées. Le Comité a mentionné une définition de la planification qui met bien en valeur les liens étroits entre la planification économique et sociale et la planification physique, cette dernière devant chercher à mettre les ressources matérielles et humaines au service des objectifs choisis par la première. Il est donc essentiel que tous les responsables des plans de développement aient une solide connaissance des principes de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire et que les architectes et les urbanistes soient parfaitement au courant des règles et méthodes de la planification économique et sociale. Pour toutes ces raisons, la délégation française approuve l'idée de la création d'un centre international de documentation.

65. L'exécution de projets pilotes peut donner des résultats intéressants, d'autant plus que le Comité a proposé d'y affecter des groupes d'experts et que ce programme vise à l'aménagement du milieu et à la construction de maisons par les moyens les plus économiques, si possible par le travail des intéressés eux-mêmes. L'industrialisation de la construction est certainement une des clés de la solution du problème quantitatif du logement. Elle est liée à la normalisation internationale d'unités préfabriquées et à la diffusion la plus large possible de techniques éprouvées.

66. Ces diverses formes d'activité posent des problèmes financiers; mais, puisqu'il ne s'agit que d'une assistance strictement technique, leurs incidences financières seront limitées et on pourra les mener à bien dans la limite des ressources existantes. Le Comité a signalé avec juste raison aux administrateurs du Fonds spécial et du PEAT qu'il fallait accorder une attention spéciale aux questions qui relèvent de sa compétence.

67. Etant donné les incidences complexes des problèmes en cause, on a été bien avisé de décider que les rapports

du Comité seront examinés non seulement par la Commission des questions sociales, mais aussi par le Comité du développement industriel. Le lien entre l'industrialisation et la construction est manifeste puisque la construction et l'aménagement du milieu dépendent étroitement du progrès économique et représentent aussi une branche d'activité dans laquelle les investissements sont affectés d'un coefficient de multiplication très élevé. Les commissions économiques régionales examinent également le rapport du Comité; la CEE, en particulier, a créé depuis longtemps son propre Comité de l'habitat. Ces exemples devraient être suivis et les résultats des travaux du Comité devraient être portés à la connaissance de tous les organes qui s'occupent de développement économique ou d'assistance technique. Le domaine d'activité du Comité est un excellent exemple de l'interdépendance étroite du développement économique et du développement social.

68. La délégation française appuie la proposition de création d'un centre de l'habitation, de la construction et de la planification dans le cadre du Département des affaires économiques et sociales. Elle est opposée à la création d'une nouvelle institution spécialisée, car cela ne ferait qu'entraîner des dépenses inutiles et ne contribuerait pas à la solution des problèmes qui se posent dans ce domaine. Elle ne comprend guère la proposition indiquée dans le rapport du Secrétaire général, relative à la création d'un poste de commissaire au développement social et à l'habitation; cette mesure ne ferait que renforcer la tendance regrettable à établir une distinction tranchée entre les problèmes économiques et les problèmes sociaux et limiterait sans raison l'examen des questions d'habitation à leurs aspects sociaux.

69. La délégation française est persuadée qu'une fois résolus les problèmes administratifs en suspens, le Comité pourra aider utilement le Conseil dans ce domaine.

70. M. MAROUF (Algérie) dit que les problèmes du logement et du chômage sont parmi les plus aigus auxquels les pays en voie de développement ont à faire face. En raison du fort accroissement démographique dans ces pays, la situation ne pourra que s'aggraver à moins qu'on ne fasse un effort considérable de financement, d'assistance technique et d'organisation. On peut mesurer toute l'étendue du problème lorsqu'on sait qu'en Afrique, il y a dix à vingt occupants par maison. Une étude récente a montré qu'en Algérie le nombre des logements occupés par plus de quatre personnes (le chiffre idéal) dépasse 1 050 000, dont les deux tiers dans les régions rurales. D'autre part, il faut s'attendre à voir la population algérienne doubler ou presque dans les prochaines années. Faire face à ces besoins énormes est une tâche qui dépasse largement les moyens financiers et techniques des pays sous-développés. Seul un programme d'action concertée de la part de l'ensemble des organisations des Nations Unies, étayé par les efforts des pays directement intéressés, pourra réduire le déficit. Il faudra trouver de

nouvelles sources de capitaux qui soient en proportion de ces besoins. Les divers organes des Nations Unies devraient accorder une attention accrue à ce problème, et une partie des ressources libérées par le désarmement devrait être consacrée au financement des programmes de construction des pays en voie de développement. Une telle manifestation de solidarité internationale, en contribuant à l'expansion de l'industrie des matériaux de construction, aurait des répercussions favorables non seulement sur le secteur de l'habitation, mais aussi sur le développement économique de ces pays.

71. Un simple apport financier ne servira cependant à rien si on ne crée pas les conditions techniques propres à l'exécution des programmes. On sait très bien que la pénurie de techniciens constitue un grave obstacle à l'expansion économique des pays en voie de développement. Des programmes de cette ampleur exigeront une coopération plus étroite que jamais entre les divers organes intéressés.

72. La délégation algérienne indiquera au Comité social quelle position elle prendra sur les divers projets de résolutions.

73. M. ZEVALLOS (Equateur) déclare que sa délégation votera pour les projets de résolutions figurant dans le rapport.

74. Comme tous les pays en voie de développement, l'Equateur connaît un problème du logement auquel il accorde toute son attention. Grâce à l'appui du Gouvernement équatorien, à l'aide des Caisses de prévoyance et à l'assistance financière de la Banque interaméricaine de développement, il a été possible de créer, il y a environ deux ans, la Banque équatorienne pour l'habitation. Cette Banque a pu faire en temps opportun des avances à diverses associations mutualistes et coopératives de logement, qui ont pu, à leur tour, aider leurs membres; de cette façon, l'épargne privée a contribué à la solution du problème du logement. Etant de création très récente, il lui reste encore beaucoup à faire avant de pouvoir se lancer dans un programme national de construction de logements à bon marché destinés spécialement aux groupes à revenu faible. Cette Banque ne participe pas seulement aux programmes de construction, mais elle fournit aussi des capitaux à l'industrie des matériaux de construction. Il ne suffit pas cependant d'accorder des crédits pour la construction et le développement de l'industrie des matériaux de construction, mais il faut aussi entreprendre des études approfondies sur les techniques de construction applicables aux logements à bon marché. C'est la raison pour laquelle la délégation équatorienne s'intéresse au programme de projets pilotes qui, espère-t-elle, permettra de faire de nombreuses études et de rassembler et de diffuser une expérience précieuse dans l'intérêt de tous les pays en voie de développement.

La séance est levée à 18 heures.



CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Trente-septième session

DOCUMENTS OFFICIELS

Jeudi 30 juillet 1964

à 10 h 55

PALAIS DES NATIONS, GENÈVE

SOMMAIRE

	<i>Pages</i>
Point 27 ¹ de l'ordre du jour:	
Rapport de la Commission des droits de l'homme	
Rapport du Comité social	173
Point 28 de l'ordre du jour:	
Mesures en vue de l'application de la Déclaration des Nations Unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale	
Rapport du Comité social	178
Point 29 de l'ordre du jour:	
Services consultatifs dans le domaine des droits de l'homme	
Rapport du Comité social	178
Point 30 de l'ordre du jour:	
Esclavage	
Rapport du Comité social.	179

Président: Sir Ronald WALKER (Australie).

Présents:

Les représentants des Etats suivants, membres du Conseil: Algérie, Argentine, Australie, Autriche, Chili, Colombie, Equateur, Etats-Unis d'Amérique, France, Inde, Irak, Japon, Luxembourg, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sénégal, Tchécoslovaquie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Yougoslavie.

Les représentants des Etats suivants, membres supplé- mentaires des comités de session: Cameroun, Ghana, Indonésie, Iran, Italie, Madagascar, Mexique, République arabe unie, République-Unie du Tanganyika et de Zanzibar.

Les observateurs des Etats Membres suivants: Bulgarie, Canada, Chine, Grèce, Hongrie, Irlande, Israël, Nouvelle- Zélande, Pakistan, République centrafricaine, République socialiste soviétique d'Ukraine, Suède, Venezuela.

Les observateurs des Etats non membres suivants: République fédérale d'Allemagne, Suisse.

Les représentants des institutions spécialisées suivantes: Organisation des Nations Unies pour l'édu- cation, la science et la culture, Organisation mondiale de la santé.

POINT 27 DE L'ORDRE DU JOUR

Rapport de la Commission des droits de l'homme (E/3873)

RAPPORT DU COMITÉ SOCIAL (E/3952 et Corr.1)

1. Le PRÉSIDENT invite le Conseil à examiner le rapport du Comité social sur le point 27 de l'ordre du jour (E/3952 et Corr.1).

2. M. WILLIAMS (Etats-Unis d'Amérique) déclare que le Gouvernement des Etats-Unis, profondément attaché aux droits fondamentaux de la personne humaine, est décidé à assurer le développement et la protection des droits de l'homme dans le monde comme sur le terri- toire des Etats-Unis. Il espère que tous les autres Etats Membres manifesteront le même souci.

3. La Charte des Nations Unies se réfère à maintes reprises aux droits fondamentaux de l'homme, à l'égalité des droits, au progrès social et à la dignité de la personne humaine. C'est reconnaître que ces notions constituent le préalable nécessaire d'une paix mondiale durable. Conformément à la Charte, le Conseil a le devoir d'assu- rer le respect des droits inaliénables de l'être humain. Il faillirait donc à sa tâche s'il ne s'occupait que de questions économiques et négligeait le développement du respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion. Aussi la délégation des Etats-Unis s'étonne que le rapport du Comité social rende compte de résultats si faibles, ne fasse pas davantage ressortir l'urgence des tâches dont ce Comité a été chargé alors que le monde est plein d'exemples de gouvernements qui violent les droits et les libertés fondamentales de l'homme.

4. Le Comité social a recommandé que le Conseil soumette à l'examen de l'Assemblée générale le projet de convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (projet de résolution I). La délégation des Etats-Unis souscrit pleinement à cette recommandation. Depuis plus de cent ans, les Etats-Unis luttent pour extirper ce fléau de leur territoire. La liberté de parole et de pensée a inévitablement pour corollaire le droit d'exprimer sa sympathie ou son antipathie pour autrui. Un tel comportement risque d'être source de souffrances, mais il est une des rançons de la liberté. Aux Etats-Unis, certains prétendent que la législation ne saurait mettre fin à la discrimination lorsque celle-ci sévit dans le cœur des hommes. Peut-être en est-il ainsi, mais M. Williams estime que la législation nationale doit poser des normes de comportement social et peut effica- cement réprimer les abus et les excès générateurs de violence. La communauté internationale se doit aussi de proclamer des normes.

5. En signant la loi de 1964 sur les droits civils, le Président Johnson a rappelé au monde que les Etats-Unis ont dû lutter pour leur liberté afin de forger un idéal non seulement d'indépendance politique mais aussi de liberté personnelle et en vue d'établir le règne de la justice. Pour faire de ces droits une réalité, la route est longue et pénible, mais les Etats-Unis la suivront jusqu'à son terme. Le Gouvernement des Etats-Unis, loin de dissimuler les contradictions sociales internes du pays, ne cesse au contraire de diffuser une abondante documentation à

ce sujet. Une telle autocritique publique est une preuve de santé dans une société libre. Au cours de ces dernières années, le pouvoir judiciaire et le pouvoir exécutif aux Etats-Unis ont toujours fait respecter les dispositions constitutionnelles sur l'égalité des droits des citoyens. Le pouvoir législatif enfin a voté la loi de 1964 sur les droits civils et le processus ne s'arrêtera pas. Les heurts et les protestations dont la presse fait état ne visent ni le pays, ni ses dirigeants, ni ses conceptions. Ce sont des manifestations du droit qu'à tout citoyen d'exprimer librement son mécontentement. La situation actuelle marque la fin de l'ère de lutte contre le racisme qui a suivi la proclamation de l'émancipation aux Etats-Unis, alors que ce fléau ronge encore tant d'autres nations.

6. La délégation des Etats-Unis regrette que le Comité social n'ait pas achevé l'élaboration du projet de convention en approuvant le projet d'article supplémentaire sur l'antisémitisme présenté par les Etats-Unis. Ce mal sévit encore en tant de régions du monde que le Secrétaire général a présenté un rapport à son sujet. Il n'est pas absent des Etats-Unis mais il y est condamné, et le Gouvernement est décidé à l'extirper. L'article proposé contribuerait grandement à aider les gouvernements à lutter contre l'antisémitisme qui s'est révélé dans toute son horreur à l'époque du nazisme. Les membres du Conseil comme l'ensemble des Membres de l'Organisation des Nations Unies se doivent de condamner la discrimination dans toutes ses manifestations et de faire en sorte que cette condamnation soit suivie d'effets pratiques.

7. La délégation des Etats-Unis s'étonne que le Comité social ait si mal accueilli le projet de déclaration sur l'élimination de toutes les formes d'intolérance religieuse, bien que la lecture de l'article 18 de la Déclaration universelle des droits de l'homme montre que ce projet est un prolongement naturel du principe de la liberté de religion. Le Conseil aurait dû au moins mettre ce projet en chantier. L'amendement présenté dans ce sens au Comité social par les Etats-Unis n'a pas été adopté, le vote ayant donné les résultats suivants: 13 voix pour et 13 voix contre. Respectueuse des vues d'autrui, la délégation des Etats-Unis ne présentera pas à nouveau cet amendement en séance plénière, bien que le règlement intérieur l'y autorise.

8. Elle s'inquiète que ceux qui se font les champions de l'indépendance nationale, de l'autodétermination et de l'égalité des Etats semblent se soucier si peu des droits fondamentaux de la personne humaine. Elle espère que l'Assemblée générale aura la sagesse d'entreprendre la rédaction de la déclaration en question. S'il est aisé de proclamer des principes, leur mise en œuvre exige sincérité et détermination. La justice, l'égalité, la liberté et la dignité de tous les hommes doivent être les piliers de l'Organisation des Nations Unies.

9. M. KOLB (Autriche) reconnaît que l'Assemblée générale a compétence pour rédiger une déclaration sur l'élimination de toutes les formes d'intolérance religieuse, mais il pense que le Comité social et le Conseil auraient dû se charger de ce travail. C'est faute de temps que la Commission des droits de l'homme n'a pas pu remplir la tâche que l'Assemblée générale lui avait confiée par sa

résolution 1781 (XVII). On a déjà perdu une année et, si l'Assemblée générale renvoie la question à la Commission des droits de l'homme, on en perdra une deuxième. Comme le représentant des Etats-Unis, la délégation autrichienne se gardera de chercher à utiliser la majorité qui existe au Conseil pour renverser la décision du Comité social. La Commission des droits de l'homme, le Conseil et l'Assemblée générale se doivent de lutter aussi bien contre l'intolérance religieuse que contre la discrimination raciale afin que tout être humain puisse jouir de la liberté à laquelle il a droit.

10. M. BARTUR (Observateur d'Israël), prenant la parole sur l'invitation du Président, dit que le Gouvernement et le peuple israéliens ont suivi avec un intérêt compréhensible les travaux du Conseil et de la Commission des droits de l'homme concernant l'intolérance religieuse et la discrimination raciale. Il est quasiment impossible de distinguer entre ces deux formes de discrimination dans le cas de mouvements et de manifestations anti-juives. L'observateur d'Israël se félicite des progrès, si modestes qu'ils soient, réalisés en vue de l'adoption de la convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale et estime que le projet d'article supplémentaire sur l'antisémitisme proposé par les Etats-Unis est aussi essentiel que les articles élaborés par la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités.

11. La situation actuelle en matière d'antisémitisme est fort inquiétante. Certes, l'antisémitisme ne constitue presque nulle part la politique déclarée d'un gouvernement. Au contraire, la conscience internationale, grâce notamment au rôle que jouent les Nations Unies, entretient un climat tel qu'il est permis d'espérer que l'on parviendra finalement à éliminer la persécution raciale et religieuse. Toutefois, dans certaines régions du monde, l'antisémitisme existe encore sous une forme aiguë. C'est le cas des pays où se trouve la plus grande communauté juive d'Europe, avec 3 millions d'individus. On assiste actuellement à une tentative systématique pour déposséder la communauté juive de son héritage religieux, culturel et linguistique et lui ôter son identité nationale, à une campagne d'assimilation artificielle. Le gouvernement du puissant Etat en cause prétend que cette campagne répond aux vœux des juifs eux-mêmes, mais l'observateur d'Israël se demande pourquoi, dans ces conditions, les juifs qui le désirent ne sont pas libres de quitter le pays. Le gouvernement dont il s'agit prétend également que ceux qui attirent l'attention sur la situation des juifs dans ce même pays sont mûs par des sentiments d'hostilité envers une certaine idéologie et un certain régime politique, mais un tel argument vise en fait à créer un dangereux malentendu.

12. En soulevant cette question, le Gouvernement d'Israël est guidé par le devoir d'appeler l'attention sur une situation émouvante et par la conviction que cet état de choses est un obstacle au rapprochement nécessaire de pays qui doivent s'unir en vue de réduire la tension mondiale. La publication récente de deux ouvrages apparaît comme particulièrement grave; l'un d'entre eux, publié en 1962, est une réimpression d'une traduction d'un pamphlet antisémite du XVIII^e siècle intitulé

« Image des saints »; on l'a réimprimé en édition populaire, ce qui crée chez le lecteur l'impression qu'il se trouve en présence d'un exposé parfaitement à jour d'un sujet contemporain. Le second de ces livres, publié en 1963, également sous forme d'une édition populaire à grand tirage, est intitulé « Le catéchisme sous son vrai jour »; l'auteur est un certain M. Ossipov.

13. M. BENDRICHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques), intervenant sur une motion d'ordre, fait remarquer que l'observateur d'Israël ne traite pas de la question dont le Conseil est saisi, à savoir le rapport de la Commission des droits de l'homme, mais se livre à des accusations calomnieuses contre un Etat Membre de l'ONU. Il demande donc au Président de rappeler l'observateur d'Israël à l'ordre.

14. M. BARTUR (Observateur d'Israël), poursuivant sa déclaration, dit qu'il tient à mentionner le problème de la réunion des familles. A la suite de la deuxième guerre mondiale, des milliers de familles juives se sont trouvées séparées. Le principe de leur réunion a été universellement reconnu mais, dans le pays en question, encore que ce principe ait été souvent appliqué à l'intérieur même des frontières, des entraves administratives et autres empêchent ceux qui le désirent de rejoindre leur famille en Israël ou ailleurs. Il serait temps que les autorités nationales intéressées et la communauté internationale prennent d'urgence des mesures constructives en vue de remédier à la situation intolérable dont souffrent des milliers d'être humains atteints dans leurs droits humains, religieux et culturels et pour que ledit pays cesse de favoriser la diffusion d'ouvrages offensants.

15. M. BENDRICHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) souligne que le Président du Conseil des ministres de l'URSS, M. Khrouchtchev, a fait savoir que, depuis la révolution d'octobre, les juifs jouissent à tous égards des mêmes droits que le reste de la population en Union soviétique, qu'il n'existe pas de problème juif dans ce pays et que ceux qui prétendent le contraire ne font que répéter ce qu'on les a chargés de dire. Aujourd'hui le Conseil est le témoin d'un tel fait : l'observateur d'Israël lance des accusations calomnieuses contre l'URSS afin de détourner l'attention du Conseil des manifestations de discrimination raciale et autres qui se produisent ailleurs dans le monde.

16. L'observateur d'Israël s'est chargé de cette besogne méprisable sur l'ordre de ses véritables maîtres. Le fait qu'il n'ait rien dit dans son intervention des pays où les juifs sont privés de leurs droits dans le domaine économique et dans d'autres domaines, où des organisations profascistes et antisémites opèrent au grand jour, montre qu'il ne se préoccupe pas vraiment du sort des juifs. Le caractère calomnieux des affirmations faites par l'observateur d'Israël est mis en évidence par le fait que, en Union soviétique, les synagogues fonctionnent au grand jour et qu'il existe des instituts spéciaux pour la formation du clergé juif. L'observateur d'Israël a prétendu que les juifs soviétiques désireux de se rendre en Israël se heurtaient à des obstacles, mais la vérité est que les juifs soviétiques ne tiennent pas à aller en Israël et que ceux qui s'y trouvent déjà veulent rentrer en raison des

difficultés qu'ils rencontrent en Israël; de nombreux touristes venus d'Israël en Union soviétique demandent à rester dans ce pays et chaque jour l'ambassade soviétique à Tel-Aviv reçoit la visite de personnes désireuses d'aller en URSS. Ceci montre quelle est la véritable situation des juifs en Union soviétique et en Israël.

17. M. COMBAL (France) dit que la France a toujours eu et aura toujours le plus grand souci du respect du principe de la compétence interne des Etats. Toutefois, le pays de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen ne reste jamais indifférent lorsque sont mis en cause les principes fondamentaux des droits et de la liberté de l'homme que vient d'évoquer le représentant des Etats-Unis dans sa noble déclaration.

18. La délégation française a écouté avec attention les indications que le représentant d'Israël vient de donner au Conseil. Elle ne peut que marquer sa surprise attristée de ce que, 15 années après la proclamation de la Déclaration universelle des droits de l'homme, des manifestations d'intolérance puissent avoir lieu où que ce soit.

19. M. MAZHAR (République arabe unie) souligne qu'il n'existe pas de discrimination raciale dans la République arabe unie où tous les habitants jouissent de l'égalité des droits. La délégation de la République arabe unie appuiera toute recommandation tendant à favoriser l'application des principes énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme. Pour ce qui est du projet de déclaration sur l'élimination de toutes les formes d'intolérance religieuse, le Conseil devrait adopter le projet de résolution II présenté par le Comité social, qui offre la seule solution de compromis possible étant donné les trop nombreux points de désaccord qui subsisteront sur cette question.

20. M. HILL (Australie) s'associe à la déclaration du représentant des Etats-Unis, impressionnante par sa modération et sa sincérité.

21. Après la proclamation de la Déclaration des Nations Unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, il semblait souhaitable que l'Assemblée générale soit saisie d'un projet de déclaration sur l'élimination de toutes les formes d'intolérance religieuse. D'ailleurs la Commission des droits de l'homme avait déjà demandé que ces deux questions fussent liées. Le Comité social aurait pu établir un tel projet, d'autant que son ordre du jour n'était pas exagérément chargé. L'Australie s'est abstenue au Comité social dans le vote sur l'ensemble du projet de résolution relatif à cette question, car elle avait appuyé l'amendement des Etats-Unis, qui n'a pas été adopté par le Comité.

22. M. CHANDERLI (Algérie) relève que la notion d'antisémitisme n'est pas claire. S'il s'agit de discrimination raciale, cette question est déjà traitée dans le projet de convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale. S'il s'agit d'intolérance religieuse, il conviendra de tenir compte dans les débats futurs de ce que plusieurs Etats Membres sont sémites mais ne se considèrent pas comme victimes d'un antisémitisme. D'autre part, l'observateur d'Israël s'étant plaint que les pratiques antisémites visent à faire dispa-

raître l'identité nationale, M. Chanderli fait observer qu'il serait très dangereux, dans un monde multiracial, d'identifier confession religieuse et communauté nationale.

23. Sir Samuel HOARE (Royaume-Uni) souligne l'intérêt de la déclaration du représentant des Etats-Unis et s'associe au représentant de la France pour regretter que les pratiques signalées par l'observateur d'Israël puissent exister encore, où que se soit. La réimpression et la diffusion à une vaste échelle d'un ouvrage antisémite du XVIII^e siècle est déplorable.

24. Il faut regretter que le Comité social n'ait pas fait avancer l'examen du projet de déclaration sur l'élimination de toutes les formes d'intolérance religieuse car l'achèvement de ce texte s'en trouvera sans doute sensiblement retardé.

25. M. ANDRIAMASY (Madagascar) rappelle que, du point de vue ethnologique, la population de Madagascar forme une véritable mosaïque de races, ce qui implique une longue tradition de libéralisme et de respect des droits de l'homme; on peut en trouver la preuve dans le fait précis suivant : au lendemain de son indépendance, Madagascar a spontanément invité deux minorités étrangères à se considérer comme les dix-neuvième et vingtième tribus de l'île. Pour ces raisons, la délégation de Madagascar partage les sentiments exprimés par les représentants des Etats-Unis et de la France.

26. M. HUIDOBRO (Chili) souligne que les pays de l'Amérique latine ont toujours accordé aux problèmes des droits de l'homme au moins la même importance qu'aux problèmes économiques et ont toujours été au premier rang de la lutte pour la défense de ces droits. Il importe au plus haut point que l'Assemblée générale et le Conseil se préoccupent d'urgence de la question et lui accordent toute l'importance qui convient afin que le respect des droits de l'homme soit effectif dans le monde entier.

27. M. PUTZ (Luxembourg) dit que la tolérance religieuse et le respect du droit qu'a toute personne de professer la religion de son choix sont profondément ancrés dans l'esprit et le cœur du peuple luxembourgeois et trouvent leur expression dans la Constitution du Luxembourg.

28. M^{me} AFNAN (Irak) regrette que le Comité social n'ait pas pu prendre de décision concernant le projet de déclaration sur l'élimination de toutes les formes d'intolérance religieuse. Cette question est, en effet, très importante. Cependant, il est normal que les pays qui luttent pour nourrir leur population se préoccupent beaucoup des problèmes économiques, car un homme n'est vraiment libre que lorsqu'il n'est plus tenaillé par la faim. Si l'on veut servir vraiment la cause des droits de l'homme, il faut donc combler au plus vite le fossé entre pays riches et pays pauvres.

29. M. MIGONE (Argentine) rappelle que, grâce à des siècles de civilisation chrétienne, l'Argentine a réalisé de grands progrès dans le domaine des droits de l'homme. L'esclavage a été aboli en 1713 et la Constitution de 1953 reconnaît le libre exercice des cultes. Il est regrettable que les travaux relatifs à ces questions n'aient pu progresser davantage à la Commission des droits de

l'homme et au Comité social; il faut espérer que ce retard sera rattrapé lors de la dix-neuvième session de l'Assemblée générale et qu'on accordera la priorité qui convient à la suppression complète de toute discrimination religieuse. Que l'antisémitisme soit dirigé contre la race ou la religion, une chose en tout cas est certaine : les persécutions horribles dont les juifs ont été les victimes ont déshonoré ceux qui les ont commises et même la civilisation.

30. M. PONCE y CARBO (Equateur) indique que la délégation de l'Equateur approuve sans réserve l'intervention du représentant des Etats-Unis, et plus particulièrement ce qu'il a dit au sujet des travaux de la Commission des droits de l'homme. Il rappelle que la délégation de l'Equateur au Comité social a soutenu que le Comité devrait examiner le plus tôt possible le projet d'article supplémentaire sur l'antisémitisme. Il approuve également la déclaration de l'observateur d'Israël et déplore la persistance de faits aussi répréhensibles dans le monde.

31. M. BENDRICHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) estime que la Commission des droits de l'homme a fait œuvre utile en élaborant un projet de convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale qui pourra être soumis pour adoption à l'Assemblée générale lors de sa dix-neuvième session; il appuiera donc le projet de résolution proposé à ce sujet par la Commission des droits de l'homme et approuvé par le Comité social. Il appuiera également le projet de résolution IV présenté par le Comité social qui tend à désigner l'année 1968 comme Année internationale des droits de l'homme.

32. Quant au projet de déclaration sur l'élimination de toutes les formes d'intolérance religieuse, la délégation de l'Union soviétique estime que la question n'a pas été assez étudiée par les organes subsidiaires du Conseil pour être transmise à l'Assemblée générale.

33. Les représentants de la France, du Royaume-Uni et d'autres pays ont tenté d'appuyer les affirmations de l'observateur d'Israël, concernant en particulier la publication de certaines brochures en Union soviétique. Ils ont voulu ainsi détourner l'attention du Conseil du véritable problème, c'est-à-dire de la discrimination raciale actuellement pratiquée dans certains pays occidentaux et dans leurs colonies. Pour ce qui est de la publication d'ouvrages consacrés à l'athéisme scientifique, le représentant de l'URSS tient à dire que tout Etat a le droit de publier de tels ouvrages. Mais il est bien connu que, en Union soviétique, on veille tout particulièrement à ne pas blesser les croyants dans leurs sentiments. C'est ainsi, par exemple, que la commission idéologique du parti communiste soviétique s'est préoccupée des insuffisances de la brochure rédigée par Kitchko.

34. M. CISS (Sénégal) souligne que son pays offre un exemple de tolérance religieuse.

35. Le débat vient de montrer que le Comité social aurait eu une tâche très délicate s'il avait voulu achever le projet de déclaration sur l'élimination de toutes les formes d'intolérance religieuse. Les auteurs du projet de résolution relatif à cette question approuvé par le Comité social ont uniquement cherché une solution de compro-

mis en laissant à l'Assemblée générale le soin de décider si elle voulait elle-même achever l'élaboration de la déclaration.

36. M. Ciss exprime l'espoir que le Conseil adoptera le projet de résolution II présenté par le Comité social et que le projet de déclaration pourra être étudié aussi rapidement et fructueusement que possible par l'Assemblée générale ou un autre organe.

37. M. HANDL (Tchécoslovaquie) rend hommage à la Commission des droits de l'homme pour ses travaux concernant le projet de convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale; il espère que l'Assemblée générale adoptera ce texte qui marquera un nouveau progrès vers le respect des droits de l'homme sans discrimination aucune. Il votera le projet de résolution I du Comité social; il votera également le projet de résolution IV qui tend à désigner l'année 1968 comme Année internationale des droits de l'homme.

38. Quant au projet de déclaration sur l'élimination de toutes les formes d'intolérance religieuse, la délégation tchécoslovaque est favorable à l'élaboration d'un tel instrument, mais elle ne croit pas indiqué de transmettre à l'Assemblée générale un projet qui n'a été réellement étudié ni par la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités ni par la Commission des droits de l'homme. Il lui semblerait plus logique de renvoyer ce texte à la Commission des droits de l'homme que l'Assemblée générale a chargée de son élaboration par la résolution 1781 (XVII). Néanmoins, puisque certaines délégations préfèrent laisser la décision à l'Assemblée générale, M. Handl s'abstiendra de prendre part au vote sur le projet de résolution II du Comité social.

39. M. Handl aurait voulu pouvoir ignorer l'intervention de l'observateur d'Israël, mais il se doit de souligner que des déclarations de cette nature, toujours inspirées par des considérations d'ordre politique, ne peuvent qu'entraver la bonne marche des travaux du Conseil. Il s'étonne, d'ailleurs, que l'observateur d'un pays bien connu pour son intolérance se permette de prendre le parti de la tolérance religieuse.

40. Le PRÉSIDENT indique qu'il donnera à nouveau la parole à l'observateur d'Israël, conformément à l'article 75 du règlement intérieur.

41. M. BENDRICHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques), soulevant une question d'ordre, rappelle que le Conseil est en train d'examiner le rapport du Comité social sur le rapport de la Commission des droits de l'homme. Le Président a demandé aux délégations de faire de leur mieux pour permettre au Conseil d'accomplir ses travaux dans les meilleurs délais. Or le Président donne à nouveau la parole à l'observateur d'Israël qui cherche, non pas à faciliter la tâche du Conseil, mais au contraire à empoisonner le climat du débat par ses affirmations calomnieuses et, agissant conformément aux instructions reçues de ses maîtres, à faire oublier les manifestations de discrimination raciale et autres qui sont condamnées par tous les gens honnêtes dans le monde entier.

42. M. BARTUR (Observateur d'Israël) reconnaît, avec le représentant de la Tchécoslovaquie, qu'il est souhaitable de maintenir une atmosphère favorable à la bonne marche des travaux du Conseil, mais il se demande si ce souci permet de cacher des réalités déplaisantes. Il estime qu'il faillirait à sa responsabilité morale s'il se préoccupait avant tout de l'atmosphère des débats.

43. Le problème en discussion ne peut pas être réglé par un échange d'injures et de calomnies et c'est pourquoi M. Bartur a pris soin de s'en tenir strictement aux faits.

44. Certes, il paraît des publications tendancieuses dans beaucoup d'autres pays, mais le problème est infiniment plus grave lorsque de tels ouvrages sont publiés par l'Etat lui-même, ou par des académies scientifiques, et largement diffusés dans le public.

45. Le représentant de l'Union soviétique a indiqué qu'il existait en URSS 92 synagogues, chiffre très faible pour une communauté de 3 millions de personnes et qui n'est guère encourageant puisqu'en 1956, d'après des chiffres officiels, il en existait 450. En ce qui concerne l'enseignement religieux, il n'est dispensé, dans cette même communauté de 3 millions de personnes, qu'à quatre étudiants seulement.

46. M. BENDRICHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques), prenant la parole pour une motion d'ordre, s'étonne que le Président laisse à nouveau l'observateur d'Israël entraver les importants travaux du Conseil. Il souligne que le Conseil a pour tâche de contribuer à mettre fin dans les délais les plus brefs à la discrimination raciale qui est encore très répandue dans de nombreuses régions du monde. Mais, agissant conformément aux directives des délégations des pays où une telle discrimination est encore très générale, l'observateur d'Israël tente d'empêcher le Conseil de s'acquitter de sa tâche. A cette fin il porte des accusations calomnieuses qui ont été maintes fois réfutées dans le passé. Le représentant de l'URSS n'a pas l'intention d'engager la discussion avec l'observateur d'Israël qui ne désire nullement être renseigné sur la véritable situation des juifs en Union soviétique et dont l'unique tâche consiste à lancer des calomnies. Il affirme une fois de plus qu'en URSS il n'existe pas et n'existera jamais de discrimination raciale ou autre, et il demande au Président de permettre au Conseil de poursuivre ses travaux.

47. M. BARTUR (Observateur d'Israël), terminant sa déclaration, remercie le Président de lui avoir permis d'exprimer le point de vue de son gouvernement sur une question aussi importante.

48. M. EL HASSANY (République arabe unie) ne croit pas que l'observateur d'Israël ait été justifié à prendre la parole sur le point en discussion puisque cet Etat, le seul qui se fonde sur une religion, pratique lui-même la discrimination en privant de leurs droits civiques les arabes qu'il n'a pas expulsés de Palestine alors que les juifs jouissent partout dans le monde de ces mêmes droits civiques.

49. Le PRÉSIDENT invite le Conseil à se prononcer sur les projets de résolutions I à IV qui figurent au paragraphe 17 du rapport du Comité social (E/3952 et Corr.1).

I. PROJET DE CONVENTION INTERNATIONALE SUR L'ÉLIMINATION DE TOUTES LES FORMES DE DISCRIMINATION RACIALE

A l'unanimité, le projet de résolution est adopté.

II. PROJET DE DÉCLARATION ET PROJET DE CONVENTION SUR L'ÉLIMINATION DE TOUTES LES FORMES D'INTOLÉRANCE RELIGIEUSE

Par 9 voix contre zéro, avec 9 abstentions, le projet de résolution est adopté.

III. ÉTUDE DES MESURES DISCRIMINATOIRES DANS LE DOMAINE DU DROIT QU'A TOUTE PERSONNE DE QUITTER TOUT PAYS, Y COMPRIS LE SIEN, ET DE REVENIR DANS SON PAYS

Par 16 voix contre zéro, avec 2 abstentions, le projet de résolution est adopté.

IV. DÉSIGNATION DE L'ANNÉE 1968 COMME ANNÉE INTERNATIONALE DES DROITS DE L'HOMME

A l'unanimité, le projet de résolution est adopté.

V. RAPPORT DE LA COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME

A l'unanimité, le projet de résolution est adopté.

POINT 28 DE L'ORDRE DU JOUR

Mesures en vue de l'application de la Déclaration des Nations Unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (E/3916)

RAPPORT DU COMITÉ SOCIAL (E/3953 et Corr.1)

50. Le PRÉSIDENT invite le Conseil à se prononcer sur le projet de résolution contenu dans le paragraphe 6 du rapport du Comité social (E/3953).

51. M. CISS (Sénégal) propose de supprimer le mot « présente », au troisième alinéa du préambule du projet de résolution destiné à être adopté par l'Assemblée générale, qui est contenu dans le projet de résolution présenté par le Comité social.

Cet amendement est adopté.

A l'unanimité, le projet de résolution, ainsi modifié, est adopté.

POINT 29 DE L'ORDRE DU JOUR

Services consultatifs dans le domaine des droits de l'homme (E/3882 et Add.1)

RAPPORT DU COMITÉ SOCIAL (E/3954)

52. M. WILLIAMS (Etats-Unis d'Amérique) dit que la délégation des Etats-Unis s'est abstenue au Comité social lors du vote sur le projet de résolution que le Comité social présente au Conseil (E/3954, par. 6), mais que son abstention ne préjuge nullement la position qu'elle adoptera sur la question des services consultatifs à la dix-neuvième session de l'Assemblée générale.

53. Le Gouvernement des Etats-Unis attache une grande importance au programme de services consultatifs, notamment au programme de bourses, et ne peut donner son accord à une décision tendant à prélever des fonds déjà affectés au programme de bourses en vue de couvrir les frais afférents aux cycles d'étude qui doivent avoir lieu en Mongolie et en Yougoslavie. Pour sa part, le Gouvernement des Etats-Unis considère que l'on ne dispose pas de fonds supplémentaires pour les cycles d'étude en 1965 et que les dépenses supplémentaires doivent être à la charge des gouvernements hôtes. D'autre part, M. Williams s'étonne que la note du Secrétaire général sur les services consultatifs dans le domaine des droits de l'homme (E/3882/Add.1), qui a été publiée pendant la dernière réunion du CAT, n'ait pas été portée à la connaissance de cet organe qui aurait pu faire des recommandations. C'est là une procédure contraire à celle qui a été recommandée en 1963 par le CAT et approuvée par le Conseil, selon laquelle le CAT doit être saisi des décisions du Conseil relatives à l'utilisation des fonds du programme ordinaire d'assistance technique.

54. Par ailleurs, M. Williams a bon espoir que les gouvernements qui seront les hôtes des cycles d'étude envisagés prendront, conformément à la procédure habituelle, des dispositions pour accorder les visas nécessaires à tous ceux qui désireront y participer. Il espère aussi que le Secrétaire général aura des consultations avec les gouvernements des pays que les participants à ces cycles d'étude devront traverser, afin de s'assurer que les visas de transit nécessaires seront bien accordés à tous les intéressés et qu'aucun d'eux ne rencontrera des difficultés à cet égard.

55. M. COMBAL (France) regrette vivement de devoir s'abstenir dans le vote sur le projet de résolution présenté par le Comité social, malgré l'intérêt que le Gouvernement français porte aux services consultatifs qu'il considère comme l'un des moyens les plus efficaces d'encourager le respect des droits de l'homme. En effet, sans s'opposer à l'ordre de priorité indiqué dans le projet de résolution, il tient, par son abstention, à marquer son regret que les procédures régulières et les règles de compétence n'aient pas été observées.

56. M. ILIC (Yougoslavie) déclare que son gouvernement tiendra compte des observations que vient de formuler le représentant des Etats-Unis mais n'oubliera pas non plus la résolution de l'Assemblée générale relative au Portugal.

57. M^{me} AFNAN (Irak) souligne, à l'intention des représentants des Etats-Unis et de la France que, quelle qu'ait été la procédure suivie, c'est l'Assemblée générale qui devra, finalement, se prononcer sur l'organisation du programme de services consultatifs et reconsidérer, si elle le juge approprié, sa recommandation tendant à doubler le nombre des bourses de perfectionnement par rapport à 1962 [résolution 1782 (XVII)].

58. M. HERNDL (Autriche) votera le projet de résolution, étant entendu que la recommandation contenue au paragraphe 2 est faite « à titre de mesure exceptionnelle » et que, en règle générale, les dépenses afférentes aux cycles d'étude doivent rester dans les limites des crédits alloués.

59. Le PRÉSIDENT invite le Conseil à se prononcer sur le projet de résolution présenté par le Comité social (E/3954, par. 6).

Par 11 voix contre zéro, avec 7 abstentions, le projet de résolution est adopté.

POINT 30 DE L'ORDRE DU JOUR

Esclavage (E/3885, E/3897)

RAPPORT DU COMITÉ SOCIAL (E/3955 et Corr.1)

60. Le PRÉSIDENT propose au Conseil de prendre acte du rapport du Comité social (E/3955 et Corr.1).

Il en est ainsi décidé.

La séance est levée à 13 h 40.



CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Trente-septième session

DOCUMENTS OFFICIELS

Vendredi 31 juillet 1964
à 10 h 50

PALAIS DES NATIONS, GENÈVE

SOMMAIRE

Page

Point 23 de l'ordre du jour :

Rapport du Comité de l'habitation, de la construction et de la planification

Débat général (*Reprise des débats de la 1337^e séance et fin*) 181

Président: Sir Ronald WALKER (Australie).

Présents:

Les représentants des Etats suivants, membres du Conseil: Algérie, Argentine, Australie, Autriche, Chili, Equateur, Etats-Unis d'Amérique, France, Inde, Irak, Japon, Luxembourg, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sénégal, Tchécoslovaquie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Yougoslavie.

Les représentants des Etats suivants, membres supplémentaires des comités de session: Cameroun, Ghana, Indonésie, Iran, Italie, Madagascar, Mexique, République arabe unie, République-Unie du Tanganyika et de Zanzibar.

Les observateurs des Etats Membres suivants: Canada, Chine, Cuba, Grèce, Irlande, Nouvelle-Zélande, République centrafricaine, Roumanie.

L'observateur de l'Etat non membre suivant: République fédérale d'Allemagne.

Les représentants des institutions spécialisées suivantes: Organisation internationale du Travail, Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, Organisation mondiale de la santé.

POINT 23 DE L'ORDRE DU JOUR

Rapport du Comité de l'habitation, de la construction et de la planification (E/3858, E/3886 et Corr.1, E/3912, E/3918)

DÉBAT GÉNÉRAL (*reprise des débats de la 1337^e séance et fin*)

1. M. de SEYNES (Sous-Secrétaire aux affaires économiques et sociales)¹ se félicite de l'importance que le sujet de l'habitat commence à prendre dans les délibérations du Conseil et de l'Assemblée générale. Il semble qu'il y ait des vérités premières qui finissent par devenir des vérités vivantes, et c'est peut-être ce qui se produit actuellement sur le plan international en ce qui concerne

la question de l'habitat. On parle depuis assez longtemps en termes généraux de l'importance du problème, mais maintenant il est peut-être possible de traduire cette notion en un certain nombre de constatations précises, d'une part, et en action pratique, d'autre part. Que ce problème commence seulement à être vu dans toute son acuité et dans ses véritables dimensions, aussi bien par les communautés nationales que par la société internationale, cela est attesté par la pénurie du personnel compétent en la matière. Cette pénurie est éprouvée par la plupart des gouvernements, et certainement aussi par l'Organisation des Nations Unies dans la mise en œuvre de ses programmes d'action pratique. Un effort est fait à l'heure actuelle dans de nombreux pays, sous-développés ou développés, souvent en liaison avec le développement des techniques de planification; parfois même, le problème a pris une telle importance qu'une certaine priorité est accordée à la formation professionnelle du personnel dans ces disciplines. Mais la pénurie persiste et sera, dans les années qui viennent, un handicap et un facteur de ralentissement.

2. On commence à avoir une notion quantitative du problème. Certaines statistiques ont été citées. En particulier, certains représentants ont fait état de l'objectif de construction de 10 logements par 1000 habitants, en faisant remarquer que même dans les pays où la construction est la plus avancée, ce sont des taux de 5 ou 6 pour 1000 qui sont atteints, ce qui donne une idée de l'œuvre à accomplir. Dans les pays sous-développés, à l'heure actuelle, environ 12 à 25% de la formation de capital sont consacrés à la construction résidentielle; c'est dire l'importance du problème de l'habitat dans la politique économique et financière. Bien entendu, ces chiffres sont ce que sont les statistiques en cette matière; c'est dire qu'il ne faut pas leur accorder une confiance exagérée, mais certainement ils donnent un point de départ pour apprécier les ordres de grandeur.

3. En dehors de cet aspect quantitatif, dont la communauté internationale semble devenir consciente, il y a aussi un certain sens du drame qu'est la migration des habitants des campagnes vers les villes. Certains orateurs ont fait allusion à ce phénomène qui, presque partout jusqu'à présent, défie les calculs des planificateurs et les mesures des autorités qui s'efforcent de l'endiguer ou de le contrôler. Ce phénomène se produit peut-être insensiblement ou subrepticement d'année en année, mais, vu avec un certain recul, il prend les proportions d'un véritable déferlement qui met en danger l'équilibre moral et social de la communauté. Le problème devient de plus en plus aigu; or, il est certain que, si les progrès dans le domaine de l'habitat ne sont qu'une petite partie de la solution, ils en sont néanmoins un élément essentiel.

¹ Le texte *in extenso* de la déclaration de M. de Seynes a été distribué sous la cote E/L. 1061.

4. Même là où le phénomène ne prend pas les dimensions d'un drame, on commence à être conscient de certains aspects qualitatifs qui s'attachent à une politique de l'habitat. Il se produit pour l'habitat ce qui s'est produit dans d'autres secteurs, tels que ceux de l'éducation ou de la santé, à savoir que ce qui était autrefois considéré comme un objectif purement social ou humanitaire est envisagé maintenant comme un facteur de productivité, un facteur de développement économique, phénomène qui est d'ailleurs encourageant.

5. L'éveil de la conscience mondiale se manifeste dans la politique des grands organismes de financement internationaux tels que l'Association internationale de développement et la Banque interaméricaine de développement, qui ont décidé qu'elles pourraient légitimement consacrer une part de leurs ressources à des projets touchant l'habitat ou l'aménagement du territoire. Il y a là, en matière de financement international, une évolution assez spectaculaire qui témoigne de l'importance donnée à ce problème. M. de Seynes signale également l'importance que les commissions économiques régionales attachent presque toutes maintenant à l'urbanisme et à l'habitat et aux activités qu'elles s'efforcent de développer en profitant des contacts très étroits qu'elles peuvent avoir avec les réalités locales. Mais il y a aussi toute une série d'associations professionnelles qui opèrent sur le plan international, telles que le Conseil international du bâtiment pour la recherche, l'étude et la documentation (CIB), l'Union internationale des architectes, la Fédération internationale de l'habitation et de l'urbanisme, et d'autres encore. Il y a là le signe de tout un mouvement dans lequel l'Organisation des Nations Unies doit chercher à s'insérer et à exercer le maximum d'influence.

6. Un autre signe encourageant dans ce domaine, c'est que, de plus en plus, certaines communautés ont appris que la construction d'habitations peut être un moyen efficace de stimuler la formation de l'épargne volontaire, et de divertir certaines ressources soit de la consommation somptuaire, soit de la thésaurisation, pourvu que les institutions nécessaires soient établies et qu'elles soient suffisamment épaulées par les pouvoirs publics. Lorsque ces conditions existent, on constate qu'il y a là un moyen très efficace de susciter un supplément d'épargne et de formation de capital en offrant aux communautés la possibilité d'investir à des conditions raisonnables et attrayantes.

7. Les débats du Conseil, les études qui ont été faites et les conclusions du Comité de l'habitation, de la construction et de la planification indiquent que les lignes d'action sont assez nettes et ne donnent pas lieu à des controverses importantes. Il s'agit d'un domaine où les formes devenues classiques de la coopération technique, qui ont été mises au point depuis dix ou quinze ans, doivent pouvoir devenir de plus en plus efficaces. Ces moyens traditionnels sont tout d'abord l'assistance technique. A cet égard, il est à signaler que le volume des ressources consacrées à l'habitat et à l'aménagement du territoire dans les programmes de l'ONU a presque doublé de 1961 à 1963. Actuellement 130 experts opèrent dans 50 pays, et le Conseil d'administration du Fonds

spécial examine avec faveur certains projets dans les mêmes domaines. Cet accroissement des ressources et cette intensification des activités montrent ce qui se produit lorsqu'un secteur est plus ou moins reconnu comme secteur d'impulsion par les organes directeurs. A la suite de l'intervention du Comité, du Conseil lui-même ou de l'Assemblée générale, l'habitat est considéré depuis près de trois ans, au même titre que l'industrialisation ou la planification, comme un secteur où l'action des Nations Unies devrait être sérieusement intensifiée; le Secrétariat a pu donner un début d'exécution à cette politique en fournissant davantage de services dans le domaine de l'assistance technique.

8. Mais, bien entendu, l'assistance technique n'est pas tout. Il y a la possibilité de mettre l'expérience à profit, d'en tirer des conclusions, des généralisations qui puissent être utiles à tous. Il y a le devoir de procéder à des études approfondies sur des aspects généraux ou sur des aspects techniques des problèmes. Il y a la possibilité de projets pilotes, soit pour expérimenter certaines méthodes, soit pour en faire la démonstration. Il y a enfin toute la fermentation d'idées aussi bien générales que techniques, qui résultent des réunions organisées soit dans le cadre régional, soit dans le cadre du Comité, du Conseil, des conférences internationales tenues sous l'égide ou avec la collaboration de l'Organisation des Nations Unies.

9. Comme l'a souhaité le représentant de l'Australie (1337^e séance), le Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement s'est lui-même préoccupé des questions de l'habitat: ce sujet a été discuté à sa première session et il sera traité dans l'un des documents qui seront établis pour sa prochaine session. L'industrie du bâtiment n'est nulle part l'une des industries les plus progressives, l'une de celles qui font le plus brillant usage du développement récent de la technique. Or, il est certain que de très grands progrès pourraient être accomplis dans ce domaine, aussi bien dans les pays développés que dans les pays sous-développés, si l'on parvenait à mettre en œuvre plus efficacement les ressources de la technologie moderne.

10. En ce qui concerne l'organisation au sein du Secrétariat, il semble que certains doutes se soient parfois manifestés. La recommandation du Comité, tendant à la création d'un centre de l'habitation, de la construction et de la planification (voir E/3858, chap. XI, projet de résolution III), doit être examinée compte tenu de la difficulté qu'il y a à s'assurer les services du personnel compétent en la matière. L'idée d'un tel centre a eu un certain succès récemment au sein des Nations Unies. Dans la mesure où les activités — et ceci n'est pas un paradoxe — se décentralisent graduellement, les organes directeurs et le Secrétariat ont compris que pour assurer le maximum d'efficacité au processus de décentralisation, il faudrait qu'à tout moment il y ait au Siège la possibilité de mobiliser l'expérience acquise dans les différentes régions, et de donner ainsi à l'action qui se poursuit dans un lieu ou dans un autre un effet multiplicateur. C'est sans doute la raison pour laquelle on parle d'un centre de l'habitation, comme on a parlé d'un centre de

développement industriel. Bien entendu, ces observations s'appliquent aussi à la participation des institutions spécialisées, qui ont dans ces domaines des responsabilités de caractère technique ou de caractère général. Quand il s'agit d'un système aussi articulé et aussi démultiplié que celui des Nations Unies, si l'on veut que chaque organe ait le maximum d'efficacité, il faut de toute évidence qu'il y ait quelque part un cerveau coordonnateur, et c'est ce que signifie le choix du terme qui a été recommandé par le Comité. Bien entendu ce terme n'a aucun pouvoir magique et, encore une fois, la grande difficulté réside dans le recrutement de personnel qualifié; M. de Seynes fait appel aux gouvernements pour qu'ils aident le Secrétariat à surmonter ces difficultés.

11. Le représentant de la France (1337^e séance) a critiqué l'intention qu'il a prêtée au Secrétaire général de mettre les activités du Centre de l'habitation, si ce centre est créé, et celles de la Direction des affaires sociales sous l'égide d'un commissaire qui aurait le rang de sous-secrétaire. Cette idée, qui n'a d'ailleurs pas encore été adoptée par le Secrétariat, est née de l'enquête administrative à laquelle les services spécialisés du Secrétariat ont procédé au cours des deux dernières années au sein du Département des affaires économiques et sociales, en vue d'étudier quelles réformes d'organisation et de structure devraient être apportées à ce Département pour qu'il puisse s'acquitter de tâches toujours plus nombreuses et plus complexes. Le rapport sur cette enquête a été soumis au Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires. L'idée qui a guidé cette enquête est que les activités du Département devraient être désormais articulées de manière que chacune d'elles puisse bénéficier d'une direction quotidienne et d'une représentation au niveau approprié, et il a paru que certaines activités, par rapport à d'autres, recevaient, de ce point de vue, un traitement qui était discriminatoire. Ce sont des considérations pratiques, mais aussi des considérations de prestige, compte tenu de l'importance accordée à chaque secteur, qui ont conduit à cette conclusion. Toutefois, le Secrétaire général n'ayant pas pris de décision, M. de Seynes exprime l'espoir que les délégations ne formuleront pas de condamnation définitive à l'égard d'une telle mesure et qu'elles garderont sur ce point l'esprit ouvert.

12. Sir Samuel HOARE (Royaume-Uni) souligne qu'en raison de la gravité du problème du logement — excellemment mise en relief par le Sous-Secrétaire aux affaires économiques et sociales — le Comité de l'habitation, de la construction et de la planification doit avoir pour tâche de rechercher les moyens d'accroître l'efficacité des efforts entrepris dans ce domaine sur le plan national et international. Or, il est assez décevant de constater que, au cours de sa deuxième session, le Comité a consacré une grande partie de ses débats à des discussions sur les procédures, les ressources et l'organisation du système des Nations Unies. Il faut espérer qu'à l'avenir le Comité saura tirer un plus grand profit des connaissances et de l'expérience des experts très compétents qui le composent.

13. Le rapport du Comité (E/3858) montre cependant qu'il y a eu des discussions utiles sur un certain nombre

de questions, parmi lesquelles on peut citer les projets pilotes, l'industrialisation de la construction, la reconstruction à la suite de catastrophes naturelles, la recherche et la documentation en matière d'habitation, de construction et de planification. En ce qui concerne la reconstruction, Sir Samuel Hoare signale qu'il s'est constitué au Royaume-Uni un organisme composé de techniciens des diverses disciplines intéressant l'habitation et la construction, en vue d'étudier les moyens de venir en aide aux pays frappés par les catastrophes naturelles; le représentant du Royaume-Uni au Comité de l'habitation, de la construction et de la planification est membre de cet organisme.

14. Le CIB, auquel sont affiliées les institutions de recherche du Royaume-Uni, joue un rôle très utile comme centre de diffusion de renseignements et de documentation dans tous les domaines de la recherche en matière de construction. Si un centre international de documentation doit être créé, il sera indispensable qu'il utilise pleinement les services du CIB et des organismes analogues et s'efforce de ne pas faire double emploi avec eux.

15. En ce qui concerne les dispositions structurelles, la délégation du Royaume-Uni a pris note des observations contenues au paragraphe 12 du rapport du Secrétaire général (E/3918), ainsi que des remarques du Sous-Secrétaire aux affaires économiques et sociales. Elle peut accepter la création d'un centre de l'habitation, de la construction et de la planification dans le cadre du Secrétariat, conformément à la proposition contenue dans le projet de résolution III du Comité. Sir Samuel Hoare attendra pour faire connaître son point de vue sur les autres projets de résolutions présentés par le Comité qu'ils aient été examinés par le Comité social.

16. M. NOMIYAMA (Japon) indique que, à la suite des destructions de la deuxième guerre mondiale, il manquait environ 4 500 000 logements au Japon en 1945. Grâce à l'action du gouvernement, notamment à la promulgation en 1951 d'une loi sur la construction de logements par les pouvoirs publics et à la création en 1955 d'une société immobilière financée par le gouvernement et les autorités locales, grâce aussi à l'initiative privée et en particulier à la création en 1950 d'un établissement de crédit immobilier, 9 millions d'habitations ont pu être construites de 1945 à 1963. Toutefois, les besoins continuent d'augmenter et le ministère de la construction a établi un programme à long terme prévoyant la construction de logements pour les groupes à faible revenu et pour les employés des villes, ainsi que l'aménagement et la fourniture, par les pouvoirs publics, de terrains destinés à la construction privée; grâce à ce programme, un très grand nombre de logements doivent être construits au cours de l'exercice 1964/65, dont 40 % par les pouvoirs publics ou avec leur aide financière.

17. La délégation japonaise craint que le Comité de l'habitation, de la construction et de la planification ne soit passé, au cours de sa deuxième session, à côté de l'objectivité véritable. Il ne faudrait pas que les experts compétents qui font actuellement partie du Comité soient découragés par l'importance excessive que semblent revêtir les problèmes d'organisation.

18. La délégation japonaise appuie le projet de résolution III du Comité qui propose la création d'un centre de l'habitation, de la construction et de la planification au sein du Secrétariat. Ce centre pourrait coordonner les activités multiples qui se déploient dans les divers domaines relevant de l'habitation et de l'aménagement du milieu et sa création semble plus réaliste, plus constructive et moins coûteuse que l'établissement d'une nouvelle institution spécialisée.

19. M. HANDL (Tchécoslovaquie) est satisfait des travaux de la deuxième session du Comité de l'habitation, de la construction et de la planification, notamment en raison de la priorité que le Comité a accordée à l'industrialisation et à l'accélération de la construction. Le cycle d'étude de la CEE sur l'industrie du bâtiment qui s'est tenu à Prague en avril 1964 s'est révélé très utile.

20. Au sujet du projet de résolution III du Comité, la délégation tchécoslovaque estime qu'une certaine coordination est nécessaire dans les travaux des institutions des Nations Unies, mais elle doit être assurée par les organes existants et une autre solution, comme celle qui consisterait à créer un centre de l'habitation, de la construction et de la planification au sein du Département des affaires économiques et sociales, ne manquerait pas, tôt ou tard, d'avoir des incidences financières. Tout en approuvant l'esprit du projet de résolution, elle hésite donc à préconiser la création d'un tel centre.

21. Plutôt que de créer un centre international de documentation en matière d'habitation, de construction et de planification physique, la délégation tchécoslovaque préférerait que l'on ait recours aux services du CIB. A la dix-neuvième session de la CEE, la délégation tchécoslovaque a souligné l'importance de la coopération entre le Comité de l'habitation, de la construction et de la planification de la CEE et le Comité correspondant du Conseil. Cette coopération faciliterait notamment la solution des problèmes des pays en voie de développement.

22. M^{lle} MUTER (Indonésie) insiste sur l'importance des problèmes du logement et de l'aménagement du milieu pour tous les pays du monde et, plus particulièrement, pour les pays en voie de développement, qui connaissent une urbanisation rapide, mais manquent souvent des moyens nécessaires pour industrialiser la construction, ainsi que de connaissances techniques. La solution de ces problèmes exige une assistance extérieure qui justifie l'existence du Comité de l'habitation, de la construction et de la planification. La délégation indonésienne appuie la création d'un centre de l'habitation, de la construction et de la planification au sein du Département des affaires économiques et sociales. Elle votera les trois projets de résolutions présentés par le Comité.

23. M. MIGONE (Argentine) rappelle qu'il a déjà signalé la disproportion entre l'expansion démographique et la construction de logements, un des symptômes les plus alarmants de la situation des pays en voie de développement. Il y a 25 ans, l'Argentine convoquait la première

Conférence interaméricaine de l'habitation populaire dont les utiles recommandations n'ont pas reçu l'attention voulue, mais qui est à l'origine de la création de l'Institut interaméricain de l'habitation siégeant à Bogota. La délégation argentine ne peut donc qu'approuver toute action des Nations Unies visant à appeler l'attention sur la question et, en particulier, la création d'un centre.

24. En Argentine, il manque environ un million et demi de logements. L'action des pouvoirs publics et l'initiative privée ne permettent de répondre qu'à une partie des besoins; une politique financière tendant à stimuler la construction a été instaurée; un projet pilote est également en cours. A côté de l'action publique et privée, les syndicats et les coopératives peuvent aussi jouer leur rôle. M. Migone insiste sur le fait que la construction de logements permet de lutter contre l'inflation en détournant l'épargne de l'acquisition de biens de consommation.

25. La délégation argentine présentera au Comité social des observations sur les projets de résolutions du Comité de l'habitation, de la construction et de la planification.

26. M. FRANZI (Italie) constate que presque tous les pays membres du Comité de l'habitation, de la construction et de la planification ont envoyé des experts hautement qualifiés à la deuxième session du Comité et que cela explique le caractère extrêmement approfondi du rapport dont le Conseil est saisi. Néanmoins, il faut veiller à ce que le zèle des experts ne pousse pas le Comité à mettre à l'étude trop de questions en même temps.

27. La délégation italienne est favorable à la création d'un centre de l'habitation, de la construction et de la planification, mais elle aimerait savoir comment on entend réaliser ce projet dans les limites du budget actuel de l'ONU sans porter préjudice à l'activité du futur centre.

28. Le Comité a manifesté un zèle un peu excessif en envisageant l'organisation, en 1966 ou 1967, d'une conférence internationale sur l'industrialisation de la construction. M. Franzi estime, comme le représentant de l'Inde (1337^e séance), qu'afin d'éviter la multiplication des réunions de ce genre, on ne devrait pas tenir cette conférence avant 1968.

29. Les problèmes du logement étant extrêmement vastes, il est nécessaire que, sans en négliger aucun aspect, le Comité fixe un ordre de priorité à ses travaux, en tenant compte surtout des besoins des pays les moins avancés parmi les pays en voie de développement. Un des aspects les plus importants, auquel il semble que le Comité ait attaché une attention insuffisante, est le rassemblement des données.

30. Se référant aux remarques du Sous-Secrétaire aux affaires économiques et sociales touchant la possibilité de diriger l'épargne vers la construction, le représentant de l'Italie note que ces remarques sont surtout valables pour les pays ayant atteint un certain niveau de développement.

31. A propos des études sur la reconstruction à la suite de catastrophes naturelles, M. Franzi rappelle que l'Italie

a une remarquable expérience dans ce domaine et que le Comité a nommé un expert italien aux fonctions de rapporteur sur cette question.

32. La délégation italienne est, en principe, prête à voter les projets de résolutions présentés par le Comité, et elle se réserve de donner son avis sur leur rédaction au Comité social.

33. M^{lle} WOOD (Ghana) félicite le Comité de l'habitation, de la construction et de la planification de son rapport. Le Ghana commence à s'industrialiser, l'urbanisation y est très rapide depuis la guerre et, à Accra, notamment, la situation est dramatique. En dépit de l'effort financier accompli, les progrès restent lents. Cependant le gouvernement est parvenu à créer la nouvelle ville de Tema qui a coûté jusqu'ici 5 millions de livres ghanéennes. Dans les campagnes, le problème est moins aigu et les habitations sont souvent construites par les habitants eux-mêmes. Le plan septennal de construction entré en application en 1963 porte presque exclusivement sur les constructions urbaines et permettra de construire 60 000 logements. Il ne prévoit rien pour la suppression des taudis, mais l'on s'efforcera d'éviter l'augmentation du nombre des logements insalubres. Les investissements prévus sont de 44,5 millions de livres ghanéennes; la moitié de cette somme sera fournie par le gouvernement. Jusqu'à présent, même les habitations à prix modéré sont trop chères. Le gouvernement envisage donc le recours à des procédés de construction économiques, à l'emploi de matériaux locaux notamment. Il a conclu avec l'URSS un accord pour la construction d'une usine de maisons préfabriquées. Il souhaite que les organismes internationaux lui accordent toute l'aide financière et technique possible.

34. La délégation ghanéenne note la priorité élevée réservée par le Comité à l'industrialisation de la construction et elle appuie la création d'un centre de l'habitation, de la construction et de la planification au sein du Département des affaires économiques et sociales. Elle ne partage pas le point de vue du Comité de l'habitation, de la construction et de la planification de la CEE touchant la prudence à observer quant à l'intensification des activités des organismes spécialisés et elle estime que les objectifs de la Décennie des Nations Unies pour le développement doivent être atteints, dans ce domaine en particulier.

35. M. UMRATH (Confédération internationale des syndicats libres), prenant la parole sur l'invitation du Président, fait observer que, en matière d'habitation et de construction, l'insuffisance des réalisations par rapport aux besoins est reconnue dans tous les pays, même les plus évolués. De même, l'action des Nations Unies dans ce domaine est insuffisante en soi ainsi qu'au regard des activités dans d'autres secteurs. Il n'existe ni institution spécialisée ni centre qui s'occupe de cette question, et le manque de personnel et de coordination se fait sentir au Siège de l'ONU.

36. La plupart des documents insistent surtout sur la formation de cadres supérieurs, sans tenir compte suffi-

samment des besoins élémentaires de l'industrie du bâtiment.

37. Il s'avère de plus en plus que la capacité de l'industrie du bâtiment est beaucoup trop faible. Dans ces conditions, il semble que la proposition, mentionnée au paragraphe 10 du rapport du Secrétaire général, tendant à créer un poste de commissaire au développement social et à l'habitation ne soit pas très opportune. Tous les efforts devraient être tendus vers la création d'une industrie capable de satisfaire les besoins croissants. Telle devrait être la première tâche du centre de l'habitation, de la construction et de la planification qu'on envisage de créer dans le cadre du Secrétariat.

38. L'industrialisation de la construction ne peut offrir qu'une solution partielle. Dans les pays en voie de développement, où le chômage et le sous-emploi sont endémiques, il serait plus efficace d'organiser une industrie du bâtiment classique qui permette de résorber l'excédent de main-d'œuvre et de former des travailleurs qualifiés. C'est ce qui a été fait, par exemple, en Israël, où le taux de la construction de logements est le plus élevé. La création d'usines d'éléments préfabriqués, qui exigent des investissements considérables et des importations, est plus profitable aux pays industrialisés qu'aux pays en voie de développement.

39. Il faudra également organiser l'industrie des matériaux de construction.

40. La Confédération internationale des syndicats libres doit tenir en octobre 1964, avec la Fédération internationale des travailleurs du bâtiment et du bois, une conférence sur l'habitation, au cours de laquelle seront examinés les problèmes relatifs aux nouvelles techniques de construction.

41. M. BARBULESCO (Observateur de la Roumanie), prenant la parole sur l'invitation du Président, dit qu'on ne saurait parler de progrès social ni d'élévation du niveau de vie alors que des millions d'êtres humains vivent dans des logements improvisés ou insalubres. La création, par le Conseil économique et social, du Comité de l'habitation, de la construction et de la planification, utile pour des échanges de données d'expérience entre les divers pays, montre l'importance que l'Organisation des Nations Unies attache à cette question.

42. Dans sa résolution 2 (II), à la rédaction de laquelle la délégation roumaine a pris une grande part, le Comité recommande au Conseil de voir, lorsqu'il examinera la question de l'affectation à des besoins pacifiques des ressources libérées par le désarmement, s'il ne serait pas nécessaire de consacrer une partie de ces ressources à l'habitation, à la construction et à la planification. Par sa résolution 4 (II), initialement proposée par la Roumanie et l'Union soviétique, le Comité recommande au Conseil de prier le Secrétaire général d'entreprendre une étude portant entre autres sur les résultats acquis dans le domaine de l'industrialisation de la construction dans les pays en voie de développement. L'expérience de la Roumanie montre que l'industrialisation de la construction est le seul moyen de réduire les coûts de la construction et les délais d'exécution. L'étude proposée permettra

d'organiser, par des rencontres, des cycles d'étude et des expositions, des échanges de données d'expérience entre les divers pays, qui contribueront au développement de la coopération internationale. A cet égard, les arrangements bilatéraux et multilatéraux, sur la base du respect de l'indépendance et de la souveraineté nationales, joueront un rôle décisif. Les conclusions de l'étude envisagée permettront aussi de faire des recommandations concernant l'assistance technique et financière nécessaire et l'amélioration de la coordination des activités des Nations Unies.

43. De 1960 à 1963, 545 000 logements ont été construits en Roumanie, dont 162 000 uniquement avec des fonds

publics. En 1964, l'Etat doit financer la construction de 54 000 nouveaux logements. La République populaire roumaine sera toujours prête à partager ses connaissances techniques avec d'autres pays et, réciproquement, à bénéficier de l'expérience d'autrui.

44. Le PRÉSIDENT prononce la clôture du débat général sur le point 23 et propose que ce point soit renvoyé au Comité social.

Il en est ainsi décidé.

La séance est levée à 12 h 55.

CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Lundi 3 août 1964

Trente-septième session

à 15 h 20

DOCUMENTS OFFICIELS

PALAIS DES NATIONS, GENÈVE

SOMMAIRE

Page

Points 11 et 12 de l'ordre du jour :

Activités dans le domaine du développement industriel	
Formation de personnel technique national en vue de l'industrialisation accélérée des pays en voie de développement	
Débat général	187

Président: Sir Ronald WALKER (Australie).*Présents:*

Les représentants des Etats suivants, membres du Conseil : Algérie, Argentine, Australie, Autriche, Chili, Colombie, Equateur, Etats-Unis d'Amérique, France, Inde, Irak, Japon, Luxembourg, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sénégal, Tchécoslovaquie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Yougoslavie.

Les représentants des Etats suivants, membres supplémentaires des comités de session : Cameroun, Ghana, Indonésie, Iran, Italie, Mexique, République arabe unie, République-Unie du Tanganyika et de Zanzibar.

Les observateurs des Etats Membres suivants : Brésil, Bulgarie, Chine, Grèce, Irlande, Pakistan, République centrafricaine, République socialiste soviétique d'Ukraine, Roumanie, Suède.

Les observateurs des Etats non membres suivants : République fédérale d'Allemagne, Saint-Siège.

Les représentants des institutions spécialisées suivantes : Organisation internationale du Travail, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, Banque internationale pour la reconstruction et le développement, Organisation mondiale de la santé, Organisation météorologique mondiale.

Le représentant de l'Agence internationale de l'énergie atomique.

POINTS 11 ET 12 DE L'ORDRE DU JOUR

Activités dans le domaine du développement industriel
(E/3869, E/3921 et Add.1)

Formation de personnel technique national en vue de l'industrialisation accélérée des pays en voie de développement (3901 et Add.1 et 2)

DÉBAT GÉNÉRAL

1. Le PRÉSIDENT invite le Conseil à examiner ensemble les points 11 et 12 de l'ordre du jour. Pour l'exa-

men du point 11, le Conseil est saisi d'un rapport du Secrétaire général concernant le colloque international et les colloques régionaux sur le développement industriel (E/3921 et Add.1) et du rapport du Comité du développement industriel sur sa quatrième session (E/3869). Au chapitre VII de ce dernier rapport figurent les projets de résolutions I et II que le Comité soumet au Conseil; le projet de résolution II a fait l'objet d'une recommandation de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (voir E/CONF.46/139, annexe A.III.1). Pour l'examen du point 12, le Conseil est saisi d'un rapport du Secrétaire général sur la formation de personnel technique national en vue de l'industrialisation accélérée des pays sous-développés (E/3901 et Add.1 et 2).

2. M. ABDEL-RAHMAN (Commissaire au développement industriel) dit que, comme les années précédentes, le Comité du développement industriel a passé en revue, à sa quatrième session, les activités du Centre de développement industriel des Nations Unies et a examiné spécialement les programmes de coopération technique financés au moyen du programme ordinaire, du PEAT et du Fonds spécial. Il a examiné, au titre de points particuliers de son ordre du jour, la participation du Centre de développement industriel aux travaux préparatoires de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement et les activités des organismes des Nations Unies dans le domaine du développement industriel. Etant donné que le rapport du Comité contient un compte rendu détaillé de ses délibérations, le Commissaire se bornera à présenter des observations sur les trois résolutions que le Comité a adoptées.

3. Le Secrétaire général a fait rapport au Comité sur le résultat des consultations auxquelles il avait procédé conformément à la résolution 1940 (XVIII) de l'Assemblée générale. Après un examen attentif, le Comité a adopté sa résolution 1 (IV) (Voir E/3869, par. 118) par laquelle il a accueilli avec satisfaction la suggestion d'organiser des colloques sur le développement industriel. Le Comité a prié le Secrétaire général de présenter au Conseil des propositions concernant l'organisation des colloques et les questions qui y seront examinées ainsi que des prévisions budgétaires en vue d'assurer le financement de ces colloques. Le Comité a émis l'avis que le Centre de développement industriel devrait être chargé des travaux préparatoires en vue de ces colloques et il a invité les commissions économiques régionales, les institutions spécialisées et les gouvernements des Etats Membres à collaborer avec le Centre pour ces travaux. Le Comité a attaché une grande importance à ce que les gouvernements des pays en voie de développement préparent des enquêtes et des études et il a chargé le Centre de développement industriel de leur fournir

toute assistance qui pourrait être nécessaire pour la préparation de ces enquêtes et études.

4. Le rapport du Secrétaire général (E/3921 et Add.1) contient un résumé des réponses des gouvernements des Etats Membres et une évaluation provisoire des besoins budgétaires pour le colloque international et les colloques régionaux, ainsi que des propositions concernant les questions qui pourraient être discutées. Dans l'état sommaire provisoire des incidences financières des décisions du Conseil (E/3941 et Corr.1), le Secrétaire général a également mentionné le colloque international et les colloques régionaux sur le développement industriel et a indiqué que les prévisions budgétaires révisées devraient être soumises à l'Assemblée générale à sa dix-neuvième session après de nouvelles consultations avec les commissions économiques régionales et compte tenu des débats qui auraient eu lieu au Conseil. On considère qu'il est essentiel que le programme de colloques soit envisagé et financé comme constituant une opération intégrée unique; chaque colloque ne doit pas être considéré comme un projet distinct, mais comme faisant partie d'une opération d'ensemble à exécuter par étapes.

5. On estime que les colloques sur le développement industriel entraîneront des enquêtes et études à entreprendre sur le plan national, le plan régional et le plan international pendant deux ans environ. Pour le minimum de dépenses, d'efforts et de temps, ces enquêtes et études spéciales fourniront la possibilité — dont on a grand besoin — d'analyser et d'élucider des questions essentielles de politique ainsi que d'analyser et d'élucider, par branche d'industrie et par pays, les problèmes techniques et économiques que pose l'industrialisation des pays en voie de développement. Cette action fournira une base essentielle et précieuse pour de futurs programmes d'industrialisation, pour des activités coopératives à l'échelon régional et à l'échelon international et pour l'établissement, sur des bases solides, du programme des Nations Unies dans le domaine de l'industrie.

6. Dans sa résolution 2 (IV) (voir E/3869, par.160), le Comité recommande au Conseil de prier le Secrétaire général d'apporter à l'organisation et aux méthodes les modifications nécessaires pour que le Centre puisse exécuter un programme d'activités dynamique en suivant certains principes et en s'acquittant de certaines fonctions. Un état détaillé des dépenses qu'entraînerait la mise en œuvre de la résolution a été fourni au Comité: les prévisions de dépenses s'élèvent à 1 100 000 dollars par an. Le Secrétaire général a indiqué qu'il se propose, si le Conseil adopte le projet de résolution I qui lui est présenté par le Comité, de porter les propositions qui y figurent en ce qui concerne le programme à l'attention du CAT, en lui demandant jusqu'à quel point les crédits ouverts au budget ordinaire pour les programmes techniques peuvent servir à financer les activités relatives au développement industriel, et d'établir par la suite son projet de budget révisé pour 1965 en tenant compte de l'avis du CAT. Les prévisions budgétaires provisoires pour 1965 tiennent compte, mais partiellement seulement, de ces besoins financiers.

7. D'après le programme d'activités qui est proposé, le Centre aurait le rôle d'un organe animateur et catalyseur

dont les activités seraient centrées sur la politique de développement industriel et les progrès d'ensemble dans le domaine de l'industrialisation et pourraient favoriser l'adoption d'arrangements appropriés par les pays en voie de développement et les pays avancés en vue de répondre aux possibilités et aux besoins d'industrialisation par la fourniture des moyens et services nécessaires. Des groupes de savants et de techniciens faisant autorité dans les divers secteurs industriels seraient constitués pour donner des avis au Centre, par correspondance, sur les divers aspects de ses activités. Des groupes de travail spéciaux composés d'éminents experts seraient créés pour s'occuper de questions techniques particulières sur lesquelles ils présenteraient des rapports au Comité du développement industriel. Le projet de résolution préconise aussi l'établissement d'un service de documentation technique et industrielle mieux outillé. Le Centre serait invité à aider les pays en voie de développement à créer les services nécessaires de renseignements techniques. En outre, le projet de résolution recommande d'instituer une étude mondiale périodique sur le développement industriel en vue d'examiner et d'évaluer les programmes d'industrialisation des pays en voie de développement et de faire le point des progrès accomplis. Le Centre serait invité aussi à établir des contacts étroits avec les pays industriels avancés en vue d'orienter leurs activités dans le sens de l'industrialisation des pays en voie de développement. Le Commissaire s'est rendu pendant les derniers mois dans plusieurs pays industrialisés d'Europe et il a constaté que, dans ces pays, les autorités responsables s'intéressaient aux activités des Nations Unies dans le domaine du développement industriel telles qu'elles sont indiquées dans les résolutions du Comité et que ces autorités étaient prêtes à soutenir lesdites activités.

8. Dans sa résolution 3 (IV) (*ibid.*), qui a été adoptée à la majorité, le Comité recommande au Conseil de déclarer qu'il y a un besoin urgent de créer, dans le cadre des organismes des Nations Unies, une institution spécialisée pour le développement industriel. Le CAC a fait savoir qu'il suivra avec intérêt l'évolution de la question de la création d'une institution spécialisée pour le développement industriel (voir E/3886, par. 89). La Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement a examiné aussi la possibilité de la création d'une institution spécialisée pour l'industrie et elle a indiqué dans sa recommandation sur cette question quelles devraient être les fonctions d'une telle institution. Si le projet de résolution II présenté au Conseil est adopté, le Secrétaire général sera prié de rédiger une étude sur le mandat, la structure et les fonctions d'une telle institution, comprenant un projet de statuts et des renseignements sur les mesures requises pour que cette organisation puisse commencer ses opérations, compte tenu des vues exprimées par le Comité du développement industriel, par la Conférence sur le commerce et le développement et par le Conseil. Cette étude serait soumise à l'Assemblée générale à sa dix-neuvième session.

9. Ces trois résolutions correspondent entièrement aux vues et aux opinions des membres du Comité en ce qui concerne les programmes de travail dans le domaine de l'industrialisation et les rouages des Nations Unies dans

le domaine du développement industriel. Le Centre de développement industriel serait satisfait de l'adoption des projets de résolutions I et II qui lui fourniraient des directives de politique générale pour son action dans le cadre de l'ensemble des organismes des Nations Unies. La plupart des membres du Comité ont approuvé les trois résolutions, mais certains d'entre eux ont fait des réserves au sujet d'une des résolutions, tout en approuvant les deux autres. Le Secrétariat de l'ONU a déjà commencé à examiner en détail les besoins qu'impliquerait la mise en œuvre des projets de résolutions.

10. Il est essentiel de maintenir et de développer dans tout le système des Nations Unies une véritable coopération en ce qui concerne le développement industriel afin d'éviter des doubles emplois et de favoriser la mise sur pied de programmes plus efficaces. A cette fin, le Centre est invité à suivre de près les activités des divers organismes dans les domaines qui ont un rapport avec l'industrialisation, à entreprendre avec ces organismes des projets communs et à prendre des dispositions pour présenter les rapports nécessaires au Comité du développement industriel et au Conseil sur ces activités. A ce sujet, le CAC a fait observer dans son dernier rapport (voir E/3886, par. 87) que le Centre de développement industriel devrait consacrer des crédits suffisants au développement des contacts à l'échelon de l'exécution avec les organismes qui agissent dans les domaines ayant trait au développement industriel et que le CAC accueillerait avec satisfaction l'adoption de toute mesure qui permettrait au Centre de s'acquitter de ses responsabilités à cet égard. Le Commissaire au développement industriel a été prié (*ibid.*, par. 88) de consulter les institutions spécialisées afin de présenter, le cas échéant, des propositions concrètes en ce qui concerne le mécanisme actuel de réunions périodiques interinstitutions. Bien que ce mécanisme ait eu son utilité, le CAC a estimé que le moment était peut-être venu de lui donner maintenant un caractère plus officiel.

11. D'après les premiers contacts qu'il a pu établir au cours des dernières semaines avec certaines des institutions spécialisées, le Commissaire est persuadé qu'on peut accomplir de nouveaux progrès pour assurer la coopération dans les activités ayant trait à l'industrie. Le Directeur général de l'UNESCO a détaché un fonctionnaire de cette Organisation qui travaillera au Centre pendant six mois; une coopération étroite avec l'OIT est envisagée. Des entretiens utiles sont en cours avec l'administration du Fonds spécial en ce qui concerne de nouvelles formules de projets industriels particulièrement adaptés aux besoins des pays en voie de développement. Des idées nouvelles sont à l'examen en ce qui concerne le recours aux services de conseillers industriels principaux, en même temps que d'experts locaux moins expérimentés, dans le domaine de l'assistance technique. Le Centre sera prêt à détacher des fonctionnaires et des conseillers, sur demande, pour aider à mettre sur pied et à passer en revue des activités industrielles intéressantes des pays ou des régions, au titre des divers programmes d'aide. Il a maintenu une coopération étroite avec les commissions économiques régionales tant au sujet des activités courantes que des études relatives au colloque international et aux colloques régionaux. Des échanges

de fonctionnaires et de conseillers ont eu lieu entre le Centre et les commissions économiques régionales et ces échanges pourront se développer encore à l'avenir. Les secrétaires exécutifs des commissions économiques régionales ont donné à cette politique un appui qui a été apprécié.

12. Le nouveau mécanisme institutionnel proposé pour le commerce donnera évidemment naissance à certains problèmes de coordination avec le mécanisme institutionnel existant ou proposé pour l'industrie. Il pourrait être intéressant d'examiner si, dans certains cas, les dispositifs existants ou proposés pourraient être ajustés de manière à servir la cause commune et à assurer une action efficace.

13. Pendant l'année écoulée, le Centre a coopéré étroitement, par l'intermédiaire du Sous-Comité du CAC pour l'enseignement et la formation, à la préparation du rapport sur la formation de personnel technique national en vue de l'industrialisation accélérée des pays sous-développés. Dans ce rapport sont étudiés des problèmes relatifs à l'évaluation des besoins en personnel technique pour l'industrialisation, notamment en ce qui concerne les effectifs et le type de formation, ainsi que les dépenses et les moyens matériels nécessaires. Il est apparu que le manque de données était un grand obstacle qui empêchait d'évaluer pleinement les efforts accomplis par les pays en voie de développement pour former leur personnel technique et par les pays avancés pour fournir des moyens de formation. Bien que le rapport contienne des renseignements utiles et qu'il offre un exemple louable d'œuvre entreprise grâce à la collaboration de plusieurs organisations, il n'a pas épuisé la question. Il est manifeste qu'il sera nécessaire de faire, dans un cadre approprié, une étude des problèmes pratiques que posent les immenses besoins des pays en voie de développement en matière de formation du personnel.

14. Il est souhaitable que le Centre de développement industriel établisse des contacts plus étroits avec les organismes nationaux, régionaux et internationaux qui exercent une action dans le domaine de l'industrialisation, tant dans les pays en voie de développement que dans les pays industrialisés. Ces organismes, qu'ils soient privés, publics ou intergouvernementaux, ont rassemblé, dans le cadre de leurs activités normales, une vaste somme d'expérience et de connaissances sur les questions industrielles. Le Commissaire est certain que, dans de nombreux cas, ces organismes mettront volontiers leur expérience à la disposition de l'ONU. En outre, il a quelque raison de croire qu'il devrait être possible d'inviter ces organismes à contribuer aux études et aux activités de l'Organisation. Le Comité du développement industriel a recommandé que de tels contacts soient pris, mais on estime que c'est grâce au colloque international et aux colloques régionaux sur le développement industriel que l'action initiale qui est nécessaire à cette fin pourrait le mieux être entreprise. Par la suite, les contacts pourront être maintenus et développés au moyen du programme d'information technique, des groupes de conseillers correspondants, des groupes spéciaux chargés de problèmes particuliers et surtout au moyen des rapports par pays et de l'étude mondiale sur le développement industriel. En dévelop-

pant les contacts, on augmentera les possibilités de coordination et de coopération entre l'action du Centre de développement industriel et les activités nationales, bilatérales et multilatérales correspondantes.

15. Le Commissaire espère qu'il sera possible, grâce à la mise en œuvre des résolutions adoptées par le Comité du développement industriel et suivant les directives qui découleront des décisions et des débats du Conseil et de l'Assemblée générale, de mettre progressivement au point, pour le programme d'industrialisation, un ensemble d'activités et de méthodes d'action à la fois réalistes et novatrices. Les activités et les méthodes devront être réalistes si l'on veut qu'elles conduisent à l'utilisation la plus efficace des ressources disponibles en personnel et en fonds malgré la diversité des opinions et des difficultés qui tiennent à la nature complexe de l'industrie. En même temps, elles devront être novatrices afin que les activités courantes puissent être conduites avec une souplesse permettant de créer une base appropriée pour une plus grande expansion lorsque celle-ci sera jugée souhaitable.

16. M. PATIÑO (Colombie) rappelle que ce n'est qu'à une date récente que priorité a été donnée au développement industriel. Il y a cinq ans, ni le Comité du développement industriel ni le Centre de développement industriel n'existaient; le poste de Commissaire des Nations Unies au développement industriel n'est créé que depuis deux ans. Le retard relatif avec lequel les Nations Unies ont commencé à jouer un rôle en matière d'industrialisation est dû au fait que la communauté internationale n'a pris conscience que récemment de ses responsabilités dans le domaine du développement économique. Toutefois, les Nations Unies ont maintenant accepté résolument le rôle qu'elles ont à jouer et cela est apparu clairement dans des décisions récentes du Conseil et de l'Assemblée générale, ainsi que dans diverses mesures prises par le Secrétariat, le Fonds spécial et le PEAT.

17. Les documents qui ont été soumis au Conseil et l'excellent exposé introductif du Commissaire au développement industriel montrent clairement que l'intérêt porté par les Nations Unies à l'industrialisation ne sera pas un phénomène passager, mais qu'il est appelé à s'accroître constamment.

18. La délégation colombienne exprimera, au Comité économique, ses vues sur les différentes questions soulevées dans les documents dont le Conseil est saisi, mais elle désire parler dès maintenant des deux projets de résolutions présentés au Conseil par le Comité du développement industriel au sujet de l'organisation des activités des Nations Unies dans le domaine du développement industriel. Fidèle à l'attitude qu'elle a adoptée à ce Comité, la délégation colombienne votera les deux projets de résolutions.

19. Le projet de résolution I tend à renforcer considérablement le Centre de développement industriel. C'est là un objectif qui recueillera l'approbation de tous les pays en voie de développement. A ce sujet, M. Patiño rend hommage à la délégation des Etats-Unis qui a déposé le projet que le Comité du développement industriel a adopté à l'unanimité.

20. Malheureusement, le projet de résolution II, qui a trait à la nécessité de créer une institution spécialisée pour le développement industriel, n'a pas reçu au Comité le même appui unanime. Pour sa part, la délégation colombienne s'est prononcée invariablement pour la création de cette institution spécialisée et elle est heureuse de constater que la majorité des membres du Comité du développement industriel partage ses vues. Elle constate aussi avec satisfaction que la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement a adopté une recommandation sur le même sujet à la majorité de 81 voix contre 23, avec 8 abstentions.

21. M. Patiño ne répétera pas les arguments qui militent en faveur de la création de cette institution spécialisée, car le Conseil les connaît bien, mais il demande à ceux qui s'y opposent de formuler leurs objections. Jusqu'à présent, aucun argument véritable n'a été avancé; on a simplement affirmé que les activités des Nations Unies dans le domaine industriel doivent être conduites par l'intermédiaire du Secrétariat et que la création d'un nouvel organisme contribuerait à provoquer une « prolifération » indésirable d'institutions internationales.

22. C'est ignorer l'ampleur de la tâche qui incombe aux Nations Unies dans le domaine industriel. Le Centre de développement industriel constitue un pas dans la bonne direction, mais ses possibilités sont sujettes à des limitations qu'une institution spécialisée ne connaîtrait pas. Nul ne prétendra qu'un centre de développement agricole ou un centre de développement de la santé publique, dans le cadre du Secrétariat, pourrait remplacer la FAO ou l'OMS, par exemple.

23. La délégation colombienne préconise le renforcement du Centre de développement industriel, mais elle n'en est pas moins fortement en faveur de la création d'une nouvelle institution spécialisée, faute de laquelle les Nations Unies ne peuvent espérer exercer des activités comparables aux nombreuses activités qu'elles exercent déjà dans les domaines économique et social, et à celles qu'elles vont bientôt commencer à exercer dans le domaine du commerce international.

24. L'argument de la prétendue prolifération des institutions internationales n'est pas mieux fondé. On ne peut certainement pas considérer comme excessif le nombre de ces institutions tant que toutes les exigences de la coopération mondiale n'ont pas été satisfaites. La raison profonde de l'opposition à la création d'une institution spécialisée n'est pas le désir d'éviter la prolifération des institutions, mais le fait qu'on ne reconnaît pas pleinement les responsabilités qui incombent aux Nations Unies en cette matière.

25. En fait, la controverse va beaucoup plus loin qu'une simple divergence de vues au sujet du mécanisme institutionnel. Elle reflète une opposition entre ceux qui insistent pour que la coopération internationale accomplisse intégralement sa mission dans le monde contemporain, et ceux qui redoutent l'instauration d'une coopération complète en matière de développement économique. Une vue idéaliste de la solidarité mondiale entre en conflit avec des considérations budgétaires et il est surprenant de constater que des pays qui, en d'autres occasions, ont donné des exemples si admirables de grande générosité,

adoptent une attitude de parcimonie en ce qui concerne le développement économique.

26. Pour créer une nouvelle institution spécialisée, il faut incontestablement avoir l'accord des grandes puissances occidentales. Les pays en voie de développement ne sont ni capables ni désireux de forcer la main à ces puissances par leurs votes et ils doivent s'efforcer de les convaincre. Toutefois, puisque les représentants des pays riches de l'Occident — qui depuis tant d'années entendent ceux des pays en voie de développement s'exprimer à ce sujet — n'ont donné aucun signe de compréhension malgré la justesse de la cause, M. Patiño ne voit pas comment on pourrait arriver au résultat désiré par un effort de propagande. La délégation colombienne est profondément préoccupée de voir des pays auxquels leur puissance impartit des responsabilités spéciales en la matière continuer de s'opposer à une proposition d'une telle importance, que la délégation colombienne continuera d'appuyer sans réserve.

27. M. SEN (Fédération syndicale mondiale), prenant la parole sur l'invitation du Président, dit que la FSM répète depuis bien des années que l'industrialisation est la clé du développement économique et la condition primordiale de tout progrès économique et social. A part quelques exceptions, les pays développés ont dû leur développement à l'industrialisation. La conclusion est si évidente qu'il ne serait pas nécessaire de l'énoncer, n'était le fait que l'importance primordiale de l'industrialisation pour le développement a si souvent été délibérément ignorée ou niée. Malheureusement, les intérêts spéciaux qui s'opposent à l'industrialisation des pays en voie de développement exercent encore une influence considérable sur la politique des organismes internationaux. De l'avis de la FSM, la ligne de division, de contradiction et, peut-être, de conflit n'est pas entre le Nord et le Sud, mais entre les exploiters et les exploités, entre les puissants intérêts qui, dans certains pays capitalistes développés, veulent conserver leur position privilégiée dans les relations économiques internationales, et ceux qui veulent liquider ces privilèges et établir des relations fondées sur l'égalité et l'avantage mutuel. L'industrialisation des pays en voie de développement sera profitable aux peuples de tous les pays du fait qu'elle élèvera la production mondiale, répandra les bienfaits de la science et de la technique et mettra de grandes forces nouvelles au service de l'effort entrepris pour faire progresser la science et la technique au profit de l'ensemble de l'humanité. Les travailleurs des pays capitalistes développés, de même que les peuples des pays socialistes et des pays en voie de développement, ont tout intérêt à œuvrer à cette fin.

28. Les zones attardées du monde ont été pour la plupart les régions traditionnellement coloniales ou semi-coloniales qui ont été exploitées en tant que sources de matières premières et de denrées alimentaires à bon marché et en tant que sphères d'investissement. C'est là que se trouve la raison principale de leur retard. En obtenant leur indépendance, beaucoup de ces pays ont dû, en raison de leur faiblesse économique, faire face à de graves difficultés dans leurs efforts de développement national indépendant. Cette faiblesse, en effet, les a

laissés exposés à divers degrés de pression économique. Bien que quelques-uns de ces pays aient commencé à jeter les fondations d'industries clés, leur production industrielle demeure trop faible pour avoir des effets appréciables sur leur économie. La preuve en est que la part des articles manufacturés dans la production totale des pays en voie de développement ne s'élève encore qu'à 7 % à peine.

29. Ce manque d'industrialisation des pays en voie de développement a pour résultat qu'ils dépendent complètement des importations pour satisfaire la plupart de leurs besoins d'articles manufacturés, soit pour la consommation, soit pour l'équipement. En raison de cette dépendance, ils ont été exploités sur les marchés du monde dit libre, et les termes de l'échange évoluent constamment à leur désavantage. En outre, des manœuvres de marché provoquent de très graves fluctuations qui affectent particulièrement les pays tributaires de l'exportation d'un ou deux produits primaires. Les monopoles étrangers qui dominent une grande partie de leur commerce profitent de la faiblesse de leur situation économique pour faire baisser les prix des matières premières et pour vendre les articles manufacturés à des prix exagérés.

30. Le meilleur moyen de diversifier les économies des pays en voie de développement et d'éliminer l'actuelle division du travail qui est inéquitable est d'édifier une base industrielle adéquate. Loin de M. Sen, toutefois, l'idée de vouloir minimiser l'importance de la transformation de l'agriculture en un secteur moderne de l'économie, apte à servir les besoins de la société; il faut se souvenir que les deux tiers ou presque de la population des pays en voie de développement vivent encore de l'agriculture. Mais le développement industriel lui-même renforce la pression qui s'exerce en vue d'une réforme agraire radicale, tandis que l'industrie a, entre autres principales fonctions, celle de fournir l'équipement nécessaire, les produits chimiques, etc., que nécessite une agriculture moderne. D'autre part, une profonde réforme agraire peut faciliter l'industrialisation et aider à accumuler les ressources nécessaires en vue de l'investissement. Si les conditions de vie de la paysannerie sont améliorées, le marché interne peut être développé et l'industrie assurée de disposer des matières premières dont elle a besoin. En créant de nouveaux emplois, l'industrialisation retire de la main-d'œuvre à l'agriculture, réduisant ainsi le sous-emploi et provoquant une utilisation plus efficace de la main-d'œuvre.

31. Toujours aux prises avec les problèmes de leur retard, les pays en voie de développement trouvent difficile d'atteindre un taux rapide de croissance industrielle. On fait actuellement un grand effort pour les persuader que, pour pouvoir sortir de leurs difficultés, il faut qu'ils offrent des conditions particulièrement favorables aux capitaux étrangers. La FSM a toujours insisté sur le caractère fallacieux de cette politique et sur le danger qu'elle présente pour les pays en voie de développement. L'industrialisation ne pourra faire de réels progrès que lorsque la pénétration et l'influence du capital étranger privé dans l'économie des pays en voie de développement auront pris fin complètement et lorsque les principales entreprises et sociétés étrangères installées dans

ces pays auront été nationalisées. Dans les pays en voie de développement, le capital privé national ne peut jouer qu'un rôle limité dans le processus d'industrialisation, car l'investissement dans l'industrie, en particulier dans l'industrie lourde, présente trop d'incertitudes pour offrir de l'attrait à un capital qui recherche des profits sûrs et faciles. Les investisseurs privés trouvent toujours plus avantageux de se tourner vers le commerce, les achats immobiliers et la spéculation, la construction de grand luxe ou peut-être l'industrie légère. C'est le secteur d'Etat de l'économie qui peut jouer réellement un rôle efficace dans le développement accéléré de l'industrialisation. Les profits du secteur public peuvent fournir les fonds nécessaires à l'investissement; celui-ci peut être dirigé vers des secteurs clés de l'économie, où il peut exercer le plus d'influence en permettant de surmonter des obstacles, de réduire des goulots d'étranglement et de stimuler l'expansion. C'est ainsi que l'élan vers le développement peut être maintenu.

32. Les pays qui veulent s'industrialiser doivent essentiellement faire fond sur les ressources qu'ils possèdent, mais ils n'en ont pas moins besoin d'une certaine assistance extérieure. Il est du devoir des puissances coloniales, qui les ont exploités pendant tant d'années, de les aider dans les efforts qu'ils font pour développer leur économie. Cette aide doit toutefois aller au secteur choisi par le pays bénéficiaire et, notamment, contribuer à la création d'industries, y compris les industries lourdes. Une évolution des termes de l'échange des pays en voie de développement avec les pays développés capitalistes, fondée sur les principes de l'égalité et de l'avantage mutuel, ainsi que la nationalisation des capitaux détenus par les monopoles étrangers compenseraient dans une large mesure la pénurie de ressources financières dont souffrent ces pays.

33. Le commerce et l'aide des pays socialistes apportent de plus en plus aux pays en voie de développement les moyens d'obtenir, à des conditions avantageuses, l'équipement dont ils ont besoin pour s'industrialiser. En outre, à partir du moment où les pays en voie de développement peuvent choisir leurs partenaires dans le processus de développement économique, il leur devient possible de s'affranchir de la sujétion des monopoles capitalistes à laquelle ils étaient soumis jusqu'alors.

34. Une industrialisation rapide suppose également une évolution parallèle dans le secteur social, notamment par l'amélioration des conditions de travail et de vie des ouvriers et des paysans. Ce n'est pas seulement une question de justice, c'est la condition nécessaire au progrès continu de l'industrialisation. La politique qui consiste à accroître les recettes de l'Etat en faisant porter le fardeau de l'impôt aux travailleurs et non aux secteurs de la population les plus fortunés n'aboutit qu'à faire baisser les salaires et les revenus réels et à réduire la consommation totale. L'aggravation de la fiscalité frappant les revenus modestes, les restrictions en matière de salaires, les hausses de prix, etc., rétrécissent le marché intérieur et affaiblissent précisément les secteurs de la population dont l'effort apporte une contribution positive et essentielle au développement. L'industrialisation et, d'une façon plus générale, le développement économique perdraient leur véritable sens si ceux qui travaillent à les

réaliser ne profitaient pas de façon régulière des avantages qu'ils apportent.

35. La création d'une institution spécialisée pour le développement industriel devrait permettre aux Nations Unies d'accorder à cette question une attention de tous les instants et de prendre des mesures pratiques pour aider les pays en voie de développement à s'industrialiser comme ils le désirent et selon leurs besoins. Il importe que les organisations syndicales internationales participent aux activités d'une telle institution spécialisée, car c'est là un domaine qui intéresse directement les travailleurs et leurs conditions de vie et de travail.

36. L'organisation d'un colloque international et de colloques régionaux sur le développement industriel contribuera aussi à mettre en lumière les obstacles qui gênent une industrialisation rapide et les moyens qui permettent de les vaincre. Ces colloques devront s'attacher non pas tant aux problèmes techniques de l'industrialisation qu'aux problèmes politiques et économiques fondamentaux. Les aspects sociaux de l'industrialisation méritent aussi qu'on leur consacre une attention particulière à ces colloques et dans les études ou autres travaux exécutés sous les auspices du Conseil. Le cycle d'étude interrégional qui aura lieu à Minsk en août 1964 marquera peut-être un progrès dans ce sens.

37. La FSM se félicite qu'il soit prévu de présenter à la cinquième session du Comité du développement industriel une étude sur la planification sociale en fonction du développement industriel. Elle estime qu'il faudrait ensuite donner la priorité à une étude approfondie de questions telles que l'incidence de la réforme agraire démocratique sur l'industrialisation, l'incidence des changements de structure sociale et de la nationalisation sur l'accumulation de ressources en faveur du développement industriel, le rôle que peut jouer le secteur public pour accélérer l'industrialisation et le rôle des syndicats et des organisations analogues dans l'élaboration et l'exécution de programmes de développement industriel et social.

38. Etant donné l'importance de ces questions et leur rapport direct avec la situation des travailleurs, la FSM suggère que des représentants des organisations syndicales internationales soient invités à participer au colloque international et aux colloques régionaux sur l'industrialisation et à toutes activités analogues prévues par le Conseil.

39. Pour ce qui est du problème de la formation de personnel technique en vue d'une industrialisation accélérée, la question des compétences techniques et de la formation professionnelle et spécialisée de main-d'œuvre et de techniciens pour l'industrie est d'importance capitale lorsqu'il s'agit de créer la main-d'œuvre nécessaire aux industries nouvelles des pays en voie de développement. Former des travailleurs possédant des spécialités et des connaissances nouvelles pose à ces pays un problème aussi urgent qu'épineux. L'assistance internationale en matière de formation professionnelle peut être très utile à condition qu'elle ne se borne pas à des rapports et à des recommandations ou à l'organisation de cours théoriques, mais qu'elle enseigne aussi directement les

nouvelles méthodes de production et contribue à former des ingénieurs et des techniciens capables de faire fonctionner les nouvelles usines construites dans ces pays puis de les développer et même d'en concevoir et d'en bâtir eux-mêmes. Les activités visant à protéger les techniques de fabrication et les monopoles de connaissances au profit du secteur privé ou à conserver les secrets de production sont incompatibles avec la véritable conception de l'assistance.

40. La formation technique est un problème qui intéresse directement les syndicats et leurs membres. La consultation et la participation des syndicats, tant au niveau national qu'au niveau international, est indispensable à la mise en œuvre judicieuse de tous les programmes de formation technique des travailleurs. Ce genre de consultation et de participation doit être prévu, notamment, dans tous les programmes de formation technique et professionnelle adoptés sur l'avis de l'ONU et de ses organes subsidiaires.

41. La FSM estime que la formation des travailleuses est d'importance particulière. Actuellement, les femmes se heurtent à une grave discrimination de formation, d'emploi, de salaires et d'avancement. Elles doivent le plus souvent se résigner à des postes modestes non spécialisés ou accepter les moins bien rémunérés des emplois semi-qualifiés; l'accès à certaines spécialités leur est complètement fermé. La situation des travailleuses est particulièrement difficile dans de nombreux pays en voie de développement, pour des raisons historiques et culturelles. Le Conseil doit donc prendre et recommander des mesures spéciales pour mettre un terme à cette discrimination, partout où elle existe. Il doit veiller à ce que l'aide et la formation techniques, fournies au titre des programmes de l'ONU et de ses organes subsidiaires, soient exemptes de toute discrimination de ce genre. L'expérience acquise dans les pays socialistes pour éliminer la discrimination vis-à-vis des travailleuses pourrait être fort utile à cet égard. La deuxième Conférence mondiale sur les problèmes des travailleuses, convoquée à Bucarest en mai 1964 par la FSM, s'est beaucoup occupée de cette question. Elle a adopté une Charte des exigences économiques et sociales des travailleuses, qui fait une place importante à l'élimination de la discrimination dans la formation technique.

42. M. P. BARTON (Confédération internationale des syndicats libres), prenant la parole sur l'invitation du Président, déclare que la CISL a accumulé une expérience pratique considérable dans le domaine sur lequel porte le point 12 de l'ordre du jour, en encourageant des programmes de formation professionnelle dans les pays en voie de développement et en s'assurant à cet effet le concours des syndicats des pays industrialisés.

43. Bien qu'il soit généralement admis aujourd'hui que la formation professionnelle doit avoir un rang de priorité élevé parmi les différents instruments du développement, il existe encore un conflit fondamental d'opinions entre ceux pour qui la formation professionnelle signifie la formation du personnel supérieur et ceux pour qui elle signifie la formation à tous les niveaux de l'activité économique. La CISL est, pour des raisons empiriques très fortes, en faveur de la formation à tous les niveaux. Au Japon, on a

décidé dès 1886 d'introduire l'enseignement universel en donnant la première place à l'enseignement primaire; en Inde, au contraire, jusqu'à une date récente on n'a accordé que peu d'attention à l'enseignement primaire, ce qui fait qu'on y a trop d'universités et pas assez d'écoles primaires. L'Inde a dû maintenant reconnaître l'importance primordiale de l'enseignement primaire et c'est là une leçon pratique pour les autres pays en voie de développement. Le succès de la méthode appliquée au Japon devrait empêcher les Nations Unies d'admettre des conclusions erronées comme celles auxquelles est parvenue la Conférence d'Etats africains sur le développement de l'éducation en Afrique tenue à Addis-Abéba en mai 1961, où certaines autorités ont insisté sur la nécessité de détourner des ressources de l'enseignement primaire au profit de l'enseignement secondaire.

44. Si la CISL insiste sur la formation professionnelle à tous les niveaux, c'est pour plusieurs raisons empiriques de caractère à la fois économique et social. Premièrement, un des buts de la formation professionnelle est de susciter une attitude positive à l'égard du travail, ce qui est impossible si cette formation n'est pas reçue au niveau le plus bas. Deuxièmement, l'économie a besoin de travailleurs de toutes catégories et pas uniquement de cadres supérieurs, et le capital ne peut être utilisé avec le maximum de profit que s'il existe un équilibre convenable entre les travailleurs intellectuels et les travailleurs manuels. Troisièmement, dans les pays pauvres, où la population est rarement en contact avec la technique moderne sous aucun de ses aspects, les travailleurs manuels doivent recevoir une formation technique plus approfondie que dans les pays industrialisés où la population acquiert automatiquement un niveau élevé de culture technique générale. Cette nécessité se fait sentir avec le plus d'acuité aux niveaux des emplois inférieurs où les connaissances techniques générales des travailleurs sont plus importantes qu'une spécialité. Quatrièmement, l'utilisation des machines modernes par des ouvriers possédant une formation insuffisante entraîne inévitablement un taux élevé d'accidents, une usure et une détérioration accélérées du matériel, etc. Cinquièmement, s'il n'y a pas de programmes complets de formation des travailleurs, les populations rurales qui affluent dans les centres industriels abandonneront inévitablement leurs activités artisanales traditionnelles qui pourraient leur servir de point de départ pour acquérir les connaissances générales nécessaires dans l'industrie. Sixièmement, une formation professionnelle portant principalement sur les cadres supérieurs entraîne inévitablement un élargissement du fossé qui sépare l'élite du gros de la population et qui constitue déjà l'un des obstacles les plus sérieux qui s'opposent à un développement équilibré. Enfin, une telle formation provoque tôt ou tard, comme conséquence logique, la mise en œuvre de différents systèmes qui combinent la formation professionnelle des travailleurs manuels avec le travail forcé. Le rapport de 1962 de la Commission d'experts de l'OIT pour l'application des conventions et recommandations contient à cet égard des constatations très instructives.

45. Une proportion beaucoup plus élevée de travailleurs spécialisés est donc nécessaire dans les pays en voie de

développement, car ils ont à accomplir de nombreuses tâches qui, dans les pays industrialisés, seraient confiées à des travailleurs semi-spécialisés ou même non spécialisés. Mais il n'y a aucune raison pour que la répartition des fonctions au sein des catégories supérieures de travailleurs industriels de ces pays soit la même que dans les industries des pays avancés. Au contraire, une répartition un peu différente de la main-d'œuvre devient possible: de nombreuses tâches qui, dans un pays industrialisé, seraient confiées exclusivement à des techniciens de niveau supérieur peuvent être accomplies par des ouvriers spécialisés, comme c'était le cas autrefois dans les pays industrialisés eux-mêmes. C'est là un point important parce que la formation professionnelle est évidemment moins coûteuse pour les travailleurs spécialisés que pour les techniciens de niveau supérieur.

46. Le représentant de la CISL n'approuve pas l'idée qui ressort du rapport du Secrétaire général sur la formation de personnel technique national, à savoir que les pays en voie de développement ont atteint le stade où leur main-d'œuvre spécialisée et leurs besoins en matière de formation professionnelle peuvent faire l'objet de prévisions d'une manière très analogue à celle qui est possible dans les pays industrialisés. La CISL est convaincue qu'une telle méthode globale n'aurait qu'une valeur indicative et ne pourrait servir de base à un programme d'action. Il faut concevoir surtout la formation comme un programme de masse à réaliser sur place dans chaque unité économique. A cet effet, des centres de formation professionnelle devront être créés, peut-être sur une base tripartite. La création de ces centres devra aller de pair avec l'établissement d'un réseau dense de bourses du travail, également sur une base tripartite. Ce n'est que par une coopération étroite avec ces bourses du travail que les centres de formation professionnelle assureront la formation des travailleurs dans les spécialités pour lesquelles il existe une demande effective dans l'industrie. Les projections et la planification à l'échelon national ne pourront être efficaces que si elles sont complétées et corrigées par une attitude plus pragmatique, comme celle qu'on peut attendre d'institutions fonctionnant en contact direct avec la production. La coopération entre les bourses du travail et les centres de formation professionnelle peut également aider à résoudre les problèmes de l'orientation professionnelle.

47. La CISL note avec satisfaction que l'idée de la création de nouvelles possibilités d'emploi se répand maintenant rapidement. Le représentant de la CISL pense particulièrement à l'organisation à grande échelle d'investissements de faible volume, financés principalement par l'attribution d'excédents de produits alimentaires en provenance des pays industrialisés, entreprise récemment dans le cadre de la Campagne mondiale contre la faim. La CISL possède une certaine expérience dans ce domaine, notamment en ce qui concerne l'utilisation de la main-d'œuvre bénévole pour la construction de locaux destinés à la formation professionnelle et qui sont ensuite utilisés par les constructeurs eux-mêmes pour acquérir des spécialités industrielles. L'expérience montre que de telles opérations peuvent être réalisées à très peu de frais à condition d'être décentralisées.

48. Le représentant de la CISL avait espéré que le rapport du Secrétaire général fournirait certains renseignements sur l'ampleur et la portée du problème et en particulier qu'il aurait tiré des conclusions de certaines études comme celle qui a été entreprise à l'Université du Caire sur le rapport entre les fonds nécessaires pour une formation professionnelle satisfaisante et l'ensemble des investissements. Il y a d'autres omissions regrettables: par exemple, il avait été primitivement décidé que «le personnel technique de niveau intermédiaire et supérieur» comprendrait non seulement les contremaîtres, les ingénieurs et la direction, mais aussi les ouvriers spécialisés. Pourtant, les chapitres 1 et 4 (voir E/3901/Add.1) ne contiennent absolument aucun renseignement sur les ouvriers spécialisés et sont exclusivement consacrés aux ingénieurs et aux chercheurs. Le représentant de la CISL espère que le Secrétariat comblera cette lacune à l'avenir.

49. Les difficultés rencontrées pour fournir une indication globale des besoins en matière de formation professionnelle et des dépenses éventuelles motivent la recommandation qui figure au paragraphe 73 (*ibid.*) et d'après laquelle les pays en voie de développement devraient s'efforcer d'inculquer à leurs économistes et à leurs statisticiens une bonne connaissance des questions de main-d'œuvre et d'enseignement et de créer au sein de leurs organismes de planification des services spécialisés dans l'analyse et la prévision de la main-d'œuvre. Les pays en voie de développement devront faire face à des tâches de ce genre dans une dizaine d'années, mais il faudrait laisser pour le moment aux organismes internationaux le soin de dégager des vues d'ensemble et il faudrait consacrer au personnel dont on a effectivement besoin dans l'industrie les ressources dont on dispose pour la formation professionnelle. Il n'y a certainement aucun danger de former trop de travailleurs parce qu'on n'aurait pas établi de prévisions des besoins, car on peut difficilement surestimer l'ampleur de ces besoins.

50. Sir Keith UNWIN (Royaume-Uni) signale que, depuis les débats qui ont eu lieu sur le développement industriel à la trente-sixième session du Conseil, ce sujet a été examiné en détail dans divers autres organes des Nations Unies; en conséquence, on a pris encore davantage conscience des besoins et des problèmes qui se posent. Un colloque consacré aux problèmes de l'industrialisation des pays peu développés se tiendra prochainement à l'Université de Cambridge et Sir Keith Unwin espère que le Commissaire au développement industriel pourra y assister.

51. Il semble y avoir maintenant un accord général sur plusieurs points. Premièrement, on reconnaît en général le rôle essentiel que l'industrialisation doit jouer lors des étapes intermédiaires qui permettent d'accéder à la croissance économique autonome. Deuxièmement, il est reconnu que l'industrialisation et la diversification de l'économie sont indispensables à un développement général équilibré. Troisièmement, on renonce généralement à discuter de ce qu'on peut appeler l'aspect idéologique du sujet et des méthodes appropriées pour réaliser le développement industriel, car on reconnaît que chaque pays doit choisir lui-même la voie qui le mènera au développement industriel.

52. La question d'ordre pratique qui se pose est de savoir comment les Nations Unies peuvent fournir une assistance plus efficace aux pays en voie de développement pour les aider à s'attaquer aux problèmes difficiles du développement industriel. La création d'une nouvelle institution spécialisée est considérée par beaucoup comme la seule méthode qui permettrait de faire des progrès, et toute réticence manifestée à ce sujet est interprétée comme une opposition à l'industrialisation elle-même. Le Royaume-Uni s'est déclaré opposé à la création d'une nouvelle institution parce qu'il est convaincu que ce moyen n'est ni le plus rapide ni le plus efficace d'assurer que les Nations Unies fournissent une assistance accrue dans le domaine industriel. Il existe d'autres moyens d'atteindre ce but, et le Gouvernement du Royaume-Uni est disposé à fournir sa juste part des ressources supplémentaires qui pourraient être nécessaires à cet effet.

53. Les principales institutions des Nations Unies qui accordent une assistance dans le domaine du développement industriel sont et doivent rester le groupe des institutions rattachées à la BIRD. Toutes, la BIRD elle-même, l'AID et la SFI, apportent une contribution importante au développement industriel. Le Royaume-Uni, qui se place au deuxième rang par l'importance de sa contribution aux institutions du groupe de la BIRD, déploie de grands efforts pour aider au développement industriel; le Gouvernement du Royaume-Uni est décidé à continuer à soutenir ces utiles institutions. D'autres organismes du système des Nations Unies participent de manière importante à l'assistance technique nécessaire aux opérations de préinvestissement que sont les enquêtes, l'établissement de projets, etc. Le Fonds spécial, notamment, agit directement dans le domaine de l'industrie manufacturière. Si les programmes d'assistance technique ne sont pas plus efficaces pour le moment dans le domaine industriel, c'est davantage en raison de l'absence de projets adéquats que de l'absence de moyens ou de mécanismes. La préparation de projets dans ce domaine est une entreprise complexe; de nombreux pays qui ont besoin de projets industriels sont justement ceux qui sont le moins bien équipés pour les élaborer. Il faut donc une assistance de caractère plus pratique aux premiers stades de la préparation des projets.

54. C'est dans ce secteur d'activité que le Centre de développement industriel peut apporter une contribution utile. Sir Keith Unwin félicite ceux qui ont mis le Centre sur pied et il émet l'avis qu'il faut encourager l'actuel Commissaire au développement industriel à élargir ses activités et lui fournir au besoin du personnel et des ressources supplémentaires. Au Comité du développement industriel et plus tard à la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, les Etats-Unis d'Amérique, le Royaume-Uni et d'autres pays ont présenté des propositions indiquant la façon dont le Centre devrait se développer; la délégation du Royaume-Uni considère toujours ces propositions comme une base appropriée pour une expansion rapide et efficace des activités des Nations Unies dans le domaine industriel. Le représentant du Royaume-Uni souhaite particulièrement voir renforcer les activités du Centre qui visent à stimuler l'industrie, notamment en aidant les pays à

préparer des projets pour le Fonds spécial et d'autres organismes. Il ne sera pas nécessaire pour cela de prélever sur les ressources affectées à d'autres activités importantes.

55. Le chef de la délégation du Royaume-Uni a déjà parlé de la nécessité d'une coordination entre le Comité du développement industriel et la Commission des articles manufacturés qui a été proposée comme organe subsidiaire du futur Conseil du commerce et du développement (voir E/CONF.46/139, annexe A.V.1). Il ne devrait y avoir aucune difficulté à définir les rôles respectifs de ces deux organes: le premier devrait se consacrer au développement de l'industrie, y compris l'industrie manufacturière, alors que le second devrait avoir pour tâche de résoudre les problèmes qui se posent dans le commerce international des articles manufacturés. Il se peut qu'il y ait quelque chevauchement dans certains domaines entre les attributions des deux organes, mais si tous deux font preuve d'une modération suffisante, il sera possible d'éviter tout conflit véritable. Il faudra avant tout une coordination des activités des organes eux-mêmes ainsi que des sections du Secrétariat qui seront à leur service. Si on parvient à maintenir les mêmes rapports pratiques entre les différentes parties du Secrétariat et le nouveau secteur que ceux qui ont été maintenus entre les sections existantes, on ne se heurtera à aucune difficulté sérieuse. En ce qui concerne l'idée du Secrétaire général selon laquelle certains organes secondaires pourraient être conçus de manière à dépendre de deux organisations directrices, la délégation du Royaume-Uni n'est pas encore persuadée que ce soit une solution satisfaisante dans le cas présent; il y a deux objectifs distincts à atteindre et il sera très probablement nécessaire de maintenir deux organes séparés, desservis par des sections différentes du Secrétariat qui travailleraient en collaboration étroite.

56. Pour ce qui est de la proposition tendant à organiser un colloque international sur le développement industriel et à préparer auparavant une série de colloques régionaux et sous-régionaux (voir E/3921, par. 1), le Gouvernement du Royaume-Uni approuve ce projet et espère que les colloques réuniront ceux qui possèdent une expérience dans le domaine industriel et ceux qui cherchent à l'acquérir en groupes relativement restreints qui se consacreront à des sujets clairement définis. Des réunions de ce genre permettront de dégager des directives pratiques et précises quant aux méthodes et au type d'assistance que les Nations Unies doivent fournir aux pays en voie de développement dans le domaine industriel. Toutefois, comme le Commissaire au développement industriel l'a souligné dans son exposé introductif, ce système exige la participation active et positive des pays en voie de développement eux-mêmes.

57. Il sera particulièrement utile que chaque pays en voie de développement participant au colloque fasse une étude préparatoire de ses propres réalisations industrielles, de ses besoins et de ses possibilités, en y ajoutant peut-être quelques précisions sur les principaux obstacles internes qui entravent les progrès de son industrialisation et sur la mesure dans laquelle ces obstacles pourraient

être surmontés avec le concours d'une institution internationale ou l'aide des pays développés.

58. Peut-être pourra-t-on se rendre compte ainsi de la mesure dans laquelle l'industrialisation dépend de changements politiques, sociaux et culturels. Les études nationales pourraient également porter sur des données économiques de base concernant la population, les communications, l'agriculture, le revenu national par habitant et son taux d'accroissement. Sir Keith Unwin espère que les colloques permettront de définir avec plus de précision les problèmes pratiques auxquels les pays en voie de développement se heurtent dans leur industrialisation et qu'ils aideront dans une large mesure à trouver des solutions. Il conviendrait notamment de discuter en détail les possibilités de la coopération sous-régionale dans la création d'une grande industrie. Dans beaucoup de pays en voie de développement, l'étroitesse du marché entrave le développement d'une industrie efficace et autonome et c'est en quoi la coopération sous-régionale pourrait jouer un rôle essentiel. Il s'agit là d'une question qui a retenu toute l'attention des commissions économiques régionales; les missions d'enquêtes industrielles qui ont été organisées récemment en Afrique orientale et en Afrique occidentale sont un excellent exemple de la contribution pratique qui peut être apportée pour aider à trouver des solutions régionales.

59. La délégation du Royaume-Uni estime d'autre part que le colloque pourra examiner utilement les possibilités de promouvoir le développement technique des industries nationales et l'utilisation qu'on peut faire d'organismes de recherche situés dans d'autres pays. Les problèmes que pose l'utilisation des données techniques fournies par les entreprises qui installent des usines dans les pays en voie de développement pourront également être passés en revue. Une solution pratique en ce sens récompenserait largement les efforts importants qui seront nécessaires pour l'organisation des colloques.

60. Le Royaume-Uni est disposé à prêter son concours sur une base bilatérale et multilatérale, aussi bien sous forme de conseils d'experts que sous forme de contribution à un budget élargi, afin d'assurer qu'une aide pratique efficace et productive sera fournie là où elle est le plus nécessaire.

61. M. VANDRIES (Organisation internationale du Travail) dit que la discussion extrêmement intéressante qui a eu lieu montre que les efforts qui ont été déployés en commun pour organiser le Centre de développement industriel ont été couronnés de succès. L'OIT, comme les autres organismes qui ont collaboré en la matière, estime avoir participé à une œuvre des plus utiles.

62. Le représentant de l'OIT tient à assurer le Conseil que cette collaboration se poursuivra et il exprime l'espoir que, grâce à des efforts communs soutenus, les objectifs qui seront définis par le Conseil pourront être atteints.

63. Le Commissaire au développement industriel ayant fait connaître son intention de diffuser largement le rapport du Secrétaire général sur la formation de personnel technique national en vue de l'industrialisation

accélérée des pays sous-développés, M. Vandries indique que l'OIT désire que certaines corrections et modifications de détail soient apportées au rapport avant qu'il soit reproduit sous forme définitive pour être distribué aux gouvernements. Il remettra au Président la liste des modifications et corrections en question.

64. M. SHOEB (Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture) dit que le rapport du Secrétaire général montre clairement toute l'importance et toute l'ampleur du problème de la formation de personnel technique national. La résolution 1824 (XVII) de l'Assemblée générale a donné des directives précises pour l'établissement de ce rapport en demandant une évaluation des besoins et des possibilités de formation, des renseignements sur les méthodes de formation et sur les progrès réalisés dans les pays industrialisés en vue de la formation de personnel pour les pays en voie de développement et, ce qui est le plus important, des propositions et des recommandations.

65. Les rapports de base des deux groupes de travail intersecrétariats sur l'enseignement technique et la formation professionnelle, d'une part, et sur l'évaluation des besoins de main-d'œuvre et la planification de l'enseignement, d'autre part, ont nécessité un travail considérable sur les questions assez diverses que posait la résolution de l'Assemblée générale.

66. Ainsi qu'il est indiqué dans le rapport du Secrétaire général, il faut accorder une grande attention aux problèmes fondamentaux de l'adaptation des établissements d'enseignement et de formation pour répondre aux besoins particuliers des pays en voie de développement; l'UNESCO a consacré des efforts considérables, tant dans le cadre de son secrétariat que dans les groupes de travail intersecrétariats, pour faire la lumière sur une question qui est la clef de la croissance économique autonome.

67. Les renseignements et les données recueillis par le secrétariat de l'UNESCO se sont déjà révélés d'une très grande valeur et seront encore plus précieux lorsque les propositions et les recommandations du Secrétaire général auront été mises en œuvre. La résolution 1824 (XVII) de l'Assemblée générale parle du personnel technique de niveau intermédiaire et supérieur, mais ne mentionne pas expressément les chercheurs. L'expérience de l'UNESCO en matière de planification de l'enseignement technique a montré que l'enseignement supérieur, c'est-à-dire la formation de techniciens et d'ingénieurs, est étroitement lié aux travaux post-universitaires aussi bien en ce qui concerne la recherche pure que la recherche appliquée. Les chercheurs qualifiés sont aussi importants pour la croissance autonome que les techniciens et les travailleurs qualifiés l'ont été aux premiers stades du développement. Le besoin de personnel hautement qualifié s'accroît au fur et à mesure qu'un pays avance sur la voie du développement.

68. La résolution 1824 (XVII) de l'Assemblée générale a signalé qu'il est indispensable d'avoir des moyens convenables d'enseignement scientifique et un grand nombre de techniciens; l'UNESCO a mis au point et exécute une trentaine de projets du Fonds spécial en

Afrique, en Asie et en Amérique latine, dont le but est précisément de former du personnel et de diffuser des renseignements scientifiques et techniques.

69. Le rapport du Secrétaire général est si riche de renseignements de toutes sortes que les gouvernements

auront intérêt à lui accorder une grande attention et à examiner à la lumière de leur propre expérience les propositions et les recommandations qu'il contient.

La séance est levée à 17 h 30.

SOMMAIRE

Page

Points 11 et 12 de l'ordre du jour :

Activités dans le domaine du développement industriel

Formation de personnel technique national en vue de l'industrialisation accélérée des pays en voie de développement

Débat général (*suite*) 199*Président*: Sir Ronald WALKER (Australie).*Présents*:

Les représentants des Etats suivants, membres du Conseil: Algérie, Argentine, Australie, Autriche, Chili, Colombie, Equateur, Etats-Unis d'Amérique, France, Inde, Irak, Japon, Luxembourg, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sénégal, Tchécoslovaquie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Yougoslavie.

Les représentants des Etats suivants, membres supplémentaires des comités de session: Cameroun, Ghana, Indonésie, Iran, Italie, Madagascar, Mexique, République arabe unie, République-Unie du Tanganyika et de Zanzibar.

Les observateurs des Etats Membres suivants: Bulgarie, Espagne, Grèce, Irlande, Israël, Pakistan, Philippines, Pologne, République centrafricaine, Roumanie, Suède, Venezuela.

Les observateurs des Etats non membres suivants: République fédérale d'Allemagne, Saint-Siège.

Les représentants des institutions spécialisées suivantes: Organisation internationale du Travail, Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, Banque internationale pour la reconstruction et le développement, Organisation mondiale de la santé.

POINTS 11 ET 12 DE L'ORDRE DU JOUR

Activités dans le domaine du développement industriel
(E/3869, E/3921 et Add.1)

Formation de personnel technique national en vue de l'industrialisation accélérée des pays en voie de développement (E/3901 et Add.1 et 2)

DÉBAT GÉNÉRAL (*suite*)

1. M. LUCIĆ-LAVČEVIĆ (Yougoslavie) estime que le Comité du développement industriel, dans son rapport sur sa quatrième session et dans ses propositions et conclusions (E/3869), ainsi que le Commissaire

au développement industriel dans son importante déclaration de la 1340^e séance, ont apporté des réponses utiles à quelques-unes des questions touchant le développement industriel des pays en voie de développement, condition indispensable du progrès économique et social. D'autre part, le Comité a posé une série de problèmes dont la solution relève du Conseil économique et social et de l'Assemblée générale, avec le concours de tous les Etats Membres.

2. La Yougoslavie, qui fait partie du Comité du développement industriel, a voté pour la résolution 1 (IV) du Comité relative à l'organisation de colloques sur l'industrialisation (*ibid.*, par. 118). Les colloques régionaux et le colloque international en question seront, pour les pays en voie de développement, la première occasion d'exposer la manière dont ils conçoivent le développement de leurs industries, de formuler leurs programmes et de comprendre les problèmes de mise en œuvre. La présence des pays industriels permettra une manifestation générale de solidarité en ce qui concerne l'aide à l'industrialisation et la coordination des programmes d'assistance. La délégation yougoslave considère les colloques comme la suite logique des travaux de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement: elle croit en effet qu'une réforme profonde de la structure du commerce mondial est impossible sans le développement industriel des pays en voie de développement. La Yougoslavie prendra donc part au colloque international sur l'industrialisation et entend participer activement à sa préparation. Elle souhaite également contribuer aux travaux des colloques régionaux et sous-régionaux et elle appuie sans réserve les recommandations contenues dans la résolution 1 (IV) du Comité.

3. L'Organisation des Nations Unies a déjà beaucoup fait pour le transfert des connaissances techniques, mais les pays en voie de développement manquent de personnel compétent pour tirer parti de ces connaissances; il faut donc trouver le moyen de les aider à élaborer leurs programmes d'industrialisation tout en formant le personnel nécessaire. A cet égard, la proposition tendant à ce que l'ONU établisse, dans les pays en voie de développement, des bureaux pour la planification et l'exécution de projets industriels est d'une extrême importance. Des propositions du Commissaire, la délégation yougoslave retient notamment celle qui vise à constituer un groupe d'environ 200 experts faisant autorité dans chacun des principaux secteurs de l'industrie et originaires d'un aussi grand nombre de pays que possible, que l'on consulterait par correspondance et qui se rendraient périodiquement dans les pays en voie de développement pour inspecter l'exécution des projets industriels. Il convient aussi de retenir l'idée de groupes de travail techniques spéciaux qui se réuniraient pendant de courtes

périodes lorsqu'il faudrait entreprendre une enquête importante dans un secteur particulier ou déterminer l'applicabilité de certaines découvertes techniques.

4. Sachant qu'il est difficile à de nombreux pays en voie de développement de former eux-mêmes du personnel qualifié, la Yougoslavie leur a déjà fourni une aide pour la formation de cadres par l'intermédiaire de l'ONU ou en application d'accords bilatéraux. Elle est prête à coopérer avec le Centre de développement industriel à la formation de personnel qualifié dans les pays en voie de développement, ainsi qu'à recevoir des étudiants ou des groupes d'étudiants qui voudraient se perfectionner dans les domaines où son industrie est déjà relativement très avancée.

5. La délégation yougoslave attache également une grande importance à ce que le Centre de développement industriel poursuive ses travaux en vue de mettre au point des paramètres économiques et techniques concernant divers secteurs industriels qui entrent dans les programmes de développement des pays en voie de développement. Convaincue qu'il faut aborder ces problèmes du point de vue pratique, elle approuve la proposition du Commissaire concernant l'extension des programmes et leur conception nouvelle.

6. Quant aux cycles d'étude spécialisés qui doivent se tenir vers la fin de l'année 1964 ou en 1965, la délégation yougoslave les juge très utiles, mais pense, comme le Commissaire, qu'il faudra en analyser de près les résultats pour déterminer dans quelle mesure les pays en voie de développement auront pu en tirer profit.

7. La délégation yougoslave a voté au Comité du développement industriel pour les deux projets de résolutions que le Comité présente au Conseil (*ibid.*, chap. VII.) Le projet de résolution I souligne la nécessité d'intensifier l'action du Centre de développement industriel et de lui affecter les crédits appropriés. Le projet de résolution II recommande la création d'une institution spécialisée pour le développement industriel. En ce qui concerne cette dernière question, la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement a formulé une recommandation analogue (voir E/CONF.46/139, annexe A.III.1) avec l'appui de tous les pays en voie de développement, qui sont les premiers intéressés à accélérer leur industrialisation. Les deux projets de résolutions ne sont nullement incompatibles; au contraire, ils se complètent. On peut surseoir, pendant quelque temps encore, à la création d'une institution spécialisée, mais on ne peut renoncer à cette idée et, tant qu'elle n'a pas été mise en pratique, il faut élargir les activités de l'ONU pour répondre autant que possible aux besoins des pays en voie de développement.

8. Quant à la formation de personnel technique national, le fait que le Conseil a décidé d'en traiter en même temps que du développement industriel prouve qu'à son avis, ces deux questions sont étroitement liées. La délégation yougoslave estime que l'excellent rapport du Secrétaire général (E/3901 et Add. 1 et 2) permettra de se faire une idée plus exacte des aspects nationaux et internationaux de la formation technique, tant du point de vue des besoins actuels que dans la perspective d'un développement

accéléré. Elle souscrit pleinement aux conclusions du rapport concernant la nécessité de fonder l'évaluation des besoins en techniciens et les projets correspondants sur les plans économiques et, tout particulièrement, sur les plans de développement industriel des pays en voie de développement. Elle estime également que les propositions concernant l'action à entreprendre, tant par les pays en voie de développement que par les organisations internationales, constituent une base solide. Elle attache une importance particulière aux efforts déployés par les pays en voie de développement pour former leurs techniciens. Ces efforts peuvent donner des résultats satisfaisants s'ils sont appuyés par la communauté internationale. C'est pourquoi la délégation yougoslave estime qu'il faut confier le soin de coordonner les activités des organismes des Nations Unies en la matière au Centre de développement industriel ou à une institution spécialisée pour le développement industriel qui collaborerait étroitement avec le programme ordinaire d'assistance technique, le PEAT, le Fonds spécial et les institutions spécialisées compétentes. Elle appuie la suggestion du Secrétaire général tendant à ce que le rapport soit communiqué aux gouvernements, aux institutions spécialisées, aux commissions économiques régionales et au Comité du développement industriel, pour qu'ils formulent leurs observations et recommandations (voir E/3901, par. 104). Elle croit cependant qu'il n'est pas nécessaire d'attendre la fin de la session de l'Assemblée générale pour agir en ce sens et que le Conseil pourrait déjà décider de le faire, ce qui permettrait à l'Assemblée générale de prendre en considération les avis exprimés par tous les intéressés.

9. M. KRÁLIK (Tchécoslovaquie) constate que le Conseil s'occupe maintenant de l'un des problèmes les plus importants du monde contemporain: celui de l'industrialisation des pays en voie de développement et de la contribution que les organismes du système des Nations Unies peuvent y apporter. Pour le Gouvernement tchécoslovaque, qui a toujours attaché une importance extrême à ces questions, il faut entendre, par industrialisation des pays en voie de développement, le processus régulier destiné à édifier la structure industrielle grâce à laquelle ces pays auront les meilleures possibilités de traiter leurs matières premières ou de les préparer pour l'exportation et s'assureront des ressources financières suffisantes pour leur développement économique. C'est pourquoi le Gouvernement tchécoslovaque s'efforce actuellement d'aider les pays en voie de développement à intensifier leur production sans que les monopoles étrangers puissent contrarier cette entreprise. Il est persuadé que c'est le seul moyen d'assurer aux pays en voie de développement un statut égal et réellement indépendant dans la division internationale du travail et dans la coopération économique internationale.

10. En ce qui concerne la création d'une institution spécialisée pour le développement industriel, la délégation tchécoslovaque estime que cette décision répondrait aux exigences du progrès économique dans les pays en voie de développement et pourrait aussi contribuer à résoudre le problème de la « direction centrale » que le Comité consultatif d'experts sur les activités des organismes des Nations Unies en matière de développement

industriel a évoqué en 1963 dans son rapport¹. Cependant, elle n'a nullement l'intention de signer un chèque en blanc et préférerait ne donner son consentement que lorsque seront connus le mandat et la composition de l'institution envisagée et les dispositions budgétaires et financières qui seraient prises. Elle préférerait une organisation vraiment efficace à un organisme purement symbolique qui se bornerait à exprimer des espoirs et de bonnes intentions.

11. Quant au colloque international et aux colloques régionaux sur le développement industriel, la délégation tchécoslovaque les a toujours considérés comme des étapes préparatoires à des réunions internationales plus vastes. Dans sa réponse au Secrétaire général, elle a bien précisé que le Secrétariat de l'ONU devrait préparer un programme englobant toutes les étapes préliminaires et devrait même rajuster sa structure pour éviter la dispersion des efforts. C'est pourquoi elle considère que les projets de résolutions I et II présentés par le Comité du développement industriel, loin d'être incompatibles, sont complémentaires, encore qu'elle soit persuadée que le projet relatif à la création d'une institution spécialisée devrait être complété, d'une manière ou d'une autre, par les recommandations de la Conférence sur le commerce et le développement; elle se réserve le droit de présenter des propositions à ce sujet.

12. Pour ce qui est de la préparation des colloques régionaux, la délégation tchécoslovaque apprécie à toute sa valeur le travail effectué par les commissions économiques régionales, ainsi que la manière dont elles ont conçu l'ordre du jour et les préparatifs. Cependant, en tant que délégation d'un pays membre de la CEE, elle s'étonne que les auteurs du rapport n'aient consacré que sept lignes à l'activité et aux possibilités de la CEE dans ce domaine, d'autant que la Commission, dans sa résolution 14 (XIX) (voir E/3887, troisième partie), avait offert ses services pour la préparation des colloques, et cela sans que des crédits supplémentaires soient affectés à cette fin. La délégation tchécoslovaque pense qu'il faudrait prévoir dans le budget les crédits appropriés.

13. M. ROUSTAMOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) dit que sa délégation a constaté, à la lecture du rapport du Secrétaire général sur la formation de personnel technique national, que beaucoup de pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine ont pris des mesures énergiques et ont enregistré d'excellents résultats dans le domaine de l'éducation nationale. La situation s'améliore donc, mais une grande partie de la population de ces pays est encore analphabète, parce qu'elle n'a pas la possibilité de s'instruire, d'où l'importance de la tâche qui incombe, en la matière, à l'ONU. Le rapport du Secrétaire général a le mérite d'exposer la situation actuelle et de définir les objectifs à atteindre.

14. L'Union soviétique et ses différentes républiques ont une vaste expérience de la formation spécialisée. Malgré leurs difficultés passées, qui ressemblaient beaucoup à celles qu'éprouvent actuellement les pays en voie de développement, elles se sont dotées d'un réseau d'écoles

et d'universités techniques qui desservent 65 millions d'individus. La République socialiste soviétique d'Ouzbékistan, à elle seule, possède maintenant 7 000 écoles, fréquentées par 2 millions d'élèves.

15. En URSS, l'éducation nationale a été la base la meilleure de la formation spécialisée, qui tient compte des besoins de l'économie nationale et s'étend à plus de 1 000 métiers et professions. Depuis quinze ans, l'enseignement professionnel et technique a formé plus de 5 millions de techniciens et ouvriers spécialisés. Un grand nombre de travailleurs s'élèvent des échelons les plus bas aux échelons supérieurs et deviennent même ingénieurs. Dans les universités et instituts techniques, s'instruisent actuellement 6 500 000 étudiants. La seule RSS d'Ouzbékistan possède 30 écoles spécialisées supérieures et 86 écoles moyennes qui comptent 218 000 élèves.

16. L'Union soviétique a toujours attaché une grande importance à la formation de cadres nationaux, dans le sens qu'indique le Secrétaire général dans son rapport. Ses établissements d'enseignement technique ont déjà formé plus de 7 000 étudiants d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine; en outre, depuis six ou sept ans, plus de 3 000 stagiaires venus de ces mêmes régions ont reçu une formation pratique dans les entreprises d'URSS. L'assistance fournie par l'URSS pourrait être sensiblement plus importante si les organismes compétents de l'ONU y avaient plus largement recours.

17. Etant donné l'importance de la formation accélérée pour les pays en voie de développement, l'URSS a accueilli avec satisfaction le rapport du Secrétaire général et ses recommandations. Elle espère que le Conseil, pour son action ultérieure, tiendra compte de ce que, dans de nombreux pays en voie de développement, il n'y a ni bilan ni planification de la formation des cadres techniques nationaux, que les organismes publics d'Etat ne jouent pas de rôle directeur et que les plans de formation professionnelle ne sont pas toujours reliés aux plans de développement de l'ensemble de l'industrie. Il conviendrait aussi de préciser à cet égard le rôle du Fonds spécial.

18. En ce qui concerne les colloques, il serait souhaitable que l'ONU réunisse en 1965 un colloque interrégional sur la planification de la formation de cadres techniques, avec la participation de toutes les commissions économiques régionales. L'URSS appuie la proposition tendant à réunir des colloques internationaux et régionaux sur le développement industriel. Elle approuve les résolutions des commissions économiques régionales sur les questions qui feront l'objet des colloques; ceux-ci devraient aider les pays en voie de développement à discuter les problèmes les plus urgents qui se posent dans le cadre de leurs plans de développement.

19. M. SWARUP (Inde) souligne le rôle capital de l'industrialisation dans le progrès économique des pays en voie de développement. Il estime, toutefois, que l'industrialisation n'est pas, à elle seule, la clé du développement et qu'elle doit s'intégrer dans une planification d'ensemble couvrant tous les grands secteurs d'activité. Il rappelle que deux questions importantes, étroitement liées, ont été débattues au Comité du développement industriel: la création d'un mécanisme destiné à favoriser

¹ Voir Documents officiels du Conseil économique et social, trente-sixième session, Supplément n° 14 (E/3781), annexe VIII.

le progrès industriel des pays en voie de développement et l'organisation de colloques internationaux et régionaux sur le développement industriel. Dans un domaine aussi complexe, la centralisation des activités présente à la fois des avantages et des inconvénients. En particulier, il faut éviter le risque qu'une institution centrale n'établisse des principes uniformes pour tous les pays, sans tenir compte des besoins particuliers à chacun. La délégation indienne, qui a voté en faveur de la recommandation concernant l'élargissement des activités des Nations Unies dans le domaine de l'industrialisation à la Conférence sur le commerce et le développement, espère qu'en attendant la création d'une nouvelle institution spécialisée, le Centre de développement industriel sera en mesure d'agir pour favoriser l'industrialisation des pays en voie de développement. M. Swarup fait sienne la suggestion du représentant du Royaume-Uni tendant à charger la commission des articles manufacturés, qui doit être établie par le Conseil du commerce et du développement, des questions relatives à l'accroissement des échanges et, en particulier, des exportations d'articles manufacturés et semi-finis des pays en voie de développement.

20. La délégation de l'Inde est favorable à l'organisation d'un colloque international et de colloques régionaux qui examineraient les problèmes de l'industrialisation dans les pays en voie de développement. Elle espère que ces colloques seront bien préparés, tant sur le plan national qu'à l'échelle régionale et internationale.

21. En ce qui concerne la formation de personnel technique — facteur très important pour l'industrialisation des pays en voie de développement — elle souscrit aux principes formulés dans le rapport du Secrétaire général. En particulier, elle approuve l'idée d'arrangements intrarégionaux en vue de la formation de personnel technique (voir E/3901/Add.1, par. 242 à 253). Elle appuie également les propositions visant à établir des guides ou des manuels pour l'orientation professionnelle, l'utilisation des auxiliaires audio-visuels, etc. (*ibid.*, par. 256).

22. M. Swarup souligne que l'importance de la formation technique ne doit pas faire oublier complètement celle de l'enseignement général. Il y a là un problème de priorité qui doit être réglé en fonction des besoins et des ressources. Au début, l'Inde n'a pu donner la priorité voulue à l'enseignement de base, car elle avait des problèmes plus urgents à résoudre. Toutefois, de grands efforts ont été accomplis dans ce domaine depuis l'indépendance. Le troisième plan de l'Inde prévoit l'enseignement gratuit et obligatoire pour tous les enfants âgés de six à onze ans, et les crédits alloués à l'éducation nationale sont deux fois plus élevés dans le plan actuel que dans le précédent.

23. M. CUBILLOS (Chili) rappelle que les Nations Unies ont un rôle déterminant à jouer dans l'industrialisation des pays en voie de développement. Or, faute de ressources suffisantes et d'une organisation appropriée, elles ne peuvent entreprendre une action efficace dans ce domaine. Certes, le Centre de développement industriel et plusieurs institutions spécialisées — comme l'OIT, l'UNESCO, la FAO, sans oublier la BIRD — déploient

de grands efforts qu'il convient d'encourager. Mais ces efforts — parfois héroïques — restent dispersés. Les institutions spécialisées travaillent chacune dans un domaine particulier du développement économique et social et aucune n'a pour but de favoriser l'industrialisation des pays en voie de développement. C'est pourquoi il est nécessaire de créer un organisme centralisateur, doté de ressources suffisantes. Les pays en voie de développement ont fait, à ce sujet, de nombreuses propositions. Malheureusement, celles-ci sont demeurées lettre morte à cause de l'opposition des pays développés. M. Cubillos estime que l'argument selon lequel les Nations Unies manquent des fonds nécessaires pour créer une nouvelle institution spécialisée n'est pas convaincant, non plus que celui d'après lequel cette institution ferait double emploi avec d'autres. Si les Nations Unies veulent avoir une action efficace dans le domaine de l'industrialisation, un mécanisme spécial doit être établi. Le représentant, du Chili insiste encore auprès des pays développés pour qu'ils reviennent sur leur position et déclare que son pays poursuivra ses efforts en vue de la création de l'organisme qui a fait l'objet d'une recommandation de la Conférence sur le commerce et le développement et que tous les pays peu avancés appellent de leurs vœux.

24. La délégation chilienne accueille favorablement le projet de résolution I présenté par le Comité du développement industriel et visant à renforcer les activités du Centre de développement industriel, étant entendu qu'il s'agit là d'une mesure transitoire, préalable à la création d'une institution spécialisée, qui seule permettra de mener une action à long terme. Elle approuve également les propositions relatives à l'organisation d'un colloque international et de colloques régionaux, qui offriront la possibilité d'évaluer les besoins des pays en voie de développement dans le domaine de l'industrialisation. A cet égard, M. Cubillos note avec satisfaction que les réunions prévues dans ce domaine par la CEPAL prendront elles-mêmes la forme de colloques.

25. M. WILLIAMS (Etats-Unis d'Amérique) dit que nul ne conteste désormais que l'industrialisation soit un facteur essentiel du développement économique. L'accord est unanime sur ce point, mais c'est sur les moyens à adopter pour accélérer le progrès industriel des pays en voie de développement que les avis divergent. Il s'agit de décider si l'on doit se borner à renforcer le mécanisme dont disposent actuellement les Nations Unies ou s'il faut créer une nouvelle institution spécialisée. Il se peut que, dans l'avenir, un nouvel organisme se révèle nécessaire; toutefois, tant que sa nécessité n'apparaîtra pas clairement, il ne semble pas indiqué de le créer. On ne peut pas dire qu'il se pose ici une question d'incompatibilité entre un idéal et des considérations d'ordre budgétaire, ni que l'on souhaite éviter une prolifération d'organismes. Il s'agit simplement de savoir comment accomplir la tâche au mieux. La délégation des Etats-Unis pense qu'il faut aller de l'avant avec les moyens dont on dispose et en tirant, sans plus attendre, le parti maximal des ressources existantes. Le projet de résolution I du Comité du développement industriel doit donner la possibilité d'agir. Le Centre de développement industriel, une fois doté d'un personnel et de fonds suffisants, doit

pouvoir contribuer à découvrir les moyens de combiner les ressources humaines, physiques et financières qui conduiront à une industrialisation accélérée des pays en voie de développement. Il est fâcheux que certaines délégations aient cru voir, dans les divergences de vues sur les moyens à adopter, un signe que les Nations Unies n'avaient pas toute conscience de leurs responsabilités dans ce domaine. Il l'est encore davantage qu'une organisation non gouvernementale ait usé de la parole qui lui a été donnée au Conseil pour porter des accusations sur un plan idéologique, que le Conseil lui-même évite depuis longtemps d'aborder.

26. La délégation des Etats-Unis approuve la résolution 1 (IV) du Comité du développement industriel relative au colloque international et aux colloques régionaux sur le développement industriel. Elle estime que des colloques de ce genre peuvent être très utiles s'ils sont bien préparés. Les demandes portant sur de tels colloques pourraient être considérées au même titre que les projets d'assistance technique et financées sur la part des fonds du PEAT (16 %) qui est affectée aux projets régionaux et interrégionaux. En ce qui concerne le colloque international, il serait bon d'attendre, avant d'en fixer la date et le programme, les conclusions des colloques régionaux et sous-régionaux.

27. Le représentant des Etats-Unis se félicite du rapport du Secrétaire général sur la formation de personnel technique national. Il considère que ce document aidera beaucoup les Nations Unies à poursuivre leurs activités dans le domaine de la formation industrielle. La délégation des Etats-Unis a préparé sur ce point un projet de résolution qui appelle l'attention des gouvernements sur la nécessité de donner la priorité à l'établissement de demandes mûrement étudiées en vue d'obtenir une aide pour la formation dans les divers domaines de l'industrialisation. Elle espère pouvoir présenter bientôt ce projet de résolution au Comité économique¹.

28. M. MATSUI (Japon) félicite le Commissaire au développement industriel de son remarquable exposé. Il est heureux de constater que les activités du Centre de développement industriel se développent constamment, en particulier dans le domaine de la recherche et de la préparation des projets.

29. Se référant au projet de résolution I relatif à des modifications structurelles du Centre de développement industriel, il exprime l'avis que le Conseil ne peut se prononcer sur cette importante question sans examiner au préalable de quelle façon le Centre peut obtenir les meilleurs résultats possibles dans le cadre de sa structure et avec les ressources financières dont il dispose, ni sans savoir ce que les pays en voie de développement attendent exactement de ce centre.

30. Au sujet de la création éventuelle d'une institution spécialisée pour le développement industriel, il attire l'attention du Conseil sur le problème de la coordination des activités des diverses organisations internationales. Il rappelle qu'à la dix-huitième session de l'Assemblée générale, les institutions spécialisées ont présenté leurs observations sur le rapport préparé par le Comité consultatif

d'experts comme suite à la résolution 969 (XXXVI) du Conseil. La FAO, notamment, a insisté sur la difficulté et la complexité de la coordination des activités du nouvel organisme que l'on envisageait de créer et des institutions existantes. Or, ni l'Assemblée générale ni le Comité du développement industriel ni le Conseil n'ont examiné les observations présentées par les institutions spécialisées (A/5535 et Add.1 à 5).

31. Par ailleurs, le Conseil doit tenir compte de la déclaration du CAC, qui figure au paragraphe 133 de son vingt-huitième rapport¹: « Tout en reconnaissant qu'il est souhaitable de prendre des mesures en vue d'assurer l'initiative et l'impulsion nécessaires à une intensification des activités, le CAC est d'avis qu'il est très important d'éviter, dans le domaine général de la politique économique, une fragmentation qui rendrait plus difficile toute action pratique de l'ONU ».

32. Pour toutes ces raisons, la délégation du Japon ne voit pas la nécessité de créer une institution spécialisée pour le développement industriel. A son avis, la meilleure façon d'aider les Nations Unies à jouer le rôle qui leur incombe dans le domaine de l'industrialisation est de renforcer l'action du Centre par des moyens appropriés, notamment en déterminant les besoins des pays en voie de développement et en invitant ces derniers à demander l'assistance du Centre.

33. Quant à la résolution 1 (IV) du Comité de développement industriel concernant le colloque international et les colloques régionaux sur le développement industriel, sa délégation pense qu'un colloque international ouvrirait des perspectives nouvelles aux activités du Centre; elle se prononcera donc en faveur de cette résolution. Elle estime toutefois qu'il serait plus logique d'organiser tout d'abord des colloques régionaux et sous-régionaux sur le développement industriel, afin que les participants au colloque international puissent tirer parti des résultats obtenus à l'échelon régional ou sous-régional.

34. Au sujet de la formation de personnel technique national en vue de l'industrialisation accélérée des pays sous-développés, il souligne qu'un pays ne peut parvenir au développement industriel si le personnel technique national ne possède pas la formation nécessaire pour continuer l'œuvre commencée avec l'aide étrangère. A son avis, le rapport du Secrétaire général sur cette question mérite une étude attentive de la part des experts des divers pays et du Comité du développement industriel. En conséquence, il appuie la suggestion du Secrétaire général tendant à ce que le Conseil prenne acte du rapport et prie le Secrétaire général de le transmettre aux gouvernements, aux institutions spécialisées, aux commissions économiques régionales et au Comité du développement industriel, aux fins d'observations et de recommandations, et d'adresser en temps utile un rapport au Conseil économique et social sur cette question.

35. M. WEIDINGER (Autriche) appuie le projet de résolution I du Comité du développement industriel, qui donne un aperçu général du programme permettant au

¹ Voir E/AC.6/L.302, distribué ultérieurement.

¹ Documents officiels du Conseil économique et social, trente-sixième session, Annexes, points 4 et 6 de l'ordre du jour, document E/3765.

Centre de jouer un rôle d'animateur et de catalyseur, en axant ses activités sur la politique de développement industriel. L'exécution du programme d'activité dynamique évoqué au paragraphe 1 du dispositif, serait un grand pas en avant sur la voie de l'industrialisation des pays en voie de développement.

36. L'ONU doit être dotée d'un instrument pouvant exécuter les tâches qui s'imposent dans le domaine de l'industrialisation. Le délégation autrichienne ne croit pas, cependant, que la création d'une nouvelle institution spécialisée apporterait une solution aux problèmes du développement industriel. Plusieurs institutions spécialisées s'occupent déjà de questions relevant du domaine de l'industrie, et la création d'une nouvelle institution rendrait plus difficile encore la coordination des activités des diverses organisations du système des Nations Unies. D'autre part, l'absence de projets précis gêne le Centre dans ses travaux et c'est pourquoi les paragraphes 8 et 9 du projet de résolution appellent l'attention des gouvernements des pays en voie de développement sur la possibilité d'obtenir une assistance accrue en présentant de nouvelles demandes.

37. La première mesure à prendre pour accélérer l'industrialisation des pays en voie de développement est de les aider à élaborer des projets. Aussi sa délégation appuie-t-elle chaleureusement la résolution 1 (IV) du Comité du développement industriel tendant à organiser un colloque international et des colloques régionaux sur le développement industriel. Ces réunions permettraient de dresser une liste des besoins et des projets des pays en voie de développement et de faire un inventaire des ressources que les pays industrialisés peuvent consacrer aux programmes d'assistance. Le Comité du développement industriel pourrait ensuite examiner les résultats de ces colloques et présenter des propositions sur l'organisation du programme d'ensemble du Centre.

38. La mise en œuvre de ces deux résolutions permettrait au Centre de développement industriel de mieux répondre aux besoins des pays en voie de développement, tout en facilitant la coordination des activités des organisations du système des Nations Unies.

39. M. MIGONE (Argentine) rappelle que l'importance de l'industrialisation dans le développement économique est maintenant reconnue par tous les pays en voie de développement. Il s'agit désormais de trouver les moyens d'intensifier le processus de l'industrialisation.

40. La Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement a examiné cette question et s'est efforcée de trouver une solution concrète aux difficultés qui freinent le progrès industriel des pays en voie de développement. Malgré les divergences d'opinion il est permis d'espérer que des mesures pratiques pourront être prises à cet effet dans un avenir prochain. Tout en reconnaissant la valeur des efforts déployés par le Centre de développement industriel, l'Argentine se prononcera en faveur de la création d'une institution spécialisée pour le développement industriel. Elle estime également qu'il

faudrait renforcer les activités du Centre en attendant la création de cette nouvelle institution.

41. A propos de la déclaration du représentant du Royaume-Uni (1340^e séance), il tient à préciser que sa délégation reconnaît l'importance des activités menées par l'OIT, l'UNESCO, la FAO, la BIRD et plusieurs organismes financiers dans le domaine du développement industriel. Néanmoins, une organisation spécialement chargée de promouvoir le développement industriel pourrait, sans gêner les autres institutions spécialisées dans leur tâche, leur donner des directives très utiles et coordonner les diverses activités relatives à l'industrie. D'autre part, sa délégation n'est pas d'avis que le Comité du développement industriel s'occupe de l'élaboration de projets, car cela ne faciliterait pas la coordination des activités des diverses organisations.

42. M. WEBER (Luxembourg) est heureux de constater que tous les pays reconnaissent désormais l'importance de l'industrialisation dans le développement économique et la nécessité d'intensifier l'action internationale dans ce domaine. Il importe notamment d'aider les pays en voie de développement à trouver les fonds nécessaires à l'acquisition de biens d'équipement ainsi que des débouchés pour l'exportation de leurs produits manufacturés. Toutefois, dans un monde qui souffre de la faim, l'industrialisation ne doit pas se faire au détriment du développement de l'agriculture.

43. La délégation luxembourgeoise tient à féliciter le Centre de développement industriel pour le travail qu'il a déjà accompli. Le nombre des études qu'il a effectuées dans le domaine de la programmation et des politiques industrielles est impressionnant. Ces études cependant ne doivent pas être purement théoriques et doivent tenir compte des besoins des divers pays. Il conviendrait sans doute d'accorder une attention particulière aux études de préinvestissement dans les industries qui intéressent particulièrement les pays en voie de développement. A ce propos, sa délégation tient à rappeler l'excellent travail accompli par le Fonds spécial.

44. Il semble que les membres du Conseil reconnaissent la nécessité de renforcer les moyens d'action du Centre ainsi que son rôle de coordonnateur des activités de l'ONU en matière de développement industriel. Dans ces conditions, et étant donné les résultats déjà obtenus, sa délégation ne comprend guère pourquoi on voudrait créer une nouvelle institution spécialisée dans ce domaine.

45. En ce qui concerne la colloque international et les colloques régionaux, la délégation luxembourgeoise estime qu'aucun effort ne doit être négligé pour que ces réunions donnent les résultats attendus.

46. Par ailleurs, la délégation luxembourgeoise attache une grande importance au problème de la formation du personnel technique national en vue de l'industrialisation accélérée des pays en voie de développement et elle approuve les recommandations formulées à ce sujet dans le rapport du Secrétaire général.

La séance est levée à 13 heures

SOMMAIRE

Pages

Points 11 et 12 de l'ordre du jour :

Activités dans le domaine du développement industriel

Formation de personnel technique national en vue de l'industrialisation accélérée des pays en voie de développement

Débat général (*fin*) 205

Point 17 de l'ordre du jour :

Rapports des commissions économiques régionales (*reprise des débats de la 1323^e séance*)

Rapport du Comité économique 210

Point 37 de l'ordre du jour :

Question d'une session de la Commission du commerce international des produits de base pendant l'automne 1964 et de la prolongation éventuelle du mandat des membres de cette Commission

Rapport du Comité économique 210

Point 43 de l'ordre du jour :

Participation aux traités multilatéraux généraux conclus sous les auspices de la Société des Nations 210

Point 14 de l'ordre du jour :

Développement des ressources naturelles

a) Action coordonnée dans le domaine des ressources hydrauliques (*reprise des débats de la 1337^e séance*) 211*Président*: Sir Ronald WALKER (Australie).*Présents*:

Les représentants des Etats suivants, membres du Conseil: Algérie, Argentine, Australie, Autriche, Chili, Colombie, Equateur, Etats-Unis d'Amérique, France, Inde, Irak, Japon, Luxembourg, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sénégal, Tchécoslovaquie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Yougoslavie.

Les représentants des Etats suivants, membres supplémentaires des comité de session: Cameroun, Ghana, Indonésie, Iran, Italie, Mexique, République arabe unie, République-Unie du Tanganyika et de Zanzibar.

Les observateurs des Etats Membres suivants: Bulgarie, Chine, Irlande, Nouvelle-Zélande, Pakistan, Philippines, Portugal, Roumanie.

L'observateur de l'Etat non membre suivant: République fédérale d'Allemagne.

Les représentants des institutions spécialisées suivantes: Organisation internationale du Travail, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, Banque internationale

pour la reconstruction et le développement, Organisation mondiale de la santé.

Le représentant de l'Agence internationale de l'énergie atomique.

POINTS 11 ET 12 DE L'ORDRE DU JOUR

Activités dans le domaine du développement industriel
(E/3869, E/3921 et Add.1)

Formation de personnel technique national en vue de l'industrialisation accélérée des pays en voie de développement (E/3901 et Add.1 et 2)

DÉBAT GÉNÉRAL (*fin*)

1. M. TETANG (Cameroun) félicite le Centre de développement industriel pour ses remarquables activités dans le domaine de la recherche.

2. L'industrialisation revêt une importance essentielle pour les pays en voie de développement, mais on n'a peut-être pas suffisamment mis l'accent sur les difficultés que soulève la mise en application des projets. Certains pays en voie de développement, comme le Cameroun, se trouvent placés devant un choix difficile entre le développement de l'industrie lourde et l'expansion de la petite et de la moyenne industrie; il existe en outre une possibilité de combiner judicieusement les deux solutions.

3. Les faibles dimensions des marchés de ces pays conviennent davantage à la petite et moyenne industrie, mais une telle conception du développement industriel priverait ces pays de tout espoir de pouvoir exploiter les importantes ressources naturelles dont ils sont pourvus. A ce sujet, les programmes régionaux qui ont été si activement discutés au cours de la récente Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement permettraient d'envisager avec succès l'industrialisation sur une grande échelle. Pour l'instant cependant, ce sont la moyenne et la petite entreprise, ainsi que l'artisanat, qui doivent retenir particulièrement l'attention.

4. Avec les ressources limitées dont il dispose, il est évident que le Gouvernement camerounais ne saurait supporter la lourde charge financière qu'impliquent les plans de développement. C'est pourquoi on encourage l'initiative privée de façon à compléter l'action des pouvoirs publics. Des dispositions législatives ont été prises qui permettraient aux investisseurs de bénéficier de conditions favorables lors de la réalisation de différents projets importants. Pour atteindre le but visé, il est cependant essentiel de préparer le milieu dans lequel ces mesures devront être appliquées. A ce sujet, des efforts sont faits pour remédier à la grave pénurie de personnel qualifié

5. Ces efforts sont orientés dans trois directions différentes. Un premier type de formation est donné dans les écoles professionnelles, c'est-à-dire dans les collèges d'enseignement technique qui forment en cinq ans des ouvriers spécialisés pour toutes les branches de l'industrie intéressant le Cameroun, dans les collèges techniques qui forment les techniciens appartenant aux cadres moyens et les lycées techniques qui confèrent aux étudiants un diplôme de technicien supérieur leur permettant de continuer leurs études à l'étranger. On projette également de créer un institut d'études techniques supérieures pour la formation des cadres supérieurs si nécessaires. En second lieu, il existe des centres de perfectionnement pour les artisans dans les principales villes. Troisièmement, de nombreuses mesures ont été prises en vue d'assurer la formation d'ouvriers spécialisés en cours d'emploi. Elles s'inscrivent dans le cadre de la politique d'industrialisation poursuivie par le gouvernement. En échange des avantages qui leur sont offerts par le Code des investissements, les investisseurs doivent assurer cette formation. En outre, les travailleuses reçoivent une formation professionnelle dans des centres spéciaux créés dans le cadre de la politique d'industrialisation du gouvernement.

6. Le Cameroun n'en est encore qu'à ses débuts en ce qui concerne la solution des différents problèmes que pose l'industrialisation. Aussi attache-t-il la plus grande importance aux colloques régionaux envisagés au paragraphe 5 du dispositif de la résolution 1940 (XVIII) de l'Assemblée générale. De tels colloques constitueraient un cadre approprié pour l'échange d'informations et de données d'expérience dans un domaine auquel le Cameroun s'intéresse tout particulièrement.

7. La délégation camerounaise s'associe également à l'idée de réorganiser le Centre de développement industriel, comme le propose le Comité du développement industriel (voir E/3869, chap. VII, projet de résolution I); les activités du Centre concourront à une meilleure solution de ces problèmes, solution dont l'avenir du Cameroun dépend en grande partie.

8. L'Assemblée générale, dans sa résolution 1940 (XVIII), a également envisagé l'organisation d'un colloque international; un tel colloque, ou une conférence internationale — quelle que soit la forme qui sera finalement retenue — devrait, selon la délégation camerounaise, être précédé et préparé par des colloques régionaux.

9. M. DUPRAZ (France) dit que la délégation française voudrait analyser le rôle de la communauté internationale dans le développement de l'industrialisation des pays sous-développés et étudier les mécanismes les mieux adaptés pour remplir un tel rôle. L'industrialisation constitue à n'en pas douter l'un des éléments essentiels du développement des jeunes nations, et l'objectif à atteindre doit viser à en faire l'élément d'une croissance harmonieuse et équilibrée et non pas un facteur de déséquilibre et d'instabilité susceptible de compromettre l'harmonie en empiétant sur d'autres domaines tout aussi essentiels.

10. Un développement industriel équilibré doit reposer sur cinq éléments primordiaux. Tout d'abord, on doit

disposer de données économiques valables et cela suppose le travail coordonné de spécialistes de tous les pays, plus particulièrement des pays développés, qui auront à effectuer les études devant servir de base à l'implantation d'industries nouvelles. Des renseignements sur les techniques de planification, le problème des brevets, l'inventaire des ressources disponibles, doivent être mis à la disposition des pays désireux de créer de nouvelles industries.

11. Le second élément capital est un financement approprié. En dehors des investissements privés, qu'il est parfois difficile d'attirer vers certains secteurs lorsqu'il n'y a pas de garanties de sécurité et lorsque la rentabilité n'est pas immédiate, une aide peut être obtenue des organismes internationaux tels que la BIRD pour régler les problèmes de financement que pose le démarrage de nouvelles industries. Il y a également l'aide bilatérale. Aussi il est rare qu'un projet présenté par un pays en voie de développement ne réussisse pas à trouver un financement approprié.

12. Le troisième élément est l'octroi d'une assistance technique adaptée aux besoins existants. L'industrialisation exige le concours d'experts et de techniciens venus d'autres pays, la formation de spécialistes nationaux soit par l'octroi de bourses, soit par la création de centres d'instruction dans les pays en voie de développement eux-mêmes. La formation professionnelle constitue le domaine par excellence de l'assistance technique aussi bien multilatérale que bilatérale, et de nombreuses résolutions récentes ont recommandé que le PEAT et le Fonds spécial consacrent une plus large part de leurs ressources aux problèmes de l'industrialisation.

13. En quatrième lieu, il est indispensable de tenir compte des problèmes humains et sociaux que pose l'industrialisation. L'UNESCO et l'OIT consacrent leurs efforts et leur expérience à la solution de ces problèmes, et l'ONU elle-même accorde de plus en plus d'attention aux problèmes de l'habitat, qui sont en général la conséquence la plus immédiate d'une industrialisation rapide.

14. Enfin, il faut trouver une solution aux problèmes de la commercialisation des produits manufacturés provenant de ces industries nouvelles. Ces problèmes ont été débattus longuement à la récente Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement. Jusqu'à une date récente, le problème de la commercialisation des produits manufacturés provenant des pays en voie de développement n'avait pas reçu une attention suffisante. C'est pour combler cette lacune que la Conférence a prévu la création d'une commission des articles manufacturés qui sera un organe subsidiaire du futur Conseil du commerce et du développement (voir E/CONF. 46/139, annexe A.V.I. par. 23 ii).

15. Etant donné la multiplicité des problèmes, il est évident qu'un grand nombre d'institutions internationales actuelles, telles que l'UNESCO, l'OIT, la BIRD, le Fonds spécial, ainsi que les futurs organismes de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, seront appelés à connaître de ces problèmes. On peut se demander dans ces conditions s'il serait réaliste de créer

une nouvelle institution spécialisée chargée de s'occuper des problèmes du développement industriel. L'activité industrielle déborde sur tous les secteurs; aussi serait-il difficile de définir les fonctions et les responsabilités de l'institution spécialisée envisagée. Serait-elle compétente en matière de financement? Le problème se poserait alors de ses relations avec les institutions financières internationales existantes. Devrait-elle s'intéresser aux problèmes du commerce des produits manufacturés? Dans cette hypothèse, son action ne pourrait s'exercer sans entrer en conflit avec les activités du futur Conseil du commerce et du développement. Il faudrait également déterminer qui de la nouvelle institution, de l'OIT, ou de l'UNESCO, aurait la responsabilité majeure de coordonner les efforts de la communauté internationale en matière de formation technique.

16. Une autre difficulté se présenterait lorsqu'il s'agirait de financer la nouvelle institution projetée et, à cet égard, l'évaluation du coût d'une institution spécialisée soumise aux membres du Comité du développement industriel est significative.

17. La communauté internationale accorde à l'heure actuelle une attention croissante à l'industrialisation des pays en voie de développement, et le Président de la BIRD a indiqué au cours des débats de l'Assemblée générale les efforts que cet organisme fournit dans le domaine vital du financement.

18. Le Conseil est saisi du projet de résolution I du Comité du développement industriel, relatif à la réorganisation complète du Centre de développement industriel. La délégation française approuve sans réserve cette proposition réaliste. Tel qu'il fonctionne actuellement, le Centre fait partie d'un Secrétariat qui est absorbé par de nombreuses tâches; son champ d'action est limité et il a essayé, sans beaucoup de succès, de coordonner les activités de diverses institutions spécialisées, chacune jalouse de ses prérogatives.

19. La réorganisation proposée par le Comité du développement industriel dans son projet de résolution I aboutirait en fait à la création d'un nouveau Centre de développement industriel qui, à la différence de l'actuel, aurait un mandat précis. Le rôle du Centre actuel a été défini à l'origine comme un rôle de coordination des efforts des organes des Nations Unies dans le domaine industriel, mais l'Assemblée générale n'a pas, dans ses recommandations, indiqué de façon précise les programmes d'action qu'il devrait entreprendre ni l'ordre de priorité qu'il devrait suivre. Ce que l'on propose maintenant c'est d'établir un programme détaillé ne comportant pas moins de dix points, assorti d'un ordre de priorité approuvé par le Comité du développement industriel.

20. De plus, il est proposé que le Secrétaire général, lorsqu'il établira son projet de budget annuel, indique dans une annexe séparée les ressources prévues pour les activités dans le domaine du développement industriel; cela permettra au Centre de développement industriel d'affirmer son caractère distinct et assurera la souplesse et l'efficacité de son fonctionnement. Il est prévu également d'accorder au Centre des moyens financiers accrus: en effet, au paragraphe 6 du dispositif du projet de résolu-

tion, il est dit que les contributions volontaires pourront être versées en vue d'activités dans le domaine du développement industriel.

21. Le colloque international et les colloques régionaux sur le développement industriel, qui font l'objet d'un rapport intéressant du Secrétaire général (E/3921 et Add.1), représentent le premier point du programme d'action dynamique que doit entreprendre le nouveau Centre. La délégation française appuie ce projet sans réserve. Toutefois, elle espère que ces colloques, au cours desquels les problèmes seront examinés région par région et secteur par secteur, seront préparés avec soin et que des spécialistes habitués à traiter des problèmes concrets y participeront. De cette façon, les colloques régionaux pourront préparer la voie à un futur colloque international. A cet égard, la délégation française note avec intérêt que l'un des sujets d'étude proposés pour ces colloques est celui du développement industriel dans les pays à faible économie (voir E/3921, annexe A). Cette façon d'aborder le problème est particulièrement importante parce que, dans le domaine de l'industrialisation plus que dans tout autre, les situations diffèrent d'une région à l'autre.

22. Pour ce qui est du colloque international, la délégation française pense que toute discussion au fond serait actuellement prématurée. A moins que des données plus précises ne soient fournies par le Centre de développement industriel sur les questions à y débattre, ce colloque risque d'être une confrontation stérile.

23. Quoi qu'il en soit, la délégation française approuve pleinement le programme proposé pour le Centre de développement industriel et M. Dupraz espère que le Centre profitera de l'expérience acquise sur les plans bilatéral et multilatéral. Le Centre pourra compter sur la précieuse collaboration des institutions spécialisées et des commissions économiques régionales.

24. Au sujet du point 12 de l'ordre du jour, la délégation française comprend les raisons qui ont motivé la présentation directe, au Conseil, du rapport sur la formation de personnel technique national en vue de l'industrialisation accélérée des pays en voie de développement (E/3901 et Add.1 et 2). Cependant, comme elle n'a pas reçu toutes les annexes au rapport et que le rapport lui-même fait état de lacunes dans l'enquête entreprise sur les moyens de formation existant dans les pays industrialisés, la délégation française considère que le rapport devrait être soumis au Comité du développement industriel, nonobstant la décision prise par le Conseil à la reprise de sa trente-sixième session (1308^e séance) d'accélérer l'examen de la question. M. Dupraz propose toutefois que le rapport soit communiqué simultanément aux gouvernements et aux membres du Comité du développement industriel, aux fins d'observations, afin que le Conseil puisse l'examiner à nouveau à sa trente-huitième session en tenant compte des observations qu'il aura reçues.

25. M. PIETRYGA (Confédération internationale des syndicats chrétiens), prenant la parole sur l'invitation du Président, souligne qu'il ne suffit pas d'examiner les aspects sociaux de l'industrialisation: les normes sociales

doivent constituer la base et être une partie intégrante de chaque étape du processus d'industrialisation.

26. L'industrialisation pose de graves problèmes dans les pays en voie de développement, du fait de l'urbanisation rapide et de l'appauvrissement progressif des régions rurales, et l'explosion démographique aggrave encore la situation. Ces problèmes ne sauraient être traités d'un point de vue strictement économique. Il existe un lien précis entre l'industrialisation et le développement de l'agriculture, le développement des structures sociales et économiques et le déséquilibre des économies nationales. Le secteur industriel ne saurait être examiné isolément, comme l'Assemblée générale l'a bien reconnu dans sa résolution 1932 (XVIII) relative aux moyens de promouvoir la réforme agraire.

27. Les participants aux colloques, que ce soit à l'échelon international, régional ou sous-régional, ne devraient pas traiter les questions sociales simplement comme des problèmes issus de l'industrialisation: ils devraient s'efforcer de créer des structures sociales qui soient adaptées au développement industriel. La majorité des pays en voie de développement se rendent compte des liens qui existent entre les divers problèmes de l'industrialisation et sont disposés à coopérer sans réserve à la solution de ces problèmes. A cet égard, les syndicats possèdent une expérience considérable des conditions locales et de la mise en œuvre de projets pilotes et ils pourraient faciliter la tâche de groupes de travail. De plus, la Confédération internationale des syndicats chrétiens recommande que les représentants des employeurs et des travailleurs soient invités à participer aux colloques, de façon que l'on puisse faire appel à leur coopération durant tout le processus d'industrialisation.

28. Pour ce qui est de la formation de personnel technique national, il est vrai que les pays en voie de développement manquent de spécialistes; mais ce qui importe surtout, c'est la formation de personnel aux échelons intermédiaires. L'aide des organisations internationales a, jusqu'à présent, été insuffisante à cet égard et elle est urgente.

29. Tous les travaux relatifs au secteur privé ou au secteur public de l'industrie devraient être coordonnés. Il est indispensable que les syndicats apportent leur collaboration à cet effet, car sans elle le développement industriel ne pourra pas se faire de façon harmonieuse. Si les syndicats devaient continuer à n'être que des instruments entre les mains des gouvernements et si les gouvernements devaient continuer à ne les consulter qu'au gré de leur fantaisie, les résultats des efforts des travailleurs ne se feraient pas pleinement sentir. Il est important aussi que les syndicats soient représentés dans toute institution spécialisée nouvelle qui s'occupera de l'industrie, car l'aide qu'ils peuvent apporter bénéficiera à l'humanité tout entière.

30. M^{me} FIGUEROA (Organisation internationale du Travail) déclare que l'OIT approuve le programme de travail dynamique proposé par le Comité du développement industriel. Le développement industriel est l'un des éléments essentiels des programmes destinés à promouvoir le plein emploi et à élever les niveaux de vie. Or, ce sont là les tâches que sa Constitution même impose à

l'OIT et l'on peut compter dans ce domaine sur sa coopération sans réserve.

31. Toutefois, il faut tenir compte de certaines questions de principe générales. Premièrement, la coopération de l'OIT sera fondée sur les principes déjà approuvés par le Conseil, savoir que même si l'ONU, ou l'une des institutions spécialisées, est chargée au premier chef de la mise en œuvre d'un projet ou de l'étude d'une question, elle peut s'assurer la collaboration de toutes les institutions intéressées lorsqu'elle ne s'occupe pas du domaine entier de la question; les problèmes marginaux sont, dans ce cas, résolus par les mécanismes interinstitutions existants.

32. Deuxièmement, le développement industriel doit tenir compte des normes sociales. Il ne constitue pas une fin en soi, mais le moyen d'améliorer la condition humaine. D'ailleurs, en matière de développement industriel, il est sage de s'assurer au maximum la participation de ceux qui sont directement intéressés, à savoir les employeurs et les travailleurs. Pour éveiller l'intérêt des employeurs et des travailleurs et s'assurer leur coopération, il faut faire appel aux organisations patronales et ouvrières. La coopération des employeurs et des travailleurs est nécessaire, non seulement dans les pays en voie de développement, mais également dans les pays qui accordent leur assistance.

33. L'OIT peut offrir son aide dans ce domaine et dans d'autres encore; mais, si l'on veut qu'elle puisse le faire dans tous les cas, il importe que l'on tienne compte des aspects sociaux de tout projet majeur et, notamment, des problèmes relatifs à la formation professionnelle, à la formation des cadres et aux autres moyens d'accroître la productivité de l'industrie. Il conviendrait donc, dès le début, d'informer l'OIT qu'il sera fait appel à ses services, faute de quoi elle ne pourrait pas jouer pleinement son rôle, en raison de considérations budgétaires et de problèmes d'élaboration des programmes.

34. Il est très souhaitable que tous les intéressés, notamment les experts qui fournissent des avis en matière de développement industriel, connaissent les normes sociales internationales et sachent aussi qu'ils peuvent faire appel à l'OIT pour obtenir des conseils et des directives. La plupart de ces normes ont été définies par la Conférence internationale du Travail dans les conventions et recommandations qu'elle a adoptées. Les commissions d'industrie et les réunions spéciales qui ont eu à connaître des différents problèmes sociaux qui se posent dans diverses branches de l'industrie ont adopté des conclusions qui, dans de nombreux cas, intéressent directement le développement industriel. Ainsi, la Commission du pétrole a traité en détail des mesures qui doivent être prises en matière de bien-être social dans les lieux isolés, et la Commission du fer et de l'acier a adopté des conclusions détaillées sur la meilleure façon de traiter le problème des conditions de travail et les autres problèmes sociaux que soulève l'implantation de nouvelles aciéries dans les pays en voie de développement où il est rare que des services communautaires existent à proximité des nouvelles usines. Il existe des codes types destinés à guider les gouvernements et les entreprises industrielles, des recueils de directives pratiques et des manuels indiquant les

conseils à suivre pour que les nouvelles usines soient conformes, non seulement à la législation industrielle des pays intéressés, mais aussi aux normes internationales, en ce qui concerne les conditions locales de travail et les services sociaux. A cet égard, une réunion d'experts aura lieu en automne pour conseiller l'OIT sur ce qu'il convient encore de faire dans ce domaine. On s'efforce de faire savoir à tous ceux qui ont à s'occuper de ces problèmes quel type de conseils l'OIT peut leur fournir et de leur indiquer la meilleure façon d'obtenir ces conseils.

35. L'OIT pourrait contribuer à associer les organisations d'employeurs et de travailleurs à cette grande tâche, en mettant les experts et tous ceux qui sont intéressés en contact avec ces organisations. En outre, l'OIT pourrait aider à susciter un plus grand intérêt pour les problèmes considérés. Dans son rapport à la quarante-huitième session de la Conférence internationale du Travail, le Directeur général a indiqué qu'il était favorable à l'intégration complète du travail accompli par l'OIT sur des industries particulières dans les programmes de coopération technique en matière de développement économique, et qu'il était également en faveur d'une plus grande coordination des travaux accomplis par l'ONU et les autres institutions dans le domaine du développement industriel.

36. A sa prochaine session, en 1965, la Commission des industries mécaniques consacrerait une grande partie de son temps à l'étude de la contribution que la coopération internationale peut apporter à la solution des problèmes de la main-d'œuvre et du travail et des autres problèmes sociaux qui se posent dans les industries métallurgiques des pays en voie de développement. La Commission a l'intention d'étudier notamment les questions suivantes : l'assistance directe que peuvent fournir les industries des pays économiquement développés, le choix du matériel adapté à la politique suivie par les pays bénéficiaires en matière d'emploi, la diffusion des techniques, le perfectionnement des cadres dirigeants et les différents aspects de la formation professionnelle, le détachement d'experts par l'industrie dans des conditions telles qu'ils ne subissent aucun préjudice du point de vue de leurs droits à la retraite ou de leur avancement, et l'accueil de stagiaires. Des discussions ont déjà eu lieu avec le Commissaire au développement industriel en vue d'obtenir la coopération du Centre de développement industriel lors de la préparation du rapport.

37. L'OIT est également disposée à fournir les renseignements les plus complets à chacune de ses réunions industrielles sur ce qui est fait dans le cadre de l'ONU et des institutions spécialisées pour développer une industrie donnée. Ainsi, l'ONU et en particulier le Commissaire au développement industriel disposeront d'un moyen de contact précieux et d'une voie de communication très utile avec les organisations d'employeurs et de travailleurs intéressés.

38. En présentant, à la 1340^e séance, le rapport sur la formation du personnel technique national en vue de l'industrialisation accélérée des pays en voie de développement, le Commissaire au développement industriel a souligné à juste titre que le rapport avait été préparé conjointement par le Centre de développement industriel et les institutions spécialisées intéressées. Grâce à cette

collaboration, il a été possible de mettre en évidence un certain nombre d'aspects du problème qui méritent une attention spéciale et de dégager des résultats de l'expérience internationale les éléments fondamentaux d'une politique commune en matière de formation, ainsi que les lignes directrices de l'action à mener dans les pays en voie de développement, dans les pays industrialisés et dans le cadre des organisations internationales. On a également démontré l'importance des programmes élaborés par les organisations internationales et des moyens qu'elles ont utilisés à la fois pour améliorer les résultats de la coopération internationale et pour faciliter cette coopération du point de vue technique. Les commentaires et observations qui figurent dans le rapport dont on a recommandé une large diffusion fourniront aux organisations internationales des renseignements extrêmement précieux qui leur seront très utiles pour déterminer les objectifs de leurs programmes et accroître leur efficacité.

39. A la requête de la Conférence internationale du Travail et du Conseil d'administration, l'OIT procède actuellement à une évaluation de ses activités et des techniques et méthodes de formation qu'elle a utilisées dans ses opérations de coopération technique avec les pays en voie de développement.

40. Grâce à l'accroissement de l'action internationale, le programme de formation de l'OIT s'est considérablement développé au cours des quinze dernières années. Son action en matière de formation s'exerce dans tous les pays en voie de développement et englobe tout le domaine de l'organisation et de la planification de la main-d'œuvre, de la formation de travailleurs spécialisés ainsi que de contremaîtres, de techniciens et de personnel de direction dans les diverses branches de l'industrie, notamment dans la moyenne et petite industrie. L'ampleur de ce programme est mise en évidence par le fait que l'OIT est actuellement chargée de l'exécution de 42 projets du Fonds spécial dans ces différents domaines.

41. L'OIT a créé plusieurs mécanismes pour soutenir son action. On peut citer par exemple le Centre international d'information et de recherche sur la formation professionnelle qui se trouve à Genève, le Centre inter-américain de recherche et de documentation en matière de formation professionnelle, installé à Montevideo, le Centre international de perfectionnement professionnel et technique de Turin qui donnera ses premiers cours en avril 1965 et l'Institut international d'études sociales, dont le programme fait une large place aux problèmes de la main-d'œuvre, de l'emploi et de la formation dans le cadre du développement. En outre, on envisage d'organiser deux cycles d'étude régionaux en Amérique latine et en Asie sur l'organisation et la planification de la formation professionnelle dans le cadre du développement économique. Les deux commissions économiques régionales intéressées apportent leur entière collaboration à la préparation de ces cycles d'étude. L'action de ces organismes s'insère dans le cadre du programme accéléré de développement des ressources humaines que l'OIT a récemment adopté. Cette politique a pour résultat de lui permettre de participer pleinement à l'exécution du programme international de développement industriel.

42. M. JAFERI (Iran) dit que la délégation iranienne est très satisfaite du travail accompli par le Centre de développement industriel et de l'attention et de l'appui qu'il a accordés à l'Iran. Ainsi que le représentant de l'Iran l'a mentionné à la 1317^e séance, un centre de recherche a été récemment créé auprès du ministère iranien des affaires économiques en vue d'étudier les problèmes économiques courants et de préparer des directives permettant l'élaboration d'une politique économique et industrielle coordonnée et bien équilibrée. La désignation d'un groupe d'experts des Nations Unies par le Centre de développement industriel en vue d'assister le centre de recherche a été très appréciée.

43. A la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, la délégation iranienne a voté en faveur de la recommandation visant à créer une institution spécialisée en matière de développement industriel (voir E/CONF.46/139, annexe A.III.1). La délégation iranienne estime que, pendant la période de transition, le Centre de développement industriel devrait être renforcé à la fois du point de vue financier et du point de vue du personnel, en sorte qu'il puisse jouer son rôle de catalyseur et mettre en œuvre ses programmes dynamiques qui sont si précieux pour les pays en voie de développement. L'expérience acquise par le Centre sera d'une très grande utilité pour la nouvelle institution spécialisée quand elle existera.

44. Le Gouvernement iranien a déjà accordé tout son appui à la proposition visant à organiser un colloque international et des colloques régionaux et sous-régionaux. Deux importants cycles d'étude se tiendront bientôt à Téhéran, l'un sur les industries pétrochimiques et l'autre sur l'utilisation du gaz naturel et l'on espère que ces deux réunions seront couronnées de succès. A cet égard, le représentant de l'Iran désire attirer l'attention du Conseil sur la résolution 52 (XX) de la CEAEO (voir E/3876/Rev.1, troisième partie) qui a trait à l'action dans le domaine du développement industriel; il espère que le Conseil prendra note des suggestions contenues dans cette résolution.

45. La délégation iranienne a beaucoup apprécié le rapport sur la formation de personnel technique national en vue de l'industrialisation accélérée des pays en voie de développement. Cette formation pose un problème urgent en Iran et l'on accorde une grande attention à sa solution. Le ministère de l'éducation et la *National Iranian Oil Company* font tout leur possible pour créer des centres de formation professionnelle. Une attention toute spéciale est accordée à la formation d'un personnel technique d'encadrement, comprenant notamment des contremaîtres, car l'Iran connaît une pénurie de personnel de cette catégorie. On met également l'accent sur la formation de statisticiens et d'experts en comptabilité nationale, conformément aux recommandations de la CEAEO.

46. Le PRÉSIDENT prononce la clôture du débat général sur les points 11 et 12 de l'ordre du jour. Il croit comprendre que le Conseil est disposé à renvoyer ces points au Comité économique.

Il en est ainsi décidé.

POINT 17 DE L'ORDRE DU JOUR

Rapports des commissions économiques régionales (Reprise des débats de la 1323^e séance)

RAPPORT DU COMITÉ ÉCONOMIQUE (E/3958)

47. Le PRÉSIDENT invite le Conseil à examiner le rapport du Comité économique (E/3958) sur le projet de résolution relatif à la réassurance présenté au Conseil par la CEE et renvoyé par le Conseil économique à sa 1319^e séance. Le Président attire tout particulièrement l'attention du Conseil sur le projet de résolution contenu au paragraphe 5 du rapport du Comité économique.

A l'unanimité, le projet de résolution est adopté.

POINT 37 DE L'ORDRE DU JOUR

Question d'une session de la Commission du commerce international des produits de base pendant l'automne 1964 et de la prolongation éventuelle du mandat des membres de cette commission

RAPPORT DU COMITÉ ÉCONOMIQUE (E/3959)

48. Le PRÉSIDENT appelle l'attention du Conseil sur le rapport du Comité économique (E/3959) et, en particulier sur la recommandation contenue au paragraphe 2, tendant à ce que le Conseil ne prévoie pas de session de la Commission du commerce international des produits de base en automne 1964 et renvoie la question de la prolongation du mandat des membres de la Commission à la reprise de la trente-septième session.

A l'unanimité, la recommandation est adoptée.

POINT 43 DE L'ORDRE DU JOUR

Participation aux traités multilatéraux généraux conclus sous les auspices de la Société des Nations (E/3853)

49. M. WILLIAMS (Etats-Unis d'Amérique) dit que les 19 traités multilatéraux (mentionnés dans l'annexe II de la note du Secrétaire général (E/3853) portent sur une grande variété de questions techniques et qu'il faudra recourir à des experts pour savoir si l'un quelconque d'entre eux a cessé d'être en vigueur, s'il a été remplacé par des traités ultérieurs, si, à tout autre titre, il a cessé de présenter un intérêt ou s'il faut prendre des mesures pour l'adapter à la situation actuelle. L'Assemblée générale a déjà prié le Secrétaire général, par sa résolution 1903 (XVIII), de lui présenter un rapport sur ces questions lors de sa dix-neuvième session. Le représentant des Etats-Unis estime donc que le Conseil devra se limiter à prendre acte de la note du Secrétaire général et à presser tous ceux qui ont été invités à le faire de communiquer leurs vues. A cet égard, il conviendrait que les délégations communiquent directement au Secrétaire général les observations qu'elles pourraient avoir à faire.

50. M. HIREMATH (Inde) appuie la proposition du représentant des Etats-Unis. Le Gouvernement indien attache une grande importance à la question et estime qu'il y a longtemps que l'on aurait dû réexaminer la

situation. L'adhésion d'un grand nombre d'Etats aux traités multilatéraux conclus sous les auspices de la Société des Nations serait certainement dans l'intérêt de la communauté internationale. L'Inde est déjà partie à 8 des 19 traités dont il reste encore à confirmer l'utilité; le Gouvernement indien compte faire parvenir très prochainement au Secrétaire général ses observations sur les traités restants et il attend avec intérêt les décisions qui seront prises à ce sujet à la dix-neuvième session de l'Assemblée.

51. M. WEBER (Luxembourg) fait observer que certains des traités multilatéraux conclus sous les auspices de la Société des Nations sont encore très importants et il reconnaît qu'il est souhaitable de les passer en revue. Cependant, l'Assemblée générale est plus qualifiée que le Conseil pour examiner la question et c'est pourquoi il serait utile que le Président rédige, ou demande au Secrétaire général de rédiger, une recommandation en ce sens.

52. M. STAHL (Tchécoslovaquie) estime que tous les nouveaux membres de la communauté internationale devraient avoir la possibilité de faire connaître leurs vues sur les traités multilatéraux datant de la Société des Nations. Négociés dans l'intérêt de la communauté internationale tout entière, ces traités devraient être ouverts à l'adhésion de tous les Etats, sans distinction ni discrimination. Le principe de l'universalité est une norme du droit international qui lie tous les Etats et il est donc regrettable que le paragraphe 4 du dispositif de la résolution 1903 (XVIII) de l'Assemblée générale exclue *a priori* l'adhésion de certains Etats à ces traités.

53. Il serait impossible au Conseil, au cours de la présente session, de faire une évaluation complète des 21 traités en question, à 10 desquels la Tchécoslovaquie a déjà adhéré. La tâche de déterminer si ces traités doivent être adaptés à la situation actuelle sera facilitée par la décision prise par la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement de recommander que l'ONU prie le Secrétaire général de constituer une commission chargée de préparer un nouveau projet de convention relative au commerce de transit des pays sans littoral

(voir E/CONF.46/139, annexe A.VI. I). On présume que la nouvelle convention remplacera la Convention et le Statut sur la liberté du transit signés à Barcelone le 20 avril 1921 et éventuellement d'autres traités mentionnés à l'annexe II de la note du Secrétaire général. On obtiendra ainsi une nouvelle réglementation dans l'un des domaines les plus importants des relations internationales. Le représentant de la Tchécoslovaquie est convaincu que le Conseil appuiera pleinement cette louable initiative.

54. Le PRÉSIDENT propose que le Conseil se borne à prendre acte du fait que le Secrétaire général a demandé à tous les pays intéressés de faire connaître leurs vues, et à exprimer l'espoir qu'il sera donné suite à cette demande dans toute la mesure du possible. Il conviendrait, d'autre part, que le Conseil transmette au Secrétaire général les observations faites par les membres pour lui permettre d'en tenir compte dans la préparation de son rapport à l'Assemblée générale.

Il en est ainsi décidé.

POINT 14 DE L'ORDRE DU JOUR

Développement des ressources naturelles

a) Action coordonnée dans le domaine des ressources hydrauliques (E/3863, E/3881, E/3894/Rev.1)

(Reprise des débats de la 1337^e séance)

55. Le PRÉSIDENT indique que le Comité économique a examiné un projet de résolution sur les ressources hydrauliques (E/AC.6/L.301) qui, de l'avis du Comité, traite de certaines questions relevant de la compétence du Comité de coordination. Le Président du Comité économique a demandé en conséquence que le projet de résolution ainsi que les comptes rendus analytiques pertinents soient transmis au Comité de coordination pour examen. En l'absence d'objection, c'est ce qui sera fait.

Il en est ainsi décidé.

La séance est levée à 17 heures.

SOMMAIRE

	Pages
Point 20 de l'ordre du jour :	
Programme alimentaire mondial	213
Point 24 de l'ordre du jour :	
Coopération internationale en matière de cartographie	
a) Rapport du Secrétaire général sur la première Conférence cartographique régionale des Nations Unies pour l'Afrique	
b) Question de la réunion d'une conférence internationale pour la normalisation des noms géographiques	219
Point 15 de l'ordre du jour :	
Souveraineté permanente sur les ressources naturelles (reprise des débats de la 1337 ^e séance et fin)	
Rapport du Comité économique	222

Président: Sir Ronald WALKER (Australie).

Présents:

Les représentants des Etats suivants, membres du Conseil: Algérie, Argentine, Australie, Autriche, Chili, Colombie, Equateur, Etats-Unis d'Amérique, France, Inde, Irak, Japon, Luxembourg, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sénégal, Tchécoslovaquie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Yougoslavie.

Les représentants des Etats suivants, membres supplé- mentaires des comités de session: Cameroun, Ghana, Indonésie, Iran, Italie, Mexique, République arabe unie.

Les observateurs des Etats Membres suivants: Brésil, Canada, Chine, Irlande, Israël, Pakistan, Philip- pines, Pologne, République centrafricaine, Roumanie, Venezuela.

Les observateurs des Etats non membres suivants: République fédérale d'Allemagne, Saint-Siège.

Les représentants des institutions spécialisées suivantes: Organisation internationale du Travail, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, Banque internationale pour la reconstruction et le développement, Organisation mondiale de la santé, Commission intérimaire de l'Orga- nisation internationale du commerce.

POINT 20 DE L'ORDRE DU JOUR

Programme alimentaire mondial (E/3949; E/L.1063)

1. M. BOERMA (Directeur exécutif du Programme ali- mentaire mondial) présente le deuxième rapport annuel du Comité intergouvernemental ONU/FAO (E/3949).

Il rappelle que le premier rapport ¹, établi alors que le Programme alimentaire mondial n'avait que six mois d'existence, traitait plutôt des problèmes qui allaient surgir que des plans qui avaient été faits et des modalités d'application du Programme. A l'époque, on n'avait guère d'expérience concernant la manière d'atteindre l'objectif du Programme, qui est de démontrer comment une aide alimentaire peut être une nouvelle forme de capital pour le développement. La situation s'est modifiée depuis, et de notables progrès ont été faits sur la voie des réalisations concrètes. L'exécution des projets approuvés est maintenant bien en train et elle se développe à un rythme qui s'accélère rapidement.

2. En 1963, M. Boerma avait signalé que l'on pouvait interpréter la large participation des gouvernements comme une reconnaissance évidente du besoin d'acquérir une expérience pratique dans l'utilisation multilatérale des denrées alimentaires en tant que forme d'assistance aux pays en voie de développement. Le grand nombre de projets présentés au Secrétariat depuis douze mois par les gouvernements d'Etats Membres de toutes les parties du monde prouve l'empressement avec lequel on s'efforce d'atteindre l'objectif. La notion d'assistance alimentaire en tant qu'instrument du développement s'accrédite de plus en plus. C'est une justification de plus des décisions de l'ONU et de la FAO qui ont conduit à l'établissement de ce Programme alimentaire mondial, une confirmation de la sagesse de ces décisions.

3. Depuis juillet 1963, les ressources totales du Pro- gramme ont augmenté de plus de 2 millions de dollars; elles atteignent maintenant 91,1 millions de dollars. Donnant suite à l'appel que le Conseil a lancé aux Etats Membres dans sa résolution 971 (XXXVI) pour qu'ils annoncent des contributions supplémentaires, si possible en espèces, en vue d'atteindre l'objectif de 100 millions de dollars, quatorze pays ont annoncé de nouvelles contributions, ce qui porte le nombre des pays participants à 67. Sur le total des ressources réunies, qui est de 91,1 millions de dollars, la part des ressources en espèces est de 21,6%, soit 19,7 millions de dollars; cette proportion est en augmentation de 1% par rapport à l'année précé- dente. Pourtant, les contributions en espèces sont encore sensiblement en deçà du minimum stipulé — le tiers des ressources totales — et l'utilité du Programme en a gravement pâti.

4. Le total des ressources en nature n'a pour ainsi dire pas changé; mais la composition du stock disponible s'est profondément modifiée. Lorsque le Programme a débuté, il disposait d'une variété de denrées alimentaires

¹ Voir Documents officiels du Conseil économique et social, trente- sixième session, Annexes, point 10 de l'ordre du jour, document E/3791.

riches en protéines en plus des produits alimentaires de base généralement excédentaires sur le marché mondial. A présent, ces denrées rares ont été soit livrées, soit affectées à des projets approuvés, soit encore utilisées pour des opérations d'urgence.

5. On s'est efforcé de réserver ces produits riches en protéines principalement en prévision de projets de développement économique et social pour lesquels une alimentation équilibrée est plus importante que pour des opérations d'urgence. Toutefois, les contributions annoncées ne contenaient pas assez de ces denrées. L'expérience a montré qu'il aurait été possible d'utiliser, pour le plus grand bien des bénéficiaires de projets approuvés récemment, des quantités supplémentaires de ces produits à concurrence d'une valeur de 4 à 5 millions de dollars. M. Boerma aurait souhaité user de ses pouvoirs pour acheter ces produits non excédentaires sur le marché; il n'a pu le faire par suite de l'exiguïté des ressources en espèces disponibles. La pénurie de fonds a aussi gêné d'autres façons la mise en œuvre du Programme, par exemple pour le transport local des approvisionnements, même dans les cas les plus intéressants. Il est regrettable que les gouvernements n'aient pas répondu plus généreusement à la demande de ressources financières plus larges que le Conseil leur a adressée par la résolution 971 (XXXVI).

6. Lors de sa trente-sixième session, le Conseil a adopté un certain nombre de résolutions exprimant le vœu que le Programme alimentaire mondial participe à certaines opérations d'urgence. Notamment, la résolution 970 (XXXVI) concernait les secours nécessaires à la ville de Skopje, en Yougoslavie, après le tremblement de terre. Or, il est apparu que d'autres sources fournissaient les secours d'urgence aux victimes du séisme et que l'aide du Programme alimentaire mondial n'était pas indispensable dans l'immédiat. Néanmoins, le Gouvernement yougoslave a ensuite demandé une aide alimentaire pour les travailleurs employés à la reconstruction de Skopje; l'exécution d'un projet en ce sens, que le Comité intergouvernemental a approuvé à sa quatrième session, est en voie d'achèvement. D'après des rapports de membres du Secrétariat, les objectifs définis par le Gouvernement yougoslave dans sa requête ont été atteints dans de bonnes conditions. De même, l'aide d'urgence fournie à l'Indonésie pour les victimes de l'éruption volcanique de Bali se poursuivra jusqu'au 1^{er} septembre 1964. A cette date, le Programme alimentaire mondial aura ainsi fourni, pour cette opération d'urgence, 9 000 tonnes de denrées alimentaires d'une valeur totale de près de 2 millions de dollars. A la demande du Gouvernement indonésien, le Comité intergouvernemental a accepté que le Programme fournisse une nouvelle aide alimentaire, d'une valeur d'environ 1,9 million de dollars, à l'effet de contribuer à l'exécution d'un vaste plan de réinstallation permanente de la population balinaise. Au total, le Programme alimentaire mondial a fourni des secours d'urgence à douze pays de différentes parties du monde, pour plus de 9 millions de dollars.

7. A la suite d'une série de catastrophes naturelles à l'occasion desquelles, en 1963, des demandes de secours d'urgence importants lui ont été adressées, le Comité intergouvernemental a, lors de sa quatrième session,

assoupli la procédure relative à l'utilisation de la part des ressources du Programme — à savoir 25 % — qui est réservée pour les opérations d'urgence. A concurrence de 2 millions de dollars, des découverts sur les crédits de l'année suivante sont maintenant admis; cette faculté s'est déjà révélée utile bien que les opérations de secours de 1963 n'aient entraîné qu'un découvert de 180 000 dollars.

8. Passant aux activités principales du Programme, à savoir l'utilisation d'aide alimentaire dans des projets de développement économique et social, M. Boerma indique que, jusqu'à présent, 80 projets de développement émanant de 43 pays ont été approuvés. Ces projets représenteront une dépense de plus de 50 millions de dollars. D'autre part, 60 projets de développement sont à l'étude. En dehors de la partie des ressources du Programme qui a été utilisée ou doit être réservée pour les urgences, la majeure partie des denrées alimentaires disponibles a été affectée à des projets approuvés. Il est vraisemblable que les besoins additionnels pour des projets qui pourraient encore être approuvés excéderont les ressources disponibles.

9. M. Boerma a dit à la trente-sixième session (1298^e séance) que la majorité des demandes d'aide concernaient des projets destinés à favoriser le développement des zones rurales. La tendance reste la même, mais l'équilibre est meilleur entre les types d'activités que le Programme est invité à soutenir. Cette amélioration est due en partie à la coopération de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées, dont les experts ont aidé les gouvernements des Etats Membres dans la préparation de projets non agricoles. Treize projets dans les secteurs de l'industrie proprement dite et de l'industrie minière et neuf projets dans le secteur des travaux publics ont été approuvés récemment. Toutefois, l'assistance va encore, dans la plupart des cas, à une série d'activités qui tendent au développement économique et social des régions rurales. Si les denrées alimentaires du Programme restent disponibles pour les besoins de projets individuels et ne sont pas fournies sous forme d'approvisionnements en masse, il est évident que c'est dans les entreprises qui occupent une proportion importante de main-d'œuvre non qualifiée que le Programme trouvera sa plus grande utilité. Comme c'est surtout dans les régions rurales que les projets qui exigent beaucoup de main-d'œuvre trouvent des conditions favorables, l'assistance du Programme alimentaire mondial permet aux gouvernements des pays en voie de développement de mobiliser les vastes réserves de main-d'œuvre inoccupée qui existent souvent dans ces régions et, par ce moyen, d'améliorer l'infrastructure rurale et le niveau de vie de la population agricole. Ce qui contribue encore à donner la prépondérance aux projets de développement rural est le fait qu'une offre de rémunération en nature est mieux accueillie dans le secteur non monétarisé et relativement sans prétentions qui est à l'écart des zones urbaines industrialisées.

10. Au moment où le Programme entame la deuxième moitié de sa période expérimentale de trois ans, la nécessité de faire le bilan des résultats de l'aide alimentaire multilatérale devient plus impérieuse. Ce bilan est prévu dans les Règles générales du Programme afin qu'une décision puisse

être prise quant à l'avenir du Programme. Les projets de développement approuvés et les opérations d'urgence exécutées serviront de base à ce travail qui est entrepris par un certain nombre de consultants en coopération avec l'ONU et les institutions spécialisées intéressées. De même, les préparatifs de cinq études d'experts sur les différents aspects du problème de l'aide alimentaire en faveur du développement sont commencés. Le Comité intergouvernemental a approuvé les schémas de ces études à sa quatrième session. De plus, M. Boerma compte dresser pour la fin de 1964 le tableau préliminaire de l'expérience générale accumulée par le Programme, compte tenu des conclusions des cinq études d'experts et des rapports d'évaluation sur les activités du Programme. Toute cette documentation, accompagnée des commentaires du Secrétaire général de l'ONU et du Directeur général de la FAO, sera examinée par le Comité intergouvernemental à la septième session du printemps de 1965. Cet ensemble de renseignements, y compris les recommandations du Comité intergouvernemental, sera présenté au Conseil pour sa session d'été de 1965.

11. Il a déjà été possible de dégager un certain nombre de conclusions provisoires et concrètes en ce qui concerne les opérations du Programme. Le Programme a commencé à démontrer que la valeur et les effets de l'aide alimentaire ne se limitent pas à la consommation, mais que des denrées alimentaires peuvent servir à constituer du capital et permettre d'obtenir dans divers domaines des résultats qui dépassent de loin l'objectif classique : nourrir ceux qui ont faim, par exemple, l'amélioration de l'état sanitaire, de l'enseignement et l'établissement de conditions favorables à une vie plus pleine et meilleure. Comme cette prise de conscience se généralise, l'ancien préjugé contre l'aide alimentaire tenue pour un geste de charité sans caractère durable commence à se dissiper.

12. On peut retenir aussi un certain nombre d'autres leçons. Par exemple, il est reconnu maintenant qu'il n'y a pour ainsi dire pas de projet qui puisse s'appuyer sur la seule aide alimentaire. Même dans le cas de projets de développement rural dans lesquels le plus souvent les salaires des ouvriers constituent la dépense principale et peuvent être en grande partie payés en denrées alimentaires, il y a aussi d'autres dépenses, en outillage, en équipement et en matériaux, ainsi qu'en direction de chantiers, sans compter les frais de transport et de distribution des denrées fournies par le Programme. Pour être efficace, l'aide alimentaire doit donc être doublée d'une assistance financière. Dans certains cas, l'absence de cette assistance financière a gravement limité l'utilisation de l'aide alimentaire elle-même parce que les pays en voie de développement sont pauvres et éprouvent des difficultés à inscrire à leur budget les crédits nécessaires pour la partie financière des projets du Programme. La coordination de l'aide alimentaire avec l'aide non alimentaire est donc un important problème qui fait l'objet de l'une des études d'experts en cours.

13. Encore une fois, l'impossibilité d'acheter sur le marché mondial certains types de denrées alimentaires dont il n'y a pas d'excédents chroniques empêche le Programme d'atteindre ses objectifs en matière de nutrition. Comme la plus grande partie des denrées qui,

vraisemblablement, restera disponible pour l'aide envisagée, sera constituée de produits alimentaires de base, il faudra des ressources en espèces pour acheter d'autres denrées alimentaires quelquefois indispensables pour assurer l'équilibre des rations en vue du développement économique et social. L'offre méthodique de denrées rares à des groupes déterminés de consommateurs provoquera sans doute de nouvelles demandes de ces mêmes denrées et, ultérieurement, la diversification de la production agricole dans les pays en voie de développement et l'ouverture de nouveaux marchés d'exportation pour les producteurs efficaces. Or, cette évolution a été reconnue comme souhaitable, dans le cadre des efforts internationaux de développement, par une recommandation de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement relative à un futur programme mondial d'aide alimentaire (voir E/CONF.46/139, annexe A.II.6).

14. Les travaux des dix-huit derniers mois et l'expérience qui a pu être acquise dans la recherche et l'essai des possibilités d'utilisation des denrées alimentaires comme moyen de réaliser des progrès à long terme ont permis au Programme alimentaire mondial de commencer à se tailler un rôle exceptionnel en tant qu'entreprise coopérative des nations du monde pour l'utilisation de denrées alimentaires comme capital de développement. Il n'est peut-être pas prématuré d'exprimer l'espoir que l'expérience actuelle ouvrira la voie vers l'utilisation élargie de l'abondance matérielle procurée par la technique moderne dans l'intérêt mutuel de tous les peuples. Il se pourrait même que l'abondance finisse par être considérée comme quelque chose qu'il faut rechercher et même planifier de façon active, puisqu'elle fournit des éléments qui permettent de construire un monde meilleur et plus heureux.

15. M. Boerma signale que le Comité intergouvernemental recommande au Conseil d'approuver deux amendements aux Règles générales du Programme alimentaire mondial (voir E/3949, annexe II).

16. En conclusion il tient à remercier l'ONU et les institutions spécialisées, en particulier les représentants résidents du BAT, pour leur participation active aux travaux du Programme et leur appui à ses objectifs. L'expérience acquise justifie pleinement la décision par laquelle ces représentants résidents ont été nommés agents officiels du Programme.

17. M. HILL (Australie) dit que l'objectif primordial de l'établissement du Programme est de voir comment on peut utiliser les denrées alimentaires comme instrument de promotion du développement économique et social. Un autre objectif important est de procurer une source immédiate d'assistance alimentaire pour faire face aux besoins des pays en proie à des désastres naturels tels que tremblements de terre, inondations et ouragans, sans parler d'autres situations d'urgence. Un quart des ressources du Programme a été réservé à des secours d'urgence.

18. Il ressort des chiffres cités par le Directeur exécutif du Programme que, en ce qui concerne la totalité des annonces de contributions, il s'en faut encore de 9 millions

de dollars environ pour que soit atteint l'objectif de 100 millions de dollars, et que la composante en espèces ne représente que 21 % du total et demeure bien en deçà de l'objectif minimal d'un tiers de la valeur totale des contributions, établi pour le Programme. Il semble que la situation soit la suivante : la composante en espèces sera peut-être à peine suffisante pour acheminer à leur destination tous les produits fournis, mais cela n'est encore aucunement certain. En outre, parmi les produits fournis, il existe une pénurie d'aliments à haute teneur de protéines, ainsi que de produits tels que les légumineuses, le riz et le sucre; et la situation financière du Programme ne permet pas de compléter ces articles par des achats au comptant.

19. Malgré ces difficultés, le Programme a déjà bien des réalisations à son actif pour les dix-huit premiers mois de son existence. Alors qu'il est arrivé à mi-chemin de la période expérimentale de trois ans, les deux tiers environ de ses ressources en produits disponibles pour des projets de développement économique et social — déduction faite de la proportion réservée pour les cas d'urgence — sont engagés. Comme il ressort du deuxième rapport du Comité intergouvernemental, le Programme, au 30 juin 1964, avait reçu 169 demandes officielles, dont environ 72 — entraînant une dépense totale de plus de 46 millions de dollars — ont été approuvées à la date du 10 juillet 1964. Sur ces 72 projets, 33, entraînant une dépense totale de 22,5 millions de dollars, sont entrés dans la phase d'exécution. De surcroît, le Programme alimentaire mondial a déjà fourni une assistance d'urgence à 12 pays, s'élevant à un total de plus de 9 millions de dollars.

20. Un des aspects les plus frappants de la manière dont le Programme s'est développé pendant la première moitié de sa période expérimentale a été les systèmes divers et souvent ingénieux qui ont été mis au point pour l'utilisation de l'assistance alimentaire, ainsi que la grande variété dans l'expérimentation des projets. Parmi ces projets, plusieurs ont trait à la formation et permettent la fourniture d'une alimentation spéciale à ce titre; un bon nombre sont des projets de construction où l'aide alimentaire sera utilisée pour constituer du capital fixe; il y a aussi une gamme étendue de projets de développement agricole et rural, y compris d'importants projets de réinstallation et de bonification du sol, qui donneront aussi des résultats productifs mesurables, sans parler de quelques projets fort intéressants de développement industriel et communautaire.

21. La délégation australienne tient en particulier à exprimer sa satisfaction quant aux procédures que le Directeur exécutif a suivies pour traiter les projets impliquant des ventes; ces procédures comprennent des consultations qu'il a déjà eues avec le Sous-Comité de l'écoulement des excédents de la FAO. Elle le félicite également de la rigueur avec laquelle il a observé les principes de la FAO sur l'écoulement des excédents. La politique que le Directeur exécutif suit en matière de ventes est exposée dans une lettre qu'il a adressée aux représentants résidents du BAT et qui est reproduite dans l'annexe I au rapport du Comité intergouvernemental. Le Gouvernement australien a aussi été frappé

par le soin avec lequel les projets du Programme ont été préparés et par les arrangements en matière de contrôle et d'évaluation qui caractérisent le Programme. Il recevra avec plaisir les études mentionnées par le Directeur exécutif, qui traiteront de divers aspects de l'aide alimentaire multilatérale, et en particulier le rapport préliminaire dans lequel le Directeur exécutif exposera l'expérience qu'il a acquise et présentera ses propositions concernant l'avenir du Programme.

22. La Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement a formulé des propositions intéressantes et importantes au sujet du Programme alimentaire mondial, en particulier quant à la possibilité d'acheter des denrées alimentaires aux pays en voie de développement. La délégation australienne compte que ces recommandations seront étudiées très soigneusement lorsque l'avenir du Programme fera l'objet d'un examen en 1965.

23. M. Hill ne croit pas qu'il soit nécessaire de donner de longues explications sur le projet de résolution déposé par l'Argentine, l'Australie et la France (E/L.1063). La première partie du projet de résolution met en lumière les progrès réalisés et souligne que le Programme est à 9 millions de dollars en deçà de son objectif de 100 millions de dollars et qu'il a en particulier besoin de ressources en espèces. L'attention des organismes des Nations Unies qui reverront la question du Programme alimentaire mondial en 1965 est également appelée sur les recommandations de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement. La seconde partie du projet de résolution propose la décision formelle que le Conseil doit prendre pour approuver les amendements aux Règles générales du Programme alimentaire mondial. Le premier de ces amendements a été rendu nécessaire par l'accroissement du nombre des membres du Comité intergouvernemental à la suite de la résolution 1914 (XVIII) de l'Assemblée générale. Le second amendement porte sur un changement dans les règles qui régissent la présentation des rapports financiers du Programme alimentaire mondial au Comité financier de la FAO et au Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires de l'ONU. A sa quatrième session, le Comité intergouvernemental a recommandé au Conseil d'approuver ces deux amendements. Les changements qu'il est proposé d'apporter aux deux textes sont indiqués à l'annexe II du rapport du Comité intergouvernemental.

24. M. JANTON (France) rappelle qu'à la trente-sixième session (1298^e séance), la délégation française a noté avec satisfaction que le Programme alimentaire mondial expérimental entrait dans sa phase active et paraissait convenablement orienté. Les résultats obtenus depuis lors confirment amplement cette appréciation, et le Directeur exécutif et ses collègues doivent être félicités de leurs efforts et de leur succès.

25. Le Programme vient de dépasser la moitié de la période de trois ans qui lui a été fixée; il est donc encore trop tôt pour formuler un jugement de fond sur l'expérience acquise. Toutefois, il y a de bonnes raisons d'espérer que toutes les données nécessaires pour énoncer ce jugement seront réunies lorsque le Programme fera,

en 1965, l'objet d'un examen d'ensemble. A cet égard, la délégation française est contente de savoir que les cinq études générales qui doivent être présentées au Conseil à ce moment-là sont en bonne voie. De précieux enseignements sortiront assurément de la conjonction d'études économiques et d'expériences pratiques. La délégation française s'intéressera tout particulièrement à la contribution qu'apporteront les commissions économiques régionales, dont les secrétaires exécutifs ont tous participé aux travaux du Comité intergouvernemental durant sa récente session. Elle a été frappée par l'esprit de coopération qu'ils ont manifesté à cette occasion.

26. Comme ailleurs, une bonne coordination des activités s'impose, et la délégation française espère que cet aspect ne sera pas perdu de vue lors des importantes délibérations qui, en 1965, porteront sur le Programme alimentaire mondial.

27. M. SILOVIC (Yougoslavie) déclare que la délégation yougoslave est très satisfaite des résultats obtenus jusqu'à présent par le Programme alimentaire mondial. Les pays en voie de développement commencent à se servir davantage de ce Programme comme moyen supplémentaire d'accélérer leur développement économique et social. On s'en aperçoit en considérant le nombre croissant de projets soumis pour approbation au Directeur exécutif ou au Comité intergouvernemental. De plus, comme il ressort du rapport, le nombre de projets en instance d'approbation dépasse déjà les ressources disponibles.

28. Aux termes de ses Règles générales, le Programme alimentaire mondial doit fournir une aide alimentaire non pas seulement pour promouvoir le développement économique et social, mais aussi lors de catastrophes appelant une aide d'urgence. La Yougoslavie a bénéficié de l'aide d'urgence lorsqu'en 1963 la ville de Skopje a été victime d'un tremblement de terre désastreux. Elle a aussi contribué au Programme par la fourniture de certaines denrées alimentaires et elle a l'intention de continuer de le faire.

29. L'idée d'utiliser les excédents de denrées alimentaires en vue du développement économique et social n'était pas neuve lorsque le Programme alimentaire mondial a été lancé; la pratique de transférer des excédents de produits alimentaires aux pays en voie de développement qui en avaient besoin existait déjà, en particulier dans les pays industrialisés. Ce qu'il y a de nouveau dans le Programme, c'est que les transferts de denrées alimentaires s'effectuent sur une base multilatérale, conformément aux principes et aux procédures généralement acceptés et sous le contrôle d'un organe appartenant au système des Nations Unies. Ce caractère multilatéral du Programme a une valeur indéniable, encore que celui-ci ne vienne pas remplacer une aide bilatérale: il s'ajoute plutôt à elle.

30. La délégation yougoslave considère que la recommandation adoptée par la Conférence des Nations Unies pour le commerce et le développement sur le futur programme mondial d'aide alimentaire devrait trouver un écho dans toute résolution ou décision adoptée à ce sujet par le Conseil pendant la présente session. Le Conseil devrait aussi renouveler son appel aux gouvernements pour faire

en sorte que soit atteint l'objectif de 100 millions de dollars pour la période expérimentale de trois ans. Il y a lieu de regretter que cette somme n'ait pas encore été obtenue.

31. Il serait prématuré de discuter l'avenir du Programme, mais il convient de féliciter le Comité intergouvernemental d'avoir eu la prévoyance de prendre les mesures nécessaires pour une éventuelle prolongation. Il s'ensuit que la question pourra être discutée en 1965 sur la base d'une documentation qui tiendra compte de tous les éléments nécessaires. M. Silovic espère que les cinq études envisagées permettront non seulement de mieux connaître les mérites du Programme, mais de créer un instrument plus efficace d'aide alimentaire en vue du développement économique et social des pays en voie de développement.

32. La délégation yougoslave approuve la teneur du projet de résolution commun.

33. M^{lle} MUTER (Indonésie) accueille avec satisfaction le deuxième rapport annuel sur le Programme alimentaire mondial et félicite le Directeur exécutif du succès du Programme. Ce dernier est maintenant fermement établi; il met en route et administre des projets, et l'importance de son rôle dans l'effort international de développement ressort déjà clairement de l'afflux constamment croissant de demandes d'assistance. L'aspect « aide d'urgence » du Programme est fort important et vivement apprécié par les pays qui ont besoin d'une assistance immédiate. M^{lle} Muter exprime sa gratitude pour le secours substantiel apporté à l'Indonésie à la suite de l'éruption volcanique survenue dans l'île de Bali en 1963, secours qui se poursuit.

34. Toutefois, comme c'est le cas pour tous les programmes d'assistance des Nations Unies, les contributions n'ont pas encore atteint le niveau souhaité. La délégation indonésienne appuie donc l'appel de contributions qui est renouvelé dans le projet de résolution, ainsi que les amendements aux Règles générales proposés par le Comité intergouvernemental.

35. M. WEBER (Luxembourg) constate que, si le Programme en est encore au stade expérimental, le deuxième rapport annuel montre qu'il est déjà solidement établi. Il a démontré son utilité dans le domaine du développement économique comme dans celui des secours d'urgence. La délégation luxembourgeoise appuie très volontiers le projet de résolution.

36. M. HIREMATH (Inde) remercie le Directeur exécutif du Programme pour son deuxième rapport annuel et le complimente pour les réalisations obtenues. L'idée d'une banque mondiale des denrées alimentaires, lancée pour la première fois par le Gouvernement indien en 1959, a pris la forme d'une stratégie du développement par l'utilisation de denrées excédentaires. La délégation indienne note avec satisfaction que, parvenu à mi-chemin seulement de sa période expérimentale, le Programme établit et exécute des projets concrets. Elle lui souhaite de nouveaux succès.

37. Le rapport indique que la composante en espèces des annonces de contributions au Programme est encore très inférieure à la proportion prévue, qui est du tiers. Certes, il serait navrant que les annonces de contributions en espèces ne suffisent pas pour assurer l'acheminement

de la totalité des denrées disponibles, mais il faut se rappeler que beaucoup de pays en voie de développement éprouvent des difficultés à acquitter leurs contributions en monnaies convertibles. Par conséquent, il faudrait, lorsque c'est possible, continuer d'accepter les contributions en monnaies nationales, en marchandises et en services.

38. La délégation indienne a noté également que, parmi les denrées mises à la disposition du Programme, il n'y a ni tourteaux d'oléagineux ni déchets de meunerie; il n'y a pas non plus de contributions suffisantes en produits indispensables comme le riz, les légumineuses ou le sucre. Le Gouvernement indien s'est engagé jusqu'ici pour un total de 500 000 dollars, dont un tiers en roupies indiennes et le solde en denrées telles que thé, poisson séché, sucre, etc. M. Hiremath est heureux de constater que ces derniers produits ont été utilisés à très bon escient. De même, le Programme a approuvé trois projets de développement par l'aide alimentaire en diverses parties de l'Inde.

39. Le rapport mentionne aussi que quelques pays producteurs de denrées alimentaires craignent que le Programme ne nuise à leurs échanges internationaux normaux. Ces craintes pourront être dissipées si l'on suit les principes de la FAO relatifs à l'écoulement des excédents et la procédure de conciliation établie par le Comité des produits de la FAO.

40. La délégation indienne est disposée à appuyer les deux amendements aux Règles générales du Programme, indiqués dans le projet de résolution.

41. M. MIGONE (Argentine) rappelle qu'à la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, la délégation argentine a souligné qu'il ne faudrait pas laisser l'aide alimentaire troubler les marchés normaux des pays en voie de développement exportateurs de denrées. L'Argentine, étant l'un de ces pays, a intérêt à ce que la fraction en espèces du Programme augmente, car elle pourrait ainsi prendre part au Programme sans que son commerce d'exportation normal en souffre. Le système de consultations mutuelles entre pays exportateurs s'est révélé utile, mais l'accroissement des annonces de contributions en espèces atténuerait beaucoup les difficultés en matière de balance des paiements que rencontrent les pays en voie de développement producteurs de denrées. M. Migone espère que le Conseil adoptera le projet de résolution qui lui est soumis.

42. M. WILLIAMS (Etats-Unis d'Amérique) complimente le Directeur exécutif pour l'impulsion intelligente qu'il a su donner au Programme pendant la première moitié de sa période expérimentale triennale. A ce stade, il serait prématuré de tirer des enseignements, mais il est certains points qui méritent un commentaire. Il est devenu évident que, si la faim ne connaît pas de frontières géographiques, le pouvoir de participer au soulagement de ce mal est aussi illimité, ainsi que le montre le nombre impressionnant de pays qui versent des contributions. Il est évident également que les programmes multilatéraux d'assistance peuvent rendre possible une division internationale du travail à laquelle chaque pays contribue de son mieux. A cet égard, on doit rappeler la recom-

mandation de la Conférence sur le commerce et le développement aux termes de laquelle on pourrait, lorsque le Programme sera examiné à nouveau en 1965, le modifier pour en faire bénéficier aussi bien les pays en voie de développement qui souffrent de pénurie de denrées alimentaires que des pays en voie de développement qui exportent des produits alimentaires. Ce changement serait facilité par un accroissement des contributions en espèces. Peut-être la conclusion la plus importante que l'on puisse tirer de l'expérience du Programme alimentaire mondial est-elle que les Nations Unies ont continué de prouver qu'elles étaient capables de trouver des moyens institutionnels permettant d'employer les ressources de la communauté internationale au profit de l'ensemble de l'humanité.

43. La délégation des Etats-Unis appuiera le projet de résolution. Toutefois, elle aurait préféré que la seconde partie attribue fermement à un seul et unique organe la tâche d'examiner et de commenter les rapports financiers; elle pense que le Comité intergouvernemental voudra peut-être remettre cette question à l'étude.

44. Sir Keith UNWIN (Royaume-Uni) est satisfait du deuxième rapport annuel sur le Programme alimentaire mondial, qui décrit une année de progrès sérieux, et il félicite le Directeur exécutif de la façon dont le Programme est conduit.

45. Le Royaume-Uni, maintenant membre de plein droit du Comité intergouvernemental, se félicite de cette occasion de participer pleinement aux travaux de cet organisme. Son gouvernement appuie chaleureusement le Programme expérimental triennal actuel, auquel il a apporté une contribution en espèces et en nature. Il attache une importance spéciale à la mission du Programme qui consiste à utiliser des excédents alimentaires pour soulager d'urgence des gens en détresse et, dans le cadre de projets de développement planifié, pour contribuer au développement économique.

46. Si le Programme a déjà commencé à concevoir et à exécuter des projets, il est évident que certaines difficultés substantielles ne sont pas encore résolues. Il manque encore 9 millions de dollars pour atteindre l'objectif de 100 millions de dollars. Plus graves dans l'immédiat sont la pénurie de denrées alimentaires riches en protéines, que le représentant de l'Inde a soulignée, et la nécessité d'allonger la liste des pays qui annonceront des contributions en espèces pour couvrir les frais d'acheminement des produits. La délégation du Royaume-Uni espère vivement que ces difficultés s'aplaniront.

47. Elle appuie les amendements aux Règles générales présentés par le Comité intergouvernemental et les recommande à l'approbation du Conseil.

48. Dans un programme expérimental, il importe, à chaque étape, de dégager les enseignements de l'expérience. Le Conseil doit s'assurer que chacun des projets appuyés par le Programme a été efficace et que le rôle des denrées alimentaires dans ce succès a été réel. C'est pourquoi la délégation du Royaume-Uni attache une grande importance aux cinq études sur l'aide alimentaire multilatérale qui sont en préparation. Le Conseil devra mûrement peser les résultats de ces études ainsi que le

rapport que le Directeur exécutif présentera en 1965, lorsqu'il se demandera s'il y a lieu de prolonger le Programme au-delà de cette année-là. Convaincue que l'on réservera à tous ces facteurs l'attention qu'ils méritent, la délégation du Royaume-Uni a accepté de se joindre aux auteurs du projet de résolution.

49. M. MIGONE (Argentine) se félicite de la décision de la délégation du Royaume-Uni de se joindre aux auteurs du projet de résolution, décision qu'il interprète comme un geste des plus utiles. Il a pris note des recommandations de cette délégation relatives à l'avenir du Programme. Le Comité intergouvernemental, qui a déjà bien travaillé, ne manquera sûrement pas de continuer à jouer un rôle important dans l'assistance aux pays en voie de développement. M. Migone se réjouit aussi que la délégation des Etats-Unis ait appuyé le projet de résolution.

Par 15 voix contre zéro, avec 2 abstentions, le projet de résolution (E/L.1063) est adopté.

POINT 24 DE L'ORDRE DU JOUR

Coopération internationale en matière de cartographie

a) Rapport du Secrétaire général sur la première Conférence cartographique régionale des Nations Unies pour l'Afrique (E/3906)

b) Question de la réunion d'une conférence internationale pour la normalisation des noms géographiques (E/3907)

50. M. WEBER (Luxembourg) considère que l'une des résolutions les plus importantes parmi celles qui ont été adoptées à la première Conférence cartographique régionale des Nations Unies pour l'Afrique est la résolution 10 relative aux centres régionaux de formation de personnel². Les levés cartographiques et géologiques sont le préalable indispensable de l'industrialisation et des grands travaux de génie civil. Il y a lieu d'espérer qu'à la deuxième Conférence, qui doit avoir lieu en 1966 au plus tard, les délégations disposeront d'une abondante documentation cartographique.

51. La formation de techniciens dans cette spécialité exige une bonne organisation des facultés des sciences dans les universités africaines et une coopération entre les centres cartographiques d'Afrique et les instituts techniques appropriés des pays industrialisés. La cartographie est un domaine hautement spécialisé qui réclame, non pas la création de nouvelles institutions qui seraient très coûteuses, mais une coopération entre les institutions existantes.

52. En ce qui concerne le point 24 b de l'ordre du jour, la délégation luxembourgeoise appuie l'opinion du Secrétaire général, telle qu'elle est exposée aux paragraphes 9 et 10 de son rapport (E/3907). La conférence des Nations Unies pour la normalisation des noms géographiques, qui est envisagée, exige une préparation minutieuse; il est donc souhaitable que les deux confé-

rences régionales pour l'Asie et l'Extrême-Orient, d'une part, et pour l'Afrique, d'autre part, se réunissent d'abord. Il pourrait même être souhaitable, ainsi qu'il est suggéré au paragraphe 5, que les pays qui ont des systèmes d'écriture analogues et un fonds linguistique commun tiennent des réunions régionales avant la conférence internationale.

M. Matsui (Japon), premier vice-président, prend la présidence.

53. M. WHYTE (Royaume-Uni) a pris note avec satisfaction du rapport du Secrétaire général sur la première Conférence cartographique régionale des Nations Unies pour l'Afrique (E/3906) et appuie la proposition de tenir une nouvelle conférence du même type avant la fin de 1966.

54. En ce qui concerne la conférence des Nations Unies sur la normalisation des noms géographiques, qui est envisagée, il relève que la grande majorité des gouvernements qui ont répondu à l'enquête du Secrétaire général sont favorables à cette conférence. Compte tenu des appuis ainsi manifestés et vu l'importance que la délégation du Royaume-Uni attache aux progrès dans ce domaine, M. Whyte pense que la conférence pourrait peut-être se réunir un peu plus tôt que le Secrétaire général ne le suggère. Il juge raisonnable aussi que les conférences régionales sur le même sujet aient lieu d'abord. La prochaine conférence cartographique régionale pour l'Afrique aura probablement lieu en 1966; le Conseil pourrait donc prier le Secrétaire général, non pas de renvoyer la décision jusqu'en 1967, mais de réunir la conférence internationale cette année-là. De plus, M. Whyte suggère que la conférence ait lieu soit à Genève soit à New York. Le Secrétaire général pourrait être prié de rendre compte à la trente-neuvième session du Conseil des dispositions prises à cet effet.

55. M. HIREMATH (Inde) a pris connaissance avec intérêt des deux rapports sur les points 24 a et 24 b de l'ordre du jour. Il félicite les pays africains pour les utiles délibérations qu'ils ont consacrées à une matière particulièrement importante pour eux. Au cours des dix dernières années, l'Afrique a trouvé sa juste place dans le monde; il est donc normal que tous les efforts soient faits pour activer la coopération cartographique internationale sur ce continent de façon que des connaissances précises puissent être mises à profit pour le développement économique. C'est pourquoi la délégation indienne accueille avec faveur les recommandations de la première Conférence cartographique régionale des Nations Unies pour l'Afrique.

56. Passant au point 24 b, M. Hiremath rappelle que son gouvernement s'intéresse particulièrement à l'établissement de graphies uniformes pour les noms géographiques. L'Inde, dont la diversité linguistique est profonde et qui connaît des différences accusées suivant les régions, a fait de vigoureux efforts pour réaliser cette uniformité; son expérience pourrait avoir quelque prix au moment où le problème sera abordé à l'échelle mondiale. Le Gouvernement indien tient à ce que les démarches du Conseil sur cette importante question, qui remontent à 1950, soient menées à bonne fin aussitôt que possible; c'est pourquoi il est d'avis de réunir une

² Voir *Conférence cartographique des Nations Unies pour l'Afrique, vol. 1. Rapport de la Conférence* (Publication des Nations Unies, n° de vente : 64.I.2).

conférence internationale avant même la prochaine conférence pour la région de la CEAEO. Toutefois, puisque certains gouvernements préfèrent que ces questions soient examinées d'abord sur le plan régional, sa délégation se rallie à la proposition du Secrétaire général de renvoyer la décision jusqu'en 1967. Mais s'il est possible de prendre cette décision plus tôt, comme le représentant du Royaume-Uni l'a proposé, la délégation indienne s'associera bien entendu à une telle initiative.

57. M. RENAUD (France) dit que son gouvernement a participé à la première Conférence cartographique régionale des Nations Unies pour l'Afrique. S'étant bornée, pour commencer, à faire le bilan des travaux accomplis jusqu'à présent, cette Conférence ne pouvait pas, dans ces conditions, adopter de décisions importantes. Elle s'est néanmoins soldée par des résultats fort utiles, touchant l'organisation et l'orientation des travaux cartographiques en Afrique, la formation du personnel, l'assistance technique et la mise au point de la coopération internationale dans ce domaine.

58. Avant de prendre des mesures quelconques en matière de formation, il est essentiel d'inventorier les ressources disponibles. Le Gouvernement du Kenya a proposé de faire une enquête sur les moyens de formation déjà existants et sa proposition a été adoptée à l'unanimité par la Conférence (voir résolution 11). A cet égard, la France a parlé des possibilités qu'offrait son Ecole nationale des sciences géographiques.

59. La France a également fait savoir au Secrétaire exécutif de la CEA qu'elle était prête à participer aux travaux du groupe d'experts dont la réunion était initialement prévue au cours du premier semestre de 1964, mais qui, en raison du calendrier chargé de la CEA, ne se réunira sans doute qu'au deuxième semestre.

60. Pour ce qui est de la conférence des Nations Unies en matière de normalisation des noms géographiques, M. Renaud estime qu'il est indispensable, avant cette conférence, de réunir une documentation suffisante. Il approuve donc la recommandation que fait le Secrétaire général au paragraphe 10 de son rapport (E/3907), mais il est prêt à considérer aussi la suggestion de la délégation du Royaume-Uni.

61. M. SILOVIC (Yougoslavie) fait l'éloge de la première Conférence cartographique régionale des Nations Unies pour l'Afrique, qui a fait œuvre utile dans les domaines économique, social et autres, avec lesquels la cartographie est étroitement liée. Il espère que la deuxième Conférence régionale pour l'Afrique, qui doit avoir lieu à la fin de 1966 pour liquider les nombreuses questions soulevées à la première Conférence, fera encore avancer le travail et permettra au monde d'avoir une connaissance plus exacte des vastes espaces d'Afrique encore inexplorés.

62. Passant ensuite à la question de la conférence des Nations Unies que l'on envisage d'organiser pour la normalisation des noms géographiques, il déclare que, bien que la Yougoslavie n'ait pas pris part à la Conférence des Nations Unies chargée de dresser la carte internationale du monde au millionième, qui s'est tenue à Bonn en 1962, elle attache une grande importance à la question, comme le prouve d'ailleurs la réponse affirmative qu'elle

a adressée à la note du Secrétaire général concernant la tenue de cette conférence. Dans sa réponse, le Gouvernement yougoslave disait qu'à son avis cette conférence ne manquerait pas de favoriser la coopération internationale dans le domaine de la cartographie et approuvait la proposition du Secrétaire général de convoquer cette réunion à la fin de 1964 ou dans le courant de 1965. Le Gouvernement yougoslave a également fait valoir qu'il serait souhaitable qu'elle ait lieu en Europe. La réponse du Gouvernement yougoslave se fonde sur l'opinion de maintes institutions scientifiques qui ont de grandes difficultés chaque fois qu'il leur faut inscrire sur des cartes des noms géographiques étrangers. Comme d'autres pays rencontreront des difficultés analogues, la délégation yougoslave espère que le Conseil pourra faire activer les préparatifs de cette importante réunion internationale.

63. Quant à la proposition du Secrétaire général (voir E/3907, par. 10) d'ajourner jusqu'en 1967 la décision de tenir cette conférence, la délégation yougoslave ne comprend pas très bien comment le Secrétaire général en est venu à faire cette proposition, étant donné ce qui est dit au paragraphe 8 du même document: « En ce qui concerne le calendrier de la conférence, les dates proposées se situent entre le milieu de 1964 et la fin de 1965. » Le Gouvernement yougoslave était de ceux qui souhaitaient que cette conférence ait lieu en 1964 ou 1965. En outre, il semblerait logique que la conférence mondiale pour la normalisation des noms géographiques précède les conférences régionales. En effet, celles-ci seront mieux à même de traiter maints aspects de la cartographie, si des normes ont déjà été convenues pour les noms géographiques. Toutefois, la délégation yougoslave est disposée à étudier d'autres avis sur la question, en particulier ceux des pays qui appartiennent aux régions où les conférences régionales se tiendront.

64. Vu les considérations qui précèdent, M. Silovic appuie sans réserve la proposition du représentant du Royaume-Uni de prendre une décision avant 1967.

65. M. KAKITSUBO (Japon), parlant du point 24 a de l'ordre du jour, félicite les pays d'Afrique pour leur première Conférence cartographique régionale, si réussie. Parmi les résolutions adoptées, celles qui ont le plus intéressé la délégation japonaise concernent la diffusion de renseignements sur les besoins en matière d'assistance technique (résolution 6); la mise en œuvre des demandes d'assistance technique (résolution 5); la préparation de la création de centres régionaux de formation de personnel (résolution 10); et la consultation des gouvernements au sujet de la création de centres communs de services spécialisés en matière de cartographie, au niveau régional ou sous-régional (résolution 12).

66. Passant au point 24 b de l'ordre du jour, la délégation japonaise approuve en principe la réunion de la conférence internationale sur la normalisation des noms géographiques; mais, à son avis, pour que cette conférence soit profitable, il faut la préparer très soigneusement à l'avance, en tenant dûment compte de l'expérience acquise dans les divers pays ou régions.

67. La normalisation des noms géographiques n'est pas une tâche aisée. Au Japon, on a éprouvé de grandes

difficultés à ce sujet, notamment en raison des facteurs historiques, économiques et sociaux et des traditions qui interviennent. Lorsqu'il s'agira d'entreprendre cette tâche sur le plan international, les difficultés seront beaucoup plus grandes encore.

68. Les pays d'Asie ont déjà tenu une conférence cartographique régionale sous les auspices de la CEAO et il y aurait avantage à tirer pleinement parti de cette première expérience pour la préparation d'une conférence mondiale.

69. La délégation japonaise appuie les recommandations du Secrétaire général (E/3907, par. 9 et 10).

70. M. KOLB (Autriche) limitera ses observations au point 24 *b* de l'ordre du jour. La délégation autrichienne approuve en principe la réunion de la conférence proposée. Elle appuie la recommandation du Secrétaire général quant à la date, mais elle serait également prête à prendre en considération la proposition du Royaume-Uni de la fixer plus tôt.

71. M. EGOROV (Union des Républiques socialistes soviétiques) rappelle que son pays a participé aux travaux de la première Conférence cartographique régionale des Nations Unies pour l'Afrique, à laquelle il a présenté des recommandations afin d'accélérer l'établissement des cartes d'Afrique au cent millième et au trois cent millième.

72. La Conférence cartographique régionale pour l'Afrique a adopté des résolutions sur l'organisation de services cartographiques nationaux (résolution 7), sur l'élargissement de la coopération technique internationale (résolutions 1 à 4) et sur les échanges de renseignements (résolutions 13 à 15). Elle a prié les gouvernements des pays développés, qui avaient déjà effectué des levés importants de certaines parties d'Afrique, de collaborer à cet échange de renseignements. La délégation soviétique a appuyé cette recommandation et continue de l'appuyer, car ce genre de coopération contribuera au développement économique des pays d'Afrique.

73. La délégation soviétique a été particulièrement heureuse de constater qu'à sa sixième session, la CEA a fait sienne les recommandations de la Conférence cartographique régionale pour l'Afrique. L'Union soviétique apporte déjà aux pays africains une aide dans ce domaine, afin qu'ils puissent accélérer leur développement économique. En particulier, de nombreux étudiants de pays africains suivent les cours de l'Institut de géodésie de Moscou, tandis que de nombreux autres étudient dans diverses universités et divers établissements techniques de l'URSS les disciplines qui sont reliées à la cartographie. L'Union soviétique est disposée à intensifier son assistance dans ce domaine au titre de sa contribution aux programmes d'assistance technique; elle est notamment prête à envoyer des experts organiser les services cartographiques des pays africains.

74. Pour ces raisons, la délégation soviétique ne voit aucune objection à ce que le Conseil prenne acte du rapport du Secrétaire général et à ce que la deuxième Conférence cartographique régionale pour l'Afrique se tienne en 1966.

75. Passant au point 24 *b* de l'ordre du jour, M. Egorov approuve l'idée d'organiser une conférence des Nations Unies pour la normalisation des noms géographiques et n'a pas d'observations à faire au sujet de l'ordre du jour provisoire (voir E/3907, annexe I). La délégation soviétique demande instamment que tous les pays, sans discrimination aucune, soient invités à cette conférence.

76. Enfin, la délégation soviétique approuve la suggestion du Secrétaire général de remettre à 1967 la question de la convocation de cette conférence.

77. M. STAHL (Tchécoslovaquie) est partisan de la réunion d'une conférence des Nations Unies pour la normalisation des noms géographiques, conformément à la résolution 929 (XXXV) du Conseil. Comme d'autres pays, la Tchécoslovaquie se préoccupe depuis de nombreuses années du problème de la nomenclature géographique et, surtout depuis 1950, elle a obtenu de bons résultats. La normalisation de la nomenclature nationale est maintenant fermement établie en Tchécoslovaquie.

78. Pour ce qui est de la normalisation des noms géographiques étrangers, les experts tchécoslovaques se heurtent à de nombreux problèmes, dont la solution exige une large coopération internationale et, dans de nombreux cas, dépend entièrement de la solution préalable du problème de la normalisation nationale.

79. En raison de l'importance de plus en plus grande de la question de la nomenclature géographique, il est souhaitable d'avoir la possibilité de procéder à un plus large échange d'expériences. En conséquence, la délégation tchécoslovaque se déclare en faveur de la réunion de la conférence internationale à une époque qui puisse convenir à tous les intéressés et elle est prête à contribuer au succès de cette conférence.

80. M. HILL (Australie) dit que la délégation australienne approuve la façon dont le Secrétaire général a envisagé la question aux paragraphes 9 et 10 de son rapport sur le point 24 *b* de l'ordre du jour.

81. Le PRÉSIDENT invite le Directeur de la Division des ressources et des transports à répondre aux observations qui ont été faites, notamment sur la question de l'époque à laquelle la conférence internationale proposée devrait être réunie.

82. M. ARCE (Secrétariat) souligne que l'ONU souhaite favoriser l'utilisation des ressources naturelles des pays en voie de développement en aidant ces pays à établir les cartes nécessaires et à former le personnel chargé des services cartographiques.

83. Il rappelle que la troisième Conférence cartographique régionale des Nations Unies pour l'Asie et l'Extrême-Orient s'est tenue à Bangkok en octobre 1961 et que la première Conférence cartographique régionale des Nations Unies pour l'Afrique s'est tenue à Nairobi en juillet 1963. La quatrième Conférence cartographique régionale pour l'Asie et l'Extrême-Orient se tiendra à Manille à l'automne de 1964; le Secrétaire général recommande l'année 1966 pour la deuxième Conférence cartographique régionale pour l'Afrique. On constatera que l'intervalle entre les deux Conférences cartographiques régionales pour l'Afrique sera ainsi de trois ans, comme

pour les Conférences régionales pour l'Asie et l'Extrême-Orient. Un intervalle de trois ans est nécessaire pour prendre les mesures qu'appellent les résolutions adoptées par une conférence et préparer la conférence suivante. Par exemple, la Conférence cartographique régionale pour l'Afrique, tenue en 1963, a adopté de nombreuses recommandations importantes (voir E/3906, par. 11) et il faudra deux ans ou même deux ans et demi pour les mettre en œuvre. On devra disposer ensuite de six mois pour faire rapport au Siège de l'ONU et préparer le document. N'ayant pas entendu exprimer d'avis contraire, M. Arce en conclut que les membres du Conseil approuvent la suggestion du Secrétaire général tendant à réunir en 1966 la deuxième Conférence cartographique régionale pour l'Afrique.

84. En ce qui concerne la conférence internationale pour la normalisation des noms géographiques, M. Arce souligne que le Secrétaire général estime indispensable une préparation soignée. La question des noms géographiques sera une des questions inscrites à l'ordre du jour des deux conférences régionales et il est souhaitable que la conférence mondiale soit saisie des avis des conférences régionales sur la question.

85. Le Secrétaire général a recommandé de reporter jusqu'en 1967 la décision de réunir la conférence internationale; la date de la conférence ne serait donc pas arrêtée maintenant. Le Secrétaire général a fait cette suggestion afin de permettre une préparation suffisante; mais si les membres du Conseil préfèrent que la conférence soit réunie en 1967, le Secrétariat aura la possibilité de faire le nécessaire, encore qu'il préférerait disposer d'un délai plus long pour la préparer.

86. M. WHYTE (Royaume-Uni) dit que la décision de réunir la conférence en 1967 laisserait encore un délai de trois ans pour les travaux préparatoires. D'autre part, si l'on ajourne jusqu'en 1967 la décision de réunir la conférence, elle ne se tiendra pas avant 1968 ou 1969.

87. Comme le représentant de la Yougoslavie l'a signalé, la plupart des gouvernements qui ont répondu à la note du Secrétaire général ont exprimé une préférence pour que la conférence se réunisse en 1964 ou 1965. Dans ces conditions, la décision de réunir la conférence en 1967 serait un compromis très raisonnable.

88. En conséquence, M. Whyte propose que le Conseil décide la réunion d'une conférence des Nations Unies pour la normalisation des noms géographiques en 1967.

89. M. WILLIAMS (Etats-Unis d'Amérique) appuie la proposition du Royaume-Uni tendant à décider immédiatement de réunir la conférence en 1967.

90. M. HIREMATH (Inde) dit que la délégation indienne était disposée à examiner avec bienveillance la demande du Secrétariat tendant à reculer la date de la

conférence de manière à disposer d'un délai suffisant pour sa préparation. Toutefois, le Directeur de la Division des ressources et des transports ayant indiqué que le Secrétariat aurait la possibilité de faire les préparatifs nécessaires pour la réunion de la conférence en 1967, la délégation indienne appuie, elle aussi, la proposition du Royaume-Uni.

91. Le PRÉSIDENT met aux voix la proposition du Royaume-Uni tendant à réunir en 1967 une conférence des Nations Unies pour la normalisation des noms géographiques.

A l'unanimité, la proposition est adoptée.

92. Le PRÉSIDENT considère que, sous réserve de cette décision, le Conseil voudra sans doute prendre acte du rapport du Secrétaire général sur la première Conférence cartographique régionale des Nations Unies pour l'Afrique (E/3906) et du rapport du Secrétaire général sur la coopération internationale en matière de normalisation des noms géographiques (E/3907).

Il en est ainsi décidé.

93. M^{me} AFNAN (Irak) exprime l'espoir qu'en faisant les préparatifs nécessaires en vue de la conférence pour la normalisation des noms géographiques, le Secrétaire général tiendra compte du fait qu'il n'y a pas eu de conférence régionale pour la partie du monde à laquelle son pays appartient.

94. M. ARCE (Secrétariat) répond qu'on en tiendra compte. On fera usage, en outre, de la documentation recueillie à l'occasion d'activités d'un autre genre ayant trait à l'assistance technique et aux instituts de cartographie.

POINT 15 DE L'ORDRE DU JOUR

Souveraineté permanente sur les ressources naturelles
(reprise des débats de la 1337^e séance et fin)

Rapport du Comité économique (E/3960)

95. Le PRÉSIDENT invite le Conseil à examiner le rapport du Comité économique (E/3960) et en particulier la recommandation qui figure au paragraphe 2 de ce rapport, tendant à ce que le Conseil prenne acte du rapport général concernant la souveraineté permanente sur les ressources naturelles (E/3840) et le transmette à l'Assemblée générale, accompagné des observations auxquelles il a donné lieu devant le Conseil. S'il n'y a pas d'opposition, le Président considérera que le Conseil accepte cette recommandation.

Il en est ainsi décidé.

La séance est levée à 17 h 50.

CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Trente-septième session

DOCUMENTS OFFICIELS

Mardi 11 août 1964

à 10 h 55

PALAIS DES NATIONS, GENÈVE

SOMMAIRE

	Pages
Hommage à la mémoire de M. Zawadzki, Président de la République populaire de Pologne	223
Point 19 de l'ordre du jour :	
Programmes de coopération technique (<i>reprise des débats de la 1325^e séance et fin</i>)	
b) Programme élargi d'assistance technique Rapport du Comité de l'assistance technique	223
c) Coordination des activités d'assistance technique Rapport du Comité de coordination	223
Point 32 de l'ordre du jour :	
Rapport annuel du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés	225
Déclaration du Président	228

Président: Sir Ronald WALKER (Australie).

Présents:

Les représentants des Etats suivants, membres du Conseil : Algérie, Argentine, Australie, Autriche, Chili, Colombie, Equateur, Etats-Unis d'Amérique, France, Inde, Irak, Japon, Luxembourg, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sénégal, Tchécoslovaquie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Yougoslavie.

Les représentants des Etats suivants, membres supplémentaires des comités de session : Cameroun, Ghana, Indonésie, Iran, Italie, Mexique, République arabe unie, République-Unie du Tanganyika et de Zanzibar.

Les observateurs des Etats Membres suivants : Brésil, Bulgarie, Canada, Chine, Finlande, Irlande, Pakistan, Philippines, Pologne, République centrafricaine, Roumanie, Suède, Venezuela.

Les observateurs des Etats non membres suivants : République fédérale d'Allemagne, Saint-Siège, Suisse.

Les représentants des institutions spécialisées suivantes : Organisation internationale du Travail, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, Banque internationale pour la reconstruction et le développement, Fonds monétaire international, Organisation mondiale de la santé, Organisation météorologique mondiale.

Le représentant de l'Agence internationale de l'énergie atomique.

Hommage à la mémoire de M. Zawadzki, Président de la République populaire de Pologne

1. Le PRÉSIDENT, au nom du Conseil, adresse ses condoléances au Gouvernement et au peuple polonais

pour le décès de M. Zawadzki, Président de la République populaire de Pologne.

Sur la proposition du Président, les membres du Conseil observent une minute de silence en hommage à la mémoire de M. Zawadzki.

2. Sir Keith UNWIN (Royaume-Uni), M. ARKADIEV (Union des Républiques socialistes soviétiques), M. KOPCOK (Yougoslavie), M. DUPRAZ (France), M. KURKA (Tchécoslovaquie), M. WILLIAMS (Etats-Unis d'Amérique), M. NEHRU (Inde), M. KOLB (Autriche), M. MIGONE (Argentine), M^{me} AFNAN (Irak) et M. CHANDERLI (Algérie) expriment leur sympathie au Gouvernement et au peuple polonais ainsi qu'à la famille et aux amis du Président Zawadzki, durement éprouvés par cette perte. Ils rendent hommage à la mémoire du Président Zawadzki en tant qu'homme d'Etat et dirigeant dans la lutte de la Pologne contre l'oppression pendant la seconde guerre mondiale et dans l'effort de reconstruction après la guerre.

3. M. MELLER-CONRAD (Observateur de la Pologne) remercie le Président et les membres du Conseil de leurs témoignages de sympathie.

POINT 19 DE L'ORDRE DU JOUR

Programmes de coopération technique (*reprise des débats de la 1325^e séance et fin*)

b) Programme élargi d'assistance technique

RAPPORT DU COMITÉ DE L'ASSISTANCE TECHNIQUE (E/3849)

4. Le PRÉSIDENT appelle l'attention du Conseil sur les paragraphes 36 et 37 du rapport du CAT concernant sa session de novembre-décembre 1963 (E/3849) et sur le projet de résolution relatif au fonds de roulement et de réserve, contenu dans l'annexe II à ce rapport.

A l'unanimité, le projet de résolution est adopté.

c) Coordination des activités d'assistance technique

RAPPORT DU COMITÉ DE COORDINATION (E/3966)

5. Le PRÉSIDENT appelle l'attention du Conseil sur le rapport du Comité de coordination (E/3966) concernant le point 19 c) de l'ordre du jour et, en particulier, sur le projet de résolution relatif à la fusion du PEAT et du Fonds spécial qui figure au paragraphe 15 de ce rapport. A ce projet de résolution est joint un projet de résolution que le Conseil recommande à l'Assemblée générale d'adopter.

6. M. SIEGEL (Organisation mondiale de la santé) signale que c'est à la demande du Directeur général de

l'OMS que le Secrétaire général a transmis au Conseil économique et social la résolution adoptée le 29 mai 1964 par le Conseil exécutif de l'OMS au sujet de la coordination des activités d'assistance technique (voir E/3913). C'est en se fondant sur cette résolution que le Directeur général de l'OMS a pu appuyer sans réserve les recommandations du CAC.

7. Au paragraphe 5 du rapport du Comité de coordination sont reproduites les observations du Sous-Secrétaire aux affaires économiques et sociales sur les amendements aux deux projets de résolutions présentés par le Secrétaire général — et destinés l'un au Conseil et l'autre à l'Assemblée générale — dans la mesure où ils avaient trait à la participation des institutions spécialisées et de l'Agence internationale de l'énergie atomique au programme des Nations Unies pour le développement, envisagé dans lesdits projets de résolutions. L'OMS a le ferme espoir que les gouvernements voudront continuer à tirer parti des ressources techniques accumulées au cours des années par les institutions spécialisées, dans le cadre de leurs statuts respectifs, évitant ainsi les doubles emplois ou les frais généraux inutiles, soit à l'échelon d'une direction unifiée, soit sur le plan local.

8. C'est indéniablement dans cet esprit que le Comité de coordination a accepté l'interprétation fournie par le Sous-Secrétaire au sujet du projet de résolution soumis au Conseil par le Secrétaire général. Dans ces conditions, le Directeur général de l'OMS n'a pas jugé nécessaire de faire d'autres observations sur le texte du projet de résolution tant que la question n'aura pas été réexaminée par le Conseil exécutif de l'OMS, qui sera informé de la décision du Conseil en temps voulu.

9. M. ARKADIEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) réaffirme l'opposition de la délégation soviétique à la fusion proposée du PEAT et du Fonds spécial qui, selon elle, porterait préjudice aux intérêts des pays plus particulièrement intéressés. L'ensemble de la question n'a pas été suffisamment étudié; il n'existe aucune garantie, hormis la parole de certains membres du Secrétariat, que la fusion aura des résultats positifs. En outre, seule une minorité d'Etats Membres ont eu pour le moment la possibilité d'exprimer leurs vues. Si le Conseil prend une décision au stade actuel, on pourra lui reprocher à juste titre d'avoir abordé beaucoup trop à la légère une question d'importance essentielle. D'autre part, l'existence de résolutions de l'Assemblée générale demandant la transformation, au plus tôt, du Fonds spécial en un fonds d'équipement, que le Conseil n'a évidemment pas le droit de passer sous silence, constitue un autre obstacle important à une décision de ce genre. La délégation soviétique votera donc contre le projet de résolution.

10. M. WEBER (Luxembourg) déclare que, comme la plupart des délégations au Comité de coordination, la délégation luxembourgeoise s'est ralliée au projet de résolution relatif à la fusion du PEAT et du Fonds spécial en un programme de développement des Nations Unies. Toutefois, la délégation luxembourgeoise aurait souhaité qu'une recommandation plus précise soit transmise à l'Assemblée générale en ce qui concerne la

composition du conseil d'administration du futur programme de développement. Elle persiste à croire que, à la lumière de l'expérience acquise au cours des cinq années de fonctionnement du Fonds spécial, il convient de maintenir le principe de la répartition égale entre les pays donateurs et les pays bénéficiaires. Il ne s'agit pas d'une institution de caractère politique, mais d'un organe technique où les représentants des pays donateurs seront mieux à même de suivre les activités du nouveau programme et, ainsi, de faire des recommandations appropriées à leurs gouvernements.

11. M. VIAUD (France) déclare que la délégation française s'abstiendra, comme elle l'a fait au Comité de coordination, dans le vote sur le projet de résolution relatif à la fusion du PEAT et du Fonds spécial.

12. Si la délégation française a pu se rallier, en toute connaissance de cause, au projet établi par le Comité spécial pour la coordination des activités d'assistance technique (voir E/3862, par. 41), il n'en est pas de même pour le texte actuel qui va au-delà des recommandations de celui-ci. Le projet de résolution remet en cause le principe de la parité de représentation entre les pays développés et les pays en voie de développement au sein du conseil d'administration du futur programme. La délégation française aurait souhaité que ce principe, qui a fait ses preuves au Conseil d'administration du Fonds spécial, soit recommandé sans réserve par le Conseil à l'Assemblée générale.

13. La délégation française n'est pas actuellement en mesure d'apprécier pleinement toutes les incidences du projet de résolution sur la fusion et elle considère que l'opportunité de ce projet reste encore à démontrer sur certains points, notamment au sujet de la direction des programmes. Dans ces conditions, elle ne croit pas devoir se rallier au texte proposé et préfère réserver sur ce point la position définitive qu'elle prendra à l'Assemblée générale, lorsque celle-ci se prononcera sur le projet.

Par 15 voix contre 2, avec une abstention, le projet de résolution (E/3966, par. 15) est adopté.

14. Sir Keith UNWIN (Royaume-Uni) déclare que son gouvernement réserve sa position sur l'ensemble du projet de fusion jusqu'au moment où l'on saura comment doivent être tranchées les questions laissées en suspens par le Conseil. Parmi celles-ci, la question principale est celle de l'effectif et de la composition du conseil d'administration proposé, et le représentant du Royaume-Uni voudrait souligner que, selon son gouvernement, la parité de représentation entre pays donateurs et pays bénéficiaires est un principe important.

15. La délégation du Royaume-Uni a voté la résolution dans l'hypothèse que l'Assemblée générale complètera ce texte de manière à assurer son efficacité, particulièrement en maintenant les deux programmes, comme il est d'ailleurs spécifié dans les paragraphes 1 et 2 de la résolution. Elle croit comprendre, notamment, que les mots « opérations propres à chacun des deux programmes » au paragraphe 1 signifient que les deux organismes continueront à établir leurs programmes respectifs selon des systèmes distincts, à effectuer des allocations par pays

dans le cadre du système du PEAT et à passer par l'entremise des institutions spécialisées. Elle croit également comprendre que les contributions pourront continuer à être annoncées pour les deux programmes séparément. Il reste encore une question à résoudre à cet égard : si un pays donateur ne spécifie pas comment sa contribution doit être répartie entre les deux programmes, selon quel principe sera-t-il procédé à cette répartition et qui en sera chargé ? Enfin, la délégation du Royaume-Uni croit comprendre que le texte pour lequel elle a voté renvoie à décembre 1966, ou à plus tard, la décision définitive à prendre au sujet de la direction. Elle espère que cette décision ne sera pas de nature à porter préjudice aux autres conditions de la fusion qui auront déjà été acceptées.

16. M. HILL (Australie) dit que la délégation australienne a voté la résolution parce qu'elle approuve le projet de fusion. D'autre part, étant donné que le futur programme des Nations Unies pour le développement serait financé par des contributions volontaires, elle estime que la représentation paritaire entre pays développés et pays en voie de développement doit être maintenue dans le nouveau conseil d'administration.

17. Au Comité de coordination, la délégation australienne s'est abstenue de voter sur l'amendement des 14 pays (E/AC.24/L.236), qui tendait à renvoyer la question à l'Assemblée générale, car elle voulait éviter une confrontation entre groupes de puissances et croyait savoir que les pays en voie de développement eux-mêmes n'étaient pas encore parvenus à un accord. Le représentant de l'Australie espère que ces pays seront en mesure d'accepter la formule de la représentation paritaire lorsque l'Assemblée générale examinera cette question.

18. M. KOLB (Autriche) explique qu'il a voté la résolution en considérant que l'on parviendra à trouver une formule de représentation qui soit satisfaisante pour tous. Il estime qu'une représentation paritaire suscitera des contributions plus importantes et ne compromettra pas l'œuvre du programme de développement dans l'intérêt des pays en voie de développement.

19. M. YOKOTA (Japon) dit que la délégation japonaise a voté la résolution, car elle approuve le principe de la fusion. La résolution laisse toutefois un certain nombre de questions en suspens qui doivent être renvoyées pour décision à l'Assemblée générale, notamment la question de la représentation au conseil d'administration. La délégation japonaise attache une grande importance à la représentation paritaire au sein de cet organe. Elle réserve sa position sur ces questions.

20. M. KOTSCHNIG (Etats-Unis d'Amérique) dit qu'il a voté la résolution dans le ferme espoir que la fusion permettra de donner plus de portée aux programmes et de dispenser une assistance plus efficace aux pays en voie de développement. Le Comité de coordination n'a pas été en mesure de fournir à l'Assemblée générale des indications précises au sujet de la composition du nouveau conseil d'administration. La délégation des Etats-Unis estime qu'une représentation équilibrée est de la plus haute importance, pour les raisons déjà

exposées par de précédents orateurs. Il est encourageant de noter que bon nombre de pays en voie de développement partagent la même opinion, et M. Kotschnig a le ferme espoir que cette opinion l'emportera à l'Assemblée générale.

21. M. CHANDERLI (Algérie) a voté la résolution en se fondant sur l'hypothèse que la fusion ne compromettra pas la transformation du Fonds spécial en un fonds d'équipement. En ce qui concerne la composition du conseil d'administration, il ne partage pas l'opinion selon laquelle les pays en voie de développement seraient partisans d'une représentation paritaire. Au contraire, en votant la résolution, le représentant de l'Algérie entendait que l'Assemblée générale opterait pour la représentation proportionnelle que souhaite la grande majorité des Etats Membres.

POINT 32 DE L'ORDRE DU JOUR

Rapport annuel du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés (E/3935 et Add.1)

22. M. SCHNYDER (Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés), présentant son rapport annuel (E/3935 et Add.1), rappelle que, un an plus tôt, il a fait savoir au Conseil qu'une nouvelle page avait été tournée dans l'histoire du Haut Commissariat : les grands programmes d'assistance aux « anciens » réfugiés européens entraient dans leur phase finale et l'activité du Haut Commissariat se tournait vers d'autres continents. Cette tendance s'est encore accusée au cours des douze derniers mois. De plus, l'année 1963 a été une période expérimentale pendant laquelle on a mis à l'essai des techniques et des systèmes nouveaux dans le cadre des programmes courants. Certes, le programme d'assistance aux « anciens » réfugiés européens ne sera probablement pas parachevé avant la fin de 1965, mais le financement des divers projets est déjà assuré et le Haut Commissariat peut consacrer plus de temps aux nouvelles tâches qui retiennent son attention. Ces tâches sont de deux ordres : d'abord, il est nécessaire d'empêcher la réapparition de problèmes semblables à ceux qui ont été réglés ou qui concernent des réfugiés réinstallés dans le cadre de programmes antérieurs ; ensuite, le Haut Commissariat a dû faire face à des problèmes entièrement nouveaux qui requièrent une intervention rapide sous une forme adaptée aux circonstances.

23. Des progrès substantiels ont été réalisés, cette année encore, dans la mise en œuvre des grands programmes courants d'assistance. Les statistiques indiquent que l'intégration locale est, dans la plupart des cas, la seule solution possible pour le groupe résiduel des « anciens » réfugiés. Mais l'émigration vers d'autres pays garde encore une place importante, en particulier dans le cas des handicapés. L'étude de cette catégorie de personnes, menée par M. Jensen, s'est poursuivie en 1963 ; et une enquête a pu être faite récemment sur les conditions dans lesquelles les réfugiés les plus handicapés ont été intégrés dans les principaux pays européens de réinstallation.

24. Un fait nouveau important fut l'arrivée à Hong-kong, depuis le mois d'avril 1964, de plus de 600 réfugiés

d'origine européenne venus de la province du Sinkiang, en Chine continentale. Si le rythme de ces arrivées se maintient, le très ancien problème de ces réfugiés aura bientôt disparu.

25. Le programme courant diffère quelque peu dans sa conception et dans ses objectifs des anciens grands programmes d'assistance qui visaient essentiellement à éliminer les souffrances accumulées depuis de longues années. Désormais, il s'agit non plus de panser d'anciennes blessures mais de prévenir les blessures nouvelles; il s'ensuit que l'action du Haut Commissariat doit avant tout être rapide. Dans cette perspective, le programme courant d'assistance s'est révélé capable de remplir entièrement son rôle.

26. Si, en Europe, il a rencontré le succès, c'est en Afrique que le programme s'est heurté aux tâches les plus urgentes et les plus spectaculaires. Le problème le plus grave, dont la solution est en bonne voie, est celui des réfugiés du Rwanda.

27. L'une des caractéristiques les plus remarquables du programme courant est le volume des contributions provenant à la fois de l'extérieur et des pays bénéficiaires eux-mêmes; c'est une indication de l'attrait d'un programme qui ne se borne pas à fournir aux gouvernements les moyens de résoudre leurs problèmes mais qui crée aussi une sorte de pôle autour duquel les formes d'assistance les plus variées peuvent être réunies et organisées. L'aide aux réfugiés peut ainsi être envisagée comme un tout cohérent, le Haut Commissariat servant de centre d'impulsion. Ce sont normalement les pays d'asile qui supportent la charge la plus lourde, avec l'aide des gouvernements qui soutiennent traditionnellement l'œuvre du Haut Commissariat et l'appui de nombreuses organisations bénévoles. On ne peut pas s'exagérer l'importance du rôle joué par ces organisations, car c'est grâce à elles que l'aspect humain de l'assistance aux réfugiés peut être pleinement compris.

28. D'autres organismes, comme le Comité intergouvernemental pour les migrations européennes (CIME), ont aussi collaboré étroitement avec le Haut Commissariat. Grâce au CIME, le flux de l'émigration quittant l'Europe est resté à un niveau suffisant pour compenser l'arrivée de quelques milliers de nouveaux réfugiés chaque année.

29. Maintenant qu'il étend son activité aux pays en voie de développement, le Haut Commissariat doit faire de plus fréquents appels aux diverses institutions spécialisées. L'exemple le plus récent est celui des projets régionaux de développement établis par l'OIT en vue de faciliter l'intégration de réfugiés installés sur des terres du Burundi et dans la province de Kivu au Congo (Léopold-ville).

30. Bien que les changements les plus marquants et l'évolution la plus importante de la période considérée se soient produits dans le domaine de l'assistance matérielle, l'œuvre de protection dont le Haut Commissariat est chargé n'est pas passée à l'arrière plan. L'assistance matérielle n'est qu'une méthode pour stimuler la coopération internationale en vue de résoudre, là où ils surviennent, les problèmes de réfugiés. Son objectif essentiel est d'instituer et de maintenir un équilibre nécessaire entre les devoirs et les obligations des pays d'asile et le désir

de la communauté internationale d'observer certains principes humanitaires. L'adoption d'une politique d'asile généreuse doit s'accompagner du ferme désir des autres pays d'aider les pays d'asile, soit par une assistance qui leur permette de faire face à leurs obligations envers les réfugiés qu'ils ont acceptés, soit par l'adoption d'une politique d'immigration aussi libérale et généreuse.

31. L'objectif immédiat de la protection est de faire en sorte que le réfugié soit, partout où c'est possible, placé sur le même pied que les nationaux du pays de résidence; il est satisfaisant de noter que 43 Etats ont, jusqu'à présent, adhéré à la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés et que l'Irlande vient d'adhérer à l'Arrangement de 1957 concernant les marins réfugiés.

32. Les rapatriements volontaires n'ont pas été négligés; les réfugiés qui désirent rentrer dans leur pays reçoivent du Haut Commissariat une aide dans les difficultés administratives et financières qu'ils peuvent rencontrer. Le Haut Commissariat facilite aussi le contact entre les réfugiés intéressés et les autorités du pays d'origine; il aide ces réfugiés à obtenir les titres de voyage et les visas qui peuvent être nécessaires.

33. En ce qui concerne la protection internationale, M. Schnyder dit sa satisfaction de l'attitude compréhensive des pays africains venus récemment à l'indépendance qui ont eu l'occasion, au cours des dernières années, de se mettre au courant des problèmes de réfugiés. La politique libérale que ces pays ont immédiatement adoptée en ce qui concerne le droit d'asile est une indication tangible et encourageante de l'appui croissant qui est donné aux principes et aux idéaux que l'Assemblée générale cherche à introduire dans le texte d'une déclaration sur le droit d'asile. De même, les débats de la onzième session du Comité exécutif, auxquels ont pris part les nouveaux membres africains de ce Comité, ont révélé une très profonde compréhension des problèmes de réfugiés et des objectifs de l'activité du Haut Commissariat. Par exemple, la nature rigoureusement apolitique de l'action du Haut Commissariat a été pleinement comprise et même soulignée de façon marquante par l'observateur du Rwanda, qui a exprimé la satisfaction et les remerciements de son gouvernement tant pour l'accueil réservé par les Etats voisins aux réfugiés de son pays que pour la manière dont le Haut Commissariat s'est acquitté de sa mission de protection et d'assistance à cette occasion.

34. En ce qui concerne la coopération internationale en faveur des réfugiés, M. Schnyder tient à mentionner le précieux concours que le Haut Commissariat a reçu de certaines organisations intergouvernementales régionales, telles que le Conseil de l'Europe. Beaucoup de recommandations et de résolutions adressées par ce Conseil à ses membres ont apporté un appui substantiel au Haut Commissariat dans son œuvre de protection internationale. En ce qui concerne le difficile problème du financement des derniers grands programmes d'assistance au groupe résiduel des « anciens » réfugiés européens, le Conseil de l'Europe a pris une initiative immédiate et heureuse au niveau européen. Lors d'une réunion sur la coopération entre le Haut Commissariat et les autres organisations intergouvernementales, qui s'est tenue pendant la

onzième session du Comité exécutif, ce Comité a rendu hommage au Conseil de l'Europe pour sa participation à l'œuvre humanitaire d'assistance internationale aux réfugiés.

35. L'Organisation de l'unité africaine a récemment marqué son intérêt pour les problèmes de réfugiés qui se posent à quelques-uns de ses membres et pour les efforts du Haut Commissariat en vue de faciliter la solution de ces problèmes. Le Haut Commissariat a envoyé un de ses fonctionnaires à la réunion du Comité institué par l'Organisation de l'unité africaine pour étudier les problèmes de réfugiés en Afrique et il s'efforce de maintenir et de développer les contacts ainsi établis, dans la conviction que ces contacts serviront de base à une coopération ultérieure avec les pays africains.

36. L'intérêt croissant ainsi manifesté dans le monde entier pour l'œuvre humanitaire du Haut Commissariat s'est traduit par la décision que l'Assemblée générale a prise de porter le nombre des membres du Comité exécutif du programme du Haut Commissaire de 25 à 30. La gamme des pays représentés à ce Comité correspond bien maintenant à ses activités et exprime le principe d'universalité énoncé dans son statut.

37. L'orientation nouvelle dont M. Schnyder vient de rendre compte n'est pas seulement l'aboutissement naturel et inévitable d'événements survenus en Afrique et ailleurs; elle est aussi le résultat d'une compréhension croissante, de la part de la communauté internationale, de la nature strictement humanitaire et apolitique des activités du Haut Commissariat. Dans ses efforts incessants pour maintenir et mettre en évidence cet aspect essentiel de sa tâche, le Haut Commissariat prend une position qui est la plus propre à servir la cause des réfugiés mais il peut aussi, par ce moyen, réduire quelquefois, et même éliminer, des motifs de friction entre les pays et atténuer des tensions, ce qui est indiscutablement l'un des objectifs majeurs des Nations Unies.

38. M. CHANDERLI (Algérie) dit que l'Algérie porte un intérêt particulier aux travaux du Haut Commissariat qui, tout récemment, a assisté plusieurs centaines de milliers de réfugiés algériens et, plus tard, aidé à les rapatrier et, dans certains cas, à les réinstaller. De surcroît, depuis qu'elle a obtenu l'indépendance, l'Algérie est devenue pays d'asile pour des réfugiés d'origines diverses, et les autorités algériennes ont établi dans ce domaine des relations de coopération satisfaisantes avec les représentants du Haut Commissariat.

39. La délégation algérienne a étudié avec intérêt le rapport annuel du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés et constaté avec satisfaction l'accroissement du nombre des membres du Comité exécutif et la représentation dans ce Comité du continent africain, qui malheureusement doit maintenant faire face à de sérieux problèmes de réfugiés. L'Algérie a été honorée d'être 5^{ème} membre du Comité exécutif.

40. Dans ses efforts pour résoudre les problèmes humains si nombreux et si ardues qui se posent aux réfugiés, le Haut Commissariat a noué des relations de coopération avec l'Organisation de l'unité africaine. La délégation algérienne s'en félicite tout particulièrement, car cela

permettra d'unir les efforts pour assister les réfugiés qui sont généralement victimes de difficultés créées par l'homme.

41. Au sujet des opérations de réinstallation en Afrique, M. Chanderli fait observer que le mandat du Haut Commissaire est peut-être indûment rigide: dès lors qu'une population de réfugiés a quitté une région d'asile, l'assistance du Haut Commissaire cesse d'être applicable. Il propose qu'en consultation avec le Comité exécutif, le Haut Commissariat recherche une solution à ce problème qui tienne dûment compte de la mobilité des réfugiés.

42. Un autre fait intéressant est la coopération du Haut Commissariat avec les institutions spécialisées dans l'établissement de programmes de développement social et économique adaptés à chaque région d'asile dans son ensemble et à tous ses habitants, qu'ils soient ou non réfugiés. Cette coopération mérite tous les encouragements; la délégation algérienne tient à féliciter le Haut Commissaire des efforts qu'il déploie en ce sens.

43. En conclusion, M. Chanderli assure le Haut Commissaire que l'Algérie collaborera de tout cœur avec lui dans son travail si précieux.

44. M. FRANZI (Italie) dit que, bien que le problème des « anciens » réfugiés en Europe soit considéré comme proche de sa solution, un fait demeure: il existe encore en Europe un problème de réfugiés. L'Italie est traditionnellement pays de premier asile et, en 1963, plus de 5 000 réfugiés ont demandé asile en Italie. Or, ce chiffre est beaucoup plus considérable que celui de 1962. Durant les quatre premiers mois de 1964, quelque 1 200 réfugiés ont déjà demandé asile à l'Italie.

45. Le fardeau financier qu'impose à l'Italie la solution de problèmes de réfugiés prend différentes formes. En sus de la contribution de l'Italie au budget du Haut Commissariat, ce pays assume d'autres dépenses au bénéfice des réfugiés, en particulier pour la réinstallation de ceux qui demeureront dans le pays à titre permanent. Le Gouvernement italien n'a pas dépensé moins de 30 millions de dollars en faveur des réfugiés entre le 1^{er} janvier 1962 et le 30 juin 1963. En 1963, 429 réfugiés ont été autorisés à résider en Italie à titre permanent et 78 ont été naturalisés. Pendant les quatre premiers mois de 1964, 312 réfugiés ont été réinstallés en Italie.

46. Les autorités italiennes coopèrent pleinement avec le Haut Commissariat, et un comité mixte, composé d'un nombre égal de représentants du Gouvernement italien et du Haut Commissariat, traite de problèmes tels que l'octroi du statut de réfugié.

47. L'Italie fait face à des problèmes spéciaux en tant que pays de premier asile. Les pays d'immigration se trouvent dans une situation favorable: ils peuvent choisir les réfugiés qu'ils prendront; à la différence de ces pays, l'Italie n'a pas le choix. Aussi M. Franzi considère-t-il qu'il serait très souhaitable qu'une plus grande coopération s'établisse entre pays d'immigration et pays de premier asile.

48. En ce qui concerne la coopération entre le Haut Commissariat et d'autres organes, M. Franzi souligne l'importance du CIME. Bien que ce dernier n'appartienne

pas au système des Nations Unies, il coopère de la manière la plus étroite avec les organisations qui en font partie et, en particulier, avec le Haut Commissariat. A cet égard, M. Franzi cite plusieurs passages du rapport sur la réinstallation des réfugiés (A/AC.96/205), préparé par le Haut Commissariat en coopération avec le CIME.

49. Le CIME a pris à sa charge le mouvement de 27 000 réfugiés en 1963 et, en 1964, il projette d'assurer celui de 33 700 réfugiés. Pour ce qui est de l'Italie, 3 178 réfugiés ont été acheminés par le CIME en 1963 et on escompte que 4 000 le seront en 1964. Pays de premier asile, l'Italie contribue aux dépenses administratives du CIME et, de plus, elle lui verse 60 dollars pour chaque réfugié transporté hors d'Italie. La contribution totale de l'Italie au CIME s'est élevée à 412 810 dollars en 1963 et l'on escompte qu'en 1964, elle s'élèvera à 500 000 dollars. M. Franzi saisit cette occasion pour remercier le CIME de son travail si précieux.

50. Si l'Italie se préoccupe du problème des « anciens » réfugiés, cela ne l'empêche pas de porter un vif intérêt aux problèmes des réfugiés en Afrique. A ce sujet, M. Franzi a été très impressionné par le programme de coopération du Haut Commissariat avec les institutions spécialisées en vue de réinstaller les réfugiés dans les pays de premier asile, dans le cadre de projets généraux de développement économique. Il peut assurer le Conseil que l'Italie, qui a donné tout son appui aux programmes en faveur des réfugiés en Afrique, continuera d'appuyer les efforts actuellement déployés pour aider ces réfugiés.

51. M. de CHALVRON (France) félicite le Haut Commissaire de la manière dont il s'acquitte de sa mission de protection et d'assistance. En matière de protection, le fait le plus important a été la conclusion en 1951 de la Convention relative au statut des réfugiés. Grâce aux efforts du Haut Commissaire, 43 pays sont maintenant parties à cette importante convention.

52. De grands progrès ont été enregistrés en ce qui concerne les « anciens » réfugiés européens, mais le problème n'est pas intégralement résolu. Il est en particulier essentiel de ne pas laisser se recréer en Europe un problème des réfugiés handicapés. Il ne faut pas oublier, en outre, que des cas nouveaux se présentent constamment; M. de Chalvron ne peut donc que louer le Haut Commissaire d'avoir pris la sage décision de maintenir dans l'avenir un programme restreint d'assistance aux nouveaux arrivés en vue de faciliter leur intégration rapide dans les pays d'accueil.

53. Le problème des réfugiés a malheureusement passé d'Europe en Afrique et dans d'autres continents, et les problèmes des réfugiés africains ont pratiquement absorbé

l'attention du Comité exécutif lors de sa onzième session en mai 1964. Il appartient au Haut Commissariat de contribuer à la solution de ces graves problèmes en guidant et encourageant les gouvernements des pays d'accueil pour leur permettre de trouver des solutions permanentes à leurs difficultés. Il lui faut coopérer étroitement avec les organisations et les gouvernements africains.

54. M. de Chalvron félicite le Haut Commissaire de l'étroite coopération qu'il a établie avec les institutions spécialisées et avec les organisations bénévoles en vue de mettre au point les moyens de faciliter l'installation des réfugiés grâce à des programmes sommaires de développement économique, agricole et culturel. Son rôle n'est pas de s'attaquer à des problèmes d'ordre général concernant notamment le développement économique des pays intéressés et qui dépassent ses propres compétences. Dans cet ordre d'idées, la délégation française estime que les réfugiés devraient être réinstallés dans des régions présentant un maximum de stabilité et offrant les conditions les plus favorables.

55. Elle est persuadée que, comme par le passé, le Haut Commissaire saura mener une action qui, pour être prudente, n'en sera pas moins constructive et efficace.

56. M. de Chalvron assure le Haut Commissaire de tout le soutien que la France peut lui apporter dans l'exécution de sa tâche ardue.

Déclaration du Président

57. Le PRÉSIDENT appelle l'attention des membres du Conseil sur la nouvelle parue dans la presse du jour et relative à la publication par le Fonds monétaire international de son dix-neuvième rapport annuel. Deux chapitres de ce rapport sont consacrés aux questions de liquidité internationale, questions qui ont grandement préoccupé, au cours des dernières années, les gouvernements tant de pays développés que de pays en voie de développement; les représentants de ces gouvernements au Conseil, à l'Assemblée générale et à la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement ont fait état de ces préoccupations.

58. Le représentant du FMI a pris des dispositions pour que des exemplaires du tirage à part des deux chapitres en question soient mis à la disposition des délégations avec un résumé de l'ensemble du rapport, que le FMI a établi à l'intention de la presse. Le rapport annuel sera transmis officiellement à l'ONU, pour examen par le Conseil, à sa trente-huitième session.

La séance est levée à 13 heures.

SOMMAIRE

Pages

Point 32 de l'ordre du jour :

Rapport du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés (*fin*) 229

Point 22 de l'ordre du jour :

Progrès social

Rapport du Comité social 232

Point 23 de l'ordre du jour :

Rapport du Comité de l'habitation, de la construction et de la planification (*reprise des débats de la 1339^e séance et fin*)

Rapport du Comité social 232

Point 34 de l'ordre du jour :

Contrôle international des stupéfiants

Rapport du Comité social 232

Point 8 de l'ordre du jour :

Conséquence économiques et sociales du désarmement

Affectation à des besoins pacifiques des ressources libérées par le désarmement (*reprise des débats de la 1334^e séance et fin*) 232

Président: Sir Ronald WALKER (Australie).

Présents:

Les représentants des Etats suivants, membres du Conseil: Algérie, Argentine, Australie, Autriche, Chili, Colombie, Etats-Unis d'Amérique, France, Inde, Irak, Japon, Luxembourg, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sénégal, Tchécoslovaquie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Yougoslavie.

Les représentants des Etats suivants, membres supplémentaires des comités de session: Cameroun, Ghana, Indonésie, Iran, Italie, Mexique, République arabe unie, République-Unie du Tanganyika et de Zanzibar.

Les observateurs des Etats Membres suivants: Bulgarie, Espagne, Irlande, Israël, Pakistan, Philippines, Portugal, République centrafricaine, Suède, Venezuela.

Les observateurs des Etats non membres suivants: République fédérale d'Allemagne, Suisse.

Le représentant de l'institution spécialisée suivante: Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.

POINT 32 DE L'ORDRE DU JOUR

Rapport du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés (E/3935 et Add.1) (*fin*)

1. M. KOPCOK (Yougoslavie) constate avec satisfaction que les activités du Haut Commissariat, durant la période couverte par le rapport du Haut Commissaire (E/3935, et Add.1), ont eu des résultats très encourageants. En ce

qui concerne les « anciens » réfugiés européens, la délégation yougoslave est heureuse d'apprendre que cette question sera définitivement réglée, en principe, à la fin de 1965. Mais pour que ce problème puisse être résolu, il faut que la communauté internationale déploie de grands efforts pendant la période à venir. La délégation yougoslave se félicite également de ce qui est dit au paragraphe 79 du rapport, au sujet de l'évacuation des camps. Elle considère toutefois, sans méconnaître pour autant les difficultés, qu'il faudrait accélérer le rythme d'installation des réfugiés.

2. Un autre problème important est celui des réfugiés en Afrique. Dans cette partie du monde, le nombre des réfugiés ne cesse de croître et les pays africains où ils cherchent asile ne sont pas toujours en mesure, malgré tous leurs efforts, de leur fournir une aide efficace. C'est pourquoi la Yougoslavie appuie dans réserve l'action menée par le Haut Commissariat dans ce domaine et estime qu'elle doit être poursuivie. Elle se félicite tout particulièrement de l'aide que le Haut Commissariat apporte à l'Algérie, en collaboration avec d'autres organisations internationales et avec le Gouvernement algérien, pour faciliter l'intégration des réfugiés dans la vie économique du pays.

3. Dans cette œuvre humanitaire que constitue la réinstallation des réfugiés, il serait inadmissible que des réfugiés profitent des efforts faits en leur faveur par le Haut Commissariat pour abuser du droit d'asile en se livrant à des actes criminels ou subversifs, source de tension entre les Etats.

4. Pendant la période considérée, la Yougoslavie a fait de nouveaux efforts pour résoudre le problème des réfugiés qui se trouvent sur son territoire, et sa collaboration avec le Haut Commissariat a permis d'obtenir des résultats positifs.

5. M. NADIM (Iran) dit que la délégation iranienne a étudié avec beaucoup d'attention le rapport annuel du Haut Commissaire et il remercie le Haut Commissaire pour les renseignements très utiles qu'il a donnés dans son exposé à la 1344^e séance. Il y a très peu de réfugiés en Iran et le cas de la plupart d'entre eux a déjà été réglé, comme l'indique l'annexe II du rapport. Néanmoins, l'Iran attache une très grande importance à l'œuvre entreprise par le Haut Commissariat et y contribue dans la mesure de ses possibilités. Malgré des ressources limitées, le Haut Commissariat a non seulement poursuivi l'exécution des programmes en cours, mais s'est également attaqué aux problèmes qui ont surgi dans des régions du monde — et notamment en Afrique — où il n'avait pas été appelé auparavant à intervenir. A cet égard, il est encourageant de noter que les pays africains ont largement collaboré avec lui, en dépit des graves problèmes économiques et sociaux qu'ils ont eux-mêmes à résoudre.

6. Sir Keith UNWIN (Royaume-Uni) est heureux de constater que la question des « anciens » réfugiés européens est en voie de règlement. Le Gouvernement du Royaume-Uni a toujours considéré que l'évacuation des camps devait avoir la priorité sur toute autre question, et il se félicite des progrès accomplis. Toutefois, l'Europe doit encore accueillir entre 10 000 et 12 000 nouveaux réfugiés chaque année et il ne semble pas que ce problème perde de sa gravité.

7. En ce qui concerne le problème des réfugiés en Afrique, et notamment les projets de réinstallation des réfugiés du Rwanda en Ouganda, au Burundi, dans la province du Kivu au Congo (Léopoldville) et au Tanganyika, le représentant du Royaume-Uni note la promptitude et l'efficacité de l'aide apportée par le Haut Commissariat, malgré une situation politique difficile. Le Gouvernement du Royaume-Uni appuie sans réserve les nouveaux projets qui ont été autorisés par le Comité exécutif du programme du Haut Commissaire, en particulier celui qui prévoit la réinstallation de 20 000 réfugiés du Rwanda. Le Haut Commissaire pourrait peut-être indiquer à quelle date il pense que le projet de développement rural dans la province congolaise du Kivu élaboré par le BIT, pour être mis en route, étant donné l'instabilité politique qui règne actuellement dans cette région.

8. Le Haut Commissariat, en mobilisant tous les concours nécessaires, a contribué de façon décisive à la solution rapide des problèmes les plus urgents. Toutefois, quelle que puisse être l'efficacité de son action, la charge la plus lourde repose sur les pays d'accueil. A cet égard, il convient de féliciter les gouvernements africains qui ont accueilli en grand nombre des réfugiés venus de pays voisins.

9. La délégation du Royaume-Uni voudrait que le Haut Commissaire lance un appel en vue de s'assurer des concours financiers plus larges, comme l'a suggéré un membre du Comité exécutif à la onzième session de cet organe. La délégation du Royaume-Uni attache aussi de l'importance à la fonction principale du Haut Commissariat, c'est-à-dire à la protection des droits des réfugiés, et c'est pourquoi elle se félicite de l'adhésion d'un quarante-troisième Etat à la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés et de celle de l'Irlande à l'Arrangement de 1957 concernant les marins réfugiés; ces adhésions montrent que l'importance de ces instruments est largement reconnue. Elle se réjouit aussi de l'élection de cinq nouveaux membres du Comité exécutif; ces nouveaux membres ont apporté une contribution importante aux débats de la onzième session du Comité, notamment en ce qui concerne le problème des réfugiés en Afrique.

10. M. WEBER (Luxembourg) constate avec satisfaction qu'un grand pas a été fait sur la voie du règlement du problème des « anciens » réfugiés européens. De nombreux problèmes restent néanmoins à résoudre sur le continent européen, où l'arrivée de 10 000 à 12 000 nouveaux réfugiés chaque année crée des difficultés considérables pour les pays de premier asile. A cet égard, la délégation du Luxembourg se réjouit de la coopération fructueuse qui s'est instaurée avec le Comité intergouver-

nemental pour les migrations européennes (CIME) et des organisations bénévoles, ainsi que de la politique libérale d'immigration pratiquée par un grand nombre de pays européens.

11. Le Haut Commissariat a dû élargir ses activités depuis quelques années. Les réfugiés en Afrique posent actuellement de graves problèmes. M. Weber note avec satisfaction que le Haut Commissariat collaborera, en cette matière, avec le BIT dans l'exécution des projets élaborés pour le Burundi et la province congolaise du Kivu. Il regrette néanmoins que beaucoup de réfugiés ne puissent pas bénéficier de l'action du Haut Commissaire en raison de la date limite prévue par la Convention de 1951. Il espère qu'on pourra trouver un moyen de faciliter l'adhésion de certains pays d'Afrique et d'Asie à la Convention.

12. M. HILL (Australie) dit que la délégation australienne est frappée des efforts déployés par le Haut Commissariat pour résoudre le problème des « anciens » réfugiés européens. Il note, d'autre part, l'importance que le Haut Commissariat attache aux nouveaux problèmes qui ont surgi, et il espère qu'une solution rapide pourra être trouvée, notamment en ce qui concerne les réfugiés en Afrique. L'Australie est associée aux travaux du Haut Commissariat depuis de nombreuses années et elle continuera à leur apporter son plein appui.

13. M. WILLIAMS (Etats-Unis d'Amérique) félicite le Haut Commissaire de son exposé et du rapport qu'il a présenté au Conseil. En lisant ce rapport, on ne peut s'empêcher de songer au drame humain que laissent deviner les statistiques, aux malheurs de milliers d'êtres humains chassés de leur foyer à cause de leur race, de leur religion ou de leur nationalité, mais on songe aussi à la grandeur d'âme et au courage de ceux qui ont préféré le dénuement à l'abandon d'une cause qui leur est chère ou à l'oppression d'un régime abhorré.

14. L'histoire des Etats-Unis est, en un certain sens, marquée par des mouvements de réfugiés, depuis les « pèlerins » de 1620, les exilés de 1848 et les victimes des pogroms d'Europe orientale et d'Europe centrale, jusqu'à ceux qui, aujourd'hui encore, viennent chercher asile dans ce pays. Ce mélange de races, de nationalités et de cultures a donné à la société des Etats-Unis certains de ses caractères distinctifs.

15. Aussi longtemps que les droits de l'homme seront violés, et que des hommes seront persécutés ou opprimés en raison de leur race, de leur religion, de leur nationalité ou de leurs convictions politiques, le problème des réfugiés subsistera. Il est donc juste que la communauté des nations assume envers les réfugiés deux obligations: celle de leur assurer la protection juridique et politique et celle d'atténuer leurs difficultés financières. A la première de ces obligations, le Gouvernement des Etats-Unis attache une importance particulière. Selon lui, la tâche du Haut Commissaire à cet égard consiste notamment à encourager l'adoption de politiques et de pratiques libérales en matière d'asile afin qu'aucun réfugié ne soit renvoyé contre son gré dans un pays où il craint d'être persécuté; à ce sujet il y a lieu de féliciter le Haut Com-

missaire de la déclaration contenue au paragraphe 41 de son rapport.

16. La délégation des Etats-Unis constate avec satisfaction que la totalité des ressources financières nécessaires ont maintenant été réunies pour le programme qui doit résoudre le problème des « anciens » réfugiés européens d'ici la fin de 1965. Elle est heureuse des progrès que le Haut Commissaire signale sur le plan des opérations et qui permettront de liquider le problème pour la date prévue; elle loue hautement la diligence et le dévouement dont le Haut Commissariat a fait preuve à cet égard.

17. Non moins important et tout aussi urgent est le problème des réfugiés en Afrique. La délégation des Etats-Unis félicite le Haut Commissaire de la contribution positive qu'il a apportée à la solution des difficultés rencontrées dans ce domaine.

18. Le Gouvernement des Etats-Unis a contribué de façon substantielle à l'assistance financière aux réfugiés. M. Williams mentionne à ce sujet les programmes bilatéraux, l'aide octroyée sous forme de produits alimentaires et les 900 000 dollars versés au Haut Commissariat pendant la période considérée. Il déplore que, d'après les chiffres donnés à l'annexe VI du rapport du Haut Commissaire, 40 pays contributeurs seulement aient cru devoir soutenir cette œuvre humanitaire d'importance capitale. On a peine à comprendre semblable attitude quand on pense à la mission du Haut Commissariat.

19. Si tous les Etats doivent reconnaître leurs obligations envers les victimes des persécutions politiques, religieuses et raciales, ils n'en doivent pas moins s'attaquer aux causes mêmes du mal et redoubler d'efforts pour empêcher que de nouveaux problèmes de réfugiés ne se posent. Cela ne sera possible que si toutes les nations et tous les peuples respectent scrupuleusement les droits de l'homme dans le monde entier.

20. M. CISS (Sénégal) annonce que la délégation du Sénégal exprimera ses vues sur le rapport du Haut Commissaire devant l'Assemblée générale. Néanmoins, il désire féliciter dès maintenant le Haut Commissaire du remarquable travail qu'il a accompli et de son exposé très encourageant. Les causes du problème des réfugiés sont connues et il est inutile d'insister sur l'aspect politique de ce problème. Selon M. Ciss, c'est l'œuvre humanitaire qui doit retenir l'attention du Conseil. Pour sa part, le Sénégal, qui a une frontière commune avec une colonie portugaise, a été heureux de donner asile à 12 000 réfugiés. Le Gouvernement sénégalais apprécie l'assistance fournie par le Haut Commissaire et espère que les efforts déployés en faveur des réfugiés seront couronnés de succès.

21. M. RUPIA (République-Unie du Tanganyika et de Zanzibar) félicite le Haut Commissaire de l'action humanitaire qu'il poursuit sans relâche et avec tant de dévouement. Il s'associe aux vues exprimées par le représentant de l'Algérie (1344^e séance) sur l'œuvre accomplie par le Haut Commissariat, en collaboration avec diverses institutions spécialisées et organisations internationales, notamment la FAO, le FISE, l'Organi-

sation de l'unité africaine, la Ligue des sociétés de la Croix-Rouge, etc.

22. Le Gouvernement de la République-Unie n'a jamais hésité à venir en aide aux réfugiés qui ont cherché asile sur son territoire, mais il a besoin de l'assistance des institutions spécialisées et des organisations internationales, car non seulement ces réfugiés doivent être logés et nourris, mais un certain nombre d'entre eux doivent recevoir des soins médicaux. En outre, comme l'a dit le Haut Commissaire, les réfugiés doivent, dans tous les domaines où cela est possible, être placés sur un pied d'égalité avec les nationaux du pays dans lequel ils résident.

23. En terminant, M. Rupia souligne que le problème des réfugiés se pose à l'échelon mondial et que sa solution nécessite la coopération de tous les pays. Ceux-ci doivent s'efforcer, non seulement de venir en aide aux réfugiés, mais encore d'éliminer les causes du problème dont l'une est sans aucun doute le colonialisme.

24. M. GLEISSNER (Autriche) s'associe aux félicitations adressées au Haut Commissaire. Le Gouvernement autrichien a déjà exprimé ses vues sur le problème des réfugiés devant le Comité exécutif du programme du Haut Commissaire. Il se bornera donc à souligner qu'il pense, avec le Haut Commissaire, que l'assistance accordée aux réfugiés doit être répartie judicieusement entre les diverses parties du monde.

25. M. SCHNYDER (Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés) remercie les membres du Conseil de leur coopération et se réjouit de l'intérêt qu'ils portent au problème des réfugiés. Il est heureux de constater que certains représentants ont insisté sur la nécessité d'accorder un appui financier plus large au programme du Haut Commissaire.

26. En réponse à la question posée par le représentant du Royaume-Uni, M. Schnyder précise que 60 000 réfugiés du Rwanda ont trouvé asile dans la province congolaise du Kivu. Le Haut Commissariat suit très attentivement l'évolution de la situation au Congo (Léopoldville), car l'installation des réfugiés dépend dans une large mesure de la sécurité qui peut leur être assurée. Le BIT doit procéder avec prudence dans l'exécution du projet de développement zonal qu'il a élaboré en accord avec le Haut Commissariat et à la demande du gouvernement intéressé. A l'heure actuelle, ses activités se limitent à la mise en œuvre de quelques projets de moindre importance. On espère toutefois que ce programme, qui intéresse non seulement les réfugiés, mais l'ensemble de la région, pourra être repris en septembre 1964.

27. Le PRÉSIDENT propose que le Conseil adopte une résolution rédigée dans les termes habituels, prenant acte du rapport établi par le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés pour être transmis à la dix-neuvième session de l'Assemblée générale.

28. M. de CHALVRON (France) suggère d'ajouter à a rédaction habituelle les mots « avec satisfaction ».

Il en est ainsi décidé.

La résolution est adoptée.

POINT 22 DE L'ORDRE DU JOUR

Progrès social (E/3915, E/3920, E/3945)

RAPPORT DU COMITÉ SOCIAL (E/3964)

29. Le PRÉSIDENT invite le Conseil à se prononcer sur les recommandations A et B contenues au paragraphe 6 du rapport du Comité social (E/3964).

A. SITUATION SOCIALE DANS LE MONDE ET RAPPORT SUR LA RÉPARTITION DES RESSOURCES ENTRE LES DIVERS SECTEURS SOCIAUX

A l'unanimité, la recommandation est adoptée.

B. DÉFENSE SOCIALE

A l'unanimité, la recommandation est adoptée.

POINT 23 DE L'ORDRE DU JOUR

Rapport du Comité de l'habitation, de la construction et de la planification

(Reprise des débats de la 133^e séance et fin)

RAPPORT DU COMITÉ SOCIAL (E/3962)

30. Le PRÉSIDENT invite le Conseil à se prononcer sur les projets de résolutions A, B et C qui figurent au paragraphe 33 du rapport du Comité social (E/3962).

A. HABITATION, CONSTRUCTION ET PLANIFICATION DANS LE CADRE DE LA DÉCENNIE DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT

A l'unanimité, le projet de résolution est adopté.

B. INDUSTRIALISATION DE LA CONSTRUCTION

A l'unanimité, le projet de résolution est adopté.

C. COORDINATION ET ORGANISATION DES PROGRAMMES EXISTANTS D'HABITATION, DE CONSTRUCTION ET DE PLANIFICATION

Par 15 voix contre zéro, avec 2 abstentions, le projet de résolution est adopté.

POINT 34 DE L'ORDRE DU JOUR

Contrôle international des stupéfiants (E/3893; E/OB/19)

RAPPORT DU COMITÉ SOCIAL (E/3968)

31. Le PRÉSIDENT invite le Conseil à se prononcer sur les projets de résolutions I, II et III, contenus au paragraphe 4 du rapport du Comité social (E/3968).

I. RAPPORT DE LA COMMISSION DES STUPÉFIANTS ET RAPPORT DU COMITÉ CENTRAL PERMANENT DE L'OPIUM POUR 1963

A l'unanimité, le projet de résolution est adopté.

II. QUESTION DU KHAT

A l'unanimité, le projet de résolution est adopté.

III. ETUDE DES BESOINS ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX DES RÉGIONS PRODUCTRICES D'OPIUM EN THAÏLANDE

Par 15 voix contre zéro, avec 2 abstentions, le projet de résolution est adopté.

POINT 8 DE L'ORDRE DU JOUR

Conséquences économiques et sociales du désarmement

Affectation à des besoins pacifiques des ressources libérées par le désarmement (E/3898 et Add.1 à 4; E/L.1059/Rev.1)

(Reprise des débats de la 134^e séance et fin)

32. M. WILLIAMS (Etats-Unis d'Amérique) présente, au nom des quatre auteurs, le projet de résolution commun révisé (E/L.1059/Rev.1). Il rend hommage à l'esprit de coopération et de respect mutuel qui a marqué les contacts entre les délégations de la Colombie, des Etats-Unis d'Amérique, de la Tchécoslovaquie et l'Union des Républiques socialistes soviétiques, et qui a permis la présentation d'un projet de résolution unique sur cette question.

33. M. ARKADIEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) rappelle que, depuis longtemps, l'Assemblée générale et le Conseil prennent des décisions précises au sujet des conséquences économiques et sociales du désarmement. La délégation de l'URSS se félicite des efforts concertés accomplis dans ce domaine et notamment des initiatives prises par les commissions économiques régionales et par les institutions spécialisées. Elle a vu avec non moins de satisfaction que le problème a retenu l'attention de tous les membres pendant la session en cours. Comme le représentant des Etats-Unis, M. Arkadiev se réjouit que la Colombie, les Etats-Unis d'Amérique, la Tchécoslovaquie et l'URSS aient déposé ensemble un même projet de résolution, mais celui-ci ne représente pas seulement la manière de voir de ces quatre pays. A la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, de nombreux pays ont pris part aux discussions sur cette question et ont présenté à ce sujet des projets de résolution.

34. Cette question est d'intérêt capital. Si son aspect militaire doit sans doute passer au premier plan, ses aspects économiques et sociaux sont extrêmement importants pour tous les pays du monde. Tout progrès enregistré dans ce domaine, même si l'accord réalisé est limité, revêt une importance historique. Il est réconfortant de voir que tous les pays sont unis sur ce point, qu'ils ont les mêmes objectifs et qu'ils font des efforts communs. S'il en est ainsi, c'est parce que tous sont convaincus qu'en faisant front devant les nécessités de l'heure, ils travaillent pour la cause de la paix et de l'amitié entre les peuples.

A l'unanimité, le projet de résolution commun révisé (E/L.1059/Rev.1) est adopté.

La séance est levée à 16 h 50.



CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Trente-septième session

DOCUMENTS OFFICIELS

Mercredi 12 août 1964
à 10 h 40

PALAIS DES NATIONS, GENÈVE

SOMMAIRE

Page

Point 17 de l'ordre du jour :

Rapports des commissions économiques régionales
(reprise des débats de la 1342^e séance) 233

Président: Sir Ronald WALKER (Australie).

Présents:

Les représentants des Etats suivants, membres du Conseil: Algérie, Argentine, Australie, Autriche, Chili, Colombie, Equateur, Etats-Unis d'Amérique, France, Inde, Irak, Japon, Luxembourg, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sénégal, Tchécoslovaquie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Yougoslavie.

Les représentants des Etats suivants, membres supplémentaires des comités de session: Cameroun, Ghana, Indonésie, Iran, Italie, Mexique, République arabe unie, République-Unie du Tanganyika et de Zanzibar.

Les observateurs des Etats Membres suivants: Brésil, Bulgarie, Canada, Chine, Irlande, Israël, Ouganda, Pakistan, Philippines, Portugal, République centrafricaine, République socialiste soviétique d'Ukraine, Roumanie, Suède, Venezuela.

Les observateurs des Etats non membres suivants: République fédérale d'Allemagne, Saint-Siège, Suisse.

Les représentants des institutions spécialisées suivantes: Banque internationale pour la reconstruction et le développement, Fonds monétaire international, Organisation mondiale de la santé.

Le représentant de l'Agence internationale de l'énergie atomique.

POINT 17 DE L'ORDRE DU JOUR

Rapports des commissions économiques régionales

(reprise des débats de la 1342^e séance)

1. Le PRÉSIDENT rappelle que le Conseil, lorsqu'il a discuté pour la dernière fois du rapport de la CEA (E/3864/Rev.1), à sa 1319^e séance, a décidé de laisser en suspens la question de l'admission de l'Angola, du Mozambique et du Sud-Ouest africain à titre de membres associés de la Commission, en attendant de recevoir l'avis juridique du Secrétariat sur certains aspects de cette question, qui a fait l'objet de la résolution 94 (VI) adoptée par la CEA le 28 février 1964 et reproduite dans la troisième partie du rapport.

2. Le Conseil est maintenant saisi d'une note du Secrétariat sur certains aspects juridiques de la question

(E/3963) et d'un projet de résolution présenté par l'Algérie et le Sénégal (E/L.1064).

3. M. CHANDERLI (Algérie) dit que, eu égard à l'avis fourni par le Conseiller juridique, l'Algérie et le Sénégal ont présenté le projet de résolution commun, tendant à ce que le Conseil prenne note de cet avis et le transmette à toutes fins utiles au Secrétaire exécutif de la CEA. La délégation de l'Algérie et celle du Sénégal, avec ce sens des réalités propre aux Africains, ont présenté ce projet de résolution pour que le Secrétaire exécutif de la CEA puisse recommander à la Commission toute mesure appropriée en vue d'associer l'Angola, le Mozambique et le Sud-Ouest africain aux travaux futurs de la CEA et de permettre à leurs représentants d'assister à ses réunions.

4. Ce problème est de caractère assez particulier. La situation de ces territoires est anormale et la CEA se trouve devant un problème. Etant donné les circonstances, elle a adopté sa résolution 94 (VI), où elle rappelle la résolution 974 D (XXXVI) par laquelle le Conseil a décidé d'exclure le Portugal de la CEA et de suspendre la République sud-africaine du droit de participer aux travaux de la Commission.

5. En droit international, comme il est indiqué au paragraphe 3 de la note du Secrétariat, la représentation extérieure des territoires en question incombe aux Etats qui les administrent. Comme ces territoires sont en fait administrés par le Portugal et la République sud-africaine, ces derniers sont responsables de leurs relations internationales. Cependant, à la suite de la décision du Conseil d'exclure le Portugal de la CEA et de suspendre la République sud-africaine de sa qualité de membre de la Commission, ces Etats ne participent plus aux travaux de la CEA. Le projet de résolution présenté par le Sénégal et l'Algérie a avant tout un but pratique: faire en sorte que les vues et les intérêts des populations de l'Angola, du Mozambique et du Sud-Ouest africain soient pris en considération par la CEA lorsqu'elle examine les problèmes économiques et sociaux. C'est dans cet esprit que le projet de résolution commun a été proposé. L'Angola, le Mozambique et le Sud-Ouest africain sont déjà membres associés de la CEA; il reste à assurer leur représentation adéquate à la Commission, de façon que les questions dont elle traite, qui concernent directement l'avenir des populations de ces territoires, soient examinées avec la participation de leurs représentants.

6. La note du Secrétariat n'est peut-être pas assez précise et complète, mais elle contient des éléments qui permettront de prendre des mesures immédiates touchant le problème à l'examen, en attendant que les peuples de l'Angola, du Mozambique et du Sud-Ouest africain soient devenus libres. Il faut espérer que ces peuples

seront bientôt maîtres de leur destin et pourront participer pleinement aux travaux des organismes des Nations Unies dont ils sont membres.

7. M. ARKADIEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) dit que la délégation soviétique est satisfaite des mesures adoptées par la CEA et de ses activités. Les Etats membres de la Commission tiennent à ce que tous les pays d'Afrique en deviennent sans retard membres de plein droit. Malheureusement, l'Angola, le Mozambique et le Sud-Ouest africain ne le sont pas encore. La délégation soviétique espère que tous les pays et peuples d'Afrique deviendront bientôt membres de plein droit de la CEA et Membres de l'ONU, en acquérant le statut d'Etats indépendants. La solution du problème de la participation de l'Angola, du Mozambique et du Sud-Ouest africain aux travaux de la CEA se heurte encore à certains obstacles. Le Secrétariat a insuffisamment traité des questions juridiques qui se posent, car il part d'une conception formaliste étroite du rapport entre un Etat Membre administrant et le territoire placé sous son administration. Il importe de se rappeler ce qui est dit dans la résolution 1539 (XV) de l'Assemblée générale sur la participation des territoires non autonomes aux travaux de l'ONU et des institutions spécialisées. Cette résolution exige une solution rapide du problème de la participation directe des représentants de la population autochtone des territoires non autonomes aux travaux des organes appropriés de l'ONU et invite les Etats Membres administrants à assurer la participation des représentants de ces territoires aux travaux des organes appropriés.

8. Il est inadmissible de considérer qu'il faille attendre que les Etats Membres administrants aient pris les dispositions voulues pour que les représentants des territoires en question puissent prendre part aux travaux de la CEA. En suggérant une telle façon de procéder, au paragraphe 5 de sa note, le Secrétariat fournit une solution de caractère abstrait au mépris de la situation réelle. Pour ce qui est de l'Angola et du Mozambique, le Portugal, exclu de la CEA, se gardera bien de désigner des représentants de ces territoires pour qu'ils assistent aux réunions de la Commission. Le Portugal a systématiquement refusé de s'acquitter de l'obligation qui lui est faite dans la Charte de donner des renseignements sur les territoires qui dépendent de lui sous prétexte qu'ils constituent des « provinces d'outre-mer » du Portugal. Si le Secrétaire exécutif de la CEA invite le Portugal à envoyer des représentants de l'Angola et du Mozambique aux réunions de la Commission, il ne peut guère s'attendre à une autre attitude. Le projet de résolution commun, qui demande que la note du Secrétariat soit transmise au Secrétaire exécutif de la CEA, ne semble pas tenir assez compte de la situation tragique de ces territoires dont les habitants luttent contre l'oppression coloniale.

9. Pour ce qui est du Sud-Ouest africain, la République sud-africaine a fait fi à plusieurs reprises des décisions de l'ONU concernant ce territoire. M. Arkadiev rappelle les nombreuses résolutions que l'Assemblée générale a adoptées sur la question du Sud-Ouest africain, en particulier la résolution 1899 (XVIII). Le Gouvernement sud-africain ne reconnaît pas les droits de l'ONU et de

ses Membres touchant la question du Sud-Ouest africain. Il semble que ce territoire soit, en fait, déjà annexé; dans ces conditions, on ne peut guère s'attendre à voir les autorités sud-africaines autoriser des représentants du Sud-Ouest africain à assister aux réunions de la CEA.

10. Là encore, le projet de résolution ne traduit pas suffisamment la préoccupation qu'éprouvent certainement ses auteurs à l'égard de la situation tragique du Sud-Ouest africain. La rédaction de ce projet, peut-être pour des raisons tactiques, n'est pas suffisamment explicite.

11. Eu égard à ces considérations, la délégation soviétique estime qu'il faudrait renforcer le paragraphe 2 du dispositif du projet de résolution en précisant les mesures à prendre en l'occurrence. Il ne faut pas s'en remettre simplement au Secrétaire exécutif de la CEA. Certes, la délégation soviétique a toute confiance en lui, mais le Conseil doit lui donner des directives bien nettes sur ce qu'il attend de lui. Il ne suffit pas de lui transmettre la note du Secrétariat « à toutes fins utiles ». Cette façon de dire donne à penser que le Secrétaire exécutif pourrait se borner à des consultations ou à des négociations en cette matière, ou peut-être même à rassembler un complément de renseignements. Ce qu'il faut, c'est inviter à une action en vue d'accélérer la participation des populations de l'Angola, du Mozambique et du Sud-Ouest africain aux travaux de la CEA, de les encourager à lutter pour leur indépendance et leur droit de participer sans délai aux travaux de tous les organes des Nations Unies. M. Arkadiev prie instamment les auteurs du projet de résolution de prendre ses suggestions en considération.

12. M. CHANDERLI (Algérie) a dit qu'il est un peu surpris qu'on trouve que le projet de résolution pêche par excès de modération. Le représentant de l'Union soviétique a dû se méprendre. Peut-être s'est-il laissé emporter par son dévouement à la cause de la libération des peuples coloniaux.

13. L'Algérie, qui s'est récemment libérée du joug colonial, est sensibilisée à tout ce qui touche à la lutte des peuples africains pour leur indépendance, dans laquelle l'Algérie et le Sénégal sont à l'avant-garde.

14. Il est exact que la note du Secrétariat traite la question dans l'abstrait, mais c'est chose habituelle dans les documents émanant de juristes. En fait, un moyen d'assurer la participation de l'Angola, du Mozambique et du Sud-Ouest africain aux travaux de la CEA est indiqué dans la première phrase du paragraphe 7 de cette note: « ... une commission économique régionale, ou tout autre organe des Nations Unies, peut, pour obtenir des renseignements entrant dans le cadre de sa compétence, s'adresser à des sources autres que le gouvernement de ce territoire ».

15. Les auteurs du projet de résolution, lorsqu'ils ont rédigé le paragraphe 2 du dispositif, pensaient précisément aux mesures que le Secrétaire exécutif pourrait prendre pour assurer la participation des représentants des territoires en question aux travaux de la CEA. Il ne faut pas oublier que le Secrétaire exécutif agit sous l'autorité de la CEA, Commission composée

d'Etats africains soucieux d'assurer la participation des représentants de l'Angola, du Mozambique et du Sud-Ouest africain.

16. M. Chanderli regrette que le projet de résolution n'ait pas réuni immédiatement l'unanimité des suffrages; la délégation algérienne appuiera tout amendement qui pourrait être présenté dans le sens indiqué par le représentant de l'Union soviétique.

17. M. PACHACHI (Irak) dit que l'attitude de la délégation irakienne vis-à-vis de la question en discussion s'inspire de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, qui fait l'objet de la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale.

18. En ce qui concerne le Sud-Ouest africain, la position du Gouvernement de la République sud-africaine dans ce territoire est juridiquement très discutable. Ce gouvernement n'a pas tenu compte des nombreuses résolutions de l'Assemblée générale visant à placer le territoire sous tutelle internationale, conformément à la Charte des Nations Unies. En outre, il ne s'est pas conformé à l'Avis consultatif du 11 juillet 1950¹ par lequel la Cour internationale de Justice a considéré que le mandat sur ce territoire n'avait pas pris fin du fait que la Société des Nations avait cessé d'exister. D'autre part, le Gouvernement sud-africain a constamment violé les principes contenus dans la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale.

19. Dans ces conditions, il est clair que la majorité écrasante des Etats Membres de l'ONU n'admet pas la présence du Gouvernement sud-africain dans le territoire du Sud-Ouest africain. La capacité juridique de ce gouvernement en tant que représentant du territoire du Sud-Ouest africain dans les organismes des Nations Unies est donc contestable.

20. Pour ce qui est des territoires sous administration portugaise, il ressort clairement de nombreuses résolutions de l'Assemblée générale que le Portugal ne s'est pas conformé, pour ces territoires, aux dispositions de la Charte et, notamment, n'a pas rempli l'obligation de communiquer des renseignements à leur sujet, qui lui incombe en vertu de l'Article 73 de la Charte. Le Portugal a également décliné de coopérer avec les organes de l'ONU créés pour étudier la mise en œuvre de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, contenue dans la résolution 1514 (XV). En adoptant cette attitude, il a violé la Charte, qui exige de tous les Etats Membres qu'ils coopèrent avec l'Assemblée générale dans l'exécution de ses tâches.

21. C'est en raison de ces considérations que la CEA a décidé que le Gouvernement portugais et le Gouvernement de la République sud-africaine n'avaient pas qualité pour participer à ses réunions ou pour représenter les peuples africains auxquels ils ont systématiquement refusé l'exercice de leurs droits.

22. Il est maintenant établi que la CEA est habilitée à suspendre un gouvernement de sa qualité de membre pour le motif qu'il ne représente pas réellement les habi-

tants d'un territoire. Il découle de ce principe que la CEA a le droit d'autoriser les véritables représentants de ce territoire à assister à ses réunions.

23. Il est indiqué au paragraphe 6 de la note du Secrétariat que, lorsque plusieurs groupes revendiquent le droit d'être reconnus comme gouvernement d'un territoire, la question doit être réglée par l'Assemblée plutôt que par un organe subsidiaire de l'ONU. Cette observation ne peut s'appliquer qu'au cas d'un Etat indépendant Membre de l'ONU que deux groupes rivaux revendiquent le droit de représenter. Il s'agit alors d'un problème de pouvoirs, qui relève de l'Assemblée générale. Le cas actuellement en discussion est de nature toute différente. Les territoires de l'Angola, du Mozambique et du Sud-Ouest africain sont des territoires non autonomes; il ne s'agit pas de la représentation de gouvernements mais de la représentation de territoires auprès d'un organe subsidiaire du Conseil. Puisque la CEA peut suspendre un de ses membres de son droit de participation pour le motif qu'il ne représente pas adéquatement les habitants d'un territoire africain, il s'ensuit qu'elle peut inviter les représentants de ces habitants à participer à ses travaux. Ces représentants n'agiraient pas alors simplement en leur nom personnel ou en tant que membres d'une organisation privée, comme semble le suggérer le paragraphe 7 de la note du Secrétariat. Si tel était le cas, la question n'aurait pas à être examinée par le Conseil et aucun avis juridique ne serait nécessaire. Tout organe des Nations Unies a toujours eu le droit de recueillir des renseignements du domaine de sa compétence auprès de particuliers et d'organisations privées. Il s'agit ici du droit d'inviter certaines personnes à agir en tant que représentants de leur territoire. Lorsque la CEA arrive à la conclusion qu'un territoire n'est pas représenté adéquatement, elle peut aussi décider que certaines personnes ont le droit d'agir comme représentants de ce territoire, sur un pied d'égalité avec les autres représentants et non pas simplement à titre privé.

24. La délégation irakienne appuie la suggestion du représentant de l'Union soviétique tendant à étoffer le libellé du projet de résolution.

25. M. ARKADIEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) dit que le passage de sa déclaration auquel le représentant de l'Algérie a fait allusion a été mal compris par suite d'une interprétation inexacte. Il n'a jamais voulu dire que les auteurs du projet de résolution avaient péché délibérément par excès de modération. Il comprend très bien leur position et sait qu'ils sont dévoués de tout cœur à la cause de la libération des peuples africains du joug du colonialisme.

26. Ce qu'il a voulu dire, c'est qu'il fallait renforcer le paragraphe 2 du dispositif du projet de résolution en précisant bien ce qu'on attendait du Secrétaire exécutif de la CEA. Il n'a pas présenté d'amendement formel, mais il espère que les auteurs ajouteront à leur texte une formule qui réponde à la suggestion qu'il a faite.

27. Le représentant de l'Union soviétique approuve sans réserve la déclaration du représentant de l'Irak.

28. M. CISS (Sénégal) dit qu'il n'a qu'un peu de choses à ajouter à la déclaration liminaire faite par le représentant

¹ Voir *Statut international du Sud-Ouest africain, Avis consultatif: C.I.J. Recueil 1950, p. 128.*

de l'Algérie en tant que coauteur du projet de résolution. L'intention des deux auteurs est parfaitement claire et conforme à la décision très nette adoptée par les pays d'Afrique dans la résolution 94 (VI) de la CEA. Cette intention est de faire en sorte que les représentants des populations de l'Angola, du Mozambique et du Sud-Ouest africain soient admis à participer aux travaux de la CEA, non pas simplement en tant que personnes privées, mais comme représentants de ces territoires non autonomes. A cet égard, l'intention des auteurs et celle du représentant de l'Union soviétique se rejoignent.

29. Enfin, M. Ciss souligne l'identité de vues des auteurs du projet de résolution et des représentants de l'Union soviétique et de l'Irak. Les auteurs du projet accepteront volontiers un amendement rédigé dans le sens de la suggestion du représentant de l'Union soviétique.

30. M. HIREMATH (Inde) dit que le Gouvernement indien a toujours fait tout ce qui était en son pouvoir pour accélérer l'accession à l'indépendance des pays d'Afrique et il se félicite des progrès déjà réalisés. Il a aussi fait de son mieux pour que les peuples d'Afrique puissent participer aux travaux de tous les organismes des Nations Unies où leurs problèmes sont discutés. Il s'est félicité de la décision prise par le Conseil, à sa trente-sixième session, d'exclure le Portugal de la CEA et de suspendre la République sud-africaine de sa qualité de membre de la Commission.

31. Il faut savoir gré à la CEA de son attitude réaliste, évoquée par le représentant de l'Algérie, vis-à-vis des problèmes de l'Angola, du Mozambique et du Sud-Ouest africain. Sans doute la CEA étudiera-t-elle la question plus à fond à la lumière des avis juridiques contenus dans la note du Secrétariat et examinera-t-elle la possibilité d'assurer la participation de ces trois territoires à ses travaux. La délégation indienne appuie le projet de résolution de l'Algérie et du Sénégal et la suggestion du représentant de l'Union soviétique visant à le modifier.

32. M. KOPCOK (Yougoslavie) déclare que la délégation yougoslave est reconnaissante à la CEA d'avoir soulevé la question de la participation à ses travaux de l'Angola, du Mozambique et du Sud-Ouest africain, car elle a ainsi permis au Conseil de voir comment ses propres résolutions en la matière sont appliquées. Par sa résolution 974 D (XXXVI), le Conseil a décidé d'exclure le Portugal de la CEA et de suspendre la République sud-africaine de la qualité de membre de cet organe; mais la question dépasse le cadre de cette résolution, elle touche aussi au problème plus vaste de l'élimination de toutes les formes de colonialisme, auquel la Yougoslavie et toute la communauté internationale attachent une importance capitale.

33. La délégation yougoslave remercie le Secrétariat d'avoir élucidé certains aspects juridiques du problème. Il ressort clairement de sa note qu'une solution est possible, même du point de vue juridique, et il faut espérer que la CEA pourra en trouver une qui accroisse l'efficacité de ses travaux.

34. La situation créée par le Portugal et la République sud-africaine à la suite de l'adoption de la résolution

974 D (XXXVI) du Conseil, situation qui ôte à l'Angola, au Mozambique et au Sud-Ouest africain la possibilité de participer effectivement aux travaux de la CEA, est intolérable, non seulement du point de vue juridique, mais encore et surtout du point de vue politique. Il y a là une tentative faite pour retarder une évolution que le monde d'aujourd'hui considère d'importance capitale: la marche de tous les peuples vers la libération et l'indépendance totales et la coopération pacifique dans tous les domaines, dans l'intérêt de la paix et de la prospérité générale.

35. En adoptant sa résolution 974 D (XXXVI), le Conseil n'a pas modifié le statut de ces trois territoires en tant que membres associés de la CEA. Il devrait maintenant réaffirmer son autorité et déclarer qu'une solution doit être trouvée au problème, dans le sens indiqué au paragraphe 7 de la note du Secrétariat. C'est pourquoi la délégation yougoslave approuve la teneur du projet de résolution présenté par l'Algérie et le Sénégal. Elle est également disposée à appuyer la suggestion du représentant de l'Union soviétique visant à en modifier le texte.

36. M. ARKADIEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) dit que, puisque les auteurs peuvent accepter sa suggestion, il ne croit pas nécessaire de faire une proposition formelle. Le représentant du Sénégal pourrait suggérer une rédaction appropriée.

37. M. CISS (Sénégal) propose, pour tenir compte de la suggestion du représentant de l'Union soviétique, de remplacer les mots « à toutes fins utiles », au paragraphe 2 du dispositif, par les mots « pour toute action ayant pour but la participation des représentants ou délégations de l'Angola, du Mozambique et du Sud-Ouest africain aux travaux de la Commission économique pour l'Afrique ».

38. M. KOLB (Autriche) fait remarquer que, dans le préambule du projet de résolution, dans le texte anglais original, le mot correspondant au mot « représentants » n'est pas précédé de l'article défini; il serait peut-être préférable de s'en tenir à cette rédaction.

39. M. CHANDERLI (Algérie) propose la rédaction suivante: « pour toute action ayant pour but d'inviter les représentants ou délégations de l'Angola, etc. ».

40. Le PRÉSIDENT suggère qu'en raison des divergences de texte d'une langue à l'autre, les auteurs préparent une nouvelle version que le Conseil pourra examiner le lendemain.

41. M. GRANT (Ghana) doute que ce soit vraiment nécessaire; les membres de la CEA sauront qui inviter à représenter l'Angola, le Mozambique et le Sud-Ouest africain.

42. Le PRÉSIDENT dit que son seul souci est que les membres du Conseil sachent sur quoi ils sont appelés à voter. Il faut que les textes aient le même sens dans les différentes langues.

43. M. PATIÑO (Colombie) pense qu'il y a plus qu'une simple question de traduction. L'intention des auteurs

n'est pas très claire. Dans la première partie du paragraphe 2 du dispositif, il s'agit de la transmission d'un document au Secrétaire exécutif de la CEA, alors que, dans les deux variantes de la dernière partie présentée par les auteurs, il s'agit, semble-t-il, d'une action de la Commission elle-même. Si l'intention des auteurs est que le Secrétaire exécutif agisse dans un certain sens après que ce document lui aura été transmis, il suffit de lui demander de tenir compte de la nécessité d'assurer la participation de l'Angola, du Mozambique et du Sud-Ouest africain aux travaux de la Commission ou de l'autoriser, dans un paragraphe distinct, à prendre certaines mesures particulières. Si d'autre part, on entend que ce soit la CEA qui agisse, il faudrait le préciser. Il vaudrait mieux que les auteurs présentent un texte révisé où tous les points litigieux évoqués seraient éclaircis.

44. M. MIGONE (Argentine) dit que l'amendement envisagé pose un problème de fond et qu'il ne s'agit pas d'une simple question de rédaction. C'est le Conseil, et non la CEA, qui a qualité pour décider de la composition de la Commission. Cette dernière ne peut décider, à elle seule, d'exclure un pays ou d'inviter un pays à devenir membre; ce genre de décision est du ressort exclusif du Conseil.

45. Il faut préciser si, selon l'amendement proposé, la CEA peut ou non inviter qui il lui plaît de l'Angola, du Mozambique et du Sud-Ouest africain à participer à ses travaux. Ce serait une erreur d'employer la formule « la participation des représentants ou délégations », qui suppose qu'il existe déjà des représentants et des délégations officiels, alors que ce n'est pas le cas. Les trois territoires en question peuvent seulement être représentés d'une manière appropriée à la CEA; leur représentation peut avoir un caractère consultatif, mais non politique.

46. Or, il semble que cet amendement ait pour objet de permettre aux représentants des trois territoires de participer aux travaux de la CEA à titre politique. C'est là une question très importante, que la CEA ne peut régler elle-même. M. Migone appuie la suggestion visant à remettre au lendemain la suite de la discussion, ce qui permettrait aux délégations de consulter leur gouvernement.

47. M. CISS (Sénégal) dit que la formule proposée par le représentant de l'Algérie est tout à fait satisfaisante, car elle exprime la même idée que la rédaction qu'il a lui-même proposée. Il n'y a donc aucune différence de nuance dans les intentions des auteurs, qui cherchent tous deux à faire en sorte que les représentants des trois territoires en question soient invités à participer aux travaux de la CEA en qualité de membres associés. Si des membres du Conseil ont des scrupules à cet égard, il faut qu'ils le disent franchement et l'on ajournera le débat pour leur permettre de consulter leur gouvernement. Comme l'a dit le représentant du Ghana, la CEA invitera sûrement les représentants intéressés à participer pleinement à ses travaux comme membres associés, car on ne saurait douter de la solidarité des pays africains en cette matière.

48. M. WILLIAMS (Etats-Unis d'Amérique) dit que la difficulté vient de ce qu'on cherche à modifier en séance plénière un projet de résolution que la délégation des Etats-Unis croyait avoir été mûrement pesé par ses auteurs. Pour éviter de nouveaux retards au point où en est arrivé le Conseil dans ses travaux, il suggère que les auteurs demandent que leur texte initial soit mis aux voix. La délégation des Etats-Unis est prête à l'appuyer.

49. M. PONCE Y CARBO (Equateur) est d'accord avec le Président pour que le débat soit ajourné, de façon à permettre aux délégations d'étudier les répercussions de l'amendement envisagé, qui changerait le sens et la portée du projet de résolution. D'après la note du Secrétariat sur certains aspects juridiques de la question, les controverses passées ont conduit à la conclusion que seule l'Assemblée générale avait compétence pour décider, en cas de désaccord, qui doit représenter un territoire non autonome. Cela dit, comme il est indiqué au paragraphe 7 de ce document, il est loisible à une commission économique régionale de rechercher des renseignements à des sources autres que le gouvernement d'un territoire et d'entendre des personnes privées. Toutefois, le Conseil s'écarterait de la doctrine établie s'il adoptait un amendement chargeant le Secrétaire exécutif de la CEA de veiller à ce que des personnes venant des territoires intéressés participent à ses travaux en qualité de véritables représentants. Bien que la délégation de l'Equateur n'ait aucune difficulté à accepter le texte initial, elle devra demander des instructions à son gouvernement au sujet de l'amendement proposé. Elle appuie donc la suggestion du Président tendant à ajourner le débat.

50. M. WALDRON-RAMSEY (République-Unie du Tanganyika et de Zanzibar) dit que les représentants de l'Argentine, de la Colombie et de l'Equateur ont introduit dans le débat un élément nouveau, en essayant de prouver qu'il fallait distinguer entre deux questions: la transmission du document E/3963 au Secrétaire exécutif de la CEA et la participation effective de représentants de l'Angola, du Mozambique et du Sud-Ouest africain aux travaux de la Commission. Mais, même si le texte initial avait été adopté sans changement, les gouvernements africains, à la septième session de la CEA, auraient assurément interprété la formule « à toutes fins utiles » comme appelant une action visant à assurer la participation effective de représentants des territoires intéressés. En cherchant à modifier le paragraphe 2 du dispositif, les auteurs n'ont d'autre intention que de bien préciser qu'il appartient au Conseil lui-même de décider si la participation de ces représentants est valable ou non et, si elle l'est, d'autoriser le Secrétaire exécutif à les inviter à participer aux travaux.

51. L'orateur voudrait poser deux questions aux délégations latino-américaines: le Conseil ayant exclu le Portugal de la CEA et suspendu la République sud-africaine de son droit de participer aux travaux de cet organe, considèrent-elles réaliste ou équitable que l'Angola, le Mozambique et le Sud-Ouest africain n'aient aucune représentation à la CEA? Si elles ne le pensent pas, ne sont-elles pas d'accord pour estimer que le Conseil doit prendre des dispositions en vue de cette représentation? Quelques délégations ont demandé qu'on

leur laisse le temps de solliciter des instructions de leur gouvernement; l'orateur est donc d'accord avec le Président pour que la suite de la discussion soit remise au lendemain. En attendant, il propose d'introduire dans le dispositif le nouveau paragraphe suivant qui a pour objet de bien préciser les intentions des pays africains :

« *Décide* de charger le Secrétaire exécutif de prendre les mesures appropriées qui pourraient être nécessaires pour assurer la participation effective de représentants de l'Angola, du Mozambique et du Sud-Ouest africain, en qualité de membres associés, aux travaux de la Commission économique pour l'Afrique. »

52. M. MIGONE (Argentine) se défend d'avoir introduit des éléments nouveaux dans le débat; il était simplement soucieux, à la suite de la proposition d'amendement, d'élucider quelle est exactement la décision qu'on attend du Conseil. Comme il s'agit d'une question délicate, il a été d'accord avec le Président pour que le débat soit ajourné afin de laisser aux délégations le temps de réfléchir. Il reconnaît avec le représentant de la Yougoslavie que le Conseil est seul compétent pour décider si un pays donné peut être ou non membre d'une commission économique régionale. Il ressort du texte proposé par le représentant de la République-Unie du Tanganyika et de Zanzibar qu'il accepte cette interprétation.

53. Le débat a montré qu'il était vraiment nécessaire de jeter de la clarté sur cette question. La position anti-colonialiste de la délégation de l'Argentine ne fait de doute pour personne. Elle voudrait seulement rappeler au Conseil la nécessité de se conformer aux textes juridiques existants, de respecter les droits des minorités et de sauvegarder les prérogatives d'organismes qui ont été

créés bien avant que les délégations africaines y aient été représentées.

54. M. APPIAH (Ghana), prenant la parole sur un point d'ordre, juge superflu qu'une délégation quelconque rappelle aux pays africains les accords conclus avant leur accession à l'indépendance.

55. M. MIGONE (Argentine) dit qu'il n'a voulu offenser personne. Ce qu'il veut dire, c'est que le Conseil ne peut se laisser guider uniquement par des principes, car il doit se conformer aux pratiques et aux procédures établies. De toute manière, le texte proposé par le représentant de la République-Unie du Tanganyika et de Zanzibar éclaircit un point qui avait besoin de l'être. Il espère que, lorsque le Conseil reprendra la discussion sur cette question, il aura été saisi d'une formule qui satisfasse aux exigences de la procédure, tout en permettant d'assurer la participation de l'Angola, du Mozambique et du Sud-Ouest africain aux travaux de la CEA.

56. M. CHANDERLI (Algérie), répondant à une question de M. WILLIAMS (Etats-Unis d'Amérique), dit que le texte qui sera présenté par les auteurs précisera que des mesures doivent être prises pour associer les représentants des trois territoires aux travaux de la CEA.

57. M. PACHACHI (Irak) demande si les auteurs se proposent de retenir la formule « en tant que membres associés », ce qui est une question d'importance capitale.

58. Le PRÉSIDENT dit qu'il vaut mieux laisser aux auteurs le soin de préciser leur texte et de le faire distribuer aussitôt que possible.

La séance est levée à 13 h 5.



SOMMAIRE

	Page
Pouvoirs des représentants	239
Point 31 de l'ordre du jour :	
Fonds des Nations Unies pour l'enfance	239

Président: Sir Ronald WALKER (Australie).

Présents:

Les représentants des Etats suivants, membres du Conseil : Algérie, Argentine, Australie, Autriche, Chili, Colombie, Equateur, Etats-Unis d'Amérique, France, Inde, Irak, Japon, Luxembourg, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sénégal, Tchécoslovaquie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Yougoslavie.

Les représentants des Etats suivants, membres supplémentaires des comités de session : Cameroun, Ghana, Indonésie, Iran, Italie, Mexique, République arabe unie, République-Unie du Tanganyika et de Zanzibar.

Les observateurs des Etats Membres suivants : Brésil, Canada, Chine, Cuba, Espagne, Irlande, Israël, Norvège, Pakistan, Philippines, Pologne, République centrafricaine, Roumanie, Suède, Uruguay, Venezuela.

Les observateurs des Etats non membres suivants : République fédérale d'Allemagne, Saint-Siège, Suisse.

Les représentants des institutions spécialisées suivantes : Organisation internationale du Travail, Organisation mondiale de la santé.

Pouvoirs des représentants

1. Le PRÉSIDENT appelle l'attention du Conseil sur le rapport du Président et des Vice-Présidents relatif aux pouvoirs des représentants à la trente-septième session du Conseil (E/3971).

POINT 31 DE L'ORDRE DU JOUR

**Fonds des Nations Unies pour l'enfance
(E/3821/Rev.1, E/3868, E/3931; E/L.1065/Rev.1)**

2. M^{me} HARMAN (Présidente du Conseil d'administration du Fonds des Nations Unies pour l'enfance), présentant les rapports du Conseil d'administration du FISE sur ses sessions de juin 1963 (E/3821/Rev.1), janvier 1964 (E/3868) et juin 1964 (E/3931), dit que le Conseil est parfaitement au courant des dures réalités qui sont celles du monde en voie de développement et qu'il a fait beaucoup pour essayer de les atténuer. L'action du FISE en faveur de l'enfance touche à presque toutes les questions que le Conseil examine. Le progrès économique et social doit obligatoirement commencer par les enfants et, pour garantir le succès du développement, le meilleur moyen est de donner la priorité à la santé de l'enfance.

3. Le Conseil d'administration du FISE sait fort bien que sa tâche et ses responsabilités sont énormes. Partout où il a fourni une aide, il a pu concourir efficacement à préparer l'enfant à occuper sa place dans la collectivité. Un organe des Nations Unies chargé de s'occuper de l'enfance ne saurait se limiter à des objectifs à court terme de portée limitée; il se doit de travailler à la réalisation de l'objectif général, qui est la paix universelle, et d'aider à établir des services suffisants dans les domaines de la santé, de la nutrition, de l'enseignement et du bien-être. Il doit s'occuper de tous les aspects de la vie de l'enfant. Or, vues sous cet angle, les ressources du FISE semblent dérisoires. Le mieux que le FISE puisse faire est de veiller à apporter son aide à l'endroit voulu, au moment voulu, afin de tirer un bénéfice maximal d'un investissement minimal.

4. Certes, le FISE a obtenu des résultats remarquables, mais le mérite en revient principalement aux pays bénéficiaires eux-mêmes; ce sont eux qui établissent l'ordre de priorité, qui demandent l'assistance et qui, en dernier ressort, sont responsables de l'exécution des programmes. En aidant les gouvernements à s'acquitter de cette responsabilité, le Conseil d'administration en est venu à s'intéresser de plus en plus aux plans généraux de développement national, et à l'ordre de priorité attribué dans le cadre de ces plans aux besoins des jeunes générations. C'est ainsi qu'une conférence de la table ronde, à laquelle assistaient des spécialistes des problèmes de l'enfance et de la jeunesse dans la planification du développement, s'est tenue à Bellagio en Italie au mois d'avril 1964 (voir E/3931, chap. III). Les experts ont reconnu qu'il est indispensable d'accorder la priorité aux besoins de l'enfance, non point dans un secteur spécial du plan, mais en les intégrant dans le complexe global du processus de planification. Ils ont également souligné qu'il importe de lutter chez les jeunes contre les préjugés et de renforcer en eux le sentiment de fraternité.

5. Le FISE entretient d'excellents rapports avec le Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat, ainsi qu'avec les institutions spécialisées. Le fait que l'on se rend de mieux en mieux compte de l'interdépendance des problèmes se reflète en particulier dans les efforts communs entrepris sur place; l'objectif ultime de tous les arrangements administratifs conclus à l'échelon local est d'aboutir à une action pratique. L'utilité de l'assistance technique dépend en grande partie des hommes et des femmes qui travaillent sur place, et dont le dévouement et l'énergie créatrice jouent un rôle déterminant. Réduit à lui-même, le FISE ne pourrait jamais remplir sa mission historique, mais avec la collaboration de l'ONU et d'autres organismes internationaux, avec le concours des pays qui fournissent une assistance bilatérale et avec l'appui de particuliers dans

le monde entier, il pourra réussir. Il faut espérer que les contributions des gouvernements ainsi que les contributions volontaires augmenteront, car, actuellement, les demandes d'assistance dépassent largement les crédits disponibles. Le FISE utilise au mieux ses ressources limitées et ses programmes déclenchent souvent une réaction en chaîne, la création d'un service entraînant celle d'autres services; mais ces résultats paraissent bien modestes si l'on songe à ce qu'il y a à faire dans les vastes régions qui sont encore en dehors du champ de ses activités.

6. A l'occasion de la session qui s'est tenue à Bangkok en janvier 1964, les membres du Conseil d'administration ont pu se rendre dans six pays d'Asie et observer directement l'exécution des programmes du FISE dans une région où les besoins sont si énormes que tout ce que l'on fait paraît toujours tout à fait insuffisant. Certains membres ont été d'avis que le FISE doit se fixer un petit nombre d'objectifs limités à certains domaines; d'autres ont soutenu au contraire qu'il ne doit laisser échapper aucune occasion de fournir une aide dans tous les cas où les gouvernements peuvent en tirer profit. Tous du moins ont reconnu l'importance de la planification nationale et de l'intégration des besoins de l'enfance dans ces plans. Un certain nombre de membres se sont inquiétés de voir que les pays qui ont le plus besoin d'aide sont précisément ceux qui sont le moins à même d'en tirer profit, n'ayant ni l'administration, ni le personnel, ni les budgets nécessaires. Sur l'initiative du Dr Kyrouzi, Directeur pour l'Afrique, il a été décidé, à la session tenue par le Conseil d'administration en juin 1964, que le Directeur général devrait présenter quelques propositions concrètes d'assistance à ces pays, sans prévoir, au début, de contrepartie, celle-ci devant être fournie par la suite à un taux progressif, à mesure que les conditions s'amélioreraient.

7. A la suite des décisions prises par le Conseil d'administration à sa session de janvier 1964, le FISE recevra des fonds de deux nouvelles sources. Premièrement, il a été décidé qu'il accepterait des contributions à des fins spéciales que les gouvernements lui verseraient en plus de leurs contributions ordinaires et dont l'objet aurait un rapport avec des programmes bénéficiant de l'aide du FISE. Deuxièmement, il a été décidé que le FISE pourrait autoriser les comités d'appel de fonds à recueillir des fonds pour un programme donné, pour lequel le Conseil d'administration aurait approuvé des engagements de dépenses, sans avoir encore alloué les crédits nécessaires.

8. A mesure que les années passent, le FISE investit de plus en plus dans des programmes de formation professionnelle pour répondre à un besoin urgent de personnel compétent. Un tiers des crédits ont été affectés à de tels programmes, et la majorité des projets dans tous les domaines comprennent des activités de formation. A sa session de janvier 1964, le Conseil d'administration a décidé que les organismes chargés d'élaborer la politique, les planificateurs et le personnel de supervision devraient prendre une part plus active à la formation professionnelle; il a attaché une grande importance à la formation des moniteurs. Des divergences de vues se sont manifestées cependant quant à l'orientation à donner aux

efforts entrepris en matière de formation. Il a été recommandé que les moyens de formation existant dans les pays qui demandent une assistance soient utilisés au maximum et que les stages aient lieu dans les régions où les stagiaires seront appelés à travailler ensuite.

9. Le Conseil d'administration a rappelé à nouveau l'importance qu'il accorde à l'évaluation des programmes. Il la juge absolument indispensable pour que les ressources soient utilisées le plus rationnellement possible. On a demandé instamment d'incorporer dans tous les programmes un dispositif d'évaluation. Conformément à la résolution 999 (XXXVI) du Conseil économique et social, le Conseil d'administration a insisté sur la nécessité d'une évaluation des résultats par les gouvernements eux-mêmes. Le projet de résolution (E/AC.24/L.241) que le Comité de coordination a examiné au titre du point 6 de l'ordre du jour est entièrement conforme aux idées du Conseil d'administration. Celui-ci a estimé qu'il était souhaitable que le FISE collabore avec les institutions techniques compétentes à l'étude des résultats des programmes, dans les cas où interviennent des considérations administratives et techniques. A chaque session consacrée à l'élaboration de la politique, le Conseil d'administration examinera un ou plusieurs rapports spéciaux dans lesquels sera évaluée l'assistance à certains types de programmes. Le FISE prêterait également son concours pour renforcer les services nationaux chargés de l'évaluation.

10. A sa session de janvier 1964, le Conseil d'administration a décidé en outre de ne tenir qu'une session par an au lieu de deux (voir E/3868, chap. VIII). Cela entraînera certaines modifications dans la présentation habituelle de son programme; mais aussi cela réduira la masse de documents que le personnel détaché sur place aura à établir.

11. L'œuvre du FISE joue un rôle essentiel dans la lutte pour la paix et la stabilité du monde. L'enfance bénéficie d'une attention croissante parce que son bien-être est d'importance primordiale pour le progrès de la nation et parce qu'elle est la principale victime du sous-développement. Le FISE doit être la conscience du monde, rester sans cesse en éveil et faire campagne en faveur de l'enfance jusqu'à ce que toutes les nations aient reconnu pleinement les besoins des enfants et soient passées aux actes.

M. Chanderli (Algérie), second vice-président, prend la présidence.

12. M^{me} TILLET (Etats-Unis d'Amérique) dit que le FISE est un exemple remarquable de collaboration internationale et que le Gouvernement des Etats-Unis est fier d'être étroitement associé à ses diverses activités. Elle félicite le Directeur général et le secrétariat du FISE des rapports très documentés qu'ils ont présentés sur les trois dernières sessions du Conseil d'administration; d'après ces rapports, on peut être satisfait de ce qui a été fait, mais on sent aussi à quel point il est urgent d'accomplir ce qui reste encore à faire. L'écart entre les besoins et les ressources est énorme, et le Gouvernement des Etats-Unis reconnaît que les pays bénéficiaires peuvent contribuer à rendre ce problème moins aigu en établissant

un ordre de priorité rationnel tenant compte des besoins et des possibilités locales.

13. M^{me} Tillett est heureuse de constater qu'environ un tiers des ressources du FISE sont investies dans des projets ayant trait à la formation de personnel chargé de s'occuper de l'enfance, et que plusieurs des nouveaux projets portent sur la planification en faveur de l'enfance. Parmi ces projets, l'octroi d'une assistance à deux instituts régionaux de planification et de développement, situés l'un en Asie et l'autre en Amérique latine, ainsi que l'organisation de cycles d'étude régionaux sur la planification en faveur de l'enfance et de la jeunesse, recueillent l'adhésion totale de la délégation des Etats-Unis. Toutefois, ces cycles d'étude devront être organisés avec beaucoup de soin si l'on veut avoir la certitude que les ressources limitées seront utilisées au mieux, et il sera indispensable de procéder à une évaluation complète de leurs résultats avant d'en entreprendre de nouveaux. C'est la raison pour laquelle la délégation des Etats-Unis juge qu'il est encore trop tôt pour songer à convoquer une conférence mondiale sur la place des enfants et des jeunes dans le développement économique et social, comme cela a été proposé à la conférence de la table ronde qui a eu lieu dernièrement à Bellagio.

14. La session de janvier 1964 du Conseil d'administration, l'une des plus importantes qui aient eu lieu ces dernières années, a été la première à se tenir dans un pays en voie de développement. Cette session a été également remarquable du fait que d'importantes questions de principe y ont été débattues. Ayant pu visiter auparavant divers pays de la région pour voir les programmes du FISE en action, les membres du Conseil d'administration étaient mieux au courant de la situation, ce qui a rehaussé la valeur des discussions. Ainsi, le fait de se réunir de temps à autre hors du Siège peut grandement aider le Conseil d'administration à mieux comprendre les problèmes qui se posent au FISE.

15. Un point important de l'ordre du jour du Conseil d'administration a été la portée de l'assistance du FISE. La mission du FISE qui consiste à veiller à la santé et au bien-être de l'enfance repose sur l'idée qu'il est possible d'élaborer des programmes concernant spécialement le bien-être de l'enfance, qui soient distincts des programmes généraux de développement économique et social. La délégation des Etats-Unis a été heureuse de constater que cette thèse a été réaffirmée à la session de janvier 1964, car il est indispensable de fixer certaines lignes directrices précises si l'on veut que les ressources du FISE soient utilisées de la manière la plus fructueuse. Le problème qui se pose au Conseil d'administration est le suivant : comment fixer ces lignes directrices, tout en conservant la souplesse nécessaire ? A la session de janvier 1964, aucune recommandation précise n'a été adoptée, mais les membres du Conseil d'administration ont souligné la nécessité de continuer à concentrer les programmes du FISE sur l'enfance et de ne se lancer qu'à bon escient dans des domaines connexes. Conformément aux décisions du Conseil d'administration, le FISE s'efforce d'incorporer dans les projets des dispositions précises concernant l'évaluation des résultats et il s'attache aussi davantage à collaborer avec les organismes d'aide bila-

térale et multilatérale afin que les ressources disponibles donnent le maximum de résultats.

16. La décision de principe prise par le Conseil d'administration à propos de l'aide du FISE pour l'éradication du paludisme présente elle aussi un intérêt particulier. Depuis quelques années, le Conseil d'administration se montre peu disposé à approuver de nouveaux programmes dans ce domaine avant qu'on n'ait fait le bilan de la situation. Sur la suggestion de la délégation des Etats-Unis, une ligne de conduite plus souple vient d'être adoptée : le FISE pourra participer à de nouvelles campagnes, mais sous certaines réserves visant à assurer que le programme d'aide à l'éradication du paludisme ne prendra pas le pas sur ses autres programmes et n'absorbera pas une part excessive de ses ressources.

17. En ce qui concerne la politique financière, la session de janvier 1964 a mis fin à la période de transition pendant laquelle les crédits étaient alloués sur les revenus rentrés et aussi — en proportion croissante — sur les recettes escomptées jusqu'à la session suivante. Les allocations décidées à la session de juin 1964 reposent entièrement sur les recettes prévues pour les douze prochains mois. Ainsi donc, le nouveau système préconisé par les Etats-Unis et approuvé par le Conseil d'administration à sa session de juin 1961, qui consiste à utiliser plus rapidement les ressources du FISE, est maintenant presque complètement appliqué.

18. La délégation des Etats-Unis a appris avec intérêt que la décision prise d'élargir le champ d'action du FISE pour y inclure l'enseignement commençait à donner des résultats. C'est dans ce domaine que l'accroissement du programme du FISE a été le plus marqué, et le fait que l'UNESCO a détaché à plein temps un conseiller auprès du siège du FISE facilitera beaucoup le développement de ces activités.

19. Le Gouvernement des Etats-Unis continuera d'appuyer sans réserve les travaux du FISE qui visent à créer un monde meilleur pour les citoyens de demain.

20. M. ATTLEE (Royaume-Uni) dit que la session de janvier 1964 du Conseil d'administration du FISE a été particulièrement importante en raison de l'ampleur qu'elle a prise et parce qu'elle a été la première à avoir lieu dans un pays en voie de développement et qu'elle a été axée sur les besoins des enfants dans une région particulière. Il rend hommage à l'efficacité de l'action du FISE, ainsi qu'au travail dévoué du secrétariat au siège, dans les régions et sur place. Il a également constaté le degré remarquable de coordination et de coopération qui existe entre l'administration du FISE et les institutions spécialisées, par l'intermédiaire desquelles le FISE déploie la plupart de ses activités, ainsi qu'avec la Direction des affaires sociales.

21. Mais la haute estime que la délégation du Royaume-Uni éprouve à l'égard du FISE ne signifie pas qu'elle n'ait pas de critiques à formuler. Le Gouvernement du Royaume-Uni a certes constaté avec satisfaction l'activité accrue résultant de la nouvelle politique financière approuvée par le Conseil d'administration en 1961 ; mais il a éprouvé quelques doutes au sujet de certains des nouveaux domaines vers lesquels le FISE oriente ses

activités. La délégation du Royaume-Uni reconnaît la nécessité d'entreprendre certaines activités qui n'intéressent pas directement les besoins des enfants, mais encore faut-il veiller à ne pas aller trop loin dans cette voie.

22. Une période d'expansion intense tire à sa fin et on doit espérer qu'une période de consolaition va suivre. L'accroissement des activités du FISE impose un lourd fardeau au Conseil d'administration et à ses comités, en particulier au Comité du programme, dans leurs efforts pour exercer le contrôle voulu sur ces activités. La délégation du Royaume-Uni est très favorable à la nouvelle procédure de programmation, décrite dans le rapport sur la session de janvier 1964 (E/3868, chapitre VIII) et elle croit que celle-ci devrait aboutir à une réduction du fardeau imposé tant aux gouvernements membres du Conseil d'administration qu'au secrétariat. Toutefois, dans leur examen du nombre très considérable de projets dont ils sont saisis et dont certains entraînent des dépenses considérables, le Comité du programme et le Conseil d'administration sont gênés par le très court laps de temps dont ils disposent pour examiner convenablement le programme. Certes, l'expérience montre que les projets sont toujours soigneusement examinés avant d'être soumis au Conseil d'administration, mais c'est à ce dernier qu'il incombe de les étudier, de jauger leur valeur et d'évaluer les allocations correspondantes conformément à la politique qu'il a lui-même déterminée. Aussi la délégation du Royaume-Uni espère-t-elle que, à l'avenir, des renseignements complets sur le programme seront communiqués assez longtemps avant l'ouverture de la session annuelle. En particulier, il ne semble pas nécessaire de retarder la publication de l'état financier afin d'y faire figurer les contributions des gouvernements qui ont tardé à annoncer ces contributions.

23. En ce qui concerne la politique, le Gouvernement du Royaume-Uni pense, comme le Directeur général (voir E/3868, par. 53), que les problèmes qui n'ont pas d'importance spéciale pour les enfants ne devraient pas figurer dans le programme d'action du FISE. Le Gouvernement du Royaume-Uni éprouve quelque appréhension au sujet de l'orientation donnée à l'œuvre du FISE qui aide actuellement certains programmes ne présentant qu'un intérêt marginal par rapport à ses activités principales; cette orientation, si elle persistait, pourrait amener le FISE à s'écarter de sa fonction essentielle. Or la délégation du Royaume-Uni approuve sans réserve l'idée qu'il faut maintenir l'image qui s'est imposée du FISE comme organisme consacrant ses modestes ressources à la satisfaction des besoins primordiaux de l'enfance (*ibid.*, par. 56). Il semble, par exemple, que la formation et l'orientation professionnelle des adolescents quittant l'école ne soit pour le FISE qu'un domaine marginal. Dans certains cas, il peut être bon que le FISE intervienne dans ce domaine mais, en général, il devrait laisser ce genre d'activité à l'institution spécialisée compétente.

24. Pour prendre un autre exemple, le Gouvernement du Royaume-Uni pense lui aussi que le FISE doit, le cas échéant, intervenir dans le domaine de l'enseignement, mais il constate avec satisfaction qu'un pourcentage relativement modique de ses fonds est engagé dans ce domaine,

et il espère que l'on ne jugera pas nécessaire d'élargir ce champ d'activité, pour lequel il existe une institution spécialisée compétente.

25. M. Attlee constate que le Conseil d'administration et la conférence de la table ronde tenue à Bellagio se sont tous deux préoccupés du problème de la planification des naissances et ont exprimé l'espoir que l'amélioration de l'hygiène familiale et de la préparation au mariage constituerait un encouragement dans cette voie. Le Gouvernement du Royaume-Uni s'associe à cet espoir et note que le problème fait l'objet d'une étude de la part du Conseil économique et social et de la commission compétente. C'est là un problème pour lequel le Gouvernement du Royaume-Uni est disposé à fournir une assistance technique s'il est sollicité.

26. Le Gouvernement du Royaume-Uni partage l'opinion générale des membres du Conseil d'administration (*ibid.*, par. 73) selon laquelle la politique suivie par le FISE en matière d'aide est dans l'ensemble juste, mais il pense comme eux que les résultats de la décision prise en 1961 d'élargir la portée de l'assistance du FISE doivent faire l'objet d'une analyse critique. La délégation du Royaume-Uni s'associe également aux conclusions du Conseil d'administration concernant l'évaluation des programmes (*ibid.*, par. 85 et 86).

27. M. Attlee est satisfait de constater que le Directeur général partage l'opinion selon laquelle la coordination doit être assurée avant tout dans les pays bénéficiaires. Toute aide accordée doit faire suite à des demandes des pays bénéficiaires, demandes formulées par eux en pleine connaissance des ressources disponibles et en conformité avec leurs plans nationaux de développement. A cet égard, M. Attlee souligne le rôle important des représentants résidents et il espère que le FISE a le plus possible recours à eux.

28. La délégation du Royaume-Uni admet que le FISE doit être prêt à aider les pays en matière de planification et à se joindre à d'autres institutions en vue de promouvoir l'idée de planification du développement social, en particulier par rapport aux enfants et aux jeunes gens. Mais elle considère que le FISE a tendance à aller trop loin dans ses efforts pour exercer une influence directe sur les plans de développement des pays bénéficiaires. C'est avec beaucoup d'appréhension que la délégation du Royaume-Uni a pris connaissance, en janvier 1964, des projets mis à l'étude dans ce domaine, et en particulier du projet d'organisation de la conférence de la table ronde qui s'est tenue ultérieurement à Bellagio. Ces appréhensions n'ont pas diminué après un examen des conclusions de la conférence, lesquelles paraissent avoir de très fortes incidences sur la politique future. Elles semblent, dans une certaine mesure, aller à l'encontre du principe de l'indépendance de choix des pays bénéficiaires — principe sur lequel la Présidente du Conseil d'administration a insisté dans sa déclaration liminaire — et annoncer une intervention du FISE dans un nouveau champ d'action qu'il n'est peut-être pas de son intérêt d'aborder s'il veut maintenir sa position actuelle et l'indépendance de son action. Le Conseil d'administration devrait prendre ces points en considération dans une

session consacrée à la politique à suivre, lorsque ses membres auront eu l'occasion de les examiner.

29. Malgré ces critiques, le Gouvernement du Royaume-Uni est en général fort satisfait de la manière dont les ressources du FISE sont utilisées pour soulager la misère et améliorer la santé et le bien-être des enfants dans le monde entier. M. Attlee note que l'assistance dans les domaines traditionnels — services sanitaires de base, lutte contre les maladies, nutrition et protection de la famille et de l'enfance — constitue encore le gros des opérations du FISE et représente 87 % des allocations au titre de l'aide aux programmes proposées au Conseil d'administration à la session de juin 1964. L'examen de ces propositions d'allocations corrobore l'opinion de la délégation du Royaume-Uni, selon laquelle le FISE a bien mérité l'excellente réputation dont il jouit.

30. La délégation du Royaume-Uni appuie le projet de résolution révisé présenté au Conseil par l'Algérie, l'Australie, l'Autriche, le Chili, les Etats-Unis d'Amérique, l'Inde, le Sénégal et la Yougoslavie (E/L.1065/Rev.1).

31. M. FRANZI (Italie) rappelle que son pays a participé aux sessions tenues par le Conseil d'administration en janvier 1964 à Bangkok et en juin 1964 à New York. A ces sessions, la délégation italienne a fait connaître les vues de son gouvernement sur les problèmes les plus importants qui se posent au FISE en matière de politique, de finances et de procédure. Au stade actuel, M. Franzi se bornera à présenter quelques considérations supplémentaires de caractère général.

32. Le premier point sur lequel il désire s'exprimer est le problème du rapport entre les besoins du FISE et ses ressources. Ce problème a été soulevé tant dans la documentation préparée par le secrétariat que dans les débats du Conseil d'administration, cela non pas seulement en termes quantitatifs — par exemple, du point de vue du montant de l'aide du FISE disponible pour chaque enfant dans les pays en voie de développement — mais aussi en fonction des objectifs du FISE et compte tenu de l'évaluation des résultats de ses activités. L'importance attachée à ce problème est un indice de vitalité et manifeste le désir constant de rechercher les moyens les meilleurs pour assurer le rendement maximal des ressources limitées du FISE. Bien entendu, le problème n'est pas nouveau; il s'est posé dès la création du FISE, mais il acquiert une importance croissante à mesure que l'on définit et évalue les besoins multiples de l'enfance.

33. Le rapport entre les besoins du FISE et ses ressources est un fait dont le FISE doit s'accommoder pour s'acquitter de sa tâche. Le véritable problème est d'assurer la meilleure utilisation possible des ressources disponibles et de définir, pour chaque pays, l'action particulière qu'il y a lieu d'entreprendre dans le cadre de la politique adoptée.

34. La seconde observation de M. Franzi a trait à la politique générale du FISE et à son application dans chaque pays bénéficiaire. Puisque le FISE est une organisation d'assistance aux enfants, ses activités ne sauraient être limitées à un secteur ou à des secteurs particuliers. Pourtant, un élargissement des activités du FISE en ce qui concerne les aspects généraux de l'assistance aux enfants, en particulier ceux qui ont trait à la formation profes-

sionnelle et à la planification, pourrait aider beaucoup à satisfaire rapidement les besoins qui apparaissent. Aussi, la délégation italienne approuve-t-elle les interventions du FISE dans ces domaines. Elle note que le second alinéa du préambule du projet de résolution commun révisé paraît prendre ce point en considération.

35. Le véritable problème qui se pose au FISE semble donc être celui du choix du mode d'intervention le plus approprié dans chacun des pays bénéficiaires. Bien des éléments entrent en jeu dans ce choix, mais le plus important est l'ordre de priorité que les pays eux-mêmes attribuent aux divers besoins des enfants. La délégation italienne estime que cette question devrait faire l'objet d'une étude approfondie et qu'il y aurait lieu d'étudier la possibilité de formuler de nouvelles directives générales compatibles et avec la nature même du FISE et avec le droit des pays en voie de développement de fixer eux-mêmes l'ordre de priorité de leurs problèmes. M. Franzi cite en exemple deux des problèmes qui doivent être examinés dans toute étude de ce genre: d'abord le montant de l'aide prévue pour chaque projet et, en second lieu, la délimitation des besoins de l'enfance par rapport aux besoins plus vastes et plus généraux de la famille et de la collectivité.

36. Pour ce qui est des méthodes de travail du FISE, M. Franzi rappelle de nouveau l'opportunité d'adopter pour l'examen des projets une procédure permettant de consacrer proportionnellement plus de temps aux nouveaux projets et à ceux qui exigent des sommes considérables qu'aux projets déjà en cours ou à ceux qui n'entraînent que des dépenses limitées.

37. M. HUIDOBRO (Chili) dit que son pays attache la plus grande importance aux travaux du Conseil d'administration du FISE et apprécie au plus haut point l'aide que le FISE lui accorde.

38. Le Gouvernement du Chili met au tout premier rang la question des besoins de l'enfance. Un comité composé des ministres de l'intérieur, de la justice, de la santé publique, du travail et de la défense nationale veille sur les intérêts des mineurs et s'efforce de résoudre rapidement les problèmes qui se posent à leur sujet. En organisant ses activités, ce comité a pris pour point de départ la nécessité de fournir une assistance aux enfants physiquement ou mentalement handicapés. Pour l'élaboration de divers projets d'assistance à ces enfants, le Gouvernement chilien a demandé les services d'un conseiller en matière de protection sociale, dans le cadre du PEAT. On se propose d'assurer en priorité la formation professionnelle de spécialistes dans ce domaine grâce aux bourses accordées par le FISE.

39. Le Chili a demandé l'aide du FISE pour l'élaboration d'un programme tendant à organiser l'ensemble de l'assistance aux enfants handicapés. Au stade actuel, cette aide porte exclusivement sur la formation de personnel et s'élève à quelque 32 000 dollars. A un stade ultérieur, des centres d'observation, de diagnostic et de traitement seront établis et les services fournis hors des établissements spécialisés seront renforcés.

40. Les activités du FISE au Chili intéressent principalement la santé publique et constituent une contribution

précieuse aux travaux accomplis dans ce domaine. Des programmes tels que le programme de lutte contre la tuberculose servent à compléter les activités des pouvoirs publics chiliens.

41. Le FISE contribue également à la réorganisation des centres d'enseignement primaire et des centres de nutrition au Chili. La délégation chilienne espère qu'à l'avenir les activités dans le domaine de l'enseignement public seront élargies.

42. M. Huidobro est convaincu que l'établissement d'un centre administratif local du FISE à Santiago contribuera au développement de l'assistance du FISE au Chili.

43. Il note avec satisfaction l'étroite coopération qui existe entre le Conseil d'administration du FISE et les institutions spécialisées, en particulier l'OMS et la FAO, dont l'action est d'une importance décisive pour de nombreuses activités du FISE.

44. La délégation chilienne estime que les organisations internationales compétentes devraient accorder la priorité aux besoins de l'enfance, et elle a été heureuse de se joindre à d'autres délégations pour présenter le projet de résolution commun révisé qui a pour objet de renforcer l'action du FISE. Le représentant du Chili espère que ce projet de résolution sera adopté à l'unanimité.

45. M. HILL (Australie) dit que le Gouvernement et le peuple australiens ont suivi avec beaucoup d'intérêt le développement des activités du FISE depuis sa création en 1946. L'Australie a été membre du Conseil d'administration du FISE de 1946 à 1961 et elle est un des principaux contributeurs au FISE. Les organisations non gouvernementales en Australie ont également témoigné un intérêt particulier pour les travaux du FISE et y ont contribué de manière appréciable. En effet, l'Association australienne pour les Nations Unies crée actuellement un comité national pour le FISE, et l'action entreprise en Australie au titre de la Campagne mondiale contre la faim permettra de verser au FISE une somme importante.

46. En ce qui concerne les faits récents, l'Australie se félicite des travaux entrepris par le FISE en Asie et de la décision d'inscrire la question des besoins de l'enfance en Asie à l'ordre du jour du Conseil d'administration à sa session de janvier 1964, à Bangkok. Une innovation a marqué cette session du Conseil d'administration : les Gouvernements de l'Inde, de l'Indonésie, de l'Iran, du Pakistan, des Philippines et de la Thaïlande ont invité chacun un petit groupe de membres du Conseil d'administration à venir étudier sur place les problèmes relatifs à l'enfance et à la jeunesse, les programmes destinés à répondre à leurs besoins, et enfin, le rôle de l'aide internationale. Ces visites ont eu lieu une semaine avant l'ouverture de la session, et les rapports qui ont été présentés à ce sujet au Conseil d'administration constituent une documentation utile pour l'examen des besoins de l'enfance en Asie et permettent d'apprécier l'œuvre du FISE dans les pays intéressés.

47. A la suite de l'interprétation plus libérale du mandat du FISE en 1961, la délégation australienne a craint que l'élargissement des activités du FISE ne conduise celui-ci à disperser ses ressources et ses efforts sur des domaines

d'activité dont on peut penser qu'ils ne présentent qu'un intérêt secondaire pour l'enfance. Les activités du FISE conçues tout spécialement comme une action positive en faveur de l'enfance ont produit une impression profonde dans le monde, et il est indispensable que le FISE reste fidèle à cette conception si l'on veut qu'il continue à rallier autant de suffrages. C'est ainsi que la délégation australienne comprend la décision de principe prise par le Conseil d'administration à sa session de janvier 1964 concernant l'aide à l'éradication du paludisme; il serait peu judicieux que le FISE, avec les ressources limitées dont il dispose, entreprenne de nouveaux programmes pour l'éradication du paludisme, mais il continuera d'appuyer les campagnes déjà entreprises.

48. L'Australie attache une grande importance à la question de savoir dans quelle mesure il est possible de diversifier l'assistance du FISE sans qu'elle cesse d'être centrée sur l'enfance. Bien qu'elle fasse sienne la conclusion du Conseil d'administration, selon laquelle, dans l'ensemble, la politique suivie par le FISE a donné de bons résultats, et qu'elle approuve les mesures prises par le Conseil d'administration à sa session de juin 1961 pour élargir la portée de l'action du FISE, la délégation australienne estime que c'est dans le cadre de ses domaines d'assistance traditionnels que le FISE devrait continuer à élargir ses activités.

49. Le rapport sur la session de janvier 1964 du Conseil d'administration (E/3868, par. 118) résume les faits nouveaux concernant les rapports entre le FISE et les autres institutions des Nations Unies. L'Australie accueille avec satisfaction l'adoption des dispositions prises pour assurer une meilleure intégration des programmes du FISE avec ceux des autres organismes qui travaillent dans des domaines connexes, et éviter ainsi les doubles emplois et le gaspillage des ressources.

50. Compte tenu de ces observations, la délégation australienne est heureuse d'être un des auteurs du projet de résolution. A ce sujet, M. Hill précise que la délégation australienne donne au mot « gouvernements », employé dans chacun des paragraphes du dispositif du projet de résolution, le sens qu'il a dans la résolution 918 (XXXIV) mentionnée au paragraphe 1 du dispositif.

51. M. MIGONE (Argentine) dit que, de l'avis de la délégation argentine, le mot « gouvernements », employé dans le dispositif du projet de résolution, désigne les gouvernements des Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies et des Etats membres des institutions spécialisées. Il pense donc qu'il serait souhaitable de remplacer ce mot par les mots « gouvernements des Etats Membres », de façon à en rendre le sens tout à fait clair.

52. L'Argentine suit avec grand intérêt l'œuvre admirable du FISE et l'approuve pleinement. Le représentant de l'Argentine félicite la Présidente du Conseil d'administration de sa remarquable déclaration liminaire, et le FISE lui-même de l'excellente manière dont il exerce ses activités.

53. M. SOC (Yougoslavie) pense que les activités humanitaires du FISE comptent parmi les plus impor-

tantes et les plus fructueuses des organismes des Nations Unies. Dans de nombreux pays, la société se préoccupe de plus en plus de la protection des enfants et de la création de conditions plus favorables à leur développement, à leur éducation et à leur bonheur. Cependant, malgré ses efforts, les besoins élémentaires de millions d'enfants dans le monde ne sont toujours pas satisfaits et ces enfants vivent dans une profonde misère.

54. Dans le cadre de sa noble action visant à améliorer la condition des enfants dans le monde, le FISE déploie des activités aussi nombreuses que variées. Celles-ci se déplacent de plus en plus vers les régions dans lesquelles les besoins des enfants se font sentir de la manière la plus aiguë, et, en particulier vers les pays de l'Asie, de l'Afrique et de l'Amérique latine. La session tenue par le Conseil d'administration au mois de janvier 1964 a été plus particulièrement consacrée aux problèmes des enfants en Asie. Les programmes du FISE sont de plus en plus orientés vers l'assistance aux pays qui ont récemment accédé à l'indépendance, et la délégation yougoslave se félicite vivement de cette tendance.

55. A côté de l'aide matérielle qu'il fournit, le FISE contribue à la formation des cadres pour les services de la protection de la mère et de l'enfant. La coordination des services sociaux intéressés dans le cadre des plans nationaux de développement est indispensable à leur bon fonctionnement; la délégation yougoslave considère que l'aide fournie par le FISE aux pays, en ce qui concerne l'élaboration de leurs plans, est très utile et nécessaire.

56. Tout en appuyant l'activité déployée jusqu'à présent par le FISE, la délégation yougoslave considère qu'il faudrait trouver le moyen de faire une plus large place à la réadaptation des enfants handicapés, en raison de la gravité de ce problème et des proportions qu'il a atteintes.

57. D'importants résultats ont été obtenus en Yougoslavie sur le plan de la protection de la mère et de l'enfant, surtout du fait qu'ils sont devenus l'objet de la sollicitude de la collectivité tout entière. La coopération avec le FISE a grandement aidé la Yougoslavie dans ses efforts, notamment sur le plan de la protection médicale de la mère et de l'enfant, de l'amélioration de la nutrition des enfants d'âge scolaire et de l'aménagement des écoles rurales. L'aide du FISE a été intégrée dans les plans nationaux visant à améliorer l'alimentation, à assurer la protection médicale des enfants et à développer l'industrie laitière et une série d'autres activités liées à la protection de l'enfance.

58. La Yougoslavie a acquis une riche expérience dans ce domaine et elle est prête à contribuer à la formation des cadres des pays en voie de développement et des pays récemment libérés en accueillant des boursiers du FISE, de l'OMS et de la FAO.

59. La Yougoslavie a également versé des contributions au FISE dans la limite de ses moyens, pour l'aider à mener à bien les activités qu'il a entreprises.

60. M. Soc désire rendre hommage au FISE pour les secours d'urgence qu'il a fournis en 1963 lors du séisme qui a détruit la ville de Skopje. Une semaine après la catastrophe, les experts du FISE sont arrivés sur les lieux

et ont décidé d'accorder une aide d'urgence pour la reconstruction des locaux où étaient installés les services de maternité et de pédiatrie ainsi que la laiterie municipale.

61. En terminant, M. Soc déclare que la délégation yougoslave approuve les trois rapports présentés au Conseil, ainsi que les diverses recommandations qu'ils contiennent, et est heureuse de figurer parmi les auteurs du projet de résolution commun révisé.

62. M^{lle} MUTER (Indonésie) dit que le Gouvernement indonésien a toujours porté un vif intérêt aux travaux du FISE; il a naguère été membre du Conseil d'administration. Le Gouvernement et le peuple indonésiens sont reconnaissants au FISE de l'assistance qu'il leur a toujours fournie de manière impartiale; cette aide a toujours eu un effet stimulant.

63. La délégation de l'Indonésie appuie sans réserve le projet de résolution.

64. M. KRALIK (Tchécoslovaquie) dit que l'attitude positive du Gouvernement tchécoslovaque envers le FISE est maintenant devenue traditionnelle. Le Gouvernement tchécoslovaque collabore avec le FISE depuis la fin de la seconde guerre mondiale, et il a, depuis quelques années, renoncé à toute assistance à laquelle il pourrait prétendre, afin que d'autres pays moins prospères puissent bénéficier de l'aide du FISE. Sa contribution au FISE s'élève à 375 000 couronnes par an et, de plus, des artistes tchécoslovaques aident à dessiner les cartes de vœux du FISE.

65. C'est à juste titre que la Tchécoslovaquie a la réputation d'être l'un des pays les plus avancés du monde dans le domaine de la protection maternelle et infantile et du bien-être familial. Les mères sont assurées de soins spéciaux tant pendant qu'après leurs couches, et le taux de mortalité infantile a décru au point qu'il ne représente plus maintenant que le cinquième de celui de 1937.

66. La délégation tchécoslovaque loue le FISE d'avoir reconnu le principe selon lequel tous les aspects de la protection de l'enfance sont importants dans le contexte plus large du développement économique et social, et de suivre ce principe en mettant ses projets à exécution. Bien que le FISE accorde une attention croissante à l'établissement de services sanitaires appropriés pour les mères et les enfants et à d'autres aspects de la protection et de l'éducation de l'enfance, la délégation tchécoslovaque considère qu'il devrait fournir une aide plus efficace aux pays africains qui ont récemment accédé à l'indépendance et qui ont besoin d'une assistance spéciale. Il conviendrait d'affecter à cette fin des fonds plus considérables.

67. M. Kralik espère que les activités du FISE continueront à l'avenir d'être couronnées de succès. Comme par le passé, le Gouvernement tchécoslovaque appuiera les efforts du FISE dans ce sens. La délégation tchécoslovaque est disposée à voter pour le projet de résolution soumis au Conseil.

68. M. de BIRAN (France) approuve la politique du FISE, qui donne la priorité à l'aide en faveur de l'enseignement en Afrique, à l'amélioration de la nutrition des enfants en Inde et à la protection de la santé des enfants au Pakistan et dans d'autres pays d'Asie. Il espère que ses

travaux seront toujours aussi efficaces et qu'il continuera à ne consacrer que 6 % du montant total de ses recettes aux dépenses administratives.

69. A ses débuts, le FISE a assisté les enfants victimes de la seconde guerre mondiale. Puis il s'est mis en devoir d'aider les enfants dans les régions sous-développées du monde qui souffrent de maladies et de carences alimentaires. Il a maintenant atteint un troisième stade dans sa carrière, et il aide les enfants en aidant les gouvernements à prévoir des services en leur faveur dans le cadre de leurs programmes nationaux de développement. L'aide qu'il donne aux enfants ne doit plus être considérée comme un acte de charité, mais comme un investissement.

70. Si l'aide aux enfants doit être un investissement, il faudra l'orienter de plus en plus vers la planification. La conférence de la table ronde tenue à Bellagio a apporté une réelle contribution à l'élaboration d'une doctrine du développement. Le Gouvernement français n'approuve pas toutes les conclusions auxquelles la conférence est parvenue, mais il loue son esprit d'initiative, ainsi que la manière éclairée dont elle a abordé les divers problèmes.

71. M. de Biran est convaincu que les intérêts des enfants auront toujours la priorité auprès de toutes les personnes qui travaillent en liaison avec le FISE, que l'on saura résister à la tentation d'introduire des innovations inutiles, et que le FISE conservera son autonomie dans le cadre du système des Nations Unies.

72. M^{me} KASTALSKAÏA (Union des Républiques socialistes soviétiques) dit que le FISE ne saurait espérer satisfaire tous les besoins des enfants, mais qu'il est d'une très grande aide. Il a eu raison de s'écarter de la notion de charité pour s'orienter vers l'octroi d'une aide appelée à avoir des effets plus durables.

73. La délégation de l'URSS approuve les décisions prises par le Conseil d'administration d'accorder l'aide du FISE pour des projets qui font partie de plans généraux de développement, et cela en fonction de certaines priorités. On ne saurait utiliser efficacement des fonds nationaux et internationaux si l'on ne dresse pas des plans appropriés.

74. Le besoin se fait toutefois sentir d'envisager certains autres aspects de l'œuvre du FISE. La coopération entre le FISE et les institutions spécialisées se renforce, mais quelques-uns des transferts de fonds effectués par le FISE au profit des institutions spécialisées, en particulier de la FAO, de l'OIT et de l'UNESCO, pour couvrir les dépenses afférentes aux experts, doivent être examinés de très près. On ne saurait permettre que le FISE perde son caractère propre et il faut résister à la tentation de disperser les ressources du FISE sur un trop grand nombre de projets, en particulier dans le domaine de l'enseignement et de la formation. Les ressources du FISE devraient être réparties de façon plus équitable. A l'heure actuelle, les pays d'Afrique reçoivent la plus petite part d'assistance. C'est dire que les enfants les plus pauvres du monde sont laissés sans aide.

75. La session tenue par le Conseil d'administration en janvier 1964 a montré que les besoins du nombre énorme d'enfants qui requièrent une assistance en Asie sont si grands qu'aucune organisation internationale ne pourrait

les satisfaire. Plus vite le développement économique progressera et plus vite on introduira la planification, plus vite ces besoins seront satisfaits. Le protection de l'enfance doit être l'objectif de tous les gouvernements, quelle que soit la structure sociale de leur pays.

76. La délégation de l'URSS appuiera le projet de résolution soumis au Conseil, mais elle regrette qu'il ait été rédigé en termes si généraux. Elle eût préféré voir le Conseil adopter une résolution plus énergique reflétant plus exactement les opinions exprimées par les membres du Conseil d'administration du FISE.

77. M. GLEISSNER (Autriche) s'associe à ceux qui ont interprété le mot « gouvernements », dans le dispositif du projet de résolution, comme désignant les Etats Membres de l'ONU et les Etats membres des institutions spécialisées. Parlant en sa qualité de coauteur du projet de résolution, il assure le Conseil que les termes qui y figurent sont employés dans le même sens que dans la résolution 918 (XXXIV) du Conseil, mentionnée au paragraphe 1 du dispositif du projet de résolution.

78. M. PURUSHOTTAM (Inde) dit que le Gouvernement indien a constaté avec satisfaction qu'un nombre de plus en plus grand de gouvernements participent aux travaux du FISE et que les contributions nettes sont en voie d'accroissement. Il marque la reconnaissance de son gouvernement pour l'assistance donnée à l'Inde par le FISE.

79. Au nom du Gouvernement indien, M. Purushottam fait l'éloge du travail accompli par la conférence de la table ronde tenue à Bellagio. Il espère que le Secrétariat continuera d'étudier soigneusement les recommandations de cette conférence.

80. M. Purushottam est d'accord avec le représentant de l'Autriche sur le sens qu'il faut donner au mot « gouvernements » dans le projet de résolution; ce mot désigne les gouvernements des Etats Membres de l'ONU et des Etats membres des institutions spécialisées. Le représentant de l'Inde aurait préféré que le projet de résolution eût le même libellé que la résolution 918 (XXXIV) du Conseil, mais il n'insistera pas pour faire modifier le texte dans ce sens.

81. M. PUTZ (Luxembourg) dit que la délégation luxembourgeoise désire s'associer aux éloges qui ont été adressés au FISE pour son œuvre et à la Présidente du Conseil d'administration pour son excellente déclaration liminaire. Le Gouvernement du Luxembourg s'est toujours intéressé aux travaux du FISE.

82. M. Putz espère que le projet de résolution soumis au Conseil sera adopté à l'unanimité. La délégation luxembourgeoise interprète le mot « gouvernements » de la même manière que les représentants qui se sont déjà exprimés à ce sujet.

83. M^{me} HARMAN (Présidente du Conseil d'administration du Fonds des Nations Unies pour l'enfance) remercie les membres du Conseil pour les remarques aimables qu'ils ont faites et pour leur complète approbation des travaux du FISE. Elle assure le Conseil que le

FISE est résolu à développer ses activités et à observer la même impartialité que par le passé.

84. M^{me} Harman insiste de nouveau sur un point : la plupart des membres du Conseil d'administration du FISE considèrent qu'il convient de conserver une certaine souplesse dans la planification et l'exécution des projets, afin de pouvoir répondre aux besoins des gouvernements qui se trouvent à différents stades de développement. Ils sont d'accord pour estimer que les activités doivent obéir à un ordre de priorités, mais que ces priorités doivent être, et sont, déterminées par les gouvernements eux-mêmes. Ce sont ces derniers qui formulent leurs

demandes d'assistance, dressent les plans de cette assistance et ont la responsabilité d'exécuter les programmes.

85. M^{me} Harman fait valoir que l'aide du FISE n'est pas limitée aux enfants qui sont ressortissants des Etats Membres de l'ONU et des Etats membres des institutions spécialisées. Le FISE aide les enfants du monde entier, partout où ils ont besoin d'aide.

86. Le PRÉSIDENT met aux voix le projet de résolution commun (E/L.1065/Rev.1).

A l'unanimité, le projet de résolution est adopté.

La séance est levée à 13 h 10.



CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Trente-septième session

DOCUMENTS OFFICIELS

Jeudi 13 août 1964
à 15 h 30

PALAIS DES NATIONS, GENÈVE

SOMMAIRE

Pages

Point 17 de l'ordre du jour :	
Rapports des commissions économiques régionales (Reprise des débats de la 1346 ^e séance et fin)	249
Point 26 de l'ordre du jour :	
Jumelage de villes : moyen de coopération internationale Rapport du Comité social	252
Point 5 de l'ordre du jour :	
Tendances économiques mondiales (Reprise des débats de la 1331 ^e séance et fin) Rapport du Comité économique	252
Point 12 de l'ordre du jour :	
Formation de personnel technique national en vue de l'industrialisation accélérée des pays en voie de développement (Reprise des débats de la 1342 ^e séance et fin) Rapport du Comité économique	252
Point 11 de l'ordre du jour :	
Activités dans le domaine du développement industriel (Reprise des débats de la 1342 ^e séance et fin) Rapport du Comité économique	252
Point 35 de l'ordre du jour :	
Organisations non gouvernementales (Reprise des débats de la 1316 ^e séance et fin) Rapport du Comité du Conseil chargé des organisations non gouvernementales sur les demandes d'admission au statut consultatif et le renouvellement de demandes déjà présentées	252

reconstruction et le développement, Organisation mondiale de la santé.

POINT 17 DE L'ORDRE DU JOUR

Rapports des commissions économiques régionales
(E/3864/Rev.1, E/3963; E/L.1064/Rev.1)

(Reprise des débats de la 1346^e séance et fin)

1. Le PRÉSIDENT appelle l'attention du Conseil sur le projet de résolution révisé de l'Algérie et du Sénégal relatif au rapport de la CEA (E/L.1064/Rev.1); il signale que les auteurs ont accepté d'ajouter, au paragraphe 2 du dispositif, après les mots « pour toute action », le mot « appropriée ».

2. M. CISS (Sénégal) explique que c'est à la suite d'un malentendu que le représentant de l'Algérie et lui-même ont d'abord hésité à accepter l'insertion de ce mot.

3. Le PRÉSIDENT met aux voix le projet de résolution révisé, avec la modification qu'il vient d'indiquer.

Par 11 voix contre zéro, avec 6 abstentions, le projet de résolution, ainsi modifié, est adopté.

4. M. PACHACHI (Irak) explique que la délégation de l'Irak a voté la résolution parce qu'elle interprète ce texte comme signifiant que les représentants des territoires non autonomes de l'Angola, du Mozambique et du Sud-Ouest africain seront invités à participer aux travaux de la CEA en tant que représentants de membres associés, conformément à la résolution 974 D III (XXXVI) du Conseil. Il rappelle qu'aux termes de cette résolution, le Conseil a décidé que tous les territoires non autonomes du continent africain seront membres associés de la CEA.

5. Le représentant de l'Irak regrette que le texte qui vient d'être adopté puisse donner l'impression qu'en transmettant la note du Secrétariat sur certains aspects juridiques de la question de la participation de l'Angola, du Mozambique et du Sud-Ouest africain aux travaux de la CEA (E/3963), le Conseil approuve entièrement le contenu de ce document. Tel n'est pas le cas, en effet, et la note du Secrétariat ne clarifie pas la question. C'est pourquoi M. Pachachi aurait préféré que l'on ajoute à la fin du dispositif les mots « à titre de membres associés » afin de bien préciser que les représentants des territoires ne seront pas invités à titre personnel.

6. M. CHANDERLI (Algérie) fait remarquer au représentant de l'Irak que les territoires non autonomes sont déjà membres associés de la CEA. La question qui se pose au Conseil n'est pas celle de l'admission de l'Angola, du Mozambique et du Sud-Ouest africain comme membres associés de la CEA, mais celle de la participation de leurs représentants aux travaux de la Commission.

Président: Sir Ronald WALKER (Australie).

Présents:

Les représentants des Etats suivants, membres du Conseil: Algérie, Argentine, Australie, Autriche, Chili, Colombie, Equateur, Etats-Unis d'Amérique, France, Inde, Irak, Japon, Luxembourg, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sénégal, Tchécoslovaquie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Yougoslavie.

Les représentants des Etats suivants, membres supplémentaires des comités de session: Cameroun, Ghana, Indonésie, Iran, Italie, Mexique, République arabe unie, République-Unie du Tanganyika et de Zanzibar.

Les observateurs des Etats Membres suivants: Brésil, Canada, Cuba, Irlande, Israël, Pakistan, Philippines, République centrafricaine, Roumanie, Venezuela.

Les observateurs des Etats non membres suivants: République fédérale d'Allemagne, Saint-Siège, Suisse.

Les représentants des institutions spécialisées suivantes: Organisation internationale du Travail, Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, Banque internationale pour la

7. M. APPIAH (Ghana) félicite le Secrétariat de la célérité avec laquelle il a préparé sa note sur certains aspects juridiques de la question. Il tient également à remercier les membres du Conseil d'avoir adopté le projet de résolution de l'Algérie et du Sénégal, qui est peut-être l'un des plus importants qui aient été présentés au Conseil au cours de la présente session. Le représentant du Ghana est heureux de constater que des colonies ne sont pas exclues d'un organe des Nations Unies simplement parce que le pays métropolitain en a été exclu. Il espère que la CEA appliquera sans délai les dispositions de la résolution et que l'Angola, le Mozambique et le Sud-Ouest africain pourront bientôt participer à ses travaux. En terminant, il insiste sur le fait que les peuples africains poursuivront sans relâche la lutte contre l'impérialisme et qu'ils n'admettront pas d'être gouvernés par des autorités étrangères.

8. M. WALDRON-RAMSEY (République-Unie du Tanganyika et de Zanzibar) tient à formuler quelques remarques sur l'aspect juridique de la question, bien que la délégation de la République-Unie n'ait pu participer au vote.

9. Tout d'abord, si le Conseil est habilité à exclure le Portugal de la CEA et à suspendre la République sud-africaine du droit de participer aux travaux de la Commission, il a également le droit de désigner et d'admettre à nouveau les représentants de l'Angola, du Mozambique et du Sud-Ouest africain. La question qui se pose est celle-ci : les représentants de ces territoires siégeront-ils à titre de représentants de membres associés et en tant que seuls représentants des territoires en cause ? La note préparée par le Secrétariat soulève la question de la désignation de ces représentants et indique qu'en cas de conflit entre groupes revendiquant chacun le droit d'être reconnu comme le gouvernement d'un territoire, l'Assemblée générale doit assumer la responsabilité de déterminer lequel de ces groupes constitue le gouvernement du territoire et, par conséquent, est habilité à le représenter. A ce propos, M. Waldron-Ramsey rappelle qu'il est loisible à la CEA d'établir une liaison avec les organisations internationales en Afrique. Elle peut donc faire appel à l'Organisation de l'unité africaine pour déterminer les représentants de ces territoires.

10. Au paragraphe 7 de la note du Secrétariat, il est dit que la CEA peut entendre des individus venant des territoires en question si elle leur reconnaît la compétence nécessaire pour la renseigner sur des questions afférentes à ses activités. Ce n'est pas ainsi que le Gouvernement de la République-Unie du Tanganyika et de Zanzibar conçoit la participation de l'Angola, du Mozambique et du Sud-Ouest africain aux travaux de la CEA. Le Secrétaire exécutif de la CEA doit considérer les représentants de ces territoires comme étant seuls habilités à participer aux sessions de la Commission à titre de représentants de ces membres associés. Au besoin, la République-Unie du Tanganyika et de Zanzibar ne verrait aucune objection à modifier le mandat de la CEA.

11. Se référant à la discussion qui s'est déroulée à la 1346^e séance, M. Waldron-Ramsey constate que les débats ont finalement porté sur la question du colonialisme. Pour sa part, il ne voudrait pas donner l'impression

que la délégation de la République-Unie hésite à se prononcer sur cette question vitale. Le Gouvernement de la République-Unie luttera sans relâche contre le colonialisme et il aidera les Africains qui souffrent encore sous le joug impérialiste à obtenir leur indépendance.

12. M. Waldron-Ramsey tient à remercier la délégation des Etats Unis d'avoir voté la résolution. Il se plaît à reconnaître publiquement que ce grand pays n'a jamais été une puissance coloniale. Il remercie également les autres délégations qui se sont prononcées en faveur de la résolution, en particulier celle de l'Union soviétique. Cette résolution signifie en effet que les Africains sont les arbitres de leur propre destin et qu'il leur appartient de prendre les décisions concernant leur avenir. Les peuples africains n'auront de cesse que le colonialisme n'ait disparu du continent africain ; mais ils sont prêts à recevoir tous ceux qui veulent travailler à leurs côtés dans le respect des lois établies par les Etats africains.

13. M. WILLIAMS (Etats-Unis d'Amérique) souligne qu'une fois adoptée par le Conseil, une résolution ne saurait être modifiée par des explications de vote ou par les déclarations de délégations qui n'ont pas pris part au vote, si passionnées et si éloquentes que soient ces explications et ces déclarations. La résolution est rédigée en termes clairs, elle a fait l'objet de longs débats et, bien que l'original ait été rédigé en français, le sens du texte anglais ne fait aucun doute pour la délégation des Etats-Unis.

14. M. Williams rappelle, d'autre part, que la CEA est composée d'une quarantaine d'Etats indépendants qui parlent en leur nom propre. La délégation des Etats-Unis a confiance en la Commission et en ses membres, elle les estime et les respecte ; elle entend lutter à leurs côtés pour soutenir leurs aspirations légitimes à la liberté et à l'égalité dans tous les organes internationaux, et elle est convaincue qu'eux-mêmes respectent les procédures établies et la légalité. Il est donc évident que personne au sein du Conseil n'a parlé au nom de la CEA et n'est qualifié pour le faire. La Commission se prononcera elle-même le moment venu.

15. Enfin, la délégation des Etats-Unis ne saurait envisager un instant que la CEA, organe majeur qui connaît ses responsabilités, puisse sciemment, délibérément et volontairement outrepasser ses pouvoirs, violer la Charte dans son esprit et dans sa lettre, et transgresser le cadre juridique dans lequel elle fonctionne. La résolution que le Conseil vient d'adopter n'est pas ambiguë. Le Conseil a décidé de transmettre l'avis juridique du Secrétariat au Secrétaire exécutif de la CEA pour toute action « appropriée », c'est-à-dire adéquate, pertinente. La délégation des Etats-Unis interprète les mots « action appropriée » comme signifiant que la CEA agira dans les limites de son mandat et dans le cadre de l'avis juridique que le Conseil lui transmet. Elle remercie les auteurs d'avoir bien voulu accepter l'insertion du mot « appropriée », auquel elle attache une très grande importance.

16. Il doit être bien entendu que la résolution, pour laquelle la délégation des Etats-Unis a volontiers voté, ne veut dire que ce qu'elle dit. Ceux qui cherchent maintenant à l'interpréter ont eu amplement le temps de proposer des amendements avant le vote. La CEA a un

mandat qui lui impose une ligne de conduite bien définie. Le représentant de la République-Unie du Tanganyika et de Zanzibar a eu raison de laisser entendre que, si la Commission désire agir autrement, il lui est loisible de demander que son mandat soit modifié dans le sens voulu : ce serait, en effet, la procédure à suivre.

17. Sir Keith UNWIN (Royaume-Uni) explique les raisons pour lesquelles la délégation du Royaume-Uni s'est abstenue lors du vote. Le Royaume-Uni aurait volontiers appuyé le texte initial du projet de résolution (E/L.1064). Par sa résolution 94 (VI), la CEA semblait essayer de trouver une issue légitime aux difficultés qui proviennent de ce que l'Angola, le Mozambique et le Sud-Ouest africain, bien que membres associés de la Commission, n'ont pas encore pu être représentés à ses réunions. Or le texte initial du projet de résolution prévoyait que la note du Secrétariat sur les aspects juridiques de la question serait transmise à la CEA, qui s'en inspirerait pour prendre une décision, tout en restant libre de choisir la forme exacte que revêtirait son action. Il est ensuite apparu que de nombreuses délégations souhaitaient modifier le texte de façon que la Commission, si elle le jugeait à propos, puisse transgresser les limites tracées dans la note du Secrétariat et agir de manière contraire à la pratique et à la Charte des Nations Unies.

18. La résolution adoptée permet effectivement semblable interprétation. Au reste, plusieurs délégations n'ont pas fait mystère du sens qu'elles donnent au paragraphe 2 du dispositif. La délégation du Royaume-Uni s'est donc abstenue, bien que l'insertion du mot « appropriée » ait quelque peu amélioré le texte. Elle ne saurait approuver une résolution dont le texte se prête à une interprétation qui va à l'encontre de l'avis des conseillers juridiques du Secrétariat, de la pratique établie et de la Charte des Nations Unies. Elle ose encore espérer que pareille interprétation ne sera pas invoquée, que les Etats membres de la CEA jugeront que les règles établies par l'Organisation des Nations Unies ont leur prix et qu'ils se refuseront à passer outre à ces règles, fût-ce pour des raisons politiques pressantes. Elle est convaincue de la valeur de l'Organisation et de ses règles et elle ne saurait être partie à une décision du Conseil qui encouragerait un organe des Nations Unies à agir d'une manière contraire aux résolutions de l'Assemblée générale, aux principes de la Charte des Nations Unies et à ceux du droit international.

19. M. ARKADIEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) croit qu'il est effectivement difficile de contester la thèse selon laquelle les déclarations faites après le vote ne modifient rien. Il pense cependant que les explications de vote montrent comment chaque délégation voit le fond de la question et comment la décision prise pourra être mise en œuvre. Deux délégations ont souligné l'importance qu'elles attachent à l'emploi du mot « appropriée ». Leurs craintes ne sont vraiment pas justifiées. Il s'agit bien de mesures appropriées, de la mise en pratique de certains droits, appartenant à certains pays, déterminés par la CEA et confirmés par le Conseil. Ce sont des droits qui appartiennent à l'Angola, au Mozambique et au Sud-Ouest africain en tant que membres associés de la CEA, et la délégation de l'URSS sait que le Secrétaire exécutif de la Commission prendra

les mesures voulues pour que ces trois territoires jouissent de leurs droits légitimes.

20. Reste à savoir comment ces droits vont être exercés; on a voulu laisser planer un doute à ce sujet. En fait, ceux qui les exerceront seront des délégations pleinement habilitées à le faire, dont l'intervention n'aura rien d'occulte. Il va de soi que la résolution n'exclut pas la possibilité d'une invitation de la CEA à des particuliers venant des territoires en cause. Mais c'est là une tout autre question.

21. M. Arkadiev est convaincu que la participation de l'Angola, du Mozambique et du Sud-Ouest africain aux travaux de la Commission en tant que membres associés ne sera que temporaire et que, avec l'aide de la communauté internationale, ces territoires deviendront bientôt des Etats libres et membres de plein droit de la Commission, ce qui consacrera la déroute du colonialisme en Afrique.

22. M. DUPRAZ (France) déclare que la délégation française aurait voté le projet de résolution dans sa version initiale et que le plus simple aurait été de s'en tenir à ce texte; mais elle estime que le texte révisé introduit des incertitudes qui ne permettent pas d'en apprécier exactement la mesure par rapport à l'avis juridique du Secrétariat. La délégation française était d'accord pour transmettre cet avis; elle ne pouvait envisager de l'assortir d'autres considérations, ni à plus forte raison, accepter de lui donner une orientation qui pourrait éloigner le Conseil de la lettre et de l'esprit du mandat de la Commission et de la Charte des Nations Unies. Elle a été, en conséquence, amenée à s'abstenir lors du vote.

23. M. MIGONE (Argentine) explique les raisons et la portée du vote de la délégation argentine. Le représentant de la République-Unie du Tanganyika et de Zanzibar a eu raison de ne pas remercier les pays de l'Amérique latine de leur vote en faveur de la résolution, car ils ont voté, non pas pour mériter des remerciements, mais selon leur conscience. Ils ont voté la résolution parce que, du point de vue humain, le sort de ces populations encore non autonomes de l'Angola, du Mozambique et du Sud-Ouest africain, privées de la possibilité de participer aux travaux de la CEA, les préoccupe. Ils ont pensé que leur vote contribuerait, dans les limites de la légalité, à permettre à ces territoires en tant que tels de prendre part à l'activité économique, non politique, de la Commission.

24. En outre, il s'agit de savoir si ces territoires ont ou n'ont pas l'autorisation nécessaire pour prendre part aux activités de la Commission. D'après la note du Secrétariat, que la délégation argentine considère comme pertinente et conforme à la réalité des textes juridiques et à la pratique, on peut se demander si la Commission entendait que soit donnée une autorisation expresse ou tacite lui permettant de laisser les territoires en question participer à ses travaux. Il incombe à la Commission de déterminer s'il y a eu autorisation tacite ou expresse, ainsi qu'il est indiqué au paragraphe 5 de la note du Secrétariat.

25. Au cas où se présenterait une situation comme celle qui est envisagée au paragraphe 6 de la note du Secrétariat, c'est l'Assemblée générale qui aurait qualité pour statuer. La délégation argentine espère que la décision de l'Assemblée serait conforme à ce que désirent

les populations des territoires intéressés. Elle a donc voté la résolution, dont le sens lui paraît clair: le Conseil transmet au Secrétaire exécutif de la CEA la note du Secrétariat afin que, s'aidant de ce texte, la Commission s'efforce d'assurer la représentation la plus juste possible des territoires non autonomes intéressés.

26. M. ZAMAN (Inde) déclare que la délégation de l'Inde a voté la résolution, étant entendu que ce texte signifie que le Conseil souhaite que la CEA trouve les moyens qui permettront aux représentants des territoires en question de participer à ses travaux.

27. M. CHANDERLI (Algérie) remercie les délégations qui ont voté la résolution. Il croit comprendre que l'une des raisons majeures pour lesquelles certaines délégations se sont abstenues tient au fait que le texte de la résolution ne spécifie pas que la CEA devra se conformer strictement à la note du Secrétariat. Sur ce point, M. Chanderli estime que le Secrétariat ne saurait être considéré comme la seule source du droit. Une décision prise par une organisation internationale n'est pas une loi intangible, et encore moins un simple avis juridique n'ayant pas force exécutoire. Il est donc regrettable que des délégations se soient abstenues pour une raison de ce genre. S'il y a des incertitudes, le meilleur moyen d'y remédier est d'agir en commun pour établir des fondements solides dans un domaine qui, loin d'être figé, évolue avec l'histoire.

M. Chanderli (Algérie), second vice-président, prend la présidence.

POINT 26 DE L'ORDRE DU JOUR

Jumelage de villes: moyen de coopération internationale (E/3879; E/L.1058)

RAPPORT DU COMITÉ SOCIAL (E/3969)

28. Le PRÉSIDENT invite le Conseil à se prononcer sur le projet de résolution contenu au paragraphe 30 du rapport du Comité social (E/3969).

Par 15 voix contre zéro, avec 3 abstentions, le projet de résolution est adopté.

29. M. CISS (Sénégal) constate avec satisfaction que la résolution a été adoptée par une large majorité. Il rappelle que la question du jumelage de villes a été inscrite à l'ordre du jour du Conseil à la demande du Sénégal, qui y attache une grande importance. C'est la première fois que le Conseil décide d'encourager le jumelage de villes, et le représentant du Sénégal se déclare convaincu que ce moyen de coopération donnera des résultats fructueux.

POINT 5 DE L'ORDRE DU JOUR

Tendances économiques mondiales

(Reprise des débats de la 1331^e séance et fin)

RAPPORT DU COMITÉ ÉCONOMIQUE (E/3965)

30. Le PRÉSIDENT propose que le Conseil prenne note du rapport du Comité économique (E/3965).

Il en est ainsi décidé.

POINT 12 DE L'ORDRE DU JOUR

Formation de personnel technique national en vue de l'industrialisation accélérée des pays en voie de développement

(Reprise des débats de la 1342^e séance et fin)

RAPPORT DU COMITÉ ÉCONOMIQUE (E/3967)

31. Le PRÉSIDENT invite le Conseil à se prononcer sur le projet de résolution contenu au paragraphe 5 du rapport du Comité économique (E/3967).

A l'unanimité, le projet de résolution est adopté.

POINT 11 DE L'ORDRE DU JOUR

Activités dans le domaine du développement industriel

(Reprise des débats de la 1342^e séance et fin)

RAPPORT DU COMITÉ ÉCONOMIQUE (E/3974)

32. Le PRÉSIDENT invite le Conseil à se prononcer sur les projets de résolutions I, II et III, contenus au paragraphe 7 du rapport du Comité économique (E/3974).

I. ORGANISATION DES ACTIVITÉS DES NATIONS UNIES DANS LE DOMAINE DU DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL

A l'unanimité, le projet de résolution est adopté.

II. ORGANISATION DES ACTIVITÉS DES NATIONS UNIES DANS LE DOMAINE DU DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL

Par 9 voix contre 7, le projet de résolution est adopté.

III. COLLOQUE INTERNATIONAL ET COLLOQUES RÉGIONAUX SUR LE DOMAINE DU DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL

A l'unanimité, le projet de résolution est adopté.

33. M. STEIN (Chili) et M. ZEVALLOS (Equateur), qui étaient absents lors du vote, déclarent qu'ils auraient voté pour le projet de résolution II.

POINT 35 DE L'ORDRE DU JOUR

Organisations non gouvernementales

(Reprise des débats de la 1316^e séance et fin)

RAPPORT DU COMITÉ DU CONSEIL CHARGÉ DES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES SUR LES DEMANDES D'ADMISSION AU STATUT CONSULTATIF ET LE RENOUVELLEMENT DES DEMANDES DÉJÀ PRÉSENTÉES (E/3865)

34. Le PRÉSIDENT invite le Conseil à se prononcer sur le projet de résolution contenu dans le rapport du Comité du Conseil chargé des organisations non gouvernementales (E/3865).

35. M^{me} AFNAN (Irak) souligne le rôle joué par la Conférence des femmes africaines dans la lutte pour l'indépendance et le progrès de leurs pays. Elle estime que, si elle est dotée du statut consultatif de la catégorie B, la Conférence des femmes africaines pourra faire mieux comprendre les problèmes dont elle s'occupe.

36. A propos du paragraphe 2 du dispositif du projet de résolution, M^{me} Afnan s'interroge sur le sens de l'expression « nouvelle demande d'admission » en ce qui concerne le Conseil international des femmes juives. La délégation de l'Irak ignore tout de cette organisation et ne pourra donc pas voter en faveur de son admission.

37. M. BENAMAR (Algérie) demande que le projet de résolution soit mis aux voix paragraphe par paragraphe.

38. M. ZAMAN (Inde) dit qu'il sera difficile à la délégation indienne de voter le projet de résolution, car elle ne dispose d'aucun document qui fasse état des activités de l'Institut hispano-luso-américain de droit international. M. Zaman demande donc que le vote soit ajourné sur ce point particulier.

39. M. HOGAN (Secrétariat), répondant au représentant de l'Inde, indique que, lorsqu'il s'est réuni au mois de mars 1964, le Comité du Conseil chargé des organisations non gouvernementales était saisi d'une documentation complète sur la question et s'est donc prononcé selon la procédure normale. Certes, le Conseil a la faculté d'ajourner le vote en ce qui concerne l'Institut hispano-luso-américain de droit international, mais les autres organisations non gouvernementales énumérées dans le même paragraphe risquent de se trouver ainsi dans une situation difficile.

40. M. ZAMAN (Inde) retire sa demande.

41. M. CISS (Sénégal) rappelle qu'en sa qualité de membre du Comité du Conseil chargé des organisations non gouvernementales, le Sénégal a déjà exprimé son point de vue en ce qui concerne, notamment, l'Institut hispano-luso-américain de droit international. Il demande un vote séparé sur la question de l'admission de cet Institut au statut consultatif de la catégorie B.

42. Le PRÉSIDENT met aux voix la partie du paragraphe 1 du dispositif du projet de résolution qui a trait

à l'admission de l'Institut hispano-luso-américain de droit international au statut consultatif de la catégorie B.

Par 10 voix contre zéro, avec 7 abstentions, cette partie du paragraphe 1 est adoptée.

43. Le PRÉSIDENT met aux voix l'ensemble du paragraphe 1 du dispositif.

A l'unanimité, l'ensemble du paragraphe 1 est adopté.

44. Le PRÉSIDENT met aux voix le paragraphe 2 du dispositif.

Par 11 voix contre 2, avec 4 abstentions, le paragraphe 2 est adopté.

45. Le PRÉSIDENT propose de mettre aux voix ensemble les paragraphes 3, 4 et 5 du dispositif.

Il en est ainsi décidé.

A l'unanimité, les paragraphes 3, 4 et 5 du dispositif sont adoptés.

A l'unanimité, l'ensemble du projet de résolution est adopté.

46. M. ARLIA (Argentine) dit que la délégation argentine a voté la résolution, car, bien qu'elle ne soit pas au courant des activités de la Conférence des femmes africaines, elle fait confiance au Comité du Conseil chargé des organisations non gouvernementales. Il regrette que certaines délégations se soient abstenues au sujet de l'admission de l'Institut hispano-luso-américain de droit international.

47. M. CISS (Sénégal) précise que la délégation sénégalaise s'est abstenue lors du vote concernant l'Institut hispano-luso-américain de droit international, car, tout en respectant les vœux exprimés par les pays d'Amérique latine, elle ne peut approuver la politique menée par l'un des pays qui font partie de cet Institut, à savoir le Portugal.

La séance est levée à 17 h 25.



CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Trente-septième session

DOCUMENTS OFFICIELS

Vendredi 14 août 1964

à 10 h 50

PALAIS DES NATIONS, GENÈVE

SOMMAIRE

	Pages
Point 39 de l'ordre du jour :	
Elections	255
Commissions techniques	257
Comité de l'habitation, de la construction et de la planification	259

Président: Sir Ronald WALKER (Australie).

Présents:

Les représentants des Etats suivants, membres du Conseil : Algérie, Argentine, Australie, Autriche, Chili, Colombie, Equateur, Etats-Unis d'Amérique, France, Inde, Irak, Japon, Luxembourg, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sénégal, Tchécoslovaquie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Yougoslavie.

Les représentants des Etats suivants, membres supplémentaires des comités de session : Cameroun, Ghana, Indonésie, Iran, Italie, Mexique, République arabe unie, République-Unie du Tanganyika et de Zanzibar.

Les observateurs des Etats Membres suivants : Brésil, Canada, Chine, Cuba, Espagne, Irlande, Israël, Norvège, Ouganda, Pakistan, Philippines, Pologne, République centrafricaine, Roumanie, Suède, Venezuela.

Les observateurs des Etats non membres suivants : République du Viet-Nam, République fédérale d'Allemagne, Saint-Siège, Suisse.

Le représentant de l'institution spécialisée suivante : Organisation mondiale de la santé.

POINT 39 DE L'ORDRE DU JOUR

Elections (E/3884 et Add.1 à 8,
E/3888 et Add.1 à 3, E/3972; E/L.1062 et Add.1 à 3)

1. Le PRÉSIDENT invite le Conseil à examiner le point 39 de l'ordre du jour. Avant de procéder aux élections, le Conseil doit prendre une décision concernant deux questions.

2. La première de ces questions a trait à la Commission du commerce international des produits de base. Le Secrétaire général a suggéré, dans sa note à ce sujet (E/3884/Add.4), que les élections à cette Commission soient retardées jusqu'au moment où le Conseil aura pris une décision sur la question de la prolongation du mandat des membres de la Commission. Le Président rappelle qu'à sa 1342^e séance, le Conseil a décidé de renvoyer cette question à la reprise de sa trente-septième session.

3. En l'absence d'observations, le Président considérera que le Conseil est d'accord pour retarder les élections à la Commission du commerce international des produits de base.

Il en est ainsi décidé.

4. Le PRÉSIDENT indique que la seconde question qui appelle une décision de la part du Conseil concerne les élections au Conseil d'administration du Fonds spécial. A ce sujet, il attire l'attention du Conseil sur la note du Secrétaire général (E/3972). Par sa résolution 1020 (XXXVII), adoptée à la 1344^e séance, le Conseil a recommandé à l'Assemblée générale, notamment, de créer un comité intergouvernemental unique qui s'acquitterait des fonctions jusqu'ici exercées par le Conseil d'administration du Fonds spécial et le CAT. Le Président pense donc que le Conseil voudra peut-être examiner s'il y a lieu de prendre les dispositions nécessaires pour pourvoir aux prochaines vacances qui se produiront dans le Conseil d'administration du Fonds spécial à l'expiration du mandat de huit de ses membres, le 31 décembre 1964, ou s'il est préférable de prolonger le mandat de ces membres, en attendant que l'Assemblée générale se soit prononcée sur la recommandation que lui a adressée le Conseil. Les huit membres dont le mandat se termine à la fin de l'année 1964 sont le Brésil, le Danemark, les Etats-Unis d'Amérique, la France, l'Inde, l'Indonésie, le Mexique et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

5. M. ARKADIEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) propose que le Conseil procède aux élections au Conseil d'administration du Fonds spécial de la façon habituelle. La décision du Conseil concernant la fusion du Fonds spécial et du PEAT était loin d'être unanime. De toute manière, c'est l'Assemblée générale qui décidera en dernier ressort. Il convient donc, notamment du point de vue juridique, de continuer à procéder à des élections aux deux organismes existants — le Conseil d'administration du Fonds spécial et le CAT — tant que l'Assemblée générale n'aura pas pris de décision définitive sur la fusion proposée.

6. M. ZAMAN (Inde) est en faveur d'une prolongation du mandat des huit membres sortants du Conseil d'administration du Fonds spécial.

7. Sir Keith UNWIN (Royaume-Uni) demande au Secrétariat de préciser à quel moment le Conseil procède normalement aux élections au Conseil d'administration du Fonds spécial, d'une part, et au CAT, d'autre part.

8. M. MALINOWSKI (Secrétaire du Conseil) rappelle que le Conseil a décidé d'élire les membres du Conseil d'administration du Fonds spécial à sa session d'été. Le Conseil d'administration se réunit tous les ans en janvier,

et on a constaté que la pratique précédemment suivie d'élire ses membres à la reprise de la session d'été laissait aux Etats élus très peu de temps pour se préparer à la réunion de janvier.

9. Pour ce qui est du CAT, l'usage est que le Conseil procède aux élections à la reprise de sa session d'été.

10. M. CISS (Sénégal) propose que le Conseil ne choisisse entre les deux solutions possibles qu'à la reprise de sa trente-septième session, car on connaîtra sans doute alors la décision de l'Assemblée générale sur la question de la fusion.

11. M. VIAUD (France) dit qu'il ne s'agit pas là d'une question de fond, mais simplement d'une difficulté pratique d'importance mineure. Le Conseil d'administration du Fonds spécial tiendra sa prochaine session en janvier 1965 pour approuver le programme du Fonds. Il importe que les propositions relatives à une réforme des institutions ne retardent pas l'approbation des projets du Fonds spécial.

12. M. Viaud n'est pas d'avis que le Conseil renvoie sa décision à la reprise de sa session, car, s'il devait élire les nouveaux membres en décembre, les Etats intéressés auraient très peu de temps pour se préparer à la session de janvier 1965 du Conseil d'administration du Fonds spécial.

13. Entre les deux solutions proposées, la délégation française préfère, somme toute, celle qui consiste à procéder aux élections maintenant de la façon habituelle. Jusqu'ici, le Conseil a toujours eu pour principe que, en attendant que l'Assemblée générale ait approuvé ses recommandations, il devait continuer à agir conformément aux arrangements existant en matière de procédure et d'organisation.

14. Toutefois, si la majorité des membres du Conseil préfère prolonger le mandat des huit membres sortants du Conseil d'administration du Fonds spécial, la délégation française acceptera cette décision sans élever d'objection.

15. M. PACHACHI (Irak) rappelle que la dix-neuvième session de l'Assemblée générale débordera sur l'année 1965. Toutefois, il demande au Secrétariat si, dans l'hypothèse où l'Assemblée générale prendrait une décision sur la fusion proposée au début de sa session, il est prévu de réunir en janvier 1965 le nouveau comité intergouvernemental destiné à exercer les fonctions précédemment assumées par le Conseil d'administration du Fonds spécial et par le CAT.

16. M. Pachachi voudrait aussi savoir s'il est prévu de tenir une reprise de la trente-septième session du Conseil en décembre, étant donné que le Comité de coordination a recommandé la suppression de la reprise de la session d'été du Conseil (voir E/3980).

17. M. MALINOWSKI (Secrétaire du Conseil) répond que la recommandation du Comité de coordination s'applique aux années à venir. Il y aura une reprise de la session en décembre 1964, comme les années précédentes.

18. Pour ce qui est de la première question soulevée par le représentant de l'Irak, le Secrétariat a l'intention de prendre les dispositions nécessaires en vue d'une réunion,

en janvier 1965, du Conseil d'administration du Fonds spécial ou, le cas échéant, du nouveau comité intergouvernemental.

19. M. ZAMAN (Inde) dit qu'il s'est entretenu officieusement avec le représentant du Sénégal; en accord avec lui, il propose de remettre l'élection des huit membres sortants du Conseil d'administration du Fonds spécial à la trente-huitième session du Conseil. Le mandat de ces membres ne serait ainsi prolongé que de trois mois.

20. M. MATSUI (Japon) appuie cette proposition.

21. M. VIAUD (France) estime que cette proposition offre de grands avantages du point de vue pratique et annonce que la délégation de la France l'appuie également.

22. Le PRÉSIDENT met aux voix la proposition de l'Union soviétique tendant à ce que le Conseil procède immédiatement à une élection pour remplacer les huit membres sortants du Conseil d'administration du Fonds spécial.

Par 3 voix contre 2, avec 13 abstentions, la proposition est rejetée.

23. Le PRÉSIDENT met aux voix la proposition de l'Inde et du Sénégal tendant à ce que le Conseil renvoie les élections au Conseil d'administration du Fonds spécial à sa trente-huitième session et prolonge jusque-là le mandat des huit membres sortants.

Par 16 voix contre 2, la proposition est adoptée.

24. Le PRÉSIDENT dit que les élections auxquelles il reste à procéder peuvent, pour des raisons de commodité, être réparties en trois groupes. En premier lieu, le Conseil doit procéder aux élections aux commissions techniques. Les candidatures sont indiquées dans la note du Secrétaire général (E/3884 et Add. 1 à 3 et 5 à 8). La candidature de la République-Unie du Tanganyika et de Zanzibar à la Commission des droits de l'homme et celle de Cuba à la Commission de la condition de la femme ont été retirées.

25. En second lieu, le Conseil doit élire sept membres du Comité de l'habitation, de la construction et de la planification. Les candidatures sont indiquées dans la note du Secrétaire général (E/3888 et Add. 1 à 3). La République-Unie du Tanganyika et de Zanzibar a retiré sa candidature.

26. Enfin, le Conseil doit procéder aux élections au Conseil d'administration du Fonds des Nations Unies pour l'enfance. Les noms des Etats qui ont fait savoir qu'ils étaient candidats figurent dans la note du Secrétaire général (E/L.1062 et Add.1 à 3).

27. M. PONCE y CARBO (Equateur) signale qu'à la suite d'un accord intervenu entre les délégations latino-américaines, l'Equateur est candidat au Conseil d'administration du Fonds des Nations Unies pour l'enfance et que cette candidature n'est pas indiquée dans la note du Secrétaire général.

28. Le PRÉSIDENT invite le Conseil à procéder aux élections.

A la demande du Président, M. Evers (Australie), M^{lle} Hattori (Japon), M. Arlia (Argentine) et M. Diarra (Sénégal) assument les fonctions de scrutateurs.

COMMISSIONS TECHNIQUES

Commission de statistique

29. Le PRÉSIDENT invite le Conseil à élire six membres de la Commission de statistique, pour un mandat de quatre ans commençant le 1^{er} janvier 1965.

Il est procédé au vote au scrutin secret.

Bulletins déposés	18
Bulletins valables	18
Majorité requise	10

Nombre de voix obtenues

Hongrie	17
France	16
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	16
Panama	12
Norvège	10
Maroc	9
Uruguay	9
Malaisie	7
République centrafricaine	5
Autriche	4
Thaïlande	3

Ayant obtenu la majorité requise, la France, la Hongrie, la Norvège, le Panama et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord sont élus membres de la Commission de statistique.

30. Le PRÉSIDENT fait observer que cinq des six sièges vacants à la Commission de statistique ont été pourvus. Le Maroc et l'Uruguay ayant obtenu un nombre égal de voix, il sera procédé, conformément à l'article 69 du règlement intérieur, à un nouveau tour de scrutin ne portant que sur ces deux Etats pour les départager.

Il est procédé au vote au scrutin secret.

Bulletins déposés	18
Bulletins valables	18
Majorité requise	10

Nombre de voix obtenues

Maroc	9
Uruguay	9

31. Le PRÉSIDENT constate qu'il y a ballottage et indique qu'il sera procédé, conformément à l'article 69 du règlement intérieur, à un nouveau tour de scrutin ne portant que sur le Maroc et l'Uruguay.

Il est procédé au vote au scrutin secret.

Bulletins déposés	18
Bulletins valables	18
Majorité requise	10

Nombre de voix obtenues

Maroc	9
Uruguay	9

32. Le PRÉSIDENT constate qu'il y a de nouveau ballottage et indique qu'il sera procédé, conformément

à l'article 69 du règlement intérieur, à un autre tour de scrutin portant seulement sur le Maroc et l'Uruguay.

Il est procédé au vote au scrutin secret.

Bulletins déposés	18
Bulletins valables	18
Majorité requise	10

Nombre de voix obtenues

Uruguay	10
Maroc	8

Ayant obtenu la majorité requise, l'Uruguay est élu membre de la Commission de statistique.

Commission de la population

33. Le PRÉSIDENT invite le Conseil à élire six membres de la Commission de la population, pour un mandat de quatre ans commençant le 1^{er} janvier 1965.

Il est procédé au vote au scrutin secret.

Bulletins déposés	18
Bulletins valables	18
Majorité requise	10

Nombre de voix obtenues

Inde	17
Australie	16
Autriche	16
Yougoslavie	15
Panama	13
Pays-Bas	12
Mexique	11
Sénégal	4
Tunisie	2
Maroc	1
République arabe unie	1

Ayant obtenu la majorité requise, l'Australie, l'Autriche, l'Inde, le Panama, les Pays-Bas et la Yougoslavie sont élus membres de la Commission de la population.

34. M. CISS (Sénégal) et M. MAZHAR (République arabe unie), prenant la parole sur une question d'ordre, remercient les délégations qui ont voté pour leur pays, tout en faisant remarquer que ni l'un ni l'autre n'avait posé sa candidature.

Commission des questions sociales

35. Le PRÉSIDENT invite le Conseil à élire sept membres de la Commission des questions sociales, pour un mandat de trois ans commençant le 1^{er} janvier 1965.

Il est procédé au vote au scrutin secret.

Bulletins déposés	18
Bulletins valables	18
Majorité requise	10

Nombre de voix obtenues

République arabe unie	18
Ouganda	16
Tunisie	16
Bulgarie	15
Mali	13
Honduras	12

Chine	11
Cuba	11
République centrafricaine	4
Haute-Volta	3
Tchad	3
Sénégal	1

Ayant obtenu la majorité requise, la Bulgarie, le Honduras, le Mali, l'Ouganda, la République arabe unie et la Tunisie sont élus membres de la Commission des questions sociales.

36. Le PRÉSIDENT fait observer que six des sept sièges vacants à la Commission des questions sociales ont été pourvus. La Chine et Cuba ayant obtenu un nombre égal de voix, il sera procédé, conformément à l'article 69 du règlement intérieur, à un nouveau tour de scrutin ne portant que sur ces deux Etats pour les départager.

Il est procédé au vote au scrutin secret.

<i>Bulletins déposés</i>	18
<i>Bulletins valables</i>	18
<i>Majorité requise</i>	10

Nombre de voix obtenues

Cuba	10
Chine	8

Ayant obtenu la majorité requise, Cuba est élu membre de la Commission des questions sociales.

Commission des droits de l'homme

37. Le PRÉSIDENT invite le Conseil à élire sept membres de la Commission des droits de l'homme, pour un mandat de trois ans commençant le 1^{er} janvier 1965. Il rappelle qu'à sa 1308^e séance, tenue le 17 décembre 1963, le Conseil était convenu de tenir compte de la résolution 1923 (XVIII) de l'Assemblée générale lors du renouvellement d'un tiers des membres de la Commission. Dans cette résolution, l'Assemblée générale a invité le Conseil à tenir compte du principe d'une répartition géographique équitable et, notamment, de la nécessité d'assurer la représentation équitable de l'Afrique.

38. M. COMBAL (France), prenant la parole sur une question d'ordre, signale que la candidature de la France à la Commission des droits de l'homme a été omise dans la version espagnole de la note du Secrétaire général (E/3884). Il confirme que la France a effectivement posé sa candidature.

39. M. WALDRON-RAMSEY (République-Unie du Tanganyika et de Zanzibar), prenant la parole sur une question d'ordre, dit que la République-Unie a retiré sa candidature à la Commission des droits de l'homme parce qu'elle pensait que d'autres pays africains présenteraient la leur. Comme il n'en est rien, M. Waldron-Ramsey demande que l'on ajoute le nom de la République-Unie du Tanganyika et de Zanzibar à la liste des candidats.

Il est procédé au vote au scrutin secret.

<i>Bulletins déposés</i>	18
<i>Bulletins valables</i>	18
<i>Majorité requise</i>	10

Nombre de voix obtenues

Union des Républiques socialistes soviétiques	18
Inde	16
Irak	15
France	14
Philippines	12
Israël	11
Jamaïque	11
République-Unie de Tanganyika et de Zanzibar	9
Afghanistan	6
Thaïlande	6
Cuba	5
Nicaragua	2
Honduras	1

Ayant obtenu la majorité requise, la France, l'Inde, l'Irak, Israël, la Jamaïque, les Philippines et l'Union des Républiques socialistes soviétiques sont élus membres de la Commission des droits de l'homme.

40. Le PRÉSIDENT fait remarquer que, bien que le Conseil soit convenu de tenir compte de la résolution 1923 (XVIII) de l'Assemblée générale lors de l'élection de membres de la Commission des droits de l'homme, aucun pays africain n'a été élu.

Commission de la condition de la femme

41. Le PRÉSIDENT invite le Conseil à élire sept membres de la Commission de la condition de la femme, pour un mandat de trois ans commençant le 1^{er} janvier 1965.

Il est procédé au vote au scrutin secret.

<i>Bulletins déposés</i>	18
<i>Bulletins valables</i>	18
<i>Majorité requise</i>	10

Nombre de voix obtenues

Autriche	17
Indonésie	17
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	17
Etats-Unis d'Amérique	16
Ghana	16
Union des Républiques socialistes soviétiques	16
Chine	10
Ouganda	9
Haute-Volta	3
Cuba	1

Ayant obtenu la majorité requise, l'Autriche, la Chine, les Etats-Unis d'Amérique, le Ghana, l'Indonésie, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et l'Union des Républiques socialistes soviétiques sont élus membres de la Commission de la condition de la femme.

Commission des stupéfiants

42. Le PRÉSIDENT invite le Conseil à élire sept membres de la Commission des stupéfiants, pour un mandat de trois ans commençant le 1^{er} janvier 1965. Conformément à la résolution 845 II (XXXII) du Conseil, les membres de la Commission doivent « être élus parmi les Etats Membres de l'Organisation des

Nations Unies, les Etats membres des institutions spécialisées et les Parties à la Convention unique de 1961 sur les stupéfiants » et « compte tenu de la juste représentation de pays qui sont d'importants producteurs d'opium ou de feuilles de coca, de pays qui sont importants du point de vue de la fabrication de stupéfiants et de pays dans lesquels la toxicomanie ou le trafic illicite des stupéfiants constitue un problème grave ».

Il est procédé au vote au scrutin secret.

<i>Bulletins déposés</i>	18
<i>Bulletins valables</i>	18
<i>Majorité requise</i>	10

Nombre de voix obtenues

Yougoslavie	17
Canada	16
Etats-Unis d'Amérique	16
Suisse	15
France	14
Argentine	13
Indonésie	10
Pérou	10
Nigeria	6
Afghanistan	5
République du Viet-Nam	2
Sénégal	1

Ayant obtenu la majorité requise, l'Argentine, le Canada, les Etats-Unis d'Amérique, la France, la Suisse et la Yougoslavie sont élus membres de la Commission des stupéfiants.

43. Le PRÉSIDENT fait remarquer que six des sept sièges vacants à la Commission des stupéfiants ont été pourvus. L'Indonésie et le Pérou ayant obtenu un nombre égal de voix, il sera procédé, conformément à l'article 69 du règlement intérieur, à un nouveau tour de scrutin ne portant que sur ces deux Etats pour les départager.

Il est procédé au vote au scrutin secret.

<i>Bulletins déposés</i>	18
<i>Bulletins valables</i>	18
<i>Majorité requise</i>	10

Nombre de voix obtenues

Indonésie	9
Pérou	9

44. Le PRÉSIDENT constate qu'il y a ballottage et dit qu'il sera procédé, conformément à l'article 69 du règlement intérieur, à un nouveau tour de scrutin ne portant que sur l'Indonésie et le Pérou.

Il est procédé au vote au scrutin secret.

<i>Bulletins déposés</i>	18
<i>Bulletins valables</i>	18
<i>Majorité requise</i>	10

Nombre de voix obtenues

Pérou	10
Indonésie	8

Ayant obtenu la majorité requise, le Pérou est élu membre de la Commission des stupéfiants.

COMITÉ DE L'HABITATION, DE LA CONSTRUCTION
ET DE LA PLANIFICATION

45. Le PRÉSIDENT invite le Conseil à élire sept membres du Comité de l'habitation, de la construction et de la planification, pour un mandat de trois ans commençant le 1^{er} janvier 1965. Conformément à la résolution 903 C (XXXIV) du Conseil, les membres du Comité doivent être élus « sur la base d'une répartition géographique équitable et d'un équilibre entre les pays en voie de développement et les pays industrialisés, les représentants à ce Comité devant être désignés par les gouvernements de ces Etats en accord avec le Secrétaire général, de manière à obtenir, autant que possible, une participation équilibrée des connaissances techniques nécessaires en matière d'habitation, de construction et de développement urbain ».

Il est procédé au vote au scrutin secret.

<i>Bulletins déposés</i>	18
<i>Bulletins valables</i>	18
<i>Majorité requise</i>	10

Nombre de voix obtenues

Ghana	18
Roumanie	17
France	16
Italie	16
Uruguay	14
République arabe unie	12
Liban	10
Turquie	10
Chypre	4
Tunisie	3
Grèce	2
Rwanda	2
Nicaragua	1
République-Unie du Tanganyika et de Zanzibar	1

Ayant obtenu la majorité requise, la France, le Ghana, l'Italie, la République arabe unie, la Roumanie et l'Uruguay sont élus membres du Comité de l'habitation, de la construction et de la planification.

46. Le PRÉSIDENT fait remarquer que six des sept sièges vacants au Comité de l'habitation, de la construction et de la planification ont été pourvus. Le Liban et la Turquie ayant obtenu un nombre égal de voix, il sera procédé, conformément à l'article 69 du règlement intérieur, à un deuxième tour de scrutin ne portant que sur ces deux Etats pour les départager.

Il est procédé au vote au scrutin secret.

<i>Bulletins déposés</i>	18
<i>Bulletins valables</i>	18
<i>Majorité requise</i>	10

Nombre de voix obtenues

Liban	10
Turquie	8

Ayant obtenu la majorité requise, le Liban est élu membre du Comité de l'habitation, de la construction et de la planification.

La séance est levée à 13 h 15.



CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Trente-septième session

DOCUMENTS OFFICIELS

Vendredi 14 août 1964

à 15 h 30

PALAIS DES NATIONS, GENÈVE

SOMMAIRE

Pages

Point 39 de l'ordre du jour :

Elections (*suite*)

Conseil d'administration du Fonds des Nations Unies
pour l'enfance 261

Point 44 de l'ordre du jour :

Campagne mondiale pour l'alphabétisation universelle
(*reprise des débats de la 1332^e séance et fin*)

Rapport du Comité de coordination 261

Point 14 de l'ordre du jour :

Développement des ressources naturelles (*reprise des débats
de la 1342^e séance et fin*)

a) Action coordonnée dans le domaine des ressources
hydrauliques

b) Rapport d'activité sur les sources nouvelles d'énergie

c) Travaux dans le domaine des ressources non agricoles

Rapport du Comité économique 261

Point 25 de l'ordre du jour :

Question des procédures à suivre pour reviser la Conven-
tion sur la circulation routière et le Protocole relatif à la
signalisation routière, faits à Genève le 19 septembre
1949

Rapport du Comité économique 262

Président: Sir Ronald WALKER (Australie).

Présents:

Les représentants des Etats suivants, membres du
Conseil: Algérie, Argentine, Australie, Autriche, Chili,
Colombie, Equateur, Etats-Unis d'Amérique, France,
Inde, Irak, Japon, Luxembourg, Royaume-Uni de
Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sénégal, Tchéco-
slovaquie, Union des Républiques socialistes soviétiques,
Yougoslavie.

Les représentants des Etats suivants, membres supplé-
mentaires des comités de session: Ghana, Indonésie,
Iran, Italie, Mexique, République arabe unie.

Les observateurs des Etats Membres suivants: Canada,
Cuba, Espagne, Irlande, Israël, Pakistan, Roumanie,
Suède.

Les observateurs des Etats non membres suivants:
République fédérale d'Allemagne, Suisse.

Les représentants des institutions spécialisées
suivantes: Organisation des Nations Unies pour l'éduca-
tion, la science et la culture, Organisation mondiale de la
santé.

*En l'absence du Président, M. Chanderli (Algérie),
second vice-président, prend la présidence.*

POINT 39 DE L'ORDRE DU JOUR

Elections (*suite*)

CONSEIL D'ADMINISTRATION DU FONDS DES NATIONS
UNIES POUR L'ENFANCE (E/L.1062 et Add. 1 à 3)

1. Le PRÉSIDENT invite le Conseil à élire dix membres
du Conseil d'administration du Fonds des Nations Unies
pour l'enfance.

Il est procédé au vote au scrutin secret.

Bulletins déposés 17

Bulletins valables 17

Majorité requise 9

Nombre de voix obtenues

Belgique 17

Chili 17

Inde 17

Canada 14

République fédérale d'Allemagne 14

Yougoslavie 14

Equateur 13

Pakistan 13

Israël 12

Maroc 10

Bulgarie 6

Italie 6

Ceylan 5

Irak 1

*Ayant obtenu la majorité requise, la Belgique, le Canada,
le Chili, l'Equateur, l'Inde, Israël, le Maroc, le Pakistan,
la République fédérale d'Allemagne et la Yougoslavie sont
éius membres du Conseil d'administration du Fonds des
Nations Unies pour l'enfance.*

POINT 44 DE L'ORDRE DU JOUR

Campagne mondiale pour l'alphabétisation universelle
(*reprise des débats de la 1332^e séance et fin*)

RAPPORT DU COMITÉ DE COORDINATION (E/3973)

2. Le PRÉSIDENT invite le Conseil à se prononcer
sur le projet de résolution qui figure au paragraphe 6 du
rapport du Comité de coordination (E/3973).

A l'unanimité, le projet de résolution est adopté.

POINT 14 DE L'ORDRE DU JOUR

Développement des ressources naturelles

(*reprise des débats de la 1342^e séance et fin*)

a) Action coordonnée dans le domaine des ressources
hydrauliques

- b) Rapport d'activité sur les sources nouvelles d'énergie
- c) Travaux dans le domaine des ressources non agricoles

RAPPORT DU COMITÉ ÉCONOMIQUE (E/3975)

3. Le PRÉSIDENT invite les membres du Conseil à se prononcer sur les projets de résolutions I à IV contenus dans le paragraphe 14 du rapport du Comité économique (E/3975).

I. DESSALEMENT DE L'EAU

4. M. RENAUD (France) rappelle que, au Comité économique (347^e séance), la délégation française a émis des réserves au sujet des premier et troisième alinéas du préambule du projet de résolution, car elle ne peut prendre acte d'une étude dont elle ignore le contenu, et ne peut noter avec satisfaction l'entente intervenue entre les Gouvernements de l'Union soviétique et des Etats-Unis d'Amérique, les informations qu'elle possède à ce sujet étant trop fragmentaires. Il demande que ces réserves figurent dans le rapport du Comité économique au Conseil.

5. Le PRÉSIDENT dit que le Secrétariat ne manquera pas de prendre note des réserves formulées par le représentant de la France.

A l'unanimité, le projet de résolution I est adopté.

II. NOUVELLES SOURCES D'ÉNERGIE

6. M. RENAUD (France) propose d'ajouter, entre le dernier considérant et le paragraphe 1 du dispositif du projet de résolution, l'alinéa suivant: « *Tenant compte des vues en la matière du Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement* ».

Par 16 voix contre zéro, avec 2 abstentions, cet amendement est adopté.

7. M. ZAMAN (Inde) explique qu'il s'est abstenu lors du vote sur l'amendement parce qu'il estime que les projets de résolutions adoptés par le Comité économique,

où tous les membres du Conseil sont représentés, ne doivent pas être modifiés par le Conseil.

8. M. CISS (Sénégal) explique qu'il s'est abstenu pour les mêmes raisons.

A l'unanimité, le projet de résolution II, tel qu'il a été modifié, est adopté.

III. RESSOURCES NON AGRICOLES

A l'unanimité, le projet de résolution III est adopté.

IV. MISE EN VALEUR DES RESSOURCES HYDRAULIQUES

A l'unanimité, le projet de résolution IV est adopté.

POINT 25 DE L'ORDRE DU JOUR

Question des procédures à suivre pour réviser la Convention sur la circulation routière et le Protocole relatif à la signalisation routière, faits à Genève le 19 septembre 1949 (E/3883; E/L.1058)

RAPPORT DU COMITÉ ÉCONOMIQUE (E/3977)

9. Le PRÉSIDENT invite le Conseil à examiner le rapport du Comité économique (E/3977) et à se prononcer sur le projet de résolution contenu dans le paragraphe 6 de ce rapport.

10. M. ZADOTTI (Italie) constate que, selon le paragraphe 5 du rapport, la délégation italienne se serait jointe aux auteurs du projet de résolution. En réalité, elle ne l'a pas fait, mais elle acceptera volontiers de compter parmi les auteurs.

11. M. KOLB (Autriche) déclare que les auteurs du projet de résolution acceptent volontiers que la délégation italienne se joigne à eux.

A l'unanimité, le projet de résolution est adopté.

La séance est levée à 16 h 20.



SOMMAIRE

Pages

Point 6 de l'ordre du jour :

Examen général du développement, de la coordination et de la concentration de l'ensemble des programmes et activités de l'Organisation des Nations Unies, des institutions spécialisées et de l'Agence internationale de l'énergie atomique dans les domaines économique et social et dans celui des droits de l'homme (*reprise des débats de la 1332^e séance et fin*)

Rapport du Comité de coordination 263

Point 7 de l'ordre du jour :

Décennie des Nations Unies pour le développement (*reprise des débats de la 1332^e séance et fin*)

Rapport du Comité de coordination 264

Point 16 de l'ordre du jour :

Questions relatives à la science et à la technique

Rapport du Comité de coordination 265

Point 45 de l'ordre du jour :

Assistance de l'Organisation des Nations Unies en cas de catastrophe naturelle

Rapport du Comité de coordination 265

Point 9 de l'ordre du jour :

Planification et projections économiques

Rapport du Comité économique 265

Point 10 de l'ordre du jour :

Financement du développement économique

Rapport du Comité économique 265

Point 21 de l'ordre du jour :

Accroissement démographique et développement économique et social

Rapport du Comité économique 265

Point 36 de l'ordre du jour :

Examen du plan des conférences et établissement du calendrier des conférences pour 1965

Rapport du Comité de coordination et rapport du Secrétaire général 265

Point 38 de l'ordre du jour :

Incidences financières des décisions du Conseil (*reprise des débats de la 1333^e séance et fin*) 266

Point 40 de l'ordre du jour :

Dispositions relatives au rapport du Conseil à l'Assemblée générale 267

Ajournement de la session. 267

Président : Sir Ronald WALKER (Australie).

Présents :

Les représentants des Etats suivants, membres du Conseil : Algérie, Argentine, Australie, Autriche, Chili, Colombie, Equateur, Etats-Unis d'Amérique, France, Inde, Irak, Japon, Luxembourg, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sénégal, Tchéco-

slovaquie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Yougoslavie.

Les représentants des Etats suivants, membres supplémentaires des comités de session : Ghana, Indonésie, Iran, Italie, Mexique, République arabe unie, République-Unie du Tanganyika et de Zanzibar.

Les observateurs des Etats Membres suivants : Brésil, Bulgarie, Canada, Cuba, Danemark, Espagne, Irlande, Norvège, Pakistan, Roumanie, Suède, Uruguay.

Les observateurs des Etats non membres suivants : République fédérale d'Allemagne, Saint-Siège.

Les représentants des institutions spécialisées suivantes : Organisation internationale du Travail, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, Organisation mondiale de la santé.

Le représentant de l'Agence internationale de l'énergie atomique.

POINT 6 DE L'ORDRE DU JOUR

Examen général du développement, de la coordination et de la concentration de l'ensemble des programmes et activités de l'Organisation des Nations Unies, des institutions spécialisées et de l'Agence internationale de l'énergie atomique dans les domaines économique et social et dans celui des droits de l'homme

(Reprise des débats de la 1332^e séance et fin)

RAPPORT DU COMITÉ DE COORDINATION (E/3979)

1. Le PRÉSIDENT invite le Conseil à examiner le rapport du Comité de coordination (E/3979) et en particulier la recommandation figurant au paragraphe 10, à l'effet que le Conseil inscrive à l'ordre du jour de sa trente-huitième session la question d'un examen général et d'une réévaluation des fonctions et du mécanisme des Nations Unies dans les domaines économique et social, notamment en ce qui concerne le Conseil économique et social.

A l'unanimité, cette recommandation est adoptée.

2. Le PRÉSIDENT invite le Conseil à se prononcer sur les projets de résolutions A à G dont le Comité recommande l'adoption au paragraphe 11 de son rapport.

A. RAPPORT DU COMITÉ ADMINISTRATIF DE COORDINATION

A l'unanimité, le projet de résolution A est adopté.

B. RAPPORTS DES INSTITUTIONS SPÉCIALISÉES ET DE L'AGENCE INTERNATIONALE DE L'ÉNERGIE ATOMIQUE

A l'unanimité, le projet de résolution B est adopté.

C. EVALUATION DES PROGRAMMES

3. M. MIGONE (Argentine), se référant au paragraphe 2 du dispositif, dit que l'objet de l'étude sur le fonctionnement du Programme élargi d'assistance technique à laquelle doit procéder le Bureau de l'assistance technique, n'est pas le même que celui d'une évaluation de l'incidence des programmes et activités de coopération technique de l'Organisation des Nations Unies et des institutions qui lui sont reliées sur le progrès des pays en voie de développement. Il se peut que certains pays autorisent qu'on fasse une étude sur le fonctionnement des programmes d'assistance technique sur leur territoire, mais non pas une évaluation de l'incidence de ces programmes et activités sur leur progrès économique. C'est pourquoi M. Migone propose d'ajouter, dans l'alinéa initial du paragraphe 2 du dispositif, les mots « si cela peut se faire » après les mots « à choisir ».

Cet amendement est adopté.

Par 17 voix contre zéro, avec une abstention, le projet de résolution C, ainsi modifié, est adopté.

D. RÉUNIONS DU COMITÉ ADMINISTRATIF DE COORDINATION, DU BUREAU DU CONSEIL ET DU PRÉSIDENT DU COMITÉ DE COORDINATION DU CONSEIL

A l'unanimité, le projet de résolution D est adopté.

E. ÉTABLISSEMENT ET PRÉSENTATION DES BUDGETS DES INSTITUTIONS SPÉCIALISÉES.

Par 15 voix contre 2, avec une abstention, le projet de résolution E est adopté.

F. CENTENAIRE DE L'UNION INTERNATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

A l'unanimité, le projet de résolution F est adopté.

G. PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES DANS LES DOMAINES ÉCONOMIQUE ET SOCIAL ET DANS CELUI DES DROITS DE L'HOMME

A l'unanimité, le projet de résolution G est adopté.

POINT 7 DE L'ORDRE DU JOUR

Décennie des Nations Unies pour le développement
(Reprise des débats de la 1332^e séance et fin)

RAPPORT DU COMITÉ DE COORDINATION (E/3976)

4. Le PRÉSIDENT invite le Conseil à examiner le rapport du Comité de coordination (E/3976) et à se prononcer sur les projets de résolutions A à D dont le Comité recommande l'adoption au paragraphe 8 de ce rapport.

A. RELATIONS ENTRE LES INSTITUTS DE PLANIFICATION DU DÉVELOPPEMENT

A l'unanimité, le projet de résolution A est adopté.

B. INSTITUT DE FORMATION ET DE RECHERCHE DES NATIONS UNIES

Par 15 voix contre zéro, avec 3 abstentions, le projet de résolution B est adopté.

C. CAMPAGNE MONDIALE CONTRE LA FAIM, LA MALADIE ET L'IGNORANCE

Par 16 voix contre zéro, avec 2 abstentions, le projet de résolution C est adopté.

5. M. MIGONE (Argentine), se référant au troisième considérant de la résolution qui vient d'être adoptée, dit que pour assurer l'appui du public aux activités économiques et sociales des Nations Unies, il faut le renseigner sur ces activités. Le Conseil devrait se préoccuper davantage de rechercher les moyens de diffuser ce genre d'informations. Le grand public ignore, le plus souvent, ce que font l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées pour résoudre les problèmes qui se posent à l'humanité. La délégation argentine ne considère pas cette situation comme normale; elle est convaincue que par des efforts intelligents, tenaces et coordonnés, il serait possible de persuader les dirigeants de la presse, de la radio et de la télévision de collaborer davantage en vue d'intéresser le public aux problèmes qui ont de l'importance pour certains pays et pour l'ensemble du monde. Elle se propose de soulever cette question à la prochaine session de l'Assemblée générale, dans l'espoir que l'Assemblée prendra les mesures appropriées.

6. Sir Keith UNWIN (Royaume-Uni) est tout à fait d'accord avec le représentant de l'Argentine, qui a demandé aux auteurs du projet de résolution E/AC.24/L.244 présenté au Comité de coordination d'introduire dans le texte une formule correspondant à son idée. Malheureusement, il s'est révélé impossible d'obtenir l'agrément de tous les auteurs. On a pensé aussi qu'un tel amendement risquait d'imposer une charge trop lourde au consultant que nommera le Secrétaire général et même d'avoir des incidences financières. Cela dit, la délégation du Royaume-Uni pense que l'idée du représentant de l'Argentine est bonne. Le Royaume-Uni, pour ce qui le concerne, encouragera la diffusion d'informations sur les Nations Unies par tous les moyens possibles.

7. M. KOTSCHNIG (Etats-Unis d'Amérique) fait siennes les observations du représentant de l'Argentine. Il faudrait faire beaucoup plus pour informer le grand public des travaux des Nations Unies et, notamment, de ceux du Conseil. On a fait savoir à la délégation de l'Argentine qu'il ne serait pas approprié de présenter un projet de résolution distinct en cette matière, du fait que la question de l'information n'est pas inscrite à l'ordre du jour du Conseil. La délégation des Etats-Unis ne pense pas qu'une telle opinion soit fondée, car le rapport du Comité administratif de coordination (E/3886 et Corr.1) consacre une section à cette question. Il espère qu'elle sera de nouveau soulevée au Conseil et qu'en attendant, le Secrétaire général et le Comité administratif de coordination lui accorderont une attention particulière.

D. CAMPAGNE MONDIALE CONTRE LA FAIM

Par 16 voix contre zéro, avec 2 abstentions, le projet de résolution D est adopté.

POINT 16 DE L'ORDRE DU JOUR**Questions relatives à la science et à la technique (E/3866)****RAPPORT DU COMITÉ DE COORDINATION (E/3978)**

8. Le PRÉSIDENT appelle l'attention du Conseil sur le rapport du Comité de coordination (E/3978) et, en particulier, sur le projet de résolution dont le Comité recommande l'adoption au paragraphe 7 de ce rapport.

A l'unanimité, le projet de résolution est adopté.

POINT 45 DE L'ORDRE DU JOUR**Assistance de l'Organisation des Nations Unies en cas de catastrophe naturelle (E/3938, E/3948)****RAPPORT DU COMITÉ DE COORDINATION (E/3983)**

9. Le PRÉSIDENT appelle l'attention du Conseil sur le rapport du Comité de coordination (E/3983) et, en particulier, sur le projet de résolution dont le Comité recommande l'adoption au paragraphe 6 de ce rapport.

A l'unanimité, le projet de résolution est adopté.

10. M. BURR (Chili) remercie les membres du Conseil, au nom de son gouvernement, d'avoir adopté la résolution à l'unanimité.

POINT 9 DE L'ORDRE DU JOUR**Planification et projections économiques (E/3842, E/3919)****RAPPORT DU COMITÉ ÉCONOMIQUE (E/3981)**

11. Le PRÉSIDENT attire l'attention du Conseil sur le rapport du Comité économique (E/3981) et, en particulier, sur le projet de résolution dont le Comité recommande l'adoption au paragraphe 4 de ce rapport.

A l'unanimité, le projet de résolution est adopté.

POINT 10 DE L'ORDRE DU JOUR**Financement du développement économique (E/3905 et Add.1, E/3908, E/3917, E/3930, E/3934, E/3947)****RAPPORT DU COMITÉ ÉCONOMIQUE (E/3985)**

12. Le PRÉSIDENT suggère que le Conseil se borne à prendre acte du rapport du Comité économique (E/3985), car il ne contient aucune recommandation qui appelle une décision de sa part.

Il en est ainsi décidé.

POINT 21 DE L'ORDRE DU JOUR**Accroissement démographique et développement économique et social (E/3895 et Add.1)****RAPPORT DU COMITÉ ÉCONOMIQUE (E/3986)**

13. Le PRÉSIDENT appelle l'attention du Conseil sur le rapport du Comité économique (E/3986) et, en particulier, sur le projet de résolution dont le Comité recommande l'adoption au paragraphe 5 de son rapport.

14. M. PONCE y CARBO (Equateur) dit que la délégation de l'Equateur au Comité économique, tout en

estimant que ce projet de résolution était loin d'être parfait, l'a cependant voté dans sa version modifiée par souci d'unanimité et pour faciliter la tâche du Comité. Elle persiste à penser que ce projet de résolution — notamment le paragraphe 4 du dispositif — n'est pas entièrement satisfaisant. Elle s'associe aux observations faites par le représentant de la Colombie au sujet du paragraphe 4 du dispositif, à la 358^e séance du Comité économique.

A l'unanimité, le projet de résolution est adopté.

15. M. WILLIAMS (Etats-Unis d'Amérique), expliquant son vote, dit que la délégation des Etats-Unis approuve pleinement la résolution qui vient d'être adoptée, mais est opposée à ce que les institutions des Nations Unies entreprennent une activité quelconque qui donnerait lieu à la fourniture de moyens particuliers pour la planification des naissances dans les Etats membres, car ces moyens répugnent à de nombreuses personnes. Elle approuve toute activité nouvelle que les institutions des Nations Unies entreprendraient sur la demande d'Etats membres, en vue de l'étude des problèmes liés à la planification des naissances et de la diffusion des connaissances à ce sujet.

16. M. MIGONE (Argentine) s'associe aux idées exprimées par le représentant des Etats-Unis.

POINT 36 DE L'ORDRE DU JOUR**Examen du plan des conférences et établissement du calendrier des conférences pour 1965 (E/3939 et Add.1, E/3944, E/3950 et Add.1)****RAPPORT DU COMITÉ DE COORDINATION (E/3980) ET RAPPORT DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL (E/3982)**

17. Le PRÉSIDENT appelle l'attention du Conseil sur le rapport du Comité de coordination (E/3980) et, en particulier, sur les recommandations qui figurent au paragraphe 3. Il n'est pas nécessaire que le Conseil adopte une résolution à ce sujet. Le Président propose donc que le Conseil prenne acte de ces recommandations en les approuvant.

Il en est ainsi décidé.

18. Le PRÉSIDENT appelle l'attention du Conseil sur le rapport du Secrétaire général (E/3982) et, en particulier, sur les recommandations a), b), c) et d) du Comité intermédiaire du calendrier des conférences, qui figurent dans ce rapport.

19. M. GOLESTANEH (Iran), se référant à la recommandation a) du Comité intérimaire du calendrier des conférences, remercie le Comité d'avoir recommandé au Conseil d'accepter l'invitation du Gouvernement iranien à l'effet que la Commission de la condition de la femme tienne sa dix-huitième session à Téhéran. A la suite d'un référendum qui a eu lieu en Iran en 1963, le droit de vote et celui d'être élues au Parlement ont été reconnus aux femmes. L'acceptation de cette invitation par le Conseil consacrera, sur le plan international, l'importance des résultats acquis en Iran dans le domaine des droits de la femme. Le Gouvernement iranien a accepté de prendre

à sa charge les dépenses supplémentaires qui résulteront de la tenue de la session à Téhéran et n'épargnera aucun effort pour faciliter les travaux de la Commission et faire de cette session un événement mémorable.

20. M. ZAMAN (Inde) dit que la délégation indienne est satisfaite que le Comité ait recommandé au Conseil d'accepter l'invitation du Gouvernement iranien.

21. Le PRÉSIDENT croit pouvoir se faire l'interprète de tous les membres du Conseil en disant que cette invitation sera acceptée avec plaisir.

A l'unanimité, la recommandation a) est adoptée.

Les recommandations b), c) et d) sont adoptées.

22. M. ATTLEE (Royaume-Uni) désire soulever une question à propos du calendrier des conférences pour 1964. Il est prévu de tenir une réunion du Groupe de travail spécial pour la question d'une déclaration sur la coopération économique internationale au mois de septembre 1964; toutefois, étant donné que la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement a adopté certains principes généraux et principes particuliers, il serait peut-être préférable de retarder la réunion du Groupe de travail jusqu'au moment où l'Assemblée générale aura pu prendre une décision sur la suite à donner à ces principes. M. Attlee a consulté le plus grand nombre possible des membres du Groupe de travail et a constaté que, sur 12 membres, 10 pensaient qu'il valait mieux reporter cette réunion à une date qui serait fixée compte tenu des décisions prises par l'Assemblée générale.

23. M. ZAMAN (Inde) ne voit pas comment le Conseil pourrait prendre une décision sur une question dont il n'est pas fait état dans les rapports qui lui ont été présentés.

24. Le PRÉSIDENT fait observer qu'il n'est pas demandé au Conseil de se prononcer sur un rapport, mais simplement de décider de retarder la réunion d'un de ses organes subsidiaires.

25. M. CISS (Sénégal) demande s'il appartient au Conseil de prendre une telle décision. Si la date de la réunion a été fixée par le Groupe de travail, c'est à lui de décider si elle doit ou non être différée.

26. M. MALINOWSKI (Secrétaire du Conseil) rappelle qu'à sa trente-sixième session le Conseil a décidé que le Groupe de travail se réunirait de nouveau en septembre 1964, parce qu'on connaîtrait alors les décisions de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement. Le Conseil n'a peut-être pas songé qu'il serait plus commode que le Groupe de travail se réunisse après que l'Assemblée générale aurait donné suite aux décisions de la Conférence. M. Malinowski pense que le Conseil peut très bien décider de retarder la réunion du Groupe de travail.

27. M. ZAMAN (Inde) précise qu'il n'est pas opposé à ce qu'on retarde la réunion du Groupe de travail, mais pense que, pour traiter de questions de ce genre, le Conseil devrait être saisi d'un rapport émanant de l'organisme intéressé.

28. Le PRÉSIDENT dit qu'il partage l'avis du représentant de l'Inde. Toutefois, il croit comprendre que les

membres du Conseil sont d'accord pour remettre la réunion du Groupe de travail spécial pour la question d'une déclaration sur la coopération économique internationale à une date qui sera fixée compte tenu des décisions prises par l'Assemblée générale à sa dix-neuvième session.

Il en est ainsi décidé.

POINT 38 DE L'ORDRE DU JOUR

Incidences financières des décisions du Conseil (E/3941 et Corr.1, E/3944, E/3946, E/3984; E/L.1055)
(Reprise des débats de la 1333^e séance et fin)

29. Le PRÉSIDENT signale que le rapport du Secrétaire général (E/3984) contient l'état définitif des incidences financières des décisions du Conseil. Ce document servira de base pour reviser certains chapitres du projet de budget pour 1965, avant que celui-ci ne soit présenté au Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires et à la Cinquième Commission de l'Assemblée générale. Le Président déplore que le Conseil doive étudier ce document aussi tardivement, et considère comme l'une des faiblesses majeures des méthodes de travail du Conseil qu'il ait à examiner les incidences financières de ces décisions à la hâte, au moment où il est sur le point d'ajourner sa session.

30. M. KOTSCHNIG (Etats-Unis d'Amérique) estime que les renseignements contenus dans le rapport du Secrétaire général ne sont pas assez complets pour donner une idée précise de l'ordre de priorité qui a été établi ou des besoins financiers qui seront indiqués dans le projet de budget révisé présenté à la Cinquième Commission. Personne ne sait encore exactement ce que seront les incidences financières des décisions que l'Assemblée générale pourra prendre au sujet des recommandations de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement. On sait seulement que les montants seront sans doute assez élevés. Les chiffres du tableau contenu dans le rapport du Secrétaire général manquent de clarté. Au Comité économique (353^e séance), la délégation des Etats-Unis a exprimé l'avis que le montant de 571 000 dollars nécessaire pour les études de fond destinées aux colloques régionaux sur le développement industriel pourrait être prélevé sur les fonds d'assistance technique qui sont alimentés par des contributions volontaires puisque les échanges de vues qui auront lieu dans ces colloques constitueront en réalité une forme d'assistance technique. Cette observation vaut aussi pour les 100 000 dollars prévus au titre des études destinées au colloque international. Du reste, aucune décision ferme n'a été prise quant à la date de ce colloque, et il n'est pas certain que des crédits soient nécessaires en 1965. Faute d'autres renseignements, la délégation des Etats-Unis devra réserver sa position jusqu'à ce que la question soit étudiée par la Cinquième Commission de l'Assemblée générale, qui sera peut-être mieux à même de fixer un ordre de priorité. La plupart des gouvernements regretteront sans doute, avec le Gouvernement des Etats-Unis, que le Conseil n'ait formulé aucune recommandation précise quant à l'ordre de priorité des pro-

grammes et projets dans les domaines économique et social et dans celui des droits de l'homme. M. Kotschnig est convaincu toutefois que les recommandations de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, qui ont été appuyées par le Conseil [voir résolution 1011 (XXXVII)] et dont le rapport du Secrétaire général fait état, auront un rang de priorité très élevé. Il a pris note avec satisfaction de la déclaration faite par le Sous-Secrétaire aux affaires économiques et sociales à la 258^e séance du Comité de coordination, d'où il ressort que le Secrétariat se préoccupe activement des renseignements qu'il pourrait désormais fournir au Conseil pour que celui-ci puisse s'acquitter du rôle qui lui incombe d'établir un ordre de priorité. Le Conseil a absolument besoin de ces renseignements pour exercer ses fonctions de manière satisfaisante. Le représentant des Etats-Unis attend avec intérêt l'étude sur un programme de travail biennal que le Conseil a demandé au Secrétaire général de préparer, en consultation avec le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, et de présenter à la trente-huitième session du Conseil [voir résolution 1046 (XXXVII)].

31. M. BORCHTCHEVSKY (Union des Républiques socialistes soviétiques) rappelle qu'il a déjà eu l'occasion, à la 1332^e séance, d'exposer les vues de la délégation soviétique sur l'état sommaire provisoire des incidences financières des décisions du Conseil (E/3941 et Corr.1). Le rapport du Secrétaire général se fonde essentiellement sur les débats qui ont eu lieu dans les comités, et au cours desquels la délégation soviétique a fait plusieurs observations et réserves qu'elle maintient encore. M. Borchtchevsky estime, avec le représentant des Etats-Unis, que les chiffres du tableau contenu dans le rapport du Secrétaire général sont vagues et approximatifs. En conséquence, la délégation soviétique se réserve aussi le droit d'exposer ses vues sur la question de manière détaillée à la dix-neuvième session de l'Assemblée générale. Elle pense qu'on pourrait trouver les fonds supplémentaires nécessaires au financement des activités économiques et sociales de l'Organisation des Nations Unies en prélevant sur les crédits affectés à de nombreuses activités non productives. Pour cette raison, la délégation de l'URSS n'exposera ses vues que lorsqu'elle disposera de renseignements plus complets sur le projet de budget pour 1955.

32. Sir Keith UNWIN (Royaume-Uni) dit que la délégation du Royaume-Uni réserve aussi sa position en attendant que la Cinquième Commission ait examiné les incidences financières des décisions du Conseil. Elle se voit contrainte de le faire tant qu'elle ne dispose pas de renseignements définitifs sur le coût du programme. Le Secrétariat a fourni cette année une documentation plus abondante que les années précédentes, mais qui présente encore de nombreuses lacunes. Il faut espérer que la calculatrice dont il est prévu de doter le Secrétariat et les mesures qui seront prises en application de la résolution 1046 (XXXVII) du Conseil permettront désormais au Conseil de disposer de renseignements suffisants sur le programme de travail et les dépenses y afférentes pour faire face à ses responsabilités en connaissance de cause à sa session d'été.

33. Le PRÉSIDENT reconnaît qu'il est naturellement loisible à toute délégation de revenir sur la question de

manière plus précise à l'Assemblée générale. Le Conseil n'est pas appelé à prendre de décision particulière en cette matière.

POINT 40 DE L'ORDRE DU JOUR

Dispositions relatives au rapport du Conseil à l'Assemblée générale (E/L.1052)

34. Le PRÉSIDENT pense que le Conseil l'autorisera, comme il l'a fait les années précédentes, à établir le rapport du Conseil à l'Assemblée générale de concert avec les deux vice-présidents et avec le Secrétariat.

Il en est ainsi décidé.

35. M. CHANDERLI (Algérie) appelle l'attention sur l'alinéa d) du paragraphe 1 de la note du Secrétaire général (E/L.1052), où il est dit que le rapport du Conseil doit constituer en soi un document suffisamment complet pour l'Assemblée générale, en même temps qu'une source de renseignements utiles au public. M. Chanderli s'associe entièrement aux observations des représentants de l'Argentine et des Etats-Unis sur la nécessité de mettre le public au courant des activités du Conseil. Le passage sur lequel il a appelé l'attention laisse penser que le Secrétaire général est du même avis. Il serait très utile que le rapport soit établi de telle sorte qu'il retienne l'attention de la presse et, par son intermédiaire, celle du grand public.

Ajournement de la session

36. Le PRÉSIDENT note que c'est à la trente-septième session que le Conseil a bénéficié pour la première fois des décisions de l'Assemblée générale visant à élargir sa composition et à assurer une répartition géographique plus équitable. Il félicite les membres supplémentaires des comités de session de la contribution qu'ils ont apportée aux travaux du Conseil. Cette mesure transitoire a donné au Conseil plus de force et de vitalité, sans pour autant, comme on avait pu le craindre, prolonger ou compliquer ses débats. Bien que le Conseil ait dû renoncer à sa session de printemps en 1964, il n'a pas eu trop de difficulté à venir à bout de son ordre du jour. La différence de composition des comités et du Conseil n'a pas soulevé de graves problèmes de procédure. Au contraire, la session a été marquée par un climat d'harmonie. De nombreuses décisions ont été prises sans vote formel, et les votes formels qui ont eu lieu ont eu surtout pour objet, non pas de dégager une majorité, mais de permettre de noter les vues de la minorité. Il faut espérer que le succès de cette mesure transitoire encouragera une ratification rapide de l'amendement de la Charte nécessaire pour élargir définitivement la composition du Conseil.

37. L'événement le plus marquant depuis la session précédente a été la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement. Au cours de sa présente session, le Conseil a adopté à l'unanimité sa résolution 1011 (XXXVII) par laquelle il transmet l'Acte final et le rapport de cette Conférence à l'Assemblée générale, et propose que les gouvernements envisagent de prendre

de nouvelles mesures au sujet des recommandations de la Conférence. Il n'a pas cherché à examiner les relations à établir entre lui-même, d'une part, et la Conférence sur le commerce et le développement et le Conseil du commerce et du développement dont elle a proposé la création, d'autre part. Lorsque l'Assemblée générale aura définitivement approuvé les propositions relatives à un mécanisme permanent du commerce, le Conseil devra examiner en détail les problèmes de coopération et de coordination qui pourront se poser. Cette tâche ne devrait pas être particulièrement difficile si on l'aborde dans un esprit réaliste et constructif.

38. Plus difficile que la création d'un nouveau mécanisme sera l'établissement d'une nouvelle politique de commerce et d'aide comportant, pour des Etats souverains, l'acceptation de nouvelles obligations envers d'autres Etats. A cet égard, les travaux des Nations Unies n'en sont qu'à leurs débuts. En outre, les pouvoirs de l'Organisation des Nations Unies en ce qui concerne les politiques économiques des Etats Membres restent encore, pour l'essentiel, des pouvoirs de recommandation sans caractère obligatoire. La portée particulière de la Conférence sur le commerce et le développement tient à ce que l'ONU s'attache de nouveau à convaincre des pays qui en sont à des stades de développement différents, de se mettre d'accord sur leurs politiques commerciales en vue de promouvoir un développement plus rapide de ceux qui, jusqu'ici, sont restés à l'écart des grands courants du progrès économique et social.

39. La promotion du développement économique et social tient une place croissante dans les préoccupations du Conseil. Toutefois, sans une amélioration importante des perspectives du commerce des pays en voie de développement, il est à craindre que ni les plans de développement de ces pays, ni l'assistance financière et technique fournie par les pays plus développés, n'aboutissent aux résultats désirés. D'autre part, si l'action entreprise par l'ONU à la suite de la Conférence sur le commerce et le développement permet de répondre aux besoins des pays en voie de développement en matière de commerce, les nombreuses autres activités de l'Organisation et des institutions spécialisées gagneront en efficacité.

40. Le Conseil a examiné, en prenant les décisions qu'elles appelaient de sa part, les activités du Fonds spécial, du PEAT, du Programme alimentaire mondial et du FISE, qui sont financés par des contributions volontaires d'un montant annuel voisin de 180 millions de dollars. L'une des décisions les plus importantes qu'il ait prises à cette session a été de recommander à l'Assemblée générale de combiner le Fonds spécial et le PEAT en un nouveau programme des Nations Unies pour le développement [résolution 1020 (XXXVII)]. L'adoption de cette recommandation par l'Assemblée générale simplifiera l'organisation des activités d'assistance technique des Nations Unies et accroîtra leur efficacité.

41. Le Conseil a été frappé des progrès réalisés dans l'exécution du Programme alimentaire mondial et de l'expérience acquise, non seulement en matière de secours, mais aussi en ce qui concerne la fourniture de produits alimentaires en vue d'appuyer des projets de développement. Le FISE acquiert aussi une expérience nouvelle

dans des domaines d'activité directement liés aux problèmes des pays en voie de développement.

42. Le Conseil a examiné les travaux des diverses institutions qui fournissent des capitaux et des moyens de financement. Il s'est vivement intéressé à l'étude du FMI sur la liquidité internationale¹ et attend avec intérêt d'étudier le rapport du FMI à sa session de printemps en 1965. Bien qu'il ait examiné périodiquement la question du courant de capitaux à long terme vers les pays en voie de développement, il n'a pas encore donné suite à la suggestion que lui a faite l'Assemblée générale dans sa résolution 1938 (XVII) d'envisager la création d'un comité permanent qui ferait, de façon suivie, le point des mouvements de capitaux.

43. En ce qui concerne les rapports des autres institutions spécialisées et de l'AIEA, la coordination des efforts de ces institutions dans le cadre d'un programme d'action intégré des Nations Unies pose peut-être encore certains problèmes, mais les résultats qui se dégagent de ces rapports sont remarquables et mériteraient d'être mieux connus.

44. Le Conseil a aussi été frappé de la somme de travail accompli par les commissions économiques régionales et de la manière dont elles ont su adapter leurs programmes aux problèmes particuliers à leurs régions. La CFA a appelé l'attention du Conseil sur la question des modalités d'une invitation à des représentants des territoires non autonomes de l'Angola, du Mozambique et du Sud-Ouest africain, à l'effet qu'ils assistent, en tant que représentants de membres associés, aux futures sessions de la Commission. Le Conseil a été saisi d'une note du Secrétariat traitant de certains aspects juridiques de la question et a décidé de transmettre ce document au Secrétaire exécutif de la Commission pour toute action appropriée [résolution 1027 (XXXVII)].

45. Le Conseil a discuté du programme de travail du Comité du développement industriel, y compris des projets d'organisation de colloques régionaux et d'un colloque international sur les problèmes de l'industrialisation et de la formation de personnel technique pour l'industrie. Il a également appuyé, à la majorité, la recommandation du Comité du développement industriel et de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement à l'effet de créer une institution spécialisée pour le développement industriel, et il a prié le Secrétaire général de rédiger une étude sur le mandat, la structure et les fonctions d'une telle institution et de la soumettre à l'Assemblée générale [voir résolution 1030 B (XXXVII)].

46. Le Comité de l'habitation, de la construction et de la planification a rendu compte du surpeuplement urbain et de l'aggravation du problème des taudis et des bidonvilles dans de nombreuses régions du monde. Le Conseil attache donc de plus en plus d'importance à l'assistance internationale en faveur des programmes de logement et d'équipement urbain et à l'amélioration des techniques de construction.

47. Le Conseil fonde de grands espoirs sur les travaux futurs de son nouveau Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement. Il a

¹ Voir le compte rendu de la 1344^e séance, par. 57 et 58.

pris note de l'accroissement de l'aide fournie par les institutions des Nations Unies en vue de l'étude et de la mise en valeur des ressources naturelles des pays en voie de développement et des possibilités accrues d'utiliser les nouvelles sources d'énergie.

48. L'un des documents les plus intéressants dont le Conseil ait été saisi à cette session est l'*Etude sur l'économie mondiale, 1963*, qui est à la hauteur de celles qui l'ont précédées.

49. Le Conseil a donné son plein appui aux efforts que le Secrétaire général déploie pour assurer le financement du futur institut de formation et de recherche des Nations Unies et a exprimé l'espoir que cet institut serait créé avant la fin de 1964.

50. Le Conseil a discuté de nouveau des conséquences économiques et sociales du désarmement. Il a pris acte avec satisfaction du rapport du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés et a passé en revue les travaux en cours dans le domaine des droits de l'homme. Il a adopté des résolutions sur la campagne mondiale pour l'alphabétisation universelle [résolution 1032 (XXXVII)] et sur les secours d'urgence au Costa Rica à la suite de l'éruption du volcan Irazú [résolution 1014 (XXXVII)].

51. Dans deux déclarations importantes qu'il a faites devant le Conseil (1320^e et 1326^e séances), le Secrétaire général l'a engagé à réexaminer, à la lumière de la Charte, sa mission, son mandat, ses méthodes de travail et son efficacité. Bien que la question d'un examen général et d'une réévaluation des fonctions et des mécanismes du Conseil ait beaucoup préoccupé ses membres, il aurait été prématuré de prendre des décisions en cette matière à la session actuelle. L'année 1964 est l'année de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, et l'ONU et les gouvernements doivent d'abord parachever l'œuvre de la Conférence et établir le nouveau mécanisme prévu. La réévaluation des activités du Conseil sera discutée en 1965 à la lumière des décisions de l'Assemblée générale. Il n'est pas trop tôt pour commencer à y réfléchir.

52. Ce qui est nécessaire au stade actuel, c'est moins une révision des fonctions que du mécanisme du Conseil qu'un examen critique approfondi de ses programmes d'activités, de ses méthodes de travail et de ses procédures. Le rôle de l'Organisation des Nations Unies en matière de coopération internationale dans les domaines économique et social est défini au Chapitre IX de la Charte, et les pouvoirs du Conseil économique et social le sont au Chapitre X. L'Assemblée générale établit la politique dans ses grandes lignes, mais il serait évidemment difficile à un organe aussi vaste de traiter de nombreuses questions de détail, souvent techniques, comme, par exemple, celles qui étaient inscrites à l'ordre du jour énorme de la présente session du Conseil. L'ONU aura toujours besoin, en plus de l'Assemblée générale, d'un organe représentatif plus restreint, d'une sorte de conseil d'administration, chargé de diriger l'exécution de la politique des Nations Unies dans le domaine économique et social. Il ne faut pas confondre cette fonction du Conseil avec celles qu'on envisage d'attribuer au nouveau mécanisme dans le domaine du commerce: le Conseil

doit être le principal auxiliaire de l'Assemblée générale pour ce qui est d'intégrer les activités de toutes les institutions qui sont reliées à l'ONU en un programme homogène et équilibré d'activités destinées à favoriser le progrès économique et social des pays en voie de développement. Le Conseil peut aussi aider les organisations les plus techniques à ne pas perdre de vue l'unité essentielle du problème du progrès de l'homme et l'interdépendance du développement économique et du développement social.

53. Le Président est convaincu que la conception des fonctions du Conseil, telle qu'elle ressort de la Charte, est une conception juste. Le Conseil a toutefois souffert, dans la pratique, de deux déficiences graves. La première, à laquelle on remédie actuellement, est sa composition trop restreinte. La deuxième vient de ce qu'il lui est difficile de se maintenir au niveau de compétence voulu, en partie à cause de la multiplication et de la complexité croissante des questions dont il doit s'occuper. Les délégations sont submergées de documents, dont beaucoup ne peuvent, faute de temps, être étudiés ni par elles ni par leurs gouvernements.

54. C'est dans cette perspective que le Conseil doit reviser complètement son programme d'activités et ses méthodes de travail. Le Président met de grands espoirs dans l'établissement de relations plus étroites entre le Bureau du Conseil et le CAC, après le succès de la première réunion dont il a lui-même rendu compte à la 1332^e séance du Conseil. Le Bureau du Conseil devrait continuer à rechercher les moyens d'améliorer l'efficacité du Conseil. Il pourrait, après consultation avec les délégations et le Secrétariat, proposer au Conseil de retenir certains points de l'ordre du jour comme questions principales, et l'on ferait alors un effort particulier pour fournir aux gouvernements, en temps voulu, la documentation pertinente. Une préparation minutieuse est nécessaire pour mettre au point un programme des Nations Unies mieux conçu et plus rationnel dans les domaines économique et social et dans celui des droits de l'homme. Il faudrait aussi étudier plus avant les méthodes à employer pour mieux faire connaître aux membres le fonctionnement des institutions spécialisées.

55. Il faut prévoir un délai suffisant pour que les gouvernements, les délégations et le Conseil lui-même puissent étudier les questions qui se poseront lorsqu'on examinera, en 1965, les progrès réalisés dans la première moitié de la Décennie des Nations Unies pour le développement. Il faut aussi reviser complètement les méthodes employées pour faire connaître au public, en suscitant son intérêt, l'œuvre économique, sociale et humanitaire des Nations Unies.

56. Les institutions des Nations Unies n'ont pas pour fin leur propre existence; elles sont des instruments conçus par des hommes et des femmes de bonne volonté résolus à favoriser le progrès social et à instaurer de meilleures conditions de vie dans une liberté plus grande, et dans un climat de tolérance et de paix. Leurs membres doivent être toujours prêts à perfectionner les institutions, mais leur première tâche est de s'en servir avec résolution et habileté pour améliorer le bien-être de l'humanité.

57. M. NEHRU (Inde), parlant au nom des délégations des Etats appartenant au groupe des 77 pays en voie de développement qui ont participé aux travaux de Conseil, remercie le Président d'avoir guidé les débats du Conseil avec autant de talent et de compréhension. La trente-septième session offre plusieurs caractères distinctifs : elle a suivi la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, qui marquera une date dans l'histoire, et il faut rendre hommage au Président d'avoir su éviter que les débats de la Conférence ne se répètent devant le Conseil; c'est aussi la session où neuf autres pays en voie de développement ont été, pour la première fois, associés aux travaux du Conseil. Le Conseil ayant essentiellement pour rôle de promouvoir le développement économique et social dans le monde entier, les pays en voie de développement s'intéressent particulièrement à son activité et il importe qu'il ait le bénéfice de l'expérience d'un aussi grand nombre que possible de ces pays.

58. On peut citer encore, parmi les traits distinctifs de la présente session, la pratique adoptée par les pays en voie de développement d'étudier et de concilier des points de vue divers avant de présenter leurs propositions formelles, pratique qui a indubitablement contribué à alléger la tâche du Conseil et de ses comités. L'unité qui s'est dessinée entre les pays en voie de développement est un phénomène important dont chacun doit se réjouir. Il faut que ces pays, qui ont à résoudre des problèmes communs, s'en fassent une conception commune; leur unité et leur collaboration ont renforcé l'attitude conciliante dont ils ont fait preuve au Conseil et à la Conférence du commerce et du développement. Il faut espérer que leur dialogue avec les pays développés restera placé sous le signe de la conciliation et de la modération.

59. Les problèmes qui se posent aux pays en voie de développement ont été discutés dans de nombreux organes des Nations Unies. L'un des traits les plus caractéristiques des temps modernes est l'effort déployé pour élever les niveaux de vie et de culture des populations des pays en voie de développement, en dépit des difficultés rencontrées sur le plan extérieur. Au nom de ces pays, le représentant de l'Inde tient à souligner qu'ils ont besoin, dans le grand effort qu'ils font sur le plan intérieur, du soutien actif et complet des pays développés pour réduire et arriver à faire disparaître l'écart, qui va maintenant s'élargissant, entre les pays riches et les pays pauvres. On dit quelquefois que les pays en voie de développement veulent aller trop vite et qu'ils manquent de patience. Selon M. Nehru, faire montre d'impatience devant la lenteur du progrès ou l'absence de progrès est un signe de vigueur. L'écart croissant dont il a parlé est l'un des problèmes les plus importants auxquels le monde doit faire face; c'est aussi une source de tension internationale et une menace à la paix et à la stabilité du monde. Les pays développés savent que, pour que cet écart disparaisse, les pays pauvres devront se développer beaucoup plus vite qu'ils ne le font actuellement; il n'y a pas d'autre solution au problème. Il faut espérer que les représentants des pays développés feront de leur mieux pour provoquer rapidement, de la part de leurs gouvernements, des décisions qui permettront de mener une action plus prompte en vue de résoudre les problèmes des pays en voie de développement.

60. Depuis cinq semaines, le Conseil discute des problèmes des pays en voie de développement dans le domaine économique et social. Ce débat l'a conduit à adopter plusieurs résolutions et recommandations importantes; la décision du Conseil relative au projet de fusion du PEAT et du Fonds spécial mérite tout particulièrement d'être soulignée. La délégation indienne se réjouit aussi que le rapport du Comité de l'habitation, de la construction et de la planification et les recommandations qu'il contient aient été adoptés et que le Conseil ait apprécié et approuvé les travaux utiles accomplis par le FISE. Elle tient aussi à remercier le Conseil d'avoir élu son pays à la Commission de la population, à la Commission des droits de l'homme et au Conseil d'administration du FISE. En terminant, le représentant de l'Inde remercie tous les membres du Bureau du Conseil, ainsi que le Secrétariat, de la manière dont ils ont su contribuer à la bonne marche des travaux de la session.

61. M. DUPRAZ (France), prenant la parole au nom des délégations du Royaume-Uni, de l'Australie, de l'Autriche, du Japon, du Luxembourg, et de l'Italie, remercie le Président et le Bureau du Conseil de la maîtrise avec laquelle ils ont dirigé les travaux de la session. Il est des plus encourageant de noter la valeur des contributions apportées aux débats par les membres supplémentaires des comités de session, dont la présence préfigure l'élargissement de la composition du Conseil. Toutefois, certains des problèmes épineux dont le Conseil était saisi sont restés sans solution, la plus importante de ces questions étant celle de la révision et la réévaluation du rôle du Conseil. Il faut espérer que la Décennie des Nations Unies pour le développement se doublera d'une décennie de la coordination; il est impensable que le Conseil, étant donné les pouvoirs que lui confère la Charte, passe au second rang, après les nouvelles institutions qui seront établies sur la base des recommandations de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement. Il faut qu'il conserve sa fonction de haute direction et de coordination des organismes qui n'ont qu'un rôle opérationnel. De plus, tout amoindrissement de son importance nuirait gravement à l'ensemble du système des Nations Unies. On a souligné, pendant toute la session, l'acuité de ce problème et il importe que toutes les délégations réaffirment leur foi dans le Conseil et dans le rôle d'importance vitale qu'il exerce vis-à-vis de tous les peuples du monde.

62. M. ARKADIEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) remercie le Président et le Bureau du Conseil d'avoir si bien guidé les travaux de la session, et remercie aussi le Secrétariat de la contribution qu'il a apportée à la bonne marche de ces travaux. Cette session s'est déroulée dans le calme et l'harmonie, bien que le Conseil ait eu à traiter de questions de fond particulièrement nombreuses. Grâce au climat de coopération qui a régné, des délégations aux vues très différentes ont pu se mettre d'accord sur plusieurs questions importantes, telles que celle des conséquences économiques et sociales du désarmement. M. Arkadiev souscrit sans réserve à l'opinion du Président sur la nécessité de donner une publicité plus étendue aux travaux du Conseil. Il faudrait, en particulier, diffuser plus largement la

documentation considérable qui traite de problèmes d'importance vitale.

63. Toutefois, l'unanimité n'a pas été réalisée sur toutes les questions. Par exemple, la délégation soviétique reste opposée à la fusion du PEAT et du Fonds spécial. Elle ne peut considérer la décision du Conseil comme bonne, car elle est convaincue que cette fusion nuira aux intérêts des pays en voie de développement.

64. La participation de neuf autres pays aux travaux des comités a permis d'élargir et d'approfondir la discussion de nombreux problèmes. Par exemple, les pays africains représentés au Comité économique ont pu exprimer leurs vues sur la participation de l'Angola, du Mozambique et du Sud-Ouest africain aux travaux de la CEA.

65. Il reste encore beaucoup à faire et de nombreuses possibilités d'action appellent l'initiative. Il faudra, notamment, donner suite aux recommandations de la Conférence sur le commerce et le développement et il est à espérer que les mesures prises constitueront un premier pas vers la création d'une organisation internationale du commerce, instrument certain de promotion du commerce mondial.

66. M. WILLIAMS (Etats-Unis d'Amérique) remercie les présidents des comités du Conseil du talent avec lequel ils ont guidé les travaux de ces organismes. Il tient particulièrement à remercier le Président du Conseil de l'autorité dont il a fait preuve, de la manière dont il a compris les problèmes de fond et de procédure, et de la brillante récapitulation qu'il a présentée des travaux de la session.

67. Cette session a été particulièrement utile en raison de la participation de neuf autres pays aux comités de session. Du point de vue du progrès économique et social des pays en voie de développement, l'un des traits les plus marquants de la session a été la décision prise sur la fusion du PEAT et du Fonds spécial. La délégation des Etats-Unis est convaincue que cette mesure accroîtra sensiblement l'efficacité de l'œuvre d'assistance technique des Nations Unies et des activités de préinvestissement.

68. Les Etats-Unis sont un pays révolutionnaire. Ils sont nés d'une révolution, mais leur révolution n'est pas encore achevée. Les grands idéaux qui ont inspiré leurs

fondateurs ne sont pas complètement réalisés et l'on s'efforce toujours d'étendre à tous les citoyens la jouissance des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Les Etats-Unis sont aussi le champion de la liberté de tous les pays et ne se laissent pas absorber uniquement par leurs affaires intérieures. Ils tiennent à ce que tous les pays jouissent des libertés et des avantages que possèdent déjà un très grand nombre de citoyens américains. C'est pourquoi ils ont à cœur, sans aucune arrière-pensée, les objectifs et les principes des Nations Unies et apportent leur appui financier et politique à tous les programmes de l'Organisation, même lorsqu'ils en contestent la sagesse et la nécessité. Ils préfèrent l'action aux discours. Si l'on entend améliorer le sort de l'humanité, il faut soutenir les institutions qui doivent permettre d'y parvenir, même si les mesures qu'elles prennent paraissent difficiles à accepter ou inconfortables. Il faut que le monde moderne se place sous le signe du droit et non sous le signe de l'arbitraire; il faut évaluer les problèmes dont le Conseil est saisi d'après les critères du droit et de la légalité, pour assurer à tous les hommes la dignité et la justice. Les Etats-Unis sont indéfectiblement attachés à l'œuvre entreprise par le Conseil pour atteindre ces objectifs et invitent tous les autres membres à faire comme eux.

69. M. KURKA (Tchécoslovaquie) dit que la façon harmonieuse dont la session s'est déroulée montre que le Conseil a eu raison de faire confiance à son Président et aux présidents des comités. Cette session a eu bien des résultats utiles, dont certains peuvent déjà être évalués, alors que d'autres feront l'objet de nouveaux débats à l'Assemblée et dans d'autres organismes. L'esprit de coopération et de conciliation qui a régné pendant toute la session et la contribution utile apportée par les neuf pays membres supplémentaires des comités de session, ont contribué à assurer le succès d'une session des plus satisfaisantes. Il faut espérer qu'elle a préparé la voie à un accord sur les problèmes en suspens au cours des sessions à venir.

70. Le PRÉSIDENT remercie les membres des éloges qu'ils ont formulés et prononce l'ajournement de la trente-septième session du Conseil.

La séance est levée à 13 h 30.

ADRESSES OÙ LES PUBLICATIONS DES NATIONS UNIES ET DE LA COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE SONT EN VENTE

AFRIQUE

AFRIQUE DU SUD: VAN SCHAIK'S BOOK STORE (PTY), LTD., Church Street, Box 724, Pretoria.
TECHNICAL BOOKS (PTY), LTD., Faraday House, P. O. Box 2866, 40 St. George's Street, Cape Town.
CAMEROUN: LIBRAIRIE DU PEUPLE AFRICAINE La Gérante, B. P. 1197, Yaoundé.
DIFFUSION INTERNATIONALE CAMEROUNAISE DU LIVRE ET DE LA PRESSE, Sangmelima.
CONGO (Léopoldville): INSTITUT POLITIQUE CONGOLAIS, B. P. 2307, Léopoldville.
ETHIOPIE: INTERNATIONAL PRESS AGENCY P. O. Box 120, Addis-Abeba.
GHANA: UNIVERSITY BOOKSHOP University College of Ghana, Legon, Accra.
KENYA: THE E.S.A. BOOKSHOP, Box 30167, Nairobi.
LIBYE: SUDKI EL JERBI (BOOKSELLERS) P. O. Box 78, Istiklal Street, Benghazi.
MAROC: AUX BELLES IMAGES 281, avenue Mohammed V, Rabat.
NIGÉRIA: UNIVERSITY BOOKSHOP (NIGERIA) LTD. University College, Ibadan.
NYASSALAND: BOOKERS (NYASSALAND) LTD. Lontyre House, P. O. Box 34, Blantyre.
UGANDA: UGANDA BOOKSHOP P. O. Box 145, Kampala.
RÉPUBLIQUE ARABE UNIE: LIBRAIRIE "LA RENAISSANCE D'ÉGYPTÉ" 9 Sh. Adly Pasha, Le Caire.
AL NAHDA EL ARABIA BOOKSHOP 32 Abd-el-Khalek Sarwari, Le Caire.
RHODÉSIE DU NORD: J. BELDING, P. O. Box 750, Mufulira.
RHODÉSIE DU SUD: THE BOOK CENTRE, First Street, Salisbury.
TANGANYIKA: DAR-ES-SALAAM BOOKSHOP P. O. Box 9030, Dar es-Salaam.

AMÉRIQUE DU NORD

CANADA: L'IMPRIMEUR DE LA REINE Ottawa, Ontario.
ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE: SALES SECTION, UNITED NATIONS, New York.
Porto Rico: FAN AMERICAN BOOK CO. P. O. Box 3511, San Juan 17.
BOOKSTORE, UNIVERSITY OF PUERTO RICO Rio Piedras.

AMÉRIQUE LATINE

ARGENTINE: EDITORIAL SUDAMERICANA, S. A. Alsina 500, Buenos Aires.
BOLIVIE: LIBRERIA SELECCIONES, Casilla 972, La Paz.
LOS AMIGOS DEL LIBRO Calle Perú esq. España, Casilla 450, Cochabamba.
BRÉSIL: LIVRARIA AGIR Rua Mexico 98-B, Caixa Postal 3291, Rio de Janeiro.
LIVRARIA FREITAS BASTOS, 3. A. Caixa Postal 899, Rio de Janeiro.
LIVRARIA KOSMOS EDITORA Rua Rosario 135/137, Rio de Janeiro.
CHILI: EDITORIAL DEL PACIFICO, Ahumada 57, Santiago.
LIBRERIA IVENS, Casilla 205, Santiago.
COLOMBIE: LIBRERIA AMERICA, Calle 51 Núm. 49-58, Medellín.
LIBRERIA BUCHHOLZ Av. Jiménez de Quesada 8-40, Bogotá.
COSTA RICA: IMPRENTA Y LIBRERIA TREJCS Apartado 1313, San José.
CUBA: CUBARTIMPEX Apartado Postal 6540, La Habana.
EL SALVADOR: LIBRERIA CULTURAL SALVADOREÑA 2a. Av. Sur, San Salvador.
MANUEL NAVAS Y CIA. 1a. Avenida Sur 37, San Salvador.
ÉQUATEUR: LIBRERIA CIENTIFICA Casilla 362, Guayaquil.
LIBRERIA UNIVERSITARIA Calle García Moreno 739, Quito.
GUATÉMALA: LIBRERIA CERVANTES 5a. Av. 9 39, Zona 1, Guatemala.
SOCIEDAD ECONOMICA-FINANCIERA 6a. Av. 14-33, Guatemala.
HAÏTI: LIBRAIRIE "À LA CARAVELLE", Port-au-Prince.
HONDURAS: LIBRERIA PANAMERICANA, Tegucigalpa.
MEXIQUE: EDITORIAL HERMES, S. A. Ignacio Mariscal 41, México, D. F.
PANAMA: JOSE MENENDEZ Agencia Internacional de Publicaciones, Apartado 2052, Av. 18A Sur 21-58, Panamá.

PARAGUAY: AGENCIA DE LIBRERIAS DE SALVADOR NIZZA Calle Pte. Franco No. 39-43, Asunción.
PÉROU: LIBRERIA INTERNACIONAL DEL PERU, S. A. Casilla 1417, Lima.
LIBRERIA STUDIUM, S. A. Amargura 939, Apartado 2139, Lima.
RÉPUBLIQUE DOMINICAINE: LIBRERIA DOMINICANA Mercedes 49, Santo Domingo.
URUGUAY: LIBRERIA RAFAEL BARRETT Ramón Anador 4030, Montevideo.
REPRESENTACION DE EDITORIALES, PROF. H. D'ELIA Plaza Cagancha 1342, 1° piso, Montevideo.
VENEZUELA: LIBRERIA DEL ESTE Av. Miranda, No. 52, Edf. Galpán, Caracas.

ASIE

BIRMANIE: CURATOR, GOVT. BOOK DEPOT, Rangoon.
CAMBODGE: ENTREPRISE KHMÈRE DE LIBRAIRIE Imprimerie & Papeterie, S. à R. L., Phnom-Penh.
CEYLAN: LAKE HOUSE BOOKSHOP Assoc. Newspapers of Ceylon, P. O. Box 244, Colombo.
CHINE: THE WORLD BOOK COMPANY, LTD. 99 Chung King Road, 1st Section, Taipei, Taiwan.
THE COMMERCIAL PRESS, LTD. 211 Honan Road, Shanghai.
CORÉE (RÉPUBLIQUE DE): EUL-YOO PUBLISHING CO., LTD., 5, 2-KA, Chongno, Seoul.
HONG-KONG: THE SWINDON BOOK COMPANY 25 Nathan Road, Kowloon.
INDE: ORIENT LONGMANS Bombay, Calcutta, Hyderabad, Madras et New Delhi.
OXFORD BOOK & STATIONERY COMPANY Calcutta et New Delhi.
INDONÉSIE: PEMBANGUNAN, LTD. Gunung Sahari 84, Djakarta.
JAPON: MARUZEN COMPANY, LTD. 6 Tori-Nichome, Nihonbashi, Tokyo.
PAKISTAN: THE PAKISTAN CO-OPERATIVE BOOK SOCIETY Dacca, East Pakistan.
PUBLISHERS UNITED, LTD., Lahore.
THOMAS & THOMAS, Karachi.
PHILIPPINES: PHILIPPINE EDUCATION COMPANY, INC. 1104 Castillejos, P. O. Box 620, Quiapo, Manila.
POPULAR BOOKSTORE, 1573 Doroteo Jose, Manila.
SINGAPOUR: THE CITY BOOK STORE, LTD. Collyer Quay.
THAÏLANDE: PRAMUAN MIT, LTD. 55 Chakrawat Road, Wat Tuk, Bangkok.
NIBONDH & CO., LTD. New Road, Sikak Phya Sri, Bangkok.
SUKSAPAN PANIT Mansion 9, Rajadamnern Avenue, Bangkok.
VIÊT-NAM (RÉPUBLIQUE DU): LIBRAIRIE-PAPETERIE XUÂN THU 185, rue Tu-do, B. P. 283, Saigon.

EUROPE

ALLEMAGNE (RÉP. FÉDÉRALE D'): R. EISENSCHMIDT Schwanthaler Str. 59, Frankfurt/Main.
ELWERT UND MEURER Hauptstrasse 101, Berlin-Schöneberg.
ALEXANDER HORN, Spiegelgasse 9, Wiesbaden.
W. E. SAARBACH, Gertrudenstrasse 30, Köln (1).
AUTRICHE: GEROLD & COMPANY, Graben 31, Wien, 1.
GEORG FROMME & CO., Spengergasse 39, Wien, V.
BELGIQUE: AGENCE ET MESSAGERIES DE LA PRESSE, S. A., 14-22, rue du Persil, Bruxelles.
BULGARIE: RAZNOJZNS, 1, Tzar Assen, Sofia.
CHYPRE: PAN PUBLISHING HOUSE 10 Alexander the Great Street, Strovolos.
DANEMARK: EJNAR MUNKSGAARD, LTD. Nørregade 6, København, K.
ESPAGNE: AGUILAR S. A. DE EDICIONES Juan Bravo 38, Madrid 6.
LIBRERIA BOSCH, Ronda Universidad 11, Barcelona.
LIBRERIA MUNDI-PRENSA, Castelló 37, Madrid.
FINLANDE: AKATEEMINEN KIRJAKAUPPA 2 Keskuskatu, Helsinki.
FRANCE: EDITIONS A. PÉDONE 13, rue Soufflot, Paris (5°).
GRÈCE: LIBRAIRIE KAUFFMANN 28, rue du Stade, Athènes.
HONGRIE: KULTURA, B. P. 149, Budapest 62.

IRLANDE: STATIONERY OFFICE, Dublin.
ISLANDE: BÓKAVERZLUN SIGFÚSAR EYMUNDSSONAR H. F. Austurstræti 18, Reykjavík.
ITALIE: LIBRERIA COMMISSIONARIA SANSONI Via Gino Capponi 26, Firenze, et Via Paolo Mercuri 19/8, Roma.
AGENZIA E. I. O. U., Via Meravigli 16, Milano.
LUXEMBOURG: LIBRAIRIE J. TRAUSCHSCHUMMER Place du Théâtre, Luxembourg.
NORVÈGE: JOHAN GRUNDT TANUM Karl Johansgate, 41, Oslo.
PAYS-BAS: N.V. MARTINUS NIJHOFF Lange Voorhout 9, 's-Gravenhage.
POLOGNE: PAN, Pałac Kultury i Nauki, Warszawa.
PORTUGAL: LIVRARIA RODRIGUES & CIA. 186 rua Aurea, Lisboa.
ROUMANIE: CARTIMEX, Str. Aristide Briand 14-18, B. P. 134-135, Bucaresti.
ROYAUME-UNI: H. M. STATIONERY OFFICE P. O. Box 569, London, S.E. 1 (et agences HMSO à Belfast, Birmingham, Bristol, Cardiff, Edinburgh, Manchester).
SUÈDE: C. E. FRITZES KUNGL. HOVBOKHANDEL A-B Fredsgatan 2, Stockholm.
SUISSE: LIBRAIRIE PAYOT, S. A., Lausanne, Genève.
HANS RAUNHARDT, Kirchgasse 17, Zürich 1.
TCHÉCOSLOVAQUIE: ARTIA LTD., 30 ve Směčkáč, Praha, 2.
TURQUIE: LIBRAIRIE HACHETTE 469 Istiklal Caddesi, Beyoglu, Istanbul.
UNION DES RÉPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIÉTIQUES: MEJDOUNARODNAJA KNIGA Smolenskaja Plochtchad, Moskva.
YUGOSLAVIE: CANKARJEVA ZALOŽBA, Ljubljana, Slovenia.
DRŽAVNO PREDUZEĆE Jugoslovenska Knjižica, Terazije 27/11, Beograd.
PROSVJETA, 5, Trg Bratstva i Jedinstva, Zagreb.
PROSVETA PUBLISHING HOUSE, Import-Export Division, B. P. 559, Terazija 16/1, Beograd.

INDES OCCIDENTALES

BERMUDES: BERMUDA BOOK STORES Reid and Burnaby Streets, Hamilton.
CURAÇAO (ANTILLES NÉERLANDAISES): BOEKHANDEL SALAS, B. P. 44.
GUYANE BRITANNIQUE: BOOKERS STORES, LTD. 20-23 Church Street, Georgetown.
JAMAÏQUE: SANGSTERS BOOK ROOM 91 Harbour Street, Kingston.
TRINITÉ ET TOBAGO: CAMPBELL BOOKER LTD., Port of Spain.

MOYEN-ORIENT

IRAK: MACKENZIE'S BOOKSHOP, Baghdad.
IRAN: MEHR AYIN BOOKSHOP Abbas Abad Avenue, Isfahan.
ISRAËL: BLUMSTEIN'S BOOKSTORES 35 Allenby Rd. et 48 Nachlat Benjamin St., Tel Aviv.
JORDANIE: JOSEPH I. BAHOUS & CO. Dar-ul-Kutub, Box 66, Amman.
LIBAN: KHAYAT'S COLLEGE BOOK CO-OPERATIVE 92-94, rue Bliss, Beyrouth.

OCÉANIE

AUSTRALIE: U. N. ASSOCIATION OF AUSTRALIA McEwan House, 343 Little Collins St., Melbourne C. 1., Vic.
WEA BOOKROOM, University, Adelaide, S. A.
UNIVERSITY BOOKSHOP, St. Lucia, Brisbane, Qld.
THE EDUCATIONAL AND TECHNICAL BOOK AGENCY Parap Shopping Centre, Darwin, N.T.
COLLINS BOOK DEPOT PTY. LTD. Monash University, Wellington Road, Clayfield, Vic.
COLLINS BOOK DEPOT PTY. LTD. 363 Swanston Street, Melbourne, Vic.
THE UNIVERSITY BOOKSHOP, Nedlands, W.A.
UNIVERSITY BOOKROOM University of Melbourne, Parkville N.2, Vic.
UNIVERSITY CO-OPERATIVE BOOKSHOP LIMITED Manning Road, University of Sydney, N.S.W.
NOUVELLE-ZÉLANDE: GOVERNMENT PRINTING OFFICE Private Bag, Wellington (et Government Bookshops à Auckland, Christchurch et Dunedin).

[64F1]

Les publications de l'Organisation des Nations Unies peuvent être achetées ou commandées en librairie dans le monde entier et payées en monnaie locale. Pour plus amples renseignements, écrire à la Section des ventes, ONU, New York, N. Y. 10017, ou à la Section des ventes, ONU, Palais des Nations, Genève (Suisse).

E/SR.1352 à 1354

Fascicule liminaire



CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

DOCUMENTS OFFICIELS

REPRISE DE LA TRENTE-SEPTIEME SESSION

1 - 8 mars 1965

NATIONS UNIES

New York, 1965

AVERTISSEMENT

Les *Documents officiels du Conseil économique et social* comprennent les comptes rendus des séances, les annexes à ces comptes rendus et les suppléments. Les comptes rendus des séances contiennent les corrections apportées à la demande des délégations et toutes autres modifications qu'exigent les travaux d'édition. On trouvera dans le fascicule liminaire un répertoire de tous les documents mentionnés au cours de la session.

*

* *

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.

Abréviations et sigles

AID	Association internationale de développement.
AIEA	Agence internationale de l'énergie atomique.
Banque, Banque mondiale	Banque internationale pour la reconstruction et le développement.
CAT	Comité de l'assistance technique.
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture.
SFI	Société financière internationale.
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.

TABLE DES MATIERES

	Pages		Pages
Liste des délégations	iv	POINT 48 DE L'ORDRE DU JOUR:	
Ordre du jour	vi	Modifications au calendrier des conférences pour 1965 (<u>fin</u>)	
Répertoire des documents.	vii	Date et lieu de la session d'été du Comité de l'assistance technique et du Comité de l'habitation, de la construction et de la planification	5
		Lieu des troisième et quatrième sessions du Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement.	6
1352ème séance		POINT 39 DE L'ORDRE DU JOUR:	
<i>Lundi 1er mars 1965, à 11 heures</i>		Elections	
HOMMAGE A LA MEMOIRE DE M. ADOLF SCHARF, PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE D'AUTRICHE.	1	Election des neuf membres supplémentaires des comités de session du Conseil	7
SUSPENSION DE L'APPLICATION DE L'ARTICLE 20 DU REGLEMENT INTERIEUR . .	1	POINT 42 DE L'ORDRE DU JOUR:	
EXAMEN DE L'ORDRE DU JOUR DE LA REPRISE DE LA TRENTE-SEPTIEME SESSION	1	Programme de travail du Conseil pour 1965 .	7
POINT 41 DE L'ORDRE DU JOUR:		DECLARATION DU PRESIDENT PAR INTERIM.	10
Confirmation de la nomination de membres des commissions techniques du Conseil . . .	2	1354ème séance (séance de clôture)	
POINT 47 DE L'ORDRE DU JOUR:		<i>Lundi 8 mars 1965, à 11 heures</i>	
Question de la prorogation du mandat des membres de la Commission du commerce international des produits de base et de l'élection de membres de la Commission	3	DECLARATION DU PRESIDENT PAR INTERIM.	11
POINT 48 DE L'ORDRE DU JOUR:		POINT 42 DE L'ORDRE DU JOUR:	
Modifications au calendrier des conférences pour 1965	3	Programme de travail du Conseil pour 1965 (<u>fin</u>)	11
		POINT 41 DE L'ORDRE DU JOUR:	
1353ème séance		Confirmation de la nomination de membres des commissions techniques du Conseil (<u>fin</u>)	13
<i>Lundi 1er mars 1965, à 15 h 20</i>		POINT 39 DE L'ORDRE DU JOUR:	
POINT 47 DE L'ORDRE DU JOUR:		Elections (<u>fin</u>)	
Question de la prorogation du mandat des membres de la Commission du commerce international des produits de base et de l'élection de membres de la Commission (<u>fin</u>)	5	Election de membres du Comité de l'assistance technique	13
		Election de membres du Comité du développement industriel.	14
		Election de membres du Comité du Conseil chargé des organisations non gouvernementales.	14
		Election de membres du Comité spécial de coordination	14
		CLOTURE DE LA SESSION.	14

LISTE DES DELEGATIONS

La liste des délégations ci-dessous comprend les nouveaux membres du Conseil, ainsi que les noms ajoutés à la liste des délégations de la trente-septième session et tout autre changement apporté par les Etats Membres dans leur représentation à la reprise de la session.

Membres du Conseil

ALGERIE

Représentant:

S.E. M. Tewfik Bouattoura, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire, représentant permanent auprès de l'Organisation des Nations Unies.

Suppléants:

M. Raouf Boudjakdji;
M. Hocine Djoudi, conseiller, membre de la mission permanente.

ARGENTINE

Représentant:

M. Raúl A. J. Quijano, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire, représentant permanent adjoint auprès de l'Organisation des Nations Unies, chargé d'affaires par intérim.

Suppléants:

M. Eduardo Bradley, conseiller économique, membre de la mission permanente;
M. Juan Carlos Beltramino, conseiller, membre de la mission permanente.

CANADA

Représentant:

S.E. M. Paul Tremblay, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire, représentant permanent auprès de l'Organisation des Nations Unies.

Suppléant:

M. Gordon E. Cox, ministre représentant permanent adjoint auprès de l'Organisation des Nations Unies.

Conseillers:

M. V. G. Turner, premier secrétaire, membre de la mission permanente;
M. R. W. MacLaren, deuxième secrétaire, membre de la mission permanente;
M. Gilles Grondin, deuxième secrétaire, membre de la mission permanente.

CHILI

Représentant:

M. Javier Illanes, conseiller, membre de la mission permanente.

Suppléant:

M. Uldaricio Figueroa.

EQUATEUR

Représentant:

S.E. le Dr Leopoldo Benites, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire, représentant permanent auprès de l'Organisation des Nations Unies.

GABON

Représentant:

M. Simon Pither, conseiller, membre de la mission permanente.

JAPON

Suppléant:

S.E. M. Koh Chiba, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire, représentant permanent adjoint auprès de l'Organisation des Nations Unies.

Conseiller:

M. Kunio Muraoka, troisième secrétaire, membre de la mission permanente.

LUXEMBOURG

Représentant:

S.E. M. Pierre Wurth, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire, représentant permanent auprès de l'Organisation des Nations Unies.

Suppléant:

M. Jules Woulbroun, conseiller économique, membre de la mission permanente de la Belgique auprès de l'Organisation des Nations Unies.

Conseiller:

M. André Onkelinx, secrétaire d'ambassade, membre de la mission permanente de la Belgique auprès de l'Organisation des Nations Unies.

PAKISTAN

Représentant:

S.E. le sayed Amjad Ali, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire, représentant permanent auprès de l'Organisation des Nations Unies.

Suppléant:

M. S.A.M.S. Kibria, deuxième secrétaire, membre de la mission permanente.

PEROU

Représentant:

S.E. le Dr Alberto Arca Parró, sénateur, ambassadeur.

Suppléant:

Le Dr Jorge Pablo Fernandini, ministre conseiller, membre de la mission permanente.

ROUMANIE

Représentant:

S.E. le Pr Mihail Haseganu, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire, représentant permanent auprès de l'Organisation des Nations Unies.

Suppléant:

M. Emeric Dimbu, premier secrétaire, membre de la mission permanente.

Conseillers:

M. Aurel Costescu, deuxième secrétaire, membre de la mission permanente;
M. Romulus Neagu, deuxième secrétaire, membre de la mission permanente;
M. Gheorge Popa, deuxième secrétaire, membre de la mission permanente.

TCHECOSLOVAQUIE

Représentant:

S.E. le Pr Jiří Hájek, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire, représentant permanent auprès de l'Organisation des Nations Unies.

Suppléant:

Le Dr Ladislav Šmíd, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire, représentant permanent adjoint auprès de l'Organisation des Nations Unies.

Conseiller:

M. Ludek Handl, troisième secrétaire, membre de la mission permanente.

UNION DES REPUBLIQUES SOCIALISTES
SOVIETIQUES*Suppléant:*

M. E.N. Makeev, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire, représentant permanent adjoint auprès de l'Organisation des Nations Unies.

Conseillers:

M. M.M. Tarassov, conseiller, membre de la mission permanente;
M. E.V. Koudryavtsov, deuxième secrétaire, membre de la mission permanente;
M. N.I. Alenotchkine, troisième secrétaire, membre de la mission permanente;
M. I.N. Mossine, attaché, membre de la mission permanente;
M. N.I. Filimonov, attaché, membre de la mission permanente.

Membres de l'Organisation des Nations Unies
représentés par des observateurs

AUSTRALIE

Observateurs:

M. J.C. Ingram, conseiller, membre de la mission permanente;
M. A.C. Wilson, troisième secrétaire, membre de la mission permanente.

MEXIQUE

Observateur:

Le Dr Francisco Cuevas Cancino, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire, représentant suppléant auprès de l'Organisation des Nations Unies, chargé d'affaires par intérim.

REPUBLIQUE SOCIALISTE SOVIETIQUE D'UKRAINE

Observateur:

M. Y.N. Kochubei, deuxième secrétaire, membre de la mission permanente.

TURQUIE

Observateur:

M. Ayhan Kamel, premier secrétaire, membre de la mission permanente.

ORDRE DU JOUR
de la reprise de la trente-septième session ^{1/}

- 39. Elections ^{2/}.
- 41. Confirmation de la nomination de membres des commissions techniques du Conseil.
- 42. Programme de travail du Conseil pour 1965.
- 47. Question de la prorogation du mandat des membres de la Commission du commerce international des produits de base et de l'élection de membres de la Commission ^{3/}.
- 48. Modifications au calendrier des conférences pour 1965 ^{3/}.

^{1/} Les points 1 à 38, 40 et 43 à 46 ont été examinés au cours de la première partie de la session.

^{2/} Point examiné partiellement au cours de la première partie de la session.

^{3/} Question supplémentaire inscrite à l'ordre du jour par le Conseil à sa 1352ème séance, le 1er mars 1965.

REPERTOIRE DES DOCUMENTS

Note. — On trouvera ci-dessous les documents mentionnés au cours de la reprise de la trente-septième session. Le point pertinent de l'ordre du jour n'est indiqué que pour les documents de cette session. La mention d'un point de l'ordre du jour suivie d'un astérisque signifie que le document a été publié dans le fascicule correspondant des *Documents officiels du Conseil économique et social, reprise de la trente-septième session, Annexes*.

<i>Cotes des documents</i>	<i>Titres</i>	<i>Points de l'ordre du jour</i>	<i>Observations et références</i>
E/3994 et Corr.1 et Add.1 à 3	Note du Secrétaire général	41	Miméographié. Pour la liste des représentants de membres dont la nomination a été confirmée, voir <u>Documents officiels du Conseil économique et social, reprise de la trente-septième session, Supplément No 1A</u> , "Autres décisions prises par le Conseil au cours de la reprise de sa trente-septième session".
E/3987/Add.1 et 2	Calendrier des conférences et des réunions pour 1965; additifs		Miméographié.
E/3997	Examen du plan des conférences et du calendrier des conférences pour 1965; amendements qui en découlent pour le règlement intérieur du Conseil. — Note du Secrétaire général		Miméographié. Renvoyé à une session ultérieure.
E/4001	Note du Secrétaire général	48*	
E/4002	Note du Secrétaire général	48	Miméographié.
E/AC.24/L.252	Revision et réévaluation du Conseil économique et social. — Algérie, Cameroun, Chili, Ghana, Inde, Indonésie, Irak, Iran, Sénégal, République arabe unie, République-Unie du Tanganyika et de Zanzibar et Yougoslavie; projet de résolution		<u>Idem.</u>
E/L.1067 et Corr.1	Projet de programme établi par le Secrétaire général	42	<u>Idem.</u>
E/L.1068	Ordre du jour de la reprise de la trente-septième session: note du Secrétaire général		Miméographié. Pour l'ordre du jour de la reprise de la trente-septième session, voir ci-dessus, p. vi.
E/RES.1050 (XXXVII)	Résolution adoptée par le Conseil à la reprise de sa trente-septième session	47	Voir <u>Documents officiels du Conseil économique et social, reprise de la trente-septième session, Supplément No 1A, résolution 1050 (XXXVII)</u> .



CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Reprise de la trente-septième session

DOCUMENTS OFFICIELS

Lundi 1er mars 1965,
à 11 heures

NEW YORK

SOMMAIRE

	Pages
<i>Hommage à la mémoire de M. Adolf Schärf, président de la République d'Autriche.</i>	1
<i>Suspension de l'application de l'article 20 du règlement intérieur.</i>	1
<i>Examen de l'ordre du jour de la reprise de la trente-septième session.</i>	1
<i>Point 41 de l'ordre du jour:</i> <i>Confirmation de la nomination de membres des commissions techniques du Conseil . . .</i>	2
<i>Point 47 de l'ordre du jour:</i> <i>Question de la prorogation du mandat des membres de la Commission du commerce international des produits de base et de l'élection de membres de la Commission . .</i>	3
<i>Point 48 de l'ordre du jour:</i> <i>Modifications au calendrier des conférences pour 1965</i>	3

Président par intérim: M. Akira MATSUI (Japon).

Présents:

Les représentants des Etats suivants, membres du Conseil: Algérie, Argentine, Autriche, Canada, Chili, Equateur, Etats-Unis d'Amérique, France, Gabon, Irak, Japon, Luxembourg, Pakistan, Pérou, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Tchécoslovaquie, Union des Républiques socialistes soviétiques.

Les observateurs des Etats Membres suivants: Afghanistan, Australie, Brésil, Chine, Costa Rica, Cuba, Danemark, Espagne, Grèce, Hongrie, Inde, Israël, Italie, Mexique, Nigéria, Nouvelle-Zélande, Pologne, République socialiste soviétique d'Ukraine, Suède, Trinité et Tobago, Tunisie, Turquie.

L'observateur de l'Etat non membre suivant: Suisse.

Les représentants des institutions spécialisées suivantes: Organisation internationale du Travail, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, Organisation mondiale de la santé, Banque internationale pour la reconstruction et le développement, Fonds monétaire international.

Le représentant de l'Agence internationale de l'énergie atomique.

Hommage à la mémoire de M. Adolf Schärf,
président de la République d'Autriche

Sur l'invitation du Président par intérim, les membres du Conseil observent une minute de silence en hommage à la mémoire de M. Adolf Schärf, président de la République d'Autriche.

Suspension de l'application de l'article 20
du règlement intérieur

1. Le PRESIDENT par intérim propose au Conseil de remettre à la trente-huitième session l'élection des membres de son bureau pour 1965.

Il en est ainsi décidé.

Examen de l'ordre du jour de la reprise
de la trente-septième session (E/L.1068)

2. M. ARKADYEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) appelle l'attention sur les propositions faites dans la note du Secrétaire général (E/L.1068) au sujet du point 39 de l'ordre du jour (Elections). La délégation de l'Union soviétique ne saurait accepter que les élections des membres du Comité de l'assistance technique (CAT) et du Comité du développement industriel soient remises à la trente-huitième session, car les membres de ces comités auraient dû entrer en fonctions dès le début de 1965. M. Arkadyev propose de procéder sans délai auxdites élections.

3. M. RENAUD (France) estime que le Conseil devrait élire les membres du Comité de l'assistance technique et du Comité du développement industriel conformément à la procédure habituelle. Pour ce qui est du CAT, la résolution 863 (XXXII) du Conseil prévoit expressément la procédure à suivre dans le cas d'un élargissement de la composition du Conseil, de sorte qu'il est inutile que le Conseil anticipe la décision que l'Assemblée générale pourrait prendre à ce sujet. Le Conseil devrait se borner à suivre la procédure normale et modifier ses décisions en fonction de celles de l'Assemblée lorsque ces dernières auront effectivement été prises.

4. Sir Keith UNWIN (Royaume-Uni) dit que sa délégation avait supposé — à tort ou à raison — que le Conseil adopterait la proposition du Secrétaire général tendant à remettre à la trente-huitième session les élections des membres du CAT et du Comité du développement industriel. La délégation britannique ne sait pas quels sont les candidats à ces organes, et il lui serait extrêmement difficile de participer au vote au cours de la reprise de la trente-septième session.

5. M. Amjad ALI (Pakistan) se trouve dans la même situation que le représentant du Royaume-Uni. La délégation pakistanaise préférerait que les élections en question aient lieu à la trente-huitième session ou du moins à un stade ultérieur de la session en cours.

6. M. ARKADYEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) comprend parfaitement les difficultés des délégations du Royaume-Uni et du Pakistan. Il propose donc que les élections en question aient lieu à la session en cours, dans une semaine environ.

7. M. PITHER (Gabon) s'associe aux observations faites par les représentants de la France et du Pakistan. Il trouverait lui aussi difficile de participer aux élections des membres du Comité de l'assistance technique et du Comité du développement industriel si ces élections avaient lieu immédiatement.

8. M. PACHACHI (Irak) insiste sur la nécessité urgente d'élire les membres du CAT et du Comité du développement industriel, puisque ces membres auraient dû entrer en fonctions dès le début de 1965. Les membres des autres organes à élire au cours de la trente-huitième session ne doivent, eux, entrer en fonctions qu'au début de 1966. C'est pourquoi M. Pachachi appuie la proposition de l'Union soviétique tendant à ce que les membres des organes en question soient élus à la session en cours après un délai raisonnable.

9. M. BOUATTOURA (Algérie) estime que l'élection des membres du CAT et du Comité du développement industriel devrait avoir lieu aussi rapidement que possible et que l'on pourrait prolonger la reprise de la trente-septième session à cette fin.

10. M. CHIBA (Japon) précise que sa délégation n'est pas au courant des candidatures présentées, car elle ne s'attendait pas que les élections aient lieu au stade actuel. Puisque le Comité du développement industriel ne se réunira qu'en mai et le CAT en juin, il y aurait largement le temps de procéder aux élections au début de la trente-huitième session.

11. M. HAJEK (Tchécoslovaquie) est opposé à ce que l'on remette les élections à la trente-huitième session, pour la raison formulée par le représentant de l'Irak. Si les élections ne peuvent avoir lieu le jour même, il ne devrait pas être difficile au Conseil de se réunir à nouveau dans un délai de quelques jours.

12. M. ARKADYEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) fait observer que les membres des deux organes en question sont censés être entrés en fonctions le 1er janvier 1965. Plus on repousse la date des élections, et plus la situation devient anormale. En tout cas, il faudra que le Conseil élise les neuf membres de ses comités de session à la session en cours, ces membres ne pouvant se mettre au travail du jour au lendemain.

13. Le PRESIDENT par intérim constate que la majorité semble disposée à élire les membres du CAT et du Comité du développement industriel à la session en cours, la semaine suivante, la date exacte devant être annoncée ultérieurement. Quant aux comités de session, il existe déjà une liste complète des candidats, que le Conseil voudra peut-être élire à sa séance suivante afin que les intéressés puissent assumer leur tâche sans délai.

Il en est ainsi décidé.

14. M. ARKADYEV (Union des Républiques socialistes soviétiques), se référant à l'alinéa a de la section III du document E/L.1068, déclare que le Groupe de travail spécial pour la question d'une déclaration sur la coopération économique internationale a été chargé d'une tâche importante dont il s'est acquitté consciencieusement. Depuis le dernier examen par le Conseil des résultats obtenus par le Groupe de travail, divers événements se sont produits qui

ont des incidences sur les travaux du Groupe, notamment la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement. Le Conseil devra décider, à la lumière de ces événements, de l'opportunité de proroger le mandat du Groupe de travail et des mesures à prendre pour donner suite à ses travaux. Toutefois, il n'y a pas là grande urgence et M. Arkadyev propose de remettre à la trente-huitième session toute décision sur ces questions.

15. M. HASEGANU (Roumanie) estime, étant donné l'importance du problème, que le peu de temps dont dispose le Conseil à sa session en cours et la situation créée du point de vue de la procédure par l'absence de débats à la dix-neuvième session de l'Assemblée générale rendent nécessaire une étude plus approfondie de cette question. M. Haseganu appuie donc la proposition que vient de faire le représentant de l'Union soviétique.

16. M. Amjad ALI (Pakistan) appuie également la proposition du représentant de l'URSS.

La proposition de l'Union soviétique est adoptée.

17. Le PRESIDENT par intérim invite le Conseil à adopter les suggestions faites par le Secrétaire général dans sa note sur l'ordre du jour (E/L.1068), sous réserve de la décision qui vient d'être prise.

Il en est ainsi décidé.

POINT 41 DE L'ORDRE DU JOUR

Confirmation de la nomination de membres des commissions techniques du Conseil (E/3994 et Corr.1 et Add.1 et 2)

18. Le PRESIDENT par intérim invite les représentants à présenter leurs observations sur la question de la confirmation de la nomination des membres des commissions techniques du Conseil (E/3994 et Corr.1 et Add.1 et 2).

19. M. HASEGANU (Roumanie), appuyé par M. ARKADYEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) et M. HAJEK (Tchécoslovaquie), fait des réserves en ce qui concerne la confirmation de la nomination de Mlle Wang à la Commission de la condition de la femme et de M. Chen à la Commission de la population, étant donné que ces personnes ne représentent ni le Gouvernement ni le peuple chinois. Seuls les représentants de la République populaire de Chine auraient le droit de parler au nom de la Chine à l'Organisation des Nations Unies.

20. M. PACHACHI (Irak) partage l'avis des trois représentants qui ont pris la parole avant lui. Il tient en outre à faire des réserves en ce qui concerne la confirmation de la nomination de M. Cohn à la Commission des droits de l'homme, la position du Gouvernement irakien touchant l'occupation illégale de la Palestine étant bien connue.

21. M. BOUATTOURA (Algérie) fait les mêmes réserves que celles formulées par le représentant de l'Irak.

22. M. Amjad ALI (Pakistan) s'associe aux réserves formulées par les représentants de la Roumanie, de la Tchécoslovaquie, de l'URSS et de l'Irak en ce qui concerne la confirmation de la nomination des trois représentants désignés par la Chine et Israël.

23. M. WILLIAMS (Etats-Unis d'Amérique) rappelle que c'est à l'Assemblée générale qu'il appartient de déterminer qui a le droit de représenter la Chine au sein des organes subsidiaires des Nations Unies. L'Assemblée générale a déjà, en maintes occasions, pris des décisions sur ce point, selon une procédure démocratique. Il est donc regrettable que cette question politique ait été soulevée au Conseil, qui n'est pas un organe politique.

24. M. RENAUD (France) rappelle à cet égard que, selon la position de son gouvernement, seule la République populaire de Chine a le droit de siéger au nom de la Chine à l'Organisation des Nations Unies.

25. Le PRESIDENT par intérim demande si, en l'absence de toute objection formelle, le Conseil accepte de confirmer la nomination des représentants de membres de ses commissions techniques dont les noms figurent dans les documents E/3994 et Corr.1 et Add.1 et 2, étant entendu que les réserves formulées par un certain nombre de délégations seront consignées dans le compte rendu de la séance du Conseil.

Il en est ainsi décidé.

26. M. PACHACHI (Irak) fait observer qu'à la trente-septième session du Conseil son pays a été élu membre de la Commission des droits de l'homme. Bien que le Gouvernement irakien n'ait pas encore désigné de représentant, il le fera incessamment. Il suggère donc que le Conseil ne s'oppose pas à ce que les gouvernements proposent la candidature d'autres représentants avant la fin de la reprise de la trente-septième session.

Il en est ainsi décidé.

POINT 47 DE L'ORDRE DU JOUR

Question de la prorogation du mandat des membres de la Commission du commerce international des produits de base et de l'élection de membres de la Commission

27. Le PRESIDENT par intérim, abordant la question de la prorogation du mandat des membres de la Commission du commerce international des produits de base, appelle l'attention du Conseil sur l'alinéa a du paragraphe 23 de la Section II de la résolution 1995 (XIX) de l'Assemblée générale, concernant la création d'une nouvelle commission des produits de base par le Conseil du commerce et du développement de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement.

28. Selon M. ARKADYEV (Union des Républiques socialistes soviétiques), puisque le Conseil ne saurait s'opposer à une décision de l'Assemblée générale, il ne lui reste qu'à approuver le changement intervenu, qui affecte la Commission du commerce international des produits de base.

29. M. RENAUD (France), rappelant que les rapports de la Commission du commerce international des produits de base ont toujours servi de base aux discussions annuelles du Conseil sur la situation de l'économie mondiale, demande si les membres du Conseil pourront disposer à l'avenir de rapports analogues.

30. M. DE SEYNES (Sous-Secrétaire aux affaires économiques et sociales) répond que la nouvelle Commission ne se réunira pas en temps voulu pour pouvoir présenter un rapport en 1965, mais qu'elle établira certainement des rapports dans les années qui suivront. D'ailleurs, le Conseil pourra, bien entendu, comme par le passé, trouver chaque année les renseignements de base dont il a besoin dans la deuxième partie de l'Etude sur l'économie mondiale.

31. Sir Keith UNWIN (Royaume-Uni) dit qu'il partage l'avis du représentant de l'URSS et qu'il n'y a pas de raison pour que le Conseil prolonge l'existence de la Commission du commerce international des produits de base, alors qu'un autre organe doit désormais exercer ses fonctions. Toutefois, le Conseil devrait prendre des dispositions pour transférer les fonctions de cette commission à la nouvelle commission d'une façon méthodique. Il propose donc qu'un texte à insérer dans les documents officiels soit élaboré et examiné à la séance suivante.

Il en est ainsi décidé.

POINT 48 DE L'ORDRE DU JOUR

Modifications au calendrier des conférences pour 1965 (E/4001, E/4002)

32. Le PRESIDENT par intérim invite le Conseil à examiner la question des modifications à apporter au calendrier des conférences pour 1965 en commençant par la date et le lieu de la session d'été du CAT; il attire l'attention du Conseil sur la note du Secrétaire général y relative (E/4002).

33. M. DE SEYNES (Sous-Secrétaire aux affaires économiques et sociales) informe le Conseil que le Secrétaire général souhaiterait aussi qu'il examine la possibilité de tenir à New York plutôt qu'à Genève, pour des raisons d'économie, la session du Comité de l'habitation, de la construction et de la planification.

34. M. WALDHEIM (Autriche) n'oppose aucune objection à la proposition du Secrétaire général (E/4002) tendant à ce que le CAT se réunisse à New York plutôt qu'à Genève. Il ne faudrait pas, toutefois, que cette décision compromette le principe général selon lequel les réunions doivent se tenir alternativement à New York et en Europe. M. Waldheim suggère que le Secrétariat donne au Conseil un aperçu des économies qui résulteraient du changement envisagé.

35. M. ARKADYEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) fait observer que le Secrétaire général a été autorisé à engager des dépenses jusqu'à concurrence du montant du budget de 1964. Puisque l'on dispose des mêmes ressources, on devrait encore pouvoir, comme d'habitude, organiser des réunions en Europe. Les travaux des organes du Conseil ont très nettement des effets dans l'ensemble du monde et il serait bon de perpétuer la tradition qui consiste à organiser des réunions en Europe et dans d'autres parties du monde.

36. M. WILLIAMS (Etats-Unis d'Amérique) reconnaît tout l'avantage qu'il y a à organiser des réunions ailleurs qu'à New York; il avait espéré, toutefois, que de nombreux membres du CAT assisteraient aux réunions qui doivent avoir lieu à San Francisco du

24 au 26 juin pour célébrer le vingtième anniversaire de la signature de la Charte des Nations Unies. Si la session du CAT se tient au Siège du 8 au 18 juin, au lieu de se tenir à Genève du 14 au 25 juin, les membres de ce comité pourront se rendre à San Francisco pour les célébrations.

37. M. PACHACHI (Irak) rappelle que le Conseil avait décidé de réexaminer la question du lieu et de la date de la session du CAT à la lumière des décisions que l'Assemblée générale devait prendre sur la fusion du Fonds spécial et du Programme élargi d'assistance technique et sur un examen d'ensemble du plan des conférences. Etant donné que l'Assemblée générale n'a pris aucune décision sur ces deux points, le Conseil n'a pas, de son côté, à prendre de décision, à moins que l'on ne puisse prouver qu'une telle décision entraînera des économies substantielles. Quant aux

célébrations prévues à San Francisco, il ne s'agit pas tant d'un problème de lieu que d'un problème de date. Si la session peut avoir lieu à Genève du 8 au 18 juin, la tradition sera respectée et les représentants qui souhaitent se rendre à San Francisco pourront le faire.

38. M. RENAUD (France) propose que le Secrétariat réponde aux deux questions posées par le représentant de l'Irak. Il s'agit de savoir si le fait de tenir les réunions à New York permettra de réaliser d'importantes économies et, au cas où les réunions auraient lieu à Genève, s'il serait possible de les commencer avant le 14 juin.

39. Le PRESIDENT par intérim dit que ces questions seront examinées au début de la séance suivante.

La séance est levée à 13 heures.



CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Reprise de la trente-septième session

DOCUMENTS OFFICIELS

Lundi 1er mars 1965,
à 15 h 20

NEW YORK

SOMMAIRE

	Pages
Point 47 de l'ordre du jour: Question de la prorogation du mandat des membres de la Commission du commerce international des produits de base et de l'élection de membres de la Commission (fin)	5
Point 48 de l'ordre du jour: Modification au calendrier des conférences pour 1965 (fin) Date et lieu de la session d'été du Comité de l'assistance technique et du Comité de l'habitation, de la construction et de la planification	5
Lieu des troisième et quatrième sessions du Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement	6
Point 39 de l'ordre du jour: Elections Election des neuf membres supplémentaires des comités de session du Conseil	7
Point 42 de l'ordre du jour: Programme de travail du Conseil pour 1965	7
Déclaration du Président par intérim	10

Président par intérim: M. Akira MATSUI (Japon).

Présents:

Les représentants des Etats suivants, membres du Conseil: Algérie, Argentine, Autriche, Canada, Chili, Equateur, Etats-Unis d'Amérique, France, Gabon, Irak, Japon, Luxembourg, Pakistan, Pérou, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Tchécoslovaquie, Union des Républiques socialistes soviétiques.

Les représentants des Etats suivants, membres supplémentaires des comités de session: Cameroun, Danemark, Ghana, Inde, Iran, Madagascar, Mexique, République arabe unie, République-Unie de Tanzanie.

Les observateurs des Etats Membres suivants: Australie, Chine, Colombie, Costa Rica, Cuba, Grèce, Hongrie, Israël, Italie, Jamaïque, Népal, Nigéria, Nouvelle-Zélande, République socialiste soviétique d'Ukraine, Sénégal, Suède, Tunisie, Turquie.

L'observateur de l'Etat non membre suivant: Suisse.

Les représentants des institutions spécialisées suivantes: Organisation internationale du Travail, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, Organisation

mondiale de la santé, Banque internationale pour la reconstruction et le développement, Fonds monétaire international.

POINT 47 DE L'ORDRE DU JOUR

Question de la prorogation du mandat des membres de la Commission du commerce international des produits de base et de l'élection de membres de la Commission (fin)

1. M. MALINOWSKI (Secrétaire du Conseil) donne lecture du texte d'un projet de résolution que le Secrétariat a préparé comme suite à la demande formulée par le représentant du Royaume-Uni à la séance précédente:

"Le Conseil économique et social,

"Prenant note de la recommandation A.V.1. figurant dans l'Acte final de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement et de la résolution 1995 (XIX) de l'Assemblée générale, en date du 30 décembre 1964,

"1. Décide de dissoudre la Commission du commerce international des produits de base;

"2. Décide de transférer les fonctions de cette commission à la Commission des produits de base du Conseil du commerce et du développement de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement."

2. Sir Keith UNWIN (Royaume-Uni) trouve ce texte parfaitement satisfaisant. Il importe néanmoins d'attirer l'attention du Conseil du commerce et du développement sur la nécessité de tenir compte, pour l'élaboration du mandat de la Commission des produits de base, de toutes les fonctions qu'assume actuellement la Commission du commerce international des produits de base. Le représentant du Royaume-Uni espère que le Secrétariat fera le nécessaire à ce sujet.

3. Le PRESIDENT par intérim propose au Conseil d'adopter le projet de résolution dont le Secrétaire du Conseil a donné lecture.

Il en est ainsi décidé.

POINT 48 DE L'ORDRE DU JOUR

Modifications au calendrier des conférences pour 1965 (E/4001, E/4002) [fin]

DATE ET LIEU DE LA SESSION D'ETE DU COMITE DE L'ASSISTANCE TECHNIQUE ET DU COMITE DE L'HABITATION, DE LA CONSTRUCTION ET DE LA PLANIFICATION

4. M. HILL (Secrétariat) répond aux questions qui lui ont été posées au cours de la séance précédente. Premièrement, il serait possible de réunir le Comité

de l'assistance technique (CAT) à Genève une semaine plus tôt que prévu, c'est-à-dire le 7 juin. Le choix de cette date entraînerait toutefois des dépenses supplémentaires d'environ 10 000 dollars au titre du personnel des services linguistiques et d'environ 1 000 dollars à d'autres postes. Deuxièmement, le fait de réunir le CAT à New York plutôt qu'à Genève permettrait de réaliser des économies de l'ordre de 25 000 dollars si la session avait lieu à la date prévue et durait deux semaines. Les dépenses seraient plus élevées pour une session de trois semaines; d'autre part, si la date d'ouverture était fixée au 7 juin, il s'ensuivrait des dépenses additionnelles de quelque 10 000 dollars.

5. M. PACHACHI (Irak) prie le représentant du Secrétaire général d'expliquer pourquoi les dépenses seraient plus élevées si le CAT se réunissait le 7 juin au lieu du 14.

6. N'étant pas membre du Comité de l'habitation, de la construction et de la planification, l'Irak ne saurait avoir d'opinion tranchée sur le lieu de réunion de cet organe. Mais peut-être les économies qui pourraient être réalisées, s'il se réunissait à New York, rendraient-elles plus acceptables les dépenses supplémentaires qu'entraînerait le maintien à Genève de la session du CAT.

7. M. BLAU (Etats-Unis d'Amérique) s'étonne qu'il soit possible d'avancer la date de la session du CAT au 7 juin, car à cette date la Conférence internationale du Travail se tient au Palais des Nations.

8. M. RENAUD (France) estime que le Conseil ne dispose pas encore de tous les éléments nécessaires pour arrêter sa décision. La délégation française, tout en étant prête à se rallier aux vues de la majorité, tient à réserver une importante question de principe: il faudrait que le Conseil, s'il décidait, pour des raisons d'économie ou de commodité, de tenir la prochaine session du CAT à New York, précise qu'il s'agit là d'une décision exceptionnelle n'affectant en rien le principe de l'alternance des sessions entre New York et Genève, auquel la délégation française reste très attachée.

9. Pour le calcul des économies, il faut tenir compte non seulement des dépenses de l'ONU, mais aussi de celles de certaines institutions spécialisées ou de certains Etats pour lesquels des réunions peuvent être moins coûteuses à Genève qu'à New York.

10. M. HILL (Secrétariat) précise à l'intention du représentant de l'Irak que le personnel temporaire engagé pour la session du CAT est le même que celui qui doit assurer le service de la session d'été du Conseil économique et social. Si la session du CAT commence le 14 juin, il n'y aura pas de battement entre la fin de la session du CAT et le début de celle du Conseil. Si la session du CAT est avancée au 7 juin, le personnel temporaire restera inemployé pendant une semaine entre les sessions des deux organes.

11. M. Hill assure d'autre part le représentant des Etats-Unis qu'il a été tenu compte de la simultanéité de la Conférence internationale du travail et de la session du CAT, qui est du reste inévitable puisque la Conférence durera jusqu'au 25 juin.

12. Sir Keith UNWIN (Royaume-Uni) est prêt à accepter la suggestion du Secrétaire général tendant à réunir le CAT et le Comité de l'habitation, de la construction et de la planification à New York en 1965, eu égard au souci d'économie qui a dicté cette proposition. Il reste toutefois entendu que cette décision ne saurait en aucun cas créer un précédent.

13. M. ARKADYEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) explique que la réunion du CAT à New York créerait certaines difficultés pour l'Union soviétique, qui devrait envoyer des représentants à New York pour le CAT et d'autres représentants à Genève pour le Conseil économique et social, alors que ce sont normalement les mêmes qui participent aux sessions des deux organes.

14. Les travaux du Comité de l'habitation, de la construction et de la planification étant moins intimement liés aux activités du Conseil que ceux du CAT, ce comité pourrait se réunir à New York tandis que le CAT se réunirait à Genève, du 14 au 25 juin.

Il en est ainsi décidé.

15. M. DE SEYNES (Sous-Secrétaire aux affaires économiques et sociales) propose au Conseil de laisser au Secrétariat le soin d'organiser à New York, soit en août, soit en septembre, selon les services et les locaux disponibles, la session du Comité de l'habitation, de la construction et de la planification.

Il en est ainsi décidé.

LIEU DES TROISIEME ET QUATRIEME SESSIONS DU COMITE CONSULTATIF SUR L'APPLICATION DE LA SCIENCE ET DE LA TECHNIQUE AU DEVELOPPEMENT

16. Le PRESIDENT par intérim appelle l'attention du Conseil sur la proposition tendant à ce que la troisième session du Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement, à l'invitation de l'UNESCO, se tienne au siège de l'UNESCO, à Paris, du 31 mars au 9 avril 1965.

Il en est ainsi décidé.

17. Le PRESIDENT par intérim appelle l'attention du Conseil sur les dispositions de la résolution 1047 (XXXVII) du Conseil et sur le paragraphe 5 du document E/4001, relatifs à la quatrième session du Comité consultatif.

18. M. BLAU (Etats-Unis d'Amérique) estime que les réunions des sous-groupes sont beaucoup plus importantes qu'une nouvelle réunion du Comité consultatif lui-même et appuie la proposition du Secrétaire général visant à supprimer la deuxième session que le Comité devrait tenir en 1965, étant entendu que le solde des crédits disponibles servirait à couvrir les dépenses des réunions des sous-groupes.

19. Le PRESIDENT par intérim propose d'adopter la proposition du Secrétaire général, telle que le représentant des Etats-Unis vient de la formuler.

Il en est ainsi décidé.

POINT 39 DE L'ORDRE DU JOUR

Elections

ELECTION DES NEUF MEMBRES SUPPLEMENTAIRES DES COMITES DE SESSION DU CONSEIL

20. Le PRESIDENT par intérim annonce la candidature des Etats suivants: Cameroun, Danemark, Ghana, Inde, Iran, Madagascar, Mexique, République arabe unie, République-Unie de Tanzanie.

21. M. Amjad ALI (Pakistan) estime que, puisqu'il y a neuf postes et neuf candidats, le Conseil pourrait procéder aux élections par acclamation.

22. M. TREMBLAY (Canada) ne voit pas d'objections à cette procédure, à condition qu'elle ne crée pas de précédent.

Il en est ainsi décidé.

Les représentants du Cameroun, du Danemark, du Ghana, de l'Inde, de l'Iran, de Madagascar, du Mexique, de la République arabe unie et de la République-Unie de Tanzanie sont élus par acclamation membres des comités de session du Conseil.

23. Le PRESIDENT par intérim félicite les représentants des pays qui viennent d'être élus aux comités de session du Conseil et les invite à prendre place à la table du Conseil.

M. Beleoken (Cameroun), M. Bloend et Mme Wright (Danemark), M. Quao (Ghana), M. Hiremath (Inde), M. Esfandiary (Iran), M. Rakotomalala (Madagascar), M. Carranco (Mexique), M. S. Khalil (République arabe unie) et Mme Danieli (République-Unie de Tanzanie) prennent place à la table du Conseil.

POINT 42 DE L'ORDRE DU JOUR

Programme de travail du Conseil pour 1965
(E/L.1067 et Corr.1)

24. Le PRESIDENT par intérim invite le Conseil à procéder à un examen préliminaire de son programme de travail pour 1965 et signale qu'il est nécessaire de prendre une décision sur le projet de liste de questions à examiner à la trente-huitième session, figurant dans le projet de programme établi par le Secrétaire général (E/L.1067 et Corr.1).

25. Sir Keith UNWIN (Royaume-Uni) fait observer que, vu son importance, le point 6 (Examen et réévaluation du rôle et des fonctions du Conseil) devrait être réinscrit à l'ordre du jour de la trente-neuvième session.

26. M. BACKES (Autriche) présente quelques observations sur certaines des questions figurant sur cette liste. A propos du point 5 (Dessalement de l'eau dans les pays en voie de développement), il fait observer que les délégations devraient être saisies en temps utile du rapport du Secrétaire général. Le point 6 est effectivement de la plus haute importance et devrait donc être examiné à titre préliminaire, non seulement à la trente-huitième, mais aussi à la trente-neuvième session. En ce qui concerne le point 7 (Programme de travail de l'ONU dans les domaines économique et social et dans celui des droits de l'homme), il serait utile que le Secrétaire général distribue un rapport sur les progrès accom-

plis dans ces domaines suffisamment tôt. Enfin, à propos du point 8 (Elections), M. Backes dit qu'il est inutile, à son avis, de procéder dès la session en cours à l'élection des membres des commissions dont la nomination prendra effet au 1er janvier 1966, puisque le Conseil se réunira à nouveau en janvier 1966.

27. M. PACHACHI (Irak) rappelle que de graves divergences de vues se sont manifestées au sein du Conseil, lors de sa trente-septième session, à propos de la question inscrite au point 6. Si le Conseil a finalement décidé (1351ème séance) de l'inscrire dans le projet de liste des questions à examiner à sa trente-huitième session, c'est parce que l'on supposait que l'Assemblée générale en aurait été auparavant saisie à sa dix-neuvième session. Puisque les choses se sont passées différemment, M. Pachachi se demande s'il convient de maintenir quand même cette question à l'ordre du jour des trente-huitième et trente-neuvième sessions du Conseil. Il s'agit d'une question au sujet de laquelle on ne saurait prendre de décision hâtive avant que l'Assemblée générale ne s'en soit occupée, comme elle le fera, à sa vingtième session.

28. M. BLAU (Etats-Unis d'Amérique) pense, comme les représentants du Royaume-Uni et de l'Autriche, que le Conseil devrait au moins procéder à un examen préliminaire de cette question lors de sa trente-huitième session, même si une décision définitive ne doit être prise à cet égard qu'à la trente-neuvième ou même plus probablement à la quarantième session. Il fait observer au représentant de l'Irak que l'inscription de cette question à l'ordre du jour de la dix-neuvième session de l'Assemblée générale n'a été demandée par aucune délégation. Maintenant que l'Assemblée générale a décidé de constituer la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement en tant qu'organe de l'Assemblée, rien ne s'oppose à ce que le Conseil aborde l'examen et la réévaluation de son rôle et de ses fonctions, compte tenu des nouveaux organes dont la création a été décidée. Pour ces raisons, la délégation des Etats-Unis tient beaucoup à ce que cette question reste à l'ordre du jour de la trente-huitième session du Conseil.

29. M. ARKADYEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) voit bien qu'en proposant de surseoir à l'élection de six membres du CAT pour un mandat de deux ans à compter du 1er janvier 1966, l'Autriche envisage que la fusion du Fonds spécial et du Programme élargi d'assistance technique aura été accomplie dans l'intervalle. Mais si certains sont en faveur de cette fusion, d'autres y sont opposés, et l'on ne saurait valablement se départir de la pratique normale en anticipant sur la décision que prendra l'Assemblée générale.

30. En ce qui concerne le point 6, l'Union soviétique comprend les scrupules de l'Irak, mais la tâche de réévaluation du rôle et des fonctions du Conseil est une entreprise de longue haleine qui ne sera certainement pas menée à terme en une session du Conseil ni en une session de l'Assemblée générale. Rien ne devrait donc empêcher le Conseil d'aborder cette question à sa trente-huitième session, ne fût-ce que pour procéder à des échanges de vues et pour

faire des propositions qui pourront être examinées ultérieurement. C'est pourquoi l'Union soviétique est pour le maintien du point 6 de l'ordre du jour.

31. M. BACKES (Autriche) estime, comme l'Union soviétique, qu'il convient assurément de suivre la pratique usuelle en matière d'élections; mais c'est tomber d'un extrême dans l'autre que de vouloir procéder dès à présent à des élections pour 1966. Celles-ci auraient eu lieu normalement à la reprise de la trente-neuvième session, mais le Conseil a décidé de supprimer la reprise de sa session en décembre. Si toutefois la quarantième session du Conseil ne devait pas avoir lieu en janvier, on pourrait avancer la date de ces élections.

32. M. RENAUD (France) fait remarquer, à propos du point 5, que le document sur les coûts des divers procédés de dessalement devra être examiné dans les diverses capitales par les spécialistes. S'il n'est pas distribué à temps, il serait assez chimérique de compter en discuter utilement dès le 22 mars.

33. En ce qui concerne le point 6, la France est d'avis qu'il faut le maintenir à l'ordre du jour. Cette question doit être examinée de façon suivie, au regard de considérations dont certaines sont changeantes; les délibérations du Conseil, à ses trente-huitième et trente-neuvième sessions, pourront contribuer utilement à la décision que devra prendre l'Assemblée générale.

34. Pour ce qui est du point 8 (Elections), plus le Conseil procédera normalement, sans préjuger les décisions qui pourront être prises ultérieurement, plus il facilitera la tâche de l'Assemblée générale.

35. M. Amjad ALI (Pakistan) partage l'avis de la France au sujet du point 5 et estime qu'il serait plus indiqué d'en reporter l'examen à la trente-neuvième session.

36. Quant au point 6, sans s'opposer à ce qu'il figure à l'ordre du jour de la trente-huitième session, il lui semble qu'on pourrait l'examiner plus utilement à la trente-neuvième session; en effet, s'il est vrai que l'Assemblée générale a d'ores et déjà constitué la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement en tant qu'organe de l'Assemblée, le mandat des diverses commissions n'a pas été fixé et l'on ne pourra vraiment entreprendre l'examen du point 6 qu'après la première session du Conseil du commerce et du développement.

37. Enfin, pour ce qui est du point 8, le Pakistan appuie la position de l'Union soviétique et de la France.

38. M. PACHACHI (Irak) rappelle que les 12 auteurs du projet de résolution présenté au Conseil lors de sa trente-septième session (E/AC.24/L.252) étaient convaincus que l'Assemblée générale aurait la possibilité d'étudier en détail la question de l'avenir du Conseil dans le cadre de l'examen des rapports du Conseil et de la Conférence, points qui figuraient à l'ordre du jour de sa dix-neuvième session. Nul ne contestait qu'il y eût urgence à examiner et réévaluer le rôle et les fonctions du Conseil; la question était de savoir si cette tâche si importante devait être mise en train à l'Assemblée, où tous les Etats Membres pourraient donner leur avis, ou au Conseil. C'est donc parce qu'on pensait alors que

l'Assemblée générale aborderait cette question à sa dix-neuvième session que ce point a été inscrit à l'ordre du jour de la trente-huitième session du Conseil.

39. Il faut espérer d'autre part qu'à sa vingtième session, l'Assemblée générale décidera d'élargir la composition du Conseil, ce qui permettra à ce dernier d'étudier plus utilement cette question importante en 1966. M. Pachachi insiste pour qu'on remette à la séance suivante, prévue pour le 8 mars, la décision concernant le maintien du point 6 à l'ordre du jour de la trente-huitième session, ce qui lui donnera la possibilité de procéder aux consultations indispensables.

40. M. QUIJANO (Argentine) estime lui aussi que le point 6 doit être maintenu à l'ordre du jour de la trente-huitième session; peut-être le Conseil du commerce et du développement disposera-t-il déjà alors d'une documentation qui contribuera à orienter les débats. De toute façon le Conseil pourra reprendre la question à sa trente-neuvième session.

41. Selon M. S. KHALIL (République arabe unie), toute discussion entamée sur le point 6 avant que le Conseil du commerce et du développement ait pu définir sa position et préciser son mandat ne pourrait se fonder que sur des hypothèses. M. Khalil ne s'oppose pas, toutefois, à ce que l'examen de la question commence dès la trente-neuvième session, si tel est le désir des délégations, mais à condition qu'aucune décision ne soit prise avant que l'Assemblée générale ait pu se prononcer sur le problème. En ce qui concerne les élections au CAT, mieux vaudrait procéder normalement et ne pas les faire dépendre d'événements ultérieurs.

42. M. DE SEYNES (Sous-Secrétaire aux affaires économiques et sociales), répondant aux questions posées au sujet de la documentation relative au dessalement, précise que le Conseil sera saisi, à sa trente-huitième session, d'une documentation concernant notamment la ligne à suivre pour l'avancement des études sur le dessalement et les méthodes permettant d'évaluer le coût des projets en la matière. Le document relatif à cette dernière question est presque terminé et sera publié quelques jours avant le début de la session. Vu l'importance du problème, et l'intérêt qu'il suscite partout, le Secrétariat considère qu'il est important que ce document soit soumis au Conseil aussitôt que possible afin qu'il puisse être utilisé devant d'autres instances. Il sera alors possible au Conseil de décider, soit de l'examiner sans retard, soit d'en renvoyer l'étude à la trente-neuvième session.

43. M. TREMBLAY (Canada) partage l'opinion des représentants qui sont intervenus en faveur du maintien du point 6 à l'ordre du jour de la trente-huitième session et de son inscription à l'ordre du jour des sessions suivantes. La discussion de cette question est d'autant plus nécessaire que l'activité de l'ONU dans le domaine économique et social prend une importance croissante, comme le montre la constitution de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement en tant qu'organe de l'Assemblée, et une telle discussion aboutira à des résultats d'autant plus utiles que le Conseil bénéfi-

ciera désormais de l'expérience de 27 membres au lieu de 18.

44. M. ARKADYEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) dit qu'il a écouté avec attention les commentaires et les réserves du représentant de l'Irak concernant le point 6. Pour tenir compte des diverses opinions exprimées, le Conseil pourrait peut-être, à sa trente-huitième session, se borner à examiner ses fonctions d'ordre social en renvoyant à la trente-neuvième session les discussions plus générales, portant notamment sur les questions économiques.

45. M. BLAU (Etats-Unis d'Amérique) préférerait commencer l'examen du point 6 dès la trente-huitième session. Sa délégation, toutefois, ne prévoit qu'une discussion préliminaire, qui pourrait aboutir à un accord sur la portée de l'étude critique que le Conseil voudrait entreprendre et sur le dispositif à mettre en place pour poursuivre cette étude entre les sessions, ainsi qu'à une décision tendant à ce que les résultats obtenus ne soient pas présentés au Conseil avant sa quarantième session. Il fait observer à ce propos qu'une telle procédure donnerait à l'Assemblée la possibilité de faire connaître ses vues sur la question lors de sa vingtième session.

46. M. PACHACHI (Irak) rappelle qu'à la trente-septième session, il a fortement souligné la nécessité de redonner une nouvelle vitalité au Conseil économique et social, de façon qu'il puisse jouer le rôle qui lui a été dévolu; toutefois, il a également dit que les recommandations adoptées à la Conférence, s'il est vrai qu'elles influent sur certaines décisions du Conseil, ne devraient pas avoir pour résultat de donner à ce dernier une importance accrue. La position du représentant des Etats-Unis n'est pas tout à fait rassurante à cet égard, car le genre d'examen proposé par lui semble déjà dépasser le stade préliminaire et risque de rendre plus difficile l'action éventuelle de l'Assemblée générale en la matière.

47. Ressentant une certaine responsabilité à l'égard des délégations qui partagent ses vues sur la question de savoir si les discussions préalables doivent avoir lieu au Conseil ou à l'Assemblée générale, M. Pachachi suggère que l'on donne à ces délégations, ainsi qu'à tous les membres du Conseil, le temps de se consulter, et que l'on remette, en conséquence, toute décision sur le point 6 à la séance suivante.

48. M. ARCA-PARRO (Pérou) souhaiterait que le document à paraître sur le dessalement soit distribué rapidement pour permettre aux délégations, sinon de l'examiner à fond, du moins de pouvoir en commencer la discussion. En ce qui concerne le point 6, s'agissant d'un travail d'autocritique, il semblerait logique que l'initiative d'une réévaluation et d'une réorientation éventuelle de ses travaux appartienne au Conseil. Rien n'empêcherait que la question soit ensuite soumise à l'Assemblée générale, où d'autres délégations pourraient exprimer leurs vues et combler certaines lacunes.

49. M. BOUATTOURA (Algérie) partage les vues du représentant de l'Irak en ce qui concerne le point 6; il voudrait simplement ajouter que le Conseil économique et social ne devrait pas précipiter les

débats qui risqueraient de le mettre en contradiction avec le Conseil du commerce et du développement et de lui faire préjuger les décisions de l'Assemblée générale. Il vaudrait mieux avoir des consultations préalables avec le Conseil du commerce et du développement et faire appel à l'expérience de l'Assemblée générale, dont de nombreux membres ont déjà siégé au Conseil économique et social. Pour ces raisons, la délégation algérienne n'est pas en faveur de l'examen du point 6 à la trente-huitième session.

50. M. BENITES (Equateur) estime que les points d'accord entre les délégations sont plus importants que les points de désaccord. Elles reconnaissent toutes, en effet, l'importance du point 6. La Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement a fait apparaître de nouvelles façons de régler les problèmes économiques dans le monde et il est indispensable que le Conseil réévalue son propre rôle.

51. Quant aux points de désaccord, ils ne portent que sur des questions de procédure. Il s'agit d'abord de savoir qui est compétent pour la réévaluation prévue. De l'avis de la délégation de l'Equateur, ce serait le Conseil économique et social, bien que rien n'empêche l'Assemblée générale de discuter également de cette question. En ce qui concerne le choix du moment, le Conseil pourrait entreprendre l'examen de la question à sa trente-huitième session; s'il constate alors que le moment n'est pas opportun, il lui sera facile de renvoyer la discussion à la trente-neuvième session. Quant à savoir s'il convient de procéder par étapes, comme le suggère le représentant de l'URSS, ou d'entreprendre un examen préliminaire, comme le préconise le représentant des Etats-Unis, il sera grand temps pour le Conseil économique et social d'en décider à sa trente-huitième session. Pour ces raisons, la délégation de l'Equateur se prononce en faveur du maintien du point 6 à l'ordre du jour de la trente-huitième session.

52. M. ESFANDIARY (Iran) se réserve le droit d'intervenir à une date ultérieure.

53. Le PRESIDENT par intérim, tenant compte des diverses opinions exprimées, propose au Conseil de prendre les décisions suivantes concernant les questions à examiner au cours de la trente-huitième session. Le point 5 serait examiné si les documents relatifs au dessalement parviennent à temps au Conseil. Toute décision concernant le point 6 serait ajournée à la séance suivante, comme le suggère le représentant de l'Irak. En ce qui concerne le point 8, le Conseil attendrait la trente-huitième session pour décider si les élections au CAT doivent avoir lieu à cette session ou à la session de printemps de 1966; par conséquent, la question de ces élections serait maintenue à l'ordre du jour provisoire. Le point 7, au sujet duquel on compte que la documentation nécessaire sera fournie par le Secrétariat, serait maintenu à l'ordre du jour provisoire, de même que le point 11, qui pourrait faire l'objet d'une discussion plus détaillée lors de la trente-huitième session. Conformément à la décision prise à sa 1352ème séance, le Conseil inscrirait à l'ordre du jour provisoire la question de la réunion du Groupe de travail spécial pour la question d'une déclaration sur la coopération économique internationale. Il n'y a

pas eu d'observation au sujet de l'introduction au projet de programme établi par le Secrétaire général. Le Conseil aurait ainsi formulé son programme de base pour 1965 et établi l'ordre du jour provisoire de la trente-huitième session, conformément aux articles 9 et 11 du règlement intérieur. Selon l'usage, le Secrétariat préparera un document indiquant dans la mesure du possible dans quel ordre et à quelle date le Conseil pourrait examiner les points inscrits à l'ordre du jour provisoire de la trente-huitième session.

Il en est ainsi décidé.

54. Le PRESIDENT par intérim dit que, s'il n'y a pas d'objection, la date d'ouverture de la trente-

huitième session, prévue pour le 15 mars, sera reportée au 22 mars.

Il en est ainsi décidé.

Déclaration du Président par intérim

55. Le PRESIDENT par intérim annonce que M. W. R. Malinowski, appelé au poste de Directeur de la Division des invisibles au secrétariat de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, doit cesser ses fonctions de secrétaire du Conseil économique et social. Il lui exprime la gratitude du Conseil pour la collaboration infatigable qu'il lui a apportée à ce titre depuis 1959.

La séance est levée à 18 heures.



CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Reprise de la trente-septième session

DOCUMENTS OFFICIELS

Lundi 8 mars 1965,
à 11 heures

NEW YORK

S O M M A I R E

	Pages
Déclaration du Président par intérim	11
Point 42 de l'ordre du jour:	
Programme de travail du Conseil pour 1965 (fin)	11
Point 41 de l'ordre du jour:	
Confirmation de la nomination de membres des commissions techniques du Conseil (fin) . . .	13
Point 39 de l'ordre du jour:	
Elections (fin)	
Election de membres du Comité de l'assis- tance technique	13
Election de membres du Comité du déve- loppement industriel	14
Election de membres du Comité du Con- seil chargé des organisations non gouver- nementales	14
Election de membres du Comité spécial de coordination	14
Clôture de la session	14

Président par intérim: M. Akira MATSUI
(Japon).

Présents:

Les représentants des Etats suivants, membres du Conseil: Algérie, Argentine, Autriche, Canada, Chili, Equateur, Etats-Unis d'Amérique, France, Gabon, Irak, Japon, Luxembourg, Pakistan, Pérou, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Tchécoslovaquie, Union des Républiques socialistes soviétiques.

Les représentants des Etats suivants, membres supplémentaires des comités de session: Cameroun, Danemark, Ghana, Inde, Madagascar, Mexique, République arabe unie, République-Unie de Tanzanie.

Les observateurs des Etats Membres suivants: Afghanistan, Australie, Brésil, Chine, Cuba, Espagne, Grèce, Hongrie, Italie, Koweït, Maroc, Nigéria, Nouvelle-Zélande, Pologne, République socialiste soviétique d'Ukraine, Suède, Tunisie, Turquie.

L'observateur de l'Etat non membre suivant: Suisse.

Les représentants des institutions spécialisées suivantes: Organisation internationale du Travail, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, Organisation mondiale de la santé, Fonds monétaire international.

Déclaration du Président par intérim

1. Le PRESIDENT par intérim, se faisant l'interprète de tous les représentants, souhaite la bienvenue au nouveau Secrétaire du Conseil, M. Kittani.

2. M. KITTANI (Secrétaire du Conseil) remercie le Président et, au nom du Secrétariat, donne au Conseil l'assurance qu'il ne ménagera aucun effort pour maintenir à un haut degré d'excellence la qualité du travail.

POINT 42 DE L'ORDRE DU JOUR

Programme de travail du Conseil pour 1965
(E/L.1067 et Corr.1) [fin]

3. Le PRESIDENT par intérim rappelle qu'à la séance précédente des représentants ont exprimé des opinions contradictoires concernant l'inscription à l'ordre du jour provisoire de la trente-huitième session de la question inscrite au point 6 du projet de liste de questions (E/L.1067 et Corr.1). Comme solution de compromis, il propose que le Conseil maintienne cette question à son ordre du jour, étant entendu qu'il en poursuivra l'examen à la trente-neuvième session et aux sessions suivantes.

4. M. Amjad ALI (Pakistan) accepte cette proposition étant entendu toutefois que l'examen de cette question à la trente-huitième session ne peut être que préliminaire.

5. M. WALDRON-RAMSEY (République-Unie de Tanzanie) souligne que l'organe compétent pour examiner les fonctions du Conseil est l'Assemblée générale où sont représentés tous les courants d'opinion et où tous les Etats Membres peuvent exprimer leurs vues. L'Assemblée est l'instance supérieure et le Conseil serait malvenu de se faire le juge de ses propres activités. Le Conseil sera dans l'impossibilité absolue de commencer à sa trente-huitième session l'examen d'une question aussi importante et complexe; même à sa trente-neuvième session, il ne pourra avoir à ce sujet qu'un échange de vues provisoire du fait qu'un certain nombre de pays en voie de développement se proposent de soumettre cette question à l'Assemblée pour qu'elle l'examine comme point distinct de son ordre du jour à sa vingtième session.

6. M. PACHACHI (Irak) estime qu'il n'est pas absolument nécessaire d'aborder l'examen du point 6 à la trente-huitième session; toutefois, il ne verra pas d'objection à une telle procédure à condition cependant que les observations présentées ne soient que préliminaires. Il vaudrait beaucoup mieux commencer cet examen à la trente-neuvième session et le poursuivre au cours des sessions suivantes à la lumière des décisions que pourrait prendre à ce sujet l'Assemblée générale lors de sa vingtième session.

7. M. BOUATTURA (Algérie) dit qu'il n'a pas d'objection à un échange de vues préliminaire sur le point 6 à la trente-huitième session; toutefois, la trente-neuvième session conviendrait mieux, étant entendu que la question peut être examinée par l'Assemblée générale.

8. M. HIREMATH (Inde) dit que les membres du Conseil semblent s'accorder à reconnaître qu'il sera impossible d'examiner au fond le point 6 à la trente-huitième session et qu'il faut se garder de prendre une décision définitive tant que l'Assemblée n'a pas examiné cette question. Il est naturel que le Conseil veuille examiner ses propres activités, mais cela ne doit pas exclure la possibilité d'un examen analogue par l'Assemblée générale. Il appuie la proposition du Président, étant entendu que l'examen par le Conseil du point 6 à sa trente-huitième session ne sera que préliminaire.

9. Sir Keith UNWIN (Royaume-Uni) souligne que la question inscrite au point 6 est complexe et que son examen exigera beaucoup de temps et d'attention. Si, comme le représentant de la République-Unie de Tanzanie l'a indiqué, elle doit figurer sous forme de question distincte à l'ordre du jour de la vingtième session de l'Assemblée générale, il faut reconnaître qu'un délai de six mois est vraiment court pour que la question puisse être étudiée par les gouvernements qui voudraient en discuter. Avant qu'une décision ne soit prise, la délégation britannique voudrait connaître l'opinion des membres supplémentaires des comités de session du Conseil et du Conseil du commerce et du développement et, en fait, celle des membres supplémentaires d'un Conseil économique et social élargi. Le représentant du Royaume-Uni approuve la proposition du Président et espère qu'aux trente-huitième et trente-neuvième sessions, des opinions de caractère préliminaire seront présentées qui contribueront à susciter un examen plus détaillé à une date ultérieure.

10. M. S. KHALIL (République arabe unie) considère qu'il sera difficile pour le Conseil d'entreprendre un examen profitable du point 6 à sa trente-huitième session, à la veille de la première session du Conseil du commerce et du développement. A sa trente-septième session, le Conseil, se fondant sur l'hypothèse que l'Assemblée générale l'aurait examinée à sa dix-neuvième session, a inscrit cette question à l'ordre du jour provisoire de sa trente-huitième session. Toutefois, l'Assemblée n'ayant pu procéder à cet examen, on ne saurait s'attendre que le Conseil puisse l'aborder au mois de mars. Il vaudrait beaucoup mieux entreprendre cet examen à la session d'été et, même à ce moment-là, s'en tenir à un échange de vues préliminaire en prévision d'un examen complet par l'Assemblée générale à sa vingtième session.

11. M. BELEOKEN (Cameroun) pense lui aussi qu'il serait prématuré d'aborder l'examen du point 6 à la trente-huitième session; il vaudrait beaucoup mieux le remettre à une date postérieure à la première session du Conseil du commerce et du développement.

12. Mme WRIGHT (Danemark) appuie la suggestion faite par le Président par intérim au début de la séance. Elle estime, comme le représentant du Royaume-Uni, que la question demande un examen

approfondi et ne pourrait être traitée de façon adéquate en une ou même deux sessions du Conseil. Une étude préliminaire du point 6 à la trente-huitième session pourrait donner lieu à de nouvelles suggestions concernant la meilleure méthode d'aborder le problème.

13. M. MAKEEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) continue de penser qu'il serait utile de commencer l'examen du point 6 à la trente-huitième session, mais plusieurs délégations ont indiqué qu'elles préféreraient attendre jusqu'à la trente-neuvième session. Dans un esprit de compromis, M. Makeev propose que les représentants qui le désirent soient autorisés à prendre la parole sur cette question à la trente-huitième session, sans qu'aucune recommandation ou projet de résolution ne soit adopté, et que, si le point 6 ne peut être retenu, ces observations soient présentées au titre du point 7.

14. M. ILLANES (Chili) dit qu'il n'a pas d'objection à ce que l'on aborde l'examen du point 6 à la trente-huitième session, s'il ne s'agit que d'un examen préliminaire. La proposition de l'Union soviétique constitue un compromis utile.

15. M. WILLIAMS (Etats-Unis d'Amérique) note que la plupart des délégations paraissent accepter la suggestion du Président. Un échange de vues préliminaire à la trente-huitième session, suivi d'un nouvel examen lors des sessions ultérieures, permettrait de satisfaire toutes les délégations, car les nouvelles institutions auraient intérêt à ce qu'il n'y ait pas d'ambiguïté quant à la division des attributions entre elles et le Conseil. En fait, il serait utile pour les délégations qui participent à la première session du Conseil du commerce et du développement d'avoir une idée de l'opinion du Conseil avant de commencer leurs débats.

16. Selon le représentant des Etats-Unis, on devrait au moins procéder à un échange de vues préliminaire à la trente-huitième session, car l'ajournement de toute discussion ne ferait qu'ajouter au découragement qu'éprouvent de nombreuses délégations du fait des conditions difficiles dans lesquelles s'est déroulée la dernière session de l'Assemblée générale. Un examen préliminaire par le Conseil ne préjugerait en rien la décision concernant le mandat des nouveaux organes ni de tout examen auquel l'Assemblée générale pourrait vouloir procéder et démontrerait que le Conseil s'efforce de faire face aux problèmes actuels et de contribuer au fonctionnement efficace de l'Organisation.

17. M. RENAUD (France) constate qu'il y a accord général sur trois points principaux: premièrement, il ne serait pas possible de terminer l'examen du point 6 à la trente-huitième session; deuxièmement, on ne peut procéder, en 1965, qu'à des échanges de vues préliminaires, car aucune décision ne peut être prise quant au rôle du Conseil par rapport aux nouvelles institutions avant qu'on ait procédé à un examen et à une réévaluation des fonctions; enfin, plusieurs sessions seront nécessaires pour ce faire, car un tel examen exige une étude minutieuse et prolongée. Il convient donc de maintenir le point 6 à l'ordre du jour provisoire de la trente-huitième session; les délégations qui tiennent à donner leur opinion auront ainsi l'occasion de le faire, mais celles qui ne sont

pas encore prêtes à prendre position ne seront pas obligées d'intervenir. Il est évident que cette question devra être maintenue à l'ordre du jour pendant plusieurs sessions, car les travaux du Conseil du commerce et du développement ne manqueront pas d'influencer les débats du Conseil.

18. M. WALDRON-RAMSEY (République-Unie de Tanzanie) dit qu'il n'est pas d'avis d'inclure le point 6 dans l'ordre du jour provisoire de la trente-huitième session, et ce pour plusieurs raisons. Tout d'abord, le Conseil semblerait ainsi impliquer qu'il est compétent pour examiner et réévaluer son rôle et ses fonctions, alors que seule l'Assemblée générale a qualité pour le faire. En second lieu, la trente-huitième session sera très courte et le Conseil a beaucoup d'autres questions importantes à examiner. La proposition du représentant de l'URSS semble la seule pratique et acceptable; M. Waldron-Ramsey prie instamment le Conseil de l'adopter. Le Conseil pourrait reprendre la question lors d'une session ultérieure, lorsque l'Assemblée générale aura ouvert la voie à une discussion profitable.

19. M. BENITES (Equateur) partage l'avis du représentant de la France en ce qui concerne la description des trois points sur lesquels il y a accord; cependant, il est une considération dont on n'a pas tenu compte: même si le point 6 est inscrit à l'ordre du jour, il se peut qu'il ne soit pas examiné au cas où aucune délégation ne désirerait exprimer une opinion, même provisoire; et si le manque de temps obligeait à en remettre l'examen à une date ultérieure, il pourrait être renvoyé à la session suivante.

20. A priori, M. Benites n'a pas d'objection contre la proposition de l'URSS, mais la question inscrite au point 7 est d'une portée assez limitée. Si l'on doit procéder à un échange de vues préliminaire sur le rôle et les fonctions du Conseil dans le cadre du point 7, le Conseil devra prendre une décision spéciale à cet effet à la session en cours. Le représentant de l'Equateur ne peut appuyer la proposition de l'URSS que s'il y a accord général sur ce point.

21. En ce qui concerne la question de savoir si le Conseil est compétent pour réévaluer son rôle et ses fonctions, l'Article 60 de la Charte des Nations Unies est formel sur ce point. L'Assemblée générale et, sous son autorité, le Conseil économique et social, sont chargés de remplir les fonctions de l'Organisation en matière de coopération économique et sociale sur le plan international. Rien n'empêche donc le Conseil de procéder à un examen préliminaire à sa prochaine session; ces travaux aideront également l'Assemblée lorsqu'elle abordera la question. M. Benites appuie donc la suggestion du Président.

22. M. PACHACHI (Irak) dit que les membres du Conseil s'accordent à penser que le point 6 devrait être inscrit à l'ordre du jour provisoire de la trente-neuvième session. Le Conseil estime également que les délégations qui en ont le désir devraient être autorisées à exprimer une opinion préliminaire à la trente-huitième session, soit à propos du point 7, soit à propos d'un autre point. Etant donné que certaines délégations ont estimé qu'elles ne pouvaient pas examiner la question dans le cadre du point 7, M. Pachachi approuve l'inscription du point 6 en tant

que point distinct, à condition que la question soit également examinée à la trente-neuvième session du Conseil et à la vingtième session de l'Assemblée générale.

23. M. RENAUD (France) estime qu'il serait difficile de parler de la question inscrite au point 6 à propos du point 7 qui, conformément à la résolution 1046 (XXXVII) du Conseil, a surtout trait aux questions budgétaires. M. Renaud se prononce donc pour l'inscription du point 6 en tant que point distinct.

24. Le PRESIDENT par intérim fait observer que, dans l'ensemble, le Conseil est d'avis d'inclure le point 6 à l'ordre du jour de la trente-huitième session en tant que point distinct, étant entendu que les délégations peuvent, si elles le désirent, participer à un échange de vues préliminaire et que le Conseil ne prendra pas de décision; ce point figurera également à l'ordre du jour de la trente-neuvième session.

Il en est ainsi décidé.

25. Le PRESIDENT par intérim propose aux membres du Conseil d'adopter le projet de liste de questions à examiner à la trente-huitième session telle qu'il figure dans le document E/L.1067 et Corr.1, en ajoutant à cette liste, conformément à la décision qu'il a prise à sa 1353ème séance, la question d'une réunion du Groupe de travail spécial pour la question d'une déclaration sur la coopération économique internationale.

Il en est ainsi décidé.

POINT 41 DE L'ORDRE DU JOUR

Confirmation de la nomination de membres des commissions techniques du Conseil (E/3994/Add.3) [fin]

26. Le PRESIDENT par intérim dit que, s'il n'y a pas d'objection, il considérera que le Conseil décide de confirmer la nomination des membres des commissions techniques dont les noms sont mentionnés dans la note du Secrétaire général (E/3994/Add.3).

Il en est ainsi décidé.

POINT 39 DE L'ORDRE DU JOUR

Elections [fin]

ELECTION DE MEMBRES DU COMITE DE L'ASSISTANCE TECHNIQUE

27. Le PRESIDENT par intérim invite le Conseil à élire six membres du Comité de l'assistance technique pour un mandat de deux ans commençant le 1er janvier 1965, conformément à la résolution 863 (XXXII) du Conseil.

28. M. Amjad ALI (Pakistan) suggère que, étant donné qu'il y a six sièges à pourvoir et six candidats, l'élection de ces derniers ait lieu par acclamation.

Il en est ainsi décidé.

Le Brésil, le Danemark, la Nigéria, la Pologne, la République arabe unie et la Suisse sont élus membres du Comité de l'assistance technique par acclamation.

29. Le PRESIDENT par intérim invite le Conseil à élire un autre membre du Comité, qui ne soit pas membre du Conseil, pour siéger au Comité pendant la durée restant à courir du mandat du Canada, qui expire le 31 décembre 1965, le Canada ayant été élu membre du Conseil par l'Assemblée générale. La Nouvelle-Zélande étant le seul candidat, le Président suggère que l'élection ait lieu à nouveau par acclamation.

La Nouvelle-Zélande est élue membre du Comité de l'assistance technique par acclamation.

ELECTION DE MEMBRES DU COMITE DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL

30. Le PRESIDENT par intérim invite le Conseil à élire quatre membres du Comité du développement industriel, conformément à la résolution 751 (XXIX) du Conseil et aux décisions prises par le Conseil le 21 décembre 1960 (1135ème séance).

A la demande du Président, M. Djoudi (Algérie) et M. Muraoka (Japon) assument les fonctions de scrutateurs.

Il est procédé au vote au scrutin secret.

<i>Bulletins déposés:</i>	18
<i>Bulletins nuls:</i>	0
<i>Bulletins valables:</i>	18
<i>Majorité requise:</i>	10

Nombre de voix obtenues:

Maroc	16
Mexique	16
Grèce	15
Koweït	14
Turquie	9

Ayant obtenu la majorité requise, le Maroc, le Mexique, la Grèce et le Koweït sont élus membres du Comité du développement industriel.

31. Le PRESIDENT par intérim invite le Conseil à élire un autre membre du Comité, qui ne soit pas membre du Conseil, pour siéger au Comité pendant la

durée restant à courir du mandat du Pakistan, qui expire le 31 décembre 1966, le Pakistan ayant été élu membre du Conseil par l'Assemblée générale. Comme il n'y a qu'un seul candidat, le Président propose que l'élection ait lieu à nouveau par acclamation.

La Turquie est élue membre du Comité du développement industriel par acclamation.

ELECTION DE MEMBRES DU COMITE DU CONSEIL CHARGE DES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES

32. Le PRESIDENT par intérim invite le Conseil à élire sept membres du Comité du Conseil chargé des organisations non gouvernementales pour 1965, conformément à l'article 82 de son règlement intérieur. Comme il y a sept candidats et sept sièges à pourvoir, le Président propose que l'élection ait lieu à nouveau par acclamation.

L'Autriche, le Chili, les Etats-Unis d'Amérique, la France, le Gabon, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et l'Union des Républiques socialistes soviétiques sont élus membres du Comité du Conseil chargé des organisations non gouvernementales par acclamation.

ELECTION DE MEMBRES DU COMITE SPECIAL DE COORDINATION

33. Le PRESIDENT par intérim dit qu'il n'y a que trois candidats — l'Autriche, l'Argentine et l'Union soviétique — pour 11 sièges à pourvoir. Il propose donc de remettre l'élection à la trente-huitième session.

Il en est ainsi décidé.

Clôture de la session

34. Après les échanges de remerciements et de félicitations d'usage, le PRESIDENT par intérim prononce la clôture de la session.

La séance est levée à 12 h 40.